

Léon TROTSKY  
(1922)

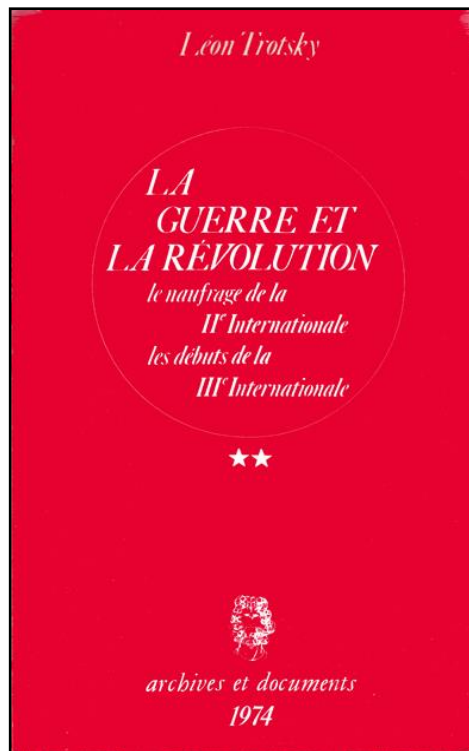
# **La guerre et la révolution**

**Le naufrage de la IIe Internationale.  
Les débuts de la IIIe Internationale.**

Traduit du russe par André Oak.

**TOME II**

## Léon TROTSKY



Traduit du russe par André Oak. Paris :  
Les Éditions Tête de feuilles, 1974, 338 pp.  
Collection : Archives et documents.

# Table des matières

[Introduction](#), Léon Trotsky, 22 mai 1922

- VII. [Zimmerwald](#)
- VIII. [Étapes](#)
- IX. [Le social-patriotisme russe](#)
- X. [La crise du socialisme français](#)
- XI. [Dans la social-démocratie allemande](#)
- XII. [Dans la social-démocratie autrichienne](#)
- XIII. [La persécution contre Rakovski](#)
- XIV. [Dans un monde de vilénie et de désarroi](#)
- XV. [Expulsé de France](#)
- XVI. [À travers l'Espagne](#)
- XVII. [Aux U.S.A.](#)
- XVIII. [Dans les geôles de Lloyd George](#)
- XIX. [Programme de paix](#)

[Postface](#) (1922)

---

À la mémoire de  
Moïse Markovitch VOLODARSKY \*

---

\* **Volodarsky** : rédacteur au Novy Mir de New York. Collaborateur et ami de Trotsky. Fut assassiné par des Socialistes-révolutionnaires, à l'instigation de Sémenov. (Note du traducteur.)

# INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Le deuxième tome suit étroitement le premier et souligne les grandes étapes et les épisodes secondaires de la chute, puis de la renaissance du Socialisme international sur les bases de la guerre et de la politique de guerre des classes dirigeantes. Nous nous sommes efforcés, dans le journal *Naché Slovo*, d'enregistrer la vie intérieure des Partis socialistes, du moins dans les pays les plus importants. La presse étrangère nous parvenait irrégulièrement, en particulier la presse allemande acheminée par contrebande ou par des voies semi-illégales. En ce qui concerne le Socialisme français, nous eûmes l'occasion non seulement de suivre de près sa vie intérieure, mais encore d'y participer. Sur ce point, la censure française faisait preuve d'une vigilance particulière. Heureusement, celle-ci s'exerçait inégalement suivant les hésitations des sphères parlementaires et ministérielles. Aussi la censure ne se distinguait-elle pas par sa perspicacité. Certains jours, des critiques anodines concernant Vandervelde, Renaudel et Longuet étaient sabrées sans pitié par le crayon bleu. Puis, brusquement, se produisait une éclaircie, et nous pouvions, sans représsailles, imprimer des articles dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire.

## PARMI LES FRANÇAIS

Peu après mon arrivée à Paris<sup>1</sup>, je rencontrai Monatte, un des rédacteurs du journal syndicaliste *La Vie ouvrière*. Petit, maigrichon, énergique, ancien maître d'école, puis correcteur de profession, avec l'inévitable casquette à visière sur le côté, Monatte fit, dès le début, tomber la conversation sur les questions fondamentales du mouvement. Pas une seconde, il n'admit la réconciliation avec le militarisme et le pouvoir bourgeois. Mais où est la voie du salut ? ... Par l'intermédiaire de Monatte, je fis la connaissance — qui devait devenir plus intime par la suite — du journaliste Rosmer<sup>2</sup> ; du secrétaire de la Fédération des Métaux, Merrheim, prudent, insinuant ; du journaliste Guilbeaux, plus tard condamné à mort par contumace ; du secrétaire de la Fédération du Tonneau, « le père Bourderon », de la militante pacifiste Louise Saumoneau ; de l'instituteur Lorient et de bien d'autres. Les anarcho-syndicalistes restés fidèles à leur drapeau, tentaient d'expliquer la faillite de l'Internationale par l'influence néfaste du Marxisme et du Parlementarisme. Mais le passage général des dirigeants syndicalistes de la C.G.T. dans le camp gouvernemental était une négation trop visible du point de vue anarchiste, d'autant plus que, dans les rangs du Parti socialiste, les voix de l'opposition se faisaient entendre de plus en plus. Lorient et Saumoneau étaient membres du Parti. Les anciennes limites idéologiques s'effaçaient. De nouvelles les remplaçaient.

---

<sup>1</sup> Mon arrivée à Paris : en novembre 1914.

<sup>2</sup> Rosmer : actuellement membre actif de l'Internationale communiste.

Les préparatifs de la Conférence de Zimmerwald allaient bon train. À Paris, nous tentions de toutes nos forces d'obtenir une participation importante des éléments gauchistes du mouvement ouvrier français. Ce n'était pas facile. Les éléments jeunes et actifs étaient mobilisés. Les « pacifistes » de l'arrière se distinguaient par leur modération et leur prudence. Longuet faisait « joujou » avec l'opposition, se permettant parfois le luxe d'un geste oppositionnel, mais seulement dans les questions d'ordre secondaire et toujours dans le cadre de « la Défense de la Patrie ». Dès qu'il s'agissait du vote des crédits de guerre, Longuet votait pour, avec la bonne conscience parlementaire du valet de la bourgeoisie. Le député italien, Morgari, arriva à Paris, pendant l'été 1915, pour attirer les socialistes français et anglais à la Conférence de Zimmerwald. Morgari était un « intégraliste » italien, c'est-à-dire le représentant d'un point de vue mondial plutôt idéaliste et tout à fait éclectique. Dès le début de la guerre, il occupa une position d'internationaliste, d'abord passivement, puis de façon décidée. Il participa à notre rencontre avec des députés de gauche et des partisans du gauchisme. Tant que les propos se bornèrent à des généralités sur la nécessité de rétablir les relations internationales, l'affaire ne marcha pas trop mal. Mais quand Morgari, en toute innocence, aborda la question pratique, c'est-à-dire la nécessité de se procurer de faux-passeports pour le voyage des « conspirateurs » en Suisse — il amplifiait quelque peu le côté « carbonaro » de l'affaire — les visages de Messieurs les députés s'allongèrent et l'un d'eux — je ne me souviens plus qui — se hâta d'appeler le garçon et de régler les consommations de notre petite conférence internationale. Ainsi se termina l'affaire... Monatte et Rosmer étaient mobilisés. Nous nous rendîmes à Zimmerwald en compagnie de Merrheim et de Bourderon, pacifistes très modérés en ce temps-là. Ils avaient comme slogan : rétablir l'Internationale, telle qu'elle était jusqu'au début de la guerre. Ils partirent pour la Suisse non sans de grandes hésitations.

### **KARL LIEBKNECHT. — HUGO HAASE**

Liebkecht ne fut pas présent à Zimmerwald — il était prisonnier de l'armée des Hohenzollern, avant de se retrouver prisonnier d'État — mais son nom fut entendu plus d'une fois à la Conférence. Il avait une telle résonance dans cette lutte qui déchirait le Socialisme européen, comme plus tard le Socialisme américain ! Liebkecht était notre appui principal : une preuve, un exemple vivant dans la campagne contre le social-patriotisme des pays de l'Entente. Les sociaux-patriotes français et russes citaient avec effronterie les discours de Liebkecht pour en tirer les preuves de crimes du militarisme germanique et de la pureté des droits de l'Entente. Ils ne faisaient que faire écho à la presse capitaliste.

Je connaissais Karl Liebkecht depuis de nombreuses années, bien que le rencontrant plutôt rarement. Expansif, s'enflammant légèrement, il tranchait nettement sur la faune insignifiante et terne des bureaucrates du Parti. Il se distinguait déjà par son physique. Ses lèvres pleines et ses cheveux noirs frisés le faisaient ressembler à un « indigène » bien qu'il fut un pur Allemand. Liebkecht fut toujours à demi-étranger dans la maison de la Social-démocratie toujours prête aux compromis. Il ne se livrait pas à des analyses personnelles sur le développement historique, il ne s'occupait pas des prévisions

théoriques du lendemain, mais son instinct sincère et profondément révolutionnaire le mettait toujours — en dépit des hésitations — sur le droit chemin. Bebel connaissait Liebknecht depuis l'enfance et le traitait comme un adolescent, tout comme Wilhelm Liebknecht [le père de Karl] avait traité Bebel. Celui-ci supportait, non sans une ironie sympathique, les protestations indignées de Liebknecht contre la politique opportuniste du Parti : il pinçait les coins de sa fine bouche, mais ne cédait pas à Karl. Et la parole de Bebel, presque jusqu'à sa mort, avait une importance décisive dans le Parti.

Liebknecht était un révolutionnaire authentique et un internationaliste convaincu. Il consacrait une partie importante de son temps et de ses forces à des activités étrangères à la Social-démocratie allemande. Il entretenait des relations étroites avec des révolutionnaires russes et polonais. Il était lié d'amitié avec certains. Il aidait les autres. Quelque temps après la mort de sa première femme, il épousa une Russe. Les événements de la Révolution russe le frappèrent de façon extraordinaire. Il ressentait comme nous la victoire de la contre-révolution. Il dépensait une bonne partie de son énergie dans une propagande antimilitariste auprès des jeunes. Les hautes instances du Parti regardaient d'un œil peu favorable cette activité incessante. La Justice s'occupa de Liebknecht. Ce dernier acquit, par ses contacts avec les juges, l'instinct combattif nécessaire, et en outre la possibilité d'observer à fond et de juger le fonctionnaire moyen du Parti. Celui-ci en voulait au dément qui troublait une existence si calme. Liebknecht bouillait et s'indignait, non pour lui-même, mais pour le Parti.

C'est ainsi que la guerre le surpris. Sans aucun doute, elle le dépassa, du moins au début. Durant plusieurs semaines, il chercha son chemin, puis le trouva et n'en démordit plus. Il tomba comme combattant de la guerre civile — entre une barricade et une autre — ayant donné à la Révolution tout ce qu'il pouvait lui donner. Toute sa personnalité incomparable eut le temps de se développer au maximum pendant la guerre. Sa lutte contre la soldatesque toute-puissante et misérable des Hohenzollern, contre les bas laquais remplis de lâcheté et d'auto-satisfaction, les bureaucrates du parti qui déchaînèrent leur clique contre lui, restera le symbole d'un héroïsme de haute portée morale. Le nom de Karl Liebknecht éveillera inévitablement des échos dans les siècles à venir.

Hugo Haase fut absent à Zimmerwald, en dépit des rumeurs annonçant son arrivée. La Conférence n'y perdit guère, car il est à peu près impossible que Haase ait pu lui donner plus que ne le fit Ledebour.

Il nous faut maintenant parler un peu de Haase. À la tête de l'opposition modérée social-démocrate, Haase devint, pendant la guerre, le « guide », celui que Bebel désigna presque officiellement comme son successeur. Haase était avocat de Königsberg, un provincial, sans grande largeur de vues, sans grand tempérament politique, mais honnêtement dévoué au Parti. En tant qu'orateur, il était sec, pas du tout original, avec un fort accent de Königsberg. IL n'était en rien écrivain. Au début du siècle, il se voua à l'étude de la philosophie kantienne, mais celle-ci n'imprima en lui aucune trace profonde. À l'instar de Liebknecht, Haase était très lié avec des révolutionnaires russes : de nombreuses voies illégales passaient par Königsberg, qui permettaient de transiter en Russie des émigrés et de la littérature clandestine. Quand, en 1903, la police allemande

entreprit une action énergique contre la contrebande révolutionnaire, Haase se montra le plus acharné défenseur des révolutionnaires russes.

Bebel avait un fort penchant pour Haase. L'idéalisme de ce dernier enchantait le vieillard. Haase était dépourvu de tout idéalisme élevé révolutionnaire, mais il avait le sien, plus étroit et plus « terre-à-terre ». Par exemple, pour mieux se consacrer aux tâches du Parti, il renonça à son cabinet d'avocat à Koenigsberg — trait qui ne se rencontre pas fréquemment parmi les hauts bureaucrates social-démocrates. Bebel, à la grande perplexité des révolutionnaires russes, recommanda de façon insistante Haase au poste de second président du Comité Central du Parti. Affable et attentionné dans ses relations personnelles, Haase resta jusqu'au bout, en politique, ce qu'il était de nature : un honorable démocrate de province, sans largeur de vues, sans tempérament révolutionnaire. Dans les circonstances critiques, il se gardait bien des décisions tranchées, recourant aux demi-mesures et à l'attentisme. Rien d'étonnant que les Indépendants le choisirent comme un de leurs chefs. Il conserva ce poste jusqu'à sa mort.

### APRÈS ZIMMERWALD

La Conférence de Zimmerwald donna une forte impulsion au développement du mouvement contre la guerre et, sans aucun doute, contribua à la formation des groupements révolutionnaires. Le lien entre *Naché Slovo* et le centre gauche de Martov se rompit. En Allemagne, les Spartakistes déroulèrent plus largement leur drapeau. Un Comité se créa, en France, pour « le rétablissement des relations internationales entre les prolétariats ». Mais les éléments du centre y étaient influents. Les masses laborieuses étaient de plus en plus mécontentes du Parti socialiste et de la Confédération du travail. Au sein même de la fraction parlementaire naquit une gauche, à vrai dire peu nombreuse et sans position bien définie. De ses rangs, trois députés se distinguèrent en prenant part à la Conférence de Kienthal.

Simultanément, Zimmerwald donna une impulsion à la réaction bourgeoise. La presse française tira à boulets rouges sur les idées, les slogans et les participants de la Conférence. Chaque feuille avait son renégat « maison », considéré comme un oracle en matière de socialisme, simplement parce qu'il avait trahi ce dernier.

Dans la colonie russe de Paris, la lutte prit un tour très vif. La fraction ouvrière de cette colonie se groupa plus étroitement autour de *Naché Slovo*, le portant à bout de bras à travers les difficultés de toutes sortes et les embarras financiers. La bourgeoisie et la fraction renégate de la colonie assaillaient l'Ambassade. Entre Isvolsky et plusieurs ex-partisans de la gauche se tissaient de nombreux liens. Le correspondant du journal *Rousskie Viédomosti*, Biéloroussov (ex-membre des Partisans de la liberté du peuple), se refusa à distribuer aux artistes nécessiteux les fonds collectés pour eux, sous le prétexte qu'ils étaient des « défaitistes ». En outre, ils comptaient parmi eux de nombreux allogènes. L'ex-« extrême gauche », l'ex-bolchevik Alexinsky déploya une telle énergie en ses calomnies, que le peu scrupuleux *Prisiv* (d'Avkxentiev) fut obligé de le tenir à l'écart. Un comble ! Le correspondant de *Riétch* (de Milioukov) fut soupçonné de germanophilie, bien qu'il « dévorât » du Guillaume et du Chancelier à chaque

correspondance ! L'Ambassade russe traduisait avec les commentaires appropriés au ministère français de la Guerre. De là on téléphonait à Monsieur Chasles, qui avait séjourné en Russie quelques années comme précepteur de français : il accomplissait son devoir patriotique en qualité de censeur militaire. Monsieur Chasles me convoquait alors, avaient lue des séances du plus haut comique, dignes de passer à la postérité !

Je me souviens comment Monsieur Chasles biffa avec épouvante notre article nécrologique sur le comte Witte, article, à vrai dire, peu élogieux pour le défunt. Je tentais de réduire notre censeur à la confusion la plus extrême en lui rappelant que ses ancêtres révolutionnaires ne craignaient pas d'insulter les courtisans exécutés, et qu'ils décapitèrent, par-dessus le marché, un roi bien vivant. Monsieur Chasles se troubla jusqu'aux larmes et m'expliqua que son opinion était presque semblable à la mienne, mais que là-bas (ici, un geste vague désignant probablement l'Ambassade russe), « ils » n'étaient pas contents et que nous devons nous en tenir à la position de la France, soucieuse de ne pas irriter son Alliée...

Par le canal des parlementaires et des journalistes, le pouvoir nous avertissait et nous menaçait. Hervé exigeait notre expulsion. Au moment de la deuxième Conférence zimmerwaldienne (à Kienthal), pas question de délivrer des passeports aux membres de la rédaction de *Naché Slovo*. Il en fut de même pour les adhérents du groupement de *La Vie ouvrière*. Seuls, trois députés — Raffin-Dugens, Blanc et Brizon — réussirent à gagner Kienthal, où ils signèrent des documents beaucoup plus éloquentes par eux-mêmes que toutes les paroles qu'il aurait été désirable d'adresser à ces mêmes députés.

## L'EXPULSION

En fin de compte, la patience du gouvernement français s'épuisa et, en août 1916, la Préfecture me fit communiquer un ordre d'expulsion vers un pays de mon choix. J'avais déjà été averti que l'Angleterre et l'Italie déclinaient l'honneur de m'offrir l'hospitalité. Il ne me restait plus qu'à retourner en Suisse. Mais — hélas ! — la Mission suisse refusa abruptement à mes amis de suisse et en reçut une réponse rassurante : l'affaire se réglait dans le bon sens. Mais la Mission suisse refusa, à nouveau, d'apposer son visa. Comme cela s'expliqua plus tard, l'Ambassade russe, appuyée par les gouvernements anglais et français, exerçait la pression indispensable sur les autorités suisses, et ma demande fut repoussée. Je ne pouvais me rendre en Hollande et en Scandinavie qu'en traversant l'Angleterre ; mais le gouvernement britannique me refusa catégoriquement le droit de passage. Comme il est bien connu, la police anglaise « si éprise de liberté » était la plus enragée. Il ne me restait plus que l'Espagne. Mais je me refusais à transiter volontairement par la péninsule « pyrénéenne ». Mes démêlés avec la police parisienne durèrent près de six semaines. On me filait dans la rue, on surveillait mon appartement et dans la salle de rédaction, on ne me quittait pas de l'œil. Enfin, les autorités se résolurent à des mesures énergiques. Le Préfet de Police, Laurent, me convoqua et m'expliqua que, devant mon refus de partir volontairement, on m'adjoindrait la compagnie de deux inspecteurs « en civil ». Il ne me restait plus qu'à lui rétorquer que, sur le territoire de « l'Allié tzariste », j'avais l'habitude d'être escorté par des gendarmes en



grand uniforme de parade... Pour finir, on m'expédia en Espagne et on me débarqua près de Saint-Sébastien.<sup>3</sup>

Dans toute cette histoire, le rôle principal fut joué par le chef de la police judiciaire, l'effronté et grossier Bidet. Il était l'organisateur de la filature et de l'expulsion. Je rappelai son rôle dans une lettre expédiée de Cadix et qui figure dans ce recueil. Le destin me procura une douce consolation aux dépens de ce dernier. Il y a quelques mois, j'appris que Bidet, le terrible, l'olympien Bidet se trouvait dans une des prisons de... l'Union Soviétique.<sup>4</sup> Je n'en croyais pas mes oreilles. La France avait envoyé Bidet comme membre d'une mission militaire pour espionner et aussi, il faut le supposer, pour fomenter des complots contre la République des Soviets. Et il eut la malchance de se faire pincer ! Ajoutons que Malvy, celui qui signa mon décret d'expulsion pour propagande « pacifiste » en tant que ministre de l'Intérieur, fut accusé pour le même motif par Clémenceau et chassé des hauts postes du gouvernement. On ne peut exiger une plus grande consolation de la part de Némésis ! ... Quand, avec une joie maligne, je dois le reconnaître, je fis remarquer à Bidet — qu'on m'avait amené aux fins d'identifier le personnage — le bon tour que lui jouaient les circonstances, il ouvrit philosophiquement les bras, en disant avec le stoïcisme du policier : « C'est la marche des événements... » Puis il exprima l'espoir que sa conduite incorrecte, à Paris (il le reconnaissait), n'influerait pas sur son sort à Moscou. Il rentra en France, à l'occasion d'un échange de prisonniers.

## À TRAVERS L'ESPAGNE

Je fus retenu quelques jours à Madrid, en prison, après quoi on m'envoya à Cadix sous escorte policière. Comme les autorités espagnoles ne se faisaient pas de moi une idée bien claire, elles résolurent de m'envoyer à Cuba par le premier bateau en partance. Ce ne fut que grâce à mes énergiques protestations, l'intervention de quelques amis, mes télégrammes aux rédactions des journaux d'opposition et l'interpellation d'un député républicain aux Cortès, que j'évitai une telle procédure qui, je vous prie de le croire, ne correspondait nullement au programme que je m'étais assigné dans la vie. La tentative de gagner la Suisse via l'Italie n'aboutit pas. Je reçus enfin l'autorisation, grâce aux efforts de socialistes italiens et suisses, mais elle me parvint alors que ma famille et moi étions embarqués à Barcelone à bord d'un navire espagnol, le 25 décembre 1916, à destination de New York. Le retard était, évidemment, combiné.

Le voyage dura 17 jours. La mer était extrêmement agitée comme toujours en cette mauvaise saison, et le petit bateau espagnol fit tout ce qu'il pouvait pour nous remettre en mémoire la fragilité de l'existence humaine. Les passagers étaient bigarrés au plus haut point et, dans leur bigarrure, instructifs. Il n'y avait pas qu'un peu de déserteurs de différentes nationalités, et particulièrement de rangs élevés. Un artiste français,

---

<sup>3</sup> Après mon expulsion de France, Antonov-Ovseenko continua, avec une énergie indomptable, de publier le journal, qui sortait sous le nom de Natchalo. Dès le premier jour de la Révolution russe, la censure redoubla de rigueur. Les coupures augmentèrent brutalement. Le journal prolongea sa parution jusqu'en mars 1917 : à l'annonce de la Révolution républicaine en Russie, la République française interdit le journal.

<sup>4</sup> Bidet : passage rédigé en 1919.

sous la protection de son vieux père, emmenait ses tableaux, son talent, sa famille et sa fortune loin de la ligne de feu. Un boxeur anglo-français, se piquant de belles-lettres, cousin d'Oscar Wilde, reconnaissait ouvertement qu'il préférerait démolir les mâchoires yankees que de se faire fracasser les côtes par quelque allemand. Un champion de billard s'indignait de ce que sa classe était appelée — et grâce à qui ? A cette guerre insensée ! Non ! ... et il exprimait ses sympathies... pas très désintéressées... aux idées de Zimmerwald...

Tous les autres étaient de la même espèce : déserteurs, aventuriers, spéculateurs, refoulés d'Europe, « éléments indésirables », — car à qui d'autre viendrait en tête de traverser l'Atlantique, en cette saison, à bord d'un vapeur espagnol ? ...

## À NEW YORK

Vers la mi-janvier, le bateau déchargea sa précieuse cargaison sur les rives de la peu hospitalière République nord-américaine. La volonté de M. Bidet me faisait faire la connaissance de New York, la ville de l'automatisme capitaliste, où l'on se rend compte, rien que dans la rue, de l'importance de la théorie cubiste et de la moralité de la philosophie du dollar.

Le gouvernement préparait visiblement l'opinion publique à l'idée de l'intervention militaire. Les pacifistes petit-bourgeois jouaient un rôle actif dans cette préparation. Le Socialisme américain était extraordinairement retardé dans son développement idéologique par rapport au Socialisme européen. Cependant le ton hautain que prenait la presse américaine, encore neutre, en parlant de l'Europe « insensée », se retrouvait dans les jugements portés par les socialistes américains sur leurs homologues Européens. Des gens comme Hillquit n'étaient pas loin de vouloir jouer le rôle du bon oncle socialiste américain qui arrive au bon moment en Europe, pour réconcilier les partis de la II<sup>e</sup> Internationale en lutte les uns contre les autres.

La vie américaine, avec son imperméabilité à toute idéologie — il suffisait de parcourir les journaux ! —, vous cause une impression d'accablement. Les émigrés socialistes, ayant joué un certain rôle en Europe, ne tardaient pas à perdre leurs connaissances théoriques et se lançaient dans le tourbillon de la lutte quotidienne pour l'existence. Il y a aux U.S.A. bon nombre d'émigrés ayant réussi, ou ne réussissant qu'à moitié : des dentistes, des médecins, des avocats, des ingénieurs, etc., qui partagent leurs précieux loisirs entre les concerts offerts par les célébrités européennes et le parti socialiste américain. Comme chacune de ces personnes possède une voiture, on les choisit pour peupler les comités dirigeants, les commissions et les délégations du Parti. Ce public mesquin, grossier et plein de morgue, dont le programme véritable est inscrit sur les bank-notes, imprime sa marque sur le Socialisme américain. Hillquit : c'est le guide idéal du Socialisme des dentistes ayant réussi !

Seul de toute cette génération, Eugène Debs, grand vieillard aux yeux brûlants, a gardé la foi en la Révolution sociale et transmet cette foi aux travailleurs en de gigantesques meetings. Mais c'est un lyrique, un romantique, un prédicateur, pas du tout un organisateur, un politique, un chef. De fait, le dirigeant du Parti reste Hillquit, dont

le savoir-faire consiste à flatter les préjugés les plus médiocres. Il évite ainsi toute difficulté et conserve Debs sur son flanc gauche, ce qui n'empêche pas son amitié en affaires avec la clique de Gompers.

### « NOVY MIR »

J'entrai dans la rédaction du journal des travailleurs russes, le quotidien, *Novy Mir*, où collaboraient déjà Volodarsky, Boukharine, Tchoudnovsky, Melnitchansky, Zorine et bien d'autres camarades. Notre journal était de fait le centre de la propagande révolutionnaire et internationale de tout le Parti socialiste.

Dans toutes les fédérations nationales, sans aucune exception, se trouvaient des travailleurs connaissant le russe ; d'autre part, de nombreux membres de la Fédération russe parlaient anglais. Ainsi, les idées lancées par le journal pénétraient profondément dans les cercles du prolétariat américain. Le programme de *Novy Mir* rencontrait une particulière approbation de la part de la Fédération allemande dont la fraction active se groupait sous le drapeau de Liebknecht. Les mandarins du parti des dentistes et des médecins s'émurent. On noua des intrigues contre ces immigrants fraîchement débarqués qui ignorent la psychologie américaine et veulent asservir le travailleur américain à leurs méthodes utopiques... En sus, de respectables aborigènes ajoutaient imprudemment que les méthodes de *Novy Mir* ne valaient rien, même en Europe avec sa Social-démocratie expérimentée et sagace.

La lutte prit un caractère inouï de violence. Les mandarins « expérimentés et émérites » furent expulsés de la Fédération russe. Dans la fédération allemande, le vieux Schlütter, homologue de Hillquit, rédacteur en chef de *Volkszeitung* céda de plus en plus de son influence au jeune rédacteur Lore, qui était de connivence avec nous. Les Lettons tenaient pour nous. La Fédération finlandaise se rapprochait de nous en hésitant. Nous pénétrions avec sans cesse plus de succès dans la puissante Fédération juive avec son building de quatorze étages d'où sortaient chaque jour deux cent mille exemplaires de *Vorwaerts*, exprimant un socialisme sentimental et petit-bourgeois, toujours prêt à trahir. Parmi les travailleurs purement américains, « les Américains américains », comme on les appelait pour les différencier des Américains allemands, russes, juifs, etc., les relations et l'influence du Parti socialiste, en général, et de notre aile révolutionnaire en particulier, étaient très peu importantes. Le journal anglais du parti, *The Call*, était rédigé dans un esprit de neutralité pacifiste sans fond sérieux. La question de pénétrer dans les Trade-Unions se posait pour les marxistes comme un problème à peine ébauché. Nous décidâmes de fonder un quotidien marxiste de combat. Le rédacteur en fut un certain Frein. Les préparatifs allaient bon train, mais ils furent interrompus par la révolution en Russie.

### ÉCHOS DE LA RÉVOLUTION

Les premières nouvelles de la Révolution arrivèrent, après un silence mystérieux de deux ou trois jours. Elles étaient tristes et chaotiques. Le New York ouvrier si peuple fut saisi d'une agitation triomphale. On voulait espérer et, en même temps, on craignait.

Les nouvelles étaient chiches. La rédaction était assaillie par des journalistes, des interviewers, des chroniqueurs, des reporters, accourus de partout. En un rien de temps, notre journal devint le pôle d'attraction de toute la presse new-yorkaise. Les rédactions et les organisations socialistes nous téléphonaient sans arrêt.

— Un télégramme vient d'arriver annonçant la constitution d'un ministère Goutchkov-Milioukov. Que cela signifie-t-il ?

— Que demain, il y aura un ministère Milioukov-Kérensky.

— Ah, bon... et après ?

— Bah ! ...

Des meetings, encore jamais vus quant à leur ampleur et à leur enthousiasme, se déroulaient dans tous les quartiers de New York. La nouvelle, suivant laquelle le drapeau rouge flottait au-dessus du Palais d'Hiver, déclencha une tempête d'applaudissements. Non seulement, les émigrés russes, mais aussi leurs enfants qui, bien souvent, ignoraient presque totalement la russe, se rendaient à ces meetings pour y respirer l'atmosphère triomphale de la Révolution.

Dès les premiers jours, il se confirma que si les événements de la Révolution consolidaient les rangs des émigrés, ils élargissaient par contre les fissures existant chez les socialistes américains. Les « bonzes » du Parti prirent, cela va de soi, une position purement démocratique. Le rédacteur de *Vorwaerts* exprima l'opinion que le peuple russe n'était pas mûr pour la République et qu'il était prêt à saluer le drapeau de la Monarchie constitutionnelle. Les articles de *Novy Mir* sur la conquête du pouvoir par le prolétariat semblaient à ces gens-là du pur délire. Ils se sentaient d'autant plus solides qu'ils faisaient appel à l'autorité de Plékhanov. Mais la masse des travailleurs leur tourna le dos.

## LE RETOUR

La question du retour en Russie se posait. Les vieux émigrés, cela se comprend, ne voulaient pas quitter leurs places et leurs vieilles habitudes. Mais la jeunesse, c'est-à-dire l'aile révolutionnaire du Parti, voulait vider les lieux à l'instant même. Comment voyager ? Quelle route emprunter ? Aurait-on la permission ? Deux tendances se firent jour : les uns voulaient traverser le Pacifique et gagner le Japon ; les autres, l'Atlantique et rejoindre les Pays Scandinaves. J'appartiens aux partisans de la deuxième tendance.

À l'Ambassade, on pouvait observer l'assombrissement des esprits. Ce fut seulement quelques jours après l'arrivée du premier télégramme annonçant la Révolution, que l'on décida, enfin, à décrocher des murs le portrait de Nicolas II et à effacer le mot « impérial » des tampons et des sceaux. Après beaucoup de démarches, nous reçûmes les papiers indispensables au voyage et à l'entrée dans la Russie de Miliouko-Goutchkovienne et, au mois de mars, nous prîmes place à bord d'un vapeur norvégien qui nous promettait une traversée de deux semaines jusqu'à Oslo. Je fus arrêté à Halifax en compagnie de cinq de mes camarades et conduit à Amherst (Canada), dans un camp de prisonniers de guerre. Ce fut seulement un mois après que nous reçûmes l'autorisation

de continuer notre voyage. Je menaçai l'officier de gendarmerie, Macken, qui avait procédé à notre arrestation, de poser devant l'Assemblée constituante, au ministre des Affaires étrangères Milioukov, la question suivante : de quel droit la police anglo-canadienne malmène-t-elle des citoyens russes ?

— J'espère, me répondit ce gendarme si plein d'esprit d'à-propos, que vous ne serez jamais membre de l'Assemblée constituante.

\*\*\*

En conclusion, il n'est pas superflu de donner quelques éclaircissements quant à la terminologie. Tout le livre parlera de sociaux-démocrates et non de communistes, car, en ce temps-là, nous nous appelions encore sociaux-démocrates — une appellation théoriquement fautive, ne convenant pas de façon définitive à cette époque d'impérialisme, mais tout à fait compréhensible historiquement. Dans tous les pays, la conscience de la masse laborieuse s'est éveillée sous des slogans démocratiques. Marx, Engels et Lassalle prirent part à la Révolution de 1848 en qualité de membres de l'aile extrême-gauche de la démocratie. Le mouvement chartiste en Angleterre suivait l'étendard démocratique. Marchant sur le flanc gauche, les socialistes soulignent de plus en plus décidément et de façon déterminée, qu'ils ne sont pas des démocrates, mais des socialistes. De là vient l'origine de leur désignation : socialistes-démocrates ou sociaux-démocrates. Ainsi s'est forgé le Parti ouvrier indépendant. L'idéologie traditionnelle démocratique s'est conservée, — non pas dans le sens que la démocratie est considérée comme une forme de gouvernement progressif par rapport à l'absolutisme féodal (c'est indiscutable), mais dans celui du fétichisme plus ou moins accentué et traditionnel de la démocratie.

Pendant la guerre, l'Europe Orientale et l'Europe centrale se trouvaient sous le pouvoir de trois puissantes monarchies : celle des Hohenzollern, celle des Habsbourg et celle des Romanov. Il est clair que les slogans démocratiques occupaient une grande place dans notre propagande révolutionnaire. Il est naturel d'employer une terminologie démocratique alors que les problèmes de guerre, de paix, de formation socialiste, de relations internationales se rangeaient pour nous dans le cadre d'un pouvoir démocratique. Il suffit de se rappeler, que pendant la révolution de Mars 1917, nous fîmes notre propagande sous le slogan de l'Assemblée constituante.

Quelle stupidité que ces affirmations suivant lesquelles, à partir de Mars 1917 ou, mieux encore, dès Janvier 1917, les relations des marxistes et de la démocratie subirent un changement de principe fondamental. Dans leurs mauvaises consciences, des théoriciens renégats comme Kautsky en arrivent à cette conclusion. De larges cercles d'opportunistes pensent réellement que nous nous sommes « déparés » de la partie la plus importante du vieux programme, car, dans l'époque pré-soviétique, notre comportement dialectique envers la démocratie leur est resté parfaitement étranger.

Sous cet angle, il faut nous reporter aux articles de notre recueil où les questions social-révolutionnaires sont traitées avec des formules démocratiques. Examinons, en particulier, l'article « Programme de paix », qui donna naissance à toute une série d'articles imprimés alors dans *Naché Slovo*. Pour autant que nous passâmes de la politique courante à la théorie, nous autres marxistes n'avons jamais laissé planer de doute quant

à la signification de la démocratie dans la mécanique sociale de la lutte des classes. L'article intitulé « Les Babylone de la pensée patriotique », écrit en 1916, contient les phrases suivantes : « Placer la politique socialiste sous le contrôle de l'impératif moral de Kant, c'est soumettre la lutte des classes aux normes de la politique démocratique, c'est capituler devant la société de classes. » Cette formule de principe, indiscutable envers la démocratie que notre Parti a renversée, théoriquement et pratiquement, pendant la Révolution d'Octobre.

\*\*\*

Ces deux tomes ne contiennent pas tout ce que nous avons écrit sur les questions posées par le Socialisme pendant la Grande Guerre. Nous avons écarté ce qui ne présentait plus d'intérêt, ayant perdu leur signification provoquée par des événements éphémères, ou ce qui comportait des appréciations défectueuses, corrigées depuis longtemps par le cours des événements. Comme il a déjà été dit dans l'avant-propos du Premier Tome, nous avons rassemblé un matériel susceptible de servir à la jeune génération qui exige des documents vivants du passé. Nous avons reproduit maints articles de caractère épisodique. Si nous ne les avons pas écartés, ce n'est pas à cause de leur intérêt particulier, mais du fait qu'à notre avis, ils sont à la portée des jeunes lecteurs : les épisodes de notre lutte aident mieux, et de façon concrète, à se débrouiller dans la masse des particularités de notre histoire récente, que ne le ferait une série d'informations ne s'appuyant ni sur une expérience politique personnelle, ni sur la connaissance des faits de l'expérience d'autrui.

L. TROTSKY

22 MAI 1922



## VII. ZIMMERWALD

[Retour à la table des matières](#)

### **ELLE A EU LIEU LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD ! <sup>5</sup>**

Voilà déjà un mois et demi, nous communique le *Journal des Débats*, que s'est tenue la Conférence socialiste internationale, à Zimmerwald, petit village suisse, d'où l'on découvre le profil neigeux de la Jungfrau — et jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu le droit de parler de ce fait historique si plein de signification. Les représentants des travailleurs et des travailleuses socialistes sont venus de tous les coins de la vieille Europe couverte du sang et du déshonneur d'une lutte fratricide, pour faire entendre la voix révolutionnaire de l'Europe de demain. (De ce fait, ni la France ni la colonie russe vivant sur le sol français ne devaient prendre connaissance de cet événement.)

L'Angleterre a refusé les passeports aux délégués. Car la guerre est conduite au nom des intérêts suprêmes des démocrates : qui ne l'a pas encore compris se le fera expliquer par le policeman anglais armé de sa bonne matraque. Mais les places destinées aux participants anglais sont restées libres — et l'agonisant Keir-Hardie et ses compagnons ont assisté, invisibles, aux travaux de la Conférence de Zimmerwald.

La France a défendu d'en parler. Le nom même de Zimmerwald a été rayé du dictionnaire politique de la France par la main de la censure militaire. Et voilà ! Quand sur les terres du « Kaiser » et même dans le pays du tzar russe, les journaux parlent du rassemblement en Suisse des rebelles internationaux au nom du bon sens et de l'humanité, dans le pays où sous les ruines de la Bastille fut enseveli un ignoble régime d'oppression, dans le pays qui a prôné le culte de la Raison, en France, il était interdit de faire mention de cette Conférence qui, malgré tous les obstacles, se tint à Zimmerwald.

Quant aux deux journalistes renégats — l'un français, l'autre russe — répondirent, il y a deux semaines, à notre Conférence, le premier par des railleries banales, l'autre par ses calomnies habituelles, et que nous voulûmes faire état de ces faits dans notre journal, la censure nous biffa, à nouveau, jusqu'au nom de Zimmerwald.

Mais la Conférence eut lieu ! C'est un grand événement, Monsieur le Censeur ! La presse française écrivit souvent, pendant les premiers mois de la guerre, que Karl Liebknecht sauverait l'honneur allemand. La Conférence de Zimmerwald sauve l'honneur européen, et les idées issues d'elle sauveront cette Europe couverte du sang et du déshonneur d'une lutte fratricide.

Vainement, vous tentez d'étouffer toute information sur cette Conférence. Ce que vous vouliez tenir caché, éclate au jour. Et voici qu'un distingué professeur, dans le *Journal des Débats*, attaque la Conférence de Zimmerwald par un article, où il prouve que cette dernière est impuissante, de signification nulle et que par-dessus tout elle

---

<sup>5</sup> Tous les articles concernant Zimmerwald furent publiés en octobre 1915 soit dans *Naché Slovo*, soit dans *Kievskaja Myls*. Le premier article fut imprimé avec la permission de la censure.

profite à l'Allemagne. Le sosie de ce professeur, le type même de l'universitaire obtus, démontre, dans les mêmes termes employés par son distingué homologue, que la Conférence fut faite par ordre de l'Entente. Mais si cette Conférence était de portée nulle, pourquoi vos voisins ont interdit de mentionner son nom ? Et pourquoi, en dépit de toutes les défenses, avez-vous été obligés d'en parler ? Et vous parez d'elle, Messieurs les professeurs, journalistes, politiciens et ministres ! Elle vous obligera à parler d'elle ! Aucune force ne la rayera de la vie politique en Europe, cette Conférence de Zimmerwald !

Elle a fait entendre sa voix, et celle-ci ne se taira pas !

Ah ! Vous avez bien encore un moyen à votre disposition, Monsieur le Censeur ! Vous pouvez biffer notre article. Mais c'est une mesure illusoire, une mesure fausse, car elle a eu lieu, elle a eu lieu, la Conférence de Zimmerwald !

(*Naché Slovo*, 10 octobre 1915.)

### **PRINCIPALES DONNÉES DE FAIT SUR LA CONFÉRENCE**

Pendant quatre jours, une Conférence internationale rassemblant pour la première fois depuis le début de la guerre, les socialistes-internationalistes de la majorité des pays européens, s'est tenue dans le village suisse de Zimmerwald. Dans les remarques de mon « Carnet de notes »<sup>6</sup>, nous ne pouvions, jusqu'à présent, que parler « à propos » de la Conférence. Maintenant, nous pouvons communiquer au lecteur des informations réelles sur la Conférence, appelant les choses par leur nom. Mais, même encore maintenant, nous sommes privés du droit de publier le manifeste de la Conférence.

Les préliminaires de celle-ci sont bien connus des lecteurs de *Goloss* et de *Naché Slovo*. Ces journaux ont relevé soigneusement toutes les interventions de l'Internationalisme pendant la guerre et toutes les tentatives de rétablissement des relations internationales : Conférence à Lugano, à Copenhague, Conférences féminines et de la jeunesse socialiste.

Après avoir donné une caractéristique générale des travaux de la Conférence dans les remarques mentionnées plus haut, nous voulons communiquer les principales données quant au contenu même de la Conférence.

\*\*\*

Des principales puissances en guerre, deux n'étaient pas représentées : l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie.

Les socialistes anglais voulaient faire de leur voyage un acte de propagande : ils déclarèrent ouvertement au pouvoir pourquoi ils demandaient des passeports. Ils voulaient ainsi obliger le gouvernement à prendre position vis-à-vis de la lutte prolétarienne internationale pour la paix. De fait, le pouvoir a pris position... il refusa les autorisations de sortie. La presse allemande, y compris la presse social-patriote,

---

<sup>6</sup> Carnet de notes : voir mes articles dans *Naché Slovo*.



s'empressa, évidemment, de reproduire ce trait si caractéristique de la police britannique, exaltant le « prestige » si bien connu du libéralisme anglais. Mais ce faisant, la pieuse presse germanique se priva de la possibilité de raconter à ses lecteurs que tous les socialistes anglais, rien que de bons patriotes, avaient refusé de participer à une Conférence internationale.

L'affaire austro-hongroise est incomparablement plus affligeante. Le parti « ouvrier » autrichien, cahoté entre les diverses nationalités, empoisonné par le nationalisme, démoralisé par la chute de la Social-démocratie allemande, ne présenta plus, pendant la guerre, qu'un vide profond. Le Parlement ne fut pas convoqué une seule fois, les députés socialistes n'avaient pas l'occasion de manifester leurs opinions publiquement devant les masses ; l'opposition était désorganisée et tirillée de divers côtés, et elle ne trouva aucune personnalité possédant assez de force morale pour prendre part à la Conférence au nom du Socialisme révolutionnaire autrichien.

La délégation française se trouva réduite au minimum par suite des circonstances et des mesures prises par les autorités : on refusa à l'un le passeport, l'autre fut arrêté à la frontière ; des internationalistes chevronnés étaient retenus par leurs obligations militaires. Il n'y eut pas un seul député à la Conférence : l'opposition du Parti, conduite par Pressemane, capitula lamentablement à la Conférence nationale du Parti, le 14 juillet. Au sommet du Parti, le plus « parlementaire » de toutes les sections de l'Internationale, il ne se trouva pas, ni chez les jaoussistes, ni chez les guesdistes, *un seul homme* qui eût été capable et aurait eu le droit de se présenter à la Conférence de Zimmerwald au nom de la fraction révolutionnaire du prolétariat français ! Cet honneur revint aux syndicalistes français<sup>7</sup>. Des cercles dirigeants, se rencontraient d'honorables et stoïques activistes du mouvement ouvrier, tels que Monatte, Merrheim, Dumoulin<sup>8</sup>, Rosmer et d'autres. Les anciens groupements se soumièrent assez aisément au cours des événements. Tandis que les syndicalistes-patriotes, type Jouhaux (celui-là même que venaient rencontrer Kautsky et Bernstein, en Suisse) marchaient bras-dessus, bras-dessous, avec le Parti de Sembat-Guesde, Monatte et ses camarades se liaient avec les sociaux-démocrates internationaux de Russie et d'Allemagne.

Les représentants les plus en vue de l'opposition ne figuraient pas dans la délégation allemande : Liebknecht était mobilisé ; Luxembourg et Zetkine étaient en prison (peu après la Conférence, Cl. Zetkine fut remise en liberté). Néanmoins, « l'opposition » était représentée d'une manière assez forte : la minorité de la fraction parlementaire, la rédaction du journal *Internationale*, les femmes-internationalistes, l'opposition francfortoise et stuttgartoise, le groupe du journal *Lichtstrahlen*, etc.

La délégation italienne représentait entièrement le Parti : le Comité central et la fraction parlementaire. Le secrétaire de cette dernière, Odino Morgari, siégeait sur le flanc gauche. Il avait pris une part active à la préparation de la Conférence. Sur le flanc gauche siégeait Angélica Balabanova, collaboratrice de notre journal. À l'exclusion de

---

<sup>7</sup> La délégation française : Un des délégués, Bourderon, était, il est vrai, un vieux membre du Parti socialiste, mais, à la Conférence, il représentait, non le parti, mais les organisations syndicales.

<sup>8</sup> Dumoulin et Merrheim, par la suite, se repentirent et retournèrent chez Jouhaux et C<sup>ie</sup>.

celle-ci, les délégués italiens étaient partisans, en ce qui concerne le domaine de la théorie, non du Marxisme, mais d'une position éclectique.

La Social-démocratie russe était représentée par des bolcheviks, *Naché Slovo*, la Social-démocratie lettone, des mencheviks de l'O.K. et le Comité du Bund (celui-ci dans un but d'information). Le parti S.R. était représenté par la délégation de *Jizn*.

La Pologne envoya trois délégations : les partisans des principes de la lutte internationale des classes : G.P.D. (groupe de la direction principale), « l'Opposition Cadet » et « la Gauche ».

La fédération social-démocrate balkanique, déjà réunie en juillet à la Conférence de Bucarest, était représentée par la délégation bulgare (Kolarov) et le Parti roumain. Un des membres de celui-ci ; Ch. Racovsky, un des meilleurs amis de *Naché Slovo*, prit une part active aux travaux de la Conférence.

Des deux groupes révolutionnaires hollandais, un seul était présent : le groupe « Internationale » où l'écrivain féminin bien connue, Roland-Holst, jouait le principal rôle. Les représentants de *Tribune*, groupement proche des bolcheviks, ne parurent pas : vraisemblablement pour des motifs d'ordre technique.

La Suède et la Norvège étaient représentées par une délégation du Comité révolutionnaire de la jeunesse, dirigé par le député Hoeglund.

Du côté suisse, prirent part à la Conférence les sociaux-démocrates : Grimm, l'un des organisateurs les plus actifs, Ch. Moor, Ch. Naine et Fr. Platten — tous par initiatives personnelles.

\*\*\*

Les principaux travaux consistaient dans les exposés des différentes délégations et la rédaction du manifeste appelant le prolétariat européen à la reprise de la lutte : pour la Paix, pour la Fraternité entre les peuples et pour le Socialisme.

Après l'approbation unanime du manifeste, il restait à constituer un bureau comme moyen permanent de rétablir les relations internationales et de mener campagne contre la guerre. Cette institution fut créée à Berne, sous le nom de Commission internationale socialiste, par les trois personnages suivants : Grimm, Naine, Morgari. La Commission ne s'opposait pas formellement à l'ancien Bureau. Mais en réalité, la formation de la future Internationale socialiste s'effectuerait autour de la Commission de berne, non autour du Bureau de Bruxelles. En tout cas, c'est dans ce sens que se feront les efforts des internationalistes russes.

(*Naché Slovo*, 22 octobre 1915.)

### **GRIMM ET O. MORGARI**

Du Midi — combien se différencie-t-il du Nord de la France par sa tournure d'esprit et son comportement envers la guerre ! — il n'était pas difficile de se rendre en Suisse : pas difficile pour le citoyen muni d'un passeport dûment visé, d'une photographie récente et de tous les tampons indispensables !

Cependant, à la frontière, il fallut passer par bien des tourments : on craignait doublement les journalistes. À Paris, résident de mystérieux correspondants de journaux allemands appartenant vraisemblablement au groupe des journalistes « neutres ». Dans le *Berliner Tagesblatt* et la *Frankfurter Zeitung* apparaissent, de temps en temps, des lettres rédigées sur le sol français et réellement destinées à la presse allemande. Il y a quelques semaines, la *Frankfurter Zeitung* annonçait le déclenchement de l'offensive française en Champagne, et la prédication s'avéra tout à fait juste. Ce fait incita la police française à redoubler sa surveillance sur les lettres, les journaux et les voyageurs qui franchissaient les frontières. Certaines mesures frappent par leur paradoxe. Ainsi on enlève aux personnes quittant la France tous les journaux français, bien qu'il soit loisible, évidemment, de les acheter en Suisse. Aux voyageurs venant de Suisse, on confisque les journaux suisses, bien qu'on se les procure, sans la moindre difficulté, au premier kiosque parisien. Les voies de la police, y compris la police républicaine, sont impénétrables... On m'enleva l'exemplaire de ma brochure, éditée en Suisse, en langue allemande.

« Quel sens cela peut-il avoir ? ». — Voyons, cette brochure a été introduite en France avec l'assentiment de la censure ». — « Cela ne signifie strictement rien : nous ne pouvons laisser passer des brochures allemandes ». — « Même de France en Suisse ? ». — même en Suisse ».

Un des garde-frontières, versés en matière de psychologie comparative, me parla allemand, en très bon allemand littéraire et, après un échange de deux ou trois phrases, s'intéressa avec une très vive curiosité à la situation intérieure de la Russie. Je lui rétorquai, qu'étant donné le départ imminent du train, il me serait impossible de m'attaquer à un problème aussi vaste et aussi complexe. Le psychologue fut mécontent de ma réponse, mais, en vrai gentleman, le dissimula. Nous prîmes congé l'un de l'autre avec la politesse la plus recherchée. Mais la brochure ne me fut pas rendue.

Je me rendis directement à Berne, chez le député suisse, Grimm, le principal organisateur de la Conférence. Ancien ouvrier-compositeur, ayant conservé bien des traits prolétaires, Grimm, un homme de quarante ans, journaliste énergique, orateur, se signalait comme une des figures les plus marquantes de la vie politique en Suisse. Député au Parlement national, il est à la tête du mouvement ouvrier bernois, il écrit dans son journal et se pose en leader authentique de l'aile gauche de la Social-démocratie suisse. Mais ces quinze derniers mois ont vu un grand changement. Grimm aussitôt assumé une position critique envers le comportement des Social-démocraties allemande et française. Comme son journal est édité en allemand, ses principaux coups furent dirigés contre le Parti allemand. Grimm acquit ainsi une large audience auprès de l'aile gauche de la Social-démocratie allemande, qui, de toute sa force, attaquait les positions des sociaux-impérialistes, c'est-à-dire la majorité dirigeante du Parti soutenant la politique du pouvoir. *Berner Tagwacht* se mit à publier des correspondances d'Allemagne, dépeignant le sombre tableau de « Burgfrieden » (la paix civile) et sa pénétration dans la vie intérieure de la Social-démocratie. La lutte des cercles officiels du Parti contre « l'opposition » (Liebknecht, Luxembourg, Zetkine, Mehring et autres), se déroula, tout d'abord, dans le champ clos du parti, puis, brusquement, éclata au grand jour, dévoilée par le journal bernois. Elle fut alors en butte au jugement de tous. *Berner Tagwacht*

devint une sorte d'organe officieux de l'opposition, au grand ennui des autorités allemandes, de celles du Parti comme de celles du gouvernement. En fin de compte, l'envoi du journal en Allemagne fut interdit, ce qui ne l'empêche pas évidemment d'y être largement diffusé.

Le journal socialiste bernois acquérait simultanément, en France, une popularité particulière du fait que, considéré comme « allemand », il se distinguait de la presse germanique par son point de vue indépendant. Les journaux français faisaient de nombreuses références à *Berner Tagwacht*. Par une aberration, explicable dans les conditions de vie actuelle, de nombreuses personnes considérèrent le journal suisse pour une publication francophile.

Le malentendu finit par se dissiper. Après quelques articles extrêmement critiques à l'adresse de Guesde, Sembat, etc., les sympathies manifestées par les sphères officielles du Socialisme français à l'égard de *Berner Tagwacht* se refroidirent singulièrement ; le journal y gagna dans les milieux non officiels. « L'opposition » dans le mouvement ouvrier trouvait un appui dans le journal bernois, chez les Allemands comme chez les Français, compte tenu de la différence de langue. *Berner Tagwacht* est diffusé régulièrement en France, alors que toute tentative d'introduire, via la Suisse, les plus importants journaux allemands, se heurte à la résistance des autorités frontalières françaises.

La position assumée par le journal suisse, en qualité d'organe non officiel du Socialisme « de gauche » ou « international » dans un pays neutre et international comme l'Helvétie, a placé tout naturellement Grimm à la tête de l'organisation qui, depuis le début de la guerre, tente de rétablir les communications interrompues entre les différents Partis socialistes. Grimm prit une part active à la modeste Conférence italo-suisse de Lugano qui avait comme but de préparer une conférence générale du Socialisme international. Grâce à la participation de Grimm, on put tenir une Conférence féminine, présidée par Cl. Zetkine et une Conférence de la jeunesse socialiste.

Grimm travaillait en plein accord avec le député de Turin, Morgari, secrétaire de la fraction socialiste du Parlement romain. Le Parti italien, survivant à de nombreuses crises « épuratrices », après s'être séparé de l'aile réformiste, puis des francs-maçons socialistes, prit, dès le début des hostilités, une position profondément différente de celles des Socialismes allemand et français. Tant que l'Italie ne s'était pas libérée du nœud de la Triplice, les Socialistes menaient une violente campagne en faveur de la neutralité, combattant le danger d'une intervention aux côtés des Empires centraux. À cette époque, le Socialisme opposant une farouche résistance au semi-officiel, semi-socialiste Sudekum, s'attirait les louanges de la presse française. Mais dès que les symptômes d'une entrée en guerre de l'Italie en faveur des Alliés se dessinèrent nettement, que l'ex-rédacteur en chef du journal *Avanti*, Mussolini — avec l'argent du gouvernement français, sans le moindre doute —, mit son propre journal à la disposition de la propagande belliciste, alors, la politique de « neutralité » poursuivie par les Socialistes italiens fut l'objet en France, des plus cruels jugements. Le parti italien se chercha des homologues dans les pays étrangers, et Morgari, sur ordre du Comité central, se rendit deux fois en France et en Angleterre, afin de préparer une Conférence internationale.

Je rencontrai Morgari plus d'une fois à Paris, et nous nous rendîmes une fois ensemble au havre. Le député de Turin était l'antithèse de Grimm. Celui-ci possède une raideur « suisse-allemande » qui se manifeste aussi bien dans les discours que dans le style. Morgari, au contraire, a une nature d'artiste : il est un politique et un psychologue. Les traits de son jeune visage portent la marque d'un caractère débonnaire et indulgent. Grimm est, dans le domaine de la théorie, un marxiste. Morgari, lui, est « neutraliste ». Il reproche au marxisme son manque de réalisme, reconnaît dans l'Histoire la « multiplicité » des facteurs et tente de parvenir à une conception « intégrale » tant en pratique qu'en théorie. L'intégralisme signifie, en réalité, un effort vers un éclectisme « harmonieux ».

En dépit de leurs différences si profondes — on peut même parler de contradictions — entre les tempéraments et les conceptions théoriques des deux hommes. Grimm et Morgari étaient étroitement liés par leur travail commun : établir les relations internationales entre les Partis ouvriers. La récente Conférence de Zimmerwald est due, en grande partie, à leurs efforts conjugués<sup>9</sup>.

#### CH. RAKOVSKI ET B. KOLAROV

À la rédaction de *Berner Tagwacht*, je trouvai une société bien mélangée et extraordinaire par le temps qui court. Il y avait deux rédacteurs berlinois, une militante du mouvement féminin de Stuttgart, deux syndicalistes français — le secrétaire de la Fédération des Métaux, Merrheim et celui de la Fédération du Tonneau, Bourderon — le docteur Racovsky de Bucarest, un Polonais et un Suisse. Il s'agissait des premiers délégués arrivés pour prendre part à la Conférence. Grimm n'était pas là — il accomplissait un petit voyage de propagande et n'arriverait que le soir. Morgari se trouvait à Londres, et on attendait de lui, d'heure en heure, des télégrammes annonçant la venue des délégués britanniques.

En la personne de Racovsky, je rencontrai un vieil ami. Il est une des figures les plus internationales du mouvement ouvrier européen. Il est bulgare de naissance, mais sujet roumain. Par ses études, il est médecin français, mais il est membre de l'Intelligentsia russe ; il est porté vers les Belles-Lettres (sous la signature d'Inсарov, il a publié en russe, toute une série d'articles de journaux et un livre sur la III<sup>e</sup> république) ; il possède toutes les langues balkaniques et trois langues européennes ; il a pris part à la

---

<sup>9</sup> Maintenant, quelques années après les événements décrits, il nous faut parler, même en deux mots, du destin de Grimm. Son radicalisme contenait trop de sentiments « philistins » de petit-bourgeois suisse, ce qui était visible pour un observateur attentif. L'influence des correspondants et collaborateurs internationaux rendait le journal plus radical que le rédacteur en chef. Après Zimmerwald, Grimm penchait de plus en plus à droite. En 1917, il tenta de se mêler à la politique internationale — dans l'intérêt de la révolution russe — à l'aide de méthodes souterraines, de pure diplomatie. Là, il échoua. La presse bourgeoise de tous les pays de l'Entente le traita — après son expulsion de Russie par le gouvernement Kérensky — d'agent de l'Allemagne. C'était, cela va de soi, une calomnie. Grimm tomba victime de sa suffisance « philistine » qui le conduisit à vouloir sauver la Révolution par des méthodes qui sont contraires à l'essence même de la révolution. Même quand le communisme se manifesta en Suisse, Grimm assura sa réputation de social-démocrate « modéré » et « de bon conseil ». En ce qui regarde Morgari, il resta en dehors de l'Internationale communiste.

vie intérieure de quatre Partis socialistes — bulgare, roumain, français et russe —, il est actuellement à la tête du Parti roumain.

La politique suivie par ce dernier est, jusqu'à un certain point, parallèle à celle du Parti socialiste italien. Les Socialistes roumains, en luttant pour la neutralité, recevaient des louanges ou des réprimandes de la part des Français et des Allemands suivant les oscillations du gouvernement roumain qui obligeaient, à chaque changement de politique, les « neutralistes » à changer leurs objectifs. Sudekum arriva à Bucarest, l'automne dernier, pour « inciter » les Socialistes roumains à s'opposer à l'intervention en faveur des Alliés. Son concours fut décliné. Mais quand Charles Dumas, chef du cabinet de Sembat, s'adressa à Racovsky, lui exposant le point de vue français, le roumain lui répondit par l'envoi de toute une brochure, de ton modéré, mais de fond significatif (*Les Socialistes et la Guerre*, Bucarest, 1915). Racovsky développe le thème suivant lequel les Partis socialistes français et allemand ne se différencient pas par leur tactique de principe, mais qu'en eux se dessinent les signes avant-coureurs de conceptions irréconciliables : « Nous avons devant nous, non deux tactiques, mais deux Socialismes. Voilà la vérité. »

— Ferez-vous la guerre ?

— Demandez-le aux Bulgares, nous répond Racovsky. Notre gouvernement arrive encore à farder la neutralité. Mais il y a trop de motifs qui nous font supposer que l'intervention bulgare fera s'effondrer la planche peu sûre où se tient le ministère Bratianu.

(Je rappelle au lecteur que ces propos furent tenus en septembre 1915).

— Ferez-vous la guerre ? Je posai cette question, le lendemain, au député bulgare, Basile Kolarov, un des principaux dirigeants du Parti des opprimés, avocat, officier de réserve, décoré pour sa bravoure contre les Turcs.

— Nous la ferons, me répondit-il presque sans hésiter. La neutralité observée par Radoslavov est purement *attentiste*. La question de Constantinople, telle qu'elle a été posée par l'Entente, est un facteur décisif pour l'orientation de la politique bulgare. D'un autre côté, les défaites russes ont encouragé fortement les germanophiles, héritiers de la tradition stamboulovienn...

— Cela veut dire que vous vous battrez aux côtés de l'Allemagne ?

— Évidemment. Vous en doutiez ?

— La Presse française entretient les illusions à ce sujet, dans l'opinion publique... Quelle sera la position de notre Parti ?

— Nous sommes des socialistes « étroits », nous lutterons jusqu'au bout contre l'intervention, puis contre la guerre. Mais nous ne pouvons pas nous attendre à un succès immédiat de notre résistance.

— Et les autres Socialistes « larges » ?

— Ils suivent plus ou moins le bloc russophile. Mais dès que Radoslavov mettra la nation devant le fait accompli (à l'intervention), ils feront come les bourgeois russophiles : sous prétexte d'intérêt national, de l'impossibilité de déchirer le pays en des moments aussi tragiques, etc., etc., ils s'inclineront devant la politique du pouvoir. En ce sens, la Presse gouvernementale travaille l'opinion publique.

— En fait, saviez-vous, poursuit notre interlocuteur, que notre tzar Ferdinand fait des « risettes » aux Socialistes « larges » ? Il a rencontré, en villégiature, un des leaders de ce Parti et s'est plaint amèrement de ce que les Socialistes ne lui font pas confiance, alors que de toute son âme, il leur est presque semblable. Le journal du « démocrate » Malinov, appelle le tzar, avec une ironie suspecte et jalouse, le « Socialiste couronné ».

Les prédictions de mon perspicace interlocuteur — il se trouve, vraisemblablement à l'heure actuelle, dans les rangs de l'armée bulgare en campagne — se sont pleinement réalisées. Kolarov eut à peine le temps de rentrer chez lui, à Plovdiv, que la Bulgarie décrétait la mobilisation. Les Socialistes « larges », en qualité de patriotes, ne suscitèrent aucun obstacle à Radoslavov. Les « étroits » maintinrent leur lige jusqu'au bout. Le dernier numéro de leur journal qui m'est parvenu *Rabotnitchevsky Viestnik* caractérise les conditions dans lesquelles se déroule la lutte contre les aventures du gouvernement bulgare : « Nos réunions sont interdites, nos affiches sont confisquées, nos orateurs et nos propagandistes sont menacés, battus et arrêtés ; on retient les télégrammes à nos adresses, contenant de vives protestations contre l'aventurisme nationaliste et réclamant la paix. »

Racovsky et Kolarov participaient à la Conférence, non seulement en qualité de délégués des Partis ouvriers roumain et bulgare, mais aussi en tant que représentants de la Fédération social-démocrate balkanique, créée à la Conférence pan-balkanique, l'été dernier, à Bucarest.

La Fédération démocratique de la péninsule balkanique, union de tous ces États liés par des conditions économiques et des destinées historiques communes, marche sous le drapeau de l'Union des jeunes partis ouvriers. Les Socialistes balkaniques ont fait avancer ce programme pendant les deux dernières guerres. Ils sont convaincus, plus que jamais, que le salut ne peut venir que d'une République fédérée. Mais, pour atteindre ce but, l'Histoire n'offre pas de chemin direct. Le bain de sang européen engloutit aussi les peuples des Balkans. Ils vont vers l'union inévitable à travers une destruction mutuelle. Que d'annonceurs de la fédération sont tombés au cours de ces dernières guerres ! Le coup le plus sensible asséné à la Social-démocratie balkanique, en général, et à la S.D. serbe, en particulier, fut la mort au champ de bataille de Dimitri Toutsévitch, l'une des plus héroïques figures du mouvement ouvrier serbe...

### **LEDEBOUR — HOFFMANN**

Georges Ledebour était à la tête de la délégation allemande ; le premier par l'âge et la popularité. Il était toujours le même : les événements n'avaient pas laissé sur lui d'empreinte extérieure. Au cours de mes sept années de résidence à Vienne, je me



rendais fréquemment à Berlin et, presque chaque fois, j'y rencontrai Ledebour, soit au Reichstag, chez Kautsky ou dans le café « Fürstenhof » où Ledebour descendait l'escalier, boitant fortement de sa plus courte jambe. Les Russes et les polonais le comptaient comme ami, et on l'appelait tantôt Ledebourov, tantôt Ledebourski. Du reste, ses liens avec la Russie et la Pologne ne dépassèrent jamais le stade d'intérêts purement parlementaires ou d'aide personnelle à des exilés russes, alors que son jeune camarade Karl Liebknecht acquit de très fortes attaches spirituelles avec la jeune Russie. Ledebour devait être âgé d'au moins soixante-cinq ans, car je me souviens qu'en 1910 ou 1911, on fêta, chez Kautsky, ses soixante ans. August Bebel participait à la cérémonie, lui qui avait atteint ses quatre-vingts ans. Le Parti était alors arrivé à son apogée. Son organisation, sa presse, ses fonds fleurissaient d'une manière encore jamais atteinte. Les vieux enregistraient automatiquement les succès et regardaient l'avenir sans crainte. Héros de la fête, Ledebour dressait, au souper, des caricatures et rencontrait une approbation unanime. Il possédait, sans contredit, l'art caricatural ; du reste, l'ironie, l'humeur bilieuse formaient une bonne partie de son tempérament qu'on devait, suivant l'ancienne classification, regarder comme colérique au plus haut point... Depuis ce souper de fête des têtes blanches, cinq années se sont écoulées... Que de changements entraînés par le temps qui en dissimule de plus colossaux encore ! ...

Ledebour, accompagné de Franz Mehring, sortit des rangs des journalistes démocrates pour entrer dans la Social-démocratie, mais il était beaucoup plus actif en tant que parlementaire qu'il ne le fut jamais en qualité de journaliste. Il se taillait fréquemment de gros succès à la Chambre, — dans les occasions, où il ne fallait pas traiter de haute politique, mais dans celles offrant à Ledebour la possibilité d'exercer sa verve caustique, d'attaquer et de déchiquter l'adversaire. Il provoquait souvent des votes de méfiance ; les Libéraux le haïssaient plus, si possible, que ne le faisaient les Conservateurs ; il les payait de retour par des sarcasmes, qu'il lançait avec une grimace de mépris sur son visage fin, rasé et mobile comme celui d'un acteur.

Adolf Hoffmann avait peu changé, lui aussi, vieillard au toupet blanc gracieux, avec des traits à la « Rochefort ». Vieux membre du Reichstag, il fut battu aux dernières élections et ne conservait plus qu'un siège au Landtag prussien où il conjugua ses efforts avec ceux de Liebknecht pour combattre la « prussification », la violence esclavagiste. Hoffmann se considérait toujours d'extrême gauche. Il y a quelques années, il exécuta les dix commandements du social-démocrate, et il y gagna le sobriquet de « Hoffmann aux dix commandements ». Il était un orateur populaire, à la voix coupante, aux gestes vifs ; il possédait un lot de plaisanteries et de calembours qui, souvent, faisaient très mal. Il était convaincu qu'un vrai démocrate, avant de partir guerroyer contre les « militaristes » étrangers, doit en terminer avec la réaction de son « propre » pays. Hoffmann est plus radical que Ledebour ; il est mécontent de ce que le groupe oppositionnel de la fraction social-démocrate au Reichstag se soit « abstenu » de voter, au lieu de voter « contre », lors du débat sur les crédits militaires.

Les relations entre la majorité « patriotique » et l'aile gauche se détériorèrent au plus haut point. Il ne s'agissait plus de différences théoriques ou de divergences tactiques secondaires, mais d'une contraction fondamentale par rapport à ce fait capital : comment vit l'humanité et à quoi aspire-t-elle ? Sudekum et Scheidemann



usèrent de tous les procédés pour faire taire leurs opposants. Plus les deux premiers perdent du terrain auprès des masses, plus ils doivent recourir à l'appareil gouvernemental et plus s'enveniment les conflits internes du Parti... Ledebour décrit la séance du Reichstag quand il protesta contre les mesures répressives du pouvoir contre la population. Scheidemann, alors, le désavoua.

— Pensez-vous que ces types aient organisé une session du Parti pour me juger ? Rien de semblable ! Pendant le « scandale », Scheidemann s'approcha des bancs gouvernementaux, chuchota avec les ministres — pas avec mes collègues du Parti, avec les ministres — et déclara, aux vifs applaudissements du Reichstag, que je n'étais pas habilité pour critiquer l'action des autorités militaires. Tels sont les procédés de ces individus !

— Et cependant, vous ne vous décidez pas à voter contre eux ! s'écrie, de son coin, un délégué allemand de gauche. Une discussion sur la tactique parlementaire s'engage. Ledebour tente de démontrer que la tactique d'abstention est beaucoup plus habile, ne brisant pas irrémédiablement la discipline du Parti ; elle permet de conquérir plus aisément la majorité de la fraction parlementaire : « Nous étions quatorze au début de la guerre, nous sommes maintenant trente-six. »

— Mais vous oubliez, s'exclame Hoffmann, l'impression que votre comportement produit sur les masses ! Les demi-mesures, les demi-décisions ont toujours été mauvaises, elles sont inadmissibles devant des événements dont dépend le destin de notre développement politique. La masse exige des réponses claires, franches, viriles, pour ou contre la guerre. Et il faut lui donner cette réponse.

Je ne puis, à regret, donner les noms des autres membres de la délégation ; ce serait les exposer à la vindicte de la police allemande. En ce qui concerne Ledebour et Hoffmann, ils se sont « démasqués » eux-mêmes, en signant le manifeste élaboré à la Conférence — ceci, en pleine conscience de ce qu'ils faisaient. Mais le reste de la délégation doit rester anonyme : on ne peut la caractériser que par des traits généraux.

Étant elle-même l'aile gauche de la Social-démocratie officielle, elle avait sa propre aile gauche. Celle-ci exprimait ses idées par deux publications : le petit journal de propagande de Jules Burchardt *Lichtstrahlen*, irréconciliable quant au fond, mais de ton très modéré et sans grande influence politique, et l'organe de Luxembourg et de Mehring *Die Internationale* qui consista en un seul numéro, ardent et combatif, provoquant l'interdiction du journal. Des éléments influents de la gauche, Liebknecht et Zetkine se rapprochaient du groupe « Internationale ». Les partisans de Luxembourg et de Mehring n'étaient pas moins de trois. Un d'entre eux appartenait au journal, *Lichtstrahlen*. Parmi les autres membres de la délégation, deux députés tenaient pour Ledebour, deux autres n'avaient aucune position déterminée. Hoffmann, nous l'avons déjà dit, est de « l'extrême gauche », mais il appartient à la vieille génération, et la jeunesse de gauche recherche d'autres voies<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Ledebour, encore maintenant, un des leaders du Parti « indépendant ». Hoffmann, après la scission d'avec les « indépendants », s'inscrit au Parti communiste. Mais, ensuite avec Lévy, rompit avec le parti et se tourna de nouveau vers les « Indépendants ».

## *KAUTSKY, BERNSTEIN ET HAASE*

Que veut l'opposition social-démocrate allemande ?

Avant tout, la ruine, sur toute la ligne, du bloc appelé national. La Social-démocratie ne doit prendre sur elle aucune responsabilité, directe ou indirecte, concernant la politique impérialiste du pouvoir. Il en découle : le vote contre les crédits, la lutte pour la cessation de la guerre, la propagande auprès des masses contre tout plan annexionniste, le rétablissement de la lutte économique. Mais pour le mettre en pratique, il y a de sérieuses contradictions.

Par-dessus tout, l'Opposition n'est pas séparée de la majorité dirigeante. Entre les sociaux-démocrates et les internationalistes, existe un groupement très important, le « Centre », ayant Kautsky à sa tête. On sait que ce dernier estime que les Socialistes « ont raison » de s'unir au gouvernement, qu'il n'y a pas crise de l'Internationale, qu'après la guerre on remettra le convoi sur les vieux rails, etc., etc. Cette position ne satisfait nullement ni la Droite ni la Gauche. L'aile modérée des internationalistes est proche de Kautsky, en ce sens qu'elle veut sauver l'unité et la discipline du Parti. L'aile gauche, au contraire, juge les contradictions inconciliables. Il est vrai que ces éléments ne songent pas à quitter le Parti. « Cela signifierait, disent-ils, livrer nos plus importantes positions sans combat. Mais nous demeurons, ajoutent-ils, dans les vieilles organisations pour combattre implacablement la tendance régnant actuellement au sein du Parti. Nous ne permettons pas à l'heure où il y va de l'existence de notre Parti, de nous laisser fermer la bouche par des considérations de discipline ou d'unité de toute l'organisation » ...

— Comment estimez-vous la position de Kautsky ?

— Nous la refusons catégoriquement. Il a joué, à une époque de responsabilité, un rôle que nous ne pouvons lui pardonner. Il a complètement « perdu les pédales » au début de la Guerre, il a capitulé devant la pression de la Droite, des Opportunistes et des Nationalistes, ce qui a découragé complètement la Gauche. Si Kautsky, le 2 ou 3 août de l'année dernière, avait adopté une position ferme, l'aile gauche aurait aussitôt voté contre les crédits militaires, le vote du 4 août n'aurait pas eu lieu et Liebknecht ne se serait pas, ensuite retrouvé solitaire. Et maintenant ! Kautsky, Bernstein et Haase protestent contre les annexions, mais cette protestation a un caractère platonique : Kautsky n'exige même pas le retrait des Socialistes du bloc gouvernemental, et tant que ceux-ci appuient le pouvoir, votent les crédits, etc., etc., toute protestation contre les annexions, sans conséquences politiques, ne peut servir qu'à se donner bonne conscience.

Le destin de Kautsky, comme celui de nombreux animateurs de partis, est, sans contredit, profondément dramatique. Il fut le théoricien d'un Marxisme intransigeant. Il combattit, en 1890, Bernstein, théoricien du Réformisme. Mais la tactique du Parti était une tactique d'adaptation. Le comportement politique resta solidement en selle, après le succès de Bismarck. La bourgeoisie capitula complètement, mais devint d'autant plus puissante, économiquement. La masse laborieuse s'adapta au régime militaire et policier. On prévoyait un conflit inévitable. Mais la politique courante du Parti était possibiliste. Bernstein voulut élever ce possibilisme à la dignité de principe. Kautsky annonçait, à la fin de chacune de ses analyses, l'inéluctabilité des conflits révolutionnaires futurs. Mais l'Histoire l'obligea à se préparer si longtemps et à attendre

le moment de la crise, que quand celle-ci se produisit, Kautsky n'en prit pas conscience et s'égara tout à fait. Je pense qu'il s'est égaré définitivement. On ne peut rejeter quarante ans d'un travail intellectuel incessant dans les conditions de l'immobilisme historique. À soixante-dix ans, l'homme ne se renouvelle pas spirituellement...

La destinée de Bernstein présente un intéressant parallélisme avec celle de Kautsky. Il était le théoricien de l'opportunisme national. Mais il appartient encore à la première génération, il a vécu l'époque « héroïque », il fut sous l'influence directe d'Engels. C'est autre chose qu'un quelconque David : grand homme dans les petites affaires, mais privé de largeur de vue dans les questions internationales ; il est encore trop petit pour les dimensions allemandes, il ne se sent bien que dans le Duché de Bade... Quand Bernstein s'aperçut ce qu'était devenue son « école », au moment de la crise mondiale, il fut épouvanté. Lié étroitement avec l'Angleterre, où il avait passé les longues années de l'émigration, Bernstein n'avait rien de commun, psychologiquement, avec les débordements anglophobes des nationaux-opportunistes allemands. Bernstein ne pouvait rester plus longtemps en compagnie des David, Legien, Schippel et Sudekum. Il fit quelques pas en avant, et Kautsky, effrayé par l'âpreté du conflit dans le Parti, dans le Parlement, dans la Nation, fit quelques pas en arrière — et les deux vieux amis, irréconciliables, semblait-il, de se rencontrer à mi-chemin. Un troisième vint se joindre à eux, Haase, premier président du Parti, un homme pour lequel, remplacer Bebel était une tâche bien trop lourde. En tant que président du parti, Haase se révéla bien vite écrasé par l'automatisme puissant de l'organisation. Le Parti allemand, les syndicats allemands : un État dans l'État. À la déclaration de guerre, la bureaucratie, ne s'habituant pas au bouleversement, craignit de ne pouvoir garder intact le fonctionnement du Parti et se rapprocha instinctivement du pouvoir. Haase ne put trouver en soi évidemment, étant donné sa nature, la force et la décision de ne pas céder au courant nationaliste et d'en appeler à l'opinion générale du Parti. Il faisait ses réflexions au sein du Parti, mais conservait l'apparence d'unité pour le monde extérieur ; le 4 août de l'année dernière, il se fit un devoir de faire connaître une déclaration avec laquelle il était en désaccord. Quand les développements ultérieurs l'effrayèrent, il ne lui resta plus qu'à joindre son désarroi à celui de Kautsky et de Bernstein. Le trio attaqua la politique annexionniste dans une lettre-manifeste singulière. Le pas franchi était digne de respect, portant un coup indispensable à l'orientation pro-gouvernementale du Parti, l'autorité des signataires attira l'attention de centaines de milliers de travailleurs. Mais les auteurs du manifeste restèrent à mi-chemin et furent incapables de pousser plus loin. Le pouvoir par le Parti n'est pas dans leurs mains, voici pourquoi il est hostile à l'impérialisme... Il nous faut tirer la conclusion que l'Histoire appelle à la relève une génération, neuve, plus jeune, qui n'a pas sur le dos le fardeau de la tradition, de la routine, de l'habitude et qui, seule, peut répondre à la voix de la nouvelle époque — une époque de fer et de sang, de tempêtes et de bouleversements.

### **L'ACTIVITÉ DE LA GAUCHE EN ALLEMAGNE**

— En quoi consiste votre travail ?

— Nous menons, dans les masses, une propagande contre la prolongation de la guerre, contre la politique des mainmises et des contributions, contre l'orientation officielle du Parti qui soutient le pouvoir. Nous complétons le travail des journaux légaux, qui partagent notre point de vue, par des proclamations illégales tirées à des centaines de milliers d'exemplaires. Vous connaissez probablement nos slogans : « Le principal ennemi — dans notre patrie », « Les annexions insensées », etc., etc. Dans cet esprit, nous menons une agitation verbale dans les réunions et plus ça va, plus fréquemment et plus radicalement, nous brisons les cadres de la légalité. Avons-nous du succès ? Sans aucun doute. La contradiction entre la politique officielle, gouvernementale, celle aussi du parti, et l'état d'esprit des masses croît sans cesse. Nous demeurons à l'intérieur de l'ancienne organisation du Parti, mais nous suivons, obstinément, notre propre orientation, nous avons nos propres réseaux et nos centres officiels.

— Vous nous interrogez sur la mentalité de nos masses laborieuses, nous dit Hoffmann, je vous répondrai catégoriquement : elle est hostile à la guerre, au pouvoir et aux hautes instances du Parti. Partout où nous avons eu la possibilité d'entrer en contact avec les couches populaires, nous avons constaté qu'elles se libèrent définitivement de la griserie chauvine. Prenez ma circonscription électorale : elle est parmi les plus arriérées, avec une population composée à moitié de paysans, à moitié de travailleurs des mines, qui, il y a seulement quelques années, tenait pour la réaction cléricolo-antisémite. Il y a une semaine, je lisais à une assemblée « d'hommes de confiance », c'est-à-dire de délégués élus, un exposé sur la situation politique et je leur proposai ce qui suit : les députés sociaux-démocrates doivent refuser les crédits au Pouvoir et exiger la fin immédiate des hostilités. Tous les délégués furent d'accord d'une façon unanime et catégorique : pas une voix de protestation. Il aurait semblé pourtant que la propagande chauvine n'aurait pas trouvé de meilleur terrain que cette circonscription arriérée !...

— La Conférence de Zimmerwald nous donna un appui irremplaçable pour le développement de notre action, nous dit l'énergique animatrice du mouvement féminin. Notre opposition parlementaire, principalement avec Ledebour, a un caractère « extra-parlementaire ». Alors que les « droites » ont la prépondérance et vont jusqu'au bout de leurs entreprises, utilisant toutes les ressources du Parti, nos parlementaires d'opposition se soumettent à la discipline et, aux moments décisifs, s'éloignent du Reichstag, au lieu d'attaquer la Droite. Se déclarant, par principe, solidaires de Liebknecht, nos parlementaires oppositionnels — il y en a actuellement quarante — rejettent son expérience. Nous voulons mettre fin à cet état de choses. L'opposition social-démocrate dans le pays est plus décidée que celle de nos parlementaires. Nous tenons pour Liebknecht.

La Social-démocratie a, par sa conduite depuis le 4 août, provoqué d'abord l'étonnement, puis l'indignation. Tous les exposés faits à la Conférence en ont suffisamment parlé. Il n'aurait pu en être autrement. Mais il serait parfaitement injuste de tracer une croix sur la social-démocratie. La contestation vint de l'intérieur. La politique pratiquée par les centres officiels, fondée sur celle des Socialistes français, se heurta de suite à une forte opposition. Mais l'embrouillamini était tel, les masses étaient tellement désorientées, égarées par la suite des événements et par le comportement des « guides » qui devaient les « conduire », que Scheidemann et Heine

ne rencontrèrent, au début, aucune opposition formelle. Mais plus la politique « capitularde » des dirigeants invertébrés du Parti se fera brusquement inexplicable — du moins à première vue —, plus la réponse des masses se fera implacable. La gauche allemande regarde l'avenir avec pleine confiance.

### LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE

Tous les participants à la Conférence s'arrêtèrent à la Maison du Peuple, un lourd bâtiment aux dessins assyriens sur la façade massive de pierre grise. La salle à manger s'ornait d'un lampadaire massif et les murs étaient peints en sombre. Modernisme allemand ! « Cela me plaît, disait poliment un délégué français, je ne l'aurais jamais fait pour moi, mais cela me plaît. » Dans le café apparurent les correspondants de presse — ils avaient l'œil et le bon. La Suisse est remplie de ces correspondants français et allemands. « Avant que nous ayons seulement ouvert la bouche, s'exclama Grimm, la presse bourgeoise du monde entier fera savoir notre faillite ! Les journalistes ne nous laisseront pas en paix. Il est impossible que tous nous ayons assez de fermeté pour leur refuser une interview. Ils s'empareront des moindres phrases prononcées dans le restaurant. Voici le motif qui m'a fait choisir des locaux à dix kilomètres de Berne, dans le petit village de Zimmerwald, haut dans la montagne. »

À trois heures, nous nous rendîmes à Zimmerwald. Les passants regardaient notre cortège avec curiosité. Les délégués plaisantaient : cinquante ans après la création de l'Internationale, celle-ci trouvait place sur quatre équipages ! Mais dans ces plaisanteries, pas la moindre trace de scepticisme... Deux langues prédominaient pendant le trajet et pendant la Conférence : le français et l'allemand. Les délégués anglais étaient absents. Ayant franchement déclaré au gouvernement qu'ils se rendaient à une Conférence internationale, celui-ci leur avait, tout simplement refusé les passeports. Le député Glasher télégraphia qu'il ne pouvait venir. Cela simplifiait considérablement le travail des interprètes, ce travail épineux de chaque Conférence internationale. L'alternance des cultures européennes trouva son expression dans la linguistique de la Conférence de Zimmerwald. Les délégués français ne parlaient aucune langue étrangère, semblables en cela aux Anglais. Les Allemands comprenaient et parlaient un peu le français. Tous les Italiens parlaient couramment français, allemand et anglais. Les russes parlaient français, allemand et anglais. Un des interprètes se trouvait être russe, Angélica Balabanova, militante italienne, qui, avec la même aisance, traduisait le français, l'allemand et l'anglais.

Toutes les chambres disponibles de Zimmerwald furent occupées par les délégués : à l'hôtel, chez le maître de poste, chez les paysans. Le maître de poste fit ses offres de service en qualité de coiffeur.

Pendant les moments de détente, assez peu nombreux à la vérité, les délégués se rendaient sur la route montagneuse et admiraient le Mont-Blanc et la Jungfrau. Écrire de Zimmerwald était interdit afin que les informations ne soient pas confiées prématurément à la presse. Sans prendre en considération le dépit des correspondants, les journaux ne publièrent rien d'extraordinaire, à part de vagues allusions à une conférence qui devait se tenir, non loin de Berne. *Berner Tagwacht* pouvait affirmer, la

conscience tranquille, qu'aucune Conférence ne se tenait à Berne. Après quelques jours, le nom de Zimmerwald fut connu dans le monde entier. L'hôtelier en fut fortement impressionné. Cet honnête Suisse déclara à Grimm qu'il espérait augmenter ses prix, grâce à cette publicité mondiale, et qu'il était prêt à verser une certaine somme à la caisse de la III<sup>e</sup> Internationale.

Nous déjeunerions assis à la longue table, groupés par nationalité : seuls, les Russes, en qualité d'interprètes et d'intermédiaires, étaient disséminés. Après le repas, Grimm, à la demande générale, « iodlait » ces étranges chansons gutturales montagnardes ; Serrati, le rédacteur en chef d'Avanti, chantait des parodies de chants napolitains ; Tchernov chantait « Les Brigands » de sa voix de ténor léger. Grimm se levait ensuite et d'une voix sèche comme s'il ne venait pas de régaler l'assistance en « iodlant », nous enjoignait de regagner les lieux de la Conférence. Aussitôt, nous nous levions et partions travailler.

En plus de Grimm ; organisateur de la Conférence, on choisit pour constituer le Bureau, Lazzari, représentant du parti italien et dont l'autorité devait croître de façon extraordinaire au cours de la guerre, Racovsky, représentant du prolétariat roumain dans la Fédération balkanique, la poétesse et militante hollandaise bien connue, Henriette Roland-Holst, en qualité de secrétaire et Angélica Balabanova en tant qu'interprète.

Il y avait quelques divergences qui se firent jour dans les exposés, particulièrement en ce qui concernait la principale question de l'ordre du jour : le comportement envers la guerre et la lutte pour la paix.

Une partie de la Conférence, inspirée par l'extrême-gauche, se basait sur le fait que les vieux partis socialistes, par exemple les Paris français et allemand, se liant aux gouvernements capitalistes, s'étaient dissous non seulement au moment critique de la guerre, mais définitivement. Les partis ouvriers ne pouvaient renaître qu'à partir d'éléments nouveaux. Ils devaient brandir le drapeau du « schisme » et rompre tout lien avec les politiques de « Burgfrieden » (Paix civile) et « d'Union sacrée ». Le défenseur le plus marquant de cette thèse était Lénine. Il était suivi, plus ou moins étroitement, par le député suédois Hoeglund, chef du groupe de gauche, et par le dirigeant de la jeunesse norvégienne, Nörmann.

Un second groupe, jouant pour ainsi dire le rôle de « Centre », était hostile à la politique officielle des partis occidentaux. Mais il estimait que le « schisme » n'était pas une condition *sine qua non* de travail dans l'esprit de l'Internationalisme. Les représentants de ce groupe estimaient, comme l'extrême-gauche, que le naufrage de la II<sup>e</sup> Internationale était dû à l'immobilisme des relations internationales, au moins en Europe Occidentale et était le résultat d'une époque historique de politique passive. Toute une génération du mouvement ouvrier s'était constituée dans une atmosphère d'adaptation systématique au parlementarisme et avait lié son sort à celui de ce dernier au moment critique. Ces représentants, à l'instar de la gauche, pensaient qu'il n'était pas question, après la guerre, de revenir à l'ancien état de choses. De profonds changements s'effectueraient à l'intérieur des Partis socialistes. Mais, tant qu'il s'agissait d'organisations de masses, une séparation systématique ne s'avérait pas indispensable.



Une lutte implacable pour conquérir l'influence sur les masses devait s'engager, au sein du Parti. Ce second groupe se composait des éléments de gauche allemands (Spartakistes), de Roland-Holst, de Balabanova, d'une partie des Italiens, des Russes et des Suisses.

Le troisième groupe comptait des éléments plus pondérés qui regardaient la Conférence comme une démonstration à la face du monde et espéraient que la fin des hostilités balayerait l'engence nationaliste, en remettant les choses à leur place. Ce groupe était constitué par une fraction de la délégation allemande, par les Français et une partie des Italiens<sup>11</sup>.

Il est parfaitement clair que ces trois groupes devaient s'expliquer dans une ambiance peu ordinaire. Alors que le premier s'efforçait de gagner des adhérents à la lutte intérieure et à la rupture complète avec le social-nationalisme, le troisième groupe voulait limiter la portée de la Conférence à une manifestation pour la paix.

Devant le refus de la majorité d'élaborer une résolution tactique et programmée, l'aile gauche dut faire en sorte que le premier problème de l'Internationale naissante — la lutte contre la guerre — fut placé sur les rails de la lutte des classes révolutionnaire. Nous sommes d'avis que ce but fut atteint au degré maximum permit par l'état de choses.

Les traits généraux concernant cette question étaient les causes fondamentales et les « fauteurs directs de guerre », la conduite des Partis socialistes et leur semi-opposition passive (l'abstention lors du vote des crédits militaires) et enfin les moyens et les forces à la disposition du prolétariat.

Axelrod exprima l'opinion, dans un de ses exposés, qu'user de la même unité de mesure pour juger du comportement des socialistes français et allemands, en ignorant les fauteurs de guerre et la différence des situations militaires, c'était propager non l'internationalisme, mais le « cynisme ». Ce point de vue fut repris, mais sous une forme beaucoup plus abrupte, par un délégué italien. L'assemblée refusa catégoriquement de le suivre sur cette voie. Quelle que pût être la responsabilité « indirecte » de la guerre (diplomatie, etc...), la mêlée des peuples européens était le résultat de la politique impérialiste. Elle a dévoilé les intérêts fondamentaux de la société capitaliste et a mis en mouvement les forces fondamentales. Dans cette catastrophe mondiale, où se joue le sort de la culture, le prolétariat doit se laisser guider par ses intérêts fondamentaux et non s'intéresser aux nuances offertes par les divers gouvernements et les situations stratégiques provisoires. La collusion des socialistes et du bloc national, comme le fit remarquer le délégué de Naché Slovo est plus explicable psychologiquement dans les pays subissant des revers, que dans les nations remportant des victoires, mais, politiquement, elle ne fait, au même degré, que démoraliser et affaiblir le prolétariat. La question posée à la Conférence n'est pas de rechercher des circonstances

---

<sup>11</sup> Délégués français et italiens : les groupements, comme il est mentionné rapidement ici, se défirèrent et se simplifièrent. Ceux qui occupaient une position centrale, « non centrisme », glissèrent vers l'extrême-gauche. La Droite zimmerwaldienne prit place dans le Centre de Kautsky, entre le communisme et le social-patriotisme.

atténuantes aux divergences nationalistes du social-patriotisme, mais bien de susciter contre lui une lutte simultanée et coordonnée de la part de l'Internationale entière.

La tendance des internationalistes français et allemands de se borner à refuser le bloc national, fut admise par l'opinion générale. En conclusion, le social-nationalisme triomphant fut stigmatisé comme il le méritait.

Trois projets furent présentés, provenant de la rédaction de *Sozial-demokrat*, de la fraction droitiste de l'opposition allemande et de la délégation de *Naché Slovo*.

Le projet de *Sozial-demokrat* tentait de donner des indications sur des méthodes de luttes bien définies. On aurait pu, tout d'abord, s'interroger sur l'opportunité de déclarer publiquement les tactiques à employer ! Indépendamment de ceci, il était clair que la résolution étant rejetée, il n'y avait aucun espoir de transférer la description des tactiques de base dans un autre document... Le projet avait le défaut fondamental de représenter un comportement indécis et à double sens envers la lutte des classes. Lénine avait exposé suffisamment clairement, déjà auparavant dans ses articles et études, qu'il considérait personnellement le slogan de la lutte pour la paix comme parfaitement *négatif*. Il expliquait sa position par l'aphorisme suivant : notre tâche est, non pas de faire taire les canons de 420 cm, mais de les mettre au service de nos desseins. Il n'y a pas de doute que la différence entre pacifistes et internationalistes consiste en ceci : nous voulons convertir les moyens militaires en armes pour les prolétaires. Mais il serait absolument inadéquat de mettre en opposition cette question et la lutte pour la paix. Pour que le prolétariat allemand ait envie de braquer ses canons sur ses ennemis de classe, il faut qu'il ne désire plus tirer sur ses frères de classe — en d'autres termes, il doit être animé de sentiments hostiles envers cette guerre, qui l'épuise et le rend exsangue, tout comme son allié de classe des deux côtés des tranchées. Le mot d'ordre de la cessation de la guerre est, pour les prolétaires, celui de l'auto-conservation de classe, du rapprochement international et de la condition de l'action révolutionnaire. De surcroît, dans le projet de *Sozial-démokrat*, le slogan pour la paix n'incarne pas l'appel vibrant du prolétariat, mobilisant ses forces contre le militarisme, mais comme une concession transactionnelle du pur esprit révolutionnaire à la pusillanimité pacifiste de l'homme.

\*\*\*

Le projet de manifeste, élaboré par les éléments pondérés de l'opposition allemande, traitait, en premier lieu, des conditions du monde futur : pas d'annexions et pas de rattachement économiques par la force, droit des nations à l'auto-détermination. Il n'y eut pas une seule voix contre. La guerre européenne a, sous la forme la plus aiguë, posé la question des petites et faibles nations et celle de la coexistence des grandes puissances. Ignorer ces problèmes en leur opposant le simple slogan « Paix » relèverait du pur nihilisme. Le prolétariat doit avoir ses principes qu'il doit s'efforcer de prendre comme bases de la coexistence nationale, au moyen de la lutte révolutionnaire et de la victoire. Les sociaux-militaristes (Vaillant et C<sup>ie</sup>) formulent les principes d'un monde démocratique et soumettent sa création à l'emploi de l'armement national. Les sociaux-pacifistes (Kautsky et autres) formulent des principes analogues (contre les annexions). Mais, comme de fait, ils se réconcilient avec la « paix civile » et qu'ils laissent aux



sociaux-impérialistes le soin de diriger les prolétaires, tous leurs principes pacifistes ne leur servent qu'à leur donner bonne conscience. Les socialistes-révolutionnaires formulent les principes de la coexistence des peuples (condition de la paix) comme des slogans par lesquels ils mobilisent le prolétariat contre la guerre et les entreprises impérialistes ; avec ces slogans, ils lutteront contre la férocité diplomatique du futur Congrès de la paix ; avec eux, ils expliqueront aux masses et démontreront par l'expérience vivante des événements que la réalisation de ces principes ne peut avoir comme résultat que la prise du pouvoir par le prolétariat.

Le programme de paix, pour lequel devait lutter le prolétariat, fut littéralement — et sans jugement de principe — extrait du projet de l'opposition allemande. Ce programme convient-il aux exigences du développement historique ? C'est une question qui dépend d'un jugement d'ordre général. Mais le projet lui-même, élaboré par la Droite de l'opposition allemande, était inacceptable, car, ne soulignant pas le comportement des Partis socialistes et ne faisant pas progresser, de manière décisive, les liens entrent « les conditions indispensables à la paix » et la lutte révolutionnaire, il tombait dans la phraséologie pacifiste.

Le troisième projet, celui de *Naché Slovo* fut formulé dans l'esprit des idées fondamentales, développées dans les remarques présentées.

Les trois projets soumis à une commission de sept membres. La commission confia la rédaction définitive à Grimm et au représentant de *Naché Slovo*. Elle fut, avec quelques hâtives corrections, approuvée par la commission et adoptée par l'assemblée.

Trois amendements, présentés par trois groupes russes, furent rejetés.

Le premier amendement fut présenté par la rédaction de *Sozial-démokrat* : il caractérisait la position de Kautsky, louait Liebknecht : une telle personnification, bien dans le style allemand, était déplacée. Sur l'insistance de la commission, l'amendement fut retiré.

Celui des S.R. exigeait qu'à côté de l'impérialisme, on citât, comme auteurs de guerre, les « forces du passé », les dynasties. On fit remarquer aux auteurs de l'amendement, que ce n'était pas le Maroc et ses « forces du passé » qui avait annexé la France, mais, au contraire, que c'était la République française qui s'était emparée de l'Empire chérifien. L'impérialisme est au-dessus de toute forme politique et s'en sert pour ses desseins.

Le troisième amendement vint des délégations polonaises et de l'O.K. Il donnait une caractéristique détaillée des conséquences sociales inévitables de la guerre : la disparition des classes intermédiaires, l'accroissement des forces et de l'influence des syndicats, des trusts et des financiers, le ton plus âpre donné à la lutte des classes. Il en résultait la perspective d'un bouleversement social-révolutionnaire. Dans cet amendement très diffus, on trouvait des affirmations très contestables à côté de pensées irréfutables. Grâce à ces dernières, on ne pouvait que diverger sur la question : étaient-elles à leur place dans le document cité ? Mais, de toute façon, cet amendement vint trop tard pour pouvoir être soumis à un examen détaillé.

De tout ce qui vient d'être dit, il s'ensuit que cet amendement ne pouvait être accepté. Il était parfaitement juste en traitant de la guerre et de l'idéologie national-libératrice ainsi que du social-patriotisme officiel. Mais dans le domaine de l'estimation de l'époque historique et dans la sphère des méthodes de lutte, il conservait un manque de précision indiscutable, soulignant le caractère purement critique de l'opposition internationaliste dans les vieux partis où la direction restait entre les mains des sociaux-patriotes. Le document nous parle ensuite de ce qu'on peut dire et de ce qu'on doit dire aux masses. Mais c'est le maximum de ce que l'on peut dire dans les conditions actuelles. Le document est un grand pas en avant.

## **MANIFESTE DE LA CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE À ZIMMERWALD (SUISSE) <sup>12</sup>**

### **PROLÉTAIRES D'EUROPE !**

Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'Impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les États balkaniques, l'Arménie, courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations. De nouvelles chaînes, de nouvelles

---

<sup>12</sup> Nous donnons le texte officiel français tel qu'il a été publié par Rosmer dans son livre *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre* (t. I, pp. 379-382).

charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du Capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements — monarchiques ou républicains —, la diplomatie secrète, les puissances organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Église : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

## **OUVRIERS !**

Vous, hier, exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelé frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'Impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. À Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les Congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que devait suivre le prolétariat.

Mais, Partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour les besognes diverses ; ils ont essayé, par leur

presse et par des émissaires, de gagner les Neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'« Union sacrée ». Par cela même, ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même que chaque Parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année de carnage des peuples, les moyens d'entreprendre dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.

Dans cette situation intolérable, nous, représentants des Partis Socialistes, des syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploiters, mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le Socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte d'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

### **PROLÉTAIRES !**

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entretuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du Socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau n'est trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.

### **CONCLUSIONS**

À l'occasion d'une conférence préliminaire, un groupe adhérent à la position prise par *Sozial-demokrat* — « L'Opposition polonaise » — formula sa position de la manière suivante : juger les partis socialistes officiels ; formuler les principes de la lutte révolutionnaire de classe et réunir à l'aile gauche ceux qui pensent de même. La question de la lutte des masses en faveur de la paix n'était même pas mentionnée. Lénine, dans son discours, de loin le plus important et prononcé justement à cette conférence préliminaire, démontra que le slogan de la lutte pour la paix était dépourvu de toute signification révolutionnaire.

Axelrod prit la position diamétralement opposée. Dans une de nos assemblées officielles, quand vint la question du vote, Axelrod démontra que deux tendances fondamentales se combattaient devant nous ; l'une d'entre elles voulait user de la Conférence en la joignant à une plate-forme de tactique révolutionnaire en tant que pierre angulaire de la construction de la III<sup>e</sup> Internationale ; la seconde tendance voulait, en s'appuyant sur tous les éléments socialistes, se comporter négativement envers la guerre, entamer la campagne en faveur de la paix, en estimant que cette voie conduirait, mieux que tout autre moyen, à la renaissance de l'Internationale.

Le représentant de Naché Slovo démontra, au contraire de ce qui vient d'être dit, qu'en plus des deux tendances citées, il en existait une troisième qui attribuait une grande signification à la campagne pour la paix, car c'est seulement grâce à ce slogan, que peut se faire la mobilisation des masses ; mais elle veut, également, user de la propagande pour la paix, afin de lancer la tactique révolutionnaire de classe, définir son comportement irréconciliable envers l'orientation social-nationaliste et faire de cette Conférence une contribution à l'établissement de la III<sup>e</sup> Internationale.

La rédaction de *Sozial-demokrat* présenta des projets pour deux résolutions : une d'ordre tactique et un appel aux masses.

La résolution tactique caractérisait la guerre comme étant impérialiste, condamnait le social-nationalisme et l'attentisme du « Centre » (Kautsky et autres), rejetait toutes les formes de la « paix civile », plaçait la lutte pour la paix au rang des problèmes internationaux, exigeait la rupture avec le légalisme et l'exploitation de la situation créée par la guerre, ainsi que de ses conséquences. Cette résolution présentait un pas important en avant vers un internationalisme social-révolutionnaire actif. Elle ne rappelait pas que « la défaite de la Russie est le moindre mal » (on peut se représenter l'accueil qu'aurait fait l'opposition allemande à cette thèse nationale russe !), elle

n'érigait pas en principe la rupture entre les organisations ouvrières ; elle reconnaissait enfin la signification révolutionnaire de la lutte des classes.

Dans ces préliminaires du projet de résolution, existe tout ce qui sépare la position de *Sozial-demokrat* et de *Naché Slovo*... Il ne restait plus au représentant de ce journal qu'à annoncer son adhésion aux thèses fondamentales de la résolution et à proposer de la transmettre à la commission aux fins de meilleure rédaction. Malheureusement, cette résolution ne recueillit pas la majorité. En faveur de la transmission à la commission, on obtint seulement treize signatures.

La majorité des participants, placés devant des problèmes d'ordre négatif : contre la guerre, contre le bloc nationaliste, ne se rendait pas bien compte des problèmes positifs révolutionnaires que l'époque actuelle soumet aux prolétaires socialistes. Autrement dit : si tous se trouvaient d'accord pour combattre l'asservissement de la classe ouvrière au pouvoir bourgeois, la majorité n'était pas prête pour mettre à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire comme conquête du pouvoir par le prolétariat.

Ce n'était pas un hasard. L'insignifiante résistance des masses a coupé les ailes à la pensée révolutionnaire. Aucun pessimisme en cette constatation, au contraire, tous les internationalistes — sur la base du déroulement objectif des faits — sont convaincus que, tôt ou tard, ce sera la triomphe du socialisme révolutionnaire. Mais le porteur du socialisme révolutionnaire, le prolétariat, ne se présente pas suffisamment préparé. « Nous avons assemblé autour de nous quatre millions et demi de votants, disait un des internationalistes de gauche allemands. La guerre a dévoilé que seule une petite avant-garde s'est nourrie aux idées d'un socialisme instructif. Avant de passer à la question pratique d'une révolution sociale, il est indispensable d'y préparer le prolétariat... » Poser ainsi ma question n'est pas historique ; la « préparation » à l'action révolutionnaire devrait se faire par la propagande socialiste ! Si le travail accompli pendant deux générations de travailleurs n'a pas « préparé » le prolétariat à la révolution sociale, où est l'espoir que nos efforts puissent se révéler « payants » à la troisième génération ? Ce serait digne d'un maître d'école, mais non d'un parti historique de confier toutes ses espérances au changement et à l'amélioration d'un système de propagande. Il est clair que le centre de gravité réside dans le caractère de l'époque historique. S'il est vrai que l'époque tumultueuse, à laquelle la guerre nous a conduits, doit découvrir l'énergie révolutionnaire du prolétariat, il faut se rendre compte du nouveau danger qui se dresse devant le Socialisme. Frappée par un cruel désenchantement au début de la guerre, voyant réduits au minimum ses calculs et son attente politique, l'aile gauche de la Social-démocratie internationale, dans la crainte de s'élancer en avant, peut désespérément rester en arrière des masses devenues révolutionnaires par la guerre.

Préparer le prolétariat à la révolution sociale et s'y préparer soi-même signifie que les sociaux-démocrates révolutionnaires doivent prendre l'initiative d'opposer *effectivement* l'avant-garde prolétarienne à la bourgeoisie impérialiste.

Le devoir de l'aile gauche révolutionnaire-marxiste des internationalistes est d'engager la propagande future sur la voie social-révolutionnaire et d'employer les méthodes de la lutte internationale du prolétariat.

Des estimations, travaux et discussion se dégagèrent — à son échelle européenne — le tableau du naufrage de l'Internationale, de la capitulation de partis si puissants et organisés et de la banqueroute idéologique et morale des chefs qui ne conservaient leurs postes que la force d'inertie. L'abaissement que la guerre a fait subir au socialisme est encore ressenti par les observateurs directs et les participants. Malgré toute l'indignation et la colère, on ne discernait aucun pessimisme. Tous ressentait que la catastrophe n'avait fait que dévoiler les conceptions, les méthodes et la mentalité d'un système qui se survivait. Le mouvement le plus révolutionnaire en ses buts s'était pétrifié et « sclérosé » dans son immobilisme. Toute une génération de guides avait vieilli, répétant les mêmes formules. Déjà, avant la guerre, ces chefs étaient entièrement « vidés ». La catastrophe n'avait fait que dévoiler cet état de choses.

Si l'Histoire s'est souvent servie des convulsions de la guerre pour mettre à jour la pourriture des gouvernements et la nullité des dirigeants, la guerre servait, cette fois-ci, à découvrir la pourriture du Socialisme, à soumettre ses cadres à une épreuve meurtrière et à nettoyer le chemin pour de nouvelles méthodes et de nouvelles idées.

Il faut le dire, dès le début, nous n'avions pas devant nous des « éléments nouveaux » adoptant des méthodes nouvelles et répondant aux nouvelles exigences de l'époque et de la tempête. La majorité des participants se composait de vieux militants, issus des cadres de la II<sup>e</sup> Internationale. Ces éléments, grâce à des circonstances personnelles, avaient gardé en eux la conscience révolutionnaire et su, dans la catastrophe, se maintenir sur le terrain de la lutte internationale des classes. Mais leur éducation politique les prédisposait plus à combattre le social-nationalisme qu'à admettre de nouvelles méthodes de combat social et révolutionnaire. La nouvelle Internationale a besoin de ces témoins des anciennes épreuves, indomptables devant le pouvoir. Mais par-dessus tout, il lui faut trouver de nouveaux adhérents dans la personne des représentants de la jeune génération, qui a rejeté ses ultimes illusions patriotiques sur le champ de bataille, qui se heurtera à la société bourgeoise en des conflits sociaux où les deux camps, ayant passé par l'école de la guerre, ne reculeront pas devant la perspective de mesurer leurs forces. C'est dans ce cas que nous sommes en droit de dire : la III<sup>e</sup> Internationale est devant nous !

La Conférence ! Ce n'est qu'un épisode dans ce gigantesque remue-ménage de l'Histoire, qui a mis la bourgeoisie en perte d'équilibre et a posé brutalement au prolétariat la question fondamentale du développement socialiste : l'Impérialisme, la Guerre et l'Esclavage sanglant... ou la Révolution sociale ? Mais c'est en même temps un épisode immense et plein de signification. Et au stade atteint actuellement par le mouvement, c'est l'événement historique le plus important.

Pour celui qui a suivi attentivement l'Internationale pendant la guerre, il y a relativement peu de faits nouveaux. Mais en rassemblant tous les faits épars, on ne manque pas d'être frappé par deux impressions : la dimension énorme de ce qu'il y avait de faux et de mort intellectuellement dans l'œuvre immense de la II<sup>e</sup> Internationale, et l'immensité de l'héritage révolutionnaire qu'elle a légué aux masses laborieuses. En vérité, il y a de quoi bâtir ! La III<sup>e</sup> Internationale n'aura pas à repartir de zéro !

(Naché Slovo, 3-6 octobre 1915.)



## ÉCHOS DE ZIMMERWALD

### Réponse à Axelrod

Axelrod apporte deux corrections secondaires, mais tout de même dignes d'intérêt, à mon commentaire fait de mémoire. Il semblerait qu'Axelrod n'ait pas opposé les « défaitistes » au reste des internationalistes et il n'a pas affirmé, mais exprimé sous forme d'espoir la reconnaissance par la majorité de la social-démocratie russe du slogan de l'Assemblée constituante en vue de liquider la guerre. Les circonstances, dans lesquelles Axelrod a fait son exposé, expliquent pleinement la possibilité de malentendus involontaires, et je suis tout prêt à admettre les corrections. Plus volontiers encore j'aurais admis celle concernant le groupe *Nacha Zaria*. Mais hélas ! sur ce point, Axelrod ne corrige pas mon exposé, au contraire, il confirme les craintes que j'ai exprimées. « Si nous avons bien compris, écrivais-je, le camp internationaliste, tel que le conçoit Axelrod, comprend aussi le groupe *Nacha Zaria*. » Et Axelrod répond ainsi : « S'il est intéressant pour Trotsky de savoir où doit se placer le groupe *Nacha Zaria*, je dois dire que je n'inclus pas ce groupe dans le camp internationaliste, dans le sens qu'il indique. »

Il ne m'est pas seulement intéressant de savoir, cela m'est indispensable. Et je ne suis pas le seul. Tous doivent savoir. Non seulement parce que la question des rapports envers le groupe politique est importante, mais aussi, avant tout, parce que l'appartenance du groupe *Nacha Zaria* à tel ou tel camp définit le contenu de ce que nous mettons dans notre conception de l'Internationalisme. Dans l'époque critique que nous vivons actuellement, quand on nie, attaque et élève des doutes sur la valeur du Socialisme, le manque de fermeté et le vague en politique sont inadmissibles, car ils sont la marque, bien que masquée, de la pire forme de capitulation devant l'ennemi.

De concert avec nos amis français, nous pensons que la politique actuelle du Socialisme français est mortellement hostile aux intérêts du prolétariat. Le groupe *Nacha Zaria*, au contraire, juge cette politique parfaitement conforme aux intérêts de la démocratie et du Socialisme. Comment pouvons-nous appartenir en même temps que ce groupe au même camp idéologique ?

Le groupe *Nacha Zaria*, en définissant la guerre comme « défensive » ou « libératrice » du côté de l'Entente, en arrive en Russie à la politique de « non-résistance ». Il insiste, il est vrai, sur la nécessité de continuer la lutte contre le Tsarisme. Mais une lutte basée sur la « non-résistance » ne peut être que fictive ou alors une lutte supposée basée sur une capitulation de fait. Comment pourrions-nous inclure dans notre camp un groupe dont la position de principe le conduit à refuser la lutte révolutionnaire contre le Tsarisme ?

La politique de soutien à la guerre suppose l'approbation des crédits militaires. La politique de « non-résistance » conduit à l'abstention. C'est ainsi que se conduisit Mankov, et notre rédaction, unanimement, interpréta son comportement comme la seule conclusion possible, étant donné la position de *Nacha Zaria*. Mais la fraction « Cadet » exclut Mankov et, de nouveau, notre rédaction interpréta cette mesure comme la seule conclusion logique, étant donné la position internationaliste. Comment pourrions-nous

incorporer *Nacha Zaria* dans notre camp, du moment que les conséquences politiques de sa position amènent à l'exclusion de députés hors de la fraction « Cadet » ?

Après tout ce qui vient d'être dit, il reste absolument incompréhensible de quelle façon Axelrod puisse estimer que « la nécessité d'analyse » de mon commentaire sur son exposé est superflue. C'est justement le contraire. Mon unique commentaire, résumé en une phrase, s'appuyait non pas sur des faits « mythiques », mais malheureusement sur celui trop réel de l'incorporation faite par Axelrod du groupe *Nacha Zaria* au camp internationaliste. « Il est clair, écrivais-je, que le slogan de l'Assemblée constituante ne peut jouer qu'un rôle : celui de couvrir la contradiction irréconciliable par rapport à la guerre des tactiques qui en découlent. » Il me reste la consolation que mes erreurs sur des points secondaires ne rendent que plus claire la justesse de mes vues sur la question principale.

### *Les Autrichiens à Zimmerwald*

Un camarade, spécialiste des questions autrichiennes, écrit au sujet de mon commentaire sur la Conférence :

« Votre jugement sur les Autrichiens est profondément injuste en ce qui concerne l'opposition autrichienne qui travaille dans des conditions qui ne peuvent se comparer aux nôtres. Plus encore. Personne n'a essayé de l'amener à la Conférence... Dans un futur proche, vous vous convaincrez qu'il y a là-bas des camarades qui possèdent le droit non seulement moral, mais formel, de participer aux futures Conférences au nom du Socialisme révolutionnaire. »

Il n'était pas dans mes intentions de jeter la pierre aux camarades autrichiens qui luttent avec l'esprit du Socialisme révolutionnaire. Je voulais simplement constater la faiblesse particulière de l'aile gauche de ce parti et le rôle regrettable que les représentants les plus en vue ont joué en pratiquant l'opportunisme et le nationalisme. Les questions tactiques et les contradictions idéologiques ne peuvent se résoudre que par le combat courageux des opinions. Mon correspondant le sait aussi bien que moi. Si, réellement, personne n'a pris la peine de convoquer les internationalistes autrichiens, c'est extrêmement regrettable. Mais ceci ne se serait pas produit, si l'opposition autrichienne avait été plus énergique ; elle aurait dû entrer en contact avec l'opposition allemande et ne pas ignorer que la Conférence se préparait. Que le prolétariat autrichien relève la tête, je n'en doute pas, et je souhaite avec l'auteur de la lettre que je viens de citer, qu'à la prochaine Conférence, le prolétariat révolutionnaire autrichien délèguera ses plus dignes représentants.

### *Les extrémistes hollandais*

L'organisation des extrémistes hollandais, radicaux déclarés — ils s'appellent « Tribunistes » —, a décidé brusquement de ne pas s'associer au manifeste de la Conférence de Zimmerwald. Pourquoi ? Le manifeste est le fruit d'un compromis,

n'engage pas à l'action et inclut le droit à l'autodétermination, ce qui pourrait donner aux masses l'illusion que l'auto-détermination nationale se baserait sur la société capitaliste.

Dans cette argumentation, des critiques parfaitement justes sont mêlées à une assurance bornée de « politique de clocher » et le tout se caractérise par une carence de proportions et de perspectives politiques<sup>13</sup>.

Un des leaders des « tribunistes » est Monsieur Pannekoek. Nous lisons dans *Kommunist* un de ses articles qui respire le scepticisme révolutionnaire. Mais le scepticisme, comme nous l'avons déjà rappelé, fait bon ménage avec « l'intransigeance », plus encore : ils se complètent à merveille. Le sceptique juge que le monde, à part son petit cercle, ne peut être que mauvais ; ceci ne peut que renforcer son scepticisme et le pousser inévitablement à se retrancher de ce monde contaminé. Nous rencontrons la plus pure culture de l'extrémisme formel en Hollande, un pays qui n'est pas en guerre et qui ne peut être considéré comme un foyer de révolution sociale : il suffit d'ajouter que les « tribunistes » n'ont jamais pu réunir plus de cinq cents membres.

(*Naché Slovo*, 27-31 octobre 1915.)

---

<sup>13</sup> Extrémistes hollandais : nous avons connu la position prise par les extrémistes hollandais par les déclarations de *Lichtstrahlen*, et nous craignons qu'il n'ait été omis de signaler le caractère « anti-révolutionnaire », « pacifiste », du slogan de la lutte pour la paix.

## VIII. ÉTAPES

[Retour à la table des matières](#)

### EST-IL VRAI...?

Est-il vrai que le soi-disant « Comité de libération » de l'Ukraine, dont sont membres d'ex-révolutionnaires russes, soit entretenu par l'état-major autrichien ?

Est-il vrai que le journal *Viestnik*, organe de ce Comité, diffuse des proclamations ainsi rédigées : « Que vive la révolution sociale ! », et s'acquitte de cette façon envers son créancier Habsbourgeois ?

Est-il vrai, que l'ex-révolutionnaire, Mikol Trotsky, dont l'adresse est donnée par le Comité dans ses bulletins rédigés en allemand soit employé par la police viennoise ?

Est-il vrai que des émissaires de ce Comité, munis de la confiance des Habsbourg et de leurs billets de banque, parcourent l'Europe pour rechercher certains russes, en particulier des révolutionnaires cosaques, qui auraient consenti à troquer leur haine du Tsarisme contre l'amour de la couronne et des couronnes autrichiennes ?

(*Goloss*, 24 novembre 1914.)

### VERS LE CENTIÈME NUMÉRO DE « GOLOSS »

La publication de *Goloss*, si modeste que fût le projet initial, est devenue un facteur primordial pour le développement de notre Parti. Étant donné les circonstances où naquit cette publication — dans la catastrophe de l'Internationale, du désordre au sein de l'émigration russe et des difficultés suscitées par la situation à Paris —, l'initiative marxiste et révolutionnaire de publier un tel journal est un exploit civique, qu'on n'oubliera pas.

Je vous demande la permission de le dire, aujourd'hui, dans les colonnes de *Goloss*.

Les premiers cent numéros embrassent une période de capitulation intellectuelle, de conquête nationaliste et de falsification patriotique du Socialisme. C'est pourquoi, le premier problème de *Goloss* fut d'exercer une critique efficace, au moyen de la méthode marxiste, pendant les trois mois et demi de sa parution.

Actuellement, une cassure incontestable a eu lieu au sein du Socialisme mondial. Dans tous les pays, la voix de l'internationalisme social-révolutionnaire s'est élevée contre le social-nationalisme et le social-impérialisme. Cette voix résonnera, sans cesse, plus fortement et d'une façon plus convaincante aux oreilles des masses qui sont passées par l'école effroyable de la guerre.

Nous n'abandonnerons pas le problème de fond de la première période, la critique — il nous est indispensable de combattre implacablement « nos russes », les trembleurs patriotiques, les falsificateurs du Marxisme. Ils se cachent d'autant plus derrière leurs

théories controuvées, que le terrain est fragile. Mais, à côté de ce travail de critique, il en est un autre, positif, créateur, surgissant au premier plan : l'explication des grands problèmes historiques qu'apporte cette ère de bouleversements au prolétariat socialiste et le rassemblement, au nom de ces questions, des forces de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce nouveau travail est plus compliqué et plus malaisé que le premier, mais, seulement dans la mesure de son accomplissement, nous trouverons la justification de notre lutte implacable contre les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale.

Le travail collectif, indispensable, de la pensée, de la pensée virile marxiste, se libérant des cadres de la politique de clocher, ne craignant pas de rompre avec des organisations moribondes, mais en même temps, étrangère au nihilisme, se campe fermement sur le terrain des conquêtes intellectuelles et politiques et sur celui des traditions théoriques, que le passé du mouvement socialiste nous a légué.

Je souhaite cordialement à *Goloss* de travailler dans ce sens.

Avec le salut d'un camarade.

**TROTSKY (*GOLOSS*, 8 JANVIER 1915.)**

### **JUSQU'À LA FIN !**

Le naufrage de l'Internationale, préparé par les conditions de l'époque précédente, se solda comme une catastrophe. La renaissance de l'Internationale débute par un processus compliqué et malaisé.

Les organisations ouvrières ont, grâce à une lutte quotidienne incessante, conquis une grande autorité aux yeux des classes qu'elles ont amenées à prendre conscience de la vie collective ; quand ces mêmes organisations ont buté contre les contradictions et les problèmes nouveaux, que ne connaissait pas l'époque précédente — et c'est là l'essence même de la crise de l'Internationale —, l'influence et l'autorité des organisations ouvrières devinrent des facteurs conservateurs, écrasant la force vive de la classe laborieuse, à un moment critique de l'Histoire européenne.

Toutes les caractéristiques du système capitaliste, celles que le Socialisme a infatigablement critiquées et évaluées, ont trouvé dans la guerre leur expression la plus monstrueuse : la guerre a contraint les vieux Partis socialistes à défendre les bases nationales et gouvernementales sur lesquelles ils se sont développés tout en les critiquant. Ayant perdu leur équilibre, les masses ouvrières se sont trouvées désorientées, pratiquement paralysées. Le cruel enseignement de la guerre ne fit qu'approfondir les sentiments de désarroi, de scepticisme des travailleurs par rapport à leurs propres forces, d'impuissance devant le Moloch du pouvoir capitaliste. Se libérant de la pression « normale » de l'opinion prolétarienne, les « guides », se pliant à la pression de l'opinion bourgeoise, effectuèrent un revirement total et devinrent de vrais renégats.

En Allemagne, où l'industrie était la plus puissante, le militarisme était le plus pesant et la Social-démocratie la plus influente sur la masse, la crise du Socialisme prit le caractère le plus catastrophique. Ceci fournit le prétexte aux Colomb du marasme socialiste d'expliquer la faillite de l'Internationale par l'influence néfaste du Marxisme

« allemand ». Entre-temps, au sein du parti ouvrier allemand, au nom des leçons révolutionnaires du Marxisme, se déroulait un processus de critique intérieure et de renaissance révolutionnaire qui, tout dernièrement, aboutit au manifeste de l'opposition minoritaire. On peut affirmer, sans le moindre doute, que la Conférence internationale féminine, l'acte le plus important de cette époque de la guerre, ne fut rendue possible, que grâce à l'initiative et l'énergie des militantes du mouvement ouvrier féminin.

À la base même de ces deux phénomènes, on trouve le mot : *Paix*. Mais ce mot comprend tout un programme révolutionnaire : anéantir la « paix civile » par une attaque dirigées contre les classes dirigeantes et leur slogan « jusqu'au bout », sous le drapeau de la lutte de classe. En ces termes nobles et précis, d'une précision insupportable pour les oreilles de la censure républicaine, le manifeste de la Conférence féminine appelle les femmes du peuple laborieux à prendre des positions avancées dans la lutte pour la paix, le socialisme dans la lutte — jusqu'au bout !

Les femmes prolétariennes, les plus déshéritées de tous les sans-droits, abandonnés brutalement au seuil de la « paix civile » élaborée par la machine parlementaire « masculine », viennent d'asséner à cette « paix civile » trompeuse un coup dont elle ne se relèvera pas.

C'est dans ce sens que fut rédigé le manifeste de l'opposition minoritaire, bien qu'employant des voies quelque peu différentes. Il s'efforce à l'union, même la plus modeste, des Partis socialistes pour réclamer la cessation des combats, basant son espoir sur la logique révolutionnaire des événements. Mais, en épargnant le patriotisme de la Social-démocratie allemande et le nationalisme obstiné du Socialisme français, le manifeste, en s'adressant aux deux plus particulièrement, se revêt du sceau de l'extrême prudence.

Cependant, indépendamment de la question : l'appel sera-t-il entendu des « responsables », pieds et poings liés ? Indépendamment de ce que les principes formulés de la paix future sont soumis aux forces de la classe révolutionnaire — et il reste encore à la mobiliser —, l'appel lancé par Zetkine, Mehring, Luxembourg, Liebknecht, Ledebour et Rhüle, s'affirme, aux côtés du manifeste féminin, un facteur inestimable de signification révolutionnaire. Politiquement indispensables, ces documents peuvent, à travers tous les obstacles, ouvrir la route vers les esprits et les cœurs ? Nous croyons, avec nos camarades allemands, à la logique révolutionnaire de la situation.

L'Internationale s'est retrouvée. Ses différentes fractions s'unissent les unes aux autres. Elles formulent le programme de leur activité future. Ce programme, elles le réaliseront — jusqu'au bout !

(*Naché Slovo*, 11 avril 1915.)

### **PREMIER MAI (1890-1915)**

La fête du Premier Mai, dont le vingt-cinquième anniversaire tombe aujourd'hui, fut adoptée par l'assemblée constituante de la II<sup>e</sup> Internationale. Se fortifiant sur une base



nationale créée par les révolutions et les guerres, les Partis socialistes ne pouvaient pas ne pas sentir la nécessité d'une aide internationale commune et d'une élaboration commune de ligne de conduite. Le Premier Mai était l'expression extérieure des tendances internationales du mouvement ouvrier contemporain. Mais, il convient de le dire, l'idée de donner au prolétariat international le caractère symbolique d'une fête ouvrière mondiale, marquait, en un certain sens, une insuffisance de la manifestation internationaliste dans le cadre de la politique nationale du mouvement ouvrier. Qu'il en soit ainsi ou autrement, la destinée de la fête ouvrière s'est liée étroitement à celle de la II<sup>e</sup> Internationale, couvrant toute la période et soulignant ses caractères les plus frappants.

Le Premier Mai n'a pas occupé dans la vie du prolétariat la place que lui assignaient les participants du Congrès de Paris.

Dans ce vieux pays capitaliste qu'est l'Angleterre, le Premier Mai exprimait, de façon semblable, le caractère national-possibiliste de la lutte de classe entreprise par le prolétariat anglais et le caractère sectaire et propagandiste du Socialisme anglais. Le Trade-unionisme assimilait le Premier Mai à une cérémonie traditionnelle et l'utilisait dans sa propagande, qui ne s'élevait pas à une conception social-révolutionnaire. En tant que fête de l'Internationalisme combattant, le Premier Mai n'était pas, pour l'Angleterre, la manifestation de la classe ouvrière révolutionnaire, mais celle de quelques groupes révolutionnaires peu nombreux.

En France, au développement économique médiocre, à l'activité extérieurement dramatique, à la vie parlementaire réduite en réalité, le Premier Mai exprimait tous les côtés faibles du prolétariat français : sa faiblesse numérique, sa dépendance intellectuelle et, par-dessus tout, son impuissance organisatrice. Les côtés forts : la mobilité politique et les traditions révolutionnaires ne trouvaient pas leur expression dans cette époque d'adaptation « organique » aux conditions économiques et politiques de la Troisième République et n'imprimèrent pas leur sceau sur la Fête des prolétaires.

En Allemagne, le Premier Mai adopté, par principe, par la Social-démocratie, s'introduisit comme corps étranger dans l'automatisme professionnel du parti ouvrier et des syndicats. Ayant devant elles les classes capitalistes et le puissant appareil gouvernemental, les organisations ouvrières, qui avaient l'occasion de faire du Premier Mai l'instrument de violents conflits économiques et politiques — et par réaction, le prétexte aux répressions policières — évitaient systématiquement le choc. Au lieu de devenir le soulèvement du Travail contre le Capitalisme, comme le concevaient les travailleurs pour leur faire acclamer des motions de solidarité internationale, etc., etc., etc...

Avec quelle anxiété, le monde bourgeois n'a-t-il pas attendu le Premier Mai 1890 ! Celui-ci ne donnerait-il pas le signal de la révolution prolétarienne ? Et depuis... les classes dirigeantes regardent cette fête avec un sourire moqueur, ou déchaînent des répressions policières. Si le Congrès socialiste de 1889 voulait faire du Premier Mai le symbole de la solidarité prolétarienne, le caractère, soumis au plus haut point et ouvertement possibiliste, de la commémoration devint le symbole de la faiblesse des tendances internationalistes du mouvement ouvrier de la précédente époque. C'est

pourquoi une rétrospective de la fête prolétarienne, pendant ces vingt-cinq dernières années, projette une vive lumière sur les causes du naufrage de la II<sup>e</sup> Internationale. L'insistance, avec laquelle des éléments intransigeants du Socialisme entretiennent la flamme du Premier Mai, est un symptôme alarmant ! Même si les manifestations « patriotiques » des fractions parlementaires, la réconciliation avec le Bloc national, les essais du ministérialisme socialiste, auraient pu nous sembler inattendus et catastrophiques, il serait indigne d'un marxiste de rechercher les causes de ces faits dans la mauvaise volonté, l'immoralité, dans la « trahison » — ou dans la carence d'auto-éducation, comme s'expriment nos subjectivistes — des dirigeants du Parti. Nous ne libérons pas ces derniers du poids de leurs fautes et nous ne cessons pas de lutter contre eux, mais nous répétons qu'il est indispensable de comprendre ceci : tous les éléments de la catastrophe étaient déjà préparés par la lente organisation du Socialisme sur une base nationale dans les conditions d'un accroissement incessant de l'Impérialisme ; l'idée d'une union internationale du mouvement ouvrier, déboucha, en pratique, sur des tentatives périodiques d'élaborer les normes internationales sur une base nationale et gouvernementale ; l'Internationalisme social-révolutionnaire se transforma en la commémoration faible et bureaucratisée du Premier Mai, qui se réduisit à une date dans le calendrier.

Pis encore ! L'affaire du Premier Mai devint encore plus regrettable dans les pays avancés où les progrès du capitalisme étaient marquants, où la lutte de classe se développait « normalement », en s'adaptant au rôle que jouait le pays sur le marché mondial, en se pliant aux règles parlementaires, dans ces pays où le Parlement devenait l'arène du combat pour la démocratie et les réformes sociales. Pour ces pays avancés, la lutte des mouvements révolutionnaires contre le vieil ordre de choses féodal était dépassée. L'époque de nouveaux conflits sociaux — luttes du prolétariat pour la conquête du pouvoir — n'était pas encore arrivée. L'idée de la révolution n'était plus qu'un souvenir ou semblait une vue théorique —, dans les deux cas, elle était trop faible pour insuffler une vie nouvelle à la commémoration du Premier Mai et en faire la Fête de millions de travailleurs prêts à prendre d'assaut la forteresse capitaliste.

Dans les pays d'Europe Orientale, le Premier Mai jouait un plus grand rôle dans la vie du prolétariat, lui fournissant un contenu révolutionnaire et en recevant brusquement un large développement. En Russie, le Premier Mai fut, d'emblée, dès les premiers pas des prolétariats russe et polonais, un emblème de combat. L'accroissement du mouvement révolutionnaire grandit la signification de la fête dans la vie du prolétariat. Pour la classe ouvrière russe, qui engagea sa lutte historique contre les forces les plus réactionnaires du passé, le Premier Mai devint le signal de la mobilisation révolutionnaire qui ouvrait, en même temps qu'« une fenêtre sur l'Europe », les perspectives d'un mouvement socialiste mondial.

En Autriche, pays de contradictions nationalistes, de vieille monarchie et de clique féodale, le Premier Mai fut l'étendard, sous les plis duquel le prolétariat mena son combat pour la démocratisation du pays, pour une coexistence normale des minorités ethniques, ce qui signifie, création d'une base normale pour la lutte de classe. Les besoins élémentaires d'un *gouvernement de nationalités*, ouvrant au développement du capitalisme les mêmes possibilités que peut offrir à ce dernier un *gouvernement national*,

se heurtèrent au prolétariat autrichien si bigarré, — et le Premier Mai devint le drapeau de l'union de ce prolétariat pour la solution des problèmes « préliminaires » que lui oppose l'Histoire. Après la conquête du suffrage universel, favorisée par la Révolution russe, le Premier Mai, en Autriche, est de plus en plus, petit à petit, enserré en d'étroites limites, comme l'écho d'une époque tumultueuse imminente.

Enfin, dans la péninsule balkanique, du fait d'enclavements nationaux et gouvernementaux, le prolétariat fut confronté, dès ses premiers pas, au problème suivant : réaliser une forme de coexistence des petites nations telle qu'elle pût donner à cette péninsule si peu chanceuse la possibilité de sortir de sinon anarchie nationale et culturelle, de garantir son indépendance contre les menées des grandes puissances et de rejeter la civilisation capitaliste « normale ». Le Premier Mai est devenu, ici, la fête du jeune prolétariat et l'étendard de la lutte pour une fédération démocratique balkanique.

En d'autres termes : dans les pays de l'Europe Orientale et dans ceux du Sud-Européen, où le développement du capitalisme n'est pas encore total, où le prolétariat doit résoudre les problèmes dont une bourgeoisie arriérée n'est pas arrivée à bout, ces derniers donnèrent au mouvement ouvrier une impulsion tumultueuse, chassèrent devant lui les obstacles et conférèrent une couleur révolutionnaire au Premier Mai, fête de classe. Mais ce caractère révolutionnaire ne se nourrit pas, en réalité, aux sources de la lutte des classes ; au contraire, il provient des particularités nationales et gouvernementales qui ont séparé le prolétariat de l'Orient de ses frères plus avancés.

Le vingt-cinquième anniversaire du Premier Mai coïncide avec la faillite totale de la II<sup>e</sup> Internationale, le complet abandon par ses chefs de leurs obligations internationales. Il est, par conséquent, naturel de donner du Premier Mai de cette année un tableau de désarroi, de faiblesse et d'abaissement. En France et en Allemagne, la question du Premier Mai est de faire en sorte que cette ombre pâle de qui était déjà une ombre, et comme la répétition d'un rituel desséché, ne provoque pas de dangereuses associations d'idées dans les cervelles de travailleurs... Si les déclarations « socialistes » des députés, votant les crédits de guerre, apparaissent déjà comme une parodie répugnante, que dire de l'ignoble tromperie que constituent les discours et les articles des ministres socialistes « responsables », des parlementaires et des journalistes, ces vulgaires croque-morts de la II<sup>e</sup> Internationale et du Premier Mai ?

Mais justement, ces mots d'abaissement du Socialisme international indiquent de nouvelles perspectives de lutte et de mouvement, car les contradictions fondamentales entre les buts social-révolutionnaires et les méthodes du possibilisme ont été dévoilées impitoyablement. Amenés par le « glaive » de la lutte à son logique aboutissement, ces contradictions montreront, tôt ou tard, leur force libératrice non seulement décisive, mais également créatrice. Les vieux partis officiels cherchent un recours à leurs contradictions dans le travestissement cynique de la réalité internationale de la lutte de classe. Mais ils ne peuvent résoudre une contradiction plus profonde encore, qui est à la base de la guerre actuelle, qui conduit les machinations des diplomates, les opérations militaires et les lamentables combinaisons des sociaux-impérialistes : la contradiction entre les exigences du développement économique international et les limites que lui impose le gouvernement national. Non seulement l'analyse théorique, mais les cruels neuf

premiers mois de la guerre, nous apportent le témoignage que la sanglante mêlée des peuples n'écartera pas un seul des motifs, ne résoudra pas une seule des questions qui conditionnent l'essence révolutionnaire du mouvement ouvrier. Incapable de les résoudre, la guerre ne fera qu'envenimer les contradictions capitalistes. Elles surgiront, à nouveau, du sang et de la boue, pour se dévoiler entièrement demain ; elles se dévoilent, déjà aujourd'hui, à la conscience des masses laborieuses. Pour sortir de l'impasse historique, le prolétariat devra prendre le chemin diamétralement opposé : celui de la liquidation totale du possibilisme, celui du refus définitif de ce qu'on appelle les obligations nationales, celui de la lutte implacable pour la prise du pouvoir, sous cette forme, préparée par toute l'époque précédente et constituant une expérience unique pour l'humanité : la forme de la dictature politique du prolétariat dans tous les pays civilisés du monde capitaliste.

Plus profondes seront les cicatrices creusées par la guerre dans la conscience du prolétariat, plus rapide et plus impétueux sera le processus de son émancipation hors des méthodes, des manœuvres non-révolutionnaires de la précédente époque, et plus étroits, plus directs, plus fraternels, plus conscients seront les liens de la solidarité internationale — non comme des principes, non comme des anticipations, non comme des symboles, mais comme des facteurs directs de la collaboration révolutionnaire dans l'arène internationale, au nom de la lutte générale contre la société capitaliste. On peut penser que, dans cette question secondaire — celle du rituel révolutionnaire — la III<sup>e</sup> Internationale ne refusera pas l'héritage spirituel de la Deuxième. Au contraire, elle sera l'exécutrice directe du testament révolutionnaire. En révolutionnant et en internationalisant le mouvement ouvrier, nous redonnerons au Premier Mai la signification que lui avaient donnée les créateurs de la II<sup>e</sup> Internationale. Il sera le tocsin international de la révolution sociale.

### **DOBRODJANU GHÉRÉA**

Notre Parti roumain a fêté, le 18 Mai, la quarantième année d'activité révolutionnaire de son fondateur et inspirateur spirituel, K. Ghéréa. A la veille de la guerre russo-turque, « chemin faisant », il s'arrêta en Roumanie ; quelques années plus tard, notre collaborateur, sous le nom de Ghéréa, s'était acquis une influence énorme, d'abord sur l'Intelligentsia roumaine, ensuite sur les travailleurs avancés. La critique littéraire de base socialiste était le domaine principal où Ghéréa, écrivain « par la grâce de Dieu », formait la conscience des groupes avancés de l'intelligence roumaine. À partir de questions d'esthétique et de morale personnelle, Ghéréa menait au socialisme conscient. Il est vrai que l'époque de l'Intelligentsia socialiste se termina en Roumanie par un krach plus sanglant que partout ailleurs. Parmi les ministres, les diplomates, les préfets, on en trouvait beaucoup qui avaient appris de Ghéréa l'a b c de la pensée politique. Heureusement, ils n'étaient pas les seuls. À partir de 1890, l'école marxiste de Ghéréa formait toute une génération de socialistes composée de travailleurs. Ils créèrent, avec Ghéréa et Racovsky le nouveau parti socialiste à l'époque de la Révolution russe.

En 1908, après une violente jacquerie des paysans roumains, Ghéréa publie *Le nouveau servage*, un livre qui est l'œuvre capitale de sa vie.

Toutes les contradictions de la vie sociale et politique roumaine (la paysannerie soumise à un joug, juridiquement révocable, mais rétabli en pratique par la logique des conditions économiques ; le régime parlementaire fondé sur une base agraire de type asiatique ; les libertés « à l'anglaise » pour les villes ; le vieil ordre turc pour les campagnes) sont soumises, dans le grand ouvrage de Ghéréa, à une analyse magistrale. La traduction de ce livre en russe aurait été une précieuse acquisition pour notre littérature socialiste.

À l'époque de la guerre balkanique, comme maintenant, Ghéréa soutien une lutte implacable contre l'impérialisme roumain, pour une Fédération démocratique balkanique. Il a forgé et aiguisé les armes avec lesquelles se battent les travailleurs roumains contre les boutefeux patriotiques. Ghéréa reste, par la clarté et la perspicacité de son esprit, le conseiller et le théoricien irremplaçable du prolétariat roumain. En serrant la main de notre vieil ami, nous lui souhaitons la santé et la force pour les luttes futures. Nous ne parlons pas de son dynamisme et de sa foi dans l'avenir, car il ne manque pas de ces qualités.

(Naché Slovo, 29 mars 1915.)

## **PROBLÈMES ET MÉTHODES DE NOTRE LUTTE**

### **Déclin et renaissance des anciens groupements du socialisme**

Les racines de la crise actuelle dans le Socialisme international plongent profondément dans l'époque précédente.

Les courants et les groupements, constitués et fortifiés au cours des dix dernières années, furent déterminés par la base de leurs rapports envers le parlementarisme, considéré comme l'arme de réformes sociales. En principe, l'Anarchisme niait la possibilité et l'utilité des institutions de la société bourgeoise de servir les intérêts de l'émancipation sociale prolétarienne. Vaincu en théorie et en pratique par le Marxisme, l'Anarchisme se manifesta à maintes reprises comme la réaction élémentaire des tendances révolutionnaires contre le réformisme parlementaire. Dans sa conception marxiste, la *Social-démocratie* estimait que le « jeu normal » des forces de la société bourgeoise conduisait, de façon irréversible, à l'approfondissement des contradictions sociales ; résoudre celles-ci ne pouvait se faire que par la conquête prolétarienne d'une position maîtresse d'ordre politique au sein de la société bourgeoise ; enfin, le mécanisme démocratie créait une arène irremplaçable pour la mobilisation des prolétaires et pour leur union. L'Anarchisme opposait la révolution sociale au parlementarisme, comme réalité unique — utopie, comme les buts des prolétaires — aux tromperies bourgeoises. L'opportunisme de principe fragmentait le problème socialiste en le ramenant au niveau parlementaire et à la réforme. La *Social-démocratie* subordonnait le parlementarisme à la révolution comme un moyen d'atteindre son but.

Tels furent les trois courants fondamentaux de l'époque précédente. Le caractère de celle-ci ne leur donna pas, et de loin, les mêmes conditions de manifestation et de développement. L'Anarchisme, ou bien disparut totalement dans les partis ouvriers, ou bien subit de profonds changements internes sous les traits du syndicalisme français.

Ce dernier dans une époque non-révolutionnaire, s'engagea dans l'impasse de la philosophie initiative de la minorité ou celle du « mythe » révolutionnaire de la grève générale. Le syndicalisme s'adapta, avec plus ou moins de bonheur, aux exigences de la lutte professionnelle. La Social-démocratie avec les syndicats professionnels rassemblent ses forces pour obtenir les réformes sociales qu'elle subordonnait au but de la révolution sociale, se subordonna elle-même, en l'espace d'une génération, au puissant appareil du pouvoir bourgeois. Suivant la conception marxiste, c'est-à-dire le sens même du développement historique, ce qui était le moyen devint le but. Quand le « Centre » s'accommoda des méthodes limitées du mouvement, groupant — à un degré beaucoup plus élevé que prévu, étant donné son expérience politique — des éléments de routine et de stagnation, l'aile gauche extrémiste issue, comme le Centre, des conclusions générales théoriques marxistes, s'efforça de faire adopter par le Parti des méthodes plus révolutionnaires ; mais les résultats de ces efforts, s'appuyant sur l'immobilisme des conjonctures politiques, n'aboutirent qu'à des prodromes d'une critique intérieure au sein du Parti. Si, dans toutes ces conditions, le réformisme ne fut pas le maître absolu sur tout le champ de bataille de la lutte prolétarienne, ce ne fut pas sa faute : le « jeu normal », sur lequel comptaient les réformistes, dans les conditions d'un accroissement rapide des contradictions mondiales et de ses conséquences (le gaspillage des biens du peuple par le militarisme) coupa l'herbe sous le pied aux réformes sociales en Allemagne. Pour autant que celles-ci furent réalisées en Angleterre et en France, elles ne constituaient pas un progrès de principe par rapport au développement de la législation sociale dans un pays régi par le capitalisme, l'Allemagne. Par surcroît, la hausse des prix paralysa les résultats tant professionnels que parlementaires de la lutte de classe. Cette situation donna une confirmation objective à la conception social-révolutionnaire marxiste, suivant laquelle la pratique de toutes les organisations prolétariennes crée une base psychologique du réformisme. Même si les officiers et les sous-officiers du parti ouvrier ne succombaient pas à l'utopie du réformisme de principe, leurs vues politiques bornées ne leur permettaient pas de découvrir les vastes perspectives révolutionnaires, et ils se renfermèrent, inévitablement, dans le culte de l'organisation en tant qu'organisation. Ce fait trouva son plein développement dans le pays modèle de l'organisation social-démocrate : l'Allemagne. Mais, à son tour, le fétichisme de l'organisation ouvrit les portes aux illusions du réformisme — simplement parce que la conscience politique de classe « ne supporte pas le vide ».

Le caractère parlementaire et réformiste du mouvement ouvrier, en subordonnant ses méthodes aux conceptions étroitement nationales de groupements et de combinaisons politiques, pesa lourdement sur la conscience politique des partis socialistes, donnant à l'Internationalisme la place d'un principe abstrait. La guerre des intérêts impérialistes dévoilant les ressorts fondamentaux de la politique capitaliste de tous les pays et posant carrément les problèmes économiques, politiques et nationaux du monde entier, ne pouvait que mettre à nu, d'un seul coup, le caractère borné et arriéré des partis socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale.

Mais si les organisations ouvrières montrèrent qu'elles n'étaient pas « préparées », il est clair que les groupements intérieurs, qui se constituèrent dans les partis socialistes sur la base de leurs méthodes « organiques » de travail, durent dévoiler leur



inadaptation aux conditions nouvelles et aux problèmes posés par l'ère des catastrophes. C'est le premier fait qui vous saute aux yeux. Les marxistes Guesde, Hyndmann et Plékhanov prirent la même position de principe par rapport à la guerre que les réformistes Heine et Sudekum et les anarchistes Kropotkine et Hill. D'un autre côté, nous observons, en France, que les syndicalistes, en leur majorité dirigeante, se rapprochent des sociaux-patriotes et, en même temps, liquident leur hostilité envers le parti et envers le pouvoir capitaliste. Le Parti travailliste indépendant (anglais), plus proche du Réformisme de principe que du Marxisme, se montre étroitement lié à l'aile gauche de la Social-démocratie allemande et aux syndicalistes français de gauche. Ces derniers, incarnés par Monatte, Rosmer et Merrheim, en sont arrivés à la contradiction absolue avec les syndicalistes nouvellement promus — les « gouvernementaux » — et ne trouvent pas de meilleur allié que le « parlementaire » allemand Liebknecht. Ces exemples — et on pourrait les multiplier — témoignent que les groupements, poussés par le tempo accéléré des événements, ne s'accordent en rien avec ceux qui se formèrent précédemment au sein des partis socialistes et se défont avec ces derniers.

Il ne s'ensuit pas que les problèmes, qui ont donné naissance aux anciens groupements, soient simplement mis de côté. Les questions de Réforme et de Révolution, bases des litiges des partis socialistes, ne sont pas écartées de l'ordre du jour, — au contraire, elles sont posées dans toute leur ampleur au prolétariat. Le réformisme pur s'est converti en social-impérialisme, attendant la réalisation des réformes sociales de la victoire du pouvoir capitaliste. Seul peut y faire obstacle le Socialisme révolutionnaire qui voit la résolution du problème suprême posé au prolétariat non dans la lutte pour des réformes, mais dans celle qui assurera la dictature de classe du prolétariat. Par sa succession compliquée, le passage de tant de hérauts de la révolution sociale dans le champ du national-réformisme ne peut cependant nous échapper. Pour bien saisir le lien de ces faits entre eux, il faut s'imprégner de l'idée suivante : la contradiction de fait entre l'Anarchisme, le réformisme et le Marxisme, n'était pas aussi profonde, à l'époque précédente, que la contradiction de principe ; en effet, non seulement, le Réformisme et l'Anarchisme devaient passer par l'école marxiste, mais le marxisme de ce temps devait développer son côté possibiliste pour mieux profiter des occasions révolutionnaires. De ceci découle la rapidité frappante avec laquelle se dissolvent les anciens groupements. Les changements décisifs qui suivent la ligne fondamentale d'un tracé intellectuel sont progressifs, car ils amènent le Socialisme à prendre contact avec des problèmes d'ordre mondial. Au contraire, les tentatives de conserver les groupements basés sur une ancienne idéologie, en évitant les questions concernant le fait central de notre époque — la guerre à l'Impérialisme — sont profondément réactionnaires et, d'avance, condamnés à la faillite.

### *Les nouveaux groupements dans le Socialisme*

Maintenant les groupements au sein de l'Internationale se définissent par leur attitude envers la guerre. Ici on peut, sans grand effort, remarquer trois courants fondamentaux.

Le premier courant « accepte » la guerre, c'est-à-dire, qu'il lie son sort à celui d'une des puissances belligérantes et fait des organisations ouvrières un appareil travaillant à l'assujettissement des travailleurs aux buts de guerre et aux méthodes du Parti. Ceci se fait, soit, sous le drapeau de la défense de la démocratie, comme en France ; soit encore sous l'étendard de : « il faut assurer au pays une place sur le marché mondial », comme en Allemagne. Il s'ensuit qu'on fonde des espoirs, plus ou moins sincères ou trompeurs, sur les conséquences d'une défaite de la nation ennemie : ainsi Scheidemann espère une révolution en Russie ; Vaillant et Plékhanov la souhaitent en Allemagne.

Ces buts subjectifs, au nom desquels les partis et les fractions socialistes, ainsi que les personnalités individuelles, subordonnent leurs activités sous l'œil des états-majors, ne peuvent être considérés avec indifférence. Ils peuvent dans le futur, en dépendance avec le cours des événements, entraîner les militants socialistes dans des directions diverses. Mais la guerre est le fait fondamental de la vis mondiale actuelle. Le comportement à adopter envers elle est, de par lui-même, un programme décisif. Non seulement, il définit la direction de l'action politique (soutien à la guerre ou lutte contre elle), mais il détermine les groupements qui se différencieront après la guerre. Un lien actif avec le militarisme, c'est-à-dire la responsabilité politique et morale des conséquences de ce lien devant les masses laborieuses, peut déraciner de la conscience des sociaux-militaristes les buts objectifs primitifs. Le fait que la Belgique soit une nation faible et neutre, que l'Allemagne soit « une grande puissance militaire », que la France soit une « République », que l'Allemagne soit une « monarchie *semi-féodale* », ne changent en rien la signification du fait que les dirigeants socialistes de ces pays ont pris parti pour la défense nationale. La conséquence objective en fut la soumission politique de la classe ouvrière aux intérêts et à l'idéologie de ses ennemis de classe. Du point de vue des intérêts du Socialisme international, les sociaux-militaristes de tous poils ne forment, pour nous, qu'un seul groupe dominant actuellement dans l'Internationale, — la prédominance de ce groupe et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale ne sont que des appellations différentes.

Le courant central contient les éléments qui, tout en ne liant pas les questions de classe du prolétariat à la victoire de tel ou tel pays, voient dans la situation actuelle du Socialisme le résultat provisoire d'une catastrophe extérieure qui nécessite la paralysie des sentiments internationaux et des liens des prolétaires. Ils se bouchent les yeux devant les contradictions profondes entre les tendances nationales et les problèmes internationaux, contradictions contenues dans la II<sup>e</sup> Internationale socialiste serait un instrument précieux en temps de paix, mais ne conviendrait pas à un travail constructif pendant la guerre. Ils proposent donc, de « passer » patiemment la guerre, acceptant les tendances nationales comme une circonstance provisoire, pour, ensuite, sanctionner tout le passé dans un Congrès international, amnistier les excès patriotiques et rétablir l'Internationale sur les bases des anciennes contradictions. C'est à quoi tend fondamentalement la position de Kautsky. Cet optimisme non-critique, vulgairement rebutant, est l'expression la plus parfaite de la banqueroute des groupes marxistes influents devant les problèmes révolutionnaires de la nouvelle époque. Qui ne peut répondre à ces questions sur un mode qui vous porte à l'action, s'exclut par là même et laisse le terrain aux sociaux-militaristes ou aux internationalistes révolutionnaires. Si

les résolutions de Vienne, dictées par le « Centre » allemand, démontrent la stérilité de cette position politique qui consiste, à la fois « à lutter » contre la guerre et à la sanctionner, des faits tels que les déclarations qu'il communiquera au Reichstag de façon soumise, le passage de théoriciens allemands bien connus, comme Kühn, de la position théorique de Kautsky à celle de Bernstein à la recherche d'une nouvelle orientation, donnent une frappante illustration du processus qui fait éclater le Centre à tous les diables. Ce processus eut lieu, en France, de manière plus rapide et moins remarquée.

La position soumise et vacillante du « centre » refléta de façon significative le désarroi des masses laborieuses qui s'efforcèrent de conserver l'ancienne position idéologiquement contradictoire en unissant l'attitude socialiste envers l'impérialisme avec l'idée de défense de la patrie. La guerre, en démontrant que celle-ci ne servait que les intérêts impérialistes de la classe bourgeoise, amené me Centre à une faillite inévitable et rapide. Celle-ci est la répercussion indubitable du travail profond et progressif de critique et d'autocritique s'accomplissant dans les larges couches du prolétariat socialiste.

Enfin, le troisième courant dans l'Internationale se compose d'éléments qui s'efforcent de rendre le prolétariat hostile à la guerre et à ceux qui l'approuvent. De même que le courant social-nationaliste a adopté le slogan « lutte jusqu'au bout » (pour la République, l'indépendance nationale ou la conquête des marchés), de même, le courant internationaliste a pris, aussitôt, le slogan de lutte pour la paix, de cessation immédiate des hostilités. Toutes les démonstrations parlementaires des internationalistes serbes, russes, anglais, allemands et italiens, la déclaration des socialistes anglais, les propos de Monatte et des syndicalistes lyonnais, la Conférence internationale féminine, la Conférence de la jeunesse, la manifestation des socialistes au Reichstag, le manifeste de la minorité allemande, la résolution de la fédération française des Métaux et son numéro du premier Mai, — tous ces faits, sans compter les « sorties » des socialistes neutres, donnent un témoignage frappant du rôle immense que joue le slogan de paix dans la mobilisation de la Gauche (aile gauche) dans tous les pays. Quelle grosse faute politique a commise et commet encore le groupe « Social-démocrate » en essayant de présenter ce slogan comme l'apanage des prêtres et des pacifistes sentimentaux !

De même que sous le slogan de la lutte « jusqu'au bout », se groupent des tendances diverses, de même sous celui de « guerre à la guerre », se rassemblent ceux qui s'efforcent, le plus vite possible, d'assurer au prolétariat la base « normale » nécessaire à son mouvement de classe. Il en est de même pour ceux qui luttent pour les réformes et ceux qui considèrent cette guerre comme le prologue sanglant à de profondes convulsions sociales. Le cours futur de la guerre, et telle ou telle de ses conséquences, peuvent emporter dans des directions différentes les éléments socialistes divers par leur éducation idéologique et par leur passé, ces éléments qui sont actuellement unis dans la lutte pour faire cesser la guerre. Mais d'un autre côté, la mobilisation du prolétariat contre la guerre et l'appareil militaire — ce dernier n'étant autre que l'État bourgeois — est capable, au cas d'un déroulement accéléré des événements, de donner à la lutte pour la paix une signification plus révolutionnaire. La mobilisation des masses contre l'Impérialisme peut, dans le cas de la prolongation de la guerre, qui ne fait que croître en barbarie, amener à un heurt direct entre le travailleur en blouse de travail ou

en uniforme multicolore et les autorités. Débutant par la lutte pour la paix, la mobilisation des masses peut conduire à la prise du pouvoir. Si les événements prennent ce caractère aigu et décisif, ils entraîneront les internationalistes timides, qui ont entamé la lutte pour la paix sans perspectives révolutionnaires, et les anarchistes-syndicalistes qui n'ont pas résolu la question de conquête du pouvoir. Il va de soi qu'il nous incombe, à nous marxistes, le devoir d'expliquer aux masses laborieuses toute la gravité de la contradiction à laquelle la guerre impérialiste accule la société bourgeoise et de leur montrer l'ampleur des possibilités qui s'offrent au prolétariat.

Le travail d'organisation politique de l'Internationale doit se consacrer à l'union de toutes les organisations ouvrières et de tous les éléments socialistes qui se refusent à conclure la « paix civile » avec la bourgeoisie. Pas un homme et pas un sou pour le pouvoir impérialiste ! Il serait arbitraire et dangereux de promouvoir des critères supplémentaires tels que ceux-ci : celui qui ne croit théoriquement à la position du marxisme ou celui qui n'est pas convaincu que l'Europe entre dans une ère de développement social-révolutionnaire. Notre propagande doit aller beaucoup plus loin. Elle ne doit pas se limiter à la simple critique du ministérialisme, au vote des crédits, etc. Elle doit, en découvrant la faiblesse et la contradiction de la II<sup>e</sup> Internationale, expliquer les bases et les conditions historiques de la nouvelle époque sociale-révolutionnaire et préparer ainsi la conscience des couches laborieuses avancées à la solution du problème que pose une catastrophe jamais vue dans l'histoire de l'humanité.

### *Scission et unité*

Dans les anciens Partis socialistes, les internationalistes se trouvent en minorité. En Russie, ils forment une majorité visible et indiscutable. Ici et là, se libérant des vieux groupements ou s'efforçant de les coiffer, les internationalistes en arrivent à mener une lutte très énergique contre les éléments d'orientation social-patriotique. Si en temps normal, c'est-à-dire dans les périodes de changements lents, moléculaires de la vie collective, les différends politiques liés à une diversité de l'évaluation et du diagnostic de l'époque s'adoucissant du fait que les deux partis, protégeant l'unité de l'organisation prolétarienne, placent leurs désaccords sous le contrôle des événements futurs, dans les conditions de la guerre actuelle, qui étouffe des milliers d'hommes et dépense des millions de roubles chaque jour et pousse l'humanité vers un abîme de sauvagerie et d'abaissement, la contradiction sur la question *pour la guerre, contre la guerre*, prend un caractère essentiel de gravité, ne permet aucun compromis et conduit fatalement les adversaires dans des camps irréconciliables.

Quelles seront les relations des deux groupes de base du Socialisme, les nationaux-réformistes et les internationalistes révolutionnaires, quand ils se sépareront définitivement et se raidiront ? Quelles seront les méthodes des internationalistes dans la lutte d'aujourd'hui pour influencer et prendre la tête du mouvement ouvrier ? Ces deux questions sont intimement liées, mais nullement identiques.

Le but indiscutable de notre combat idéologique et organisateur reste l'épuration du social-patriotisme. La création de conditions telles que la politique socialiste

révolutionnaire puisse non seulement s'imposer à la majorité, mais encore paralyser l'opposition, pose cette question : Comment y parvenir.

Des éléments liés au Comité d'organisation nous ont accusé et nous accusent encore de suivre une orientation divergente, tant dans la Social-démocratie russe que dans les buts de l'Internationale. D'un autre côté, des camarades, se groupant autour de *Sozial-démokrat*, accusent *Naché Slovo* de « compromis », de ne pas vouloir tirer les conclusions qui s'imposent devant la lutte idéologique et politique menée contre le social-patriotisme, conclusions penchant pour un « schisme » organisé. Les deux chefs d'accusation ne sont pas de mise.

En examinant les expériences précédentes de séparation artificielle, à savoir une séparation ne découlant pas inévitablement pour les masses de sa propre activité politique — ici nous différons de *Sozial-demokrat* — nous ne jugeons pas admissible — ici réside notre profonde différence avec les critiques de l'autre camp — de subordonner la question de la fermeté et du caractère irréconciliable de nos critiques et de notre propagande internationaliste au danger de provoquer une séparation organisée.

La lutte idéologique et politique entre les nationalistes et les internationalistes touche les anciennes organisations : partis et fractions. L'Histoire met à l'épreuve leur unité. On peut d'ores et déjà calculer que de nombreux cadres seront perdus à jamais pour le mouvement ouvrier : une partie de ces éléments élevés dans le mécanisme légal de la société bourgeoise ira Dieu sait où, l'autre sera rejetée par le cours des événements dans le camp des ennemis classiques du prolétariat. Vraisemblablement, les comités chrétiens, libéraux et renégats rassembleront un certain nombre de travailleurs — dans les rangs d'ouvriers privilégiés ou parmi les travailleurs les plus retardés idéologiquement. Il se trouvera des éléments qui, par leurs liens avec le pouvoir bourgeois ou l'idéologie patriotique, seront arrachés au mouvement ouvrier. Ce serait un miracle — un miracle de la résurrection des Sudekum et des Parvus — si la Social-démocratie allemande entrait dans la nouvelle ère historique sans soubresauts intérieurs. Mais il n'y a pas de miracle. Tous les militants sérieux de la Social-démocratie regardent le schisme comme la perspective la plus vraisemblable — aussi bien ceux de l'aile gauche que de l'aile droite. Mais en ce qui concerne la gauche elle considère le fait comme une *perspective*, non comme un *slogan*. Il n'entre pas dans la tête des internationalistes allemands de faire du schisme un principe consécutif à leur travail politique dans leur combat contre le social-patriotisme. Au contraire, ils s'efforcent, par tous les moyens, de rester dans les cadres des vieilles organisations, à commencer par la fraction parlementaire, où est encore Liebkecht, par la commission de contrôle où reste Clara Zetkine. Pourquoi ? Pour gagner à leurs buts le puissant appareil de la Social-démocratie. Liebkecht, qui vota contre les crédits, n'a pas quitté le Parlement afin de pousser Rühle à voter contre le budget et à entraîner, par sa conduite, une trentaine de députés moins résolus, à s'abstenir. Monatte a quitté le Comité des syndicats français en publiant sa courageuse déclaration, le premier acte sérieux de l'Internationalisme en France. Mais Merrheim, secrétaire des métallurgistes, est resté à sa place, et il a pour lui, maintenant, les voix de huit Fédérations. Encore mieux : la plus forte organisation de province, l'Union des Syndicats du Rhône, approuva la déclaration de Monatte et le chargea de retourner au Comité pour y exposer ses vues. S'engageant sur le chemin de l'Internationalisme, la

Fédération de la Haute-Vienne est loin de vouloir quitter le Parti socialiste. Le Parti Ouvrier Indépendant (anglais), bien que s'opposant vivement au « Labour Party », n'a pas jugé bon de quitter ce dernier, en dépit du fait qu'il possède son propre appareil.

Moins que jamais ne doit-on pas regarder comme un dogme absolu de « l'Internationalisme », une limitation de son organisation en dehors de la vie intérieure des masses, ce réservoir où se nourrit l'aile internationaliste ? Au moment où les masses ne se sont pas encore rendues compte des conséquences de leur soumission au pouvoir ; au moment où la conscience révolutionnaire internationaliste fait ses premières conquêtes sur une base nouvelle, le slogan de la limitation de l'organisation fortifierait le noyau de nos partisans, mais ne ferait que l'éloigner des masses prolétariennes. C'est un slogan d'auto-isolement. Si l'unité de l'organisation de classe n'est pas le premier principe absolu venu, elle n'est cependant pas une formule vide de tout contenu. Le principe d'unité exprime la nécessité d'unir les forces d'une classe opprimée, même sur la base élémentaire d'une résistance à ses ennemis de classe. Ce principe a été inoculé au prolétariat par l'expérience passée de sa lutte. Aucun homme politique sérieux ne peut regarder cet état de la conscience prolétarienne comme une bagatelle ou comme un fardeau dangereux. Ce sera la pierre sur laquelle nous bâtirons et nous servira à aller à aller de l'avant. Les Internationalistes ne doivent pas consacrer leurs efforts à provoquer la scission, mais à conquérir politiquement l'organisation. Si la lutte contre le social-patriotisme produit une rupture, celle-ci doit, avant tout, apparaître aux masses comme une conclusion politique inévitable, la seule issue à cette situation ; ensuite, la responsabilité politique doit, aux yeux des masses, être imputée à ceux qui détruiront l'unité et la discipline, donc à nos ennemis de classe.

Actuellement en minorité, nous, les Internationalistes, nous sommes fermement convaincu que la logique de la situation travaille pour nous en apportant aux masses les plus cruelles épreuves et le désespoir. Les illusions patriotiques se dissiperont demain ou après-demain, comme de la fumée. L'éveil de la conscience de classe parmi les prolétaires sera d'autant plus décisif. Actuellement, en minorité — non seulement parmi les dirigeants, mais aussi dans les organisations ouvrières de l'Internationale —, nous ne doutons pas un instant que demain sera nôtre, que malgré le tragique de la crise, notre travail doit être imprégné d'optimisme. Il en est tout autrement des sociaux-patriotes, dont une partie ne conserve plus de liens avec les travailleurs et dont l'autre partie s'épouvante du précipice où elle entraîne le Parti. Des transformations décisives sont inévitables chez les sociaux-patriotes. Dans l'incertitude de sa position, la fraction parlementaire n'a pu se décider à exclure Liebknecht. Ce dernier a eu parfaitement raison de profiter de cette indécision pour rester en place en tant qu'élément de critique et de progrès. Aujourd'hui en majorité, les sociaux-patriotes sentent le terrain se dérober sous leurs pieds et ils peuvent très bien demain se résoudre à déclencher la rupture. Qu'ils la fassent ! Leur courant est en baisse, courant qui n'a pas foi en la victoire.

Devant l'énorme tâche qui incombe aux Internationalistes, nous nous refusons absolument à la soumettre à un quelconque critère d'organisation. Nous soumettons les méthodes de lutte contre le social-patriotisme aux conceptions du rationalisme politique. Nous sommes convaincus que, s'il nous arrivait de définir notre programme dans les



cadres des vieilles organisations ouvrières, la scission serait tenue pour irrationnelle dans l'écrasante majorité des cas.

Ces conceptions organisatrices tirent leurs forces d'une unique condition fondamentale : délimitation totale d'avec les différents points de vue du social-patriotisme. Si Liebknecht, craignant l'exclusion, se fût borné à un langage modéré, il eût commis une plus grosse faute que s'il eût démissionné en refusant un débat au sein de la fraction parlementaire. *Notre critère suprême est de pouvoir manifester énergiquement notre point de vue devant le visage même de la classe ouvrière.* La minorité oppositionnelle ne porte la responsabilité des conséquences de cette politique que dans des mesures très limitées. Nous ignorons, nous ne pouvons prédire, nous ne pouvons deviner à quel moment et dans quelle direction aura lieu la scission. Mais nous n'avons pas le droit de différer et d'atténuer notre lutte contre le social-patriotisme qui égare le prolétariat, soit par peur, soit par un comportement fétichiste par rapport aux questions de discipline. Sortir des rangs socialistes français et allemands serait une stupidité — une vraie désertion vis-à-vis des travailleurs —, mais ce serait un crime que d'accepter la proposition de Kautsky et de se refuser à mener en temps de guerre une lutte implacable et décisive contre le social-patriotisme.

Est-il la peine d'ajouter que la Social-démocratie russe ne peut présenter aucune exception sous cet angle. En effet : il est inadmissible d'adoucir la nouvelle contradiction surgie dans le Socialisme, au nom du principe d'unité de *l'organisation de la masse ouvrière*, car de la solution de cette question dépend le sort historique de cette organisation ; il est encore inadmissible d'affaiblir ou de passer sous silence les problèmes qui nous séparent du social-patriotisme, au nom de la conservation d'unité des *groupements parlementaires* constituant la Social-démocratie russe. De ce point de vue, la déclaration du Secrétariat des Émigrés, sous la signature d'Axelrod, suivant laquelle la position social-patriotique de *Nacha Zaria* ne serait pas dirigée contre la lutte révolutionnaire anti-tzariste, nous semble être fausse théoriquement et dangereuse politiquement. On peut avoir des opinions différentes sur les méthodes des organisations, comme celles que l'O.K. dut employer envers le groupement qui par-dessus sa tête écrivit à Vandervelde, ce qui constitue un acte de portée internationale. Mais il ne peut subsister le moindre doute quant à la position prise par le groupement cité. Ce dernier, en se solidarisant avec Plékhanov et profitant, grâce à « l'acceptation de la guerre » de ce dernier, du monopole des relations légales avec la classe ouvrière, facilite le travail de démoralisation, apportant le trouble dans les rangs de ceux qui s'efforcent de prendre une position internationaliste.

Quand Ionov veut subordonner la lutte pour la renaissance de l'Internationale au principe : « l'unité (des vieux partis) où qu'elle fût, quoi qu'il arrive », il ne fait que renforcer mécaniquement la position de *Sozial-demokrat* avec la méthode de celui-ci : « la séparation quoi qu'il arrive. » Tous les deux énoncent un principe absolu au-dessus du travail politique si compliqué et si nuancé. Nous ne pouvons fermer les yeux sur le fait que la majorité, au sein des vieux partis, est contre nous, pour les sociaux-patriotes : il semblerait que les clefs de l'unité et de la discipline soient détenues par cette majorité. Si les Internationalistes se bornent volontairement aux cadres de la discipline et de l'unité, ils remettent leur destin entre les mains des sociaux-patriotes. Ce serait un

manque de décision criminel de la part de l'opposition allemande de ne pas participer, suivant la conception d'unité du parti, aux Conférences internationales et de ne pas se lier aux socialistes de l'aile gauche. Mais elle ferait preuve d'une légèreté injustifiable si elle déclarait devoir se retirer de l'organisation officielle du parti social-démocrate<sup>14</sup>.

(*Naché Slovo*, 15 mars - 6 juin 1915)

### UN AN DE GUERRE

L'année écoulée — trois cent soixante-cinq jours et nuits d'une destruction mutuelle et incessante des peuples — entrera dans l'Histoire comme le témoignage bouleversant de la profondeur jusqu'à laquelle plonge la barbarie aveugle et éhontée de l'humanité.

Afin de stigmatiser les canons allemands de diamètre supérieur à ceux de l'Entente, les obus allemands de puissance de destruction supérieure à ceux des Alliés, la presse de ces derniers a créé une définition particulière : « la barbarie scientifique ». Quelle magnifique appellation ! Il faut l'appliquer à la guerre entière et à ses conséquences, sans distinction de gouvernements et de frontières. Toutes les forces techniques, créées par l'homme pour son développement, sont employées à détruire les bases de la collectivité culturelle et principalement, à anéantir l'être humain : voilà en quoi consiste cette « mobilisation de l'industrie » dont on parle dans toutes les langues de la civilisation européenne. La barbarie instruite s'est armée de toutes les conquêtes du génie humain — d'Archimède à Edison — pour effacer de la surface terrestre tout ce qu'avait produit l'humanité collective, mettant au premier plans Archimède et Edison. Si les Allemands se distinguent dans cette démence sanguinaire, c'est qu'ils se sont organisés systématiquement, d'une façon plus efficace que ne le firent leurs ennemis mortels.

Pour donner à la chute de l'homme un caractère plus humiliant, la guerre qui a à sa disposition les richesses des techniques les plus récentes — telles que les ailes de l'aviation — a plongé l'homme dans les tranchées, dans la boue, dans un cloaque où règnent les parasites, où le soldat couvert de poux mène une vie troglodyte, cependant que les journaux et les politiciens racontent en diverses langues que tout ceci est au service de la culture.

Sortie à quatre pattes de l'obscur règne animal, l'humanité a fait preuve d'un esprit organisateur dans sa lutte contre la nature. Au moyen de bouleversements révolutionnaires héroïques, elle a appliqué son esprit à l'édification du pouvoir en remplaçant la formule passive de « par la grâce de Dieu », par l'idée de la souveraineté du peuple et par la pratique du régime parlementaire. Mais dans les fondements de sa vie sociale, de son organisation économique, l'homme reste la proie des forces ténébreuses qui menacent toujours d'exploser, accumulent les contradictions et les jettent à la tête de l'humanité à l'occasion des catastrophes mondiales.

---

<sup>14</sup> Nous ne reproduirons pas les articles suivants de cette série, car ils sont consacrés à une polémique passagère et qui a perdu toute signification.

\*\*\*

L'Europe arrachée par le développement capitaliste à son état provincial moyenâgeux et à l'immobilisme économique, a créé, à force de guerres et de révolutions, des États « nationaux » embryonnaires, plus ou moins grands et reliés entre eux par un système d'alliances, d'antagonismes et d'accords. Le développement capitaliste, n'atteignant jamais complètement l'unité nationale, est arrivé à la contradiction avec les gouvernements qu'il a créés et a cherché une issue à sa position en se lançant dans les guerres colonialistes, mettant en pratique hors d'Europe le principe de la « paix armée ». Ce système auquel les classes dirigeantes se sont adaptées politiquement, économiquement et psychologiquement, a provoqué l'accroissement monstrueux du militarisme et a déclenché la guerre pour la maîtrise du monde, la plus colossale et la plus honteuse des guerres que l'Histoire n'ait jamais connues.

La guerre a déjà entraîné sept puissances et menace d'entraîner un huitième. Elle entraîne, l'une après l'autre les nations de second rang (c'est en cela que consiste le travail de la diplomatie). La guerre, en élargissant ses bases, conduit automatiquement à l'affaiblissement, à l'épuisement, à la destruction. Lançant les uns contre les autres les peuples et les races, les systèmes gouvernementaux, les principes religieux et politiques, la guerre rend évident le fait brutal que l'existence des gouvernements et des nations sur la base d'un Impérialisme capitaliste n'est plus possible désormais.

Le système des alliances, après la Guerre franco-allemande, naquit de l'effort entrepris pour garantir un équilibre des forces en présence. Ce système, en se transformant en ce qu'on appelle maintenant « la guerre d'usure », excluait déjà une victoire rapide. La décision ne peut plus être remportée que par l'épuisement progressif de l'un des antagonistes, à peu près égaux en ressources matérielles et morales.

Sur le front occidental, les treizièmes mois retrouvent les tranchées à peu près à la même place où les avait laissées le second mois. Ce sont toujours les mêmes avances de dizaines de mètres — des deux côtés —, au prix de milliers de cadavres. Dans la péninsule de Gallipoli et sur le front austro-italien, les lignes de tranchées se signalent comme les lignes du désespoir militaire. Ce tableau est reproduit à une échelle provinciale sur le front russo-turc. C'est seulement sur le front oriental (russe) que des armées gigantesques, après une série de reculs et d'avances, roulent à nouveau vers l'Est à travers la Pologne déchirée, que chacun des antagonistes promet de « libérer ».

Ce tableau, né de l'automatisme aveugle des forces capitalistes et de la malhonnêteté consciente des classes dirigeantes, ne nous présente aucun indice permettant de faire croire à une victoire décisive de l'un ou l'autre camp. Si les forces dirigeantes d'Europe possédaient autant de bonne volonté historique que de mauvaise, elles seraient encore impuissantes à résoudre, par les armes, les problèmes qui ont provoqué la guerre. La situation stratégique européenne exprime mécaniquement l'impasse historique où s'est fourré le monde capitaliste.

Si les Partis socialistes, impuissants à prévoir la guerre et à interpeller les dirigeants, avaient décliné toute responsabilité et averti les peuples, ils auraient du adopter une position d'attente — dans le sens révolutionnaire — en prévoyant l'inévitable revirement des masses — alors, aurait grandi l'autorité du Socialisme ! Les masses, écrasées par

leurs deuils et les privations, auraient tourné vers lui leurs regards comme vers le pasteur des peuples ! Regardez ! Dans l'impasse militaire, les belligérants s'accrochent aux petites nations Roumanie, Bulgarie, Grèce, comme à un « état du destin » dont le poids ferait pencher le fléau de la balance. L'Internationale serait, alors, apparue comme « envoyée par le destin », et quel écho n'aurait pas trouvé sa voix dans la conscience des masses ! Ce programme libérateur que les sections éparses de l'Internationale brisée s'efforcent de réaliser dans la boue ensanglantée, à la traîne des états-majors, aurait pu être une réalité puissante dans l'offensive du prolétariat socialiste contre les forces de la vieille société.

Mais l'Histoire a agi en maître envers les classes opprimées. Les partis représentant celles-ci contenaient les premiers succès du prolétariat, ses efforts envers une totale libération, mais ils renfermaient aussi toute l'indécision de ces classes, leur manque de confiance en elles-mêmes, leur esprit de soumission au pouvoir. Ces partis se sont passivement laissé entraîner dans la catastrophe, ils ont pris sur eux de dissimuler la réalité sanglante par le mensonge criminel d'une mythologie libératrice. La catastrophe, née des antagonismes mondiaux, est devenue celle de l'Internationale. L'anniversaire de la guerre est celui de la plus effroyable faillite des plus forts partis du prolétariat international.

\*\*\*

Pourtant nous assistons à cet anniversaire sanglant sans aucune baisse de moral, sans aucun scepticisme politique. Les Internationalistes révolutionnaires possèdent cette inappréciable supériorité d'examiner la plus grande des catastrophes mondiales, sur des positions permettant l'analyse, la critique et la prévision révolutionnaires. Nous avons refusé les lunettes « nationales », celles que distribuent les États-majors, non seulement gratuitement, mais encore avec primes. Nous avons continué à regarder les choses comme elles sont et à appeler « un chat, un chat ». Nous avons été les témoins de ce que, dans le sanglant kaléidoscope des événements, les anciennes illusions ont cédé la place à d'autres plus offensantes encore pour la vérité. Et la vérité socialiste est toujours révolutionnaire !

Le Marxisme, notre méthode d'orientation dans le processus historique et l'arme de notre intervention dans ce processus, a résisté aux coups des « 75 » et des obusiers de « 42 » cm. » Il a résisté à l'effondrement des partis qui, paraît-il, se rassemblaient sous son drapeau.

Le Marxisme n'est pas la photographie de la conscience de la classe ouvrière, il donne les lois du développement historique de la classe ouvrière. Dans sa lutte, la classe ouvrière peut trahir le Marxisme — dans des conditions dont le Marxisme donne l'analyse —, mais en le trahissant, la classe ouvrière se trahit elle-même. Elle revient au marxisme à travers le désarroi et l'égarement, à travers de dramatiques catastrophes. Elle y revient quand elle atteint des formes plus élevées d'auto-connaissance, en approfondissant les plus récentes conclusions révolutionnaires.

C'est ce processus que nous observons depuis l'an dernier. La logique de la position de la classe ouvrière l'écarte de dessous le joug du bloc national et — miracle plus grand encore ! — purifie beaucoup de cervelles socialistes des fumées du possibilisme. Combien

lamentables et méprisables nous semblent les efforts des partis officiels, en dépit de leurs succès apparents, pour exalter, dans leurs conférences, le rôle de la mélinite gouvernementale et renforcer l'illusion servile « de défense de la patrie », en ne sortant pas du chemin de l'Impérialisme !

L'impasse où se trouve la situation militaire, la cupidité parasite des dirigeants des cliques capitalistes, l'accroissement de la réaction, l'abaissement des masses populaires et, comme résultat de tous ces résultats, le dégrisement lent mais inflexible de la classe ouvrière, voilà la réalité d'un développement futur qu'aucune force au monde ne pourra retenir.

Au sein de tous les partis de l'Internationale, commence un processus jusqu'ici dirigé contre le militarisme et l'idéologie chauvine, un processus qui sauve l'honneur du Socialisme et montre aux peuples le seul chemin possible de salut, sous le slogan « jusqu'au bout », formule qui jusqu'ici devait conduire à l'impasse de la « barbarie scientifique ».

Servir ce processus est le problème suprême sur notre planète ensanglantée et déshonorée !

(NACHÉ SLOVO, 4 AOÛT 1915).

### **LA SOCIAL-DÉMOCRATIE BULGARE ET LA GUERRE**

L'Agence Havas communique que les dirigeants socialistes bulgares auraient promis au gouvernement, étant donné la gravité de la situation, de ne pas lui créer de difficultés. L'Humanité qui a déjà soigneusement diffusé tant de balivernes de Havas au sujet des socialistes russes, italiens et serbes, en y mettant de son crû, fait cette fois-ci une remarque indirecte en demandant de quels dirigeants et de quel parti il s'agit ? Il serait naïf d'y voir un remords de la conscience socialiste : tout s'explique du fait que l'opposition intransigeante des socialistes bulgares à la guerre est à la merci des puissances de l'Entente Quadripartite.

L'Humanité ajoute que les deux partis (les « larges » et les « étroits ») tenaient pour la neutralité. Formellement, c'est exact. Mais dans le fond, la politique étrangère des deux partis est différente. Les « larges » se sont rapprochés de l'opposition russophile bourgeoise. Ne parlant pas ouvertement d'intervention militaire, ils ont proposé un accord avec la Serbie, afin d'accéder, à la traîne de l'Entente, au chemin des revendications territoriales « nationales ». Les « étroits » ont combattu avec la même force l'opposition russophile belliciste et la « neutralité » attentiste germanophile du gouvernement Radoslavov.

Mais l'heure du sang a sonné pour la Bulgarie ! Quels sont les « chefs socialistes » qui ont juré fidélité à Radoslavov et aux alliés, l'Autriche, l'Allemagne et la Turquie ? Il n'y a pas une seconde de doute ! Il s'agit des « larges », des russophiles : Ianko Sakazov et ses camarades. Comme leur politique extérieure n'était pas révolutionnaire, mais servait les intérêts « nationaux », ils furent obligés, au moment du « péril national », de tomber à genoux, ensemble avec l'opposition bourgeoise, devant l'idole de l'Unité nationale. Ainsi,

les russophiles, les serbophiles et les « larges » donneront leur appui au gouvernement qui combat la Russie et la Serbie.

Il en va autrement avec les « étroits ». Comme ils ont une position révolutionnaire de classe, les arguments de Parvus ont aussi peu de prise sur eux que ceux de Plékhanov. Comme leurs convictions oppositionnelles ne leur ont pas inspirées par les ambassades russe et française, ils ne baissent pas la tête devant le fait de la coalition bulgare-allemande.

Nos lecteurs se représenteront mieux la position prise par les « étroits » s'ils se familiarisent avec les plus récentes déclarations de ces derniers.

À la XXI<sup>e</sup> session, fin août, on adopta la résolution suivante, concernant la guerre et la situation dans les Balkans.

« La germanophilie des partis libéraux<sup>15</sup>, dissimulée par la « neutralité provisoire » du gouvernement actuel —, et la russophilie, dans les eaux de laquelle nagent les restes des partis bourgeois et petit-bourgeois depuis les Populistes et les Tsankovistes jusqu'aux radicaux et cachés de la part des puissances belligérantes qui usent de promesses, de pressions et de corruption — toutes les deux, germanophilie et russophilie, ne sont autres que les introducteurs de la politique conquérante des grandes puissances vis-à-vis des Balkans. S'alimentant à ces sources, les partis préparent, ouvertement ou de façon voilée, de nouvelles aventures, de nouvelles guerres dans les Balkans, qui ne peuvent que réduire les peuples à un esclavage économique et politique. »

À partir de ce texte et d'autres conceptions, le Parti affirme : « Nous rejetons catégoriquement toute participation du peuple bulgare à la guerre générale européenne, de quelque côté qu'elle vienne, à toute aventure susceptible de provoquer une telle participation. » La résolution « exprime sa communion d'idées et sa solidarité avec les prolétaires des autres pays balkaniques, elle affirme que ceux-ci, unis dans une Fédération balkanique, se révéleront être le seul facteur capable, au moyen de la lutte de classe, de réaliser la République démocratique fédérative balkanique. »

Nous lisons dans l'organe du parti *Rabotnitchevsky Viestnik* du 4 (17) septembre, sous le titre « Devant le moment fatidique » : « La clique capitalo-chauvine au pouvoir ne veut pas que le peuple bulgare vive en paix ; elle ne peut attendre que soient cicatrisées ses blessures ouvertes encore, après la catastrophe d'il y a deux ans... »

« Nous, sociaux-démocrates, avons accompli notre devoir dans la mesure de nos moyens. Si notre voix n'est pas entendue, si le pays, en dépit de tout, est entraîné dans l'incendie mondial, nous ne désespérons pas... Nous conservons un esprit combatif inflexible et l'inébranlable conviction que les événements sanglants anéantiront définitivement les préjugés et les aveuglements ; qu'avec des forces sûres, nous participerons à la révolution générale qui affranchira le monde du sanglant esclavage politique et fera triompher le Socialisme. La situation actuelle ne permet pas d'autre issue : les grandes puissances s'apprêtent, avec une cruauté sans cesse accrue, à

---

<sup>15</sup> Les partis libéraux sont des ramifications de l'ancien parti de Stamboulov (groupes de Radoslavov, Tontchev, Gennadiev, etc.)



prolonger la lutte "jusqu'au bout", et le simple bon sens ne peut admettre que les peuples attendent patiemment, à travers les horreurs actuelles, de se détruire jusqu'au dernier et de périr sous leurs propres ruines ».

Dans le numéro suivant (5-18 sept.) « Le moment fatidique » de la mobilisation libératrice a laissé de profondes traces sous forme de blancs imposés par la censure.

« Nos réunions, écrit *Rabotnitchevsky Viestnik*, ne sont pas permises, nos affiches et nos tracts sont confisqués, nos orateurs et nos propagandistes sont pourchassés, battus et arrêtés, les télégrammes à l'adresse de notre journal protestant contre l'aventurisme et réclamant la paix, sont retenus. »

Il est plausible que la presse bulgare soit interdite ; en tout cas, elle a cessé de nous parvenir, de même que *Naché Slovo* que nos confrères bulgares citaient fréquemment a cessé de leur arriver. Si un heureux hasard leur met ces lignes sous les yeux, nous les prions de croire que nous défendons leur honneur contre les mensonges des agences officieuses, les calomnies de la presse bourgeoise, les accusations et les louanges du social-patriotisme, que nous ne doutons pas, une seule minute, de leur courage révolutionnaire et de leur fidélité socialiste, que nous sommes convaincus que, tout comme eux, à leur instar, une place dans l'élan révolutionnaire sans cesse croissant !

(*NACHÉ SLOVO*, 12 OCTOBRE 1915).

## SECOND NOUVEL AN

Quand à Paris, en septembre 1914, se créa le quotidien socialiste russe sous le nom de *Goloss*, personne ne s'imaginait alors qu'il fêterait le Nouvel An pour la deuxième fois.

La guerre éclata de façon inattendue (après de longues... attentes), avec elle se déclencha la crise catastrophique du Socialisme ; tout ce qui était stable balançait et, au beau milieu de cette instabilité, se maintint un petit journal russe fondé par un petit groupe d'émigrés russes sans argent et coupés de tout lien avec la patrie, et cela aux heures les plus critiques de la vie de Paris. Le journal tenait le coup. Par quels hasards ? Nous-mêmes nous nous demandons si ce n'est pas une énigme. Le journal se trouvait au bord de la faillite et... survivait.

Le journal attaquait la guerre et, avant tout, la soumission des socialistes au militarisme. Les « esprits sains », c'est-à-dire les philistins, ceux qui ramènent l'Histoire à une question de comptabilité, avaient devant eux le plus bel exemple de « l'irréalité » de notre position. D'un côté, vous aviez un État puissant qui enfournait des milliards et des milliards dans la gueule béante du militarisme, avec la participation de tous les partis et la pathétique approbation des plus hautes autorités socialistes. Vous aviez, d'autre part, une petite bande — avec une caisse de quelque dix francs — publiant pour un public d'émigrés nécessiteux. Les uns disaient : « Le journal ne pourra pas tenir. » Les autres renchérisaient : « Quelle signification peut avoir, à présent, un journal d'émigrés ? »

Mais le journal tenait ! Il devint un secteur indispensable de la vie intellectuelle dans l'emprise sans cesse croissante du Socialisme international.<sup>16</sup>

La République nous opposa sa censure. On voulait arriver à nous faire penser et rédiger comme *L'Humanité*. Alors que le « Kaiser » était la préoccupation de toute la presse, la censure républicaine nous imposa le choix suivant au sujet des « cousins » de l'empereur — comme quand il s'agit de défunts : ou l'on se tait, ou l'on parle bien d'eux. Nous prîmes le premier parti.

Il nous était interdit d'irriter les ministres français et les gouverneurs russes. Mieux encore : la censure prit le Parti socialiste sous son aile et nous défendit de parler de la trivialité intellectuelle du Socialisme que proclame Renaudel. Nous ne pouvions reproduire les discours des députés sociaux-démocrates de la Douma, pendant des semaines nous n'osâmes pas imprimer le nom de Zimmerwald, et actuellement nous n'avons pas le droit de publier les résolutions des groupes de notre pari au-delà des frontières. Le journal paraissait souvent avec toute une série de lignes blanches — et que le lecteur me croit ! — les passages qui ressortaient blancs des laboratoires de la censure, n'étaient pas les plus mauvais !

Dans tous les cas où naissait un doute, la censure tranchait en notre défaveur ; à quoi bon faire des cérémonies avec un journal d'émigrés et... en russe par-dessus le marché !

S'ajoutait à cela une persécution ouverte ou larvée de la part des sociaux-patriotes. Fatigués de leur long isolement, de larges cercles de l'Intelligentsia recoururent à la guerre comme un moyen favorable pour passer d'une rive à l'autre. La haine des transfuges vis-à-vis de *Naché Slovo* était d'autant plus forte (plus venimeuse) que le journal leur rappelait la profondeur de leur abaissement. Il n'y avait pas d'insinuation à laquelle ne recourait leur impuissance intellectuelle. À certains moments, de véritables nuées de calomnies entouraient notre publication et les noms de nos amis.

Nous devons ajouter, enfin, que tous nos collaborateurs du premier jour ne nous suivirent pas jusqu'à la fin. La guerre s'éternisait, « désenchantant » certains sociaux-patriotes, mais provoquant une crise dans le Socialisme, fatiguant et épouvantant certains Internationalistes. La lutte prit le caractère d'un siège de longue durée. Sur les deux fronts ennemis, certains éléments étaient enclins aux pourparlers, au rapprochement. L'intransigeance de *Naché Slovo* ne pouvait paraître que gênante et dangereuse à ces semi-camarades. S'il y a bien une guerre qu'il faut mener jusqu'au bout,

---

<sup>16</sup> Le journal s'est maintenu : les Internationalistes français ont indiqué, dans leur exposé à Zimmerwald, l'importance de *Naché Slovo* dans l'établissement des liens idéologiques avec les internationalistes des autres pays. Racovsky déclara que *Goloss* et *Naché Slovo* — aux côtés d'*Avanti* et de *Berner Tagwacht* — avaient joué un rôle immense dans l'élaboration de l'Internationalisme chez les partis balkaniques. Le Parti italien connaissait *Naché Slovo* grâce à de nombreuses traductions d'Angélica Balabanova. Plus souvent, cependant les deux journaux russes étaient cités par la presse allemande. Les falsificateurs bourgeois et sociaux-patriotes usaient des articles de notre journal pour accuser le Tsarisme et la république française : pour l'opposition allemande, l'organe de l'internationalisme était un frère d'armes. Le fait que *Naché Slovo* paraît non dans un pays neutre, mais sur un territoire « allié », qu'il soit soumis à la censure et combatte le socialisme « officiel », a pour l'opposition anti-impérialiste une grande signification.

c'est celle avec les falsificateurs nationalistes du Socialisme. Si une « paix pourrie » est dangereuse et mortelle, il en est de même pour nous, par rapport à ce Socialisme qui a capitulé si honteusement devant les gouvernements impérialistes.

Nous nous souhaitons, ainsi qu'à nos amis, l'intransigeance révolutionnaire au seuil de cette année qui sera pour nous l'année de la continuation de la lutte. Ne nous berçons d'aucune illusion devant la gravité des problèmes à résoudre. Mais nous savons qu'à l'expiration d'une année, l'ennemi est plus faible, et nous, plus forts. Cela est assez pour justifier et renforcer notre optimisme révolutionnaire.

Bonne année, amis lecteurs, et en Avant !

(NACHÉ SLOVO, 1<sup>ER</sup> JANVIER 1916).

### **PREMIER MAI (1916)**

Nous sommes plus forts, cette année ! Voilà ce que peuvent se dire les socialistes internationalistes, le jour du Premier Mai. Après la catastrophe du 4 août 1914, après le silence des premiers mois de la guerre, après le fléchissement du Socialisme — du moins, ce que nous appelions Socialisme jusqu'au 4 août 1914, — commencèrent les premiers mois de dégrisement, d'éveil et de rassemblement des forces. Le Premier mai de l'année dernière a pu coïncider avec une époque de profond abaissement de la conscience révolutionnaire — et les journaux bourgeois pouvaient, sur un ton de mépris protecteur, constater la mort de l'Internationale. Cette satisfaction n'est plus, cette année, qu'une coquille vide qui va s'emplantant de trouble. C'est que la Conférence de Zimmerwald a eu lieu ! Elle n'a été possible que grâce à l'éveil de l'agitation révolutionnaire sur le flanc gauche des partis officiels. Elle a donné à ce processus un drapeau et les premières formes d'organisation.

\*\*\*

Dans la société, où la base de la vie — la production — n'est pas organisée, les relations sociales croissent en fin de compte en dépit des personnes ; en ce sens la guerre n'est que la plus haute expression de l'anarchie et de la démence du système ; si, au début, la guerre entrainait dans les plans bien prémédités et les calculs des possédants en tant que « prolongation de la politique par d'autres moyens », l'année dernière, les suites de la guerre sont passées par-dessus la tête des classes dirigeantes. Celles-ci ne sont représentées dans tous les pays que par des nullités, comme si ce fait voulait souligner l'impuissance spirituelle de la classe bourgeoise devant ces événements qu'elle a provoqués par son activité incontrôlable, mais aveugle.

Le prolétariat constitue une fraction de cette société fondée sur l'anarchie, société dont les destinées s'échappent de ses mains. Le Socialisme prévoyait théoriquement la guerre et devinait ses conséquences sociales dans ses grandes lignes. Mais quand la guerre éclata, elle apparut aux masses travailleuses, non comme un événement historique conforme aux lois de l'Histoire, non comme un phénomène politique de la société capitaliste qui leur est hostile, mais comme une catastrophe extérieure menaçant la « nation ». Le désarroi provisoire des masses devant cette explosion sanglante de

l'anarchie capitaliste, ne donna aux classes dirigeantes le sentiment de confiance en elles-mêmes que le jour où elles se rendirent compte que les organisations internationales prolétariennes, en ne comprenant pas le sens des événements, se ralliaient au pouvoir comme s'il s'agissait d'un incendie ou d'un tremblement de terre, c'est-à-dire d'une catastrophe mécanique extérieure. Dans cette alliance « défensive » avec le pouvoir capitaliste, était contenue la plus grande négation politique et idéologique que l'Histoire n'ait jamais connue. Mais cette volte-face ne possédait pas des formes idéologiques telles que le prolétariat eût pu se rendre compte de son abaissement. Les publicistes et les théoriciens de l'Internationale firent tous leurs efforts pour que le sens du Socialisme descendit jusqu'au niveau de son rôle politique. Le Premier Mai dernier est un tableau humiliant de ce processus de dégradation, de chute et de trahison. La presse social-patriotique expliqua au prolétariat, dans toutes les langues européennes, que le Premier Mai — journée de protestation contre le militarisme — devenait, cette fois, un jour d'apothéose nationale. Cette explication ne rencontra, pour ainsi dire, aucune résistance...

\*\*\*

La libération du prolétariat des préjugés, d'abord féodaux et religieux, puis libéraux et bourgeois, s'accomplit lentement.

Partout le socialisme est devenu pour la classe ouvrière le drapeau de sa libération spirituelle et le héraut de sa libération matérielle. Il a reporté sur son organisation de classe la faculté de dévouement — mais en pleine conscience ! — dont il faisait preuve envers la religion et la patrie. Mais la société bourgeoise réussit à égarer le prolétariat grâce à l'idée de patrie. Cela se fit à une échelle et dans des formes que personne ne pouvait prévoir. Après que le pouvoir eût mobilisé les masses matériellement et spirituellement, la contre-mobilisation internationale se déroula plus lentement que nous ne le voulions. Le social-patriotisme est l'agent direct de cet état de choses, car en s'appuyant sur le pouvoir et en disposant des ressources du mensonge et de la tromperie, il mène une lutte acharnée pour sa propre conservation. Mais le motif fondamental provient de la profondeur de la crise qui doit mûrir dans la conscience du prolétariat avant de trouver son expression dans l'action. Le problème posé par les événements au prolétariat ne peut être résolu qu'en tant que problème d'action. Les événements ont fait s'effondrer la II<sup>e</sup> Internationale, mais ils peuvent se terminer par la chute des bases de l'ordre bourgeois. Pour le parlementaire et le publiciste socialiste, le changement d'attitude se traduit, le plus souvent, par « la non-acceptation de la guerre » (ils esquivent toute responsabilité), — et cela se borne là, — mais pour une classe tout entière, la contre-mobilisation est un problème d'action révolutionnaire. La compréhension de ce fait est à la base de la lutte que se livrent les Internationalistes et les sociaux-patriotes alliés au militarisme. Le pacifisme est, pour les autorités socialistes épouvantées par le cours des événements, une solution de passivité attentiste. Il est pour les masses une période de réflexion, une étape sur le chemin qui conduit de l'esclavage du patriotisme à l'action internationale.

\*\*\*

La contre-mobilisation, répondant au problème historique suprême, va plus lentement que nous l'aurions voulu, mais son déroulement méthodique ne peut donner de prise au scepticisme. Le dernier manifeste (février) de la Commission internationale socialiste (Berne) dépeint l'éveil croissant de la prise de conscience des prolétaires et signale les protestations élevées dans tous les pays d'Europe. Nous sommes incomparablement plus forts, cette année ! À l'exception de la Russie, où le social-patriotisme a fait de grands progrès dans les couches prolétariennes, à peine éveillées par la guerre, et, dirait-on, s'est encore renforcé — dans tous les autres pays d'Europe, l'année passée a été le témoin de l'affaiblissement du social-patriotisme, de la baisse d'autorité de ses chefs, du mécontentement croissant et de l'augmentation de l'opposition consciente. Jamais dans l'histoire du mouvement ouvrier, la dépendance du socialisme révolutionnaire dans un pays par rapport à son action et ses succès dans un autre, n'a été si visible et si vivement ressentie qu'à cette période d'éclatement des relations internationales et de déchaînement du chauvinisme. Ainsi s'édifie le fondement inébranlable de la III<sup>e</sup> Internationale en tant qu'organisation de masses, s'apprêtant à une lutte décisive contre la société bourgeoise. Nous sommes devenus plus forts ! L'année prochaine, nous serons encore plus forts ! Personne, rien, ne pourra arrêter la croissance de nos forces !

(NACHÉ SLOVO, 1<sup>ER</sup> MARS 1916).

### DANS LA LUTTE POUR LA III<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Quand Morgari se rendit à Paris, le printemps dernier, pour rétablir les relations internationales, il exigea, avant tout, de Vandervelde la convocation du bureau socialiste international. Vandervelde lui répondit par un refus catégorique : « Tant que des soldats allemands occupent la Maison du Peuple en Belgique, il ne peut être question de convoquer le Bureau. » — « Ainsi l'Internationale est un gage déposé entre les mains de l'Entente ? », demanda Morgari ? — « Oui ! », répondit Vandervelde. — « Un gage de droit et de justice », expliqua Renaudel qui, du riche répertoire rhétorique de Jaurès avait retenu quelques formules à son profit. Alors, Morgari en vint à une proposition plus modeste : la convocation à une Conférence des partis socialistes des nations neutres (rappelons, qu'à cette époque, l'Italie était encore neutre). Le Président de l'Internationale formula un refus catégorique. Morgari, en tant que représentant du Parti italien, entreprit — avec l'accord des camarades russes et suisses — les préparatifs nécessaires à l'établissement d'une Conférence internationale, malgré et contre la volonté des sociaux-patriotes. C'est ainsi que naquit Zimmerwald.

Un an et demi après, Huysmans entre en scène. Il propose la convocation du Bureau international. Il fait le voyage « de propagande » à Londres et à Paris, ne rencontre pas d'obstacle de la part des gouvernements éclairés des deux démocraties occidentales, a des entretiens avec les partis officiels et l'opposition, retourne à La Haye et y déclare, que le Bureau international ne sera pas convoqué, mais que le 26 Juillet, se tiendra une conférence des partis « Neutres ». Il fallut tout un an à Huysmans pour s'approprier ce « programme minimal » que Morgari avait soumis à l'attention de Vandervelde.



Mais cette année, l'idée d'une Conférence des neutres avait perdu tout sens. D'abord, l'Italie et la Bulgarie étaient passées dans les camps belligérants. Puis Zimmerwald eut lieu dans le courant de l'année. Les partis roumains et suisses participèrent à Zimmerwald. La séparation se faisait, en Suisse et en Hollande, entre les sociaux-patriotes et les Zimmerwaldiens. Si la Conférence des neutres devait avoir lieu — on ne pourra en être sûr que dans quelques semaines —, elle pourra seulement constater que la neutralité ne peut rien créer de commun entre les Internationalistes et les sociaux-patriotes. L'on pourrait déplorer les difficultés de voyage que rencontreraient les partis neutres, si les détours de la route ne les conduisaient pas à... Zimmerwald (pour certains d'entre eux du moins). Plus le point de vue zimmerwaldien sera clairement opposé à celui de La Haye, plus vite sera accompli le voyage circulaire qui mène à Zimmerwald.

Huysmans exposa dans son manifeste les motifs du refus concernant la convocation du bureau : les Partis français et anglais ne veulent pas en entendre parler, pas plus que d'une campagne internationale pour la paix. « Non pas qu'ils ne veulent pas la paix, explique Huysmans avec un bon sens étonnant, mais ils ne veulent pas d'une paix prématurée. » Et comme l'Internationale reste un « gage de droit et de justice », Huysmans propose de se contenter de l'Internationale restreinte des neutres. Puis il se permet de donner une leçon de morale aux Zimmerwaldiens, « ces camarades impatientes », qui ont osé sauter par-dessus les frontières et les cordons policiers et aussi... par-dessus la tête de Huysmans ! Quelle attitude peut être plus lamentable et plus honteuse que celle d'un Secrétaire de l'Internationale recommandant la patience et le silence aux socialistes qui renouent les liens internationaux, et ce, après vingt-deux mois de guerre ! De surcroît, Huysmans considère Zimmerwald comme une intrigue... russe. (Il parle des méthodes schismatiques des socialistes dans ce pays, où « il n'y a pas encore de démocratie ».) Pour son esprit bureaucratique borné, il faut soutenir Renaudel contre Longuet et Bourderon, Scheidemann contre Haase et Liebknecht. Contre sa volonté, mais de façon plus frappante encore, Huysmans désavoue les Laskine français et russes qui ne sont pas loin d'attribuer Zimmerwald aux menées de Bethmann-Hollweg.

Les premières nouvelles qui nous parviennent disent que les Zimmerwaldiens ont résolu de faire convoquer le Bureau, que cela plaise ou non aux Français et aux anglais. Nous ignorons en quels termes cette résolution est formulée, ni quelle majorité l'a adoptée<sup>17</sup>. Ce n'est pas une surprise pour nous. Cela signifie que pour beaucoup le chemin de Zimmerwald n'est qu'une étape forcée sur la route de La Haye. En d'autres termes, beaucoup de Zimmerwaldiens regardent le rétablissement de la II<sup>e</sup> Internationale comme le problème actuel. Ils veulent la rétablir telle qu'elle était jusqu'au « malentendu » ou « la catastrophe » du 4 août. D'aucuns appuient l'idée de Haase par des conceptions idéologiques. Nous ne tenons ni pour les uns, ni pour les autres. Nous regardons avec une méfiance totale les utopies bureaucratiques de rétablissement d'une organisation dans le genre de la II<sup>e</sup> Internationale. Nous ne reconnaissons que la voie organiquement révolutionnaire : l'épanouissement et l'union de groupes initiateurs, d'organisation et de partis prolétariens, sur les bases de nouvelles méthodes et de

---

<sup>17</sup> En tout cas, nous sommes sûrs que la résolution n'a rien de commun avec celle de Longuet-Bourderon « approuvant » le comportement de Huysmans.

nouveaux problèmes. Plus exactement : nous voulons adapter les vieux principes aux conditions et aux questions de notre époque. Comme nous ne convertissons pas la politique en pédagogie pour arriérés, nous aurions pu voter *contre* la demande de la convocation du Bureau. Cette résolution ne nous effraie nullement : elle caractérise le niveau du mouvement. Il faudrait donner aux cadres zimmerwaldiens, pour qu'ils trouvent le chemin menant à la III<sup>e</sup> Internationale, la même expérience que dut acquérir le Comité central du Parti Italien incarné par Morgari. Nous, Internationalistes, révolutionnaires, conservons la même position indépendante et critique envers les Internationalistes passifs, les pacifistes, les organisations restauratrices qui se dirigent de notre côté ; nous les aiderons, ainsi que les masses qui leur sont proches, à franchir la période d'indécision, de recherches, de regards en arrière et d'hésitation entre La Haye et Zimmerwald, pour déboucher sur la grande route de la révolution qui conduit au pouvoir.

(NACHÉ SLOVO, 10 MARS 1916).

### LE JUBILÉ DE « NACHÉ SLOVO »

Modeste jubilé que celui de *Naché Slovo* — et pourtant cinq cents numéros pour une publication d'outre-frontière, c'est incontestablement une date de jubilé ! Elle coïncide presque avec la seconde Conférence de Zimmerwald.

Ce qui se passa avant la guerre nous semble enseveli profondément dans le passé. La nouvelle Histoire de l'humanité débute le 4 août 1914. Les choses et les gens, les idées et les institutions nous semblent avoir une double physionomie : l'une, la vraie, jusqu'à la guerre ; l'autre, qui s'est formée pendant la guerre. Ceci s'applique, en premier lieu, à l'idée et à l'institution auxquelles est lié notre travail et auxquelles se rattachent nos espérances et notre vie, ce qui donne la peine d'être vécu : nous parlons du Socialisme et de Zimmerwald.

Jusqu'à cette date du 4 août, le Socialisme est l'organisation indépendante de la classe la plus digne d'attention et la plus opprimée ; le Socialisme est un travail inlassable de propagande, l'opposition incessante à l'oppression, à la violence et à l'exploitation — particulièrement à celles qui se joignent au militarisme capitaliste. Plongeant profondément ses racines dans les couches les plus arriérées, intéressées par des tâches prosaïques et quotidiennes, le Socialisme, cimenté par l'esprit créateur et idéaliste de la jeune classe, apparaît comme un défi à la société bourgeoise, comme le héraut des mondes futurs. Ce tableau du Socialisme, dont le principal trait était la fierté de la masse tendue vers un idéal, perdit ses couleurs, se défit à la lueur de l'écrasante catastrophe du 4 août 1914. Les chefs élus et reconnus du mouvement ouvrier, eux qui avaient été élevés à une si grande hauteur grâce aux sacrifices de deux générations de travailleurs, contrairement à ce qu'ils avaient appris et enseigné, s'agenouillèrent — à l'heure d'une épreuve historique, — devant le pouvoir et, en contradiction avec la lettre et l'esprit du programme, appelèrent les travailleurs à verser leur sang pour le Capital. Ces actions et les commentaires qui les accompagnaient semblaient incroyables, fantastiques par la logique même de leur indépendance envers le Socialisme. Pourtant, ils éclairaient, de manière frappante, la nouvelle physionomie du Socialisme. Le premier réflexe fut l'incrédulité ; le second, la résistance. Mais beaucoup conservaient l'espoir



qu'il ne s'agissait que d'un malentendu provoqué par la panique et renforcé par la presse bourgeoise, que cette crise serait passagère, tout comme la guerre. Ce fut dans cette atmosphère que naquit *Goloss*, voix de la résistance, de la protestation et de l'espoir.

Mais la crise ne cessait pas ; au contraire, elle augmentait, prenant des formes plus significatives et par là même, plus abaissantes. Au sentiment de trouble qui sauvait du désespoir, se joignit la nécessité de comprendre les causes historiques de la crise. De même que le Marxisme nous a enseigné que la guerre n'est que le produit combiné de forces préparées par le développement du Capitalisme de l'époque précédente, de même il exige que nous découvriions dans la trahison des organisations ouvrières, l'action des tendances déposées dans le Socialisme par les conditions et le travail des années précédentes. La critique rétrospective et l'autocritique sont les conditions indispensables à notre nouvelle orientation. C'est seulement pour le quiétisme courant que comprendre signifie « pardonner ». Du point de vue de la dialectique révolutionnaire, comprendre signifie trouver l'appui objectif pour une contre-réaction révolutionnaire. Nous ne sommes pas écartés, une seule minute, de notre méthode et n'avons jamais songé à remplacer par le seul processus historique de ces forces qui s'exercent pour et contre nous. Si, nous autres, Internationalistes révolutionnaires, minorité insignifiante au début, avons osé élever la voix contre les puissantes organisations ouvrières et leurs dirigeants émérites, c'est parce que nous avons puisé dans nos études théoriques la conviction profonde que les forces de développement capitaliste, qui ont conduit le Socialisme à la déroute, amèneront inéluctablement à une tension extraordinaire des contradictions de classes, déboucheront sur l'écrasement implacable des illusions nationales et réformistes pour finir sur des convulsions sociales d'une ampleur jamais encore atteinte. Les derniers numéros de *Goloss* et les premiers de *Naché Slovo* furent consacrés à l'analyse des causes de la guerre et à l'explication des perspectives historiques.

L'effondrement du Socialisme officiel se fit de plus en plus sensible et profond. Rien ne justifiait les calculs passivement optimistes suivant lesquels les organisations socialistes pourraient, sous la pression de la guerre et de ses conséquences, reprendre le chemin de la lutte révolutionnaire. Au contraire, les partis les plus influents de la II<sup>e</sup> internationale, en lutte pour leur propre survivance, se posèrent le problème : comment agir contre l'influence « révolutionniste » de la guerre. La nécessité vint d'elle-même — avec, simultanément l'estimation de la théorie et de la pratique social-patriote de rassembler, à l'échelle internationale, les éléments d'opposition et les initiatives révolutionnaires. Ce travail préparatoire à la première Conférence internationale dura tous les mois de l'été de l'année écoulée.

Il creuse plus profondément encore le fossé entre les Internationalistes et les sociaux-patriotes, mais il dévoile des divergences dans le camp des premiers. Sur le flanc gauche se groupent les pacifistes et les Internationalistes passifs dont le programme est caractérisé par le slogan : *statu quo ante bellum*, le retour à la tactique d'opposition formelle à l'intérieur du pays, le retour à la II<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle était jusqu'à la guerre, enfin, le retour aux anciennes frontières européennes (la guerre sans annexions). L'internationalisme passif, pour qui la guerre est une catastrophe extérieure,

préfère se comporter diplomatiquement envers le social-patriotisme qu'envers l'expression « provisoire » de la catastrophe extérieure.

Pour l'internationalisme révolutionnaire, sous le drapeau duquel combat Naché Slovo, la guerre n'est pas seulement une « catastrophe », mais un fait historique qui accélère notre développement social et élève le mouvement ouvrier sur une plate-forme plus haute, où l'alternative de principe — Impérialisme ou Socialisme — est placée devant le prolétariat comme le problème de l'action directe révolutionnaire. De ce point de vue, nous nous posons le problème du « programme mondial », non comme celui d'un retour à l'Europe d'hier, programme utopique et conservateur que nulle force ne pourrait ressusciter, mais d'un programme indépendant, révolutionnaire, que l'Histoire fait déboucher sur la lutte directe pour la conquête du pouvoir. La contradiction entre les Internationalistes passifs et les Internationalistes révolutionnaires trouve son expression frappante dans le slogan du rétablissement de la II<sup>e</sup> Internationale (sur un pôle) et la lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale (sur l'autre pôle). La Haye et Zimmerwald !

Sous l'étendard de la III<sup>e</sup> Internationale, notre journal estime que notre position n'a rien de commun avec un refus de l'héritage socialiste du passé. Seule une estimation critique de cet héritage, après que nous aurons écarté tous les éléments de possibilisme et d'étroitesse nationaliste, nous rendra les héritiers incontestables du travail socialiste inestimable réalisé par les générations précédentes, travail que nous continuerons jusqu'au bout. Car la III<sup>e</sup> Internationale devra non pas abolir la loi, mais la faire respecter.

Pendant nos préparatifs de la Conférence de Zimmerwald, Naché Slovo dut mener une lutte idéologique contre les extrémistes qui, combattant implacablement les sociaux-patriotes, cherchent contre eux des garanties fictives dans l'ignorance des questions politiques et nationales créées par la guerre, dans l'exagération des slogans « « la défaite russe, c'est le moindre mal », « pas de lutte pour la paix, mais guerre civile ») et se distinguent des autres nuances de l'Internationalisme.

Naché Slovo fut privé de la possibilité de participer à la seconde Conférence de Zimmerwald. Il nous reste à en étudier de façon critique la résolution, la popularisation de celle-ci et son interprétation. Nous appliquerons à ce travail les mêmes méthodes que nous avons employées jusqu'ici.

Tout témoignage dans ce sens qu'avant de livrer à la bourgeoisie « le dernier et décisif combat », le prolétariat devra nécessairement lutter intérieurement pendant longtemps et épurer les rangs du parti. Nous avons l'espoir que notre journal continuera à servir la cause du Socialisme révolutionnaire. Nous comptons fermement sur la sympathie et l'appui actif de nos amis.

(NACHÉ SLOVO, 16 MARS 1916).

## DATES

Jetons un coup d'œil en arrière. Le 4 août, les organisations prolétariennes, dont le problème essentiel était de renverser la Capitalisme, devinrent, d'un seul coup, les

meilleurs auxiliaires du pouvoir capitaliste. Les gouvernements des nations en guerre ne doivent qu'à cette circonstance le fait d'être encore en place. Mais l'Internationale a perdu plus de forces que n'en ont gagnées les gouvernements nationaux. Le profond processus interne démolit les anciennes organisations ouvrières et prépare des groupements nouveaux des forces révolutionnaires du prolétariat. Quel caractère aurait pris le mouvement socialiste européen si la guerre s'était terminée après trois ou quatre mois ? (On l'espérait, surtout en Allemagne.) Si les conséquences de leur collaboration se fassent sentir, que se serait-il passé ? Il est trop difficile à l'heure actuelle d'émettre là-dessus des suppositions. Mais la technique du militarisme contemporain et le rapport de forces entre les deux camps a rendu la guerre désespérément longue : la « puissance » et la « faculté d'adaptation » de la société capitaliste se sont, alors, dévoilées (les socialistes sont seuls à en parler) ; on découvre l'impasse de l'impérialisme et l'incompatibilité du social-patriotisme avec les intérêts de la classe ouvrière. Les contradictions de l'Impérialisme et du Socialisme ne se révèlent que lentement, car le pouvoir a exproprié, à son profit, les principaux organes politiques du prolétariat. Ce dernier ne peut formuler son attitude envers la guerre que par le complet désarroi de ses membres, dans les conditions imposées par la dictature militaire et, c'est le point principal, contre la volonté de ses propres organisations pourvues de toute l'autorité de la II<sup>e</sup> Internationale. Il fallait citer toutes ces conditions historiques pour bien faire comprendre la longueur du processus auquel nous attachons l'avenir du Socialisme.

La première Conférence de Zimmerwald n'a pu avoir lieu que le treizième mois de la guerre. En dépit du fait que les participants avaient un an de guerre derrière eux, des représentants de sections nationales importantes, en France et en Allemagne — elles ne furent pas les seules — continuèrent à penser que la crise de l'Internationale n'était qu'une conséquence provisoire de la guerre l'Internationale n'était qu'une conséquence provisoire de la guerre et se terminerait avec elle. Ils ne voyaient qu'un but dans la Conférence : se renseigner et s'assurer d'un appui mutuel pour agir sur leurs partis respectifs ; ceux-ci devaient être prêts, pour la fin des hostilités, à rétablir l'Internationale. Chaque tentative d'opposer l'épreuve de la guerre à l'héritage spirituel de la II<sup>e</sup> Internationale et de souligner la tactique prolétarienne à l'époque des guerres impérialistes, rencontrait la résistance acharnée des « conservateurs » à bonne conscience, qui voyaient dans ce genre de critique des complications sur le chemin du *statu quo ante bellum*. L'idée d'une résolution programmée tactiquement était rejetée par la majorité qui attribuait une grande importance à ce que Ledebour appelait *die Vermittlungstelle* (le Bureau provisoire de transmission).

Huit mois s'écoulèrent entre les deux Conférences. Les progrès accomplis au cours de ce laps de temps furent incontestables. Mais ces succès étaient, pour la plus grande part, acquis dans la lutte intérieure. Ils étaient modestes et épisodiques en ce qui concerne les masses. Les éléments révolutionnaires de la première Conférence avaient élaboré leur tactique en comptant sur ces succès. Ainsi en considérant objectivement la situation du mouvement ouvrier, il semblait que tout marchait le mieux du monde pour l'aile droite, c'est-à-dire les sociaux-pacifistes, les internationalistes passifs et les « Fabius Conctator » de l'organisation (temporiseurs). La seconde Conférence

représenta un grand pas en avant dans la critique de l'héritage de la II<sup>e</sup> Internationale et l'élaboration d'une conception social-révolutionnaire définitive.

Outre le manifeste, qui exigeait de façon catégorique le refus de voter les crédits militaires, la Conférence formula deux résolutions : l'une, de caractère tactique et programmé (« Les thèses du prolétariat par rapport aux problèmes mondiaux »), et l'autre, consacrée au Bureau socialiste international (Huysmans and C<sup>ie</sup>).

Que la résolution programmée ait été adoptée à Kienthal signifie la cassure avec l'opinion prévalant à Zimmerwald. La majorité de la première Conférence avait allégué que le principal problème ne consistait pas à bâtir les fondements de la III<sup>e</sup> Internationale. Ainsi, Martov, membre de la majorité zimmerwaldienne, écrivait dans *Naché Slovo* que la Conférence avait allégué que le principal problème ne consistait pas à bâtir les fondements de la III<sup>e</sup> Internationale. À la deuxième Conférence, les mêmes éléments, dont Martov exposait le point de vue si borné, devaient reconnaître que le problème ne consistait pas en la restauration du passé, mais qu'un examen critique et l'élaboration des « principes généraux d'activité » étaient indispensables. Il est vrai que les *Izvestia*, dont Martov est membres de la rédaction, écrivent, en approuvant, « que la Conférence de Kienthal n'apparaît pas et, suivant la majorité des participants, ne doit pas être une étape de la construction de la III<sup>e</sup> Internationale ». La rédaction oublie d'ajouter qu'à l'époque de Zimmerwald (y voyant — non sans raison un travail « d'édification de la III<sup>e</sup> Internationale ») elle refusait l'élaboration de la résolution de principe que, maintenant, à Kienthal, elle est obligée — bien qu'en termes sibyllins — de saluer comme un pas en avant.

Qu'en est-il du refus de la Conférence d'organiser une étape sur le chemin qui conduit à l'édification de la III<sup>e</sup> Internationale ? Cette question trouve sa réponse dans la résolution adressée au Bureau de La Haye. Celle-ci soumet la politique de Huysmans à une critique impitoyable et refuse d'exiger la convocation du bureau international. Elle reconnaît le droit aux différentes Sections nationale de demander cette convocation. C'est souligner plus vivement encore — il est impossible de défendre aux Sections les plus arriérées de faire un nouveau pas de clerc — que la Conférence ne pense nullement que le chemin de l'Internationale passe par La Haye et qu'elle décline toute responsabilité quant au choix de ce chemin. Martov peut bien conclure (dans son article « Kienthal » dans les *Inf. Listka* du Bund) que la résolution reconnaît « la possibilité de créer l'Internationale sans cassure avec l'organisation », nous ne nous intéressons pas à cette possibilité hypothétique. Ce qui est important pour nous, c'est le refus pratique et combatif exprimé par la Conférence de lier le rétablissement de l'Internationale à « l'appareil légal » du bureau international. Ceci signifie — il ne peut en être autrement — que l'appareil zimmerwaldien, représentant les seules relations réelles internationales entre les travailleurs, a résolu le problème posé par le « Bureau provisoire des transmissions ». Il s'agit de travailler indépendamment à fonder la III<sup>e</sup> Internationale, en luttant directement contre ceux qui gouvernent la II<sup>e</sup> Internationale et parlent en son nom.

Kienthal a souligné, en principe, la victoire de l'Internationalisme révolutionnaire. La réalisation de cette victoire dépend du tempo du mouvement des masses.

(NACHÉ SLOVO, 6 JUILLET 196).

## DEUX ANS : L'EUROPE ENTRE EN SA TROISIÈME ANNÉE DE GUERRE

Les journaux français constatent que la presse allemande a baissé le ton — ce n'est pas judicieux. Le bloc central n'a résolu ses problèmes sur aucun front. Mais le commentateur du *Bonnet Rouge* auquel on ne peut nier un jugement sain en ce qui touche les opérations militaires, constate avec raison que les articles rassurants de la presse française à l'occasion du second anniversaire de la guerre, adoptent un autre ton. Même Hervé, dont le succès commercial est dû à son « optimisme robuste », a jugé indispensable de rappeler que l'Allemagne possède soixante-neuf millions d'habitants contre trente-neuf millions de Français et que l'appel de chaque nouvelle classe concerne un demi-million d'Allemands et seulement deux cent mille Français. Si le sort de l'offensive anglo-française en juillet a de nouveau renversé les calculs des imbéciles et les prophéties des charlatans, les chiffres significatifs cités par Hervé apportent les corrections indispensables à la théorie passive de l'épuisement du matériel humain en Allemagne. Bien sûr ! Les réserves d'hommes anglaises et russes rendent optimistes les critiques militaires de l'Entente. Mais on peut y opposer la supériorité technico-industrielle incontestable de l'Allemagne. L'insuffisance en produits alimentaires est indubitable en Allemagne et se traduit par de sévères mesures de rationnement. Mais cette réglementation met l'Allemagne à l'abri de toute surprise, de ce côté-là. En même temps nous voyons en Russie des dizaines de villes soumises au rationnement. Mais ce système possède tous les défauts de son équivalent allemand, sans en avoir les qualités.

« Point n'est besoin d'être un fanfaron ou un optimiste indécrottable, — ainsi s'exprimait Ribot au printemps de cette année, — pour percevoir la proximité de la paix. » Depuis cette déclaration, plus de quatre mois se sont passés, — et le *Temps* parle, dans un article, « de jubilé » de la paix française qui sera conclue en 1917. Nous avons donc l'annonce officielle qu'une seconde campagne d'hiver est inévitable.

En Allemagne, la prolongation sans issue de la guerre n'a pas amené les fauteurs de guerre à se repentir, bien au contraire ! Les polémiques autour de la question des annexions indiquent clairement la peur des dirigeants de revenir à la maison, les mains vides. On pourrait traduire en français de nombreux articles officiels de la presse allemande — et vice-versa.

La puissance du pouvoir capitaliste a subjugué de larges cercles socialistes et a frappé de pessimisme stérile de nombreux éléments qui ne se posaient pas formellement en ennemis de classe. L'appareil qui devait exprimer la volonté de l'opposition, le Parti socialiste et les syndicats, est en pleine faillite. Mais cet écroulement prouve le profond processus intérieur des masses. A-t-on des exemples du passage des organisations ouvrières au social-patriotisme ? Nous n'en connaissons aucun. Le processus inverse s'observe de toutes parts. Suivant Hegel, il arrive un certain moment où se produit « la rupture de la graduation », — ce que nous appelons, *catastrophe*. Des ruptures catastrophiques se produiront inévitablement dans le processus se déroulant sous l'influence directe de l'événement le plus catastrophique, la guerre mondiale.

(NACHÉ SLOVO, 4 AOÛT 1916).

### CONFÉRENCE DES NEUTRES... CONFÉRENCE DES OMBRES

De la Conférence socialiste des partis « Neutres », on ne pouvait attendre ni action décisive, ni pensée nouvelle. À l'instar de leurs gouvernements qui n'osent élever la voix ou protester, les partis socialistes des nations neutres, se sont convaincus, après la Conférence de Copenhague, de leur impuissance, et ils ont supporté la rupture des relations internationales comme leurs États supportent la guerre, c'est-à-dire, en louvoyant entre les grands du « Socialisme » et en transportant, sous le couvert du pavillon neutre, la contrebande politique, soit en faveur de l'Allemagne, soit en faveur de la France. Au sens politique, les Partis socialistes neutres ne sont que le reflet des partis des grandes puissances, mais à une échelle provinciale. Ni le suédois Branting, ni le hollandais Troelstra, qui mènent chez eux une politique purement social-patriote et hostile à Zimmerwald d'une façon virulente, ne feront époque dans l'histoire du Socialisme ? Mais la complète dépendance vis-à-vis des Partis allemand et français, eux-mêmes dépendant de leurs gouvernements, a donné à la Conférence la possibilité de devenir un fait diplomatique international. Tous ces gens ont voyagé, non pas pour ouvrir une campagne contre la guerre, mais pour préparer le terrain au rétablissement de liens diplomatiques entre les socialistes gouvernementaux des deux camps en guerre : c'est tâter le terrain pour l'ouverture de pourparlers de paix.

Il y a deux mois, la censure ne nous permettait pas — on se demande pourquoi ? — de parler du « plan » Huysmans, qui consistait en ceci : établir successivement trois Conférences — « des Neutres », « des Alliés », « des Centraux » — et leur donner la possibilité de voter trois résolutions identiques : une paix rapide sans annexion, le rétablissement de la Belgique et de la Serbie ; le droit d'auto-détermination, la liberté du commerce, la reconnaissance de la dette nationale et (comme cela se comprend !) la condamnation de Zimmerwald ; après quoi, il ne resterait plus à Huysmans et à Troelstra qu'à constater que tous sont d'accord sur les points fondamentaux et qu'il n'existe plus d'obstacle à la convocation du Bureau international (ce qui signifie l'ouverture non-officielle des pourparlers de paix). Les Longuettistes qui voient en Huysmans le Messie de l'Internationale et la majorité du Parti socialiste français approuvèrent le « plan » et le projet de Conférence, tout en se rendant compte de l'irréalité d'une telle Conférence.

Il est évident que les partis neutres, dont la Conférence constitue le premier stade du « plan », ont leurs vues et leurs buts propres. La prolongation désespérée de la guerre fait planer sur les nations neutres le danger d'une intervention des nations belligérantes ou celui d'une tentative « aventuriste » de la part du gouvernement. Les nations neutres cherchent donc à faire cesser la guerre par l'intermédiaire de la diplomatie socialiste. De plus, Branting livre une lutte sans merci aux partisans de Hoeglund ; alors que Troelstra est aux prises avec le Groupe Roland-Holst et les « Tribunistes ».

En lutte avec les Zimmerwaldiens qui s'appuient sur leurs relations internationales, il est indispensable aux sociaux-patriotes d'avoir pour eux l'autorité de la IIe Internationale. Mais les buts indépendants des Neutres sont évidemment subordonnés à leur politique envers les belligérants.

La presse française souligna le fait que la Social-démocratie allemande avait été invitée à la Conférence. La direction du parti français n'accepta pas l'invitation et la presse traita la Conférence d'intrigue de Bethmann-Hollweg, — en dépit de ce que nombre de voix francophiles se firent entendre et trouvèrent leur expression dans la résolution, alors que l'on n'entendit pas une seule voix germanophile, du moins franchement déclarée... La minorité longuettiste n'eut pas le courage d'envoyer des messages de sympathie : pour ne pas briser les cadres de la légalité, pour ne pas causer de difficultés à la majorité et, principalement, pour ne pas baisser pavillon devant Scheidemann et ses amis.

Se composant de Neutres, la Conférence ne pouvait se consoler en recherchant les « coupables ». Comme il est lamentable et mesquin de venir annoncer au prolétariat, après deux ans de guerre, que Guillaume et François-Joseph souffrent de mégalomanie et ne respectent pas les traités ! La Conférence aurait dû prendre des leçons de Zimmerwald et reconnaître l'Impérialisme comme cause première de la guerre (ce qu'elle fit) mais en réduisant cette affirmation à néant, en trônant « la liberté du commerce comme voie de la paix » : comme si l'Impérialisme s'embarrassait de principes douaniers et comme si on pouvait le renverser en lui subtilisant le protectionnisme !

Reconnaissant que les empires centraux avaient laissé derrière eux une époque de victoires, Troelstra souligna le caractère de prolongation sans espoir de la guerre et la répugnance de chacun des adversaires à remporter la victoire : il conclut — et la Conférence avec lui — qu'il était indispensable de se « préoccuper » de la cessation de la guerre. Au contraire, Branting est d'avis que les puissances de l'entente prennent le meilleur ; il veut ouvrir de sérieux pourparlers de paix. D'accord avec Branting, la Conférence fit remarquer que les puissances citées avaient été attaquées. Ainsi, balançant leur « neutralisme » entre les deux camps, les diplomates neutres s'efforcèrent de gagner les cœurs de Scheidemann et de Renaudel, auxquels ils proposèrent d'échanger leurs points de vue quant à l'Alsace-Lorraine.

Que peuvent signifier les « réflexions » des Neutres, alors qu'ils ne décident pas du sort des provinces conquises et de celle qui ne sont pas encore conquises ? Que peuvent signifier leurs jugements sur la guerre, alors que d'autres la font ? Les sociaux-patriotes des pays en guerre s'apprêtent-ils à pratiquer une politique indépendante pour défendre leurs « résolutions » internationales ? Non. Les sociaux-patriotes des pays neutres l'exigent-ils ? Non. Que peuvent signifier les résolutions de la Conférence de La Haye ? Nous avons déjà répondu à cette question ; ces résolutions sont aussi importantes qu'une bulle de savon. Il ne s'agit pas d'appel au combat, mais de demandes prudentes adressées aux gouvernements belligérants par l'intermédiaire des sociaux-patriotes neutres et des pays en guerre ; *n'est-ce pas le moment ?* L'ombre n'a pas d'existence propre, mais d'après elle, on peut juger des mouvements du corps.

La Social-démocratie allemande salua la Conférence. C'est un symptôme. La presse bourgeoise française l'attaqua avec rage. C'est un symptôme. Mais *L'Humanité*, la mauvaise conscience incarnée dans le domaine de l'information, a publié un compte rendu détaillé et, semble-t-il, sincère de la Conférence. La presse bourgeoise a attaqué Renaudel, exigeant de sa part des commentaires purement français. Mais ce dernier ne l'a pas fait et a publié en entier le passage du discours de Troelstra, où celui-ci souligne



que la prolongation de la guerre ne fait qu'augmenter l'influence internationale du Tsarisme. C'est un symptôme. Quoi donc ? Nouveaux souffles sur les hauteurs gouvernementales ? Ou perte d'équilibre chez les hautes sphères du Socialisme français, qui jugent bon de maintenir ouverte la porte de La Haye. Nous ne pouvons-nous livrer qu'à des suppositions proches de devinettes. Toute la portée de la Conférence des Neutres revient à une sorte de devinette, à des plans, à des mesures à envisager. C'est le verdict le plus impitoyable de cette Conférence des ombres « Neutres ».

*(NACHÉ SLOVO, 20 AOÛT 1916).*

## IX. LE SOCIAL-PATRIOTISME RUSSE

[Retour à la table des matières](#)

*Nous avons rassemblé ici des articles consacrés à la formation politique et organique du social-patriotisme russe, plus exactement à la renaissance du noyau de base menchévik dans l'État-major du social-patriotisme russe. Les Comités de l'industrie de guerre se sont révélés être l'axe du groupement social-patriote ; c'est pourquoi, une part importante des articles est consacrée à la participation des ouvriers. Nous avons choisi les articles concernant particulièrement les stades de ce processus, mais nous n'avons pu éviter des redites. Pour les éliminer, il aurait fallu refaire complètement les articles, ce qui n'entraîne pas dans nos vues.*

*Les articles couvrent la période s'étendant de mai 1915 à octobre 1916.*

### **AXELROD ET LE SOCIAL-PATRIOTISME**

Dans son interview concernant les questions fondamentales de la crise socialiste, Axelrod prend des positions divergentes de celles de notre journal. Nous tenons pour indispensable d'examiner ces questions, en attendant une étude plus détaillée dans notre publication.

Nous sommes d'accord avec Axelrod quand il parle des profonds changements internes et externes qui ont eu lieu dans les anciens groupements du Socialisme européen.

Nous trouvons donc d'autant plus incompréhensible ses reproches aux Internationalistes russes qui livrent une lutte idéologique sans pitié, créant ainsi le processus de la formation de nouveaux groupements répondant aux problèmes de l'heure. On pourrait approuver Axelrod s'il attaquait la méthodologie du « schisme » qui freine l'auto-détermination idéologique du prolétariat social-démocrate. Mais il va plus loin et, au nom de la lutte contre des scissions provoquées artificiellement ou prématurées, approuve l'esprit de conciliation qui se refuse à trancher les questions séparant les Internationalistes des Sociaux-patriotes, car il considère celles-ci de nature à dissoudre inévitablement les anciennes organisations russes. Mais là, nous estimons défectueuse l'estimation de l'immense danger que représente le social-patriotisme pour le mouvement ouvrier russe. Il est vrai que les conditions en Russie ne favorisent pas la diffusion des idées social-patriotiques dans les rangs des prolétaires, mais le danger demeure toujours d'empoisonner les masses par un scepticisme désespéré envers les idéaux du Socialisme et les méthodes du Marxisme révolutionnaire, si nous ne combattons pas impitoyablement les tendances démoralisatrices. Il n'est pas besoin de dire qu'un pareil résultat nous rendrait, en Russie, le travail plus pénible au point de vue de la tactique révolutionnaire, dont parle Axelrod. La mauvaise estimation du péril que constitue le

social-patriotisme apparaît de façon frappante, dans le document signé par Axelrod à la Conférence de Copenhague, d'où il ressortirait que la position, adoptée par le groupe des auteurs de la réponse à Vandervelde, ne conduirait pas à la cessation ou à l'affaiblissement de la lutte contre le Tsarisme. Après la « sortie », à la Douma, de Mankov, qui tenait la position de Plékhanov et de Nacha Zaria comme seule conclusion possible, on ne peut nier que celle-ci conduit, non seulement, à la nationalisation de la social-démocratie russe, mais aussi à la totale extinction de son esprit révolutionnaire.

On pourrait ne pas se soucier des espoirs nourris par Axelrod sur un retour de Plékhanov à une position révolutionnaire, si ces espoirs étaient fondés seulement sur l'estimation des capacités individuelles de Plékhanov à effectuer ce revirement. Mais, devant la confusion apportée par le patriotisme dans le mouvement ouvrier, nous protestons contre toute tentative d'estimer le comportement politique de Plékhanov et des socialistes français, avec lesquels il s'est solidarisé, avec une autre unité de mesure que la conduite des sociaux-démocrates allemands. Même si Axelrod s'est montré plus conciliant vis-à-vis des socialistes français que vis-à-vis des socialistes allemands, même s'il étudie Plékhanov d'un point de vue non russe, mais « d'orientation » française, nous regardons pourtant comme indispensable de répéter ici que ni des considérations de principe, ni des études sur l'activité lamentable du Socialisme français, en peuvent permettre de telles différences dans les jugements portés sur les deux Partis.

On dirait qu'Axelrod, en exprimant l'espoir d'un retour de Plékhanov à une position révolutionnaire après la guerre, invite les Internationalistes à modérer leurs attaques contre Plékhanov. Axelrod ignore le fait essentiel — pourtant il s'exprime parfaitement bien à ce sujet, à une autre occasion — que les groupements qui doivent déterminer le sort du Socialisme pour de longues années, se forment, actuellement, d'après leur attitude envers la guerre. Plékhanov peut bien retourner sur sa position de marxiste révolutionnaire (il peut ne pas le faire), cela n'empêchera pas qu'il assène à cette position des coups impitoyables, il jette le trouble dans les rangs ouvriers et, par sa conduite comme celle de Naché Diélo avec lequel il s'est lié définitivement, il nous impose une opposition implacable.

« Les tactiques de l'Internationalisme et du nationalisme, tel que ce dernier est apparu pendant la guerre, s'excluent l'une de l'autre, à tel point que leurs présences dans le même parti sont tout à fait impossibles. » Nous trouvons cette déclaration décisive au début de l'interview d'Axelrod. À la lueur de cette affirmation, une estimation modérée du social-patriotisme russe nous paraît incompréhensible.

La critique par Axelrod de notre plan de Conférence contient, à côté de simples malentendus, des divergences sur l'estimation des problèmes internes du Parti. Nous arrivons à un malentendu complet quand Axelrod écrit que nous aurions l'intention d'exclure des membres du Parti en ne les invitant pas à la Conférence. Nous avons envisagé une Conférence restreinte, non pour tout le Parti ; les Internationalistes ont le droit de se réunir entre eux pour exposer leurs points de vue sur le mouvement ouvrier russe. Si Axelrod a démontré que les partisans d'un Parti ouvrier ont le droit de tenir leurs propres conférences, à plus forte raison, ce droit doit être étendu aux adhérents d'un groupe internationaliste à une époque critique. Ce n'est pas seulement leur droit, c'est leur devoir. Pour que la délimitation intransigeante d'avec le social-patriotisme dans

tous les groupements — nous y tenons —, ne s'accompagne pas du chaos au sein du Parti, il faut développer l'union spirituelle et active des Internationalistes de tous les groupes. Cette union est la condition essentielle de la renaissance et du succès de l'activité social-démocrate révolutionnaire en Russie.

(NACHÉ SLOVO, 16 MAI 1916).

### INTERVENTIONS COMMUNES AVEC LES SOCIAUX-PATRIOTES

(Au sujet de « la lettre de Martov »)

Martov a parfaitement raison quand il déclare que la rédaction de *Naché Slovo* ne supporta pas la décision interdisant à ses membres toute participation littéraire à *Naché Slovo*, organe de combat du social-patriotisme russe. C'est aussi vrai que quand Martov déclara à une réunion de la réaction son intention de lutter contre le social-nationalisme dans les colonnes de *Naché Diélo*. Une « collaboration » de ce genre aurait été — si cela pouvait se réaliser — pour Martov l'occasion de profiter de sa situation dans la fraction menchevik et pour introduire dans le journal une tendance hostile à ce dernier.

Nous estimons que ce plan est pratiquement irréalisable. Ne doutons pas que le social-patriotisme soit protégé contre les assauts de Martov par la censure ; nous craignons que le simple fait de la « participation » de Martov ne serve qu'au camouflage du journal, d'un côté, que de l'autre, pour la majorité des rédacteurs, éléments sans principes et simples intermédiaires, rien ne serait caché à Martov du refus à cette « collaboration », qui ne devrait être que le transfert de la lutte sur le territoire ennemi. Si la rédaction n'avait pas formulé une réponse négative à cette participation, encore à l'état de projet, et n'en avait pas rejeté l'entière responsabilité sur Martov, soyons convaincus que ce dernier aurait pris toutes les mesures pour que ses articles ne puissent être interprétés comme « une manifestation commune politico-littéraire avec les sociaux-patriotes ».

Notre rédaction se refuse absolument à une telle attitude. Tous les exemples et conceptions exposés dans la lettre de Martov ne peuvent, en aucune manière, influencer sur notre comportement. Nous devons déplorer que Martov, « en se souciant peu » de « collaborer avec des patriotes non-socialistes », complique la question qui nous est posée, celle de collaborer à la presse bourgeoise : *Viestnik Evropyi*, *Rousskoe Bogatstvo*, *Kievskaja Mysl* etc. En réalité, ce sont deux questions différentes et leur rapprochement ne peut que fausser le jeu et détruire la possibilité de n'importe quel critère.

La participation d'un socialiste à la presse bourgeoise, quels que soient les inconvénients que cela comporte, ne recèle, en soi, aucune confusion dans les rapports politiques. Le Parti social-démocrate s'est depuis longtemps départagé d'avec les partis bourgeois et la presse bourgeoise « sans parti ». Ici, la ligne de démarcation est nettement tranchée. La collaboration d'un socialiste à la presse bourgeoise n'engage pas le Parti. Personne ne tire des conclusions de ce qu'« un socialiste » peut écrire dans un journal bourgeois. Pour autant que cette collaboration puisse être placée sur un terrain objectif, particulièrement chez nous, en Russie, le Parti peut seulement exiger que la collaboration s'entoure de solides garanties : un socialiste ne peut collaborer à un journal

attaquant violemment la Social-démocratie ; un socialiste doit signer ses articles ne paraissant pas dans la publication bourgeoise ; un socialiste ne doit pas critiquer son Parti dans un journal bourgeois.

Il en va tout autrement avec un organe du type de *Naché Diélo*. Le Social-nationalisme est un courant qui a pris naissance dans la Social-démocratie. Nous regardons ce courant comme dangereusement mortel pour les intérêts historiques du prolétariat. Au sein du mouvement ouvrier et de la Social-démocratie, nous menons la lutte contre le Social-nationalisme. Mais le travail que nous accomplissons n'est pas clair pour les masses. Pour celles-ci, la démarcation n'est pas nette. Dans ces conditions, toute manifestation commune avec les sociaux-patriotes, toute collaboration des Internationalistes dans les journaux social-nationalistes, ne peuvent que jeter le trouble dans les esprits, freiner le processus nécessaire et sauveur de la différenciation, faire obstacle à la vigilance révolutionnaire des ouvriers avancés.

Il est parfaitement juste que notre journal « ne prône nullement le schisme ». Martov en conclut formellement, en un axiome irréfutable, que *Naché Slovo* « considère, en principe, le travail commun avec les sociaux-patriotes comme parfaitement admissible ». Que cela signifie-t-il ? Nous n'exigeons pas le schisme ; il en ressort seulement que notre travail et celui des sociaux-patriotes peuvent être faits *simultanément* à l'intérieur des cadres généraux des organisations. Mais ceci n'équivaut absolument pas à « une tâche politique commune ». Au contraire : les Internationalistes ne demeurent dans les organisations que pour opposer leur travail à celui des sociaux-patriotes et obliger les masses à faire leur choix. Mais si cette coexistence est dictée par le souci d'une lutte d'influence, il n'en découle aucune nécessité de collaborer à des publications social-patriotes et internationaliste à la fois, qui ne pourraient être que des armes pour les deux tendances opposées. Il nous faut combattre l'ennemi « interne » sur un terrain commun, mais non avec des armes communes. Nous ne reconnaissons, en aucun cas, avoir publié « des affirmations politiques communes » quand *Goloss* et *Naché Slovo* donnèrent asile dans leurs colonnes à des articles de Deutch, Leder, Troianovsky et d'autres sociaux-nationalistes. Si la rédaction a laissé publier, de temps à autre, des articles sociaux-patriotes, ce n'est nullement par souci « d'action commune », mais pour démontrer clairement, par les témoignages les plus frappants, l'incompatibilité des positions : en un mot, pour démontrer l'impossibilité de « manifestations communes ». On ne peut mieux l'établir que par les circonstances suivantes : ces faits, assez nombreux pendant la première période d'existence de notre journal, alors que l'hostilité des tendances était encore à son premier stade, disparurent complètement dans la période suivante quand les positions furent complètement dans la période suivante quand les positions furent définitivement établies. La référence de Martov à l'acceptation de notre part de publier un article de Parvus, « écrite pour justifier sa prise de position de patriote allemand », est la meilleure illustration de nos affirmations : personne ne peut soutenir, que si nous avons l'intention de publier cet article — avec une réponse adéquate, cela va de soi ! —, ce n'était pas dans le but d'une manifestation commune. Mais, d'un autre côté, il est très instructif que cet article ait été retenu pendant cinq... mois. Les motifs de montrer, ne fut-ce qu'épisodiquement, « un peu d'esprit d'hospitalité » aux sociaux-militaristes qui viennent frapper à notre porte, ont disparu.

Nous avons encore moins de raisons, maintenant, de frapper à leur porte. La citation de Martov concernant l'article de Parvus nous fournit l'occasion d'annoncer une décision, à propos de ce même Parvus, prise au commencement d'août sur une initiative de Martov. Il s'agissait de « l'Institut de recherche des conséquences sociales de la guerre », créé par Parvus à Copenhague. L'organisateur de l'entreprise avait invité quelques Internationalistes russes. Martov proposa à la rédaction de tenir pour inadmissible tout travail avec cet Institut, — et la rédaction vota unanimement cette décision. Non pas que nous prêtions d'autre but à l'Institut que celui de classer et trier des documents, au contraire, tout ce que nous savions de cet établissement n'était pas de nature à provoquer des soupçons. Martov explique qu'il était guidé par des conceptions politiques : bien qu'une aide de la part des Internationalistes était dépourvue de toute arrière-pensée politique et n'avait qu'un but irréprochable, elle augmenterait l'autorité politique de Parvus et serait exploitée au profit de la propagande social-militariste.

Nous pensons que ces conceptions sont parfaitement valables. Si nous nous soucions de n'accorder aucune aide à un social-militariste dans une entreprise non politique, nous devons doublement faire attention de ne fournir aucune aide directe aux sociaux-patriotes, pour ne pas sembler marcher côte à côte, aux yeux des classes laborieuses.

Il ne faut pas oublier que nous ne nous trouvons pas au premier mois de la guerre, ni même au cinquième, mais au quinzième. Le temps des discussions académiques avec Masslov et Lévistky sur le thème « défense de la patrie » est passé. Internationalisme, tel doit être et sera le slogan de notre action. Dans une Conférence internationale nous avons signé solennellement l'engagement de livrer une lutte implacable contre ceux qui « devant les masses laborieuses, devant leur présent et leur futur, ont assumé la responsabilité de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes ». De telles paroles vous engagent. Nous pouvons et devons abandonner à leur propre sort ces publicistes et « guides » que les événements de la guerre n'ont pu décider à liquider leur social-patriotisme. Les problèmes de l'Internationalisme et du Social-patriotisme sont devenus publics et exigent une réponse claire, précise, définitive. Si nous collaborons avec les sociaux-patriotes dans leurs journaux, nous ne pourrons plus écrire que le Social-patriotisme est l'ennemi mortel de l'intérêt des masses, — et cette vérité, nous devons la proclamer ! Nous devons nous assurer la possibilité de crier cette vérité aux masses. Pour y réussir, nous devons la proclamer ! Nous devons nous assurer la possibilité de crier cette vérité aux masses. Pour y réussir, nous devons serrer nos rangs, fonder nos journaux, construire nos points d'appui, en vue de l'action révolutionnaire. C'est le devoir suprême de *Naché Slovo*.

(*Naché Slovo*, 19 novembre 1915).

## **LA COLLABORATION AVEC LES SOCIAUX-PATRIOTES**

(Réponse à Martov)

Martov répugne à placer la question sur le terrain de la conformité politique, s'efforçant de l'attirer dans le domaine de la casuistique formelle et d'analogies nombreuses, et plus que discutables.

Il est parfaitement vrai qu'il y a un an, alors que la démarcation entre les Internationalistes et les Sociaux-patriotes se trouvait encore au premier stade, la rédaction de *Naché Slovo* prenait la décision, juste ou fautive, de ne pas supprimer la règle préventive : qu'il était inadmissible de collaborer à *Nacha Zaria*. Pendant les douze mois suivants, la rédaction n'eut pas l'occasion pratique de revenir sur cette question : Martov s'apprêtait à collaborer à *Nacha Zaria*, il s'abstint, tandis que Berr ne nous fit jamais part de son intention d'accompagner Martov. Il ne fut jamais question de craindre qu'un internationalisme non menchévik trouve l'occasion favorable de couvrir du crédit du Parti le journal de Potriessov, Maievsky et Lévitky.

Martov « n'a pas compté » ceux d'entre nous hostiles à sa participation à *Nacha Zaria*. Et quoi ! Il n'est pas trop tard pour le faire ! Si Martov s'occupe sérieusement de la question, il se convaincra qu'il y en a beaucoup : d'abord les Léninistes, qu'il ne faut pas écarter quand on parle des relations entre Internationalistes et Sociaux-patriotes, les Internationalistes non fractionnistes et les Menchéviks-internationalistes révolutionnaires qui, par chance, sont nombreux, et que les initiatives de Martov ne peuvent qu'affliger. Il serait plus facile à ce dernier de compter ses partisans. Plus il calculera, plus son problème sera difficile à résoudre.

Mais Martov veut nous faire croire que *Naché Diélo* a cessé d'être le foyer spirituel du Social-patriotisme à cause de quelques changements administratifs, par ailleurs, peu marqués. Le journal est déclaré « discussionniste »<sup>18</sup>. Nous n'allons pas répéter qu'il est inadmissible d'envisager une coexistence « discussionniste » avec ceux qui combattent ouvertement la Social-démocratie. Mais nous posons la question : où est la discussion dans un journal ouvert aux débats ? Prenons *Naché Diélo* ; nous voyons quelles sont ses ramifications journalistiques : *Rabotchoe Outro* de Pétrograd, le *Nach Goloss* de Samara, et nous avons devant nous les journalistes, les articles, les idées qui donnent la ligne politique du journal. Et nous disons : *Naché Diélo* est le foyer principal de la propagande social-patriotique en Russie. Nous ne pouvons que hausser les épaules quand Martov s'efforce de dissiper notre méfiance invétérée envers *Naché Diélo*, journal des menchéviks. Nous est-il nécessaire de nous baser sur la dernière résolution des Menchéviks révolutionnaires de Londres qui, espérons-le, n'éprouvent aucune haine invétérée envers les journaux mencheviks, mais qui exigent une lutte implacable contre *Naché Diélo*, le plaçant sur le même plan que Plékhanov ? Martov<sup>19</sup> n'a plus qu'à expliquer aux lecteurs de *Naché Slovo* que les Menchéviks londoniens n'ont reçu que les carnets de notes de *Naché Diélo*, mais non la nouvelle concernant le changement sauveur survenu dans la rédaction.

Nous devons attirer l'attention de tous les Menchéviks révolutionnaires sur le fait, qu'en écrivant à propos de notre remarque sur *Naché Diélo* qu'elle est hostile au

---

<sup>18</sup> Faisons remarquer, à ce sujet, que le journal patriotiquement caricatural de Deutsch à New York est déclaré, lui aussi « discussionniste ».

<sup>19</sup> « Le groupe invite tous les partisans du prolétariat international à combattre impitoyablement les sociaux-patriotes (Plékhanov, *Naché Slovo*, etc.) qui étouffent la conscience révolutionnaire des travailleurs et leur barrent le chemin qui conduit à la résolution des problèmes révolutionnaires et à l'accomplissement de leur mission historique ». (Extrait de la résolution du Groupe d'Action Londonien du Parti K. D.)



Menchévisme, Martov, contrairement à ce qu'il a fait jusqu'ici à *Naché Slovo*, identifie le Menchévisme et les sociaux-patriotes. Nous osons affirmer, qu'en posant franchement et directement la question concernant *Naché Diélo*, nous rendons un réel service au Menchévisme révolutionnaire et particulièrement à notre fraction parlementaire. Martov, lui, pousse le Menchévisme vers les sociaux-patriotes par sa politique d'abandon et d'étouffement. Camarades Menchéviks ! Souvenez-vous des élections de Pétrograd !

Vainement, Martov complique la question jusqu'à la rendre indéchiffrable en citant les exemples de Ledebour ; Hoffmann et Merrheim... Moins que tout, nous sommes des alchimistes tenant le schisme pour la pierre philosophale.

Nous avons expliqué plusieurs fois que la question des formes d'organisation de la lutte des Internationalistes pour exercer leur influence sur le prolétariat n'est pas de principe, mais qu'elle est entièrement subordonnée aux conceptions politiques du rationnel. Nous ne possédons pas de solutions organisatrices valables dans tous les pays et dans toutes les circonstances de la vie. Mais nous savons et proclamons que, devant la prépondérance des Internationalistes dans le mouvement ouvrier non encore structuré, devant le nombre des éléments hésitants et indéterminés pour qui l'autorité du Parti a encore une grande signification, devant l'importance exceptionnelle de la presse, devant le travail de désagrégation auquel se livrent les sociaux-patriotes, devant la collaboration des Internationalistes aux journaux socialistes, en réalité fictive ou semi-fictive, les noms des Internationalistes serviront à attraper les lecteurs hésitants ou ne réalisant pas la situation. La position de Martov serait plus forte s'il avait publié dans les colonnes de *Naché Diélo* un article qui aurait invité les travailleurs à tourner le dos aux Potriessov, Lévitky, Masslov, Tchérévanine ; Gorky, etc., éléments mortellement hostiles aux intérêts du prolétariat. Mais nous craignons que les travailleurs ne cherchent vainement un semblable article. Tout ce qu'ils ont pu voir jusqu'à présent, c'est le nom de Martov comme témoigne de ce que ce dernier n'a jamais vu de mortelle hostilité entre ses idées et celles de *Naché Diélo*.

\*\*\*

La défense d'une situation sans espoir conduit Martov à une interprétation du sens du manifeste de Zimmerwald que nous regardons de notre devoir de réfuter catégoriquement. Nous avons dit que nous nous sommes engagés à Zimmerwald à livrer une lutte implacable aux sociaux-patriotes qui, suivant les termes du manifeste, « ont accepté, devant la classe ouvrière de partager les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes ». La manière impitoyable dont le manifeste stigmatise les sociaux-patriotes souligne notre participation à la lutte contre ceux qui « ont bafoué les Congrès internationaux », « ont invité les travailleurs à suspendre la lutte des classes », « ont voté les crédits de guerre », « se sont mis au service des gouvernements », « ont fourni aux gouvernements des ministres comme otages de l'« Union sacrée », etc. Voici ce qu'exprime le manifeste. Mais, s'écrie Martov, l'obligation de lutter sans pitié contre les sociaux-patriotes « n'est incluse dans aucune ligne du manifeste ! ». Quel sens prend alors aux yeux des travailleurs cette condamnation impitoyable des sociaux-patriotes ? Ne signifie-t-elle pas que les travailleurs doivent exprimer leur méfiance à chaque député votant pour les crédits et

exiger de lui sa démission, imposer la mise à la retraite des ministres ou le retrait par le Parti de leurs mandats ? Martov est-il tellement pris par sa position qu'il ne puisse tirer ces conclusions ? Ceci le regarde. Mais notre participation à la Conférence de Zimmerwald nous impose le devoir de combattre les sociaux-patriotes, en particulier ceux de Russie et, par conséquent, ceux dont la collaboration est possible, suivant Martov, dans des rédactions volontairement « coalitionnistes ».

Telles sont nos attaques « passionnées et fractionnistes », dont les conséquences, suivant Martov, « obligent la plus grande partie des Menchéviks à se tenir à l'écart de *Naché Slovo* ». S'il en était ainsi, cela signifierait que la politique fractionniste interne de Martov contre nous a déjà réussi à produire ses fruits mortels, éteignant la vigilance révolutionnaire de larges cercles de Menchéviks. Cela signifierait que le rôle plus que lamentable, joué par les dirigeants du bloc « d'Août » pendant la campagne de Pétrograd, est incapable de susciter une résistance salutaire, virile, décisive et menée jusqu'au bout, chez les Menchéviks. Mais il n'en est rien. Nous sommes convaincus — et nos observations, bien que limitées malgré nous, renforcent notre conviction — qu'il se trouve parmi les travailleurs-menchéviki de nombreux cadres révolutionnaires, dont les liens avec les Internationalistes sont de beaucoup plus forts que leurs attaches avec la politique fractionniste purement réactionnaire de l'État-major social-patriote de Naché Diélo, qu'ils sont las de ces relations et que demain, avec nous, ils exigent la rupture ; qui comprennent le manifeste de Zimmerwald comme le signal d'une lutte implacable contre les dévoyeurs sociaux-patriotes ; qui veulent mener cette lutte jusqu'au bout, ne se laissant pas embarrasser par des considérations de fraction. Ces Menchéviks-révolutionnaires ne peuvent s'écarter de nous, pas plus que nous ne pouvons-nous écarter d'eux. Nous remplissons la même tâche. Nous soumettons à leur jugement, comme à celui de l'opinion de tous les Internationalistes, le conflit de Martov avec notre rédaction.

(*Naché Slovo*, 12 décembre 1915).

## IL FAUT TIRER TOUTES LES CONCLUSIONS

### À propos des élections ouvrières dans les Comités de l'industrie de guerre

Nous avons récemment montré l'immense victoire remportée par l'Internationalisme révolutionnaire dans le référendum des ouvriers pétersbourgeois, tel qu'il fut organisé par les autorités<sup>20</sup>.

Premièrement, la position de la « Défense nationale » fut complètement renversée en dépit du fait qu'elle bénéficiait des circonstances les plus favorables : l'armée

---

<sup>20</sup> Voici comment notre journal caractérisa le résultat des élections de Pétrograd : « La campagne électorale fut très vive. 250 000 ouvriers y participèrent. La presse bourgeoise suivit cette campagne attentivement, s'efforçant d'attirer les ouvriers sur un terrain patriotique. Mais ses efforts furent vains et son espoir de « nationaliser » le mouvement ouvrier russe, s'effondra. Par 90 voix contre 81, les mandatés des grandes usines (celles de plus de 500 ouvriers) résolurent de refuser les élections aux Comités de guerre ; une partie des travailleurs avait déjà boycotté le premier stade des élections. 81 mandatés étaient pour les élections. S'ensuit-il qu'ils fussent soit patriotes, soit représentants d'un état d'esprit patriotique des travailleurs ? En aucune façon ! Etc. ».

allemande pénétrait profondément en Russie, éveillant l'instinct élémentaire de conservation ; de plus la presse bourgeoise ne laissait passer aucune occasion (ne reculant devant aucune falsification) de terroriser la conscience des populations par le rappel du « danger teuton ». En vérité, c'est avec honneur que le prolétariat pétersbourgeois est sorti de l'épreuve politique. Ces augures politiques — du genre Tchernov — qui espéraient tirer de la crise de l'Internationale des arguments contre « l'unilatéralité de classe » du Socialisme prolétarien, ont reçu, à nouveau, une bonne leçon : s'il est vrai que le prolétariat n'est pas toujours révolutionnaire, le Socialisme révolutionnaire ne peut être que prolétarien.

Du nombre des voix, on peut tirer une deuxième conclusion : il nous faut constater, qu'à côté de la victoire indiscutable et éclatante remportée par l'Impérialisme révolutionnaire, une grosse partie (à première vue, le chiffre est inattendu) du prolétariat pétersbourgeois se rassembla sous la bannière social-patriotique. Quarante-vingt-dix mille ouvriers se déclarèrent clairement internationalistes ; cinquante-trois mille furent détournés par le Comité organisateur de prendre une part directe à la campagne ; 80 000 se prononcèrent en faveur de la participation au Comité de guerre de l'industrie. Que 53 000 ouvriers se soient refusés — par peur « d'une falsification de l'opinion générale du prolétariat » à voter et aient pris le chemin du boycottage le plus primitif, c'est une manière erronée de l'action. Mais leur crainte de la falsification des élections par les autorités est le témoignage que cette masse de travailleurs ne s'est pas réfugiée dans le giron de la « défense nationale ». Des 80 000, une grande partie fut dirigée par des considérations non nationales, mais par une conception primitive de classe concernant la défense des intérêts ouvriers par des représentants de ceux-ci. Il reste tout de même le fait qu'un quart, presque un tiers du prolétariat pétersbourgeois, s'est prononcé pour une participation organisée des travailleurs dans l'industrie de guerre mobilisée et dans la « défense nationale ». Ce fait a une énorme importance, et il faut l'étudier soigneusement.

Il est hors de doute, que les sociaux-patriotes eux-mêmes furent abasourdis par leur succès ? Dans la première Humanité venue, ils pouvaient, en jetant de la poudre aux yeux, raconter que tout le prolétariat se tenait uni derrière eux — permettez-nous de nous exprimer ainsi, Alexinsky. Mais, au plus profond d'eux-mêmes, ils ne pouvaient que sentir leur condition de pauvres types, sans organisation, sans tradition, presque dépourvus de représentation parlementaire, sans l'autorité d'un parti. Et soudainement : plusieurs milliers de voix ! D'où sortent-elles ?

C'est clair ! *Des mains de la société bourgeoise.* Tous les éléments de la classe ouvrière se trouvant sous le joug moral du pouvoir et des classes possédantes se sont rassemblés sous le drapeau social-patriote. À chaque élection, on notait un certain nombre d'électeurs réactionnaires et libéraux. Où étaient-ils cette fois-ci ? C'est clair : ils se sont groupés sous les étendards de Plékhanov, de *Prisiv* et de *Naché Diélo*. Mais il n'y a pas qu'eux. La classe ouvrière ne compte pas qu'une armée de réserve *politique*, il y a aussi celle qui est *apolitique* : de nombreux éléments passifs, indifférents, abattus, incapables de comprendre. Ils participent sporadiquement à la vie commune et, suivant les circonstances, s'inclinent tantôt vers la révolution, tantôt vers la réaction. Les grèves chez eux ne sont pas rares, mais on recrute dans leurs rangs d'épisodique « briseurs de

grèves ». La guerre devait réveiller les plus passifs éléments de la classe ouvrière et les défaites devaient, tout naturellement, grouper ces éléments arriérés sous le slogan de la « Défense nationale ». Nous avons insisté, plus d'une fois, sur l'influence contradictoire des défaites militaires : elles révolutionnent certaines couches prolétariennes, mais poussent celles qui sont indifférentes ou touchées superficiellement par le Socialisme sous le drapeau national militariste. Est-il la peine d'ajouter à ce dernier groupe les ouvriers qualifiés, bien installés dans l'industrie « mobilisée ».

En qualité de dirigeants directs des masses social-patriotes, agissent de nombreux éléments opportunistes passés par une certaine école politique, regardant sceptiquement ou hostilement la lutte de classes et suivant toujours la ligne de moindre résistance. L'idéologie de la « Défense nationale » et de la collaboration des classes a trouvé en eux ses partisans naturels et ses propagandistes dans les usines et les manufactures.

Telle est la véritable armée du Social-patriotisme. Le gros de sa masse se recrute sur les frontières de la Social-démocratie. Une analyse élémentaire des chiffres nous dit que les sociaux-patriotes n'ont pas gagné nos masses, mais qu'ils ont effectué leurs gains sur de nouvelles masses que nous n'avions pas encore conquises. C'est pourquoi à Moscou où la Social-démocratie n'a jamais planté de si profondes racines qu'à Pétrograd, les sociaux-patriotes devaient remporter un succès plus grand qu'à Pétersbourg, citadelle du Socialisme. S'étant cruellement brûlées à Pétrograd, les classes dirigeantes ne pouvaient que se décider à tenter une nouvelle épreuve à Moscou.

Mais comment, en un délai aussi court, les sociaux-patriotes ont-ils pu mobiliser des milliers de travailleurs, sans autorité politique, sans organisation, sans appareil de propagande ? C'est très simple : pour leur permettre de conquérir les masses « étrangères », ils ont disposé d'un appareil « étranger » tout prêt — le plus puissant qu'on puisse se représenter : tous les journaux de l'opinion bourgeoise et l'organisation militaro-policière du pouvoir.

La presse socialiste est écrasée. Les masses laborieuses doivent se nourrir de la presse bourgeoise « de gauche ». Nous voyons que *Dien*, *Sovrémenoe Slovo* et *Rietch* — avec l'appui sensible de *Vetchernoe Vremia* et de *Novoe Vremia* — se sont faits les propagandistes des idées sociaux-patriotiques parmi les rangs des ouvriers. Chaque jour, les journaux parlent du « danger teuton », de la menace qui pèse sur l'indépendance de la Russie et des démocraties occidentales ; les faits sont déformés, clamés ou tus — suivant la nécessité. Ce n'est pas la presse légale qui parlera aux travailleurs de la Conférence de Zimmerwald ; par contre, elle ouvre ses colonnes à une Conférence de sociaux-patriotes : une douzaine en tout ! Le télégraphe en porte la nouvelle aux quatre coins du pays ! La feuille des industriels moscovites demande l'affichage du manifeste de Plékhanov dans les usines. Voici l'appareil mis à la disposition au service duquel ils se sont liés !

Les Centuries-Noires gouvernementales ne se sont emparées que des couches les plus arriérées des travailleurs. Le Libéralisme n'a conquis que quelques unités parmi les ouvriers les mieux placés dans la hiérarchie industrielle. Le social-patriotisme se

manifeste comme un instrument beaucoup plus efficace entre les mains des classes possédantes et du pouvoir. Khvostov, Goutchkov et Milioukov auraient pu méditer sept jours et sept nuits ! — ils n'auraient pas pu trouver mieux pour les servir que le manifeste de Plékhanov ! Mais ils n'ont pas eu la peine de réfléchir, ils ont reçu le document « tout cuit », gratis avec par-dessus le marché un additif de noms et de « signatures » plus ou moins autorisées. Là où les dirigeants auraient mobilisé un millier de travailleurs, ils en ont mobilisé dix mille, grâce aux sociaux-patriotes.

Le social-patriotisme s'est manifesté ouvertement sur une grande échelle comme l'instrument politique des adversaires mortels du socialisme et des ennemis de classes du prolétariat.

Son comportement doit désormais définir notre conduite non seulement politique, mais aussi organisationnelle à son égard.

Quand le député Mankov trancha ses hésitations en faveur d'un patriotisme hybride en s'abstenant de voter les crédits de guerre, la fraction parlementaire l'exclut de ses rangs. Nous approuvâmes cette décision en tant que signe du sérieux et de la profondeur de la contradiction existant entre le Socialisme et le nationalisme. Maintenant les inspireurs de Mankov sont descendus dans l'arène du combat politique. Ils agissent contre le Socialisme révolutionnaire en s'appuyant organisationnellement sur les ennemis de classe du prolétariat et en les servant politiquement. La contradiction entre eux et nous se dégage définitivement du stade « discussionnel » ou de la lutte intérieure pour en arriver à constituer une part importante de la lutte prolétarienne avec la société bourgeoise.

Le lien organisationnel avec les états-majors social-patriotiques devient insupportable à la Social-démocratie. Nous ne pouvons collaborer avec les sociaux-patriotes qui ont partie liée avec la bourgeoisie qui lutte contre nous. Nous ne pouvons couvrir de l'autorité du parti le travail des dévoyeurs de la conscience prolétarienne et nous ne pouvons limiter notre lutte, qui doit être et sera menée *jusqu'au bout* !

La rupture organisationnelle sur toute la ligne ! Voilà la conclusion de la plus récente expérience pétersbourgeoise !

## FAITS ET CONCLUSIONS

### (Encore au sujet des élections de Petrograd)

De nouvelles élections pour le Comité de l'industrie de guerre se déroulent à Pétersbourg, alors que le bilan des élections de septembre n'a pas encore été dressé avec l'indispensable *rigueur* de fait. Nous disons *rigueur* de fait, car les informations plus ou moins dignes de foi, telles qu'elles se dessinent à travers les communiqués de la presse socialiste allemande, ne font que renforcer *nos conclusions politiques*.

En ce qui concerne les 90 électeurs de la majorité, toute tentative de les classer comme partisans de *Sozial-demokrat* serait déplacée : il suffit d'indiquer qu'ils comprennent quelques Menchéviks et une *minorité* internationaliste de populistes. Bien que, jusqu'à présent, il n'y ait aucune donnée précise sur la composition idéologique des

groupes de la majorité, il ne fait aucun doute que les travailleurs bolcheviks occupent une place en vue. D'un autre côté, les informations fournies par *Sozial-demokrat* excluent catégoriquement la possibilité d'affirmer que les Internationalistes se soient groupés sous le drapeau et les slogans spécifiques de *Sozial-demokrat*. Au contraire, quand les sociaux-patriotes tentèrent d'attribuer un slogan défaitiste aux électeurs internationalistes, ceux-ci protestèrent violemment. Il se répéta, mais sur une plus grande échelle, ce qui survint au jugement des cinq députés sociaux-démocrates : le slogan défaitiste fut rejeté, non par les « chauvins » et les « serviteurs des gouvernements » (*Sozial-demokrat* désignait ainsi des adversaires), mais par toute l'avant-garde internationaliste révolutionnaire du prolétariat russe. C'est pourquoi nous espérons que *Sozial-demokrat* ne nous obligera plus à faire mention de ce regrettable malentendu idéologique et politique.

\*\*\*

La nouvelle, suivant laquelle 53 000 ouvriers auraient boycotté les élections sur le mot d'ordre lancé par l'organisation O.K. d'obédience menchéviste, se révèle fausse. Le boycott eut lieu dans quelques usines, mais sans signification politique. Un assez grand nombre d'électeurs se désintéressa du vote, mais il ne s'agit pas là de boycott organisé. D'après *Rabotchoé Outro*, il y aurait 212 élus. D'après le communiqué officiel, il y en aurait 202 ; 90 se réclament de l'Internationale, 81 du groupement opposé, le reste n'a laissé aucune trace. Il se peut que ces trente ou quarante indécis aient donné naissance à la légende du boycott.

Nous avons indiqué dans nos colonnes la soudaineté de ce boycott organisé par la fraction Menchévik. Mais comme cette nouvelle de la presse allemande ne reçut aucun démenti, nous fûmes bien obligés de regarder l'information comme vraie. Nous avons expliqué que ce boycott de la part de l'organisation O.K. ne visait pas la Douma, mais esquivait une réponse politique. Mais il ressort que l'O.K. n'a pas appelé au boycott et que ses partisans rentrent dans le chiffre des 81 qui ont donné leur participation au Comité. Ainsi notre supposition que les travailleurs du bloc « Août » furent divisés par la décision des sociaux-patriotes de marcher sous le drapeau « de la défense » et d'après la position politique informulée de l'O.K., est inexacte, malheureusement. De fait, les 81 s'opposèrent au camp des Internationalistes. C'est la rectification que nous nous devons d'apporter ici. Ceci ne signifie nullement que ces 81 soient partisans de « l'Union sacrée » et d'une participation sans conditions à la défense (cessation de la lutte de classe, vote des crédits de guerre). Rien de semblable ! Ce bloc contient, sans le moindre doute, toutes les nuances depuis le Plékhanovisme jusqu'à l'Internationalisme éclectique. Mais comme il s'est opposé au camp des Internationalistes — et non par effet du hasard —, les 81 sont considérés par les prolétaires et les classes possédantes comme des partisans de la participation à la défense.

Oransky s'élève contre ce critère dans le N° 3 du journal social-patriote *Rabotchoé Outro* ; il voit dans un camp l'Internationalisme et le réalisme ; dans l'autre un Anarchisme cosmopolite. Là-dessus *Prisiv* lui répond avec justesse : « Nous ne pouvons comprendre l'argumentation d'Oransky et nous pensons qu'il fait du différend une querelle de terminologies. Ce qui a divisé l'Internationale en deux camps, c'est justement



le problème suivant : le travailleur peut-il défendre sa patrie sans contredire le principe de la lutte de classe, et le slogan de défense internationale du prolétariat des nations belligérantes... ? Jusqu'à ce que des réponses précises sur ces problèmes essentiels aient été fournies, toute une série de malentendus se mêlera à la polémique. » La forme est maladroite, mais le fond est parfaitement juste.

À la question essentielle : peut-on admettre une collaboration du parti des prolétaires et d'un gouvernement, même démocratisé ? l'O.K. ne donne pas une réponse négative de principe. Aussi la porte est ouverte à toutes les nuances du Social-patriotisme. Oransky, représentant l'aile gauche du social-patriotisme, *Rabotchoé Outro* insiste sur le fait qu'il n'a pas trouvé dans la résolution des 81 l'expression d'une « quelconque volonté de défense jusqu'au bout ». Plus encore, l'ordre donné par des éléments proches de l'O.K. montre que la classe ouvrière, dans toute circonstance de « politique collective », ne peut assumer la responsabilité de la défense du pays<sup>21</sup>. Mais ceci, comme le dit très justement *Prisiv*, n'enlève pas la réalité de la contradiction qui déchire l'Internationale. On peut refuser de prendre la responsabilité de défendre la Russie dans des « circonstances données », et, en même temps, se solidariser avec Guesde et Vandervelde : telle était la position des auteurs de la lettre à Vandervelde. Les élections de Pétrograd ont montré que les partisans sous condition de la défense étaient plus proches des Sociaux-patriotes avérés que des Internationalistes. Avec justesse *Prisiv* parle des semi-patriotes type Oransky : ils ne pensent pas comme nous, mais ce sont des alliés !

Dans ce camp, Gorsky demande qu'on considère la participation aux élections exclusivement du point de vue organisationnel, indépendamment du rapport de la participation aux élections. Martov lui réplique, avec raison, qu'une telle prise de position dépourvue de « contenu politique », bien loin de faciliter la tâche d'organiser les ouvriers, ne peut conduire qu'à leur désorganisation. « Au seuil de la révolution en Russie, le prolétariat doit se rendre compte des méthodes qu'il doit employer au cours du processus révolutionnaire, et au nom de quoi et pourquoi il doit organiser ses forces. Toute impréparation, tout manque de réflexion se vengeront cruellement par la suite. » La participation de l'O.K. souligne, on ne peut mieux, ces paroles.

L'activité de l'O.K. est-elle plus proche de la position d'Oransky ou de celle de Gorsky ? La différence importe peu. Dans les deux cas, il y a refus de répondre au problème suprême du Socialisme. Nous avons des motifs de penser que l'O.K. manifestait son désir de refus par sa forme inattendue de « boycott ». Elle n'a pas voulu donner de réponse quant à ses buts politiques. Le fait demeure que l'honneur révolutionnaire a été sauvé par 91 électeurs, tandis que les partisans de l'O.K. de toutes nuances n'étaient que 81.

De cette circonstance, nous avons déjà tiré des conclusions. Le groupe parisien des Mencheviks a fait un sérieux pas en avant en déclarant « que la position adoptée par la section russe de l'O.K. était mauvaise, particulièrement à l'heure où le Social-patriotisme déploie une activité intense, luttant ouvertement contre la majorité internationaliste du

---

<sup>21</sup> Un an et demi plus tard, après la Révolution de mars, la question reçut une solution politique définitive.

prolétariat. Prenant ceci en considération, le groupe parisien juge indispensable la convocation le plus rapidement possible d'une conférence du bloc d'« Août » qui devrait, *sans craindre la scission d'avec les sociaux-patriotes*, établir la position internationaliste de l'O.K. D'ores et déjà, le groupe exige des éléments internationalistes de l'O.K. le *refus de tout compromis avec les sociaux-patriotes* et la mise en vigueur d'une politique implacable de lutte ouverte contre les éléments patriotiques du bloc » (Les mots en italique le sont par nos soins). Cette résolution n'est jusqu'à présent qu'un symptôme. Mais nous avons le ferme espoir que, demain, tous les Internationalistes menchéviks révolutionnaires élèveront la voix pour protester, que ces paroles résonneront avec clarté et décision et qu'après les paroles, viendront les faits !

(Naché Slovo, 19 décembre 1915).

### **LES BRISEURS DE GRÈVE POLITIQUES**

*(Nouvelles « élections » au Comité de l'industrie de guerre)*

Les nouvelles élections du 29 novembre, avec une parfaite désinvolture vis-à-vis du prolétariat, sont un nouveau chapitre dans le livre de la honte social-patriotique. Aux élections de septembre, au bloc de tous les Internationalistes, s'opposait celui des Sociaux-patriotes groupant toutes les nuances, depuis l'ultra-violet de Plékhanov jusqu'au rose pâle du Comité organisateur. Nous avons déjà montré que les sociaux-patriotes disposent de l'aide directe de la presse libéralo-bourgeoise et de celle, moins directe mais tout aussi efficace, de l'appareil policier qui, ne quittant pas les patriotes d'un cheveu, les secourt dans leurs efforts pour influencer les travailleurs.

Mais la logique est impitoyable. L'alliance réalisée aux élections de septembre, entre les partisans de Plékhanov et de Naché Diélo d'un côté et de l'autre Goutchkov et Khvostov, s'avéra bientôt insuffisante. Ayant reçu, malgré le puissant appui du pouvoir, un coup sur la tête, les sociaux-patriotes ne déposèrent pas les armes : ils avaient goûté à la puissance que donne la proximité des puissants en lutte contre le parti révolutionnaire illégal. Ils résolurent d'accomplir un pas de plus en avant et de conclure un pacte avec l'indubitable politique policière de Khvostov, contre la volonté tout aussi indubitable du prolétariat. Mais la première tentative de falsifier l'opinion des travailleurs ne réussit pas. Recommencer l'expérience sur une aussi vaste échelle était risqué. Il restait, en évitant les masses, à falsifier les volontés déjà exprimées des *électeurs*. Dans ce cercle étroit de 200 personnes, on peut toujours espérer mener à bien le travail de corruption du Social-patriotisme grâce à toutes les circonstances offertes par les pressions capitalistes et policières. Déclarer illégal le rassemblement des élus allait de soi. Il ne restait plus qu'à fournir le prétexte valable. Le partage des besognes politiques exigeait que les sociaux-patriotes fournissent ce prétexte. En vérité, pour cela, il fallait sacrifier son honneur révolutionnaire. Mais, dans ce secteur, il en restait si peu que ce n'était pas la peine de se passer le mors. Gvosdiev, leader du bloc social-patriotique et président de l'Assemblée, prit l'initiative honteuse de déclarer la réunion « illégale », car un dangereux agitateur s'était introduit sous l'identité et avec les papiers d'un des participants. Qu'un agitateur ait agi politiquement avec légèreté,

c'est un fait incontestable, et il serait tout aussi léger de fermer les yeux sur ce cas. Quand un agitateur apparaît « illégalement » à une assemblée de travailleurs, où l'attend une atmosphère de sympathie, c'est une chose ; c'en est une autre que de se présenter à une réunion où une partie des participants lui est hostile. Autant nous nous sentons les ennemis des sociaux-patriotes, autant nous savons que nous n'avons aucune indulgence à attendre de leur part : le danger est alors d'autant plus grand pour une manifestation « illégale » de paraître aux yeux des ouvriers une violation de leurs droits. Cette conception, qui s'applique entièrement à notre camp, ne diminue en rien la honte du procédé employé par Gvosdiev. S'il fallait une preuve criarde, convaincante au suprême degré, de l'impossible « compatibilité » entre nous et les sociaux-patriotes, elle se trouve bien là, sous nos yeux. Le leader des sociaux-patriotes dénonce la présence illégale d'un agitateur pour annihiler la décision prise, en dépit de tous les obstacles dressés par la majorité des travailleurs pétersbourgeois. En publiant la dénonciation de Gvosdiev, *Rabotchoé* Outre le sermonne pour son pas trop franc, mais donne entièrement son adhésion politique aux conséquences de ce geste, dans lesquelles le social-patriote continue, sans être molesté, à jouer un rôle déterminant.

« Il faut user des élections jusqu'au bout, indépendamment du rapport à la participation envers la défense nationale. » Telle était « l'idée » poltronne, dépourvue de principe, des cercles de l'O.K. — une idée qui n'est qu'une forme à demi-masquée de capitulation devant le Social-patriotisme. De fait, les éléments « diplomates » de l'O.K. ont livré une formule vide aux éléments « patriotes » qui se sont empressés de la remplir d'un contenu politique de leur choix. Tout compte fait, les élus de l'O.K. se sont retrouvés 81, alors que nous sommes fiers d'en avoir 90.

Mais l'affaire n'en reste pas là. Goutchkov et Khvostov se sont portés à toute allure à la rencontre de Gvosdiev. Leurs efforts conjugués fournirent encore une quinzaine d'électeurs au bloc social-patriotique de septembre<sup>22</sup>. Après que les Internationalistes eurent quitté la salle en signe de protestation (*Rietch* parle de Bolcheviks et de Populistes), le héros de ce petit coup d'état gouvernemental, Gvosdiev, rassembla 95 électeurs sous sa bannière. Dix « représentants » ouvriers furent choisis pour entrer dans le Comité de l'industrie de guerre et six, dans celui de l'armement. « L'utilisation organisationnelle », indépendante des principes politiques, consiste pour les « leaders » à se débarrasser des principes moraux. Les électeurs que l'O.K. entraîna dans le camp des Plékhanov et Potriessov, se sont retrouvés par la logique des choses sous le drapeau gvosdiévien.

Il est pour le moment absolument indifférent de savoir si ces électeurs pourront se maintenir au comité, ou s'ils partiront en claquant la porte, en portant, malgré eux, un coup sensible à la « défense nationale » qu'ils s'apprêtent à servir. Il est indubitable que les sociaux-patriotes supporteront les plus cruelles épreuves, en usant pour les surmonter, de leurs influences et de leur réputation.

Mais il est indispensable de bien se mettre en mémoire le fait politique sur lequel aucun membre de notre parti ne doit fermer les yeux : *le bloc social-patriotique a amené*

---

<sup>22</sup> 213 convocations furent envoyées, 185 parvinrent à destination, il y eut 153 électeurs, puis 23.

à la scission au sein du prolétariat pétersbourgeois ; ayant subi une défaite, il s'est allié aux autorités afin de falsifier la volonté du prolétariat, et, passant par-dessus la tête de la majorité révolutionnaire, a envoyé ses partisans dans une organisation de défense nationale.

Ont adhéré à ce bloc les électeurs rassemblés sous le drapeau du Comité organisationnel.

Nous avons devant nous la pire forme de la méthode employée par les « briseurs de grève politiques ». Mais un tel procédé conduit à deux réactions : indulgence et participation, ou bien résistance organisée, acharnée et inlassable.

(*Naché Slovo*, 29 décembre 1915).

### **ZIMMERWALDIENS OU GVOSDIÉVIENS ?**

Nous avons reproduit une communication du journal de Samara *Naché Goloss* (n° 11, du 1<sup>er</sup> décembre) racontant que, dans les milieux en vue menchéviks (on parle visiblement de l'O.K.), l'opinion se répand que la fraction parlementaire Cadet doit conserver l'ancienne position, c'est-à-dire affirmer avec plus de vigueur la volonté des Cadets et exprimer sa solidarité aux positions adoptées à la conférence de Zimmerwald.

On annonçait ensuite que les cercles mentionnés avaient élaboré une plateforme qui différait des déclarations déjà connues venant de Pétersbourg et de Moscou ; celles-ci étaient archi-patriotiques comme nos lecteurs s'en souviennent. La vague des formules employées enlève une grande partie de la valeur qu'on voudrait attribuer à cette communication qu'on désirerait saluer si elle nous donnait le droit d'espérer que les « cercles menchéviks de marque » ne se bornent pas à une plateforme différente de celle des sociaux-patriotes, et qu'ils engagent contre ces derniers une lutte impitoyable.

Entre temps, nous trouvons dans *Naché Goloss* (n° 9, du 8 novembre), dans la lettre du même correspondant de Pétrograd (Ivanov), une communication qu'il est indispensable de comparer au n° 11, afin de se faire une représentation nette, et non illusoire, de l'état réel des choses.

« ...La question qui préoccupe, en ce moment, les « cercles menchéviks de marque », est le renouvellement de la campagne pour les élections au Comité central de l'industrie de guerre. Il est difficile, en général, d'approuver l'inachèvement de cette manifestation politique à laquelle ont pris part de grandes masses de travailleurs. Les travailleurs conscients jugent indispensable d'obtenir du Comité central une deuxième convocation des électeurs en vue des décisions à prendre. La question se discute dans des réunions partielles, et l'on recueille des signatures pour une déclaration concordante.

Nous répétons encore une fois : les deux correspondances, distantes l'une de l'autre de trois jours, rédigées par la même personne, ne partageant pas le point de vue de *Naché Diélo*, mais défendant la position des « cercles menchéviks de marque » — quel que soit le nom de l'auteur — indiquent qu'il parle de milieux proches du Comité organisationnel.

Ainsi, les mêmes cercles qui déclarent adopter la position prise à Zimmerwald, ont pris une part active au « coup d'état » miniature qui reste lié au nom de Gvosdiev. Le journal social-patriote *Narodnaia Gazetta*, a reconnu que la conduite de Gvosdiev et des siens était scandaleuse : les électeurs ne le sont pas à vie, écrit ce journal avec justesse ; leur état d'esprit peut changer, mais cela ne renseigne pas sur la volonté des masses ; celles-ci doivent être consultées par celui qui n'est pas satisfait de la première décision des électeurs. Mais les Sociaux-patriotes ne tiennent pas à s'engager sur cette voie, d'autant plus qu'ils n'auront pas l'assentiment de leurs alliés de l'administration. Que font donc les travailleurs conscients ? Soutenus par les menchéviks, il se de mèche avec le Comité goutchkovien. Et sur cet accord contraire à tous les principes élémentaires de la démocratie, porte témoignage, le front pur, le même correspondant qui nous signalait, il y a trois jours, que les Menchéviks approuvaient Zimmerwald !

Que signifie tout ceci ?

« Il est difficile de s'y retrouver, on n'y comprend rien ! », c'est ainsi que répondent les Menchéviks-internationalistes, chez qui l'instinct de l'auto-conservation du parti (mais non socialiste-révolutionnaire) enlève toute envie de comprendre et de s'y retrouver, dès que l'on parle du cours des choses dans le bloc d'« Août ».

Cependant, il n'y a rien de mystérieux et d'énigmatique.

Le Comité organisationnel (O.K.) se rapproche de Zimmerwald. Donc, il est contre la participation à la défense nationale ? Oui, mais il tient à « l'utilisation organisationnelle » des Comités de l'industrie de guerre. Fort bien, mais que signifie « utilisation » ? Il semblerait que ce soit l'établissement de l'influence révolutionnaire et internationaliste dans les masses ouvrières. Mais alors de quelle façon l'O.K., en adhérant à Zimmerwald, peut-il rompre avec ses 90 représentants et les attaquer avec l'appui du bloc administratif et social-patriote ? C'est très simple : le Comité n'avait pas besoin d'entrer dans le bloc social-patriote, car de par sa constitution et ses méthodes, il forme un bloc de sociaux-patriotes et d'internationalistes. Pour ces derniers, le lien « de parti » avec les sociaux-patriotes est plus important que le lien *idéologique et politique* avec tout le camp internationaliste. C'est la preuve irréfutable de ce que leur internationalisme peut présenter de désespéré, car ils restent chez les sociaux-patriotes et servent de piège pour les éléments irrésolus et arriérés de la classe ouvrière.

Qui — réellement, et non en paroles — adhère à Zimmerwald, prend l'obligation de lutter implacablement contre les sociaux-patriotes. Si Ledebour et ses amis, soucieux de conserver l'unité et la discipline du Parti, avaient continué, après Zimmerwald, à s'abstenir de voter les crédits, nous aurions regardé ce fait comme la première violation du sens et de l'esprit des décisions de Zimmerwald. Mais le premier manquement aux obligations zimmerwaldiennes provient du bloc d'« Août » qui ne « s'abstient pas », mais s'agite activement contre les Internationalistes, dans le même temps que ses représentants à l'étranger critiquent Ledebour pour son attitude peu franche et peu active envers les sociaux-patriotes. S'il s'agissait pour Ledebour de maintenir l'unité d'un parti de quatre millions de membres, pour les « Internationalistes » de l'O.K., il ne s'agit que de maintenir leurs liens avec les Menchéviks-patriotes. Les abstentions de Ledebour

eurent lieu jusqu'à Zimmerwald, mais la honte « gvosdiévienne » se manifesta après Zimmerwald.

Nous n'allons pas insister pour démontrer que la contradiction est gravement compromettante et politiquement insupportable. Que les bureaucrates et les diplomates du bloc d'« Août » présentent notre critique comme une manifestation de mauvais vouloir envers les menchéviks, ne nous arrête nullement. Nous considérerions comme le pire pharisaïsme de dénoncer l'ambiguïté de Kautsky et de Haase, de crier à Vandervelde « À la retraite ! », de stigmatiser Pressemane<sup>23</sup>, qui, tous, adhèrent à Zimmerwald, pour nous détourner de celui-ci et fermer les yeux sur ce qui se passe en Russie dans le « Bloc d'Août », pour empêcher les masses de faire la différence entre Zimmerwald et le mouvement gvosdiévien.

Si nous revenons sur ce point avec tant d'insistance — et nous y reviendrons encore —, c'est parce que nous avons la conviction profonde qu'il existe de nombreux et précieux cadres chez les Internationalistes-menchéviki que le mouvement ouvrier ne doit pas rejeter, mais qui, pour le moment, sont paralysés et découragés par la politique de leurs dirigeants. Pour ces Internationalistes, il est indispensable de rompre avec éclat avec les États-majors de *Naché Diélo* et de *Rabotchoé Outro* et de présenter aux masses le drapeau de l'Internationalisme. C'est l'unique moyen d'attirer à soi les hésitants et de couper l'herbe sous le pied aux sociaux-patriotes.

(*Naché Slovo*, 14 janvier 1916).

## LE SOCIAL-PATRIOTISME EN RUSSIE

### Leur « victoire »

Du long monologue social-patriote communiqué par Boretsky (Ouritsky), nos lecteurs ont pu se rendre compte à quel point est majestueux le triomphe des sociaux-patriotes après les élections aux Comités de l'industrie de guerre. Pétrograd est pour eux, Moscou est pour eux, la province est pour eux — les villes, les villages, les femmes, les hommes, les vieux, les enfants, les Marxistes et les Populistes — tous sont pour eux et avec eux ! Rien d'étonnant à ce que tous les Avkxentiev et Alexinsky de *Prisiv* essayent modestement leurs tricornes de feld-marshall dans chaque numéro du journal et que Plékhanov, qui s'était éloigné de *Prisiv* comme de la peste, méditant, sans doute, de gagner des positions préparées à l'avance, s'est manifesté dans un journal des sociaux-patriotes. K.D. et S.R. Sans doute, ils ont des raisons de se réjouir ! Leurs représentants sont passés partout contre la volonté des Internationalistes, dans ces élections aux Comités de l'industrie de guerre dont les raisons d'être sont d'adapter l'industrie russe et son personnel aux exigences de la « Défense nationale ». Ces représentants passent aux yeux des classes dirigeantes et dans le miroir de la presse

---

<sup>23</sup> Socialiste français, guesdiste, se considérant comme de « gauche ». Il est membre actuellement du parti de Blum-Longuet.



bourgeoise, pour les défenseurs authentiques des masses laborieuses. Il serait maladroit de nier ces faits. Mais il ne serait pas fonder de les surestimer.

La conjoncture politique générale, dans l'atmosphère de laquelle se sont déroulées les élections (la capitulation des plus puissants Partis socialistes européens, la défaite militaire russe, la démoralisation de l'Intelligentsia socialiste russe) a déjà été soumise à notre examen. Maintenant nous voulons étudier les circonstances dans lesquelles ont eu lieu les élections ? Quelles sont les dimensions réelles de la victoire des sociaux-patriotes et quel est son poids politique ?

Pour écarter tout subjectivisme de notre part, nous utiliserons les jugements de la presse bourgeoise et social-patriote et, avant tout, ceux du journal moscovite, *Narodnaia Gazetta*. Cette publication, déjà défunte, considérait uniquement la participation de la classe ouvrière à la défense nationale et décrivait avec de merveilleuses couleurs comment les alliés, grâce à leur sage politique démocratique, préservaient leur unité nationale. Nous en avons assez dit pour caractériser ce journal. Ajoutons toutefois qu'il a toujours gardé un ton convenable et essayé de préserver son patriotisme des Nozdrev et des Khlestakov.

Écoutons maintenant comment cet organe social-patriote s'exprime au sujet des élections placées sous le signe de Gvosdiev, dans un article au titre expressif : « En dépit du bon sens... ». Le journal souligne qu'en opposition aux élections moscovites qui furent « un jeu étrange dans le noir », celles de Pétrograd eurent droit à une large campagne d'information : « Les ouvriers eurent toute la possibilité de se familiariser avec ce que sont les Comités de guerre... de nombreux mandatés reçurent de leurs électeurs des recommandations par écrit. À l'assemblée des mandatés triompha le courant qui se prononçait catégoriquement contre la participation aux Comités. » Telle était, poursuit le journal, la volonté des travailleurs pétersbourgeois. On peut démontrer la faillibilité d'une telle décision, on peut critiquer sa portée pratique, mais on ne peut dénier aux travailleurs le droit à « leur propre jugement » ; et qui estime et respecte la solidarité de classe, doit se soumettre aux « commandements de la majorité ». Mais ce fut tout autre chose qui arriva. La minorité obtint de l'administration, non un nouveau référendum — ce qui serait légal —, mais une nouvelle réunion des mandatés. « Des 218 élus, il n'en vint que 153. 5 avaient été arrêtés, 6 ne furent pas recherchés et 1 renonça à son mandat. » Il n'en resta que 99 après le départ des Internationalistes, donc 45 % qui, bien que n'étant pas d'accord sur tout, prirent la résolution de participer aux Comités. « Ainsi, une fraction insignifiante des mandatés a résolu, avec une audace stupéfiante, la question qui agitait et agite encore la classe ouvrière pétersbourgeoise. Ils ont passé outre à la volonté de la majorité de leurs camarades, ils ont bafoué les droits de leurs électeurs et ont détruit les droits élémentaires d'élections démocratiques. »

C'est en ces termes que la victoire des gvosdiévistes est qualifiée par un journal qui appelait le peuple à « lutter de toutes ses forces pour la défense nationale ». Rien d'étonnant à ce que Prisiv ait trouvé l'orientation de *Narodnaia Gazetta* indéterminée ! En vérité, il défend la défense nationale et se fâche pour une falsification de la volonté des travailleurs ! Le patriotisme... ou on l'avale tout entier ou on le recrache intégralement ! Il est bien naïf ce journal qui demande aux ouvriers de soutenir le tzar et s'indigne de la malhonnêteté politique des ennemis de la révolution ! Quand on

décapite, prend-on garde aux cheveux ? Mais quelles que soient les incohérences du journal, son jugement sur la victoire des sociaux-patriotes conserve toute sa vigueur.

Passons maintenant aux élections moscovites. Ici la victoire des « défenseurs » fut écrasante ; un quart seulement des mandatés se refusa à prendre part à l'élection des représentants au Comité de guerre. Il est clair que tout le prolétariat de Moscou se tient derrière Plékhanov, Potriessov et Gvosdiev. Adressons-nous à un journal social-patriotique local. « Les travailleurs, ainsi raconte le journal, ont choisi leurs représentants dans une institution dont ils ne savaient strictement rien. Aucune campagne préélectorale n'a eu lieu... En fin de compte, un nombre extrêmement bas de travailleurs prit part à l'élection des mandatés. Certains de ces derniers reçurent un nombre de voix si misérable qu'on ne peut parler de représentation. » Le journal fournit des exemples : chez Schrader avec 1 105 ouvriers, les mandatés obtinrent 59 voix, chez Giraud et ses 3 268 travailleurs, 198 suffrages, etc., etc. avec une parfaite justesse, le journal conclut : Les masses laborieuses moscovites ne peuvent dire qu'une chose : *on m'a marié, mais sans que j'y sois !* » Ainsi nous apparaît la victoire des « défenseurs ».

En comparant les élections de Moscou et de Pétrograd, la conclusion vient d'elle-même : plus le milieu ouvrier est arriéré, moins il sait ce que signifie un Comité de guerre, plus il se comporte passivement envers la vie politique — et plus les sociaux-patriotes ont de chances ! L'exemple donné par Moscou prouve bien que les gvosdiéviens n'ont entraîné que la partie la plus arriérée des travailleurs, exploitant les influences exercées sur celle-ci par la presse bourgeoise et la pression de l'administration.

Il n'est pas difficile de se représenter comment les élections ont marché en province. À Kiev, où les « défenseurs » remportèrent une de leurs plus brillantes « victoires », aux dires de Kievskaia Mysl, « l'assemblée des élus ne donne pas une représentation exacte du vœu des travailleurs : il n'y eut aucune réunion d'information, et la pression administrative se fit sentir activement ». De leur côté, les vainqueurs, tout en reconnaissant que « les conditions méritaient des protestations », ne refusèrent pas le succès que leur donnaient ces conditions. Dans ce sens, l'expérience gvosdiévienne a joué pleinement son rôle : la coopération avec l'appareil administratif devait produire, en province, l'effet le plus démoralisateur. En certains endroits, cependant, il n'y avait pas de quoi se démoraliser : ainsi à Saratov, l'administration « invita » tout simplement deux travailleurs pleins de promesses à présenter les idées de Plékhanov, sans déranger le moins du monde les ouvriers ! ... la victoire est montrée ici sous son aspect administratif le plus pur.

Nous avons assemblé assez de données pour oser prétendre ramener le triomphe des sociaux-patriotes à ses justes proportions. Les Internationalistes n'ont aucun motif de se laisser aller au pessimisme, devant les efforts des sociaux-patriotes sous l'œil vigilant de l'appareil gouvernemental.

Dieu ne t'abandonnera pas, le Social-patriotisme ne te dévorera pas.

« Les multitudes des plates vérités nous sont plus chères qu'une tromperie qui nous élève. »

« La destruction et la perte du pays menaçant avant tout les intérêts des travailleurs, et à son salut ceux-ci sont plus intéressés que les autres classes de la société », telle est la déclaration faite dans son appel aux travailleurs, « Aux ouvriers russes », par le groupe ouvrier du Comité central de l'Industrie de guerre, guidé par Gvosdiev. Le groupe ouvrier moscovite, luttant pour son indépendance au sein du Comité, se réfère à l'entrée des travailleurs dans le Comité « pour sauver la patrie de la destruction ». *La position politique des groupes ouvriers dans les Comités de guerre possède un caractère social-patriotique nettement déterminé.* Dans ces nouvelles manifestations social-patriotiques, il n'y a rien d'inattendu pour celui qui a suivi la lutte se déroulant au sein des masses ouvrières autour de la question de participation aux Comités de guerre.

Si nous jugeons indispensable de reposer la question, ce n'est pas parce qu'elle peut semer le doute chez les personnes *qui veulent voir ce qui est*, mais parce que les doutes et les malentendus sont *créés artificiellement* par un groupe littéraire qui édite « Les Nouvelles du Secrétariat pour l'Étranger du comité organisationnel ». Dans le n° 3 de cette publication (menchévik), Naché Slovo se fait sévèrement étriller pour son ignorance des profondes différences qui existèrent et existent encore dans le camp des participants aux Comités de guerre. « Nos camarades unis dans leur décision (de participer aux Comités) ont été guidés par des motifs divers, parfois opposés. » Plus loin, est exposée la classification suivante : « Il n'y a presque pas de nationalistes authentiques du type Plékhanov chez les partisans de la participation. » Lévitky et Tchérévanine (aile droite) ont défendu la participation « non pas tant par amour de la patrie que pour le bloc politique formé avec l'opposition bourgeoise ; puis, il reste une aile gauche où se tiennent des « Internationalistes bien définis » (type Dann), qui appellent les travailleurs à se grouper sous le slogan « de la lutte internationale pour la paix ».

Le deuxième article, consacré également à cette question (Les Comités de l'industrie de guerre et la tactique social-démocrate), reproduit un grand nombre de citations et de références pour démontrer que les Internationalistes appellent les ouvriers à la participation pour des raisons qui n'ont rien de commun avec celles des « défenseurs ». Nous n'entendons pas un mot sur la position adoptée par le Comité organisationnel ; mais comme, contrairement au groupe parisien des Menchéviks qui déclarait « mauvaise » la politique de l'O.K., les Izvestia la déclarent salubre, il nous faut conclure que l'O.K., en synthétisant harmonieusement les quatre tendances du « Bloc d'Août » (nationaliste, opportuniste, organisationnelle et internationaliste) n'adhère pas à la position prise par la défense nationale.

Qu'on ne s'étonne pas alors de l'indignation des Izvestia devant nos efforts haineux pour renverser le bloc d'« Août ». Toutes ces accusations, citations et classifications, ont la carence de représenter une *interprétation littéraire de faits politiques*. Si la majorité des « Aoûtiers », ou même la moitié, avait participé aux élections sous le drapeau soit « anti-défense nationale », soit sous celui de l'Internationalisme, la répercussion n'aurait pas manqué de se faire sentir dans la composition des groupes ouvriers et de leurs élus ? *Les ouvriers des Comités centraux, pétersbourgeois, moscovite, de Kiev, etc. tiennent une position de défense nationale.* Dans toutes leurs

déclarations et actions, apparaît la « défense nationale ». S'ils veulent utiliser les possibilités organisationnelles, c'est sur la base de la défense nationale. S'ils reconnaissent la nécessité de rétablir les liens internationaux, ce n'est pas autrement que sur la base du principe de l'auto-défense nationale. C'est la position qu'ont prise, dès le début de la campagne électorale, les éléments qui se sont mis à la tête des participants.

« Quand la patrie est en danger — c'est la première déclaration du groupe moscovite au sein du Comité —, c'est le devoir pour les citoyens de la classe ouvrière de la défendre contre l'agression ennemie qui apporte la destruction et, particulièrement, aux travailleurs. » Gvosdiev s'est, au début de la campagne électorale, posé en défenseur actif. Il télégraphia à Moscou, après les élections, pour rappeler le « double problème » du prolétariat : libérer le pays de l'ennemi extérieur et de l'ennemi intérieur. Les élus moscovites de Tchérigorodtsev envoyèrent à Riabouchinsky des propositions de télégrammes pour Lloyd-George et Albert Thomas, contenant des souhaits pour la victoire commune. Gvosdiev envoya un télégramme de condoléances à Guesde (à la mort de Vaillant), télégramme rédigé en termes violemment patriotiques. Toutes ces belles actions se firent au nom des groupes ouvriers des Comités ; on n'entendit pas un mot de protestation. La rédaction des Izvestia ne pouvait ignorer tout cela, car tous les faits cités et tous les documents ont été reproduits par *Naché Goloss*, dont Gvosdiev est le collaborateur.

La différence entre les points de vue de Dann et de Bibik ne nous a pas échappé ; nous en parlerons demain. Quant à la tactique de Dann : entrer dans les Comités pour y faire de la propagande contre la guerre, nous le savons par le numéro 3 des *Izvestia*, et nous le confessons, nous n'avons jamais entendu parler d'un tel « courant » dans le bloc « Aoûtien ». Nous ne connaissons pas son ampleur. Mais nous savons, par contre, que ce « courant » est inexistant, car pas un mot n'a été prononcé à son sujet ni par les élus, ni par leurs représentants. De fait, les élections ont été organisées par Gvosdiev. Celui-ci est partout et le bloc d'« Août » est représenté politiquement, aux yeux des ouvriers, par Gvosdiev ! Nous n'avons ni le droit, ni le désir, ni la possibilité de cacher ce fait. Mais les inspirateurs réels du bloc ne sont ni le Secrétariat pour l'Étranger, ni le « courant tactique de Dann », mais bien les membres de la rédaction de la revue *Samozachita* comprenant Potriessov, Masslov, Dmitriev, Maievsky, Lévitky, Batoursky, Tchérévanine, Anna Sédova, Gvosdiev, Koubikov, Bibik, etc. Ils déclarent collectivement que l'« idée de l'Internationalisme et l'idée d'auto-défense du pas... *présentent cette unité qui définit la ligne de leur politique pratique* ». (Avant-propos.) Potriessov, le théoricien du groupe, définit la philosophie politique par le slogan « par le patriotisme — il n'y a pas d'autre voie pour le royaume international de la fraternité et de l'égalité ». Justement Gvosdiev appartient à ce groupe, cet homme qui concilie l'Internationalisme et la Patriotisme en collaborant avec Goutchkov ! Le Comité organisationnel n'est, en fait, que la courroie de transmission entre l'idéologie potriessovienne et la réalité gvosdiévienne.

Voilà réellement l'état des choses.

Le Secrétariat pour l'Empereur a pris comme devise les vers de Pouchkine : « Les multitudes des plates vérités nous sont plus chères qu'une tromperie qui nous élève. » Mais dans cette affaire, nous ne sommes pas pour Pouchkine, mais pour Lassalle qui

disait : *aussprechen was it* (dire ce qui est). C'est le début de toute politique révolutionnaire. Les littérateurs des *Izvestia* polémiquent avec les sociaux-patriotes avec de l'encre contenant de la pommade, alors qu'ils nous écrivent avec un mélange de bile et de vinaigre. Mais les fourberies les plus hautes périront alors que les faits politiques demeureront.

### « Les Industries de Guerre » de la social-démocratie et de ses groupements

Si l'on veut préciser officieusement et avec optimisme les traits du bloc « d'Août », voici ce qu'il en résulte : la participation de ce bloc aux Comités de guerre est un fait regrettable, car il place le prolétariat sous la dépendance des organisations bourgeoises ; mais objectivement, cette participation ne signifie pas pour la majorité des participants un soutien à la guerre ; simplement, le bloc « d'Août » est entré dans une chambre et s'est retrouvé dans une autre. Évidemment, on peut affirmer, avec juste raison, qu'en politique ne comptent pas les efforts subjectifs — l'enfer en est pavé —, mais les conséquences politiques. Mais cette affirmation est trop générale pour les conclusions qui nous intéressent. Pour justifier sa politique attentiste et passive, le Secrétariat pour l'Étranger est obligé d'idéaliser sa conscience subjective : nous observons ce travail de retouches depuis le début de la guerre. Dans le précédent article, nous avons essayé d'enlever la retouche officieuse du tableau politique du bloc « Aoûtien » et nous espérons que nos lecteurs se sont aperçus de ce qui est : aux élections, le bloc Cadet a mobilisé les ouvriers avec l'aide de l'appareil gouvernemental et sous l'hégémonie des sociaux-patriotes. *Gvosdiev* et, derrière lui, *Potriessov*, *Lévitsky*, etc. sont entrés dans une chambre. Mais leurs conversations « entre nous » ne sont pas suffisantes pour qu'ils en sortent. Tout leur comportement montre qu'il faudra les en expulser. À cet effet, nous devons rassembler des forces, c'est-à-dire mobiliser la force contre eux. Et nous pouvons le faire qu'en rompant totalement avec eux.

Mais comment agir avec les participants non « défenseurs » ? Nous avons démontré que leur existence ne signifie strictement rien : tous les groupes ouvriers ont une position social-patriote. Mais il y a des groupes, littérairement parlant, qui appellent les travailleurs, non pour des questions de « défense nationale », mais pour des problèmes soit politiques, soit organisationnels. En dépit des affirmations des *Izvestia*, nous n'ignorons pas toutes ces nuances littéraires et idéologiques ; nous le ferions sans peine avec des dizaines de citations tirées des numéros précédents de *Naché Slovo*. Mais en étudiant ces nuances, nous avons différencié celles qui appartiennent aux *Potriessov* et autres *Gvosdiev*, celles qui donnent le ton politique et les autres, celles qui conservent un caractère purement littéraire, mais servent politiquement les premières citées. Et nous estimons que le rapport entre ces nuances est digne d'être remarqué.

À côté du nationalisme déclaré de *Plékhanov*, qui ne subsiste pratiquement pas dans le bloc « Aoûtien », les *Izvestia* distinguent encore trois groupements de partisans de la participation.

*Primo*, le « courant » de *Lévitsky* et de *Tchérevanine*. « Il n'est issu pas plus du nationalisme que de l'opportunisme. » Mais qu'est-ce que le social-nationalisme, en général, sinon de l'opportunisme adapté aux conditions de la guerre impérialiste ? Pour autant que l'opportunisme limite les mouvements ouvriers à la lutte pour des réformes,

il doit inévitablement chercher le rapprochement avec la bourgeoisie et se mettre sur les rails du Nationalisme et de l'Impérialisme. Sous ce rapport, Lévitky-Tchérevanine-Maiévsky ne se distinguent pas de Ebert et de Scheidemann, à part sa taille plus modeste. Il ne faut pas oublier qu'en Allemagne, existent des extrémistes de droite, Sudekum et Heilmann, comparables à notre Plékhanov.

**Secundo**, *Les Izvestia* constatent qu'une « majorité importante de participants » a adopté une « position plus à gauche » : que ces éléments ne conçoivent pas encore bien l'idéologie des « défenseurs », mais qu'ils se rendent aux Comités pour l'union des classes. Il s'agit des partisans de « l'utilisation organisationnelle » qui tiennent à la forme, en ignorant ou tentant de neutraliser le réel contenu politique. Il est incontestable que le fétichisme organisationnel sans idéologie, représenté par Ejov et Oransky, a joué un grand rôle dans l'orientation politique des sphères dirigeantes du bloc d'« Août ». Ce fait — mais dans de plus majestueuses proportions — n'a-t-il pas été déjà observé chez la Social-démocratie allemande ? Là-bas, il est vrai, il ne s'agissait pas de la « création » — avec la collaboration de Goutchkov — d'une organisation de classe, mais de sa conservation — avec la condescendance de Hindenburg. Mais cette différence, provenant des dimensions inégales des organisations, ne change en rien l'affaire. Là-bas, ayant uniquement en tête le souci de garantir la caisse, les maisons, les journaux, les institutions, les bureaucrates fétichistes, type Molkenbuhr, ont suivi passivement les sociaux-patriotes. Ici, chez nous, les Ejov et autres « malins » de *Naché Goloss* appellent les ouvriers à entrer dans les Comités de guerre, en priant en vain les Gvosdiev et les Tchérorodtsev de ne pas trop mettre leurs faces patriotiques en évidence<sup>24</sup>. Mais la politique a horreur du vide. Les ouvriers entrent dans le Parti et dans les Conseils non pour « l'organisation », mais pour la lutte qui doit résoudre le problème des classes. Les travailleurs entrent dans les Comités de guerre, non pour « l'utilisation », mais pour la défense de la patrie ou pour obtenir des concessions de la part de la bourgeoisie en échange d'un appui. Ceci signifie que les sociaux-patriotes conscients, Scheidemann et Gvosdiev prennent forcément le dessus sur les organisations fétichistes et les doctrinaires de « l'utilisation », tels que Molkenbuhr, Ejov, et les obligent à les servir.

**Tertio**, le troisième courant est représenté par des « Internationalistes bien définis ». C'est dans cet esprit que s'est exprimé dans *Naché Goloss*, un personnage très connu et influent dans les cercles menchéviks, le dénommé Dann. Nous savons que dans les milieux Cadets, il n'y a aucun partisan de cette position. Mais un Comité de l'industrie de guerre n'est pas un parlement où l'on juge et (en principe) l'on résout des problèmes de guerre et de paix. « Il faut avoir présent à l'esprit, explique Goutchkov, que les questions politiques sont en dehors de la compétence de l'organisation de guerre. » En quoi peut donc consister la tactique de Dann ? S'il s'agissait uniquement d'entrer dans les Comités pour y lancer des slogans contre la guerre, les fauteurs de guerre et les organisateurs, on n'y trouverait rien à redire, en *principe*. Mais, après avoir déclaré sa non-participation aux efforts de guerre, il serait absurde de continuer à faire partie du

---

<sup>24</sup> « Il y a un danger, écrit Ejov, c'est celui d'embellir notre programme par une couleur « défensive ». Un tel embellissement, loin d'attirer les ouvriers ne peut que les rebuter et accroître leur passivité. » En d'autres termes, Ejov aide Gvosdiev à attirer dans le camp des « défenseurs » ceux qui, jusqu'ici, ont été effrayés par la théorie de la « défense ».



Comité. On ne peut, en même temps, se réclamer du slogan « de la lutte internationale pour la paix » et rester dans une institution qui est occupée uniquement à produire le maximum d'obus : cette politique serait d'un Don-Quichottisme caricatural et s'épuiserait d'elle-même le lendemain. Mais Dann ne veut participer que pour défendre les intérêts de classe du prolétariat. Donc les représentants des travailleurs rejettent toute responsabilité quant à l'aide apportée aux efforts de guerre et se déclarent pour le slogan « de la lutte internationale pour la paix », mais ils se tiennent sur le terrain de la participation collective et organisée des travailleurs à la défense nationale et, sur ce terrain, défendent les intérêts ouvriers. Ceci ramène pratiquement le Parti dans les cadres définis par Gvosdiev. Il est clair qu'une telle tactique suppose un refus total de la mobilisation révolutionnaire des masses contre la guerre. C'est un Internationalisme formel, verbal, passif et possibiliste. Son activité commence au point où elle cesse d'être... internationaliste. La tactique qui, à première vue, appartenait à Don Quichotte, ne l'est, en réalité, que de Sancho Pança. Mais le pragmatisme de ce dernier est d'autant plus mortel que la conjoncture politique est dramatique. Nombreux sont les ouvriers qui ne peuvent assimiler à la fois cette hostilité irréductible à la guerre et la tactique du « parasitisme ». Celui qui chérit le slogan de la lutte internationale pour la paix n'entre pas dans la communauté des fauteurs de guerre. Celui qui juge indispensable d'entrer dans les Comités de guerre, acquiert l'idéologie du Social-patriotisme. Voilà pourquoi la tactique suprêmement astucieuse de Dann n'a jamais dépassé le cadre d'un journal.

De ce qui précède, nous espérons qu'il est clair que nous n'ignorons rien des nuances que se partagent les politiques du bloc « d'Août ». Mais nous ne nous contentons pas de constater leur existence, nous les analysons. Si cette analyse est vraie — et nous pensons qu'elle l'est —, alors en découlent des conclusions irréfutables. Seuls les sociaux-patriotes conscients, les « gvosdiéviens » ont une signification politique. Le reste des nuances joue un rôle subalterne et de second plan. Le sort de ces nuances dépendra du cours de la lutte entre les Sociaux-patriotes et les Internationalistes. La lutte politique contre Gvosdiev ne ressemble en rien à celle contre Ejov et Dann. Il faut des méthodes et des arguments convaincants — non pour ces derniers, mais pour les masses. Si les masses sont convaincues, elles convaincront Ejov — ou bien elles l'enjamberont. Le langage pour les masses doit être révolutionnaire, non diplomatique et conditionnel. Pour cela il faut arriver à une rupture éclatante avec les sociaux-patriotes devant les masses qu'ils ont démoralisées et trompées.

### *Les classes et le parti, les masses et les chefs*

Il est incontestable que la diffusion des idées social-patriotiques parmi les masses ouvrières est due à l'offensive victorieuse de l'ennemi, l'année dernière. Les défaites ont jeté le trouble non seulement chez les bureaucrates, mais aussi chez les travailleurs. Elles ont découvert leur influence démoralisatrice et paralysante. Le slogan « la défaite de la Russie, c'est le moindre mal », valable dans le sens de la *prévision théorique* ne l'est pas du tout quand il s'agit du sens *propagandiste* et, pour ce motif, fut rejeté par tous les groupements internationalistes en Russie. Il est totalement liquidé maintenant : si les défaites brisent la volonté du prolétariat, lui conférant une mentalité, pour ainsi dire « biologique », le Parti révolutionnaire ne doit pas regarder la défaite comme une alliée.

Il serait, néanmoins, absolument faux de croire que les défaites convertissent automatiquement les masses en partisans des Sociaux-patriotes. La défaite — de façon plus frappante que la guerre elle-même — pose aux masses des questions inhabituelles et inéluctables et cause en elles un trouble quant au territoire « national », à la vie culturelle et économique et, enfin, au destin des populations des provinces-frontières. Le Socialisme révolutionnaire n'ignore pas ces questions, mais il rejette les réponses réactionnaires et illusoire ; il dit aux masses : « Vous n'avez pas d'autre moyen de défendre la culture humaine, l'indépendance de votre nation, que la solidarité internationale et que votre combat révolutionnaire contre le militarisme et ses bases capitalistes. »

Pour que le trouble provoqué par les défaites pousse les masses vers le Social-patriotisme, il faut qu'à la réponse fournie par le Socialisme révolutionnaire soit opposée une autre réponse s'appuyant sur la mentalité primitive des couches les plus arriérées et l'étroitesse de leurs vues politiques. La presse bourgeoise s'empresse de donner cette réponse. Elle accomplit une besogne démagogique considérable en liant les sentiments humanitaires des masses aux idéaux sociaux du militarisme national. Mais le prolétariat européen, le russe inclus, n'est pas désarmé devant la société bourgeoise ; entre les masses prolétariennes et les classes bourgeoises, il y a toute l'organisation socialiste, et grâce à celle-ci, le prolétariat apprend à modifier son attitude par rapport à l'idéologie bourgeoise. Quel rôle immense et aussi quelle écrasante responsabilité que celle du Socialisme à une époque comme la nôtre ! C'est de lui que dépend la future orientation des prolétaires : le mouvement ouvrier suivra-t-il le chemin de l'Internationalisme ou se laissera-t-il entraîner sous le drapeau du Social-patriotisme ? ...

Il serait faux de penser que les organisations et les syndicats socialistes ont été amenés à la collaboration avec le pouvoir sous la pression directe des masses. Elles ne l'ont fait que sous la *pression énorme de la nation bourgeoise*, dont les rouages les plus importants étaient en relations avec la bureaucratie des Partis socialistes. Il est incontestable que les masses qui avaient passé par l'école de la discipline n'ont pu trouver une force de résistance suffisante à l'idéologie bourgeoise qui leur était diffusée par les organisations socialistes elles-mêmes. Il reste le fait indiscutable que la crise socialiste a été provoquée par *la capitulation des organisations de classes dirigeantes*, non devant la passivité des masses, mais devant la *pression méthodique de la bourgeoisie et du pouvoir*. Les slogans social-patriotes sont apparus non dans celui où les bureaucrates du Parti, les parlementaires socialistes et les diplomates professionnels (industrial diplomacy)<sup>25</sup> sont en contact avec les représentants responsables de la bourgeoisie.

C'est un fait que *partout* où les organisations dirigeantes ont conservé les positions de l'Internationalisme, elles ont, malgré les hésitations des masses, gardé et même élargi ces positions. *Nulle part* l'idéologie nationaliste n'a réussi à conquérir les masses contre la volonté des organisations dirigeantes. Pour que le prolétariat tombe prisonnier de

---

<sup>25</sup> *Kriegs und Friedensprobleme der Arbeiterklasse.* (Problèmes de paix et de guerre de la classe ouvrière.)

l'idéologie militariste, il a fallu sinon, l'intervention, du moins la passivité des sphères socialistes dirigeantes.

Non seulement de la part des Sociaux-patriotes, mais aussi de celle des Internationalistes passifs résolus à l'attentisme, la référence à l'état d'esprit des masses comme à l'instance suprême qui détermine le comportement du parti socialiste, prend un caractère défensif (d'avocat) franchement avoué ou alors en partie dissimulé. Expliquer la crise de l'Internationale par les conditions du mouvement ouvrier et les activités de ses dirigeants, est une chose, mais créer une crise au sein des masses en est une autre. Dans le second cas, nous ignorons purement et simplement le rôle de l'organisation dans le mouvement ouvrier, il ne reste plus qu'à demander : où sont donc tous nos efforts ? Dans le premier cas, en revanche, nous expliquons pourquoi et comment les dirigeants ont reçu une autorité telle que leur orientation, au moment de la crise, entraîna celle des masses.

Tout ce que nous disons ici se rapporte entièrement à la Russie. À première vue, l'on pourrait penser que le rôle de l'organisation russe — parti ou fraction parlementaire — dans le mouvement ouvrier ne peut absolument pas se comparer à celui de l'organisation allemande. Mais, en réalité, il n'en est pas ainsi. Si, aux yeux du prolétaire allemand, son Parti représente une longue et difficile ascension, acquise par la ténacité et la discipline, pour le premier éveil spirituel dans une époque révolutionnaire. Moins le Parti possède un caractère organisationnel de masses, plus son autorité idéologique et politique est concentrée, et plus le sort des États-majors, des chefs et des moyens littéraires se montre élevé dans les moments critiques.

Si, en Allemagne, la politique des « instances » (des Centrales du Parti) a pris une énorme signification pour l'orientation social-impérialiste une importance décisive dans la direction de la politique officielle du prolétariat (voir à ce sujet les articles de Tchitchérine dans notre journal), en Russie, ce qui fut décisif fut le fait (dans la campagne pour les élections aux Comités de guerre) que la littérature influente d'un des deux groupes dominant nos partis historiques adopta — évidemment, non fortuitement — une social-patriotique.

Ce groupe c'est Nacha Zaria, Naché Diélo, Samozachita.

### *Il est indispensable d'isoler l'état-major social-patriote*

Les Internationalistes passifs qui, pour des motifs divers, ne se décident pas à déclarer la guerre aux Sociaux-patriotes, se réfèrent constamment, pour défendre leur attitude, à la mentalité « défenseur » des masses. « L'opposition bourgeoise..., lisons-nous dans le n° 3 des *Izvestia*, s'est acquis, de façon inattendue, un nouveau partenaire sous la forme de la majorité des ouvriers évolués qui, sous l'influence de la défaite, se sont décidés à faire cause commune avec le mouvement déjà compromis, mais qui a hissé le drapeau de la « défense nationale... » « Il demeure le fait, lisons-nous dans un autre article, que dans toute la Russie, la majorité s'est prononcée pour la collaboration avec la bourgeoisie impérialiste pour ce qu'on appelle la défense du pays. » Si l'on prend en considération que la « minorité » des prolétaires avancés, se déclarant contre la

participation aux Comités de guerre, s'est groupée en dehors du bloc d'« Août », le tableau que nous dépeignent les *Izvestia* devient encore plus frappant : il en ressort que presque tous les ouvriers, partisans du bloc d'« Août », ont une position « défenseur ». Mais ce tableau, très courageusement pour ces messieurs de *Prisiv* et de *Samozachita*, n'est heureusement qu'une caricature de la réalité.

Dans le premier chapitre leur victoire », nous avons montré, sur la base des articles de la presse bourgeoise ; qu'il n'est nullement fondé de parler de *majorité* et encore moins de *travailleurs évolués*, partisans des Sociaux-patriotes. Nous avons tiré les conclusions suivantes : plus le milieu des travailleurs est arriéré, plus il se comporte passivement envers la politique, et plus le « Socialisme » de l'industrie de guerre possède de chances.

Nous avons un témoignage précieux dans le n° 18 du journal *Naché Goloss* de Samara, dans un article de l'ouvrier Séroblouskine, qui se baptise, littéralement parlant, un liquidateur. Il démontre que la masse ouvrière menchévik, contrairement à la position contraire des autorités du Parti, s'est prononcée pour une politique de « boycott » par rapport aux élections. Décrivant avec tristesse la conception antirévolutionnaire des socialistes des Comités de guerre, Séroblouskine écrit plus loin : « Là-bas, à Piter (Pétrograd), le slogan est : "Pas de coalition, mais changement total !" » Les masses donnent à l'unification ouvrière son contenu révolutionnaire, et c'est seulement sur la base de ce slogan, qu'on peut entrer en contact avec elles.

De ce point de vue caractéristique, comme des autres données de la question, il est clair que les rapports réels entre la masse des travailleurs avancés et les dirigeants du bloc d'« Août », sont autres que ceux dont nous parlent les *Izvestia*.

Il est évident que l'avance des armées allemandes devait jeter le trouble dans les rangs des prolétaires. Le slogan (sauver sa peau !) ne pouvait profiter qu'à la propagande antirévolutionnaire. Mais il est incontestable que si le nationalisme bourgeois avait rencontré chez les chefs socialistes une phalange d'Internationalistes, il aurait, en lançant ses appels aux masses, essuyé une rude défaite. Pour que le bloc « impérialo-progressif » ait pu avoir la possibilité d'entraîner derrière son char des groupes importants de travailleurs, il fallut qu'il trouvât des complices parmi les dirigeants des mouvements ouvriers, dirigeants que les travailleurs considéraient comme dignes de confiance. Si la panique chez les travailleurs (mais nous n'avons aucun motif d'exagérer les effets de cet état d'esprit), si toute la propagande bourgeoise, la pression de l'appareil gouvernemental et jusqu'à l'appui caricatural de Plékhanov amenèrent une bonne partie des ouvriers à se réfugier sous le drapeau de la « défense nationale », tout ceci est dû à la propagande et au travail de l'État-major social-patriote dont l'inspirateur est le groupe *Samozachita*.

Cet État-major n'est pas la « victime » d'une pression venue d'en bas du Social-patriotisme : il était et reste un instrument de la pression bourgeoise et impérialiste d'en haut. En exploitant l'autorité de la Social-démocratie sur les masses et les liens traditionnels de certains cercles ouvriers avec les Menchéviks, en exploitant le désarroi et l'inculture de larges couches de travailleurs, le groupe *Samozachita* joue un rôle actif

et même initiateur dans l'effort accompli par le Social-patriotisme pour amener les masses les masses sous l'obédience de la « défense nationale ».

Nous disons donc : le problème des révolutionnaires-internationalistes dans le bloc d'« Août » consiste à se fier non aux gvosdiéviens, mais aux masses qui veulent « le changement total », à des personnes comme Séroblouskine et à ceux dont il parle. Ce problème ne peut être résolu qu'en attaquant résolument les gvosdiéviens. On ne peut pas commencer cette lutte au nom de l'O.K. qui réunit les partisans de Potriessov et ceux de Martov, les Gvosdiéviens et les Zimmerwaldiens. Aux yeux des masses, soutenir cette institution, c'est soutenir ce groupe gvosdiévien qui accomplit son travail de dissolution avec l'autorité conférée par la Social-démocratie. Si Tchkhéidzé dans son discours se déclara pour Zimmerwald — ce dont il faut le féliciter —, il n'(en a pas moins tenu un ton à double sens, en laissant entendre qu'il était difficile de rester politiquement en accord avec Zimmerwald tout en s'efforçant de garder un terrain commun avec les Gvosdiéviens.

Celui qui voit le foyer du Social-patriotisme dans les rangs de la « majorité des travailleurs évolués », celui qui fonde des espoirs sur la conversion de Potriessov et de Bibik, celui-là ne comprendra jamais quelle signification peut prendre la ferme résolution d'isoler l'État-major social-patriote. Mais celui qui veut libérer les masses de l'empire des Potriessov et des Gvosdiev, ne peut commencer sa besogne correspondant aux problèmes de l'époque, sans rompre ouvertement avec les démoralisateurs sociaux-patriotes.

(*Naché Slovo*, 10 février-15 mars 1916).

### LA LOGIQUE D'UNE MAUVAISE POSITION

(Réponse à L. Martov)

Martov commence son article en accusant de déloyauté la rédaction de *Naché Slovo*. Auparavant déjà, il s'agissait du « mauvais emploi » que nous faisons des articles de Martov. Avec l'aide de Berr (un homme qui pense comme Martov), nous avons expliqué que le « mauvais emploi » venait de la censure qui, pendant des mois, retenait des lettres venant de Suisse et qui, *durant trois semaines, a retenu l'article de Martov imprimé maintenant*. Il semblait que ces faits auraient dû inciter Martov à quelque prudence. Mais comme l'affaire touche la rédaction, dont Martov est l'un des membres, il juge qu'observer de la réserve dans ses accusations serait superflu. Donc, il pense que nous « savons ce que nous faisons » quand nous mettons dans le même sac les Sociaux-patriotes et les Menchéviks et que nous cachons systématiquement aux lecteurs la position caractéristique du groupe unifié de Péetrograd. Nous avons déjà exprimé nos conceptions dans les articles « Les ténèbres » et « Dans les groupements » (n<sup>os</sup> 53, 54), et le nouveau travail de Martov ne provoque nullement la nécessité de réviser nos jugements. Mais il reste à nous occuper de la plus directe des accusations : de nous être tus sur la position occupée par les Unifiés. Nous faisons savoir aux lecteurs que nous en avons souvent parlé pendant notre première année de parution, mais que, par la suite, quand on fit tout ce « bruit » autour des Comités de guerre, les unifiés disparurent de nos colonnes. Un journal international russe peut-il s'occuper de Scheidemann,

Vandervelde et Renaudel et ne faire aucune publicité au fait que, grâce aux bons offices de l'O.K., 200 000 travailleurs russes aient été enrôlés sous les drapeaux de la « Défense nationale » ? Nous nous sommes comportés vis-à-vis du Socialisme russe comme vis-à-vis des Socialismes belge et allemand, et nous avons sonné le tocsin quand nous avons été témoins que « la Défense » faisait tache d'huile dans le bloc d'« Août ». Nous continuerons à soutenir que le Socialisme russe n'a le droit d'élever la voix au sein de l'Internationale que dans la mesure (suivant l'expression de Rothstein) où « il balait soigneusement de sa propre porte ».

Mais que se passe-t-il réellement avec les unifiés ? D'abord il est faux que nous ayons souvent parlé d'eux ! Nous l'avons fait chaque fois que nous avons des nouvelles à leur sujet, et cela arrivait rarement. Ensuite il est également faux que nous les ayons ignorés à l'occasion de la campagne pour les élections aux Comités de guerre. Quand Martov écrit que « même le diligent Boretsky (Ouritsky) ne fit aucun effort pour se procurer des informations sur les Unifiés », il ne faut pas le prendre au sérieux, car il ne dit pas toujours « ce qui est ». À ce sujet Boretsky nous écrivit ; par deux fois, dans le n° 7, il communiqua que « d'après certaines informations », « les unifiés mènent une campagne insuffisamment indépendante et énergique », et « qu'ils vont trop loin dans leur collaboration avec l'O.K. » (n° 47). Boretsky nous fit savoir que, d'après Plékhanov, les unifiés ont « approximativement » la même position que la partie du bloc « Aoûtien » solidaire de Martov. Ces deux communiqués montrent jusqu'à quel point notre rédaction et Boretsky sont loin de l'explication tendancieuse sur l'activité des « Unifiés » ! Elles montrent aussi combien Martov est loin de « ce qui est, est ».

Plus loin maintenant... D'après Martov, nous avons tu des nouvelles sur les Unifiés contenues dans le n° 50 de *Sozial-demokrat*. Non, nous ne l'avons pas fait. Nous y avons consacré tout un article de fond dans le n° 68. Mieux encore... L'auteur de l'article « Ce qui est, est » — ce titre sonne ironiquement ! — écrit que nous avons passé sous silence l'article 50 pour ne pas avoir à fournir des explications sur la position des Unifiés et dire au lecteur que Gvosdiev en était membre. Ce n'est pas vari : nous avons parlé de Gvosdiev, mais non comme le disait Martov, mais bien comme en parlait *Sozial-démokrat* : que Gvosdiev, collaborateur actuel de *Samozachita* et du journal de Samara *Naché Goloss* fut un membre des « Unifiés ». Pourquoi avons-nous donné cette information le 21 mars seulement et non avant ? Martov affirme que nous avons eu le numéro en mains bien avant le 6 mars. Si Martov est si catégorique, c'est que, contrairement au titre de son article, il ne sait pas que « ce qui est, est ». Nous reçûmes le premier exemplaire après le 6 mars. Nous avons d'autant moins de raisons de taire le contenu de cet article que la position du Groupe unifié y paraît plus à son avantage que dans les communiqués de Boretsky.

Nous pourrions en rester là. Mais nous sommes convaincus qu'en ce cas Martov ne manquera pas de nous adresser encore quelque rectificatif : vous affirmez, nous écrirait-il, que vous n'avez pas reçu le n° 50 avant le 22 mars et pourtant, dans le numéro du 1<sup>er</sup> mars, une déclaration des mandatés pétersbourgeois se réfère au n° 50 ? Hâtons-nous d'éviter à Martov une ... erreur. La « déclaration » des mandatés nous fut retranscrite par Boukvoied (Riazanov), et c'est grâce à lui que nous pûmes publier le document avec trois semaines d'avance.



Nous voyons que tous les faits et dates sont contre Martov. Ceci ne se serait pas produit s'il avait entamé contre nous une polémique de principe au lieu de chercher la petite bête. C'est pourquoi nous devons lui donner un conseil : avant de lancer de nouvelles accusations sur la base de combinaisons compliquées et tortueuses, il vaut mieux qu'il s'explique par une lettre directe ; ceci lui évitera de nouvelles... erreurs et mieux encore évitera aux colonnes du journal une polémique dont le moins qu'on puisse en dire est qu'elle est infructueuse.

Il nous reste encore à faire deux ou trois remarques sur ce que Martov raconte au sujet de l'affaire.

La déclaration, dont Martov fait si grand cas, nous l'avons déjà trouvée dans *Berner Tagwacht*. Elle confirme nos dires sur la position de Dann : politiquement elle n'a aucune chance de se concrétiser et la participation aux Comités de guerre ne peut se faire que sous le signe du Social-patriotisme. Comme nous communique Martov, les « moscals » (Moscovites) sont pour la « défense », alors que les « piters » (Pétersbourgeois) tiennent pour le « Salut » ! Nous n'allons pas à cause de cette étonnante « analyse » nous en référer au télégramme des Gvosdiéviens aux moscovites, pas plus qu'à celui des pétersbourgeois à Guesde. Prenons la déclaration du député Tchkhenskely devant la Douma : « *Dans le même temps que nos camarades belges et français ont la libre participation à la défense de leur pays, la classe ouvrière russe est empêchée par le pouvoir de réaliser son auto-défense. La réaction préfère voir la nation en proie au désastre, la vendre et la livrer que de concéder au peuple l'auto-défense.* »

Il en ressort que les subtilités philosophiques entre « Défense » et « Salut » ne sont pas suffisantes pour changer les couleurs des Gvosdiéviens en celles des Internationalistes. Pour Martov, Gvosdiev est tout prêt à prendre la formule à double sens du « salut », mais quand il lui faut passer à l'action, sous les yeux de ses partenaires capitalistes, il se manifeste comme un partisan de la « Défense ». Et Martov qui serait tout disposé à « balancer » Gvosdiev, se voit obligé par la logique de sa position, de le blanchir politiquement... Nous pensons qu'une position, qui possède une si mauvaise logique, est digne d'être appelée une mauvaise position.

(*Naché Slovo*, 9 avril 1916).

## **LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE DE LA DOUMA**

### **Politique révolutionnaire et politique passivement attentiste**

Nous avons souvent évoqué le manque de précision de la position adoptée par la fraction parlementaire guidée par Tchkhéidzé, et nous jugeons inadmissible de fermer les yeux sur ce que la prolongation de cette indécision — devant l'accroissement des « éléments sociaux-patriotes d'une part et des Internationalistes, de l'autre — puisse conduire la fraction à une position sans issue.

Liebnecht nous donne l'exemple de la tactique agressive et inlassable d'un parlementaire au milieu d'un Parlement impérialiste. Il serait maladroît de baptiser cette agressivité : « tempérament » ; elle découle de la particularité de sa position et des

problèmes politiques. Toutes les attaques de Liebknecht proviennent de ses efforts pour opposer le prolétariat à la guerre et à ses responsables. Il juge indispensable de préparer « l'intervention révolutionnaire du prolétariat » (voir des déclarations aux camarades syndiqués, *Naché Slovo*, n° 55). Il pense que la guerre ne peut être stoppée dans un avenir proche que par l'intervention du prolétariat, il édifie toute sa politique sur la conviction que la « période des grandes conquêtes du prolétariat » approche. Il ne cherche aucun langage commun avec la majorité impérialiste ; au contraire, même dans les questions secondaires, il choisit des formules telles qu'elles ne peuvent que lui susciter l'hostilité des bourgeois et des sociaux-patriotes, mais qui éveillent dans les masses le sentiment de l'incompatibilité mortelle entre le Socialisme et l'Impérialisme. Trouver en soi la force de conduire une politique semblable dans l'atmosphère ennemie d'un Parlement contemporain n'est possible qu'à celui qui s'efforce d'être la voix de « l'intervention socialiste du prolétariat ». Tout en saluant le passage du groupe de Haase à l'opposition ouverte, Liebknecht, frappé par les défauts de nombreux membres de ce groupe, s'exprime ainsi : « Ils n'ont pas de désir et le courage de ce groupe, s'exprime ainsi : « Ils n'ont pas de désir et le courage de donner au prolétariat un slogan révolutionnaire. »

Nos députés n'ont pas cette tactique révolutionnaire et agressive. Ils ne veulent pas se laisser prendre par leurs interventions énergiques contre le Pouvoir dans les problèmes de politique intérieure. Le problème suprême de la vie des masses populaires, comme celui de notre époque, est la *guerre*. Aussi l'énergie de nos parlementaires faiblit à mesure qu'ils s'approchent de ce problème.

Les Sociaux-patriotes *révolutionnaires* — beaucoup d'entre eux se baptisent ainsi — pensent qu'en *acceptant la guerre*, ils contribueront au développement de la « révolution nationale » en critiquant la *conduite gouvernementale* de la guerre. Cette estimation est compréhensible du point de vue de la logique, mais elle oblige à chercher un langage commun avec le bloc progressiste et ramène la critique « révolutionnaire » à des considérations de politique intérieure et de technique militaire. Donc cette estimation, logique intérieurement, est en politique la plus regrettable des utopies. Milioukov a donné libre cours à son réalisme et à son impudence politique pour expliquer que tout calcul du patriotisme sur la révolution était désespéré.

Mais notre fraction parlementaire ne se livre pas, et c'est tout à son honneur, à de tels calculs. C'est là le côté négatif de sa position. Mais ce n'est pas encore assez. Deux possibilités s'offrent : ou bien la mobilisation révolutionnaire du prolétariat *contre la guerre* (cela signifie a rupture d'avec le bloc progressiste), ou bien la politique *attentiste*. L'activité de nos parlementaires s'exerce entre ces deux courants, avec une préférence pour l'Internationalisme passif. La perspective de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat contre « l'entreprise nationale » (la guerre), c'est-à-dire contre la dynastie, la noblesse et la bourgeoisie impérialiste, épouvante nos gens par son caractère « sans issue ». Opposer révolutionnairement le prolétariat non seulement à la réaction, mais au bloc impérialiste ne peut se faire que si l'on a la claire vision que la guerre est, pour toute l'Europe, « la période des conquêtes du prolétariat » et que l'offensive politique du prolétariat russe n'est que l'une de ces conquêtes et que le sort de la politique anti-impérialiste combattante en Russie ne dépend en dernier ressort que de l'issue de la

lutte révolutionnaire dans toute l'Europe. Nos députés n'ont pas une conception bien nette de l'Internationalisme révolutionnaire. Même s'ils repoussent les conceptions national-patriotiques, ils sont trop souvent désarmés devant elles. Tel est le motif *fondamental* des incohérences de notre fraction parlementaire et le caractère attentiste de son Internationalisme.

Mais, à côté, il y a encore un motif plus direct et, partant, plus dangereux : les liens entre la fraction et les dirigeants sociaux-patriotes. Pour que nos députés puissent librement, de la tribune parlementaire, adjurer les ouvriers de ne pas se laisser lier les mains par la politique des « défenseurs », il faut qu'eux-mêmes aient les mains libres de tout lien avec ces mêmes défenseurs, qu'ils s'appellent Potriessov ou Tchkhenskely.

(*Naché Slovo*, 20 avril 1916).

### SANS PIVOT

À tous les camarades menchéviks internationalistes qui suivent, avec des sentiments mélangés, la polémique engagée entre le Secrétariat pour l'Étranger de l'O.K. et *Naché Slovo*, nous ne pouvons que conseiller de relire avec attention le n° 4 des *Izvestia*. Nous les prions de passer rapidement sur les accusations de « mauvaise foi » qui sont, par ailleurs, tout-à-fait déplacées et sans fondement. Mais nous insistons pour que les camarades vérifient tranquillement — avec le journal en main — le degré de justesse de tout ce que *Naché Slovo* écrit de la situation dans la fraction menchéviste en particulier et dans notre parti en général.

La question des relations entre les cercles « à la tête » et la *base*, dans le bloc d'« Août », au sujet de la politique des Sociaux-patriotes, a toujours été le prétexte de contradictions violentes entre nous et le Secrétariat. Les *Izvestia* ont émis l'opinion que le Social-patriotisme est venu *d'en bas* (de la base), de la majorité des éléments prolétariens qui, sous l'impression des défaites, se sont groupés sous les drapeaux de la défense nationale. Quant aux dirigeants, la majorité d'entre eux (à en croire les *Izvestia*) ont été appelés dans le Comité pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la politique de « défense ». Telle aussi était la conception du Secrétariat. Nous prîmes la position contraire. Les lecteurs comprennent toute l'importance de la contradiction. Exiger une complète rupture d'avec les Sociaux-patriotes ne se justifie que si la « politique de défense » est exercée par les dirigeants, c'est-à-dire par la bourgeoisie impérialiste par l'intermédiaire des États-majors sociaux-patriotiques.

Vérifions maintenant à l'aide du dernier numéro des *Izvestia*. Voici ce que nous lisons dans une lettre en provenance de Pétersbourg : « La division en deux courants bien distincts se fait du haut en bas. Peu restent indécis ou hésitants. *De ces derniers, il n'y en a aucun chez les ouvriers conscients et organisés.* Et le fossé entre les Internationalistes et les Nationalistes, c'est-à-dire, suivant notre langage, entre les « Défenseurs » et les « Anti-défenseurs » s'élargit sans cesse. Malheureusement *il n'en va pas ainsi dans les collèges.* La majorité n'adhère officiellement à aucune tendance. Parmi eux, il y a des représentants des deux courants. De la part des menchéviks, aucune opinion générale. De la part des Menchéviks, aucune opinion générale. L'organisation

pétersbourgeoise, depuis longtemps et vainement, demande à O.K. qu'elle donne des explications à ce sujet, mais elle s'y refuse obstinément en prétextant qu'il y a des questions plus importantes à régler. Je pense que c'est par peur de la scission ; mais je pense aussi que les « Défenseurs » sentent venir la déroute si la question se pose formellement à tout le pays. »

Vérifions maintenant à l'aide du dernier numéro des *Izvestia*. Voici ce que nous lisons dans une lettre en provenance de Pétersbourg : « La division en deux courants bien distincts se fait du haut en bas. Peu restent indécis ou hésitants. De ces derniers, il n'y en a aucun chez les ouvriers conscients et organisés. Et le fossé entre les Internationalistes et les nationalistes, c'est-à-dire, suivant notre langage, entre les « Défenseurs » et les « Anti-défenseurs » s'élargit sans cesse. Malheureusement il n'en va pas ainsi dans les collèges. La majorité n'adhère officiellement à aucune tendance. Parmi eux, il y a des représentants des deux courants. De la part des menchéviks, aucune opinion générale. L'organisation pétersbourgeoise, depuis longtemps et vainement, demande à O.K. qu'elle donne des explications à ce sujet, mais elle s'y refuse obstinément en prétextant qu'il y a des questions plus importantes à régler. Je pense que c'est par peur de la scission ; mais je pense aussi que les « Défenseurs » sentent venir la déroute si la question se pose formellement à tout le pays. »

Si l'on envisage toute la Russie, je ne crains pas de me tromper en affirmant que « la Défense » domine chez les littérateurs, l'Intelligentsia en général. Il en est de même, malheureusement, chez les ouvriers les plus évolués, les spécialistes, les ouvriers qualifiés et par conséquent bien payés. Mais dans les masses menchéviks, la « Défense » est absente, et même, elle est considérée avec haine.

Lisez attentivement ces lignes instructives au suprême degré, comme d'ailleurs toute la lettre, et dites-nous : n'est-ce pas là une négation parfaite de ce que prétend le Secrétariat pour l'Étranger et n'est-ce pas une confirmation totale de ce que nous affirmons ? Et quand la rédaction des *Izvestia* qui nous accable d'un flot d'épigrammes, ajoute : « Le rapport de notre correspondant confirme exactement ce que nous écrivions dans n° 3 sur la situation réelle en Russie », cette affirmation nous désarme par sa soudaineté ! Quel degré de désarroi politique pour prendre au sérieux une telle affirmation !

Tout le n° 3 des *Izvestia* est consacré à démontrer combien il est dangereux de « forcer » la limite entre les cercles dirigeants chez les « Défenseurs » et la mentalité désorganisée des éléments de base. Polémiquant avec le groupe parisien menchévik qui tentait de s'élever au-dessus du niveau de passivité habituel, les *Izvestia* répondaient ainsi : « Pour une majorité écrasante des travailleurs de notre Parti, le fond de nos querelles avec les sociaux-patriotes, qu'ils soient russes et occidentaux, commence seulement à se faire jour. » En contradiction avec cette tentative de dissimuler la banqueroute des dirigeants du bloc par la désorganisation de la base, la lettre de Pétersbourg communique que : « des indécis ou des éléments indéterminés chez les travailleurs conscients, il n'y en a, pour ainsi dire, pas ! »

L'affaire est tout autre en ce qui concerne les collègues dirigeants. La rédaction des *Izvestia* a protégé pendant 2 mois l'O.K. contre nous et contre le groupe parisien, en

montrant que sa position internationale « s'exprimait de manière suffisamment déterminée ». Pour contrebalancer ces dires, la lettre de Pétersbourg affirme que l'O.K. n'occupe officiellement aucune position, qu'elle se refuse obstinément à éclairer la position menchévik. Autrement dit, la base peut bien frapper à la porte tant qu'elle le veut, car ce sont des « Défenseurs » qui siègent à l'O.K.

Vous voyez de nouveau que l'information fournie par notre correspondant confirme ce que nous avons écrit sur la situation réelle en Russie. Mot pour mot ! Avec quelle condescendance et quelle indignation, le n° 3 des *Izvestia* rejette la demande de *Naché Slovo* : « Rompre avec nos militants ! » Prenez-le en main ce n° 3 et lisez-le bien : des références à l'inculture des travailleurs, des espoirs en la grande force d'un processus historique et même des épigrammes imprudentes sur « une légèreté digne d'un feuilleton » de ceux qui exigent la rupture d'avec l'État-major social-patriote.

Que dit à ce sujet la *Lettre de Pétersbourg* ? « Nous insistons pour obtenir une position clairement définie du Menchévisme. Et si l'O.K. ne veut pas s'y résoudre, nous prendrons nous-mêmes l'affaire en main. *Personnellement la scission me semble inévitable* : probablement, les « Défenseurs » ne se soumettront pas. »

Nous ne voulons pas dire que les camarades Menchéviks, dont parle l'auteur de la « Lettre », défendent une position nettement internationaliste. Mais il est clair néanmoins qu'ils s'efforcent de gagner la voie de l'Internationalisme. Et pour cela, ils s'appuient sur l'État-major social-patriote qui commande dans l'O.K. et qui est responsable de l'obstruction opposée à tous les efforts des menchéviks de gauche. « *Personnellement la scission me semble inévitable* », nous dit l'auteur de la « Lettre » visiblement contaminé après vingt mois de guerre par « une légèreté digne d'un feuilleton ».

Maintenant, il est clair que « l'information fournie par notre correspondant confirme tout ce que nous avons écrit dans notre n° 3 ». Tout à fait vrai ; là où « nous » avons écrit *oui*, le correspondant a marqué *non*, là où nous avons dit *plus*, il a écrit *moins*, où nous avons du *noir*, chez lui cela devient *blanc*. Mais à part ces légers détails, ce n'est que parfaite coïncidence ! ... L'ironie elle-même est désarmée devant ce désarroi jamais encore vu, jamais encore entendu !

(*Naché Slovo*, 4 mai 1916).

### **LA GUERRE QUI EST DEVENUE UNE COMPOSANTE « ORGANIQUE »**

de l'Europe, est entrée à nouveau dans une période de soubresauts. Les armées alliées font des efforts désespérés pour briser le cercle enchanté — enchanté pour les deux camps belligérants. Cette fois-ci, l'initiative a été dévolue à la Russie, soit que les alliés aient voulu se rendre compte de la capacité combattive de l'armée russe avant de commencer, soit que la simultanéité des offensives n'ait pas été possible à réaliser. Nous ne sommes pas à même de juger si, d'après les résultats des récentes opérations militaires, les États-majors alliés ont estimé les troupes russes capables d'une offensive méthodique et décisive. Il est incontestable, cependant, que jamais la presse française ne s'est montrée si réservée, en dépit des symptômes favorables. À part quelques

feuilles de chou qui ressortent le cliché déjà trop usé du « fameux rouleau compresseur », le reste de la presse a eu, après deux ans de guerre, le temps de comprendre que la guerre est devenue une question de matériel, que l'offensive est une débauche insensée de matériel et que toute offensive de grand style ne peut être menée à bien que si le pays lui garantit un apport constant de ce matériel. Après les alternatives de succès et de défaites, il est établi que les productions de guerre sont arrivées au même niveau. Les fauteurs subjectifs tels que le choix des généraux, la mentalité du combattant, la coordination des efforts, ont une grande signification, mais ne peuvent produire de miracles. Voici pourquoi nous n'attendons pas et nous n'attendrons pas de miracles.

Nos lecteurs — aussi bien nos amis que nos adversaires de bonne foi — savent que nous n'avons jamais fait dépendre le sort du Socialisme de l'issue des combats. Les Sociaux-patriotes nous accusent de deux péchés. Primo : nous ignorons les causes directes de la guerre, les bornant à la rivalité impérialiste des grandes puissances ; ensuite : nous ignorons également l'influence possible que peut prendre la victoire de l'un ou de l'autre camp sur le développement de la Démocratie et du Socialisme. Nous acceptons ces deux chefs d'accusation ; c'est justement pour eux qu'a commencé notre lutte contre les Sociaux-patriotes.

C'est pourquoi la position adoptée par *Prisiv* nous semble inattendue ; *le front autrichien est percé*, écrit ce journal unique en son genre, et par conséquent *le front zimmerwaldien est percé* ! Par quels moyens ? Nous sommes capables d'évaluer plus ou moins justement le rapport des forces et les considérations stratégiques. Mais on nous accuse — et avec raison — de baser notre politique sur les rapports entre l'Impérialisme et la Révolution prolétarienne. De quelle façon, donc, l'avance des armées russes de quelques kilomètres détruit les principes et les méthodes de Zimmerwald ? Et si Verdun tombait, ne serait-ce pas, si l'on suit la logique de *Prisiv* la confirmation des conceptions de Kienthal ?

Il est évident que nous nous trouvons devant une pure absurdité. Cependant on peut discerner une espèce de logique chez les gens de *Prisiv*. Ils ont donné ce qu'ils considéraient autrefois comme les idéaux et les problèmes du Socialisme au Grand-Etat-Major. Dans les moindres succès du Grand Quartier Général, ils voient une réponse aux arguments théoriques et aux conclusions politiques qui dépassent la mesure de leurs cerveaux ? Mais si tout leur bagage intellectuel est placé sur la croupe d'un cheval cosaque, il ne s'ensuit pas que la politique de Zimmerwald puisse être renversée par un argument sous forme de coup de sabot.

(*Naché Slovo*, 29 juin 1916).

## DIVERGENCE FONDAMENTALE

### *Les bases politiques de « l'Internationalisme » de l'industrie de guerre*

Dans le n° 5 des *Izvestia* — publication à laquelle appartiennent Axelrod, Martov, Martinov, etc..., l'on trouve deux déclarations des Menchéviks moscovites et pétersbourgeois sur la guerre. La première est signée par le groupe d'Initiative



Moscovite et le groupe K.D. ; la seconde, seulement par le Groupe d'Initiative. L'ampleur des documents, comme il arrive souvent, s'accompagne d'un vague extraordinaire. Les auteurs se déclarent partisans de Zimmerwald et s'efforcent de formuler une position internationaliste. Mais les traits caractéristiques de cette dernière sont presque insaisissables, tandis que, par ses conclusions pratiques, elle s'appuie sur les Comités de l'industrie de guerre.

« Dans le conflit mondial, écrivent les auteurs des documents précités, notre compréhension des problèmes doit nous différencier de celle de la bourgeoisie, même de la bourgeoisie démocratique [...]. Nous ne devons pas seulement nous préoccuper du sort de la patrie, mais saisir les contradictions fondamentales du moment, nous rendre compte du danger contre lequel il faut se défendre, non seulement d'un point de vue national purement égoïste, mais du point de vue de toute l'Internationale. » Cette citation est caractéristique de l'esprit du document qui exprime des idées simples en termes compliqués, adaptés à la mentalité de « Défenseurs » que ce document révèle. Se déclarant en principe contre les laborieuses, mais aux Sociaux-patriotes. C'est tout naturellement qu'ils le trouvent sans peine.

Nous avons déjà dit que les deux groupes menchéviks adhérant à Zimmerwald défendent tactiquement — et avec quelle flamme ! — la nécessité de participer aux Comités de guerre : il faut entendre par là que ce n'est pas pour s'occuper de la « Défense », mais pour « faire avancer les problèmes », « pour rassembler les forces » etc. Ainsi l'accord avec les sociaux-patriotes paraît être, de prime abord, purement tactique. Mais les uns sont pour la « Défense », et les autres, pour la lutte internationale. Martov et d'autres Menchéviks ont souvent accusé *Naché Slovo* de refuser de voir la contradiction entre les raisons qui poussent d'une part Potriessov et de l'autre Dann à entrer dans les Comités de guerre. Nous avons répondu par la question : comment se fait-il que nos « Internationalistes », en pleine contradiction politique avec les Sociaux-patriotes, peuvent coexister sous la férule de Gvosdiev ? On nous a répondu par des références à des problèmes non-expliqués, à des malentendus, et on a proposé de suspendre la lutte contre les Gvosdiéviens tant que ne seraient pas arrivés, de la part du Secrétariat pour l'Étranger, des messages explicatifs et pleins d'exhortations. Mais même après réception de ces messages, les Internationalistes ne se sont pas rendus. Au contraire, le défunt *Naché Goloss* de Samara et les documents que nous venons de citer, défendent « l'anarcho-syndicalisme » tournant le dos à la politique de l'industriel de guerre et s'efforçant en bonne conscience de montrer que des motifs de principe parfaitement suffisants militent en faveur d'une collaboration avec Gvosdiev. Dans l'explication de ces motifs, se trouve, à notre avis, la principale signification des deux documents.

« La guerre a largement contribué au processus d'organisation des forces générales politiques en Russie. L'opposition bourgeoise, dont le principal défaut consiste dans son indifférence envers les questions d'organisation fondamentales de la société russe et envers les tentatives du prolétariat de les résoudre, cette opposition s'est engagée sur la voie du rassemblement des forces collectives. Il est de l'intérêt du prolétariat de soutenir le travail politiquement organisateur de l'opposition et d'y verser la force de travail d'une large démocratie. Le prolétariat doit baser sa tactique sur le principe de

coordination des activités politiques. Il doit diriger ses premiers coups, non sur les adversaires d'une future Russie pleinement démocratisée, mais sur les partisans de la dictature actuelle de la noblesse et de la bureaucratie. »

On retrouve la « tactique de base » dans le second document. « Nous devons, dans notre lutte contre le pouvoir, rechercher des contacts avec l'opposition bourgeoise. » Et plus loin : « la bourgeoisie ne peut renverser le pouvoir sans le prolétariat, pas plus que celui-ci ne peut le faire sans la bourgeoisie ».

Ici nous touchons au nœud même du problème, à la différence des explications embrouillées dont les *Izvestia* se servent pour définir leur position.

Les Internationalistes dans l'industrie de guerre ne veulent pas assumer la responsabilité de la « Défense ». Ils insistent sur l'impérieuse nécessité de combattre le Tsarisme sans se soucier des conséquences directes de la guerre. Mais ils estiment que le prolétariat ne peut lutter qu'avec la coopération de l'opposition bourgeoise. Pour cette raison, ils demandent que les prolétaires entrent dans les institutions de la « défense libéralo-bourgeoise ».

Cette position fautive, de bout en bout, lie de la façon la plus étroite les Internationalistes aux Sociaux-patriotes et nous explique pourquoi les premiers, sous le drapeau gvosdiévien, sont hostiles aux Internationalistes révolutionnaires.

Si nous allons au-devant d'une révolution où la bourgeoisie, de concert avec le prolétariat, combattra le pouvoir, il nous faudra, évidemment, nous efforcer de parvenir à la coordination des actions politiques. Et comme l'activité politique de la bourgeoisie d'opposition se déroule sur le terrain de la « Défense nationale » (Impérialisme), il nous faudra, pour ne pas rompre avec la bourgeoisie, nous placer sur le même terrain, tout en « déclinant » toute responsabilité des actions du militarisme. Se trouver sur un terrain commun avec la bourgeoisie revient à subordonner le mouvement révolutionnaire au mouvement oppositionnel de la bourgeoisie libérale. Le prolétariat, à ce qu'il semble, ne peut renverser le pouvoir « sans la bourgeoisie ». Cela signifie que le prolétariat est destiné à la défaite, s'il se retourne contre la bourgeoisie. Bien que les internationalistes reconnaissent (dans les déclarations !) l'indépendance du mouvement ouvrier, ils la soumettent à une petite restriction — sous la forme de la coordination — et la placent sous la coupe de la politique du libéralisme. Comme celle-ci place son opposition sous la dépendance de la politique étrangère, « le principe de la coordination des actions politiques » conduit à ce que les Comités de l'industrie de guerre deviennent de simples rouages dociles où l'énergie révolutionnaire du prolétariat sera limitée, puis neutralisée dans l'attente d'une coopération révolutionnaire de la bourgeoisie. *Et ceci est indépendant du fait : qui siégera dans les Comités ? Gvosdiéniens ou partisans de Dann ?* La politique du prolétariat — par l'intermédiaire de la coordination des actions politiques — dépendra de la politique de l'Impérialisme, avec cette différence d'avec les Sociaux-patriotes, qu'elle sera masquée par des kilomètres de déclaration.

### *Deux lignes de tactique qui s'excluent mutuellement*

Nous venons de voir que les Internationalistes de l'industrie de guerre (Le groupe d'Initiative, etc.) admettent le principe de la coordination avec les Gvosdiéviens.

L'opposition bourgeoise, semble-t-il, est en route pour rassembler les forces éparses. Il s'agit, visiblement, du bloc progressif, des conseils municipaux, des Comités de guerre, etc... Bref, des forces des classes bourgeoises sur une base impérialiste et qui collaborent de fait et en principe avec une opposition formelle à la bureaucratie. L'essence même de l'œuvre politique de l'opposition consiste à développer et à approfondir les effets du 3 juin ; contre la réconciliation de la monarchie, des agrariens, des financiers et des industriels sur une base capitaliste, l'opposition bourgeoise est d'avance limitée et soumise. Penser et espérer que la pression d'une opposition bourgeoise dépasse le cadre des jeux de société et s'exerce au renversement de la monarchie (impérialiste), c'est ne rien comprendre aux groupements sociaux et politiques russes, pas plus qu'aux déroulements historiques. La pression « oppositionnelle » bourgeoise n'a pas seulement pour but de conserver son influence sur les classes bourgeoises, mais de lier la discipline du pouvoir impérialiste par l'Intelligentsia petite-bourgeoise et, au moyen de celle-ci, les masses laborieuses. Si, en France, la forme républicaine et la tradition enracinée de la révolution, si en Allemagne, la puissance culturelle et industrielle servent à discipliner la conscience du peuple et à la soumettre au pouvoir impérialiste, en Russie l'unique ressource de la bourgeoisie est ce geste oppositionnel qui complète et masque la collaboration impérialiste, ou comme chez les Cadets des complaisances de mauvais aloi.

Le Tsarisme ne peut rallier les masses au 3 juin, qui n'est pas une conception fortuite et passagère, mais l'expression russe de la combinaison pan-européenne de forces historiques. Le Social-patriotisme ne représente pas en Russie une capitulation directe et franche devant le pouvoir, mais une coordination des forces politiques avec le corps bourgeois afin d'exercer une pression sur le régime. Mais le rôle servile du Libéralisme est si évident que le Social-patriotisme, c'est-à-dire la transposition du « Kadettisme » dans le mouvement ouvrier (Potriessoviens, Gvosdiéviens), est conduit inévitablement à se compromettre et à se priver de la confiance des masses laborieuses. De même que l'opposition libérale est indispensable à l'Impérialisme pour contenir la bourgeoisie, de même « l'Internationalisme » dans l'industrie de guerre est indispensable pour maintenir les masses dans l'obéissance, non directement, mais non moins efficacement. Il est évident qu'il ne s'agit pas des Comités de guerre en eux-mêmes, mais de la conception historique et des tactiques fondamentales qui en découlent. La déclaration des Menchéviks moscovites et pétersbourgeois donne les garanties indispensables, non à l'Internationalisme, mais au bloc impérialiste. Le travail de ce dernier — sur la base d'un Impérialisme barbare — est le « rassemblement des forces collectives ». Et le prolétariat a l'obligation de porter aide à cette œuvre. La victoire de la révolution pose comme condition la collaboration du prolétariat et de la bourgeoisie impérialiste. Une politique indépendante du prolétariat est regardée comme une tentative désespérée. Il en ressort que la lutte des prolétaires n'est plus, bien que dissimulée sous des flots d'éloquence, qu'une aide au développement du Libéralisme qui n'est autre, à son tour, qu'un appui de l'Impérialisme. Ainsi, à première vue, l'alliance de Zimmerwald avec les gvosdiéviens est incompréhensible. Collaborer avec la bourgeoisie libérale contre Gvosdiev ou malgré lui est impossible ; il est le lien indispensable. Mais amener à une semblable collaboration de larges couches de travailleurs au moyen des manifestes de Plékhanov ou des conversations de Gvosdiev avec Sturmer est encore plus impossible ; il

faut des principes plus élevés, des slogans plus populaires. De là la nécessité des « Internationalistes » de se référer à Zimmerwald, du moins à sa phraséologie, car l'essence révolutionnaire de Zimmerwald, comme le montrent les documents cités, est pour leurs auteurs un livre à sept sceaux (de l'hébreu !).

Baser sa tactique sur une coopération avec une activité impérialiste, partant anti-révolutionnaire, c'est refuser non seulement l'Internationalisme, mais aussi la Révolution. Il est plus juste de dire : du refus d'une politique internationaliste et prolétarienne indépendante découle le refus de mener le combat révolutionnaire contre le Tsarisme. Quelles forces révolutionnaires peuvent rassembler le prolétariat autour d'elles si elles renversent le drapeau d'une lutte implacable contre le bloc impérialiste ? La question ne peut être résolue que par la pratique de la lutte révolutionnaire. Mais si le prolétariat russe ne peut « seul » renverser le régime, cela signifie seulement pour nous : sans le prolétariat européen, mais non sans la bourgeoisie russe. Il est hors de doute que la Révolution en Russie ne peut être menée « jusqu'à la fin » qu'en rapport avec la Révolution prolétarienne victorieuse en Europe. De cette perspective découle la nécessité de la plus étroite coordination avec le prolétariat européen (Zimmerwald est là !), mais en aucun cas avec la bourgeoisie russe. La coordination des actions du prolétariat européen ne peut prendre un caractère attentiste, c'est-à-dire que la phraséologie de l'Internationalisme ne peut servir de paravent à la passivité nationaliste. En rompant tous les liens avec les partisans de la « Défense », en mobilisant les masses prolétariennes contre le bloc impérialiste, nous libérerons l'opposition allemande, nous élargirons son influence à toute l'Europe et nous lancerons les Zimmerwaldiens sur tout le continent. Il est clair que cette (notre) politique nous dressera violemment contre l'opposition bourgeoise russe. Cette perspective épouvante les auteurs du document, opportunistes jusqu'à la moelle des os, et ils tentent, à leur tour, d'effrayer le prolétariat. C'est précisément sur ce terrain qu'il faut engager la lutte. C'est là qu'il faut soulever la question en l'élevant au rang d'alternative de principe : la coordination avec la bourgeoisie libérale, ou avec le prolétariat européen, au nom de la révolution européenne ?

Placer la question à cette hauteur, c'est entamer une lutte sans merci contre l'idéologie et la politique, dont l'expression est contenue dans la déclaration des Menchéviks pétersbourgeois et moscovites, imprimée dans le n° 5 des *Izvestia*.

(*Naché Slovo*, 19 et 20 juillet 1916).

## DEUX VISAGES

C'est par rapport aux Comités de l'industrie de guerre que nous avons le critère politique permettant de différencier les « Défenseurs » et les Internationalistes. Nous n'avons pas perdu de vue toutes les nuances du camp des socialistes appartenant à ces comités. Mais nous avons dit : la résolution positive de la question de la participation à ces Comités et la lutte qui en découle contre les adversaires de cette participation auraient dû infailliblement assurer la prédominance des Sociaux-patriotes. Les nuances diverses ne jouent que le rôle « d'assesseurs ». Au contraire, une opposition bien tranchée aux Comités en tant qu'organes « d'entreprise nationale », de par la logique

objective des choses, serait le moment critique dans le développement de la tactique internationale. Telle était notre estimation.

Selon Martov, nous fermons obstinément les yeux sur ce que « la discrimination entre partisans de la participation et les boycotteurs ne coïncide pas en Russie avec la séparation entre Internationalistes et « Défenseurs ». Il s'avère cependant que nous ne sommes pas les seuls au monde avec notre critère. Nous lisons dans une circulaire (février) de la commission de Berne, à l'occasion de l'éveil du mouvement socialiste, les lignes suivantes : « À Pétrograd, plus de cent mille travailleurs se sont déclarés contre la participation aux Comités de guerre et se sont, par-là, refusés à prendre sur eux la responsabilité de la guerre. » Ainsi Zimmerwald, en qualité de critère, a défini la conduite à tenir par rapport aux Comités et a reconnu ses boycotteurs et eux seulement. On pourrait supposer que Zimmerwald a été mal informé ou induit en erreur par Naché Slovo. Mais non, l'humanité légèrement étonnée a appris par le n° 4 des *Izvestia* que l'estimation citée plus haut au sujet des Comités de guerre pétersbourgeois fut faite sur la proposition du représentant de l'O.K., Martov.

Cela signifie-t-il que Martov a changé d'opinion sur ce point ? Non, pourquoi... À peine un mois plus tard, il s'indignait dans l'article « Ce qui est, est », de ce que Naché Slovo opposait les Zimmerwaldiens aux Gvosdiéviens et démontrait dans de belles envolées que Gvosdiev n'était pas Gvosdiev, car il est pour le « Salut » non pour la « Défense » de la nation. Pourquoi ne donne-t-on pas un recueil des articles de Martov au Secrétariat pour l'Étranger ? Ce serait vraiment un livre instructif !

Nous ne serions pas revenus sur ce thème, si nous n'avions pas rencontré un fait nouveau de l'espèce la plus regrettable.

Dans une brochure éditée par ses soins en Allemand, le Secrétariat<sup>26</sup>, « désireux d'informer les camarades à l'étranger de la position d'une partie des Marxistes russes et polonais sur les questions de la politique social-démocrate », a publié un projet de manifeste, proposé à Kienthal par le représentant de l'O.K. « Dans ce but », comme il est écrit dans la préface, est exposée la traduction d'une partie de la déclaration des menchéviks pétersbourgeois et moscovites.

Nous avons déjà familiarisé nos lecteurs avec la position des groupes de « Piter » et de Moscou, qui ont basé, comme on le sait, leur Internationalisme sur l'industrie de guerre.

La première partie de la déclaration présente un exposé plutôt embrouillé des conceptions « zimmerwaldiennes » sur la guerre et la « défense nationale ». On se demande ce que les camarades étrangers pourront tirer de neuf et d'instructif de ce galimatias. La seconde partie traite des conclusions que tirent les groupes précités. « La solution du conflit à l'échelle internationale... doit s'appuyer sur la structure politique du prolétariat dans les cadres nationaux. La conjoncture commande, en tant que tactique fondamentale du prolétariat, de ne pas attaquer la bourgeoisie libérale, principale partie du bloc impérialiste, mais de « coordonner politiquement les activités », c'est-à-dire de collaborer avec elle. Pour ce motif, il est recommandé d'accomplir cette besogne dans

---

<sup>26</sup> *Kriegs und Friedensprobleme der Arbeiterklasse.* (Problèmes de paix et de guerre de la classe ouvrière.)

les Comités de guerre et de se grouper autour de Gvosdiev et de Tchérigorodtsev. Il semble que si l'on voulait *informer* les camarades étrangers, il fallait, et de *bonne foi*, le faire dans la première partie du document, car c'est justement là qu'on parle de la position des Marxistes russes et polonais. Que fait le secrétariat pour l'Étranger ? Il met en titre : « Extrait de la déclaration », pour assurer ses arrières et il rejette toute la partie essentielle du document (qu'il cache aux camarades étrangers) qui a trait aux principes de Zimmerwald.

Nous affirmons que pas un *seul* Internationaliste étranger, prenant connaissance de la première partie du document ne devine que les auteurs recommandent l'entrée dans les Comités de guerre afin de se rallier le bloc impérialiste. C'est fait justement pour « cacher » des camarades étrangers « ce qui est, est », qu'est présenté à l'Internationale le visage de Zimmerwald. Du point de vue de l'information politique, il n'y a pas de nom pour qualifier de tels procédés. Mais ceux-ci découlent de la politique officielle et officieuse du bloc d'« Août » : ce dernier a deux visages, l'un bien visible internationaliste et zimmerwaldien, et l'autre, naturel, le gvosdiévien.

(*Naché Slovo*, 29 juillet 1916).

### **LES GROUPEMENTS DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE**

La situation à l'intérieur de la Social-démocratie russe s'est clarifiée pendant ces deux années de guerre et de crise, au point de permettre un relevé des résultats, de classer des groupes internationalistes qui n'ont pas encore de place bien définie et de tirer les conclusions indispensables pour définir la ligne de la future orientation politique.

1. — Le groupe *Prisiv* a donné un drapeau à tous les éléments prêts aux concessions, « retourneurs de vestes », chauvins et ouvertement anti-révolutionnaires, qui ont aidé les impérialistes à falsifier le Socialisme et à persécuter les révolutionnaires de la Social-démocratie. Il n'y a aucun doute pour les Internationalistes sur l'attitude à prendre envers ce groupement « jaune » qui, par ailleurs, n'a aucun avenir dans les rangs de l'Internationale.
2. — Le groupe *Samozachita* (Potriessov et C<sup>ie</sup>). Il se tient entre le bloc d'« Août », avec lequel il est lié organiquement et *Prisiv* dont il diffère idéologiquement sur quelques points de détail. C'est un groupe incomparablement plus sérieux, avec des liens sûrs avec les éléments opportunistes à la tête du mouvement ouvrier et avec la « société bourgeoise ». Ce groupe représente la branche russe du Social-patriotisme (Scheidemann, Renaudel, etc.), et, étant donné les conditions en Russie, est de la plus mauvaise qualité.
3. — Le « Bloc d'« Août » présente une texture bien plus compliquée.

Le travail politique de ce bloc se déroule presque exclusivement sur la base de la participation aux Comités « défenseurs » de l'industrie de guerre. Le Groupe d'Initiative de Pétersbourg et le Groupe de Moscou basent leur tactique sur la coordination de l'action avec la bourgeoisie libéralo-impérialiste.



Les différences dans ce milieu commencent dans le domaine de l'estimation de la participation aux Comités de guerre : les uns, carrément sociaux-patriotes, exigent que cette participation se fasse sous le drapeau « défenseur ». Les autres, soumettant de fait la politique du prolétariat à l'opposition « défenseur » de la bourgeoisie, font ce travail en se déclarant internationalistes et en rédigeant des vœux platoniques de solidarité avec Zimmerwald.

La lutte mutuelle que se livrent ces deux tendances et qui paralyse l'O.K., ne les empêche pas de demeurer ensemble dans le cadre de l'organisation d'« Août », sur la base de la « Défense ».

Au centre du « Bloc d'Août » se trouvent concentrés les groupements de l'industrie de guerre : moscovite et pétersbourgeois, sous le drapeau du Social-patriotisme combattant.

4. — Dans la fraction parlementaire, c'est la désagrégation chronique. Tchkhéidzé et Skobelev déclarent, du haut de la tribune, leur solidarité avec Zimmerwald et se refusent à toute responsabilité politique envers l'O.K. Ils n'ont pas une seule fois protesté contre la participation aux Comités de guerre.

S'il est vrai que les déclarations de ce groupe parlementaire procurent un appui certain aux Zimmerwaldiens allemands, français et italiens et jouent dans ce sens un rôle progressif, sa position en politique intérieure et en particulier dans les problèmes intérieurs du Parti, est équivoque et menace de se changer en une couverture de la coopération prolétarienne avec la bourgeoisie libérale.

5. — À la limite du « Bloc d'Août », nous trouvons le (ainsi nommé) Secrétariat pour l'Étranger, qui se rapproche de l'aile droite des Zimmerwaldiens (Ledebour, Bourderon, etc.). Mais restant lié à la fraction parlementaire, il dévoile son incapacité de se délivrer de ce lien et de mobiliser les éléments révolutionnaires du Menchéviks contre les Sociaux-patriotes reconnus et agissant sans conscience. Au contraire, le Secrétariat a toujours sauvé l'unité du « Bloc d'Août », étouffant les contradictions autant qu'il pouvait se faire et affermissant la position des Sociaux-patriotes. Il combat avec une énergie accrue les Internationalistes révolutionnaires, en particulier *Naché Slovo*, tout en se réconciliant avec la politique de la « Défense ».

En définitive, le « Bloc d'Août », dont l'aile droite soutient les Sociaux-patriotes (*Samozachita*), se rapproche, de par ses éléments de gauche, du Longuettisme. Pour autant que dans les conditions offertes par le régime de Sturmer, un Social-patriotisme déclaré à l'image de Plékhanov et de Potriessov ne peut longtemps se maintenir chez les prolétaires, la politique du « Bloc d'Août » présente le plus grand danger. Sous le couvert du drapeau zimmerwaldien, s'accomplit un travail de subordination des sphères dirigeantes du prolétariat à la bourgeoisie impérialiste. Dans ces conditions, seule une lutte concertée et énergique de tous les Internationalistes contre le « Bloc d'Août » peut réduire au minimum l'influence anti-révolutionnaire du nationalisme et de l'opportunisme sur le mouvement ouvrier russe.

6. — Dans le camp des Internationalistes russes, nous trouvons d'abord le groupement « Social-démocrate ». Il nous est arrivé souvent de signaler les traits caractéristiques de ce groupe, lesquels ne l'empêchent pas d'être un facteur important révolutionnaire, mais le privent des moyens de saisir les éléments révolutionnaires du mouvement. Dès le début de la guerre, le groupe social-démocrate se comporta de façon hostile vis-à-vis du slogan de la lutte pour la paix. Comme l'expérience l'a montré, ce slogan permet la mobilisation de l'opposition prolétarienne, et c'est seulement sur cette base que les Internationalistes révolutionnaires peuvent avec succès accomplir leur travail. La formule « Guerre civile », bien que dépeignant avec justesse l'âpreté croissante et contradictoire « La défaite de la Russie est le moindre mal » crée des difficultés à nos homologues allemands et n'enrichit en rien notre propagande ; au contraire, elle la rend plus malaisée et fournit une arme efficace à la démagogie social-patriote. Une semblable exagération des slogans révolutionnaires est d'autant plus dangereuse, que le groupe social-démocrate les transforme aussitôt en critères absolus de l'Internationalisme. Ces traits négatifs n'empêchent pas, et maintenant moins que jamais, de reconnaître la franche nécessité de coordonner notre action avec celle de « Social-démocrate ».

Une coordination de cet ordre ne peut être efficace qu'à la condition d'un accord total et organique de tous les groupements divers à l'étranger et en Russie qui, sur la base de l'Internationalisme révolutionnaire, combattent impitoyablement le libéral-nationalisme, dont le travail sur les masses ouvrières, s'accomplit, non seulement, sous le drapeau de *Prisiv*, et de *Samozachita*, mais aussi sous le couvert du « Bloc d'Août ».

Cet accord est d'autant plus indispensable qu'il répond à la nécessité d'un groupement *international* unique. La gauche zimmerwaldienne, jouant incontestablement un rôle progressif dans l'unification des Zimmerwaldiens, ne regroupe pas actuellement tous les groupes et fractions révolutionnaires. Seule la création de liens idéologiques et organiques entre tous les éléments internationalistes-révolutionnaires et l'élargissement de l'unification révolutionnaire peuvent être la garantie sérieuse contre les surprises et les retours en arrière dans le processus du développement de la III<sup>e</sup> Internationale.

(AOÛT 1916).

### LE VOYAGE DU DÉPUTÉ TCHKHÉIDZÉ

*Kavkazkoe Slovo* reproduit une information parue dans le journal géorgien *Tanamédrové Azri* sur la visite du député Tchkhéidzé (invité par la population) dans des localités de Basse Imérétie, où des troubles éclatèrent à la suite de la cherté de la vie. Le député prit la parole dans une assemblée populaire, réunie dans l'église de Samtrédi, avec la permission de l'administration. Le colonel-prince Mikéladzé prononça le discours d'ouverture, après quoi le pope Khoundfadzé s'adressa au peuple en une courte allocution. Ensuite, Tchkhéidzé, dans un long discours, démontra la nocivité de tout genre d'excès et, dans l'intérêt même de la population, démontra l'impossibilité de lutter contre la vie

chère par le pillage et la destruction des biens créés par le travail du peuple. Le député invita les assistants à faire preuve d'initiatives individuelles dans un effort commun pour la création de caisses de secours et de coopération pour améliorer le sort des villageois. L'assemblée adopta une résolution condamnant tout acte de violence et appelant les habitants au calme. Le soir, le gouverneur arrivant de Novo-Sénak approuva la tenue de l'assemblée et les termes de la résolution.

À Poti, le député prononça, le 23 juillet, un discours très brillant, coloré et plain d'arguments sur la situation économique actuelle, qui fut très vivement applaudi.

Tels sont les communiqués de la presse russe. Si c'est la vérité, — et malheureusement, le lien entre les faits évoqués ne permet pas le doute, — il nous faut poser devant l'opinion générale de la Social-démocratie révolutionnaire quelques questions sur le sens politique du comportement du député Tchkhéidzé.

Par suite de la vie chère, des « troubles » ont eu lieu au Caucase. Par « troubles », nous entendons, de l'agitation, des actes de violence, des pillages de boutiques, etc. De pareils événements se produiraient en Allemagne que nous en conclurions au profond mécontentement des classes inférieures du peuple. Nous n'avons aucune raison d'en juger autrement si ces faits se passent en Russie, non pas en saxe mais, en Imérétie. Nous n'avons aucun intérêt politique à recommander les pillages de boutiques ou la « destruction des biens du peuple ». Au contraire, nous devons expliquer aux masses que la productivité ne doit pas être en butte à des violences épisodiques exercées contre les biens de consommation et les spéculateurs. Ce sont là des vérités premières. Le député pouvait et devait les exposer devant les masses excitées. Mais sera-ce suffisant ?

Il est vrai que le député a insisté sur la nécessité du développement des initiatives dans le domaine de l'entraide, coopératives, etc. Ces conseils se passent de commentaires. Mais, encore une fois, sera-ce suffisant ? Il est incontestable que le colonel et le pope aient invité le peuple à ne pas piller, mais à se soucier d'édifier des coopératives. Quand Khvostov (le neveu) fut appelé au ministère de l'Intérieur, il recommanda, dans son programme, de combattre la cherté de la vie au moyen de coopératives. Ainsi, le slogan « pas de pogroms, mais des coopératives », est devenu le slogan officiel des journaux et des partis de ceux qui portent la responsabilité de la guerre et de ses conséquences. Pour développer à Samtrédi et à Poti ce programme paisant du gouvernement, on n'avait nul besoin d'un orateur social-démocrate.

Le devoir de ce dernier était de dissiper les nuées des mensonges officiels et non pas d'entretenir les illusions des masses, mais de leur ouvrir les yeux sur les causes réelles de la vie chère et les responsabilités. C'était la seule voie possible pour convertir les idées de Zimmerwald en des slogans accessibles aux travailleurs. Il se peut, après tout, que Tchkhéidzé ait parlé ainsi et que la presse bourgeoise avec sa malhonnêteté foncière ait travesti ses paroles ? Une pareille supposition serait, à la fois, vraisemblable et séduisante. Mais malheureusement, elle se heurte à la logique des faits. Si Tchkhéidzé s'était donné comme but d'expliquer aux masses affamées et désespérées le sens de la guerre et les causes réelles de la vie chère, en tant qu'orateur social-démocrate, il n'aurait pu sans conflit être assisté par le colonel Mikéladzé et le pope Khoudadzé. Après un discours social-révolutionnaire, digne d'un authentique Zimmerwaldien, la foule

n'aurait pu adopter une résolution que le gouverneur a approuvée ! Si le député avait exposé le point de vue révolutionnaire sur la guerre, il n'aurait pas eu la possibilité de s'expliquer en toute quiétude.

Il faut le dire franchement : le rôle du député sous l'égide d'un gouverneur, d'un colonel et d'un pope a été un spectacle regrettable. C'est dans le meilleur cas possible le rôle d'un libéral mou qui se contente d'agiter les mains de façon apaisante. Pour en arriver là, ce n'était pas la peine d'adhérer aux idées de Zimmerwald !

Plus d'une fois les membres de la fraction parlementaire Cadet ont acclamé l'opposition allemande et particulièrement Liebknecht. Mais celui-ci ne s'est jamais chargé de pacifier des foules de femmes affamées avec la coopération de l'administration Hohenzollern. Aux côtés de Liebknecht, nous n'avons jamais vu de colonels, ni de pasteurs ; les « schtzmänner » (policiers) ne lui ont pas ouvert le chemin dans la foule et les conseils provinciaux n'ont pas approuvé ses résolutions. Liebknecht est apparu sur la place publique au cri de « À bas la guerre ! À bas le gouvernement ! » Les policiers l'ont empoigné et les colonels allemands, avec la bénédiction des pasteurs, l'ont « mis à l'ombre » pour 4 ans ! Tel est Liebknecht !

Tous ceux qui ont salué le député révolutionnaire de Postdam n'ont pas l'obligation de l'égaliser en courage et en esprit de décision. Aucun député socialiste n'a l'obligation d'être un Liebknecht. Mais qui adhère aux idées de Zimmerwald — sous le drapeau de Liebknecht, — ne peut impunément compromettre ce drapeau !

(Naché Slovo, 3 septembre 1916).

### **ENCORE SUR LE VOYAGE DU DÉPUTÉ TCHKHÉIDZÉ**

Dans le Bulletin n° 1 du Comité pour l'Étranger du Bund (septembre 1916), nous lisons un article diffus de Martov (« Le danger de la simplification ») défendant le fameux voyage du député Tchkhéidzé. L'article contient, à côté du rapport des faits et de précisions complémentaires, une philosophie de l'action politique se rapportant au cas en question. Mais ce qui nous intéresse, par-dessus tout, ce sont les éléments tangibles de l'article.

Martov parle de la participation du peuple russe aux pogroms caucasiens provoqués par la vie chère. À ce sujet, le maire de Soukhoum a télégraphié au député Tchkhéidzé. Suivant le journal marxiste caucasien, la police de Soukhoum avait arrêté à la tête de la foule grondante un certain Karp Pédanov et trouvé sur lui un document signé Pouritchkiévitch et recommandant Pédanov comme « un personnage capable de mener une foule et possédant l'art de soulever les masses ». C'est alors que le député social-démocrate est entré en lutte contre cette propagande<sup>27</sup>.

S'appuyant sur ces données, Martov, non seulement n'est pas d'accord sur le fait que la tournée de Tchkhéidzé soit « regrettable au plus haut point », mais il estime que le député a rempli son devoir socialiste. Si ce voyage a été sévèrement critiqué par la

---

<sup>27</sup> Remarquons que les bourgeois de Tiflis et d'ailleurs ont tous les motifs de « gonfler » l'activité des « Cent-Noirs » afin de diminuer leurs propres spéculations sur les produits alimentaires.

presse socialiste, c'est parce que les critiques ont usé de la caution offerte par le journal *Kavkazkoe Slovo* dirigé par le « Cent-noir » bien commun, Timochkine, et ont donné aux lecteurs un « tableau entièrement faux » du comportement du député. La meilleure preuve est fournie par la présence de l'officier Mikaela, « bien connu pour ses activités radicales » et celle du pope Khoundadzé, « poursuivi en 1905 pour sa participation au mouvement Kadet ».

Ainsi se termine l'exposé des faits dans la première partie de l'article. Nul doute que celle-ci ait convaincu des lecteurs convaincus par avance.

Commençons par la source : le journal *Kavkazkoe Slovo*. Est-il dirigé par Timochkine ? Nous n'en savons rien. Il est possible qu'il en soit ainsi. Mais il s'agit du fait suivant : *la référence faite par le journal est une traduction du journal géorgien marxiste*. Martov se tait à ce sujet bien qu'il sache fort bien de quoi il retourne. Donc, Martov sait très bien ce qu'il fait, quand il se tait sur la source réelle de l'exposé des « Cent-noirs ».

D'autre part, il se peut que *Kavkazkoe Slovo* ait donné une traduction trompeuse. Il fallait le dire ! Mais il est frappant de constater que Tchkhéidzé lui-même — une personnalité plutôt intéressante ! — n'ait jamais contredit l'exposé reproduit par une grande partie de la presse de « gauche » (y compris le journal menchévik, *Goloss*, de Samara), de telle sorte que les travailleurs russes ont appris du voyage du député ce que voulait bien leur en faire savoir le « Cent-noir » Timochkine.

Il est plus frappant encore de constater que le journal réactionnaire se découvre une sympathie extraordinaire pour Tchkhéidzé, le couvrant de fleurs pour son brillant discours, son humour, son don de convaincre, son influence sur les masses, etc. Pourquoi Martov ne se demande-t-il pas : quel intérêt a Timochkine à louer Tchkhéidzé et à le « monter en épingle » ? Est-ce qu'il a exécuté un travail allant au-devant des vœux des « patrons » de Timochkine ?

Mais Tchkhéidzé a « parlé de la situation politique en Russie ». Mais Tchkhéidzé — écoutez bien ! — a déclaré aux bourgeois de Tiflis qu'il « n'était pas disposé à se limiter à l'interprétation des causes de la situation actuelle ». Malheureusement, ni les agences télégraphiques, ni Martov ne nous font savoir ce que, réellement, le député a raconté sur la situation politique en Russie. Nous sommes enclins à croire qu'il en a dit beaucoup de bien. Personne ne pense que Tchkhéidzé ait rédigé son discours sur la base des « tuyaux » fournis par Timochkine ; dans ce cas, les bourgeois de Soukhoum et de Tiflis auraient-ils eu besoin d'un député social-démocrate pour apaiser la foule ? Nous savons que la résolution adoptée condamnait (ce qui est normal) le pillage des boutiques et recommandait la création de coopératives et qu'ensuite « la résolution rencontra la pleine approbation du gouverneur qui recommanda aux autorités de ne créer aucun obstacle à la réalisation de la série de réunions projetée par le député. Ce fait nous suffit pour démolir la belle mosaïque de Martov. Il est malheureux que ce dernier ne souffle mot du gouverneur. Celui-ci aurait-il adhéré à un mouvement quelconque... ? Ou bien serait-il... à la retraite... ? Non, ce n'est pas son genre : car il donne des ordres à la police pour ne nuire en rien au député, se réservant des arguments irréfutables au cas où les conclusions de Tchkhéidzé n'auraient pas l'effet désiré. Nous voyons que Martov est très éloquent quand il se tait.

Sur ce point, notre auteur est semblable au député Tchkhéidzé qui parle très bien de la « situation politique en Russie », mais sait se taire plus éloquemment encore sur les slogans élémentaires qui, seuls, pourraient justifier son action. Car — et Martov sera d'accord avec nous —, si Tchkhéidzé n'avait pas passé ses slogans sous silence, nous n'aurions pas eu les dispositions prises par le gouverneur, l'exposé de Timochkine et les télégrammes des agences, ces touchantes démonstrations de « l'Union sacrée ! ».

Toutes les banalités sur « la spontanéité » et la « prise de conscience » dont Martov nous abreuve avec un petit air de supériorité fort peu justifié, attirent la pleine approbation de la rédaction du « Bulletin ». Mais elles ne peuvent dissimuler au lecteur attentif que le député Tchkhéidzé a fait, au cours de son voyage, un travail qui n'était pas le sien et qu'il n'y a pas apporté la spontanéité des premiers éléments de la prise de conscience *socialiste*.

Justement pour les mêmes raisons qui rendent le voyage de Tchkhéidzé satisfaisant aux yeux du gouverneur, des bourgeois de Tiflis, de Timochkine, des agences officielles et des radicaux en soutane (et les commentateurs de Zürich... ?), nous le déclarons scandaleux !

(Natchalo, 3 novembre 1916).



## X. LA CRISE DU SOCIALISME FRANÇAIS

[Retour à la table des matières](#)

### UNE ÉPOQUE S'EN VA

Aujourd'hui, le corps d'Édouard Vaillant a été incinéré.

C'est toute une époque du socialisme français qui disparaît. Le Socialisme international s'est affaibli non seulement spirituellement, mais physiquement, avec la mort de ses représentants les plus illustres. Bebel est mort pendant la Conférence de Bucarest, entre la guerre balkanique et la guerre actuelle. Je me souviens d'avoir appris cette nouvelle, dans la gare de Ploesti, de la bouche de Ghéréa, célèbre écrivain roumain ayant fui la Russie. Elle me semblait incroyable, comme celle de la mort de Tolstoï. Pour qui était lié à la vie politique allemande, Bebel en était une part inséparable. À cette époque-là, le mot *mort* avait une toute autre signification que maintenant. « Bebel est mort ! ». « Que deviendra la Social-démocratie allemande ? ». Je me souviens comment, il y a cinq ans, Ledebour définissait la vie de son Parti : 20 % de radicaux décidés, 30 % d'opportunistes, et le reste tenait pour Bebel.

La mort de Liebknecht était déjà un avertissement pour la vieille génération — en ce sens qu'elle pouvait quitter la scène sans avoir rempli sa mission historique. Mais tant que Bebel vivait, le lien avec la période héroïque du mouvement demeurait, et les traits non « héroïques » des dirigeants de seconde zone ne ressortaient pas aussi nettement.

Quand la guerre éclata et que les socialistes eurent voté les crédits, la question vint naturellement : qu'aurait fait Bebel en ce cas ? Mais Bebel n'appartenait plus au monde des vivants ; l'Histoire l'a enlevé de son chemin pour laisser apparaître en pleine lumière les sentiments et l'état d'esprit qui, presque invisibles mais d'autant plus insoumis, s'accumulèrent dans la Social-démocratie allemande.

Jaurès, non plus, n'était plus de ce monde. La nouvelle me frappa quand j'étais à Vienne que je devais quitter précipitamment : elle me causa une impression aussi profonde que les premiers coups de tonnerre de la guerre. Les événements s'enchaînent fatalement : la personnalité s'efface quand se produit le choc des peuples en armes, choc provoqué par des causes lointaines, indirectes, profondes et superficielles. Mais la mort de Jaurès, avertissement du heurt futur de masses innombrables, donna un cachet dramatique aux événements en marche. C'est la plus haute variante du thème antique, mais toujours actuel, de la lutte du héros et du destin. Une fois de plus la fatalité a triomphé. Jaurès est tombé, la tête transpercée de balles. Le Socialisme français fut décapité, et bientôt la question se posa : quelle sera sa place dans les événements actuels ?

Il semblerait que l'Histoire, en préparant la chute de l'Internationale, se soit facilité la tâche en écartant deux hommes qui symbolisaient le mouvement de cette époque : Bebel et Jaurès.

Bebel incarnait le mouvement obstiné et inflexible de bas en haut de la nouvelle classe. Ce vieillard sec ne semblait fait que de volonté tendue vers un but unique. Dans sa pensée, dans ses discours, dans ses écrits, il évitait les pertes d'énergie qui ne mènent pas directement au but. Il n'était pas seulement l'ennemi de toute rhétorique, mais il était absolument étranger aux fioritures esthétiques. Là, résidait la suprême beauté de son éloquence politique. Il illustrait une classe qui étudie pendant le peu d'heures libres, tient compte de chaque minute et assimile avidement ce qui lui est nécessaire.

Jaurès en était l'antithèse — tout entier — de haut vol ! Son monde spirituel consistait en traditions idéalistes, en fantaisies philosophiques, en conceptions poétiques, et il possédait autant de traits aristocratiques que Bebel de traits plébéiens. En dehors de cette différence psychologique de deux types d'homme — l'ancien tourneur et l'ex-professeur de philosophie — il existait aussi une différence profonde logique et politique de la conception du monde. Bebel était un matérialiste, Jaurès un idéaliste éclectique. Bebel était un marxiste révolutionnaire, Jaurès un réformiste ministériel. Mais, en dépit de ces différences, ils illustrent, à travers le prisme de la politique française et allemande, l'une et l'autre de ces positions politiques.

C'était le temps de la paix armée dans les relations internationales aussi bien que dans les relations de classes. L'organisation du prolétariat allemand croissait sans arrêt, les caisses se remplissaient, le nombre des journaux, des députés, des conseillers municipaux augmentait sans interruption. La réaction tenait fermement ses positions. Le choc entre ces pôles d'attraction de la collectivité germanique était inévitable. Mais comme ce heurt mettait du temps à se produire, que les forces et les moyens de l'organisation croissaient, que toute une génération s'habituaient à cet état de choses, et bien que tous écrivaient et prédisaient que ce choc devenait inévitable — comme la rencontre de deux trains lancés l'un contre l'autre sur les mêmes rails — on finit néanmoins par pressentir que le choc était inéluctable. Le vieux Bebel se distinguait de beaucoup d'autres par sa conviction, jusqu'à la fin de ses jours, que les événements sont guidés par la fatalité, et, le jour anniversaire de ses soixante-dix ans, il parla en termes d'une passion singulière de la révolution sociale dont l'heure était proche.

En France, n'existaient ni développement méthodique du Parti ni domination ouverte de la réaction. Au contraire, l'appareil gouvernemental, sur les bases du fonctionnement parlementaire, était accessible. Quand Jaurès eut rejeté les attaques du cléricisme et du royalisme pendant l'affaire Dreyfus, il estima que commençait la période des conquêtes « réformatrices ». Son adversaire, Jules Guesde, donnait aux tendances marxistes et aux perspectives à la française un caractère sectaire. Fanatique enragé, il attendait le coup libérateur de tout le feu de sa conviction et de son impatiente tension. Jaurès restait sur le terrain de la démocratie et de l'évolution. Il regardait comme sa tâche essentielle de balayer de la route du Socialisme les obstacles réactionnaires et d'opérer, grâce au mécanisme parlementaire, des réformes sociales qui devaient reconstruire, rationaliser et faire renaître l'ordre collectif. Mais le développement économique français était lent, les relations de classes conservaient les diverses fractions parlementaires, mais n'affectant pas le rapport des forces de base. De même qu'en Allemagne on s'habituaient à la croissance satisfaisante du parti, de même en France

les Socialistes entraient dans le jeu parlementaire, ne se souvenant des « conquêtes » indispensables que dans de solennels discours.

Un processus singulier se produisit dans le domaine des questions de politique internationale. Après la guerre de 1870, on s'attendait à sa répétition. Le militarisme croissait sans cesse, mais la guerre s'éloignait au fur et à mesure. Des deux côtés du Rhin, on parlait de la guerre inévitable, mais, finalement, la majorité finit par cesser d'y croire. On s'habitua à la croissance du militarisme comme à celle des organisations ouvrières. 45 années de paix armée, intérieure et extérieure, enlevèrent, petit à petit, à toute une génération les traits de la psychologie révolutionnaire. Et justement quand ce travail fut accompli, l'Histoire fit tomber sur la tête de l'Humanité cette immense catastrophe qui en entraîne tant d'autres à sa suite. Vous ne pouvez rien y faire : c'est la dialectique du développement.

Bebel et Jaurès, chacun à sa manière, reflétaient leur époque ; en tant que génies, ils la dépassaient de la tête ; ils ne s'y anéantirent pas, et c'est pourquoi ils auraient pu être pris au dépourvu par les événements, à un moindre degré toutefois que leurs collaborateurs directs. Mais ils sortirent à temps de l'arène politique pour procurer la possibilité à l'Histoire d'expérimenter les influences de la catastrophe sur une conscience non révolutionnaire.

Aujourd'hui ont eu lieu les obsèques d'Édouard Vaillant. Il était l'unique survivant de marque des représentants de la tradition du Socialisme national français, le *blanquisme*, qui alliait des méthodes d'action violente allant jusqu'à l'insurrection, au plus ardent patriotisme. En 1870, Blanqui, dans son journal *La Patrie en danger* ne voulait pas connaître d'autre ennemi que le « prusco ». Gustave Tridon, un ami de Blanqui, sortit avec Malon de l'Assemblée Nationale, le 3 mars 1871, pour protester contre la ratification du Traité livrant l'Alsace-Lorraine aux allemands : « je lutterai sans trêve contre ce traité criminel, écrivait Tridon à ses électeurs, jusqu'au jour où la révolution et votre patriotisme l'auront détruit. » Il n'y a là aucune contradiction. Vaillant était issu de Blanqui, comme celui-ci était issu de Babeuf et de la Grande Révolution. Cette filiation épuisa et stoppa tout développement de la pensée politique. Bien que Vaillant appartînt au petit nombre des Français qui connaissaient bien l'allemand et la littérature allemande, il regardait toujours la France comme une nation messianique choisie pour être la libératrice des peuples et leur apporter la vie spirituelle. Son socialisme était profondément patriotique, de même que son patriotisme était libérateur et messianique. La France avec sa natalité stagnante, son économie arriérée et ses formes conservatrices de pensée et de vie, lui semblait être *l'unique* pays de mouvement et de progrès.

Après les épreuves de 1870-1871, Vaillant devint un adversaire fanatique de la guerre et, en luttant contre elle, préconisait les moyens les plus extrêmes, de même que son collègue des Congrès internationaux, l'anglais Keir-Hardie, décédé quelques mois avant lui. Mais quand la guerre éclata, toute l'histoire européenne, passée et future, se concentra pour Vaillant autour du destin de la France. Comme toutes les victoires de la pensée et les succès de la justice découlaient, selon Vaillant, de la Révolution qui était et restera française, il devait finalement arriver à lier ses idées avec le sang de la race. Il s'agissait du salut du peuple portant le message divin et, dans ce but, Vaillant était

prêt à mettre toutes ses forces en action. Et le vieillard se mit à écrire des articles dans le journal de Blanqui. Il bénissait le militarisme — qu'il avait si ardemment combattu — mais à la condition que cet héritier de la grande Révolution écrase le militarisme allemand. Vaillant était le partisan de la guerre jusqu'au bout. Ses articles quotidiens respiraient une telle passion chauvine que des nationalistes plus modérés, du type Renaudel, se sentaient froissés. Dans la cervelle du blanquiste de 75 ans se forma une conception mécaniquement révolutionnaire. Le militarisme allemand n'était pas issu des conditions sociales allemandes, mais devenait une espèce de création monstrueuse que devait abattre le glaive de la République, Vaillant désespérait de la « race » allemande. Et quand Clara Zetkine eut manifesté son opposition au militarisme (à Stuttgart), Vaillant se mit à rechercher des traces de sang gaulois dans le Sud de l'Allemagne pour expliquer le courage des socialistes württembourgeois...

Renaudel, Compère-Morel et Longuet considéraient avec inquiétude le vieillard, le Don-Quichotte du messianisme révolutionnaire de la France, qui ne voyait pas à travers ses éternelles lunettes sombres les changements profonds des conditions historiques. Quelques mois plus tard, on écarta définitivement Vaillant. La direction du journal fut prise par Renaudel, le vulgarisateur des idées de Jaurès, l'héritier des traits les plus faibles de son maître génial...

J'ai rencontré Vaillant, il y a quelques mois, au Comité d'action (institution militaire, composée de délégués du Parti et de représentants des syndicats). Vaillant ressemblait à son ombre, l'ombre du blanquisme avec les traditions des guerres sans-culottes à l'époque de la guerre mondiale impérialisme. Il vécut jusqu'au moment où le glaive de la République, qui devait anéantir la dynastie Hohenzollern, fut confié au catholique et royaliste Castelnau. À ce chapitre de l'histoire de France, le vieux blanquiste mourut, donnant à sa mort un trait de caractère politique. Le Socialisme français perd un homme solide. Les médiocrités de l'époque des interrègnes n'en seront que plus significatives. Mais pas pour toujours et pas pour longtemps. La vieille époque quitte la scène avec ses personnages, une nouvelle époque en trouvera d'autres.

(Paris, 22 décembre 1915).

### **NOTRE CONCOURS**

Deux journaux parisiens ont jugé utile de secouer l'apathie de leurs lecteurs au moyen d'un concours. Le premier, *L'Événement*, journal jusqu'aboutiste, est très lié, paraît-il, à la firme d'armements Maxim dont le patriotisme est à la hauteur de ses dividendes. Le député social-patriote, Alexandre Varenne, membre de la rédaction, a reçu le surnom de « chasseur de chez Maxim ». À ce titre, prétend un des rédacteurs de *Prisiv*, il écrit dans le journal « munitionnaire » sous le pseudonyme d'un ex-député. Et voici que *L'Événement* offre 50 000 F à ses lecteurs pour désigner les guerriers qui se sont les plus distingués dans les combats.

*Le Bonnet Rouge*, journal inspiré par le financier radical Caillaux, adversaire du jusqu'aboutisme, bien que prudent, se permet, sous la direction d'Almeryda, de jouer avec les Longuettistes et même avec les Zimmerwaldiens. En harmonie avec son

caractère, la rédaction du *Bonnet Rouge* offre 5 000 F au lecteur qui désignera les dix lois sociales les plus indispensables.

Encouragé par ces exemples, Naché Slovo a décidé de gratifier ses lecteurs d'un concours. Il n'est pas compliqué. Dans les n° 174 et 175, nous avons tenté de dire que la place de Jaurès était occupée par des ... épigones. Mais la censure, par deux fois, a biffé les vocables caractérisant ces épigones. À en croire le dictionnaire encyclopédique, on appelle épigone les individus de petite taille essayant de reprendre les qualités de leur maître. On demande : quel mot fut barré par la censure ? Pour faciliter la solution du problème, nous faisons savoir que le mot biffé ne renferme aucun secret politico-militaire, pas plus qu'un appel à renverser l'ordre établi. Malheureusement, nous ne pouvons offrir à nos lecteurs ni 50 000 ni même 5 000 F pour des motifs qu'il est aisé de deviner.

(Naché Slovo, 3 août 1916).

### **MANŒUVRES DES LONGUETTISTES**

Les nuages de poussière soulevés dans toute la presse française par le premier Congrès national du Parti socialiste ne sont pas encore retombés qu'on découvre en eux la question principale posée par l'opposition longuettiste : le rétablissement des relations internationales. Les longuettistes se sont prononcés en faveur de la nécessité de rétablir l'Internationale. C'est l'unique différence « de principe » entre leur résolution et celle de la majorité officielle. Mais la question reste la suivante : comment les Longuettistes envisagent-ils de rétablir les relations internationales si, toutefois, ils le désirent *réellement* ? Là-dessus, la résolution des Longuettistes se limite à proposer une convocation préliminaire des partis socialistes alliés, en espérant (à vrai dire, en promettant) d'agir à travers cette Conférence sur les sphères officielles du Parti socialiste français.

Mais quels sont ces Partis alliés ? Les Partis italien, russe, anglais (les deux), serbe et portugais adhèrent à Zimmerwald. Les nationaux-réformistes italiens et le parti purement chauviniste de Hyndemann ne sont pas membres de l'ancien Bureau international (et c'est une condition essentielle de participer à la Conférence « alliée »).

En dehors de Zimmerwald, outre le Parti français, il ne reste plus que le Parti belge, c'est-à-dire les sphères officielles, car la volonté d'action du Parti ouvrier est écrasée par l'occupation allemande. Qu'espèrent donc les Longuettistes ?

Ils pensent que les Partis « alliés » s'accorderont sur la participation d'un seul camp. Ils espèrent que les Partis « zimmerwaldiens » se précipiteront sur une Conférence tenue avec Renaudel et Vandervelde, afin d'aider Jean Longuet à convaincre ces messieurs de la nécessité d'harmoniser les relations avec Scheidemann. On pourrait épiloguer sur la miraculeuse cécité des Longuettistes, mais l'affaire ne s'arrête pas là. Jean Longuet doit savoir que le parti italien, lui, a répondu négativement quant à la convocation d'une Conférence « alliée ».

Les anglais ont fait savoir qu'ils étaient pleinement d'accord avec les Italiens. Quant aux russes, Longuet ne peut nourrir aucune illusion. Donc les dirigeants longuettistes savent que la majorité des Partis « alliés » ne veulent rien savoir d'une Conférence « alliée ».

Et cependant les Longuettistes proposent aux masses cette Conférence insensée en tant que moyen unique de sauver l'Internationale. Cela signifie que, pieds et poings liés par leur politique gouvernementale, ils exploitent le manque d'information des masses et ne cherchent qu'une chose : gagner du temps. Mais dans ce cas, gagner du temps, c'est le perdre. Une pareille politique ne pourra jamais être assez sévèrement jugée.

(Naché Slovo, 13 août 1916).

### **LA DÉCLARATION PROPOSÉE AU COMITÉ POUR LA REPRISE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

L'opposition en France se compose de deux groupes : les Longuettistes et les Zimmerwaldiens. Comment ces derniers peuvent-ils et doivent-ils regarder la politique longuettiste ? La réponse à cette question a une importance considérable : pour pouvoir exister en tant qu'organisation indépendante, nous, les zimmerwaldiens, devons savoir clairement ce que nous avons l'intention de faire et ce qui nous sépare des longuettistes. Si nos différences étaient secondaires, ce serait un crime que de diviser nos forces.

En quoi consiste la politique des Longuettistes ? Dans toutes les questions fondamentales, ils marchent la main dans la main avec la majorité du Parti socialiste, par conséquent avec les partis de l'Impérialisme bourgeois. Les longuettistes regardent la guerre comme étant leur guerre. Ils ont inscrit sur leur drapeau tous les slogans qui illusionnent les masses : « Défense nationale »... « Rétablissement du droit »... « Destruction du militarisme » (au moyen de la guerre), etc. Ils portent la responsabilité devant l'Histoire de la transformation du Socialisme français en une arme au service de l'Impérialisme. Ils continuent sciemment à augmenter le poids de cette responsabilité en approuvant les crédits militaires qui servent à l'anéantissement des peuples.

C'est cette politique que suivent les Longuettistes, après deux ans d'une guerre dont le sens n'échappe plus à personne. Nous les jugeons d'après leurs actes et non d'après leurs pompeux discours. À la lueur de leurs actions politiques, toutes les déclarations « internationalistes » des Longuettistes manquent de signification sérieuse. Du point de vue de la lutte des classes, ces déclarations présentent soit une phraséologie vide, soit, pis encore, un moyen de masquer aux masses le caractère purement gouvernemental du Socialisme officiel.

Le bloc impérialo-gouvernemental a besoin du Socialisme officiel qui discipline les masses laborieuses et les soumet au militarisme en usant de l'autorité du Socialisme. C'est exactement ce qui se passe entre le Socialisme officiel et les longuettistes qui groupent autour d'eux les éléments mécontents, apaisent les consciences socialistes et les obligent à adopter cette politique qui suit la majorité guidée par Renaudel.



Le premier slogan « oppositionnel » des Longuettistes est la convocation du Bureau socialiste international.

Les Congrès internationaux, et en particulier le dernier, celui de Bâle, exigeaient que le B.S.I. continue son activité pendant la guerre. Mais cette dernière est caractérisée par la résolution du Congrès comme devant être la lutte pour la cessation immédiate de la guerre et l'exploitation des terribles dommages infligés aux masses laborieuses, afin de mobiliser celles-ci contre le Capitalisme. Mais les Longuettistes, en appliquant mécaniquement les exigences du Congrès de Bâle, à savoir la convocation du Bureau socialiste, ne renoncent pas à pratiquer « l'Union sacrée ». D'un autre côté, il est parfaitement clair que, sur la base de la paix sociale au sein de chaque nation, l'existence du Bureau serait dépourvue de toute signification. Plus encore, il s'avère que la convocation du Bureau, dans ces conditions, est pratiquement dépourvue de valeur. Donc, le principal slogan des longuettistes — le rétablissement des relations internationales — est privé de tout contenu socialiste ; il est pratiquement illusoire et n'a pour seul effet que d'apaiser les masses en leur présentant un espoir brumeux quant au travail sauveur accompli par le Bureau socialiste. Plus encore, plus se dévoile l'inutilité de la politique de Huysmans à mesure que la convocation du Bureau employée comme slogan sera opposée à la force montante de Zimmerwald. D'où la nécessité pour Les longuettistes de promouvoir un nouveau programme. Ils insistent maintenant — avec l'indécision qui est la marque même de leur nature — sur le retrait des socialistes du gouvernement. Il est hors de doute que la logique et l'esprit de suite ne sont pas du côté des Longuettistes ; un Parti qui participe à l'Union sacrée et soutient la guerre n'est pas fondé à refuser une participation au pouvoir ; mieux encore, du moment qu'un Parti juge possible de mettre des milliards à la disposition d'un ministre, il a le droit de superviser l'usage de ces sommes. L'anti-ministériisme des Longuettistes n'a pour but que d'apaiser la conscience éveillée des travailleurs et de les détourner de leur vraie lutte.

Si la politique de la majorité, conduite par Renaudel, Sembat et Guesde, enterre l'avenir du Socialisme français, celle des longuettistes menace de compromettre l'idée même de l'opposition au Socialisme officiel.

Aux yeux des larges masses populaires, le gouvernement de guerre, la dictature militaire, le Socialisme officiel, le syndicalisme officiel et la soi-disant opposition des Longuettistes doivent fusionner en eu seul bloc lié par une politique commune et une responsabilité commune.

La politique longuettiste n'est pas l'apanage du Parti : elle se retrouve avec des variations correspondantes dans les rangs des syndicats. Dans la proximité immédiate des ouvriers, la politique ouvertement pro-gouvernementale des Sembat et des Thomas est impensable. Plus la clique syndicaliste se lie au char sanguinaire de l'Impérialisme, plus ses dirigeants — tel Jouhaux — s'efforcent, en apparence, de s'écarter de la politique gouvernementale, et plus ils multiplient les déclarations et les gestes semi-oppositionnels. Leur journal *La Bataille* comporte de nombreux blancs, signe de son attachement à la lutte des classes ! La différence entre la conduite des Longuettistes et celle des partisans de Jouhaux provient de la non-identité objective de leurs conditions et de leurs activités : les Longuettistes conservent une apparence d'opposition au sein de l'organisation du Parti, alors que Jouhaux et C<sup>ie</sup> forment la

majorité dirigeante de la C.G.T. D'un autre côté, Jouhaux et C<sup>ie</sup>, n'étant pas députés, ne sont pas obligés d'approuver les crédits et conservent une apparence d'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie parlementaire. Mais sous ces différences extérieures, se dissimule la même tendance fondamentale qui s'efforce de soutenir la politique sanglante du pouvoir, en masquant cette aide par des déclarations et des gestes semi-oppositionnels.

Donc, définir la position des Zimmerwaldiens par rapport au longuettisme n'est pas seulement une affaire intérieure socialiste. Dans la même mesure, cette question concerne les syndicalistes révolutionnaires, de même que la politique de la C.G.T. concerne directement les socialistes révolutionnaires.

Il est tout à fait clair qu'il n'y a aucune différence de principe aux yeux des Zimmerwaldiens partisans de la lutte des classes révolutionnaire, entre les positions de Renaudel et de Longuet. Si nous voulons réellement combattre le Social-patriotisme et freiner la chute du mouvement ouvrier, nous avons le devoir de répéter partout aux travailleurs la vérité sur le longuettisme : ce dernier n'est qu'une arme de la bourgeoisie, un socialisme désarmé et inoffensif, qui dans l'intérêt de l'exploitation des masses se sert de la phraséologie de l'Internationalisme et de quelques articles inoffensifs de son Programme.

### **DANS LE COMITÉ POUR LA REPRISE DES RELATIONS INTERNATIONALES** <sup>28</sup>

Le projet de la déclaration proposée au « Comité pour la reprise des relations internationales », avait pour but de se différencier des Longuettistes. Cette nécessité vint principalement de la conduite des « Zimmerwaldiens » du Parti, tels que Bourderon et Brizon au dernier Conseil national ; nous savons qu'ils se joignirent à la résolution des Longuettistes et donnèrent ainsi le droit à la presse bourgeoise de traiter les Longuettistes et les Zimmerwaldiens comme étant un même groupe. Donc le Comité, dont Bourderon tire son autorité, courait le danger de se changer en un simple rameau de l'organisation longuettiste. La déclaration traitant le Longuettisme comme une simple variante de Social-patriotisme et déchargeant le Comité de toute responsabilité quant à la tactique des Longuettistes, était, répétons-le, absolument nécessaire. Le projet souleva de tumultueux remous dans les deux sessions de la Commission spéciale et dans celles du Comité même. Les éléments les plus modérés du Centre étaient contre « la déclaration de guerre aux Longuettistes dans les colonnes de *Ce qu'il faut dire*. Mais les éléments les plus radicaux exigeaient de se distinguer d'avec les Longuettistes.

Bourderon tenta de placer la question sur un terrain inattendu : peut-on permettre à des anarchistes et des syndicalistes de « juger » des socialistes en général et des Longuettistes en particulier ? Cette prise de position fit sensation. « Mais nous sommes unis pour un combat commun contre le nationalisme, nous avons donc des principes

---

<sup>28</sup> Le Comité pour la reprise des relations internationales se transforma en Comité de la III<sup>e</sup> Internationale. Entrèrent au Comité : Loriot, Rosmer, Monatte (qui fut mobilisé), des membres de la rédaction de *Naché Slovo* et aussi des éléments pacifistes, qui désertent bientôt : Merrheim, Bourderon, etc.

collectifs au-dessus des différences théoriques et d'organisation ; sinon, ce n'était pas la peine de s'unir. Vous, socialistes, vous avez le devoir de vous déclarer contre le nationalisme dans le mouvement ouvrier, contre Charles Albert et Jouhaux, comme nous, avec vous, nous nous déclarons contre la politique du Parti socialiste. »

Après des débats prolongés, le projet de déclaration fut adopté.

### **COMMENT COMBATTRE LE LONGUETTISME ?**

Nous pensons que les objections de Lozovsky avec lequel la rédaction — pendant son éloignement de Paris — n'est pas la possibilité d'échanger ses points de vue au sujet des problèmes soulevés et d'apaiser les malentendus, nous pensons que les objections de Lozovsky ne sont pas justes et qu'elles sont dangereuses par leurs conclusions politiques. Nous laissons de côté, pour le moment, les objections en ce qui concerne les groupements dans le syndicalisme correspondant aux organisations fondamentales du parti socialiste : la résolution de cette question exigerait une analyse détaillée qui nous entraînerait loin du problème de tactique et de principe soulevé par Lozovsky. Disons seulement que, dans la rédaction du projet de résolution, participèrent non seulement des socialistes, mais aussi des syndicalistes suffisamment versés dans les questions des groupements internes du Socialisme français.

Quelles sont les objections de principe de Lozovsky ?

En premier lieu, la Déclaration soupçonne la bonne foi des Longuettistes en parlant du « désir conscient de tromper les travailleurs. » En fait, la Déclaration ne dit pas cela, mais les citations que nous fournit Lozovsky disent tout-à-fait autre chose. Les Longuettistes veulent-ils détourner les masses de la lutte contre la guerre ? Ils ne le cachent pas en se déclarant contre « Zimmerwald ». Ils sont passés à l'opposition, produisant l'un après l'autre des slogans de second ordre (tels que la Conférence des partis « alliés »), sous la pression du mécontentement et de l'inquiétude des masses : ils tentent, en pleine conscience, de discipliner ces masses et d'apaiser leur mécontentement, afin de ne pas gêner la « défense nationale » et le bloc sacro-saint. Présenter l'affaire en disant qu'ils ne savent pas ce qu'ils font, est de la pure illusion. Ce sont des vétérans de la politique qui ont trempé dans toutes les eaux et qui agissent en pleine conscience - plus conscients que bien des Zimmerwaldiens qui s'égarèrent désespérément dans leur comportement vis-à-vis des Longuettistes soit en se soumettant à leur critique impitoyable, soit en capitulant devant eux. Que le camarade Lozovsky se souvienne au moins de la position des Zimmerwaldiens la veille du dernier Congrès national quand ils déclaraient que les Longuettistes asséneraient « un coup de poignard dans le dos » à l'opposition allemande, mais ils n'empêchèrent pas Bourderon de voter pour la résolution de Longuet. Pour une minorité numériquement aussi faible que les Zimmerwaldiens, ce serait courir un danger mortel que de se représenter ses adversaires politiques comme faibles intellectuellement et de se poser des problèmes idéologiques de défense au lieu de questions politiques et combatives. Sous-estimer l'ennemi est, en politique, la pire des fautes.

Mais, nous dit le camarade Lozovsky (l'aile gauche du Centre), ce sont nos amis de demain. C'est possible. Mais l'on peut dire avec tout autant de justesse, ce sont nos amis d'hier. Des Zimmerwaldiens tels que Bourderon et Brizon se sont rangés sous le drapeau de Longuet : remarquons en passant que la Déclaration parle de Longuettisme et non, comme chez le camarade Lozovsky, de « Centre ».

Le pont entre les deux groupes fut le slogan du rétablissement des relations internationales. La Haye ou Zimmerwald ? Quand le camarade Lozovsky insiste, à l'aide de conclusions idéologiques, sur la nécessité de participer à La Haye, en ignorant que cette question ne figure pas à l'ordre du jour et qu'une lutte implacable sévit entre les principes de La Haye et de Zimmerwald, il aide — contre sa volonté — des Zimmerwaldiens, du type Bourderon, à passer au longuettisme. Nous ne lui avons déjà démontré.

Le camarade Lozovsky, en se hâtant de nous donner des amis de « demain », ne se rend pas suffisamment compte de la distinction qu'il est indispensable d'établir avec nos ennemis d'aujourd'hui. Pour les Longuettistes, le manque de sincérité est l'arme principale du combat politique ; pour les Zimmerwaldiens, elle équivaut au trépas — plus exactement à leur dissolution dans le Longuettisme. En l'ignorant, Lozovsky pousse vers cette dissolution quand il oppose à l'acte politique — la Déclaration opposant les Longuettistes aux Zimmerwaldiens — une certaine — « discussion » entre eux. Si, suivant le camarade Lozovsky, en un an de travail politique après Zimmerwald, le Comité n'a pas réussi à définir sa politique vis-à-vis des longuettistes, il n'y a aucune raison fondamentale d'espérer que l'on peut y arriver au cour de débats avec ces mêmes Longuettistes. Quand une proposition semblable fut avancée, les éléments de gauche de la Commission s'exprimèrent, aussitôt, ainsi : « Pour entamer la discussion avec les Longuettistes, il est indispensable que nous définissons au préalable notre comportement envers les Longuettistes. » C'est ce but que définit la Déclaration.

Les objections de Lozovsky concernant la composition du Comité sont, pour le moins, attardées et, en tout cas, dépassent le but : elles sont dirigées contre ce Comité qui, il nous faut le remarquer ici, gêne Bourderon et ses plus proches amis. Si la politique du Parti n'est pas soumise au jugement du Comité grâce à la présence de syndicalistes, et si la politique des syndicats est exemptée également de critique en raison du motif inverse, de quels problèmes doit donc s'occuper le Comité ? Il est faux que de la part des anarchistes et des syndicalistes adhérant à Zimmerwald, il existe une tendance à attaquer le Parti en tant que Parti. Il suffit d'arguer du fait que l'anarchiste Sébastien Faure ait envoyé des félicitations aux Longuettistes, alors que le camarade Lozovsky le soupçonnait, sans aucun fondement, d'hostilité envers eux. En ce qui concerne le Longuettisme, comme dans toutes les autres questions, les syndicalistes modérés marchent avec les socialistes modérés en s'opposant aux éléments des deux camps.

Voici pourquoi nous pensons que le Comité a agi parfaitement bien quand il a approuvé, à la majorité, la Déclaration imprimée chez nous — il est vrai, elle ne l'est qu'en principe, car sa critique n'est pas encore achevée en commission. C'est la seule voie raisonnable, car de principe. Le succès pratique, c'est-à-dire l'influence sur les masses, est assurée dans cette voie. Tâchons seulement de ne pas nous en écarter.

(Naché Slovo, 18 août 1916).

## LES SOCIAUX-PATRIOTES FRANÇAIS ET ALLEMANDS

### Quelle est la réalité de l'opposition longuettiste ?

La Fédération socialiste de l'Oise a exigé le retrait des ministres socialistes. L'affaire a soulevé un grand intérêt en animant la vie terne du Socialisme français. Les leaders officiels ont rappelé une fois de plus, — en deux ans, on oublie si aisément ! — qu'il n'y a pas de ministérialisme en France, qu'il n'y a qu'une participation à la Défense nationale, et qu'après la guerre toute tentative de refaire l'expérience en temps de paix sera rejetée par l'immense majorité du Parti. Un des leaders de l'opposition longuettiste, Pressemane, a écrit que si eux, les opposants, tolèrent la participation de Guesde, de Sembat et de Thomas, ils ne le souffriront plus une fois la paix conclue. Paul Louis a menacé, à la dernière session de Sens, de provoquer la scission. L'intérêt de l'affaire ne réside pas dans le fait que les Longuettistes montrent de la fermeté là où elle n'est nullement nécessaire, mais dans celui où ils sont obligés maintenant de se plaindre de l'inconfort où les place la présence de ministres socialistes. La Fédération de l'Oise n'est pas isolée. Nombre de Longuettistes voudraient en finir avec le ministérialisme avant même la fin de la guerre. *Le Populaire* publie un article intéressant exclusivement par le titre : « Les ministres socialistes doivent-ils s'en aller ? » où il est démontré que le principal malheur du parti français est la participation des socialistes au gouvernement.

Du point de vue de la simple logique, le fait de disposer de trois ou plutôt de deux portefeuilles et demi ne supporte pas l'examen. Les longuettistes, on le sait, sont pour la Défense nationale et « l'Unité nationale ». Ils votent pour des motifs patriotiques de principe, les crédits militaires<sup>29</sup>. « Quels arguments pourrions-nous avancer, demande Longuet, pour justifier un refus de voter les crédits de guerre, c'est-à-dire la participation totale à la Défense nationale ? ». Mais si les Longuettistes regardent comme le devoir du parti socialiste de prendre la responsabilité de voter les crédits, leurs objections à toute participation au ministère prennent un caractère politique de double jeu. Le pari qui met volontairement au service du Pouvoir des hommes et de l'argent n'a pas le droit de refuser à ce même Pouvoir une collaboration à l'œuvre de répartition des crédits. Si le gouvernement, suivant Longuet, n'est pas assez parfait pour méditer la coopération d'un Guesde, pour quel motif Longuet accorde-t-il à ce même gouvernement les moyens de diriger le destin du pays ? Dans cette affaire, la logique est entièrement du côté des « ministérialistes ». Mais une incohérence ouverte et visible n'a jamais gêné les longuettistes. Sans aucune hésitation, ils isolent Brizon, Raffin-Dugens et Blanc, quand il s'agit de voter les crédits et, en même temps, les uns

---

<sup>29</sup> Reproduisons ici, pour caractériser la dialectique brillante de Longuet, un de ses arguments « Comment expliquerons-nous à nos combattants notre refus de verser des allocations à leurs femmes et à leurs enfants ? » Nous recommandons à Plékhanov cette nouvelle philosophie du social-patriotisme, suivant laquelle la guerre est une entreprise philanthropique, servant — par des chemins un peu détournés — à l'entretien des orphelins.

directement, les autres de façon détournée, donnent à entendre qu'il serait salulaire de faire sortir Guesde, Sembat et Thomas des rangs de ceux qui disposent des crédits.

Expliquer le tout par une simple « incohérence » serait trop facile et n'entre pas en ligne de compte. Les Longuettistes ont prôné, dès le premier jour de la guerre, la Défense nationale et ne se sont révélés des ennemis de toute participation au gouvernement que quand cette question a été soulevée. « Sembat a rappelé que Viviani n'a pas voulu assumer la responsabilité de sauver le pays sans la participation des socialistes. » Tous étaient terrifiés. Longuet rappela l'exemple de Rochefort et s'éleva contre toute participation. « J'ai déclaré moi-même, déclare l'auteur de l'article qui se cache sous un pseudonyme, avec amertume, mais avec des expressions assez maladroites (je ne recherchais pas les nuances) que la proposition me semble être une manœuvre... » Mais Paris était menacé, et l'on sait depuis longtemps que Paris vaut bien une messe, même pour les Socialistes. Les Longuettistes ont manifesté leur mécontentement à tout lien de leur Parti avec le ministère en toute occasion. Ils sont forcés, maintenant, de montrer leur « anti-ministériisme ». Mais ils soulignent que cette circonstance ne change en rien leur politique qui reste nationale et gouvernementale : *l'opposition à Renaudel ne signifie nullement opposition au gouvernement de classes*. Ainsi, en dépit de son manque de sincérité, le longuettisme se révèle assez ferme dans ses traits fondamentaux. Il faut se comporter vis-à-vis du Longuettisme, non comme vis-à-vis d'un phénomène passager, mais comme vis-à-vis d'un groupement politique et idéologique bien déterminé, qui poursuit ses buts propres avec ses propres moyens.

Nous avons que les longuettistes placent la Défense nationale comme base de leur action. « Une des erreurs les plus répandues, écrit Longuet dans le *Populaire* consiste dans le changement des membres de la minorité en partisans de la paix immédiate à tout prix... ». Montrant ensuite les mérites de l'opposition dans les services rendus à la Défense, Longuet poursuit : « Il n'y a pas un membre de la minorité qui ne soit prêt à refaire ce qu'il a fait, en le centuplant, pour la conservation de l'indépendance de notre pays et l'intégrité de notre territoire. » Mais il y a mieux encore : « Que l'insuccès le plus retentissant possible de la tentative d'hégémonie allemande, que sa défaite soit la condition indispensable à l'établissement de la paix, est pour moi irréfutable. » après vingt-cinq mois de guerre, après les coups de tonnerre et les éclairs du dernier Comité national du parti, Longuet formule son programme dans le même journal que Renaudel : Défense nationale et défaite du militarisme allemand. Ceci ne laisse aucune place aux illusions.

Mais le programme commun avec Renaudel ne suffit pas à Longuet. « Avec les résultats militaires, il faut obtenir des résultats diplomatiques : une paix qui ne contienne aucun germe de conflits sanglants pour l'avenir. » Pour garantir ces résultats diplomatiques il faut, à côté de la défaite du militarisme allemand, l'élaboration d'un programme commun de paix, le rétablissement des liens internationaux entre les prolétaires et la pression de l'opinion collective du socialisme et de la démocratie sur la diplomatie européenne. Nous avons ici le Longuet tout entier et le contenu de sa pensée politique — la sienne et celle de ses amis.

Le programme d'action unilatérale de défense nationale et de victoire sur le militarisme germanique exige un parti purement gouvernemental. Une politique de ce



genre enlève au parti socialiste le droit de se refuser à une participation directe au pouvoir.

Les Longuettistes, depuis quelque temps, insistent sur le retrait des ministres socialistes. En même temps, ils exigent la convocation du Bureau international socialiste. C'est à quoi se borne leur programme de sauvetage de l'Internationale.

Les Longuettistes, nous le répétons, ne peuvent pas ne pas comprendre tout l'illogisme d'un refus de la part d'un socialisme patriotique et gouvernemental à une participation au pouvoir ; mais au prix de cet « illogisme », ils veulent acquérir une plus grande liberté de manœuvre dans la sphère des relations internationales. Le but officiel de ces manœuvres est de placer, au service de la France et de « L'Humanité », la « force morale » de l'Internationale social-patriotique (Longuet et Huysmans ont compté par avance les voix en faveur des Alliés), et de compléter avec l'appui de l'Internationale l'œuvre « libératrice » du militarisme national.

Mais à côté de ce but officiel, il y a un motif beaucoup plus direct : l'état d'esprit des masses et en particulier celui des électeurs socialistes. La politique de Renaudel-Sembaat suit celle du Bloc national, et l'électeur peut douter des motifs qui l'avaient poussé à voter socialiste. Or, il faut penser au lendemain. Les Longuettistes proposent donc au gouvernement une politique de soutien, mais ils lui demandent de les libérer de toute responsabilité dans toute mesure prise par le pouvoir. Quel que soit la minceur de la distance qui sépare le socialisme gouvernemental et le ministère, elle peut être, suivant Longuet, « salvatrice » : en effet, elle libère les mains du parti, d'un côté pour les Internationalistes, de l'autre, pour les manœuvres intérieures qui permettent de garder une apparence « oppositionnelle » et de conserver les électeurs.

Le problème commun de Renaudel et de Longuet est de maintenir le Parti socialiste, pendant la guerre comme instrument de discipline des masses, pour les intérêts et sous le contrôle du gouvernement capitaliste, et d'utiliser ce travail pour élargir ou, pour le moins, pour maintenir les positions politico-parlementaires du Parti. Les deux diffèrent simplement dans la technique de l'exécution. Ils diffèrent, mais se complètent. Le Janus social-patriote regarde avec les yeux de Renaudel, avec foi et espoir, la République ; avec ceux de Longuet, il contemple les masses avec inquiétude.

### **LE LONGUETTISTE ET LA « MAJORITÉ » ALLEMANDE**

La politique des Longuettistes, se manifestent sous le drapeau de l'opposition, crée incontestablement de sérieuses difficultés en Allemagne. Celle-ci, même sous la forme de son aile modérée (Haase-Ledebour), a invoqué, en votant contre les crédits militaires, l'antagonisme de principe entre le prolétariat et le pouvoir capitaliste. La guerre est caractérisée exclusivement par des traits humanitaires et sentimentaux, et les longuettistes envoient « l'expression de leur chagrin » aux prolétaires de tous les pays afin d'y déclarer leur aptitude à prolonger leur action en faveur de la défense nationale, ce qui revient à dire qu'ils approuvent les crédits de guerre. Désavouant l'action de l'opposition allemande, les Longuettistes, pour leur auto-justification, falsifient le sens de leur politique. « En dépit de la vigilance de la censure, l'habileté de leurs dirigeants,

en dépit du désordre créé par la guerre. Désavouant l'action de l'opposition allemande, les Longuettistes, pour leur auto-justification, falsifient le sens de leur politique. « En dépit de la vigilance de la censure, l'habileté de leurs dirigeants, en dépit du désordre créé par la guerre, les socialistes allemands, comme l'écrivait un des chefs de l'opposition longuettiste, Pierre Mistral, ou du moins une bonne partie d'entre eux, ont pu découvrir la vérité et se convaincre de la volonté de guerre de leur gouvernement. C'est pourquoi Liebkecht, Meyer, Rosa Luxemburg, Clara Zetkine et des centaines d'autres sont emprisonnés tandis qu'une forte minorité avec Haase, Kautsky, Bernstein et Ledebour à sa tête, refuse les crédits militaires. » (*Le Populaire du Centre* 31 août.) De cette façon, la position de Kautsky, de Haase et aussi de Liebkecht est déterminée par la question : « qui a voulu la guerre ? ». Là, même l'expérimenté Homo ne s'est pas risqué à trancher la question indispensable au salut de « l'opposition » longuettiste. En dessinant la position de Liebkecht dans cette affaire « peu claire », il se voit obligé — en ce qui concerne Rosa Luxemburg et Meyer — de reconnaître dans les colonnes de l'Humanité que leur position « simpliste » découle du caractère impérialiste de la guerre et non de la nature pécheresse du Kaiser. Il ne faudrait pas, cependant, en conclure que Rosa Luxemburg le tienne pour un Juste !

Nous n'avons aucune raison ben fondée d'inscrire cette mauvaise volonté au compte de Mistral. Il est plus vraisemblable qu'il n'a, tout simplement, aucune compréhension de ce qu'il écrit. Mais sa caractéristique déplacée et antisocialiste de l'opposition allemande lui est nécessaire pour justifier sa place qu'il doit à l'Union sacrée. De plus, il découvre le caractère purement formel, presque phraséologique de « l'opposition » longuettiste, qui se tient dans l'opposition par rapport à Sembat et à Renaudel, mais non par rapport au gouvernement de classes.

En compliquant à l'extrême la position de l'opposition allemande, ce que *Vorwärts* avait déjà montré sous une forme modérée et prudente, les Longuettistes éveillent d'autant les espérances des cœurs nullement sensibles de la majorité allemande. Le plus sûr témoignage en est apporté par les échos de la presse social-patriote quant à la dernière résolution des Longuettistes.

Les cercles dirigeants de la Social-démocratie se sont depuis longtemps prononcés sur la nécessité de convoquer le Bureau socialiste international pour juger les questions posées par une cessation rapide de la guerre. Le terrain a déjà été tellement creusé sous les pieds de Scheidemann et d'Ebert que ces derniers sentent le besoin de raffermir leur autorité. Les sociaux-patriotes neutres, en insistant particulièrement sur la Conférence de La Haye, ont déjà proposé leurs bons offices pour le rétablissement des relations internationales sur le terrain d'un pardon mutuel des péchés commis. Mais la « résistance » du Parti social-patriote français constitua un obstacle non encore surmonté. Il ne s'agit pas de l'impossibilité pour Renaudel, ce descendant pas tout à fait en ligne droite de Robespierre, de tendre la main à Scheidemann tant que celle-ci ne s'est pas couverte du sang des Hohenzollern, père et fils. En fin de compte, Renaudel aurait tiré un bel effet scénique de cette poignée de main. D'autant plus que Renaudel a besoin de la pureté socialiste démontrée internationalement pour son propre usage interne. Mais — horreur ! — Renaudel est une victime du parlementarisme républicain. Scheidemann et Ebert font tout ce qu'ils peuvent pour soutenir la monarchie

impérialiste ; mais il ne viendra jamais à l'idée au Kaiser de les prendre comme ministres. Dans les pays de régime semi-absolu, le social-patriote le plus complaisant conserve une... apparence semi-indépendante. Scheidemann ne se serait jamais déplacé à La Haye sans la bénédiction de Bethmann-Hollweg. Mais ce faisant, il n'engagerait pas la responsabilité du chancelier. La misère du régime politique allemand crée ainsi des privilèges tant pour le social-patriote que pour le patron.

En France, il en va tout autrement. Le régime parlementaire a une logique presque automatique. Un parti, qui soutient le gouvernement, ne doit pas renoncer à des portefeuilles. De sorte que Renaudel ne peut se rendre à La Haye sans engager le gouvernement français. Quand Longuet, rompant avec la logique du régime parlementaire, se prononce contre la participation des socialistes au Pouvoir, il s'efforce simplement de donner au social-patriotisme les « privilèges » dont jouit... son confrère allemand.

Rien d'étonnant dans ces conditions que la majorité patriotique de la Social-démocratie allemande se soit hâtée de découvrir une âme sœur dans le Longuettisme. Homo a publié toute une série d'extraits de la presse allemande qui établissent, en chœur, l'identité de leurs bases tactiques avec celles des Longuettistes.

Pour se convaincre de la véracité de ces affirmations, il suffit d'opposer la résolution de la minorité française à la pétition lancée par la Direction du mouvement allemand en vue de rassembler des signatures parmi les travailleurs. La pétition déclare que la guerre est purement défensive du côté allemand. Elle se déclare catégoriquement opposée à toute annexion. Elle se limite à l'intégrité du territoire allemand et à la liberté de son développement économique. Elle exige du Pouvoir l'ouverture de pourparlers de paix et, en cas de refus de l'ennemi, promet au gouvernement la continuation de son aide. Si l'on compare ce programme à celui élaboré en août 1915 (liberté des mers, intégrité de l'Autriche et de la Turquie, libre accès aux colonies, etc.), on constate, suivant le commentaire parfaitement juste de *Berner Tagwacht*, une retraite à partir des positions du social-impérialisme sur celles du social-patriotisme. Cette retraite est mise en lumière par les attaques déplacées de sociaux-impérialistes avérés tels que Lentsch et les éléments les plus veules de l'opposition. Les brimades de l'administration empêchent la quête des signatures donnent à l'entreprise l'indispensable vernis oppositionnel. Il serait donc inconséquent de juger ce qui différencie la position des Longuettistes de celle de la majorité officielle du Socialisme allemand.

Les Longuettistes n'approuvent pas Haase et Liebknecht, ne se distinguant pas en cela de Renaudel ; mais le *Populaire du Centre* fut obligé récemment de confesser son identité de principe avec les sociaux-démocrates d'Allemagne et d'Autriche. « Nous ne contestons pas qu'il existe des points sur lesquels la majorité allemande s'accorde avec la minorité française — par exemple, sur la nécessité salutaire d'une réunion de l'Internationale en vue de la paix... De même, nous sommes prêts à signer le manifeste adressé à la Conférence des Neutres par le parti socialiste autrichien. La nécessité de prolonger notre aide à la défense nationale tant que dureront les hostilités, ne nous libère pas de l'obligation de faire tout notre possible pour hâter la fin de la guerre. » Nous pouvons encore ajouter que les sociaux-patriotes autrichiens, dans le programme desquels le journal longuettiste a mis tout le poids de son internationalisme, se trouvent

dans une situation privilégiée : aucun d'entre eux n'est lié par un portefeuille, mais les vacances continuelles du Parlement autrichien les a dispensés de la nécessité de voter les crédits demandés par François-Joseph.

Ainsi, le Longuettisme, grâce à ses principaux journaux, s'est approché de la définition juste qu'il occupe. Rejeté provisoirement par la mauvaise volonté du régime républicain sur la position d'une opposition au sein du Parti socialiste, il ne sort pas des rangs du social-patriotisme international grâce à ses principes de base et, par la formulation de ses problèmes successifs, il s'approche des cercles dirigeants des Social-Démocrates allemande et autrichienne.

De ce qui précède, la tactique que l'Internationalisme doit employer envers le Longuettisme devient fort claire. Sur ce point, nous ne pourrions rien ajouter de plus à ce que nous avons écrit dans le document envoyé par nos soins et ceux de la rédaction de *Vie Ouvrière* à la Conférence de Berne. Reproduisons les lignes se rapportant à la question qui nous intéresse actuellement : « Les organisations social-patriotiques, tenant compte de l'accroissement de l'opposition chez les travailleurs, ont recours de plus en plus à une phraséologie purement socialiste ; ils parlent de paix sans annexion, de rétablissement des relations internationales, etc., mais ne changent cependant pas leur politique. C'est dans cet esprit que sévit une soi-disant opposition, le Longuettisme en France, « l'abstentionnisme » en Allemagne, l'O.K. en Russie qui, en recourant volontiers à la phraséologie socialiste et en jouant avec la Conférence de Zimmerwald, capitule de fait à chaque manifestation du Social-patriotisme.

« Le développement plus lent que prévu de la lutte révolutionnaire contre la Guerre et l'Impérialisme peut inciter certains Internationalistes à recourir à des procédés semi-oppositionnels et même à se rapprocher de la majorité. Nous regardons chaque pas en ce sens comme mortel. Ce qui fait la force de l'opposition, c'est de poser nettement, irréfutablement les questions politiques dans une opposition irréconciliable à celle des sociaux-patriotes. Toute équivoque, toute ambiguïté ne peut que servir le Social-patriotisme.

« Une pareille position exige des conceptions à la fois de principe et pratique politique. Si la crise du mouvement ouvrier prenait, dans l'avenir, un caractère aigu, la minorité internationaliste a le devoir de faire tout son possible pour que les masses soient éclairées le plus profondément possible quant à la nature de cette crise. Si le mécontentement des masses se fait brutalement jour, il faut que ce mouvement qui peut se rejeter du côté des sociaux-patriotes, rencontre, dès les premiers instants, un groupement révolutionnaire décidé et structuré capable de coiffer ce mouvement. Confronté à ces perspectives, les Internationalistes doivent approfondir et aviver leur lutte contre les sociaux-patriotes, en attirant à eux les hésitants non par des manifestations dépourvues de principe, mais par la netteté décisive de leur position révolutionnaire. »

(*Naché Slovo*, 14-15 septembre 1916)

## LA CRISE DU SOCIALISME FRANÇAIS

Personne n'a jamais accusé Briand d'être encombré du poids de la *sagesse livresque*. Par contre, il est un virtuose incontestable du mécanisme parlementaire. Le ministère actuel où l'apôtre de la lutte des classes, Jules Guesde, voisine avec le monarchisme catholique, Cochin, présente sans contredit le produit le plus élevé de la stratégie parlementaire. Les esprits chagrins grommellent que la répartition symétrique de toutes les nuances est l'expression d'un effort dépourvu de principe pour étaler la responsabilité sur la plus large échelle de personnalités et de Partis... Mais il reste le fait qu'avoir réalisé cette répartition n'a pas été aisé et que l'entretenir est encore plus difficile. La mosaïque parlementaire et ministérielle est très délicate. Il suffit de se tromper d'un petit gravier, et tout l'édifice s'écroule. Les graviers les plus malaisés à manipuler sont les socialistes. C'est ce que vient de dévoiler le Congrès national, ou « petit » Congrès du Parti socialiste.

Le point de vue officiel du Socialisme français est connu. Cette guerre est démocratique, la continuation directe des guerres de la Grande Révolution, et le Parti attend de cette guerre la réalisation du « principe national ». Cette conception a été mise en lumière par un article du jeune monarchiste Jacques Bainville, qui, remplissant une mission non officielle en Russie, a eu l'occasion de se convaincre que les « problèmes démocratiques » ne sont pas partout universellement reconnus dans le camp des Alliés. La propagande des idées républicaines en Allemagne... Mais même les gauches socialistes elles que *Leipziger Volkszeitung* déclarent qu'elles ne veulent pas d'une démocratie imposée par les baïonnettes. Il est vrai que l'aviateur Marchal a jeté au-dessus de Berlin des tracts républicains. Mais même le dirigeant de *l'Humanité*, Renaudel, dut remarquer que les tracts n'étaient signés ni par les gouvernements alliés, ni par le gouvernement de la République, mais par l'aviateur lui-même. Le principe des nationalités ? Mais il est à double tranchant, nous dit Bainville et, maintenant, après le malchanceux Congrès tenu à Lausanne, non seulement la politique, mais encore la rhétorique se comportent avec méfiance envers le programme de libération des peuples.

Au sein du Parti socialiste, l'opposition a fait constater cet état de choses avec insistance — avec un point de vue, cela va de soi, opposé à celui du monarchisme Bainville. La lutte à l'intérieur s'est accrue sans cesse pendant tout ce temps. Chassée de *l'Humanité*, l'opposition possède trois quotidiens en province et un hebdomadaire à Limoges : *Le Populaire*. De façon inattendue, la publication du soir, *Le Bonnet Rouge*, s'est mise du côté de l'opposition. Ce n'est un secret pour personne que ce journal est celui du radical Caillaux, ancien et (futur ?) Président du Conseil, adversaire déclaré du jusqu'aboutisme. L'opposition a deux courants très nettement distincts : les Zimmerwaldiens et es Longuettistes, ainsi nommés d'après Longuet qui, par sa mère, serait le petit-fils de Karl Marx. Il ne serait pas très exact d'appeler ce député si mou un « chef » de l'opposition modérée, c'est-à-dire non-zimmerwaldienne. Mais comme la première est composée de plusieurs tendances, on peut à la rigueur dire à Longuet qu'il en représente la résultante.

Le point principal de divergence demeure le problème du rétablissement des relations internationales. Les Longuettistes veulent que le Parti agisse simultanément dans les

cadres nationaux et internationaux pour la conclusion la plus rapide de la paix. Donc le Parti veut obtenir du gouvernement qu'il déclare ouvertement du haut de la tribune parlementaire ses buts de guerre ; d'un autre côté, l'initiative par le gouvernement d'ouverture de pourparlers de paix doit faciliter la reprise des relations entre les Partis socialistes, ce qui représente un large programme de paix. Telles sont les idées de base des Longuettistes, comme on le voit, sans prétention.

Le « chef » incontesté de la majorité du Socialisme officiel est le vétérinaire Renaudel. Du temps de Jaurès, il se cantonna dans le rôle modeste d'administrateur de l'organisme central et se fit connaître par son œuvre distinguée dans la vie intérieure du parti, c'est-à-dire par sa cuisine.

Non dépourvu de dons en tant qu'orateur et journaliste, il était cependant privé d'originalité. La personnalité puissante de Jaurès l'écrasa à jamais. La rhétorique bouillonnante de Jaurès s'appuyait sur une riche fantaisie et sur le don remarquable de saisir les idées, alors que, d'un autre côté, l'opportunisme politique du tribun se dévoilait par son optimisme et sa magnanimité géniale. Renaudel tente en vain d'imiter les effets oratoires de son maître, mais son éloquence est pauvre et les accents de sa voix, suivant l'expression du poète Georges Pioch, nous rappellent que Jaurès n'est plus. La force principale de Renaudel consiste en son talent de stratège parlementaire et son habileté dans les couloirs. Dépourvu de haute perspicacité, mais non sans succès, Renaudel joue des passions humaines et sait opposer les intérêts qui, comme chacun sait, ne sont pas toujours des plus élevés. La politique, dite « de couloirs », permet à Renaudel de déployer toute sa force dans ce domaine, et ces méthodes, au sein du Parti, li ont conféré la première place.

Renaudel explique aux Longuettistes qu'on ne peut rétablir des liens avec la Social-démocratie que si celle-ci rompt avec son gouvernement et si son opposition prend la tête. Les Longuettistes répondent à Renaudel que l'opposition allemande regarde les adversaires de ce dernier comme des homologues et que parler du rétablissement des liens internationaux veut dire ceci : où il se fait au niveau de sphères officielles des Partis qui suivent la politique gouvernementale, ou à celui des deux oppositions ; toute tentative de combinaisons, où se trouveraient, d'une part Renaudel, de l'autre Haase ou Liebknecht, est par avance sans espoir.

Les Longuettistes comptent sur le tiers des députés socialistes ; à leur gauche, siègent trois parlementaires : Brizon, Raffin-Dugens, et Alexandre Blanc qui ont pris part à la deuxième Conférence de Zimmerwald (Kienthal). La conversation de Raffin-Dugens avec Poincaré causa une grande sensation dans les milieux politiques. Récemment, le Président de la République invita Raffin pour une conversation privée. Notre « Kienthalien » se rendit à l'invitation. L'entrevue dura une heure et demie, fut très « courtoise », d'après Raffin. Mais, autant que l'on peut en juger, les deux parties restèrent sur leurs positions.

L'influence des Zimmerwaldiens sur les hautes sphères du Parti est négligeable. Elle est même peu importante dans les Sections vidées par la mobilisation. Elle est incomparablement plus forte dans les rangs des syndicalistes, des jeunes et des femmes. Mais les Zimmerwaldiens soutiennent avec raison que l'opposition longuettiste n'est



apparue que sous la pression de leur critique impitoyable. Les Longuettistes doivent en entendre de sévères, d'une part de la « Droite » où l'on exige qu'ils assument toutes les conséquences du principe de la « défense nationale », d'autre part de « la gauche » où les Zimmerwaldiens leur reprochent leur internationalisme platonique. « Vous insistez pour que le gouvernement rende publics ses buts de guerre ? disent les Zimmerwaldiens. — Fort bien. Mais le Parti socialiste fait partie du gouvernement : donc, il adresse à lui-même ses propres exigences. » Plus loin encore : « Comment se fait-il que les Longuettistes approuvent les crédits militaires s'ils ignorent les buts de guerre ? » Les Zimmerwaldiens exigent, par conséquent, le retrait des ministres socialistes et le refus des crédits. Les Longuettistes sont d'accord en ce qui concerne la première exigence, mais repoussent la deuxième.

C'est dans ces conditions que s'est réuni le Congrès national (tous les trois mois), composé des représentants des organisations départementales (Fédérations). Ce fut l'occasion d'une lutte acharnée entre les trois points de vue soutenus : la Majorité, les Longuettistes et les Zimmerwaldiens s'affrontèrent. Déjà, lors de la dernière séance, les Longuettistes, unis aux Zimmerwaldiens, avaient rassemblé un tiers des mandats. Ils démontrèrent que, si l'on faisait abstraction de la représentation fictive des départements occupés par les Allemands (plusieurs dizaines de réfugiés en détiennent les mandats), ils auraient atteint la majorité. Comme au cours des trois mois écoulés, l'opposition s'est renforcée, la presse bourgeoise a émis la crainte de voir la minorité devenir la majorité. Hervé, le plus officieux des publicistes, a tiré les conclusions suivantes : retrait des ministres et crise ministérielle. Cela ne se réalisa pas. Le rapport de forces se modifia : certes, l'opposition gagna en nombre, mais la majorité resta la majorité.

Les discussions prirent un tour passionné et même tumultueux. Trois ministres socialistes assistaient aux débats. Le journal sérieux *Le Temps* raconte qu'un jeune socialiste accosta Guesde à l'entrée de la salle de séance pour lui présenter une publication Zimmerwaldienne. « Qu'est-ce que c'est ? » demanda le ministre peu aimablement. « Une publication de socialistes qui sont vos adversaires, Monsieur le Ministre. » — « Je n'en ai pas, répondit Guesde. Certains camarades pensent que je me trompe, je pense que ce sont eux qui sont dans l'erreur... »

Guesde n'intervint pas une seule fois. Par contre, un autre ministre socialiste, l'auteur du livre *Faites un roi, sinon faites la paix*, Marcel Sembat, attaqua énergiquement l'opposition et en particulier Kienthal qu'il qualifia de « pis que Zimmerwald ». Chaque phrase de l'éloquent ministre des Travaux publics fut interrompue. « Pour que l'on prenne le parti au sérieux, il faut que nous-mêmes nous nous prenions au sérieux et remplissions les obligations de nos Congrès. » — « En particulier, lui cria de sa place Raffin-Dugens, il faut que les ministres remplissent l'obligation de l'unité de vote ! »

Pour comprendre le sens de cette exclamation, il faut se rappeler que les ministres socialistes, en dépit de ce qui fut adopté par les Congrès, votèrent, parfois, en qualité de députés, contre leur groupe, plaçant la solidarité ministérielle au-dessus de la discipline du Parti. Sembat souligna l'organisation et l'activité de la minorité. Partout où voyageait le socialiste belge De Brouckère, ancien propriétaire du journal bruxellois *Le*

*Peuple*, qui faisait une active propagande chauviniste, il rencontrait des opposants armés de son discours de la veille.

Un des leaders de l'opposition longuettiste, Pressemane, fit remarquer que les arguments n'étaient pas nouveaux et que toute l'affaire se réduisait à la comparaison des forces en présence. Un autre membre de l'opposition, en uniforme de sous-officier, Paul Faure (ne pas confondre avec le prince des poètes, Paul Fort, avec lequel il n'a rien de commun), fit remarquer que l'opposition faisait une grande concession à la majorité en proposant la convocation d'une Conférence des partis socialistes alliés qui devait décider de la convocation du Bureau international. Cette concession, qui comptait rallier les hésitants de la majorité au profit de l'opposition, était trop vague. Les Partis « alliés » : serbe, italien, russe, anglais, avaient déjà fait connaître leur désaccord quant à une Conférence unilatérale des Partis « alliés ». D'un autre côté, la majorité française, marchant la main dans la main avec des éléments belges, tels que Vanderdelde et De Bouckère, ne tenait pas du tout à soumettre la question au jugement des Zimmerwaldiens.

La majorité et la minorité inclurent dans leur résolution le souhait d'une Conférence des Partis alliés ; mais les partisans de Renaudel réduisaient la Conférence à l'élaboration d'un programme de paix de longue durée et d'une Conférence économique des pays de l'Entente. Les deux projets de résolution incluaient, quoique sous une forme différente, la reconnaissance de la nécessité d'obliger le gouvernement français à publier — suivant l'exemple d'Asquith — ses buts de guerre. Ainsi la différence fondamentale des deux résolutions ne consistait qu'en la reconnaissance de principe de l'inadmissibilité (pour Renaudel) et, par contre, de la nécessité (pour Longuet-Mistral-Pressemane) de rétablir les relations internationales. La motion Renaudel obtint 1 824 mandants, celle des opposants, 1 075, soit plus du tiers. Après le vote, l'opposition se refusa à poursuivre les débats et sortit au chant de l'Internationale.

Il faut dire, en général, que les séances du Comité National étaient riches en incidents dramatiques, car parfois les passions éclataient. Plusieurs incidents restent attachés au nom d'Alexandre Varenne. C'est un député bien connu, siégeant à l'extrême droite de la majorité officielle. Il était censeur, au début de la guerre, et devint ensuite un des trois principaux rédacteurs de *L'Événement*, paru pendant la guerre. Tous les milieux politiques et littéraires de Paris savent que ce journal ne vit que par les fonds de la firme anglaise « Maxim », dont les buts se passent de commentaires. Voilà pourquoi, les dirigeants du journal, dont le député Varenne, sont surnommés « les hommes de chez Maxim » (en réplique à « la Dame de chez Maxim »). Ce sobriquet, qui parut dans la presse, souleva une tempête dans la salle de conférence du Comité National...

De façon particulièrement acharnée, la minorité dénonça l'attitude de l'appareil du Parti (*l'Humanité* et ses propagandistes) qui ne sert que les intérêts de la majorité et reste sourd à toute réclamation de l'autre courant. Mais, malgré toutes les menaces, l'opposition n'obtint aucune concession. La question fut ajournée jusqu'à la session de Noël...

Tous les articles de la presse bourgeoise reconnaissent que cette réunion est un facteur politique extraordinairement important. *Le Temps*, *Le Figaro* et même *l'Action*

*Française*, félicitent la majorité d'avoir résisté à l'opposition sur cette question capitale : le rétablissement des relations internationales. En même temps ces journaux regrettent avec plus ou moins d'énergie les quelques concessions faites à « l'esprit de Kienthal ». Mais le plus intéressant est ce que ces gazettes écrivent sur l'opposition. Comme toujours, l'article le plus vif et le plus significatif est celui du rédacteur en chef du *Figaro*, Capus, très proche du Président de la République et de Briand. « L'opposition n'est pas une formation fortuite... elle représente plus du tiers du parti, elle ne fait aucune concession et continuera jusqu'à la fin des hostilités à forger ses plans les plus dangereux. Elle compromet le Parti socialiste, car celui-ci la laisse agir à l'ombre de son drapeau. » Capus cite le discours de Sembat sur la nécessité de la résistance dans l'opposition, et continue ainsi : « Sembat sait mieux que nous que ses efforts n'arrêteront pas les mouvements de Kienthal et de Zimmerwald ; il est placé, comme les autres sociaux-patriotes, devant le dilemme : ou bien, deux partis socialistes, l'un national, l'autre contaminé par des éléments allemands, ou bien, la conservation de l'unité du parti mais, alors, renoncement au pouvoir. »

On peut dire que Capus formule en partie, en partie anticipe sur la réponse de tout le bloc gouvernemental à l'accroissement de l'opposition dans le Parti socialiste : ou la scission ou le départ du ministère.

On entend de plus en plus souvent dire dans les rangs de la minorité que « la scission morale » est un fait accompli.

(Paris, septembre 1916)

## XI. DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

[Retour à la table des matières](#)

### IL Y A ENCORE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Nous avons reçu, avec beaucoup de retard, le numéro de Février de *Lichtstrahlen*, petit journal de propagande autour duquel se groupent de nombreux Internationalistes. L'article de tête — « Il y a encore des sociaux-démocrates » — est consacré à la conduite des socialistes français et russes vis-à-vis de la Conférence de Londres.

« Comme une consolation dans un grand chagrin, comme une étincelle dans l'obscurité, poursuit le journal, nous parvient la nouvelle qu'en dépit de tout, il existe encore des sociaux-démocrates. La nouvelle nous vient de nos camarades, les sociaux-démocrates russes. Ils ont refusé avec indignation de jouer le rôle d'instrument dans les mains du Tsarisme qu'ils considèrent comme l'arme de leur mortel ennemi, le Capitalisme...

« Dans un article admirable, dont quelques passages furent reproduits par « *Vorwaerts* » [il s'agit de la déclaration rédigée par un collègue des collaborateurs de *Naché Slovo*], ils ont montré au monde que le Socialisme n'est pas mort, qu'il y a encore des socialistes de l'Entente comme si ces derniers avaient entre eux des liens étroits et particuliers. En premier lieu, cette Conférence contredit l'internationalité des problèmes posés au prolétariat, disent nos camarades russes. N'ont-ils pas raison ? Si les capitalistes anglais, français et russes ont jugé bon de conclure une alliance, est-ce une raison pour que les socialistes de ces pays forment entre eux une sorte d'union, qui exclut les socialistes allemands, autrichiens et neutres ? N'est-ce pas là sanctionner les actions sanglantes du Capitalisme et abaisser les socialistes au rôle d'une garde du corps ?

« Allons plus loin. Quel but veut atteindre la Conférence de Londres ? ». — « À soutenir politiquement et moralement la politique de l'Entente », nous répondent nos camarades russes. Là encore, ils sont dans le vrai. La « Défense nationale » comme l'imaginent les diplomates de l'Entente n'est qu'une tromperie, elle est un mensonge si la guerre est proclamée libératrice, cette tromperie et ce mensonge doivent être fortifiés par « le mauvais usage des idées et de l'autorité du Socialisme international ».

« Le problème fondamental des éléments socialistes de l'Entente, ainsi parlent nos camarades russes, consiste à dévoiler les significations réelles de cette guerre et à montrer au monde que les socialistes gouvernementaux n'ont pas pour eux tous les socialistes des nations alliées... »

« Il est bien difficile de croire, ainsi s'achève l'article, que Guesde, Sembat et leurs frères se réjouissent de ce langage sincère, honnête et viril. Nous nous en réjouissons d'autant plus qu'il existe des sociaux-démocrates qui, dans le tohu-bohu enragé de la guerre, n'oublient pas leur devoir. »

Jamais encore, ajouterons-nous, l'activité des socialistes dans un pays ne fut aussi dépendante de la politique socialiste des autres pays. L'accroissement de la solidarité internationale et la lutte pour la paix ne peuvent se développer que parallèlement dans les nations emportées par un tourbillon sanglant. Les socialistes gouvernementaux français contemplant avec espoir la montée du sentiment révolutionnaire chez les prolétaires allemands. Et toute leur conduite repose sur cet espoir. Au contraire, les sociaux-démocrates révolutionnaires russes ne soutiennent pas l'Impérialisme allemand comme le prétendent calomnieusement les sycophantes patriotiques, mais son mortel ennemi, l'aile internationaliste de la Social-démocratie allemande. La lutte menée par cette dernière nous est, à son tour, un appui précieux dans notre lutte contre la réaction « ententiste ».

En vérité, il y a encore des sociaux-démocrates révolutionnaires, demain, il y en aura plus encore.

(*Naché Slovo*, 31 mars 1915)

### « ILS SONT D'UN AUTRE ESPRIT »

Le premier numéro (avril) de *l'Internationale*, journal de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring, a paru en Suisse. C'est seulement maintenant que nous avons l'occasion de recevoir ce journal qui fut toujours confisqué par la police allemande qui veille attentivement à protéger la « paix civile ».

Aucun article n'est consacré à l'explication du caractère de la guerre et aux motifs historiques de la crise de *l'Internationale*. La publication se donne des buts de guerre directs. Estimer le comportement du Parti officiel mettant son puissant mécanisme au service de l'Impérialisme. Opposer à la politique officielle, la politique de lutte de classe. On cite quelquefois les paroles de Luther au sujet de ses ennemis idéologiques : « Ils sont d'un autre esprit. » « L'esprit » du Marxisme est opposé à « l'esprit » du Social-nationalisme.

Ce numéro de revue est centré sur un article que Rosa Luxembourg avait écrit avant son emprisonnement. En voici les idées essentielles :

Le Socialisme ou l'Impérialisme — cette alternative a caractérisé l'orientation politique des Partis ouvriers ces derniers temps... La guerre éclatant, l'alternative s'est changée en une situation politique. Placée devant cette alternative, qu'elle reconnaissait et portait à la conscience des masses, la Social-démocratie... a laissé la place sans combattre à l'Impérialisme. Jamais encore, depuis qu'a commencé la lutte des classes, depuis qu'existent les Partis politiques, on n'a vu un Parti occupant une position de premier ordre après cinquante ans de lutte ininterrompue, groupant des millions d'adhérents, jamais on n'a vu un Parti disparaître en tant que facteur politique, en moins de 24 heures, comme ce fut le cas pour la Social-démocratie allemande.

Rosa Luxembourg s'en prend avec indignation à Kautsky et aux Marxistes autrichiens, propagandistes de la non-résistance au mal et de l'attentisme. « Cette théorie, qui s'imagine conserver la vertu du Socialisme du fait que celui-ci est exclu de l'Histoire

mondiale à un moment décisif, souffre du péché fondamental de tous les calculs de l'impuissance politique : elle fait les comptes sans l'hôte. »

L'opinion que la lutte de classe et l'Internationale ne doivent pas se consacrer à l'auto-défense, est rejetée avec indignation par Rosa Luxembourg, non seulement comme une politique de capitulation, mais comme une trahison théorique du Marxisme.

« En conséquence, il existe pour le prolétariat non *une règle* vitale comme l'enseignait le Socialisme, mais *deux* : une pour la paix et l'autre pour la guerre. En temps de paix, dans chaque pays existe la lutte de classe, et ici intervient la solidarité internationale ; en temps de guerre, à l'intérieur joue la solidarité de classe ; à l'extérieur, c'est la lutte entre les travailleurs de différents pays... Mais la lutte prolétarienne n'est que la conséquence de la mainmise de la bourgeoisie. En guerre, celle-ci ne disparaît pas pour autant ; au contraire, son fardeau se fait plus pesant du fait de la spéculation et des conséquences de la dictature militaire sur les travailleurs. La prédominance bourgeoise ne fait que s'accroître grâce à la suppression des droits constitutionnels et se transforme en une dictature de classe. »

Ou l'Internationale ne sera qu'un monceau de ruines après la guerre, ou son rétablissement se fera sur le terrain de la lutte de classe, d'où elle tirera son suc nourricier. La renaissance de l'Internationale ne pourra se faire si, après la guerre, on reprend le vieil accordéon pour rejouer les mêmes mélodies comme s'il ne s'était rien passé depuis le 4 août. Non ! Elle ne sera possible que « par l'élimination impitoyable de ses propres faiblesses », par la liquidation de sa tactique depuis le 4 août. Le premier pas à accomplir dans cette direction est la lutte pour la fin de la guerre, pour la conclusion d'une paix répondant à l'intérêt général du prolétariat international.

L'auteur passe ensuite à la critique de la déclaration de la fraction parlementaire social-démocrate contre la politique d'annexion : « Les déclarations solennelles au Parlement contre toute politique de conquête n'ont aucune influence sur l'issue de la guerre. Celle-ci, dont la prolongation est soutenue par Scheidemann et autres, possède sa propre logique dont les auxiliaires actifs sont les éléments parlementaires et des journalistes sociaux-démocrates tenant l'étrier à leurs maîtres... Le combat victorieux pour la paix et l'Internationale ne peut être engagé que par les socialistes des nations belligérantes. Le premier pas dans cette direction est la volte-face décidée sur la route du social-impérialisme. »

Dans un article de *Za mir*, Clara Zetkine rapproche les signes du dégrisement dans les Partis ouvriers des différents pays... L'article se termine par un appel à la Social-démocratie allemande, lui enjoignant de prendre le chemin de la lutte pour la paix. « Il faut se décider enfin... avec des chefs, s'il y en a ; sans eux, s'ils hésitent encore ; contre eux, s'ils veulent freiner le mouvement. Seule une lutte de ce genre peut poser la pierre de base de l'édification de l'Internationale prolétarienne. »

Franz Mehring, dans son article « Nos précepteurs et la politique d'instance », démontre que la nouvelle orientation du Parti, essayant de dissimuler son activité sous des références à Marx, Engels et Lassalle (que les nouveaux dirigeants considéraient jusqu'à cette guerre comme « dépassés »), rompt totalement avec les méthodes marxistes et n'est qu'une capitulation devant les intérêts de classe de l'ennemi à peine



camouflés par les conceptions d'un empirisme vulgaire. La politique des instances du Parti, ainsi termine Mehring, présente une rupture complète avec l'héritage spirituel de nos premiers maîtres, avec l'histoire et les conceptions fondamentales de la Social-démocratie allemande. La conséquence logique de cette politique serait la fondation d'un Parti ouvrier Social-national réconciliée avec le militarisme et la monarchie et se contentant des réformes qu'accorde aux prolétaires une société bourgeoise... Ce serait l'étouffement du mouvement ouvrier si l'on pouvait dissimuler sous des flots de paroles sonores la crevasse béante qui sépare le passé du présent... Contre cette auto-falsification, contre cette lâche soumission des méthodes du Socialisme à des buts mortels, Mehring appelle à une lutte implacable sous le drapeau du Marxisme. Il faut clairement montrer qu'eux et nous, sommes d'un autre esprit !

(Naché Slovo, 13 juin 1915)

### « LA GAUCHE » ET « LE CENTRE » DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

Lorsque *L'Internationale*, le journal de Rosa Luxembourg et de Mehring, eut disparu après la parution de son premier numéro, la Gauche ne disposa plus que d'un unique journal de propagande *Lichstrahlen* [Rayons de lumière]. Les tentatives de la rédaction de passer d'une publication mensuelle à un hebdomadaire ou de faire augmenter le format des brochures mensuelles, se brisèrent chaque fois sur l'interdit lancé par les autorités militaires. Dans les ténèbres de l'Union nationale, les « Rayons de lumière » ne pouvaient prétendre à plus de 24 pages par mois.

Le numéro de juillet, imprimé avec retard — comme l'annonce la rédaction —, contient un article sur le « Centre ». Après avoir caractérisé les groupements tels qu'ils existaient dans la Social-démocratie jusqu'à la guerre et soumis à la critique l'organisation du Centre groupé autour de Kautsky, l'article ajoute :

« La guerre en éclatant trouva la classe ouvrière nullement préparée. Parmi les dirigeants, le nombre des opportunistes se révéla plus grand que prévu.

« Ils assumèrent la responsabilité de la guerre. Et comme se sont comportés les partisans de Kautsky, le Centre du Parti ? En complet désarroi idéologique, ils n'eurent plus qu'une idée en tête, éloigné l'organisation de tout péril. Alors que le Centre marchait, mais dans la main avec les sociaux-impérialistes, il se différenciait d'eux par la pensée qu'après la guerre il pourrait reprendre la vieille chanson ; les opportunistes avaient déclaré fort justement : il est indispensable de tirer de la politique du 4 août toutes les conséquences !

« Actuellement, le Parti est déchiré par une lutte intérieure qu'il n'a jamais connue dans toute son histoire. L'impossibilité de déclarer ouvertement les divergences ne fait qu'envenimer la situation. Les contradictions ne concernent pas seulement l'évaluation de la guerre mondiale et de la future politique de la Social-démocratie. Elles consistent dans la différence de l'activité. À la Droite social-patriotique qui persévère dans la collaboration dans tous les domaines — même dans le futur, la Gauche répond par une propagande et une action diamétralement opposées. La Droite d'efforce de chasser la

Gauche du Parti. Que fait le Centre ? Il défend en réalité la politique de la Droite. Il déplore les excès tant de la Droite que de la Gauche, recommande la patience et réchauffe les vieilles espérances que l'on peut guérir l'Impérialisme de « ses dangereuses tendances ». Si Kautsky et ses partisans se fâchent de temps à autre contre les résultats de la politique de l'aile droite, s'ils sont convaincus de pouvoir conserver les vieux principes, ils ne font qu'augmenter le chaos. C'est une profusion d'arguments semblables que Kautsky offre aux éléments du Parti qui, même dans cette tempête mondiale, ne veulent pas être arrachés à leur tranquillité. Grâce à la grande autorité dont jouit Kautsky auprès des masses laborieuses, en tant que principal vulgarisateur de Marx, il arrête le processus de l'explication idéologique.

« Il est impossible de lutter contre la Droite sans lutter contre les conceptions de Kautsky. La lutte contre ce dernier n'est pas une lutte à l'intérieur du camp marxiste ; elle n'est pas une séparation de la Gauche. C'est une lutte pour le transfert des principes marxistes dans la période historique actuelle, une lutte pour l'union de tous les éléments de gauche du Parti, dont une fraction, sous l'influence de Kautsky, balance de droite à gauche, attaque la Droite en paroles, mais la soutient en fait. »

Comme on le sait, cette lutte décisive menée par la Gauche aida Kautsky à sortir du quiétisme où il se trouvait depuis le début de la guerre. Le manifeste signé de son nom, en dépit des limitations politiques et particulièrement tactiques de son contenu — en un certain sens grâce à ces limitations — porta un coup inappréciable à cette politique « de tout va très bien » dont Kautsky avait été le théoricien pendant toute la guerre. La position du Centre fut politiquement compromise irréversiblement. Le Manifeste de Bernstein, de Haase et de Kautsky donna une impulsion indubitable à la de larges cercles du Parti. Mais ne représentant qu'un pas timide hors du Bloc national, le Manifeste contient des « excès », c'est-à-dire des conclusions tactiques à tirer à partir des tentatives des Révolutionnaires internationalistes. Voilà pourquoi la lutte de la Gauche et du Centre n'a pas encore dit son dernier mot. Les masses laborieuses sortiront d'autant plus vite de la tutelle idéologique du Centre, que la Gauche accomplira avec plus de décision son travail de critique et de propagande.

(Naché Slovo, 11 juillet 1911)

### SANS ÉCHELLE DE MESURE

La lettre de Kossovsky<sup>30</sup>, reproduite dans notre numéro 137 de *Naché Slovo*, ne fait que rétablir la confusion des compréhensions et des définitions, à laquelle nous avons voulu mettre un peu d'ordre par notre article de tête, celui qui provoqua la réponse de Kossovsky.

L'auteur de la lettre nie énergiquement toute attirance pour « l'échelle allemande ». Qu'est-ce que l'échelle allemande, demande-t-il ? La politique internationale de l'Impérialisme allemand ? Avec elle, Kossovsky, évidemment, ne sympathise pas. Mais il

---

<sup>30</sup> V. Kossovsky, publiciste du « Bund », envoya une lettre à la rédaction de *Naché Slovo* sous le titre : « Une échelle de mesure à l'ancienne mode. »

ne regarde pas comme un péché sa sympathie pour la Social-démocratie allemande. Le nœud de l'affaire consiste en ce que la Social-démocratie incarcérée par ses dirigeants officiels s'est ralliée à la politique gouvernementale. On peut partager les idées de la fraction du reichstag. Mais qui les partage ou les approuve reconnaît par-là que la politique internationale allemande a le droit d'être appuyés par le Parti du prolétariat. Comme le Parti a mis ses forces et son autorité au service du Pouvoir, on ne peut plus établir de distinction entre la politique du Socialisme serviteur et celle de l'Impérialisme maître. Il est vrai que Kossovsky tente de nier le fait de la domestication de la Social-démocratie. Mais si le vote des crédits, la confiance accordée au Pouvoir, le refus de la lutte de classe, le virement de la politique socialiste vers celle des dirigeants junkers, si cela n'est pas, suivant Kossovsky, une politique de soutien à l'Impérialisme, cela signifie que nous ne parlons pas la même langue, et il faudrait nous mettre d'accord avec lui sur les conceptions fondamentales dans le domaine de la politique prolétarienne.

Notre antagoniste essaie de définir son comportement pacificateur envers le Parti officiel allemand par un nouvel argument tout à fait particulier : dans les rangs « du Parti » « s'accomplit un travail intense d'auto-critique, qui se poursuit malgré l'oppression de la dictature militaire ; la Social-démocratie continue son intense vie intellectuelle et cherche désespérément une issue à la crise idéologique... » Tout à fait juste ! Mais en quoi consiste exactement « l'intense vie intellectuelle » de la Social-démocratie allemande ? L'aile gauche s'est levée contre les sphères dirigeantes officielles qui ont capitulé devant l'Impérialisme ; elle le fait sous le drapeau de l'Internationalisme. Le Centre a tenté de paralyser « l'intense vie intellectuelle » en alléguant les intérêts de l'unité du Parti. En conséquence de quoi il patauge dans des courants irréconciliables, en rejetant dans l'opposition ses meilleurs représentants. Pourquoi et à qui Kossovsky donne-t-il sa sympathie ? Pour le socialisme, qui a le devoir de participer à la vie spirituelle de sa communauté internationale, c'est une position trop bon marché que de négliger les péchés (d'ailleurs à demi reconnus par Kossovsky) de la Social-démocratie, en considérant la variété de ses différents courants. Il faut faire plus, il faut prendre une position *pour* ou *contre*, et ne pas s'attribuer le droit d'un protectorat historique sur le processus en cours.

Kossovsky est pour « un comportement prudent envers les partis, qu'on nomme officiels, particulièrement envers la Social-démocratie allemande ». La prudence est une qualité respectable si elle est soumise à l'esprit de décision et au courage. Mais sous le fracas des appels à « la prudence », les dirigeants du Parti tentent d'étouffer l'aile internationale. Pour qui tient Kossovsky dans cette lutte à la vie, à la mort ? Pour Kossovsky — avec « prudence », et c'est tout. Si nous affirmons « que les principaux Partis de l'Internationale sont en pleine faillite, que partout règne le social-impérialisme, c'est..., nous dit Kossovsky, que notre affaire est sans espoir ». Quelle affaire ? Le sauvetage des centres des Partis, des organisations officielles et d'autres de réputation respectable ? Oui, cette affaire est sûrement sans espoir. Mais celle du prolétariat socialiste auquel l'époque précédente a donné une école insuffisante certes, mais immense, y consacrant les forces intellectuelles et morales de générations de grands et de petits « chefs », cette affaire-là n'est nullement désespérée. Cet espoir vient de ce qu'au sein du Parti, la protestation est sans cesse plus forte. On proteste contre cette

politique qui résume en soi tout ce qu'il y avait d'arriéré, de borné et de réactionnaire dans la pratique et l'idéologie de la II<sup>e</sup> Internationale. Une critique et une auto-critique courageuse et impitoyable sont les conditions essentielles pour se sauver du désespoir. Qui ne l'a pas compris aujourd'hui le comprendra peut-être demain. Et qui ne le comprend pas sera rejeté par le mouvement dans les rangs des observateurs impuissants.

La position de Kossovsky est caractérisée par sa condescendance envers les éléments de gauche qui recherchent le contact mutuel ! « L'Internationale, écrit-il, renaîtra en tant que somme des anciens Partis » : donc il faut faire disparaître les contradictions entre eux. En ce qui concerne l'union des minorités, des oppositions, elle ne peut donner « autre chose qu'un petit cercle, une secte, la caricature de l'Internationale dépourvue d'influence et de signification ». À qui donc Kossovsky confie-t-il le soin de rétablir l'Internationale ? À ceux qui l'ont tuée par la politique des blocs ou à ceux qui, sous le drapeau de la lutte de classe, ont pris l'initiative de la faire revivre ? Si nous pensions que la politique d'Union nationale puisse encore, après les convulsions mondiales de la guerre, séduire la classe ouvrière, alors, notre tâche serait sans espoir. Mais nous sommes convaincus du contraire, nous prévoyons — et tous les symptômes nous disent que nous sommes dans le vrai —, que le Bloc national s'écroulera sur la tête de ceux qui l'ont créé. Notre problème consiste à préparer les masses à la prise de conscience de leurs buts révolutionnaires. C'est notre problème, celui de l'aile gauche de l'Internationale. Si nous cherchons des rapprochements, ce n'est pas pour « créer » des sectes, mais pour imprimer le cachet révolutionnaire à la lutte contre le nationalisme dans tous les domaines des vieux Partis du prolétariat.

Kossovsky ne peut pas nous pardonner ce que nous pouvions, en son temps, pardonner à *Vorwaerts*, son reniement à la poursuite de la guerre de classe : « Un client vivant, nous dit notre adversaire, vaut mieux qu'un lion mort. » Malheureusement nous devons renoncer à l'inclure ce principe nouveau dans notre arsenal intellectuel et nous recommandons instamment à Kossovsky d'appliquer ce principe avec « prudence ». Aucune organisation, aucun journal n'est, en fin de compte, un but en soi. Un journal est bon et nécessaire quand il crée un lien intellectuel entre les particules atomisées d'une classe. Il y a des moments où ce lien peut être créé par la disparition d'un journal. L'organe central du Parti a déclaré aux travailleurs, qu'en ce moment le problème du Socialisme consistait à refuser la lutte de classe. En cessant de paraître, *Vorwaerts* aurait annoncé aux masses que cette lutte était le critère suprême de la politique prolétarienne : par sa disparition, le journal aurait suivi la même politique qu'il servait depuis sa création. Et qui sait ? Peut-être cela aurait-il incité les autorités militaires, dans leurs propres intérêts, à retirer leur impudent ultimatum adressé à la Social-démocratie. Et *Vorwaerts* aurait pu renaître sans estampille « canine » sur le front. Même, ayant accepté cette marque, il n'a pris aucune assurance contre une fermeture éventuelle.

Pour Kossovsky, notre « échelle » est « démodée ». Elle l'est dans ce sens que nous restons fidèles aux meilleures traditions du Socialisme révolutionnaire. Nous ne renonçons pas à notre échelle. L'exemple lamentable de Kossovsky nous confirme que nous avons raison. Ne se décidant pas à adopter l'échelle du social-militarisme, notre

adversaire demeure devant nous sans aucune échelle. C'est la raison de la pauvreté intellectuelle de sa lettre.

(Naché Slovo, 17 mars 1915)

### LES GROUPEMENTS DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

À propos de l'article du camarade Boukvoied (Riazanov) — « Mehring face à la guerre » — la direction estime indispensable de fixer sa position au sujet de la question posée par cet article, particulièrement en ce qui concerne les groupements dans la Social-démocratie allemande.

« Il est admis de considérer, nous dit le camarade Boukvoied, l'aile extrême des Internationalistes allemands comme constituée par le groupe "Internationale" <sup>31</sup> Nous sommes entièrement d'accord. Nous ne nous sentons nullement obligés de partager toutes les opinions théoriques et les critères tactiques du groupe entier ou de chacun de ses membres, mais nous reconnaissons que le courant, sous le drapeau duquel paraît le journal *L'Internationale*, représente le flanc gauche de l'Internationalisme allemand et qu'il nous faudra, avec ce groupe, marcher, la main dans la main, dans notre lutte future. Nous sommes loin de vouloir rapetisser la signification de l'orientation théorique de la Social-démocratie ou de ses différents courants. Nous ne doutons pas que des divergences non seulement philosophico-historiques, mais de tactique, soient possibles et même inévitables. Mais les groupements normaux se définissent et s'unissent par-dessus tout par leur position *politique* et *active*. Sous cet angle notre solidarité va entièrement à ce groupement dont l'action politique s'exprime par les votes et les déclarations de Liebknecht, dans le manifeste appelé « Votre principal ennemi est dans votre pays », etc., etc.

Comme le déclare le camarade Boukvoied dans son article, Liebknecht orientait sa conduite, au début de la guerre, suivant le critère de la guerre offensive et libératrice. Nos lecteurs savent que nous regardons ce critère comme absolument impropre et nous ne pouvons que renvoyer le lecteur aux autres articles de Boukvoied où celui-ci dénonce cette impropriété avec une pleine conviction. Mais nous estimons indispensable de rappeler que dans la déclaration prononcée par Liebknecht à l'occasion du second vote des crédits de guerre, il n'a pas donné à son vote une argumentation formelle, non du point de vue de la guerre offensive ou défensive, mais du point de vue révolutionnaire et socialiste. On peut déplorer que Liebknecht n'ait pas adopté de suite cette position et qu'il ait marché avec Haase. Mais cette rectification tardive nous donne peu de possibilité pour nous orienter dans les groupements actuels de la Social-démocratie. Depuis le 4 août, quinze mois se sont écoulés. Les positions ont eu le temps de se définir. Le nom de Liebknecht — quelle force d'action politique ! — est devenu dans le monde entier le synonyme de courage socialiste, tandis que les noms de Haase et de Kautsky ne sont, dans les meilleurs cas, que synonymes de compromission.

---

<sup>31</sup> Le groupe « Internationale » : le groupe Mehring et Luxembourg. Y sont liés idéologiquement et K. Liebknecht, Clara Zetkine, etc.

Kautsky avait, déjà avant-guerre, compris le danger que présentaient les mots « défense » et « offensive » pour la tactique du prolétariat. Au Congrès d'Essen, en 1907, il avait répondu à Bebel en termes prophétiques.

Quand cette prophétie, présentée par Kautsky comme un argument logique, devint une tragique réalité, Kautsky capitula devant la majorité du Parti acquise au nationalisme, en employant les arguments qui le compromettaient le moins. Il démontra que tout allait très bien ; il ferma les yeux sur la monstrueuse démoralisation dans les rangs du parti, il rassura les mécontents et les invita à observer la discipline. Si l'opposition dans le Parti, au premier rang, Liebknecht, éleva la voix, ce fut malgré Kautsky.

C'est seulement quand les contradictions entre la majorité et l'opposition arrivèrent au suprême degré de tension que Kautsky, ne se rapprochant pas de l'opposition et ne signant pas le « Manifeste 200 » (si profondément de principe), reconnut, enfin, la différence des tendances impérialistes et du Socialisme allemand, et qu'il protesta, il est vrai avec Bernstein et Haase, mais uniquement contre les menées annexionnistes. Quand, plus tard, on souleva la question du rétablissement des relations internationales, Kautsky et Bernstein se rendirent à Berne pour des pourparlers stériles avec Jouhaux ; mais tous les trois, évidemment, furent absents à Zimmerwald. Pour autant que furent présents à cette Conférence des éléments qui de la Gauche se rapprochaient de Kautsky, comme Ledebour et d'autres révolutionnaires, y compris la délégation de Naché Slovo, il fallut persévérer dans la ligne de la gauche allemande (« Internationale », « Manifeste 200 ») contre celle passive et pacifiste du « Manifeste des trois » (Kautsky, Bernstein et Haase).

De tout ce que l'on vient de dire, il ressort clairement que nous nous solidarisons avec le groupement « Internationale », avec Liebknecht et Zetkine, les représentants les plus marquants du courant international qui va en grandissant dans le mouvement ouvrier allemand. Ces éléments mènent une lutte courageuse contre la « Paix civile », démasquent l'idéologie hypocrite de la « Défense nationale », brisent les cadres de la légalité et soulèvent les masses contre la guerre et les dirigeants. Main dans la main avec ces éléments, nous avons commencé et continuerons notre effort pour créer la III<sup>e</sup> Internationale !

(Naché Slovo, 17 novembre 1915)

### LA DÉCLARATION DES VINGT

À la séance du Reichstag, le 22 décembre 1915, le député Geyer lut, au nom de vingt députés, la déclaration suivante :

« La dictature militaire, qui écrase impitoyablement nos efforts pour la paix, s'efforce d'étouffer la liberté de penser, nous prive de la possibilité, hors du Reichstag, de faire connaître notre opinion sur le projet de loi concernant les crédits de guerre. De la même manière que nous condamnons les plans de conquête conçus par les gouvernements et les Partis des autres pays, nous nous élevons contre les plans porteurs d'aussi grands dangers de nos annexionnistes, qui constituent autant d'obstacles aux pourparlers de paix. Le Chancelier, le 9 décembre, répondant à une interpellation social-



démocrate, non seulement ne s'est pas élevé contre ces plans annexionnistes, mais encore, il les a approuvés (Exclamations : « Tout à fait injuste ! »). Tous les Partis bourgeois l'ont soutenu, exigeant des compensations territoriales (« Tout à fait vrai ! »). Les pourparlers de paix ne peuvent être conduits avec succès, que s'ils sont menés sur la base suivante : aucun peuple ne doit être écrasé, l'indépendance économique et politique de chaque peuple doit être garantie, tous les plans de guerre doivent être définitivement rejetés. Nos frontières et notre indépendance ne sont exposées à aucun danger. Une invasion ennemie ne nous menace pas. Mais le péril nous menace, ainsi que le reste de l'Europe, de provoquer la misère et de détruire la culture, si la guerre se prolonge. (« Tout à fait vrai ! »). Par conséquent, le gouvernement allemand doit faire le premier pas vers la paix, car il se trouve avec ses Alliés dans la situation la plus favorable. (« C'est vrai ! »). La fraction social-démocrate a proposé au gouvernement de formuler ses propositions de paix. Le chancelier a répondu par un refus (« Tout à fait juste »). Cette horrible guerre continue. Chaque jour apporte d'innombrables souffrances. Nous ne pouvons appuyer une politique qui n'emploie pas toutes ses forces à mettre un terme à cette misère incommensurable, qui se trouve en contradiction irréconciliable avec les intérêts des larges couches de la population (« C'est vrai ! »). Notre désir de donner une forte impulsion aux efforts pour la paix qui se manifestent dans tous les pays, notre volonté de paix, notre répugnance à tous les plans de conquête — tout ceci, nous ne pouvons le lier au vote des crédits militaires. Donc, nous refusons le projet de loi. »

Voilà la déclaration de l'opposition parlementaire allemande, motivant son vote contre le nouveau crédit de dix milliards. Comme nous le voyons, la déclaration ne place pas la question de la politique « de guerre » de la Social-démocratie au niveau qu'il convient. La déclaration, basée sur une conception de la position stratégique de l'Allemagne, insiste sur le fait que celle-ci doit engager les pourparlers de paix. Supposer que l'opposition ait pris pour tout de bon la position des classes dirigeantes et des sociaux-patriotes, c'est lui causer une offense imméritée. Si l'aile gauche a souligné dans sa déclaration le fait que les frontières allemandes n'étaient pas menacées, c'est, par-dessus tout, pour dévoiler aux masses abusées la fausseté des formules défensives.

Mais l'affaire ne se limite pas à ces conceptions de propagande purement légitimes : cette motivation instable et politiquement superficielle a facilité, pour tous les partisans de l'opposition parlementaire, le passage de la passivité politique à une lutte active contre le militarisme national.

En soulignant l'indécision de la conscience révolutionnaire sur la question de principe de la « Défense nationale », la Déclaration des Vingt donne aux sociaux-patriotes de l'autre bord <sup>32</sup> des arguments à bon compte pour justifier leur oubli de la politique de classe et leur soumission. C'est en ceci que réside le côté faible de la Déclaration des Vingt.

Mais le fait de leur intervention garde toute sa valeur. L'opposition a cessé de s'abstenir et d'attendre passivement que la logique des événements, la pression des masses et sa propre action intérieure « éclairent » la majorité de la fraction

---

<sup>32</sup> Les sociaux-patriotes de l'autre bord : c'est-à-dire les Français.



parlementaire. L'opposition est intervenue activement contre le Bloc national, a placé ouvertement l'unité de la politique internationale prolétarienne au-dessus de l'union, à vrai dire fictive, de la fraction parlementaire.

À Zimmerwald, les délégués de toutes les nuances exigèrent des députés allemands qu'ils votent contre les crédits. Ledebour et ses amis, se fondant sur des considérations étroites d'organisation intérieure, s'opposèrent à ce que cette exigence fût insérée dans le texte du Manifeste, étant d'avis qu'elle ne pourrait que nuire à leur action future.

Les sociaux-patriotes tentèrent rapidement d'interpréter le comportement de la délégation allemande à Zimmerwald comme un refus de voter contre les crédits de guerre. Aucune explication, aucun démenti ne purent empêcher ces messieurs de torturer leurs lecteurs et leurs auditeurs avec cette invention, qui leur servait d'atout-mâitre dans la lutte des sociaux-patriotes contre la Conférence de Zimmerwald.

Maintenant la question est tranchée définitivement et sans appel. En plein accord avec l'esprit de la résolution de Zimmerwald, les « Vingt » de la Gauche allemande ont voté contre les crédits de guerre. Zimmerwald a trouvé un retentissement significatif dans les murs du Reichstag. Le vote des « Vingt » ne sera pas qu'un épisode — il restera une date mémorable dans l'histoire de la renaissance socialiste.

(*Naché Slovo*, 28 décembre 1915)

### **VERS LE SCHISME DE LA FRACTION PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE**

Le schisme de la fraction parlementaire social-démocrate ouvre un nouveau chapitre du mouvement socialiste international « du temps de guerre ».

Pendant les dix-douze dernières années, approximativement entre la guerre des Boers et le conflit actuel, le développement des forces de production et l'expansion capitaliste prirent un tour gigantesque. Parallèlement se manifestaient l'accroissement du mouvement ouvrier et *l'égalisation de ses méthodes et de ses formes*. Dans le domaine politique, la tactique formellement indépendante du parlementarisme s'orientait suivant la ligne du « moindre mal ». Le prolétariat anglais, par la création du Parti travailliste, s'alignait sur tout le front politique. Dans les sphères professionnelles, les différences de type anglais, français et allemand, disparurent : les comités de l'industrie dominèrent dans l'organisation ; l'accord douanier devint la suprême constitution des rapports industriels.

L'uniformité des conditions et des méthodes de la lutte de classe engendra une psychologie uniforme. Dans les pays les plus anciens du capitalisme et du mouvement ouvrier, la guerre provoqua une réaction uniforme : l'affaiblissement des Partis prolétariens. En faut-il de l'aveuglement pour ne pas le voir et chercher les causes de la faillite de l'Internationale dans les livres jaunes, orange et autres des diplomates ou dans les dispositions stratégiques des armées belligérantes ! Quel degré d'aveuglement idéologique ne faut-il pas pour voir une opposition de principe dans les tendances que défend *ici* Renaudel et *là-bas* Scheidemann ! Admettons que les coupables soient les diplomates des monarchies centrales : cela change-t-il la valeur de Plékhanov, Potriessov,

Guesde, Sembat, Renaudel, Longuet, telle qu'elle s'est dévoilée dans l'épreuve des événements ? N'est-il pas clair que si demain, par la volonté du destin, se trouvaient à la tête de l'Allemagne des parangons de morale internationale tels que les Romanov et sa bureaucratie, ou même les personnalités des gouvernements français successifs, si, à la tête des Alliés se trouvaient les « pirates et les bandits » de l'école Hohenzollern, — nous demandons respectueusement à la censure de nous accorder cette hypothèse purement logique —, ces changements, mesurés à l'aide d'un étalon micrométrique, n'apporteraient rien de nouveau à la conscience politiquement nationale avec laquelle Scheidemann, Ebert, Plékhanov et Renaudel sont entrés en guerre. Mais c'est le nœud de l'affaire : le social-patriotisme paralyse la volonté et la pensée.

Qu'ont-ils à se déchaîner comme les salauds — il n'y a pas d'autre expression — contre la Social-démocratie allemande, ces chauvinistes franco-russes, sous la direction de Laskine, ce sycophante de bas étage et de Hervé, l'oracle des concierges ? Que signifie pour eux la vie intérieure de la Social-démocratie ? Cette lutte interne, que signifie-t-elle pour eux si elle ne soulage pas les armées de Nicolas, « la victoire la plus complète possible » sur l'Allemagne ?

C'est dans la Social-démocratie, le parti classique de la II<sup>e</sup> Internationale que se rencontre l'expression la plus parfaite du processus de la crise et de la renaissance socialistes.

Les autres Partis : russe, italien, serbe, roumain et bulgare, se sont montrés — subitement, à première vue —, plus stoïques que l'allemand, dans l'épreuve de fer et de feu de la guerre. Notre Social-démocratie russe, sous la forme de sa maudite émigration, joue, dans une large mesure, un rôle initiateur dans la formation de la nouvelle Internationale. Mais il serait impardonnable de se tromper soi-même quant aux prémisses historiques de ce rôle. Seul un revirement total de la Social-démocratie allemande peut assurer la création d'une Internationale révolutionnaire centralisée, tout comme, seule, la prise du pouvoir en Allemagne par le prolétariat peut assurer la victoire de la révolution sociale en Europe.

Voici pourquoi l'on peut affirmer que le schisme de la fraction parlementaire social-démocrate ouvre un nouveau chapitre du mouvement ouvrier européen.

Personne ne dira que le groupe oppositionnel de Haase et Ledebour a péché par manque de patience ou par un excès d'initiative révolutionnaire. Au contraire, il a fait tout son possible, — tant qu'il en avait la possibilité physique —, pour réduire son opposition au minimum et sauver l'unité de son organisation. Personne ne dira — en tout cas, nous ne le dirons pas — que les conceptions du groupe Haase-Ledebour se distinguent par la netteté politique et, raison de plus, par la fermeté social-révolutionnaire. En dépit de fortes divergences individuelles dans le groupe, ses opinions aboutissent au pacifisme socialiste : pour lui, la guerre se présente, non comme une étape vers le développement des contradictions mondiales et la locomotive de l'Histoire, mais comme un « malheur colossal » qui a arrêté le développement de la culture, en particulier celle qui s'exprimait par la lutte du prolétariat. Ces pacifistes ne voient qu'une fin rapide, si possible « inoffensive » de la guerre, qui assurerait le rétablissement de « l'ancienne » organisation et de ses méthodes « éprouvées ». C'est ignorer totalement que

l'Impérialisme, tendant à la domination mondiale (une pensée de fous et d'idiots, selon Haase) ne rendra pas possible le retour sur les anciennes routes. Le prolétariat, devant la crainte de la dissolution politique, devra accomplir un saut historique sur une marche plus haute de la lutte révolutionnaire.

Donc, le schisme de la fraction social-démocrate est un événement de grande importance.

Le propriétaire allemand, comme l'industrie allemande, est né avec une rapidité fiévreuse. Le développement industriel engendrait sans cesse des contradictions, mais il les résolvait par son expansion même. L'absence de démocratie bourgeoise entraîna la lutte du prolétariat pour la prise du pouvoir. La tactique de la Social-démocratie consistait à éviter des heurts trop violents avec un Pouvoir fortement concentré, à accumuler les problèmes non résolus et, en vue de leurs futures solutions, de rassembler les forces organisatrices. Toute l'énergie de classe du prolétariat, tout son idéalisme créateur ne trouvèrent pas d'exutoire dans une lutte ouverte, pleine d'abnégation pour son idéal et se dispersèrent dans l'établissement de l'organisation du Parti, dans l'agrandissement, l'enrichissement de cette dernière. Dans son propre Parti, dans ses comités, ses coopératives, le prolétariat ne trouva pas d'arme pour une lutte directe, mais le succédané de ce qu'il ne trouvait pas dans le gouvernement : sa propre « démocratie ouvrière » où il se sentait patron. « Le fétichisme organisationnel » de la Social-démocratie allemande — quel moujik ne se moquerait pas du « Fritz » à cette occasion ? — s'est révélé comme un affaiblissement du développement prolétarien.

Hilferding a répété, il n'y a pas longtemps, une pensée, paradoxale par la forme, qu'il exprimait souvent autrefois : la Social-démocratie allemande est devenue, par la force de la dialectique historique, un facteur anti-révolutionnaire freinant l'énergie révolutionnaire du prolétariat. Tout mécanisme possède sa force d'inertie qui n'est combattue que par la force vive de l'énergie prolétarienne. Mais dans cette organisation qui remettait toujours à plus tard les solutions énergiques, l'inertie finit par atteindre des dimensions colossales. Quand la guerre impérialiste secoua les fondements capitalistes des sociétés et mit en question le développement de l'Europe, quand sonna l'heure de « l'action décisive », l'appareil du Parti, se refusant à une refonte interne profonde, se trouva en contradiction avec son propre but. Le personnel dirigeant se montra incomparablement plus lié avec les besoins du Capitalisme qu'avec les problèmes du Socialisme et, suivant le courant social-patriotique, entraîna les masses avec lui. L'idée de la discipline et de l'unité organiques devint une arme réactionnaire directe dans les mains du personnel dirigeant qui se transforma en une oligarchie. De même qu'en France l'idée de la République, héritière de la Révolution, etc..., fut un moyen idéologique pour hypnotiser les masses, de même en Allemagne, l'idée de la démocratie ouvrière. L'exploitation du fétichisme organisationnel fut accomplie par les sociaux-patriotes, avec l'appui actif du centre oppositionnel, qui plaçait l'unité au-dessus du but grâce auquel l'organisation avait été créée. Il fallut vingt mois de guerre et d'hostilité entre les sociaux-patriotes et les intérêts élémentaires des classes laborieuses, pour amener au schisme. Ce dernier porte un coup mortel au *fétichisme organisationnel*. Il y a maintenant deux fractions devant le prolétariat allemand l'obligeant à faire son choix dans le feu de l'action, le délivrant de l'automatisme de la discipline devenu l'arme de la réaction

impérialiste. C'est seulement par la faillite de la routine que le prolétariat allemand arrivera à l'unité et à la discipline de l'action révolutionnaire.

Le schisme — l'étape la plus importante sur cette voie !

(*Naché Slovo*, 2 avril 1916)

### **IMPÉRIALISME ET SOCIALISME**

Le dernier discours de Scheidemann témoigne de ce dont on se doutait déjà sans crainte de démenti : à savoir que la majorité dirigeante de la Social-démocratie allemande ne se prépare pas à aiguiser ses couteaux contre la monarchie Hohenzollern. Au contraire, la pensée essentielle mise en avant par Scheidemann, pour démontrer les conséquences bénéfiques du 4 août pour le Socialisme, est la suivante : la collaboration de la Social-démocratie et du pouvoir doit défaire les « préjugés » des masses à l'encontre du caractère « anti-patriotique » du Parti socialiste et en même temps, augmenter sa force et son influence.

Il est vrai que l'estimation politique du 4 août et des perspectives qui en ont découlé, ne peut que frapper, par sa fausseté monstrueuse, tout connaisseur de l'histoire politique de l'Allemagne et des particularités de l'histoire de son Parti ouvrier. La politique de la Social-démocratie, qui a provoqué des accusations et des « préjugés » contre son « anti-gouvernementaliste » et son « anti-patriotisme », a rassemblé sous le drapeau du Parti plus de quatre millions d'électeurs, à une cadence telle que les organisations se plaignirent que l'accroissement de l'armée socialiste devançait le travail de propagande du Parti. Si la politique du 4 août devait ouvrir aux socialistes l'accès des couches patriotes de la population, elle a rejeté dans l'opposition près de la moitié des travailleurs enregistrés. Il ne peut y avoir deux opinions au sujet de cette politique qui, poursuivant l'encadrement problématique de ses nouveaux partisans, commence par démanteler les bases de son ancienne organisation édifiée par deux générations de socialistes. On ne peut douter que Haase et Kate Dunker aient dénoncé dans leurs discours le mensonge aveuglant de l'optimisme Scheidemannien.

On se tromperait cependant si l'on pensait que Scheidemann lui-même ne se rend pas compte de la réalité. Mais il est le porteur ou l'esclave de tendances historiques déterminées, une des deux tendances fondamentales que la guerre a placées devant la classe laborieuse.

Si la Social-démocratie allemande s'était présentée au combat en tant que Parti de la révolution sociale — et serait ainsi devenue le Parti des masses prolétariennes —, sa pratique parlementaire, professionnelle, municipale, coopérative n'aurait pas dépassé, en fait, les limites d'un travail de réforme sur des bases capitalistes, tout en s'adaptant au développement capitaliste. La contradiction entre la pratique possibiliste et réformiste et la conception social-révolutionnaire aurait été transmise, de cette façon, à la Social-démocratie dans les conditions les meilleures pour son développement. L'Impérialisme a donné à cette contradiction le maximum de tension et d'âpreté.

L'Impérialisme est, historiquement, l'effort inévitable du Capitalisme « national » pour s'arracher aux cadres survivants du gouvernement national et dominer le monde. Comme la Social-démocratie s'adaptait au Capitalisme national, elle est obligée, par la logique même des choses, de l'accompagner sur la route de l'entreprise impérialiste, ou alors à *refuser toute adaptation ultérieure au gouvernement capitaliste, lui déclarant une guerre implacable.*

Placé par son développement même devant la nécessité d'une conflagration mondiale, le Moloch du pouvoir impérialiste s'est adressé à Scheidemann en ces termes : « Si tu veux continuer ton activité pour obtenir de meilleures lois sociales et des tarifs douaniers favorables, tu dois m'aider à assurer au Capitalisme national une position mondiale telle qu'elle puisse créer la base indispensable à ton propre travail de réforme ! » Le Réformisme socialiste s'est converti en Impérialisme socialiste. En se refusant d'user de méthodes révolutionnaires contre le Pouvoir capitaliste, la Social-démocratie officielle a dû reconnaître et approuver les méthodes impérialistes. De là l'idée du « Quatrième État », comme s'exprime Scheidemann. Les nouvelles « couches » dont il espère se rapprocher se trouvent non en bas, mais en haut. Scheidemann compte réussir au moyen d'une collaboration semi-oppositionnelle avec les forces dirigeantes de l'Allemagne impérialiste. La difficulté politique consiste dans la rééducation des masses. Ici Scheidemann se heurte, corps à corps, à l'opposition.

Dans les conditions indiquées, le problème posé à l'opposition ne peut se confondre avec la tactique traditionnelle de la Social-démocratie déchirée définitivement par ses contradictions internes. En d'autres termes, une opposition réelle ne doit pas tenter de sauver « l'honneur » de la conception révolutionnaire d'un Possibilisme réformateur totalement épuisé. L'Histoire pose ainsi la question : ou la capitulation devant la violence impérialiste, ou la mise en œuvre de la violence révolutionnaire. Le devoir de l'opposition se traduit concrètement par : *lutte pour le pouvoir.*

### **L'ALLIÉ N'A PAS TOUJOURS LA MÊME IDÉE**

Simultanément avec la publication dans l'Humanité d'un article reproduisant le discours de Haase, les journaux parisiens produisent le texte de la lettre envoyée par Liebknecht à ses juges. On ne peut traiter cette coïncidence de malheureuse, car elle donne l'occasion de comparer les deux principaux courants de l'opposition allemande. Haase refuse les deux principaux courants de l'opposition allemande. Haase refuse de voter les crédits de guerre et d'accorder sa confiance au chancelier. « En soutenant la politique des Partis bourgeois, déclara-t-il à la majorité, vous partagez leur responsabilité. » En dehors du chancelier et des Partis bourgeois, lui répondit-on, il y a la nation qui se trouve en péril. « Vous auriez dû déjà voter les crédits nécessaires à la défense du pays. » Dans ce dialogue, les points faibles sont des deux côtés. Haase a parfaitement raison quand il affirme que la participation du Parti à la défense signifie la condamnation de l'ancienne tactique de rejeter les crédits militaires. La philosophie aventuriste et incendiaire — « La maison brûle, il faut la sauver » — ne vaut rien. Pour éteindre le feu, il faut de la bonne volonté, mais aussi des seaux et des tuyaux d'arrosage. Donc, qui s'apprête à combattre un incendie doit se munir du matériel approprié.

Autrement dit, cette politique, pour joindre les deux bouts (être cohérente), doit supposer le refus d'une opposition de principe au militarisme. C'est ce que réclame David. Si Scheidemann se refuse à le suivre, c'est qu'il se refuse à joindre les deux bouts.

D'un autre côté, Scheidemann et David ont raison, quand ils démontrent à Haase que l'affaire ne se limite pas à exprimer sa « confiance » ou sa « défiance » au chancelier. La guerre signifie : danger pour l'Allemagne, et le Parti doit préciser ses positions. Mais ici Haase ne répond pas. Il définit sa conduite par rapport au chancelier, mais non par rapport à l'Allemagne ; donc il évite de donner une réponse précise à la question de la Défense nationale. « Je ne veux pas prendre la responsabilité d'une défense telle que la conçoit le chancelier », voilà en réalité sa position. À première vue, on pourrait penser que c'est suffisant pour aujourd'hui. Liebknecht distingue, pour lui-même, « le devoir », en principe de la Défense nationale, Haase refuse la responsabilité de la mise en pratique, mais l'un comme l'autre refusent les crédits au Pouvoir. Comme les deux attitudes se rejoignent pratiquement, quelques camarades sont enclins à nier ou, du moins, à minimiser la différence entre les deux positions. Il est hors de doute que Haase, partisan de Kautsky, en votant contre les crédits, est plus près de Liebknecht que le partisan de Kautsky, Hoch et ses amis, qui se sont abstenus. (Nous ne parlons pas des représentants de la faune « oppositionnelle », qui ne votent les crédits, car cette espèce n'existe pas en Allemagne.) Il est indubitable que Haase, Ledebour et d'autres sont des alliés politiques de Liebknecht, d'autant plus que le groupe Haase-Ledebour est sorti de l'ancienne fraction et lui fait de l'opposition, alors que le groupe de Hoch demeure dans la fraction Scheidemann-David.

Mais l'allié n'a pas toujours la même conception. Accordant leurs activités avec celles du groupe Haase, pour autant que celles-ci sont dirigées contre les dirigeants et la majorité dans le Parti, Liebknecht et Rosa Luxemburg conservent, devant les masses, leur position indépendante et critiquent inlassablement les bases de la politique de leurs alliés ainsi que le caractère passif et attentiste de leur tactique. Les internationalistes dévoilent au groupe Haase les points non défendus qu'attaque la majorité du Parti.

— Vous ne fiez pas au chancelier et vous lui refusez les crédits ? Pour commencer, c'est très bien, mais ce n'est pas assez. À droite, on vous démontre qu'il ne s'agit pas du chancelier, mais de la défense de ce que nous avons appelé « l'Allemagne » : ses frontières, sa place sur le marché mondial (Ici la majorité se tait et passe sous silence le fait qu'il s'agit de la défense de la structure politique-sociale actuelle : la monarchie, le système policier, la domination capitaliste, etc.). Quelle est votre attitude devant cette question : défendre l'Allemagne ?

Cette question ne présente pas de signification « académique ». Le groupement socialiste, qui persiste à vouloir adopter l'ancienne tactique, c'est-à-dire la ligne nationale et possibiliste, ne peut se refuser de défendre les bases de cette tactique, donc la défense de l'Allemagne.

En votant contre les crédits militaires en temps de paix, la Social-démocratie, en tant que minorité, n'a jamais pu empêcher le gouvernement de développer l'appareil militaire. Et ne votant pas les crédits, la Social-démocratie « risque de démoraliser » les

ouvriers-soldats, donc d'affaiblir et de désorganiser la défense. La majorité de la fraction parlementaire s'est arrêtée devant cette perspective.

— Vous voyez, dit David à Scheidemann, notre tactique purement oppositionnelle du temps de paix a démontré son inefficacité, et vous-même avez été obligé de la rejeter. Après la guerre, nous serons forcés de voter les crédits indispensables à la défense.

— Non, répond Scheidemann, notre tactique actuelle comporte un caractère exclusif. Après la guerre, nous voterons contre les crédits militaires.

— Mais, ce n'est pas logique !

— C'est pratique ; si nous refusons la tactique oppositionnelle, nous perdons notre influence sur les masses.

— Par conséquent, vous vous apprêtez à repartir de zéro.

— Je veux, au moins... essayer.

Dans ce dialogue exemplaire, David ressort devant nous comme un doctrinaire de l'opportunisme, alors que Scheidemann sauve son droit d'être un opportuniste dans l'opportunisme même.

Haase a tout à fait raison quand, semblable à David, il exige que la tactique en temps de guerre concorde avec celle de la tactique en temps de paix : David exige l'égalité après la guerre ; Haase, après la paix.

— Qu'est-il arrivé ? s'écria Haase dans son discours. Qui vous a fait renoncer à l'opposition au chancelier ?

— Rien de particulier, lui répondit-on ironiquement à droite, à condition, évidemment, de ne pas compter la guerre qui menace l'existence même de l'Empire.

L'extrait du discours que nous possédons ne dit pas comment Haase réagit à cette remarque. Il se tait, probablement. Que pouvait-il dire ? Il ne veut pas voir que la crise socialiste provient de la rupture de la tradition qui possédait deux extrémités : possibiliste et révolutionnaire. Aucune force au monde ne pourra plus les relier.

### **L'AVENIR POUR LES SPARTAKISTES <sup>33</sup>**

David exige que la Social-démocratie fasse son travail réformateur à l'intérieur du pays grâce à son concours à la puissance militaire. Cette position, à laquelle on ne peut refuser une certaine logique, correspond au refus total du prolétariat à toute politique indépendante, y compris la réformatrice. Bismarck a reconnu que la législation sociale dépend de la crainte éprouvée par les classes dirigeantes devant la Social-démocratie. C'est un fait indubitable : tant que le Pouvoir se trouve entre les mains des classes possédantes, les réformes en faveur des masses exploitées ne sont que le fruit de leur peur devant les mouvements populaires. La position oppositionnelle et menaçante de la Social-démocratie, particulièrement dans les questions sensibles touchant le

---

<sup>33</sup> Les Spartakistes : article entièrement biffé par la censure.



militarisme, était la condition indispensable pour obtenir des réformes. Si le gouvernement capitaliste des junkers avait eu la garantie que la Social-démocratie, au moment du danger, ferait tomber les fusils des épaules, le prolétariat attendrait encore des réformes ! Mais comme justement, maintenant, la Social-démocratie fournit ces garanties, David veut les faire inscrire au programme transformant celui-ci en une lettre de cachet pour la classe ouvrière. Cela signifie : fin des réformes. Les motifs de celles-ci ne disparaîtront pas seulement chez les classes possédantes, mais demain, l'homme gouvernemental, David, se déclarera obligé de reconnaître que les impératifs suprêmes de la défense nationale exigent des économies dans le domaine de la formation professionnelle et des assurances ouvrières. Si la pratique du réformisme a conduit au social-patriotisme, ce dernier réussit à lui couper l'herbe sous le pied.

L'impuissance du social-réformisme pose aux classes laborieuses la question des méthodes révolutionnaires de lutte.

La Social-démocratie allemande, appuyée par des millions de travailleurs — cela, la majorité l'a compris — ne peut continuer de limiter son refus d'aider le pouvoir par des manifestes d'une opposition platonique. Il faut choisir entre le soutien au gouvernement et une déclaration de guerre révolutionnaire. Le neutralisme, même celui « non-bienveillant » de Haase, n'est plus valable ni dans les circonstances intérieures, ni dans les circonstances extérieures.

Le Parti qui ne veut pas dépasser les frontières de l'opportunisme parlementaire, ne pourra se maintenir s'il refuse son aide au gouvernement national.

Pour rompre avec le bloc nationalo-impérialiste et mettre la Défense nationale en péril (ce danger n'est pas ignoré par Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de Kate Dunker, qui vient de prononcer un très beau discours), pour ne pas craindre d'affaiblir la force combattante du pays, il faut un Parti qui place les problèmes révolutionnaires au-dessus des considérations stratégiques et des intérêts mondiaux du Capitalisme national. En d'autres termes, seul un Parti social-révolutionnaire, luttant pour le pouvoir, peut s'opposer à la guerre, profiter des succès comme des revers, pour atteindre ses buts, autrement importants que la question des frontières de l'Allemagne. C'est la position de Liebknecht. En même temps que Haase refuse sa confiance au gouvernement, Liebknecht lui déclare la guerre. Il suffit de lire la lettre de Liebknecht au tribunal pour se rendre compte de la différence entre les deux tendances...

La formule de Raffin-Dugens est célèbre : « Je vote contre les crédits, mais si leur sort ne dépendant que de ma voix, je voterais pour. » Elle exprime sinon la pensée, du moins la conscience politique de la majorité des dirigeants politiques du « Centre » (Haase-Kaytsky-Bernstein). Cette formule n'est nullement aussi caricaturale qu'on le pense à première vue. Un vote négatif est une manifestation de méfiance, mais ce n'est pas un acte de mobilisation des masses pour la lutte révolutionnaire. La principale accusation de Liebknecht lancée contre les politiciens du Centre était motivée par leur refus de répandre parmi les masses le slogan de la lutte ouverte. Aucun doute là-dessus — cette pensée a été souvent exprimée —, le Centre social-démocrate n'est qu'une étape sur le chemin politique du dégrisement et de l'éveil révolutionnaire des masses. La meilleure garantie du travail maximum des Internationalistes qui ne s'arrêtent pas trop

longtemps à l'étape du Centre, est suivant l'expression de Dunker — en accord avec la résolution de Stuttgart —, « qu'ils veulent profiter de la crise actuelle, pour anéantir l'État capitaliste ». Seule une stratégie décidée, ne s'arrêtant pas à des considérations secondaires de lutte intérieure, à la politique à double sens et à la passivité du « Centre », est capable de faire sonner l'heure de l'offensive révolutionnaire des masses contre le Pouvoir impérialiste. Malgré le petit nombre de leurs délégués à la Conférence<sup>34</sup>, nous regardons le groupe « Internationale » — les Spartakistes —, comme un facteur de première importance dans les destinées futures de l'Allemagne.

### **POUR LA RÉPUBLIQUE OU POUR LE SOCIALISME ?**

Homo<sup>35</sup> cueille chaque phrase tombée des lèvres des représentants de l'opposition allemande consacrée à la question de responsabilité de la guerre, pour démontrer l'importance décisive de cette question sur la politique socialiste. Les « homunculi » (petits hommes) sociaux-patriotes russes font de même, mais comme des analphabètes, car ils ne connaissent ni le socialisme allemand, ni la langue allemande.

La question de « la responsabilité » joue, sans le moindre doute, un grand rôle dans la propagande tant de l'opposition pacifique que de l'opposition révolutionnaire. C'est inévitable quand on prend en considération que le travail politique exercé sur les masses par les classes dirigeantes et les sociaux-patriotes s'est fait sur la base de la question de la responsabilité.

Les classes possédantes se sont rendu compte que la guerre est faite non pour la défense du gouvernement national qui n'est pas de taille à développer les forces productives et le capital, mais pour accroître celui-ci au-delà des frontières. Pour recueillir l'adhésion des masses, il fallait leur présenter l'Allemagne comme la cible des mauvaises volontés de ses ennemis. L'idéalisme national des classes dirigeantes se nourrit des buts impérialistes. Au contraire, pour mobiliser l'idéalisme des classes exploitées, on ne pouvait agir autrement que par une argumentation défensive, présentant la cause de l'Allemagne comme « celle du bon droit et de la justice ».

Il est parfaitement naturel que l'opposition socialiste ait commencé par démontrer que le gouvernement allemand, une des principales pièces du mécanisme du monde capitaliste, porte une grande part de la responsabilité dans les événements actuels. Mais dévoiler seulement le caractère criminel de la politique mondiale des Hohenzollern et des Habsbourg ne suffit pas pour faire adopter par le prolétariat allemand l'obligation d'une politique anti-défensiste. S'il est vrai que la politique social-patriotique signifie la défense de la patrie, et non du pouvoir, il faut en conclure que la patrie conserve sa signification pour les travailleurs allemands et qu'ils la défendront (en dépit du fait de

---

<sup>34</sup> Les Spartakistes : Homo communique qu'il y avait 10 délégués de l'aile gauche. Il ne faut pas oublier : 1° qu'en certains endroits, les Internationalistes révolutionnaires boycottèrent la Conférence ; 2° qu'il leur était, dans tous les sens, beaucoup plus difficile qu'à leurs ennemis de paraître aux réunions du Parti ; 3° que beaucoup d'entre eux sont emprisonnés : Liebknecht, Mehring, Luxembourg, Meyer, etc.

<sup>35</sup> Homo : le social-démocrate alsacien Grumbach, dans sa jeunesse partisan de Liebknecht, s'est rangé depuis le début de la guerre aux côtés du social-patriotisme français.

posséder un gouvernement hypocrite et sans foi), contrairement par exemple, aux ouvriers russes.

Mais si la guerre a été provoquée uniquement par les Hohenzollern, les sociaux-patriotes de l'Entente en tirent leurs conclusions *républicaines*. Si les Hohenzollern sont la racine du mal, la garantie contre les guerres futures se trouvera dans la république. Cependant cet argument, qui ne rend pas responsable l'Allemagne des péchés de son empereur, se distingue par son extrême superficialité.

La destruction de la monarchie allemande est un problème purement révolutionnaire. Par quelles forces sera-t-elle réalisée ? Là-dessus, ni la question de la responsabilité, ni le slogan républicain ne donnent de réponse.

Une révolution démocratique en Allemagne est-elle envisageable ? Autrement dit : y a-t-il en Allemagne des classes bourgeoises intéressées par un changement en faveur de la République ? Quelle révolution est à l'ordre du jour ? Celle de la nation contre le régime politique ? Celle du prolétariat contre la monarchie impérialiste ?

Les philistins « évolutionnistes » (ils ne manquent pas parmi ceux qui se sont collé une étiquette marxiste) se représentent l'affaire comme suit : l'Allemagne doit accomplir sa révolution républicaine, frayant ainsi le chemin à la lutte prolétarienne pour la conquête du pouvoir. La République leur semble une étape politique « naturelle » dans le développement de la société capitaliste. Entre-temps, l'analyse matérialiste nous dit que la conquête du pouvoir par le prolétariat est la condition essentielle de l'établissement de la République allemande.

Jamais l'Europe des dix dernières années ne donna un tableau de la rapidité de différenciation des classes et de l'abaissement des classes intermédiaires, comme en Allemagne. La guerre parachève ce travail en anéantissant des centaines de milliers de petits capitalistes et de paysans. Si cette nouvelle armée peut fournir du matériel à la Révolution, il reste entendu qu'un mouvement révolutionnaire sérieux ne peut se développer qu'en tant que mouvement prolétarien. Si ce mouvement doit vaincre, il mettra au pouvoir le parti du prolétariat — ce parti nouveau formé des éléments de l'opposition actuelle et de la nouvelle génération révolutionnaire forgée dans le feu des combats contre les classes impérialistes et la monarchie. La question de la République est liée, pour le prolétariat allemand, à celle de la lutte pour le pouvoir. La République allemande ne peut exister que comme enveloppe politique de la dictature prolétarienne. Mais il est évident, qu'une fois au pouvoir, le Parti prolétarien sera rapidement obligé de réformer socialistiquement la société. Le problème historique du prolétariat s'exprime non par l'antithèse : *Monarchie-République*, mais par celle : *Impérialisme-Socialisme*.

La propagande républicano-bourgeoise peut se contenter de recherches sur la « responsabilité ». Le prolétariat doit avoir, lui, une représentation claire de la responsabilité du régime impérialiste.

(Natchalo, 6-24 octobre 1916)

### **REMARQUES À PROPOS DE L'ARTICLE CI-DESSUS**

La Révolution de 1918 contredit-elle l'analyse de l'article reproduit plus haut ? Oui et non. Dans la forme, oui. Dans la réalité, non. La Révolution n'a pas amené le prolétariat au pouvoir, mais au lamentable fœtus de la république d'Ebert. La lutte du prolétariat pour le Pouvoir est entrée à nouveau — mais à un degré plus élevé historiquement — dans un stade préparatoire et s'est convertie dans le long processus moléculaire de la formation du Parti communiste. Cela signifierait-il que la société bourgeoise s'est montrée capable de développer la lutte révolutionnaire sous le drapeau révolutionnaire ? Pas du tout. Mais cette société bourgeoise s'est montrée capable, une seconde fois, de profiter de la Social-démocratie pour maintenir provisoirement pour maintenir provisoirement la Révolution sur le palier bourgeois-républicain. La catastrophe militaire accéléra, de façon extraordinaire, l'explosion de la révolution, avant que les prolétaires eussent le temps de créer un Parti répondant à leurs tendances dans cette nouvelle époque. La lutte révolutionnaire dut se dérouler sous la direction de la Social-démocratie dont la politique se mit définitivement au service de la bourgeoisie. En d'autres termes, la république n'est pas le fruit d'une révolution commune de la bourgeoisie et du prolétariat, mais celui de la tromperie de ce dernier par la bourgeoisie aidée par la Social-démocratie, qui arracha aux travailleurs une victoire préparée par l'Histoire.

Si, en 1848, le bourgeois rêvait d'une République avec à la tête un grand-duc bienfaisant, en 1918, il se réconciliait avec la république du fidèle Ebert.

La République bourgeoise allemande ne tient que par l'appui exclusif de la Social-démocratie et dans la mesure où celui-ci a de l'influence sur les travailleurs. Les relations entre les classes et la conjoncture internationale exigent une révolution sociale en Allemagne, mais le passé récent du prolétariat, bridé par la Social-démocratie, est le dernier obstacle sur cette voie. La république bourgeoise n'est possible que comme une interruption du processus de la révolte de classe du prolétariat. Elle est née de la trahison de Scheidemann et Ebert, en novembre 1918, conséquence directe de leur trahison en août 1914.

**(8 MAI 1922)**

## XII. DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AUTRICHIENNE

[Retour à la table des matières](#)

### UNE POLITIQUE D'IMPUISSANCE, D'ATTENTISME ET DE DÉCLIN

Après une longue interruption, nous avons reçu le journal viennois *Arbeiter-Zeitung* [le Journal des Travailleurs]. Nous avons si peu de nouvelles d'Autriche que nous jugeons indispensable d'extraire de « A-Z » le plus possible pour caractériser la mentalité de la Social-démocratie autrichienne.

D'abord, quelques remarques préliminaires, « A-Z » était, avant la guerre, un des journaux socialistes de langue allemande les plus imprégnés de nationalisme. Le rédacteur en chef était Austerlitz, un des plus talentueux journalistes allemands, mais d'une grande étroitesse de vue. C'était un socialiste au sens strict du terme, avec la tête pleine des détails de la cuisine bureaucratique-policière autrichienne, toujours prêt à favoriser les intérêts « allemands » aux dépens des « conspirateurs » tchèques. La politique étrangère était confiée à Leitner, qui, « révisionniste », considérait le national-libéralisme prussien comme le sommet de la méditation humaine. Ajoutez à ces personnages : le vieux Pernerstorfer, vieux national-démocrate, venu au socialisme par suite d'un comportement déplacé envers les Habsbourg ; le critique militaire, Hugo Schultze, que son « antimilitarisme » n'empêchait pas d'admirer en secret l'officier prussien ; Renner, avocat de la monarchie bicéphale. Et vous avez là tout l'État-major d'*Arbeiter-Zeitung*.

La conduite de la Social-démocratie allemande tenait les sociaux-nationalistes de Vienne dans certaines limites. Le 4 août les libéra de toute contrainte. *Arbeiter-Zeitung* qualifia de « grand jour de la nation allemande » la honteuse capitulation de la Social-démocratie devant le militarisme. La première période de la guerre fut pour le journal une période de nationalisme échevelé ! Un des articles — avant la bataille de la Marne — portait en titre : « À Paris ! »... Victor Adler était supérieur de beaucoup à ses proches et s'exaspérait des manifestations chauvines d'Austerlitz et de Leitner, mais, comme toujours, il se réconciliait avec eux.

De cet enthousiasme austro-hongrois, il ne reste plus que de pâles souvenirs. Dans tout le journal règne une atmosphère de dépression et de perspectives inquiétantes. L'article de fond du 2 mai parle de l'effondrement des espérances militaires dans les deux camps. La prolongation des opérations futures ne promet aucun changement décisif : les ressources suprêmes des deux camps sont mises en jeu, le point culminant de la crise militaire est déjà loin derrière. Le journal parle du désir universel de paix. Mais il n'y a pas de ligne sur la lutte pour la paix : ce n'est pas que la Censure s'en soit mêlée, mais parce que la pensée d'une politique indépendante du prolétariat, pendant la guerre, est absolument étrangère à l'esprit du journal. Pour lui, le rétablissement de la

paix est lié à l'attitude des U.S.A. Il implore Wilson de ne pas abandonner la neutralité et de prendre l'initiative d'engager des pourparlers de paix.

Il y a aussi un article économique qui dessine le processus de l'épuisement des ressources dont l'effet se fera sentir après la guerre. « En vérité, il n'y a pas lieu de pavoiser. Le Capitalisme, dont le développement a conduit à l'Impérialisme et à la Guerre, devra montrer, à la fin de celle-ci, s'il a été capable de la supporter. Seulement, après la conclusion de la paix, nous découvrirons si la guerre n'a pas entraîné des conclusions économiques telles qu'elles amèneront une nouvelle ère qui sonnera l'heure du prolétariat. » Mais cette perspective révolutionnaire n'est, pour le journal qu'une possibilité historique n'ayant aucun lien avec la réalisation du programme révolutionnaire.

Au contraire, ce qui caractérise la Social-démocratie autrichienne, c'est le refus absolu de toute activité politique. En dépit du fait que le Premier Mai fut jusqu'à la guerre l'occasion de grèves légalisées pratiquement, particulièrement à Vienne, la social-démocratie abandonna cette position à la bourgeoisie et se borna à des réunions, le soir ; par deux fois, seulement, les commissaires jugèrent bon d'interrompre les orateurs.

On sait que le Parlement autrichien ne s'est pas réuni une seule fois pendant la guerre. Cela libéra le parti de la nécessité de prendre position par rapport aux questions politiques. Le journal se consacra presque entièrement à des problèmes de production et de secours aux familles des mobilisés. Mais dans ce domaine, il ne poursuit aucune campagne d'agitation. Il pense devoir coopérer avec l'Administration.

1917 sera pour l'Autriche l'année des pourparlers commerciaux. Le journal est d'avis que l'Autriche peut garantir son industrie intérieure et les marchés extérieurs en renonçant au protectionnisme agraire. Mais dans cet ordre d'idées, le journal viennois fait tous ses efforts pour « rééduquer » les industriels et leurs représentants universitaires.

Dans l'attente de la médiation de Wilson, A-Z considère, cela va de soi, qu'il « faut tenir jusqu'au bout ». Son patriotisme [du journal] manque toutefois de vigueur. S'il s'est débarrassé des plus grossiers « bobards », le caractère servile et passif du social-patriotisme n'y apparaît pas moins devant nous dans tout son dépouillement. Il est bien sûr qu'on ne peut juger de l'état d'esprit du prolétariat d'après *Arbeiter-Zeitung*, pas plus que d'après *l'Humanité*. Mais on ne peut imaginer une autre politique que celle de la Social-démocratie autrichienne pour mieux endormir le peuple, étouffer toute initiative de sa part et édulcorer ses protestations.

En France, *Arbeiter-Zeitung* sympathise avec le journal *Le Populaire du Centre* et le qualifie de « magnifique journal socialiste ». En Hollande, c'est le Parti de Troelstra qui jouit des sympathies d'Austerlitz. En Hollande, d'après les insinuations de A-Z, les groupes révolutionnaires agissent en faveur de l'Entente. Une correspondance de Berlin est très instructive quant à Liebknecht. Elle raconte que Liebknecht a fait toutes les déclarations pour aggraver son cas et pour empêcher toute intercession de la part du parlement : « Ici, comme dans tout son comportement, Liebknecht donne l'impression d'un homme qui s'en va, consciemment, au-devant de son destin... Il a donné la preuve de son courage moral..., mais son sacrifice est totalement inutile, il est même nuisible,

malheureusement.» En guise de conclusion, le journal conseille aux partisans de Liebknecht de « repenser » le plus vite possible.

Une politique d'impuissance, d'attentisme et de déclin... On ne peut rien bâtir sur des fondations aussi pourries. Il ne reste qu'à souhaiter qu'il se trouvera dans l'opposition assez de courage et d'esprit d'initiative pour aider le prolétariat autrichien à se libérer de la paralysie politique dont est cause le Parti officiel.

(*Naché Slovo*, 21 mai 1916)

### L'ÉPOQUE DE « L'ESPRIT COLLECTIF »

Le social-patriotisme autrichien présente, sans le moindre doute, une variété intéressante. L'Autriche a disposé de nombreuses forces marxistes qui ont enrichi la littérature socialiste par une série de productions appréciables, mais qui dans le domaine de la politique pratique ne sont jamais sorties des œuvres officielles et ont borné leur rôle théorique à la recherche d'une argumentation « instructive » en faveur de la politique opportuniste et nationale du parti. Si le Catholicisme a fait effort pour mettre la science à son service, on peut dire que l'opportunisme autrichien a su mettre « l'orthodoxie austro-marxiste » au niveau de l'Église. Il est évident que cela n'a pu s'accomplir qu'au prix du « viol » même de l'esprit marxiste. Ce « viol » est d'autant plus clair et brutal que le marxisme est plus près des problèmes de la politique combattante autrichienne. En ce sens, le journal, *Arbeiter-Zeitung* porte les traces d'une dualité extrêmement instructive. Sa ligne politique de combat représentée par Austerlitz et Leitner est tracée par le possibilisme de grippe-sou aux vives couleurs chauvinistes. Sa ligne théorique s'élève, souvent, à la hauteur d'un vrai Marxisme. Il est caractéristique que dans la tête de Renner, ces deux lignes se rejoignent en un but sinon théorique, du moins psychologique.

Nous ferons mention, ici, de deux articles intéressants, qui devraient aboutir théoriquement à des conclusions révolutionnaires. L'un fut imprimé le 30 avril, le deuxième date du 21 mai.

Le premier article — « De Paris à Bâle » — est consacré à la II<sup>e</sup> Internationale. La classe ouvrière a pris un prodigieux essor ; cette époque restera toujours gravée dans les cœurs des prolétaires comme dans le livre de l'Histoire. Les esclaves de Mammon, enchaînés par des lois hostiles et par l'absence de droits politiques, ont conquis, même dans la Russie des tzars, des droits : accès à la légalité et reconnaissance des classes laborieuses... Mais la II<sup>e</sup> Internationale ne s'est pas seulement accrue en largeur et en profondeur, elle s'est élevée aux plus hauts sommets de la volonté humaine. Elle a atteint son point culminant dans les journées du Congrès de Bâle. Là, en une harmonie toute-puissante, se sont unis l'esprit et la conscience culturelle du monde entier ; là, la II<sup>e</sup> Internationale est devenue le garant d'une future humanité plus heureuse... De 1889 à 1914... Ce qui s'est passé pendant ces trente années, c'est la répétition du drame d'un lutteur idéologique qui dépasse son temps pour tomber ensuite devant la résistance du pays. Mais cette tragédie individuelle s'élargit, ici, aux dimensions de toute une classe,



au prolétariat du monde entier et se déroule sur les champs de bataille de toutes les nations...

« La catastrophe provoquée par la guerre est le dernier acte (de l'époque de Mammon et de moloch). Les dévastations qu'elle provoquera, exigeront beaucoup de travail. Après ce désastre, l'Humanité n'aspirera plus qu'à la paix et au labeur. Ces deux conceptions caractériseront l'idéologie de la nouvelle ère, car elles correspondent à son besoin intérieur. *Paix et Travail — c'est nous...* Jusqu'à la guerre, le Socialisme dépassait son époque ; après les combats viendra l'heure du travail et de la paix. Ce sera différent, bien sûr, de ce que nous avons espéré et attendu... Ce qui, du Congrès de Paris à celui de Bâle, fut prédit, ce qui fut une si grande désillusion, ces deux dernières années, s'accomplira après la guerre... »

Le second article, mentionné plus haut, est consacré à ce nouveau type psychique créé par la guerre. Une campagne de quelques semaines ne peut pas ne pas laisser de suites profondes dans la conscience des peuples. Que dire alors d'une guerre générale européenne et qui dure depuis deux ans ! Tel est le sujet de l'article. Deux ans d'un enseignement de jour et de nuit, voilà l'école suprême pour forger l'âme ! Il nous faut convenir que la guerre laissera derrière elle des êtres changés.

« Qu'on ne croît pas qu'on puisse impunément — pourquoi ne pas le dire — arracher des millions d'hommes à leurs foyers pour les faire errer, pendant deux ans, à travers toute l'Europe. Le cultivateur habitait un village paisible, l'artisan résidait dans une petite ville et le citadin dans l'océan de pierre de la grande ville. Pour chacun, son petit cercle était un monde. Et brusquement ce monde s'élargit tellement ! Les cloisons sont brusquement abattues ! Un penchant irrésistible pour le nomadisme, un élan vers le monde, une aspiration obstinée vers le large s'ancrent dans le cœur des enfants de la campagne, et provoquent chez le sédentaire un vif mécontentement pour la mesquinerie des lieux habités. Désormais, ils seront attirés comme les Vikings, par les espaces illimités ; désormais disparaîtra l'autorité spirituelle moyenâgeuse.

Le peintre s'est souvent posé le problème de rendre en sa plénitude les yeux merveilleux et pacifiques des animaux domestiques : mais les bêtes sauvages ont des yeux brûlants. Maintenant tout tend vers la paix, vers le calme de chaque jour. Mais nos paysans se sont habitués aux terribles tensions de l'esprit, ils se trouvent depuis des mois au centre d'événements gigantesques, accomplissant et subissant des actions monstrueuses. Ils ont mesuré la largeur de la vie spirituelle, ils ont découvert l'infinité du monde intérieur, et désormais les sensations de la vie quotidienne leur sembleront ennuyeuses et sans valeur ! Une grande survie, même au prix de grandes tensions, même au prix du trépas, cet élan vers cette survie restera ! Dans le monde passé, dominait la peur devant l'insolite, devant l'exceptionnel, maintenant il sera nécessaire de survivre à cette crainte... L'extraordinaire, l'inhabituel, telle sera la psychologie de l'ère nouvelle.

« Il y eut jadis des guerres longues et sur une vaste échelle. Mais elles comptaient relativement peu dans l'ordre naturel des choses. À cette guerre actuelle tous participent, et ce qui fut le devoir du soldat est et restera pour longtemps celui du citoyen. Elle se lève, la génération aux yeux brûlants ! »

L'auteur nous parle de l'accroissement de la confiance en soi que doit provoquer la guerre. Elle a démontré que les hommes peuvent supporter plus qu'ils ne le pensaient. Mais elle a dévoilé, en même temps, la puissance de l'organisation massive et de la technique. Elle a montré les miracles que l'homme pouvait accomplir grâce à une organisation et une technique justes. Tout ceci entrera dans notre vie, après la guerre. La routine, le travail artisanal, la timidité petite-bourgeoise seront relégués dans le passé.

« Jamais encore un bouleversement n'a amené un changement aussi complet que maintenant ; tous les hommes valides, et jusqu'aux vieillards, ont été appelés par les gouvernements. Ils apportent la preuve, comme une conviction inébranlable, que la destinée du citoyen dépend presque physiquement du bon ou du mauvais comportement des affaires générales. C'est pourquoi, dans le monde futur, tous penseront politiquement... Le citoyen du dix-neuvième siècle était avant tout une individualité et regardait la politique comme une occupation mi-sérieuse, mi-divertissante. Le citoyen du vingtième siècle aura la conscience collective... On peut, à bon droit, inclure l'époque historique jusqu'en 1914 comme celle de l'existence individuelle, et on peut inscrire en tête du nouveau chapitre : *Époque de l'esprit collectif*.

« Quand nous réfléchissons sur ces questions, il nous arrive de penser que bon nombre de ceux qui tiennent des discours politiques, parlent, pour ainsi dire, d'outre-tombe ; on dirait des maîtres d'école discourant devant des bancs de classe vides. Des temps nouveaux se lèvent, des temps pleins d'une grande inquiétude, d'action tourmentée. Nous les attendrons ! »

Nos lecteurs prendront connaissance avec intérêt de cet article plein de pensées de l'auteur n'ont pas été, toutes, autorisées. Mais l'essentiel de sa conception historique a été exposée : la guerre embrasse toute une époque historique, que nous avons souvent caractérisée comme « une époque de développement organique et de possibilisme politique ». Elle forme un nouveau type humain et prépare les conditions objectives, qui obligeront ce type d'homme à exercer sa volonté politique afin de maîtriser le mouvement de sa destinée historique. En d'autres termes, la guerre crée une génération révolutionnaire et lui fait affronter les problèmes de l'organisation socialiste de la collectivité. Mais si, grâce à ses meilleurs représentants, la Social-démocratie autrichienne atteint de tels sommets, par contre, elle en est réduite par la faute de ses cercles dirigeants à mériter le jugement déjà cité : la voix de la Social-démocratie autrichienne résonne comme nous parvenant d'outre-tombe, devant des bancs désertés sur lesquels ne viendra plus s'asseoir la génération des prolétaires ayant subi la guerre.

(*Naché Slovo*, 4 juin 1916)

### **QUEL EST LE MEILLEUR D'ENTRE EUX ?**

« La gloire immortelle du Socialisme italien et international est d'avoir combattu pour la paix, alors que se décidait cette entreprise démente, ce crime, l'intervention de l'Italie », c'est en ces termes qu'*Arbeiter - Zeitung* dépeint les efforts des socialistes italiens. Ces louanges, qui servent à attaquer les classes dirigeantes italiennes, peuvent

être utilisées comme une forme « correcte » de réhabilitation des classes dirigeantes allemande et autrichienne. Avec quelle joie maligne, le journal ne souligne-t-il pas les insuccès des armées italiennes envoyées par le Destin pour expier les péchés des possédants italiens ! Le servilisme de cette joie mauvaise est couvert par l'approbation donnée aux socialistes italiens.

Le récent discours de Bethmann-Hollweg a rempli le cœur de la rédaction de *Arbeiter-Zeitung* des espérances les plus délirantes : le chancelier a proposé au gouvernement de compter avec les cartes encore disponibles et d'en venir à des pourparlers efficaces. « Démêler ensemble les problèmes de guerre et de paix, voilà une parole décisive et qui apporte de la clarté. » « Ne perdez pas courage, crie le journal à Wilson, votre position en tant qu'intermédiaire est difficile. Le camp allemand ne croit pas à votre impartialité. L'Entente fait des rêves délirants de victoire, mais... ne perdez pas courage. L'Europe est coupée en deux par un précipice qu'aucun des camps n'a la force de franchir : il faut un intermédiaire et un guide pour faire se rencontrer les deux camps adverses. Ce rôle d'intermédiaire et de guide est l'un des plus beaux et des plus nobles que l'Histoire n'ait jamais offert à un mortel. Si le président d'un grand État libre assume ce rôle et résout le problème, il acquerra l'immortalité... » Pendant que les nobles intermédiaires calculent le pourcentage de ce que rapporte une intervention ou une attitude de ce que rapporte une intervention ou une attitude neutre, la rédaction de *Arbeiter-Zeitung* ressent une obligation immodérée de lécher les mains du grand américain faiseur de paix.

Bethmann-Hollweg est désormais le héros chéri de toute la presse social-patriote allemande. Nous savons que le chancelier a jugé indispensable de prendre ses distances avec les annexionnistes acharnés et les jusqu'au-boutistes ; il appuie ainsi la politique suivie par les sociaux-patriotes jouant le rôle de chœurs auprès des éléments plus passifs des classes bourgeoises.

L'opposition allemande démasque, évidemment, cette mascarade de mauvais aloi qui devrait faire du chancelier le porteur de l'idée démocratique de la coexistence des peuples européens aux yeux des classes laborieuses. Ainsi, le journal *Leipziger Volkszeitung* pourfend le mythe créé par les sociaux-patriotes autour du chancelier, en rappelant que ce dernier n'a pas daigné répondre aux questions que lui posaient les premiers. Le 9 décembre, ils avaient demandé au chancelier de préciser les buts de la guerre. Il n'avait pas répondu. Ils avaient demandé que l'Allemagne, en tant que puissance victorieuse, fasse les premières ouvertures pour la paix. Il n'en fut pas question, évidemment. Mais les sociaux-patriotes feignent de ne rien voir. « Si Jacob a pu dire, une fois, que le malheur des rois est de ne pas vouloir écouter la vérité, écrit *Leipziger Volkszeitung*, celui des Partis vient de ce qu'ils ne veulent rien voir » ; le premier de ces Partis est celui des sociaux-patriotes allemands. En citant ces phrases, *L'Humanité* écrit qu'on ne pouvait porter un coup plus dur à ces derniers. Pendant que *Arbeiter-Zeitung* chante les louanges des socialistes italiens, afin d'user de leur courageuse politique dans ses buts nationaux et d'autre part de cacher sa honteuse servilité à la vue de la solidarité internationale, *L'Humanité* profite des révélations honnêtes des journaux de l'opposition allemande pour opposer le chancelier ainsi noirci aux hommes d'État français et les faire

briller de cette manière aux yeux du prolétariat français. Qui sont les meilleurs d'entre eux ?

(Naché Slovo, 24 juin 1916)

### FRIEDRICH ADLER

Cette fois-ci, il n'y a plus de place pour le doute : c'est bien Friedrich Adler, le secrétaire de la Social-démocratie allemande et rédacteur du journal théoricien du Parti Kampf, le fils de Victor Adler, qui a tué le ministre-président autrichien Sturgk. De toutes les combinaisons exceptionnelles dont notre effrayante époque est si riche, celle-ci est l'une des plus inattendues.

Quand la victime succéda à Binert comme Président du Conseil, le vieux Pernerstorfer, présidant la session à Innsbrück de la Social-démocratie autrichienne, prophétisa dans son discours de clôture : « Désormais c'est le régime tataro-s... turc ! » Mais cette prédiction ne se réalisa pas. Sturgk était le représentant de l'école bureaucratique authentiquement autrichienne qui pense que gouverner, c'est cerner les petites affaires, accumuler les difficultés et mettre de côté les problèmes. Il n'était pas très proche de la clique impérialiste de l'archiduc François-Ferdinand, qui préconisait une politique « musclée ». Mais il n'entra pas en conflit avec elle, il s'y adapta et finit par lui être subordonné. Son ministère fut un ministère de guerre. L'Impérialisme autrichien à la vue si basse, qui aurait dû surmonter les contradictions internes sociales et nationales, constitutionnel, il collecta et dissipa des milliards sans le moindre contrôle et passa les menottes aux tendances centrifuges. Rien dans la personne du ministre ne rappelait un dictateur ou un tyran. Mais le bureaucrate Sturgk, s'adaptant à la machine habsbourgeoise, instaura un régime de dictature et de tyrannie (de terreur blanche). Par son manque de personnalité, il parvint au niveau d'un représentant du gouvernement impérialiste dans la guerre « libératrice ». En ce sens il a, si l'on peut dire, mérité de devenir la cible d'un terroriste.

Mais Friedrich Adler, tel que nous le connaissions, n'était pas un terroriste. Social-démocrate par tradition familiale et par conviction personnelle, marxiste accompli, il n'était nullement doué pour s'adonner au terrorisme subjectif, à cette croyance naïve qui croit qu'une balle bien dirigée peut trancher le nœud des plus grands problèmes historiques. Cet « homme de cabinet » était le traducteur inflexible de la formule : « l'idée du Quatrième État » dans le sens révolutionnaire universel, tel qu'elle figure dans le Manifeste du Parti Communiste.

C'est pourquoi, pendant les premières heures, il me paraissait incroyable que Adler ait mis en balance sa vie d'Internationaliste contre celle d'un ministre habsbourgeois. Les télégrammes de la presse française, qui nous parvenaient en Suisse, alimentaient cette méfiance. Ils donnaient Adler comme originaire de la Bohême allemande, faisait de lui le secrétaire de la Chambre de Commerce de Prague, ou bien, ils le confondaient avec son frère cadet, le comptant parmi les littérateurs tchèques du groupe « anarchiste » des cafés de Vienne, tels que Pierre Altenberg, Charles Krauss, etc. Mais quand arrivèrent les télégrammes de la presse allemande, le doute n'était plus permis. Il

s'agissait bien de Friedrich Adler, rédacteur du journal *Kampf*, internationaliste révolutionnaire, l'ami qui partageait nos idées, c'était bien lui qui avait abattu le Premier ministre Sturgk.

À la place du doute du début, croît en nous le besoin d'avoir l'explication, plus importante que la nécessité de comprendre le motif politique.

Nous avons déjà dit que Sturgk s'était hissé au niveau d'un président accompli du système. C'était un motif suffisant pour un doctrinaire du terrorisme, non pour un Adler. Il nous faut chercher le motif direct et impérieux de son acte dans l'état et les relations internes de la Social-démocratie autrichienne.

Victor Adler, le père de Friedrich, le créateur du Parti ouvrier autrichien, une des figures les plus marquantes de la IIe Internationale, fit son apparition sur la scène politique vers les années 80, en tant que le plus jeune des amis d'Engels, avec un sérieux bagage théorique et un indomptable tempérament révolutionnaire. Aujourd'hui encore, on ne peut sans émotion feuilleter son hebdomadaire de cette époque, *Gleichheit*, [Égalité] où il luttait magnifiquement contre la Censure, la police et la société bourgeoises. Cette époque héroïque, dont Adler passa une bonne partie en prison, lui conféra l'auréole révolutionnaire. Exploitant à merveille l'impuissance de la bureaucratie devant les prétentions nationalistes, la Social-démocratie autrichienne élargit systématiquement son champ d'action politique. Victor Adler réunissait l'autorité du socialiste révolutionnaire à celle du fin stratège. Le Parti augmentait sans cesse. Dans cette atmosphère d'influences politique et personnelle de Victor Adler, se forma toute une génération de marxistes autrichiens : Renner, Max Adler, Rudolf Hilferding, Eckstein, Friedrich Adler, Otto Bauer. Tous adoptèrent, plus ou moins sans aucune critique, la tactique officielle, ramenant leur tâche aux recherches théoriques et à la propagande marxiste.

La Révolution russe donna une nouvelle impulsion à l'activité politique du prolétariat autrichien. Sous la pression de notre Révolution d'Octobre, qui eut un énorme retentissement à Vienne et à Prague, la monarchie désorganisée par les forces centrifuges nationalistes, accorda le suffrage universel. À première vue, il sembla que de larges perspectives s'ouvraient devant le Parti. « La méthode autrichienne » — faite de manœuvres compliquées, mi-menaçantes et mi-conciliantes — semblait plus efficace que la lutte « inexpiable » des masses, d'autant plus que la révolution russe arrivait à son déclin.

Mais l'activité politique vint se mettre en travers de l'optimisme des enthousiastes et des bureaucrates de la « méthode autrichienne ». Bousculés par le développement du jeune Capitalisme autrichien, les dirigeants du pays recherchèrent à se sauver des difficultés intérieures par des succès extérieurs. La politique de l'Impérialisme réduit à néant des Parlements autrement puissants que celui de l'Autriche. Le suffrage universel ne peut rien contre cette loi. Le militarisme s'enfonçait dans la chair vive de cette population si diverse en nationalités, mais la résistance des masses encore nombreuses des paysans et des petits-bourgeois se neutralisait dans la confusion des heurts nationaux.

Seule une politique intransigeante, révolutionnaire, agressive pouvait unir les prolétaires autrichiens si divers ethniquement, les protéger de la contagion provinciale et nationaliste et placer la monarchie en relation « constitutionnelle » avec les classes dirigeantes. Mais la méthode autrichienne, par ses demi-mesures, ses manœuvres de coulisses, par la substitution des guides-stratèges aux masses, avait réussi à se métamorphoser en une tradition pétrifiée et à manifester ses traits les plus démoralisants.

Autour de Victor Adler se groupaient des carriéristes et des routiniers. Autour de la première et suprême victime de sa propre méthode, ces personnages n'avaient nul besoin de retracer, dans le tohu-bohu de la politique autrichienne, le chemin qui mène de la conception révolutionnaire au scepticisme le plus complet, pour se montrer les ennemis acharnés de toute initiative révolutionnaire et de toute action des masses. La décrépitude lamentable des milieux officiels de la Social-démocratie autrichienne se manifesta ouvertement au début de la guerre par sa servilité effrénée devant le Pouvoir.

Le « Manifeste des internationalistes autrichiens », publié dans la presse socialiste, peu après la Conférence de Zimmerwald, dépeint le régime épuisant de la monarchie austro-hongroise et celui, meurtrier, de la Social-démocratie autrichienne. L'auteur de ce manifeste, qui exigeait que le Parti, indépendamment du cours de la guerre, agisse comme « l'armée permanente de la révolution sociale », était Friedrich Adler, chef de l'opposition socialiste.

Si la jeune génération des Marxistes autrichiens n'avait pas mené jusqu'à la guerre une politique indépendante, laissant le vieil Adler. Il ne vivait plus, il brûlait. Le conflit de deux générations du socialisme s'exprima de la façon la plus dramatique. Bebel n'était plus. Sa place était prise par des bureaucrates. Jaurès n'était plus. Des épigones de second plan dirigeaient le Social-patriotisme en désorganisant de l'histoire de la Social-démocratie, mais aussi comme la garantie de la politique social-patriotique. Pour le fils, comme le problème était rendu plus difficile, plus dramatique ! Dans les hautes sphères du Parti, Friedrich Adler rencontrait des parlementaires auto-satisfaits et sans Parlement, des journalistes qui « expédiaient » leurs articles, des arrivistes et, dans le meilleur des cas, des nationalistes convaincus. L'indifférence des philistins qui ne prennent rien au sérieux devait d'autant plus le remplir de colère que sa possibilité d'en appeler directement aux masses était limitée. À une récente réunion des éléments dirigeants du Parti, Friedrich Adler exigea une action décisive. « Nous devons organiser partout des manifestations, autrement, le peuple rejettera la responsabilité de la guerre sur les chefs socialistes. » On ne lui répondit que par des haussements d'épaules. Ces gens-là ne prenaient rien au sérieux. Mais, lui, Friedrich Adler prenait au sérieux son devoir révolutionnaire. Il décida de crier de toutes ses forces aux masses prolétariennes que la route du social-patriotisme menait à l'esclavage et à la mort de l'esprit. Pour ce faire, il choisit le moyen qui lui paraissait le plus efficace. Comme l'héroïque aiguilleur qui signale le danger en s'ouvrant une veine et en exposant son mouchoir trempé de son sang, Friedrich Adler fit de sa vie le signal d'alarme devant les masses trompée et exsangues...

Il bat encore, le cœur de notre malheureuse humanité, puisque parmi ses fils, se trouvent encore des chevaliers du devoir !

(Natchalo, 25 octobre 1916)

### **POST-SCRIPTUM**

Devant la mort de Stugk et dans l'attente du châtement de Friedrich Adler, notre article s'est abstenu de toute estimation tactique. Donc, la confrontation entre le père et le fils ne fut pas complète. En réalité, ils sont unis par la même attitude sceptique envers les capacités révolutionnaires des masses.

Adler, le père, qui avait débuté révolutionnairement, d'efforça d'échanger les activités directes du prolétariat contre les combinaisons conciliatrices de chef de Parti.

Adler, le fils, saisit dans un moment de suprême désespoir, le revolver du terroriste. Mais ce n'était que l'acte d'un sceptique héroïque.

À sa sortie de prison, après la guerre, placé devant la Révolution, Friedrich Adler découvrit qu'il n'était pas un révolutionnaire, qu'il n'était pas un de ces chefs comme en réclame notre époque.

Il profita de son autorité de terroriste pour jouer le rôle de frein dans la révolution prolétarienne.

C'est en cette qualité qu'il est devenu le plus officiel des représentants de la II<sup>e</sup> Internationale et demie.

**(1<sup>ER</sup> MAI 1922)**



## XIII. LA PERSÉCUTION CONTRE RACOVSKY

[Retour à la table des matières](#)

### UNE BASSESSE CONTRE RAKOVSKI

L'arme principale dont on use dans la lutte psychologique est, sans conteste, la calomnie. Il semble que nombre de gens mentent et calomnient déjà en temps de paix. Mais d'après ce que nous observons depuis le début de la guerre, il semblerait que les sphères dirigeantes, s'étant pliées jusqu'ici aux lois de la morale, se dépêchent, une fois que Mars a brisé leurs liens, de déverser ce qu'ils avaient dû taire jusque-là. Si un historien écrit sur la guerre, avec quelle répugnance — et quelle honte pour ses pères — ne relatera-t-il pas le travail de ceux qu'on nomme les responsables : députés, diplomates et journalistes de service !

Douter que la presse russe occupe une place de choix dans ce monument de honte, serait un mensonge de la modestie nationale. Dans cette grande presse russe, Amphitéatrov s'évertue de toutes ses forces à donner une note plus sérieuse en usant de sa réputation d'ancien « rouge ». Récemment encore, Amphitéatrov écrivait l'histoire des célèbres propriétaires Obmanov (Romanov), mariés à des Allemandes, et maintenant il cherche à savoir si les politiques italiens qui ne veulent pas fraterniser avec les Obmanov n'ont pas épousé des Allemandes. Hier encore, on l'accusait d'être vendu aux juifs, lui qui est devenu un mangeur de juifs. Il recherche les motifs qui ont poussé les Internationalistes italiens à se vendre aux Allemands.

Racovsky s'est rendu en Italie — socialiste en visite chez des socialistes — pour lutter contre l'intervention armée de la Roumanie. Mais quelle mission a donc Amphitéatrov si ce n'est de calomnier Racovsky ! La pire Censure sévit actuellement au nom de la guerre « libératrice ». Elle fourre son nez dans les bureaux télégraphiques, regarde les lettres privées et applique son oreille aux fils télégraphiques. Amphitéatrov a pu écrire sur les Obmanov dans l'émigration, mais calomnier Racovsky ! ... Je vous en prie, Censure, écarte-toi !

Racovsky est arrivé à Rome avec « une mission officielle ». De qui ? Du gouvernement ? Mais Amphitéatrov sait bien que c'est idiot, et il ajoute « qu'il faut en douter ». Pourquoi ? « Ce n'est pas un type à qui l'on confierait une mission officielle. » Mais si l'on ne parle plus de mission officielle, il n'y a donc plus de base à la calomnie. Amphitéatrov n'en est nullement gêné. Il termine sa communication avec les racontars d'autres calomniateurs : « Racovsky n'est qu'un prête-nom (?), envoyé en Italie (par qui ?) pour faire de la propagande allemande. »

Mais, voyons, Racovsky n'est pas un type à être envoyé en mission officielle. C'est un prête-nom. Il faut en douter, mais il a quand même été envoyé. Si on l'envoie, ce n'est donc pas un « type » suspect ! On calomnie et on ment, on agite la queue en attendant les résultats.

Racovsky est connu de l'Internationale. C'est un homme qui depuis vingt ans combat sous le drapeau du Socialisme, qui est étroitement lié aux socialistes russes, français, bulgares et roumains, qui donne toutes ses forces, — et nous nous permettons de le souligner ! — toutes ses ressources à la libération du prolétariat. La bave d'Amphitéatrov ne l'atteint pas ! quant à ce dernier, l'affaire est claire ! C'est le « type » auquel on peut confier toutes les basses besognes.

(*Naché Slovo*, 17 avril 1915)

### **AUX CALOMNIATEURS !**

C'est avec un sentiment de dégoût, et au risque d'offenser les sentiments de nos lecteurs, que nous publions une « déclaration » d'Alexinsky au sujet de Racovsky. La rédaction d'un journal politique, devant le sort à faire des « documents humains », doit se laisser diriger non par ses propres convictions, mais par le souci de l'opinion générale. Ce critère nous a astreints, il y a deux semaines, à faire effort sur nous-mêmes et à nous occuper des misérables insinuations du triste sieur Beg-Allaïév. À tout seigneur, tout honneur !

Alexinsky appelle sa prose une « déclaration ». Cependant, il ne « déclare » absolument rien. Il ne présente aucun fait, ne démontre rien quant à la question que nous traitons dans notre article a : les basses insinuations d'Amphitéatrov sur Racovsky. Evitant le nœud de l'affaire, Alexinsky se livre à des considérations qui ne peuvent laisser indifférent. D'abord il contredit notre affirmation, suivant laquelle Racovsky est « lié étroitement avec les socialistes russes ». Il nie toute participation de Racovsky, « toute participation matérielle au Socialisme russe », bien que nous n'en ayons jamais parlé dans notre article. Enfin, il tient pour impossible de laisser « planer sur les Partis socialistes russes même l'ombre d'une responsabilité pour la mission italienne de Racovsky ». (S'étant mis en-dehors de l'un, Alexinsky parle maintenant au nom des deux.) Il tourne autour de la question sur le ton de quelqu'un qui sait beaucoup plus qu'il n'en dit.

Alexinsky s'efforce de détruire l'image « d'une quelconque relation étroite entre Racovsky et le Socialisme russe ». Vains efforts ! Racovsky est et restera l'un des premiers socialistes russes. Il adhéra au groupe « Libération du Travail » et s'en fit le propagandiste au sein des jeunesses russes et des jeunesses bulgares. Il résida à Petersburg en qualité d'écrivain marxiste, en rapports étroits avec les sociaux-démocrates actifs. Il fut expulsé. Il prit une part active à la « Ligue Étrangère » de notre Parti, collabora à *Iskra*, aida celle-ci matériellement et mena la lutte contre les tendances populistes et terroristes au sein du Socialisme russe. Pendant la Révolution russe, il se dévoua à celle-ci corps et âme, secourut les émigrés, mena une campagne en faveur des mutinés du « Potemkine » réfugiés en Roumanie, resta le collaborateur des publications socialistes russes, soutint *Goloss*, *Social-démocrate*, *Pravda*, et les feuilles ouvrières légales. Lié au fameux théoricien marxiste, Dobrojdaneu-Ghéréa (le vieil émigré russe), Racovsky vit en plein accord avec de nombreux artisans du mouvement social-démocrate. Tous deux, Ghéréa et Racovsky sont devenus les meilleurs amis de *Goloss* et *Naché Slovo*, ils nous prouvent leur sympathie par des secours matériels. La lettre de

Racovsky que nous avons reproduite dans *Goloss* est l'expression de la solidarité des Internationalistes, que la démente sanglante actuelle n'a pas désarmée.

Alexinsky appartient à ces éléments nombreux que la Révolution de 1905 jeta dans le camp social-démocratique, mais que la vague patriotique a repris et renvoyés sur la berge à laquelle ils appartiennent de droit. Moins que quiconque, le « passager » Alexinsky a le droit de juger les rapports entre Racovsky et le Socialisme russe. Mais la question reste posée avec toute sa vigueur : pourquoi Alexinsky nie-t-il des faits dont il a une totale incompréhension ? Qu'avait-il besoin de cette « déclaration » ? Pour donner une aide personnelle aux basses calomnies « patriotiques ».

En quoi consiste la « mission italienne » de Racovsky ? Pourquoi Alexinsky parle-t-il avec tant de circonlocutions de cette mission qui a provoqué tant de mensonges de la part des sycophantes de la presse réactionnaire russe et française ? Pourquoi tient-il pour indispensable que le Socialisme russe se tienne à l'écart de cette mission et même de son « ombre » ? Racovsky voyage-t-il en qualité de chargé de mission par le Socialisme roumain combattant, en accord avec les décisions des Congrès socialistes internationaux, l'intervention armée de nouveaux pays, ou bien est-il un agent austro-allemand dans l'accomplissement d'une mission de diplomatie allemande ? Pourquoi Alexinsky ne signe-t-il pas cette deuxième version diffusée par tous les agents alliés ? Pourquoi ne parle-t-il pas clairement, appelant un chat un chat ? Mais parce qu'il ne peut pas répondre. Parce que, pour sa « déclaration », il n'a à sa disposition que des calomnies et des mensonges. Il spéculé sur le fait que des calomnies des Drumont, Daudet, Laskine et Amphitéatrov, il restera quelque chose dans la conscience des lecteurs. Il n'affirme rien par lui-même, simplement il enlève toute responsabilité — Oh ! Alexinsky ! — au Socialisme russe. Et puis, il parle de l'aide matérielle que Racovsky accorderait maintenant à *Naché Slovo*, maintenant, c'est-à-dire à l'occasion de cette fameuse mission italienne. Alexinsky comprend très bien que le lecteur conclura que les deux cent cinquante francs que nous avons reçus de nos amis roumains ont été fournis par la trésorerie des Hohenzollern. C'est pourquoi Alexinsky a besoin d'un rapprochement « subit » entre Racovsky et le Socialisme russe. Relisez la prose du Monsieur ! Deux sentiments ont guidé sa plume : l'imprudence et la lâcheté ! La même méthode vaut pour notre néo-classique Amphitéatrov. Nous devons clouer cet épigone des transfuges du socialisme : « il calomnie, il ment, il agite la queue en attendant les résultats. »

Ayant rejeté toute apparence idéologique, démoralisé par son bond de Marx à Mars, de la révolution au patriotisme militariste, basement hostile à tous ceux qui sont restés fidèles au Socialisme, Alexinsky, à travers ses insinuations, ses calomnies, cherche à soutenir en lui les restants de sa self-dignité. Comme il n'est pas le seul, comme la contre-révolution s'est répandue dans de larges cercles de l'Intelligentsia, la dénonciation faite par Alexinsky trouve sa résonance dans ce milieu et, devenant presque un symbole, jette la dernière ombre sur cette époque maudite. C'est le motif — l'unique motif — de notre publication de la lettre d'Alexinsky. Dans les conséquences de la discrimination féconde qui s'opère entre le socialisme révolutionnaire et la collusion du social-patriotisme avec la bourgeoisie, dans ce processus, il n'y a pas que la logique politique, mais aussi la morale politique. En capitulant devant la nation bourgeoise en armes, les transfuges du Socialisme se sont désarmés moralement et, pour se confirmer eux-

mêmes, sont forcés de se saisir de l'arme déshonorante de nos ennemis de classe. La « déclaration » d'Alexinsky ne sera pas la dernière ; et ce ne sont pas les dernières paroles d'Alexinsky. Sur le chemin où il s'est engagé, il n'y a pas de retour. De calomnie en abaissement, d'abaissement en calomnie, il continuera à tourner sur une orbite bien précise : il est le témoignage repoussant de ce que la cause qu'il sert maintenant, n'est pas seulement mauvaise, mais désespérée.

(Naché Slovo, 25 avril 1915)

### **COMMENTAIRES SUR LE TÉLÉGRAMME DU PREMIER MAI DE RAKOVSKI**

Le 3 mai, je reçus une convocation urgentissime du Commissariat de la rue Delambre. Après les questions rituelles (identité, papiers, etc.), le dialogue suivant s'engagea :

- Vous connaissez Rakovski ?
- Certes.
- Il a envoyé un télégramme à votre adresse. C'est bien pour vous ?
- Apparemment, c'est pour moi.

Le Commissaire lit à haute voix le texte du télégramme, appuyant sur le dernier mot « révolutionnaire ». Puis il poursuit :

- À mon avis, ce télégramme n'a aucune signification.
- Permettez-moi de conserver sur ce point mon opinion personnelle.
- Je voulais dire que ce télégramme ne fait ni chaud, ni froid à personne.
- En ce cas, pourquoi m'avez-vous convoqué ?
- Pardonnez-moi, mais c'était pour m'assurer...
- De quoi donc ?
- Que le télégramme vous était bien adressé.

On me demanda de signer un reçu. L'affaire en resta là. Mais cela prouve que l'activité patriotique des Amphitéatrov, des Laskine, des Alexinsky et Drumont autour du nom de Racovsky trouve ses échos dans les milieux policiers parisiens.

(Naché Slovo, 5 mai 1915)

### **RACOVSKY JUGE LES SOCIAUX-PATRIOTES RUSSES**

Dans la préface à la nouvelle édition française de sa brochure *Les socialistes et la guerre* (nous possédons le manuscrit) le camarade Racovsky par les sociaux-démocrates qui essaient sans succès, mais de façon éhontée, d'entraîner les socialistes « neutres » à pousser leurs gouvernements dans la guerre. À l'heure où la Bulgarie a pris une attitude de neutralité armée, afin de ne pas intervenir du jour au lendemain — dans la direction, il est vrai, que recommandaient Sudekun et Parvus, et non Plékhanov —, les conceptions

de Racovsky revêtent un caractère d'actualité. Nous reproduisons ce morceau en son intégralité :

« Plékhanov nous reproche, à nous socialistes des nations neutres — et il vise principalement les socialistes des pays balkaniques dont l'intervention est l'objet de tant de discussions —, il nous reproche notre égoïsme provoqué par notre volonté de ne pas mêler à toute l'agitation faite en faveur de la guerre, à « la défense de la Belgique », en faveur de l'Entente, que mènent chez vous, dans les Balkans, les Partis russophiles. Cet égoïsme, poursuit Plékhanov, est incompatible avec la conception de la solidarité ouvrière internationale. Si je reste neutre, ainsi raisonne Plékhanov, quand un homme tue un autre, je risque d'être accusé de complicité avec le criminel, en tout cas de manque de solidarité envers la victime.

« Le groupe des sociaux-démocrates russes, partageant les vues de Plékhanov, vient de publier une résolution de caractère plus accentué<sup>36</sup>. Les socialistes des pays neutres, en défendant la neutralité, s'affirment les collaborateurs de leurs gouvernements qui s'efforcent d'« exploiter la neutralité pour les intérêts égoïstes des classes dirigeantes ». « La faiblesse du contrôle prolétarien — la résolution parle de pays au prolétariat encore faible — a pour résultat que la politique de neutralité ne se traduit qu'en phrases, et qu'en réalité, elle n'est que marchandages ; sous le couvert de paroles généreuses qui bercent les prolétaires, se cache la rapacité la plus impitoyable. »

« Avant tout, que les auteurs de la résolution consentent à ne pas douter de ce que le prolétariat des pays balkanique — Roumanie, Bulgarie et Grèce — font fort bien la différence entre la neutralité pratiquée par les gouvernements et celle prônée par le Socialisme. Les prolétaires différencient même ces neutralités par les appellations qu'ils leur donnent : la gouvernementale est nommée "attentiste", alors que la socialiste est de principe et définitive. La première est liée au marchandage et inclut la perspective d'intervention, alors que l'autre les exclut. »

« Si nos gouvernements prolongent leur attitude de neutralité, donc de marchandages et de rapacité impitoyable, n'est-il pas préférable de prendre part à la guerre ? La guerre aurait-elle le talent bien caché — qu'on nous le dise ? De changer les gouvernements bourgeois, mercantiles et rapaces en parangons d'altruisme et de désintéressement ?

---

<sup>36</sup> Cette résolution fut présentée au nom des représentants des sociaux-démocrates à l'étranger, « Ceux du Parti ». L'indication « à l'étranger » est parfaitement à sa place devant l'unanimité des tentatives faites pour attirer le Groupe d'Unification, l'un des groupes internationalistes les plus actifs de Russie, sur la voie de « la défense de la Belgique » du côté des Puissances de l'Entente. Mais qu'en est-il réellement avec « Ceux du Parti » ? Le document imprimé n'indique pas les noms des groupements qui ont pris part à l'élaboration de cette résolution, à vrai-dire scandaleuse. Si le document est anonyme, ce n'est pas le fait du hasard. La déclaration est probablement le fait d'initiatives individuelles de certains « Ceux du Parti », ne représentant que leur propre scission d'avec le Parti Social-démocrate. Une grande partie de ce groupe, et en particulier les Bolcheviks à l'étranger, ont adopté une position internationaliste et se groupent, en majorité, autour de *Naché Slovo*.

« Soit, mais nous continuons à croire que le but de chaque gouvernement bourgeois étant d'accroître le champ de l'exploitation capitaliste, nous ne pouvons nous rallier à l'optimisme guerrier et moral du social-patriotisme.

« En ce qui concerne la remarque de Plékhanov sur l'égoïsme des socialistes des nations neutres qui assistent indifférents à l'écrasement de la Belgique, nous dirons que cette remarque serait justifiée si les armées étaient commandées par des socialistes. Malheureusement, ce ne sont pas nous, Socialistes, qui sommes appelés à libérer la Belgique, mais les classes dirigeantes. Nous sommes invités à nous mettre à leur disposition et à devenir leur instrument.

« Nous sommes prêts à secourir la Belgique contre l'agression allemande, mais par nos moyens socialistes. Il est hors de doute que ces moyens ne peuvent obtenir de résultats immédiats. Mais est-ce l'unique cas où nous devons constater l'insuffisance de nos forces ? En aucun cas, ce n'est pas la conclusion à tirer : qu'il faille s'affaiblir en mettant une partie de ses forces au service des dirigeants.

« D'autre part, je me permets de demander à Plékhanov : est-il convaincu de la volonté salvatrice de la bourgeoisie ? Est-il convaincu que les sauveurs de la Belgique n'apportent pas leur participation à d'autres peuples. Dans le même temps que Plékhanov nous invite à sauver la Belgique, d'autres nous crient que nous n'avons pas le droit de rester passifs devant l'oppression de la Galicie ou de permettre à la Russie de mettre la main sur tous les peuples de l'Empire turc. Que faire ? Plékhanov croit à la guerre " de libération". Nous ne croyons pas à cette légende et nous n'avons pas oublié ce que Plékhanov nous a enseigné. »

\*\*\*

« On nous fait encore une objection, poursuit Racovsky. Elle s'adresse aux camarades serbes, dont la conduite courageuse au parlement et en dehors du Parlement a trompé l'espoir des sociaux-patriotes de l'Entente qui veulent être plus serbes que les serbes. Les sociaux-patriotes tentent de découvrir une contradiction entre la conduite des socialistes serbes qui, chez eux, refusent toute aide au gouvernement et, en même temps, à Bucarest et à Sofia, réclament une République fédérative des Balkans comme moyen de défense contre la politique conquérante des grandes puissances.

« Présenter ainsi unilatéralement le but de la République balkanique, c'est le rétrécir. Nos conceptions sont d'un autre ordre, elles découlent de la nécessité de la lutte de classes. Si l'on regarde l'affaire du point de vue de la défense de l'indépendance des peuples balkaniques, on n'aperçoit aucune contradiction dans les efforts socialistes pour former une Fédération pan-balkanique. Aux activités des gouvernements dirigés, en réalité, vers d'autres buts, les socialistes opposent les leurs en faveur de l'indépendance et de la liberté des peuples balkaniques. Les socialistes refuseraient-ils de défendre les droits et les libertés indispensables au prolétariat ? Évidemment, non ! Mais ils veulent le faire par les moyens qui leur sont propres, et la République balkanique, dont l'existence serait une victoire sur le nationalisme guerrier de chacune des nations balkaniques, devient le drapeau de la lutte de classe du prolétariat balkanique. »



Dans cette préface, Racovsky, sur la base de l'expérience des peuples balkaniques, nie catégoriquement la possibilité et le bien-fondé de placer la politique prolétarienne par rapport à la guerre sous la dépendance de la distinction entre « guerre d'agression » et « guerre libératrice. »

« Si le Parti socialiste, reprend Racovsky, était un tribunal n'ayant d'autre but que la répression, nous pourrions, d'accord avec les sociaux-patriotes, nous contenter de la recherche des « fauteurs de guerre » ; mais le prolétariat socialiste a d'autres buts que le châtement, l'assouvissement d'une vengeance plus ou moins légitime, il cherche à prévenir les guerres du futur. La tactique qui consiste à circonscrire la responsabilité de la guerre à l'un ou l'autre des belligérants, ne peut que fortifier l'Impérialisme dans ses plans de conquête et éterniser la guerre...

« Autrement, nous avons usé en Roumanie de cette terminologie "guerre défensive", "guerre d'agression", mais les événements nous ont montré que la différence n'a qu'un caractère purement scholastique.

« Ainsi si la Bulgarie déclare la guerre à la Roumanie afin de reprendre la province que cette dernière lui a enlevée en 1913, est-ce de la part de la Bulgarie une guerre d'agression ou de défense ? Et si la Turquie une guerre d'agression ou de défense ? Et si la Turquie entrait en guerre pour reprendre la Macédoine ? Seraient-ce là des guerres défensives ? D'autre part si nous baptisons ces guerres d'"agressives", nous reconnaissons par-là que les conquêtes, effectuées par violence et injustifiables, sont devenues légitimes, car sanctionnées par les actes diplomatiques. En d'autres termes, nous reconnaissons que les Conférences internationales sont l'arbitre légitime de l'existence des peuples. N'est-ce pas absurde du point de vue socialiste ? »

Quel rôle lamentable, tragi-comique, à la vérité, ajoutons-nous spontanément, aurait joué le Socialisme balkanique si, dans la mêlée inévitable des peuples de cette péninsule, il avait adopté les critères de « guerre défensive » et de « guerre offensive », de « guerre juste » et de « guerre injuste ». Heureusement pour lui et pour l'Internationale, nos camarades des Balkans sont munis de critères autrement porteurs d'espérances !

(*Naché Slovo*, 30 septembre et 5 oct. 1915)

### **RAKOVSKI ET LE GOUVERNEMENT ROUMAIN**

Nous avons déjà annoncé l'arrestation de Rakovski, que nos lecteurs connaissent en tant que chef révolutionnaire du prolétariat roumain, mais aussi en tant que proche collaborateur et ami de *Naché Slovo* depuis les premiers jours de la fondation du journal. Les dépêches d'aujourd'hui nous informent que Rakovski est libéré « sous condition » et qu'un des dirigeants qui commandèrent de fusiller les grévistes a été muté.

Rakovski, déjà avant la guerre, s'était attiré la haine de toute la classe dirigeante roumaine. Si les bandits au vernis civilisé qui gouvernent ce malheureux pays avaient paru s'intéresser superficiellement au sort général de l'Europe, il n'en est plus question baptisée « grande », « libératrice » et « juste » dans cette tuerie. Il n'y a qu'une chose



qui puisse paralyser les mains des bourreaux, c'est la peur de complications provoquées par les ouvriers roumains. En dépit du peu de développement de l'industrie, le prolétariat roumain actif et comptant des guides aussi doués que Cristescu, Frimu et Marinescu, joue un grand rôle dans ce pays de masses paysannes arriérées dominées par le parasitisme des boyards.

Si le ministère « libéral » Bratianu ne se décidant pas à qui se vendre et adoptant une position attentiste de neutralité, a toléré jusqu'ici l'agitation socialiste en y voyant un contrepoids à la propagande des agents de l'Entente, il s'aperçoit maintenant que l'activité socialiste, chargée de sens révolutionnaire, constitue un danger pour l'oligarchie roumaine. L'offensive russe et la conquête de la Bukovine, faite dans le dessein d'exercer une pression sur la Roumanie, ont placé le ministère Bratianu dans une situation critique qui le pousse à avoir les mains libres pour parer à toute éventualité. L'idée de lier Racovsky et d'écraser les socialistes est venue tout naturellement, et la grève de Galatz, débouchant sur un conflit sanglant, a été un excellent prétexte. Racovsky a été arrêté. Le gouvernement a complété cette mesure en défendant les manifestations publiques. Puis la clique gouvernementale a reculé. Racovsky a été libéré « sous condition ». Ici il faut faire très attention. Il est hors de doute que l'usage par les mercenaires de Bucarest de ce « sous condition » sera d'autant plus sévère que les dirigeants roumains inclineront vers une intervention dans le sanglant conflit actuel.

Sous les traits du Parti roumain et de son chef Racovsky, nous avons devant nos yeux la grande politique de l'Internationale révolutionnaire. D'un point de vue extérieur, il semblerait que la politique de Racovsky soit celle de Branting en Suède et de Troelstra en Hollande : ceux qui prêchent la neutralité dans leur pays. Mais la ressemblance est toute superficielle : la position de Branting et de Troelstra a un caractère national et gouvernemental, nullement révolutionnaire. Ils défendent la neutralité par des mesures « raisonnables », « pacifiques », « loyales », ne créant aucune complication internationale à leurs gouvernements. Quand la Hollande et la Suède seront à la veille de la guerre — entraînés par la force des événements ou la volonté des classes bourgeoises — Branting et Troelstra déposeront leurs armes aux pieds de la bourgeoisie et se rangeront sous la bannière de la « Défense nationale ». Tout naturellement, le Pouvoir masquera cette capitulation en offrant aux socialistes une participation au gouvernement. Plus une intervention des pays neutres sera proche, et plus vite Branting sera doté d'un portefeuille, et Racovsky de la prison. Cette différence caractérise à merveille celle des deux tactiques.

(*Naché Slovo*, 4 juillet 1916)

## XIV. DANS UN MONDE DE VILÉNIE ET DE DÉSARROI

[Retour à la table des matières](#)

### *ILS SONT AINSI, LES TEMPS ACTUELS !*

Samedi dernier, l'exposé de Tchernov « Le point de vue allemand sur la guerre », fut interdit. Les autorités compétentes ont-elles décidé que l'exposé défendrait la thèse allemande et ne la critiquerait pas ? Nous n'en savons rien. De toute façon, l'exposé n'a pas eu le temps de dévoiler ses mauvaises intentions quant à « l'Union sacrée » ou quant aux convoitises des russes sur Constantinople : le coup qui l'atteint est tout à fait conforme à l'ordre des pressentiments administratifs.

On se tromperait, cependant, en pensant que ces pressentiments ont des racines mythiques. En aucune manière. À propos de l'exposé de Trotsky, un journal de boulevard, en publiant un article signé « X » (comme de bien entendu), se préoccupait de ce qu'en pensait le Pouvoir. L'exposé de Lounatcharsky n'a pas plus à ce monsieur. Celui de Trotsky non plus. Et il reste Tchernov, Pokrovsky et Lazarkievitch. Quelle est cette association d'ingénieurs qui invite des « pangermanistes » à faire des exposés ? Le mot est dur, plein d'espoirs et capable d'éveiller l'attention de l'Administration. Il en est ainsi désormais. Il y a toujours eu des citoyens russes à Paris, qui n'aimaient pas les exposés de gauche. Mais jusqu'à la guerre, ils étaient impuissants. Leur pusillanimité les empêchait d'attaquer publiquement les révolutionnaires. Ils devaient la « boucler » et laisser les poings dans les poches. Il ne leur restait plus qu'à s'empoisonner de leur propre bile. Mais maintenant, il en va autrement. « Monsieur l'Agent, il y a une lumière au troisième étage, je soupçonne là un pangermaniste... » C'est la méthode dont use le journal *Novosti*. Un quelconque « gentleman » a revêtu un domino et s'est inscrit pour le front patriote des trois patries alliées, « X » a dénoncé « littéralement » : « Une lumière brille à la fenêtre de l'association des ingénieurs. Il faut, Votre Honneur, la faire éteindre. Alerte ! » — Dans quel sens brille-t-elle ? — « On le sait bien : des pangermanistes, Votre Honneur, et ils ont même une brochure. »

En effet, il y a une « brochure ». Le patriote des trois patries (il oublie la Belgique, la Serbie, le Monténégro et le Japon) se réfère à la brochure rédigée par l'auteur de ces lignes. Si Tchernov a un « point de vue allemand », Trotsky, lui, a une « brochure allemande ». Il est vrai que cette brochure est interdite en Allemagne, il est vrai que le patriote douanier, Wolfgang Heine, invite ses agents, par l'intermédiaire de *Sozialistische Monatshefte* à prendre des mesures pour que cette brochure ne sorte pas de Suisse ; il est vrai, qu'à Stuttgart, la police a dressé procès-verbal en saisissant la brochure ; il est vrai que, *Chemnitzer Volkstimme*... Et pourtant cela n'a pas empêché la douane française de confisquer la brochure, comme étant d'origine allemande. Les temps sont ainsi désormais.

Est-il besoin d'ajouter que la fenêtre de *Naché Slovo* est l'objet d'une particulière surveillance de la part de la vigilance patriotique ? Combien de fois, pendant le travail, le nez du patriotisme vient se coller à la vitre ? Nous n'allons pas ergoter ; à notre fenêtre, brille une lumière suspecte. Chez nous, on écrit des articles où on ne crache pas sur le peuple allemand, où on ne renie pas la culture allemande, où on n'accumule pas les mensonges réactionnaires. Qu'importe à ces messieurs qu'en tant que socialistes révolutionnaires, nous soyons les ennemis implacables de l'Impérialisme des Hohenzollern. Car voyez-vous, nous n'approuvons pas la conquête de la Syrie et celle de Constantinople. Nous ne tenons pas pour Lloyd George et pour Plékhanov. Car, voyez-vous, nous nous refusons « à bouffer du boche » à n'importe quelle sauce. L'affaire est claire : nous sommes pangermanistes.

Nous avons dénoncé, il est vrai, les tentatives de quelques aventuriers « révolutionnaires » de lier leur cause à celle des États-majors allemand, autrichien ou turc. Nous sommes liés, il est vrai, par une fraternité indestructible avec Liebknecht, Rosa Luxembourg et Mehring, les ennemis mortels de ce qu'on nomme « pangermanisme ». Mais en quoi cela change-t-il l'affaire ? Si nous ne sommes pas avec Goremykine et Hervé, il s'ensuit que nous sommes pour Bethmann-Hollweg. Peut-on vivre maintenant sans s'inscrire à un État-major quelconque ? Les temps sont ainsi désormais.

Les insinuations touchant notre pangermanisme — on ne peut, franchement que les traiter de pure idioties — revêtent toutes les nuances : des allusions « morales » aux remarques sur l'argent allemand. Eh, oui ! De l'argent allemand. Depuis la fondation du journal, cette calomnie ignoble et lâche rôde autour de notre publication. Elle rampe (mais d'où ?) dans les antichambres ministérielles, séjourne dans les couloirs du Parlement, disparaît de temps à autre, puis refait son apparition. Et jusqu'à maintenant, nous sommes privés de la possibilité de lui marcher sur la queue.

Hier encore, un certain Beg-Allaiev, s'intitulant « un authentique citoyen russe », nous a envoyé une lettre menaçante dans laquelle il exprime son mécontentement quant à nos remarques sur la prise de « Pchemysl » et établit un lien entre nos considérations stratégiques et de l'argent allemand.

« Si vous vous étiez trouvés, Messieurs — nous écrit l'authentique citoyen russe en un russe approximatif —, sur la ligne de feu et si vous aviez vu comment se bat le soldat russe, vous n'auriez pas l'effronterie d'écrire que la prise de Pchemysl ne représente aucun avantage stratégique. Comme c'est idiot ce que vous écrivez ! Si seulement vous pouviez vous en rendre compte, Monsieur le rédacteur juif ! » Et de là, notre correspondant tire la conclusion que nous recevons de l'argent allemand. Plus loin, il périphrase en ces termes, mais en affaiblissant sa pensée : « Si vous continuez dans cet esprit, il faudra reconnaître que l'argent allemand peut acheter même d'ignoble lâches. » Nous n'allons pas entamer avec Beg-Allaiev une discussion stratégique. Nous n'insisterons pas non plus sur le fait que l'article « juif » qui a tant indigné Beg-Allaiev, a été rédigé par un ex-officier de l'armée russe qui porte un nom plus russe que celui de notre adversaire. Il ne s'agit pas de cela, mais du fait que Beg-Allaiev nous donne son adresse. Bien sûr, ce n'est pas la ligne de feu, mais simplement, 2, rue de l'Orangerie, Villemomble (Seine). Mais nous nous contentons de peu.

Cependant, nous posons une condition : que Beg-Allaiev ait le courage d'écrire qu'il faut comprendre sa phrase sur l'argent allemand, non « moralement » — ce serait un faux-fuyant digne seulement de « lâches ignobles », — mais dans le sens direct et matériel où l'entend un juge d'instruction.

Les temps ont beau désormais être ainsi, les peines frappant les calomnies ne sont pas encore changées. Dans le cas où ce monsieur n'agit pas de sa propre initiative, il peut transmettre notre proposition à celui qui le commande. Nous expédions à Beg-Allaiev un exemplaire, avec port payé par l'expéditeur. De cette manière, il aura l'honneur imprévu de « signer le reçu » — au nom de tous les calomniateurs.

(Naché Slovo, 1<sup>er</sup> avril 1915)

### **NOUS SOMMES DES ROUGES... NOUS LE RESTERONS**

La panique dans les rangs de l'émigration russe, particulièrement de l'émigration judéo-russe, ne s'est pas encore apaisée. Il est parfaitement visible que les répressions à l'égard des « étrangers indésirables » ne sont pas fondées. Le temps, La Guerre Sociale et L'Humanité ont expliqué ouvertement que la France n'a aucun intérêt à énerver les riches juifs américains au moyen de mesures qui, dans le meilleur des cas, ne peuvent fournir que quelques centaines de volontaires « volontaires à coups de trique ». Hervé, avec sa finesse habituelle, fait remarquer que l'épargne juive est aussi nécessaire que celle d'autres personnes. En un mot, suivant les explications de journaux officieux, l'un de droite et deux de gauche, la République ne refuse pas le droit d'asile aux juifs afin de ne pas se fâcher avec les banquiers, leurs frères de race. Nous n'avons jamais douté que ceux qui combattent, jour et nuit, pour « le droit et la liberté », s'accommodent très bien de la réalité. Il y a un motif puissant pour que le droit d'asile soit conservé aux réfugiés juifs — motif, qui, à notre avis, est bien plus fort que le lien racial entre les banquiers américains et les prolétaires russes : l'industrie de guerre française a besoin de main-d'œuvre, et celle-ci (les réfugiés juifs de Russie) est d'autant plus exploitable qu'elle sera sous la menace constante d'une mesure d'expulsion ou d'envoi dans un camp de concentration. C'est pourquoi le bruit que soulève, de temps en temps, le patriotique député Gallet, conserve toute sa signification nationaliste, bien que son début visible ne soit pas atteint ; on rappelle aux prolétaires-immigrants qu'ils vivent sous le signe de « l'Union nationale », et que, de la grève au camp d'internement, la distance est plus courte qu'il ne le paraît.

Si la large masse des émigrants, comme déjà dit, n'a aucune raison bien fondée de quitter le territoire français — cela se produit pourtant ici et là —, on doit cependant reconnaître que le « droit d'asile » sort des dernières aventures considérablement froissé : *pas une voix ne s'est élevée des rangs du Bloc national en faveur de ce droit démocratique.*

Hervé, comme chacun sait, tient son héritage spirituel de « la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » ; mais il dévoile sa parenté spirituelle avec nos sociaux-patriotes, eux-mêmes apparentés aux Mokievitch, aux Tiapkine-Liapkine et Zagorietsky qui ont baptisé germanophile le Socialisme révolutionnaire et provoquent ainsi les

mesures prises en commun par les polices alliées qui sont plus coopératives entre elles que les diplomaties de l'Entente. La conscience policière d'Hervé — rappelons qu'il est membre du Comité central du parti socialiste français — n'est pas le fruit de son ignominie personnelle. Plus le terrain deviendra brûlant sous les pieds des prophètes et des laquais de l'unité nationale, plus ils soutiendront leur rhétorique libératrice d'arguments de « flic ». Il est naturel qu'en suivant la ligne de moindre résistance, ils commencent par les émigrés. Les sycophantes ont toujours et partout cherché, dans les circonstances difficiles pour eux, des responsables parmi les « étrangers indésirables ». Hervé soutient brillamment la tradition qui remonte à Metternich, Louis XVI et se perd dans la nuit des temps.

Incontestablement, les mesures de police prises à l'encontre des étrangers qui ne respectent pas assez le programme de Gustave Hervé, sont seulement le premier pas sur le chemin de répressions contre les socialistes révolutionnaires. Formulons le théorème inverse. Seule la renaissance du mouvement socialiste garantira réellement le droit d'asile — celui qui ne dépendra pas des coups de Bourse et des emprunts, non plus que des hésitations d'Hervé et de ses employeurs.

Les têtes pensantes de *Prisiv* ont tenté de convaincre la colonie russe épouvantée que la meilleure garantie du droit d'asile au sein de la « démocratie française », consisterait à se rallier à la politique du « délivreur de passeports politiques » : Hervé ! Soyez tricolores, et vous serez aussitôt choyés ! Tout à fait le geôlier shakespearien qui voulait que l'humanité ait une seule pensée et qu'elle soit bonne ! Mais évidemment, qu'était-ce que cette bonne pensée ? Cela, le geôlier l'a gardé pour lui !

Que « l'Union nationale » n'ait pas approché la réalité politique des vues du geôlier shakespearien, est tout à l'honneur de l'humanité. À côté des tricolores et des caméléons, il y a des rouges, et leur nombre croît. Nous appartenons à ceux qui ne changent pas leurs couleurs sous l'influence du milieu. Nous sommes et nous resterons rouges. C'est justement pourquoi nous réclamons le droit d'asile pour nous-mêmes et pour nos semblables. Et nous ne promettons rien en échange, si ce n'est la fidélité à nos convictions.

Les menaces d'Hervé, nous ne les craignons pas, bien que nous les sachions suspendues au-dessus de nos têtes. Nous lions indissolublement notre destinée, celle de nos idées et de nos journaux au développement du Socialisme international révolutionnaire. Nous nous sentons liés par les liens les plus étroits à la démocratie française — la grande, la révolutionnaire, la socialiste qui, demain, sera plus forte qu'aujourd'hui. Nous respectons profondément son passé et nous avons foi en son avenir.

Pleins de foi pour notre œuvre, de fierté pour notre drapeau et de mépris pour les sycophantes, nous sommes et resterons rouges !

(*Naché Slovo*, 3 décembre 1915)

## DES MIRACLES DONT LES SAGES N'ONT JAMAIS RÊVÉ

L'article de fond de notre numéro 254 était consacré à l'Emprunt français. Le début et la conclusion sont remplacés par deux taches blanches — le témoignage le plus éloquent que la Censure de Briand-Galliéni a trouvé le reste de l'article irréfutable. L'article commence par : « Le succès significatif de l'Emprunt quant au penchant de la bourgeoisie française pour les papiers d'État pourvus d'un bon pourcentage. Que celui-ci soi bon (5,73 %), la presse française non seulement ne l'a pas nié, mais au contraire, dans sa propagande patriotique, elle a souligné l'excellence du pourcentage avec une louable énergie.

Le 10 décembre, le journal réactionnaire du soir, *L'Intransigeant*, publiait la remarque suivante : « Quel est ce journal appelé *Naché Slovo* dont le rédacteur en chef est M. Dridzo, installé au 19, rue Daguerre, dont l'éditeur est M. Hambourg (58, Bd de Port-Royal), et qui jouissant de l'hospitalité accordée à nos Alliés, discrédite de façon hypocrite notre Emprunt national ? N'est-ce pas assez de contrôler les neutres et devons-nous encore le faire pour ceux qui prétendent au titre d'amis ? ».

Cette remarque, s'il faut user de la franchise, qui est de mise entre Alliés, est plutôt stupide. *L'Intransigeant* nous rappelle que nous jouissons de l'hospitalité française. En découle-t-il l'impératif de ne pas saisir que 5,70 % = 5,70 % ? Si nous avons la possibilité de nommer noir ce qui est blanc, nous ne serions pas forcés de rechercher l'hospitalité de la République. Et s'il nous fallait, en échange de l'hospitalité, faire nôtre le point de vue de *L'Intransigeant* la question se poserait : en quoi la république se différencie-t-elle du Tsarisme ? Du reste, soyons justes : même chez nous, en Russie, on n'exige pas pour souscrire à l'Emprunt d'examiner la seule expression du désintéressement patriotique.

Nous ne désirons pas nous attarder trop longtemps sur ce côté nullement compliqué de l'affaire. Rappelons avec quelle insistance, le journal *L'Éclair* répétait : « La rente de 1870 s'est haussée, après la guerre, à 122, et c'était juste après la défaite ! » *L'Œuvre* a déclaré non moins franchement : « L'Emprunt de 1915 donnera la victoire et un pourcentage de 5  $\frac{1}{2}$ . » S'il est permis à Gustave Téry, bien connu pour son désintéressement, de parler de pourcentages, pourquoi ne pourrions-nous pas les mentionner, nous, qui jouissons de l'hospitalité française ?

Nous avons nommé M. Téry. En pleine agitation autour de l'Emprunt, ce journaliste a donné des indications assez précises sur les sommes reçues par la presse française pour sa propagande en faveur de l'Emprunt. Il est hors de doute que Téry a été guidé par des considérations patriotiques : il faudrait penser, dans le cas contraire, qu'il a été poussé par le désir de se faire une scandaleuse publicité.

Quoi qu'il en soit avec l'affaire Téry, le reste de la presse s'est appuyés sur les pourcentages et ne les a pas refusés. À notre connaissance, une exception est constituée par *L'Humanité*. En ce qui concerne *L'Intransigeant*, il ressort de l'article de Téry, que le journal n'a pas décliné les symboles du crédit gouvernemental en guise de reconnaissance pour la propagande en faveur de l'Emprunt.

Les affaires sont les affaires...

Mais nous estimons... qu'il n'est pas magnanime de la part de *L'Intransigeant* qui est rémunéré suivant le tarif, et même au-delà, que nous devons voir partout du désintéressement.

*L'Intransigeant* peut raconter, il est vrai, qu'il n'est pour rien dans cette histoire. De fait, la remarque citée plus haut, est publiée dans le journal de Bailby, sous forme d'annonce : dix lignes en petits caractères entre les annonces sur « Tip » qui remplace le beurre et l'annonce aguichante de la banque Girond sur « l'Emprunt de la victoire ». Dans ce double voisinage, on ne peut que voir le doigt du destin : *Naché Slovo* entre la margarine patriotique et le désintéressement bancaire !

Mais si nous nous trouvons dans les petites annonces, c'est donc que *L'Intransigeant* a été payé. S'il a été payé, par qui ? « That is the question », comme dirait Hamlet. Nous avons bien là-dessus nos petites idées qui nous semblent très convaincantes. Mais nous nous abstenons de les communiquer, car, il y a quelques jours, une tentative semblable ne parut pas convaincante au Censeur.

Des remarques prudentes sur le rôle joué par l'ambassadeur Isvolsky furent biffées par l'honorable Censeur, en vertu de l'amitié franco-russe.

Nous promettons aux lecteurs de livrer le fruit de nos méditations quant à cette annonce, après la guerre.

Et c'est là toute la campagne contre *Naché Slovo* se demande le lecteur, presque déçu. Non, ce n'est pas tout. L'attention manifestée à notre égard par les mystérieux auteurs de l'annonce est allée plus loin. Un exemplaire de *L'Intransigeant* fut remis soigneusement à la concierge de l'immeuble où se trouve notre imprimerie. Ce n'est sûrement pas dans le but d'élargir l'horizon politique de l'administratrice de notre maison ! L'honorable dame fut très émue d'apprendre, que sous son toit, se rassemblaient des personnages qui, non seulement ne croyaient pas en Dieu, mais encore moins au désintéressement des banquiers et des journalistes capitalistes !

Est-ce tout ? Non, ce n'est pas tout. Dans certaines hautes institutions de la République circule un document qui « porte plainte » contre *Naché Slovo* en l'accusant de nuire aux finances de la France. Qui a apporté ce document ? Nous ne le savons pas, nous ne savons rien. Y a-t-il un lien entre l'annonce, la concierge inquiétée et ce document, que nous appellerons, purement et simplement une dénonciation ? Pourquoi, lecteur, supposer l'existence consolante que tout s'explique par une coïncidence... Le sceptique dira que c'est incroyable. Mais nous appelons en témoignage l'ombre déjà évoquée du prince Hamlet : n'a-t-il pas expliqué à son ami Horatio qu'il y a en ce monde des coïncidences miraculeuses dont les sages eux-mêmes n'ont pas rêvées.

(*Naché Slovo*, 18 décembre 1915)

### **HISTOIRE AVEC MORALITÉ**

Dans le petit monde des journalistes parisiens, se colporte une histoire qui requiert notre attention, car la richesse politique et morale de « l'idée nationale », récemment inventée, s'y dévoile avec une acuité exceptionnelle.



En tant qu'un des principaux acteurs dans cette histoire, nous rencontrons le correspondant parisien de *Rousskie Viedomosti*, M. Bielorousov — celui-là même qui se refusait à faire distribuer aux artistes russes nécessiteux l'argent collecté pour eux, sous prétexte de la constitution allogène et de l'état d'esprit « défaitiste » de la colonie d'artistes. *Naché Slovo* a dit, à cette occasion, ce qu'il fallait dire. Mais l'atmosphère actuelle est si contaminée par les bacilles de l'apathie individuelle et de la panique grégaire, que même parmi les artistes, certains citoyens — il s'en trouve dans cette bohème dépeignée — hochèrent craintivement la tête, estimant qu'il valait mieux se taire sur la manifestation de Bielorousov. Le monde littéraire, sous la présidence de L. Agafonov, nous soutint par une résolution condamnant le correspondant de *Rousskie Viedomosti*. Mais le cercle des journalistes, sous la présidence du correspondant de *Rietch*, E. Dmitriev, ne souffla mot sur l'initiative d'un de ses membres. Et ils furent sages ; la défense de l'art libre et la lutte contre la polissonnerie chauviniste n'a plus de sens actuellement dans le chaos de l'opinion générale libérale et de sa presse. Sauf erreur de notre part, les artistes se tournèrent vers Dmitriev, mais celui-ci se tut. Il ne soupçonnait pas que l'avidité insatiable du patriotisme, auquel il était prêt à sacrifier n'importe qui, le réclamerait bientôt comme victime.

Iakolev, un vrai russe de *Novoe Vremia*, convoqua à une réunion secrète un groupe de correspondants, russes et autres, et leur fit savoir que le président du Syndicat de la presse étrangère, c'est-à-dire Dmitriev, ne s'appelait pas du tout ainsi, mais... (?), un nom allemand qui lui avait été conféré d'une manière, évidemment, très compliquée. Les Anglais, les Hollandais et les Espagnols écoutèrent avec stupeur, puis demandèrent des explications à Dmitriev ; après celles-ci, quand il fut clair qu'il ne se balancerait pas au bout de la corde qu'on lui avait si bien préparée, Bielorousov entra en scène, comme Jeanne d'Arc au moment critique, et déclara que si le fait de porter un pseudonyme ne prouvait aucune activité en faveur de l'Allemagne, par contre (la transition était logique). Dmitriev avait publié, avant-guerre, le journal *Parijsky Viestnik* « grâce à des fonds allemands ». Comme Dmitriev avait réellement publié un journal libéral et boulevardier et que l'éditeur était réellement un Allemand, l'affaire passait sur un terrain solide, d'autant plus que Bielorousov avait collaboré à ce journal et reçu du bon argent allemand sonnante et trébuchant. Mais où est Alexinsky ? se demande le lecteur perplexe. Très juste, voici qu'il apparaît. Mais voici que se manifeste contre Dmitriev un français, M. Bateaut, membre du Syndicat et personnage complètement insignifiant. Mais comme ce monsieur ignore le russe, il a chargé une commission de trois membres d'examiner le cas. Cette dernière se hâta d'apporter au Syndicat la déclaration qu'il est indispensable de produire dans ces circonstances.

« Les chargés de mission déclarant à M. Bateaut qu'en vue d'accomplir la susdite mission à eux confiée, il leur est indispensable, non seulement de lire soigneusement toute la collection de *Parijsky Viestnik* mais, afin de définir la politique de ce journal (la politique de *Parijsky Viestnik* !!!), de s'enquérir de l'organisation matérielle dudit journal, de connaître ses moyens et ses relations. Par conséquent, les susdits chargés de mission demandent le délai suivant : jusqu'à la prochaine réunion du Syndicat, le 15 octobre. Ont signé : Sévérac, Mikhaïlov et Alexinsky.

Sévérac est un français qui sait lire le russe et fait carrière en accomplissant toutes les besognes que lui commande la majorité social-patriote ; entre autres, il est l'auteur d'une proposition tendant à ne pas admettre les Russes au sein du Parti. Mikhaïlov est un ancien avocat, figurant en qualité de « compétence juridique ». Alexinsky..., c'est Alexinsky ; son génie vibre à chaque ligne du document cité.

C'est ainsi que débuta l'affaire du « nouvel allemand ». Bielorousov avoue aussitôt qu'il a reçu de Dmitriev de l'argent allemand. Pour ne pas dévoiler tout de suite aux journalistes étrangers qu'il s'agit d'une intrigue des chers collègues russes, on fait apparaître le français Bateaut. Puis entrent en scène les personnages importants : le Russe authentique de *Novoe Vremia* et la Jeanne d'Arc de *Rousskie Viedomosti* et Alexinsky parachuté par *Prisiv*. À ce dernier, il est indispensable de lire toute la collection de *Parijsky Viestnik* pour comprendre dans quel but Guillaume a nourri Bielorousov et de connaître toutes les ressources de l'organisation. Ceci lui est indispensable pour avoir la possibilité de se trouver en transes « espionites » pendant plusieurs mois. Cependant, dans tout ceci, il y a un motif utilitaire : comme il est tout de même clair que rien ne sortira de « l'affaire », il faut s'efforcer de continuer à faire peser sur le président du Syndicat l'accusation de pangermanisme.

Le caractère des relations politiques entre les divers groupements est décrit de la façon la plus classique dans cette histoire de rien du tout, Quand les maîtres de la situation doivent accomplir quelque vilénie sur le terrain patriotique, ils trouveront toujours à leur service, en qualité de « troisième élément », trois sociaux-patriotes pour faire la sale besogne.

Dans cette histoire instructive, il y a encore un point qui mérite l'attention. Dmitriev aurait pu faire un bruit de tous les diables dans *Rietch*. Il ne l'a pas fait. Pourquoi ? Le propriétaire du journal, Milioukov, l'en empêcherait ? Cela se comprend : à la cause que soutiennent Milioukov et Dmitriev, Alexinsky est indispensable. Si sur la base d'une grande œuvre collective, se produisent des bassesses d'ordre secondaire qui correspondent à la nature objective de l'affaire et à celle subjective des participants, il faut les regarder comme les tiraillements inévitables dans le processus de la collaboration sacrée. C'est toute la moralité de l'histoire.

(*Naché Slovo*, 13 août 1916)

### « PRISIV » ET SON ALEXINSKY

Hier, nous avons imprimé un commentaire sur une histoire incroyable, celle de Dmitriev, où le rédacteur, l'inspirateur de *Prisiv* joua un rôle, incroyable, lui aussi ou du moins qui le semblerait à qui ne connaît pas la substance morale de cet ardent collaborateur de Plékhanov, Avkxentiev, Bounakov, Voronov, Argounov et Lioubimov.

On a tenté de déloger un Kadet de son poste et on a avancé, en guise de preuves meurtrières, un nom étranger et des relations avec l'Allemand. Il est vrai que ces relations journalistico-commerciales existaient jusqu'à la guerre. Il est vrai, aussi, que dans le même temps où Dmitriev coéditait son journal avec un Allemand, Alexinsky collaborait à une publication d'outre-Rhin. Ses articles dirigés contre la politique

étrangère russe, contre l'armée russe, contre l'alliance franco-russe — dans un journal allemand ! — présentaient un caractère tel que la Censure ne nous permet pas d'en reproduire une citation. Cela n'a pas empêché Alexinsky de prendre une part active au complet contre Dmitriev. Recevant ses instructions de Bateaut, Alexinsky accomplit sa besogne avec tant d'ardeur et la poussa jusqu'à de telles dimensions que le chantage devint évident. L'Assemblée des journalistes parlementaires, le Syndicat de la presse étrangère, la Société des journalistes russes ont, d'une seule voix, stigmatisé la calomnie et les calomnieurs. Les journalistes russes ont flétri ces derniers individuellement et ont ajouté à l'adresse d'Alexinsky « qu'il avait joué le rôle le moins honorable », que « sa honteuse conduite, "s'exprimant" par une calomnie politique et une dénonciation mensongère », méritait le jugement le plus sévère.

Il faut prendre en considération que les journalistes en question sont des bourgeois sociaux-patriotes, qui défendent « la politique étrangère russe » ? Ce sont donc des homologues, non des adversaires idéologiques, qui ont flétri Alexinsky.

Et quoi donc ? Pensez-vous que *Prisiv* ait mis en lumière les calomnies de son rédacteur ? Pas un mot là-dessus. Alexinsky, déshonoré publiquement, continue son travail en qualité d'acharné collaborateur de Plékhanov, Avkxentiev et Liouimov.

(*Naché Slovo*, 10 septembre 1916)

### **ALEXINSKY ET SON « PRISIV »**

Dimanche, à l'occasion de la merveilleuse affaire Dmitriev, nous avons mis en lumière quelques lignes de *Prisiv* et d'Alexinsky. Aujourd'hui, nous jugeons instructif de prendre l'affaire de l'autre côté, celui d'Alexinsky et de son *Prisiv*.

Il s'est écoulé un mois depuis qu'Alexinsky a été publiquement flétri. Il n'a pas prononcé une parole. Il se tait. Alexinsky se tait. Chaque terme de la résolution résonne comme un verdict de mort... Alexinsky se tait.

Il se tait bien qu'il n'ait pas la plus petite chance que son silence soit regardé comme une marque de désapprobation du verdict prononcé contre lui. Non. Alexinsky a fabriqué du matériel « pour une calomnie politique, et une dénonciation mensongère » en faveur des mêmes gens qui l'ont condamné par la suite. Ayant pris sur lui une mission confiée par la police politique, en l'occurrence, M. Bateaut, Alexinsky, après tous ses chantages en a appelé au jugement des journalistes. Il a reconnu ainsi leur compétence en matière de morale politique et, en jugeant Dmitriev, s'est soumis lui-même au jugement de ses pairs. Il se retrouve déshonoré.

Pourquoi Alexinsky se tait-il ? Pourquoi n'a-t-il pas fait entendre des protestations indignées ? Pourquoi n'invoque-t-il pas des circonstances atténuantes ? Ne serait-ce pas parce que ses confrères lui ferment les portes de leurs journaux ? Ce serait bien dans leurs manières. Ils le considèrent comme assez bon pour se livrer, dans son journal, à des attaques calomnieuses, mais leur prudence, qui ressemble fort à de la lâcheté, les empêche d'assumer la défense du confrère qui s'est attiré la flétrissure « pour calomnie politique et dénonciation mensongère ». Bien sûr, il aurait la ressource de se tourner

vers Sévérac et Mikhaïlov, mais ce faisant il signifierait que ses proches lui ont refusé toute aide, dans une affaire, dont, en un autre milieu, dépend la vie politique d'un homme.

Voilà pourquoi Alexinsky se tait. Voilà pourquoi *Prisiv* se tait. Et leur silence reconnaît que le verdict est de ceux dont on ne se lave pas.

(*Naché Slovo*, 12 septembre 1916)

### UNE CANAILLE

« La canaille, maître des pensées contemporaines. »

(SALTIKOV)

« Oui, je m'occupe de dénonciations. »

(FIÈRES PAROLES D'UN DÉPUTÉ)

Chez lui la nature a déposé quelque chose de répugnant. Ceux qui l'ont vu et entendu se sont rappelés involontairement les paroles de la Bible : « Il le mordra au talon. » L'effort de mordre est le principal ressort de sa psychologie. Dans son activité générale, il adhère à l'aile extrême, ce qui lui confère plus de latitude. Dans le fond, il lui est indifférent que l'affaire aille « à droite » ou « à gauche ». Comme pour tous les reptiles, il lui faut garder ses arrières pour pouvoir mordre plus sûrement. Nous avons déjà fait allusion à Pourichkievitch, mais, en ce dernier la suffisance comique qui n'exclue pas la méchanceté, introduit un élément de désintéressement esthétique. Mais bien que pourvu d'une mentalité servile et d'une bassesse indescriptible, il est une note adoucie dans le concert de l'ignominie et du mensonge. Mais M. « Canaille » ne possède pas cette qualité « embellissante » ? Le comique ne lui est pas étranger, certes, mais il est le produit du manque d'harmonie entre sa volonté de faire mal et son manque de capacité pour y réussir. Il peut pousser la bêtise jusqu'à ses dernières limites, mais cette bêtise ne peut lui être pardonnée, pas plus qu'on ne pardonne au scorpion qui, au paroxysme de la rage, se mord la queue.

« Canaille » était à gauche, plus à gauche que les gauches — et cette « auréole » de gauchisme le faisait apparaître autre qu'il n'était. Mais ce milieu, où le caprice de l'Histoire l'avait jeté, ne pouvait que le gêner. Il n'est pas besoin d'idéaliser le milieu « gauchiste » : il vit d'idées, et ses passions grandes ou petites sont soumises à ces idées. « Canaille » ne possède aucun contrôle de sa méchanceté empoisonnée, et quand il mord, il ne veut et ne peut connaître aucune limite. Les gens ont trop de bonté et pensent : « Non, il en est incapable. » Ils se trompent ; car il est capable de tout. Il n'a nul besoin de grades ou d'argent pour accomplir des bassesses ; il a assez de motifs intérieurs. Il ne connaît même pas les limites que dicte la prudence. Demain, il dévoilera à son projet ce que beaucoup se refusent à croire aujourd'hui...

Personnes naïves, prenez garde à « Canaille » !

(*Natchalo*, 22 octobre 1916)

## XV. EXPULSÉ DE FRANCE

[Retour à la table des matières](#)

### LE TSARISME SUR LE SOL RÉPUBLICAIN <sup>37</sup>

La guerre a mis sur le même plan tous les gouvernements européens. On peut considérer chaque nation comme un gigantesque entrepôt servant aux besoins du Front : il faut tant de tonnes de blé, tant de chair à canon, tant de viande de... porc. Mais cet animal est, comme on le sait, réfractaire à la discipline militaire et n'éprouve aucun penchant pour les sacrifices d'inspiration patriotique : il lui faut sa ration en temps de guerre comme en temps de paix. L'être humain, c'est autre chose : on lui raconte qu'il est le roi de la création et que des intérêts supérieurs exigent son immolation sur l'autel de la divinité capitaliste qui a pour nom : Patrie ; ensuite, on le fait descendre dans une fosse sale (le jargon militaire appelle ça tranchée), et le roi de la création s'y couvre de poux et de crasse. Quand son tour est venu, on creuse une autre fosse dans la fosse, et on y ensevelit le nouveau cadavre.

Dans les époques révolues, l'homme avait, à force de penser et de lutter, établi des normes politiques et des intentions qui, dans de certaines limites, garantissaient des droits publics et une immunité personnelle. Mais ces lois et ces droits ne valent plus rien à l'intérieur de l'entrepôt qui fournit la chair humaine et aussi d'autres viandes à la Grande Guerre « libératrice ». Le régime républicain, la France par exemple, dit au soldat : « Tu es appelé maintenant à défendre l'héritage de tes pères, fruit de la Grande Révolution, de la république et de la Démocratie, et afin que Tu puisses remplir ta mission avec succès, il faut te priver de Tes droits et libertés personnelles, en un mot, effacer de la surface de la terre l'héritage démocratique de Tes pères. »

Le premier pas sur cette voie fut l'établissement de la Censure. Officiellement, elle doit interdire la diffusion des secrets militaires et diplomatiques. Mais elle s'est révélée aussitôt comme l'instrument des cliques dirigeantes et sert à garantir leur tranquillité. Je me souviens — dans les Balkans, à Belgrade et à Sofia, — comment de jeunes oisifs travestis en militaires découpaient ce qu'il ne leur plaisait pas dans les dépêches et les commentaires politiques, sous le prétexte que cela aurait « pu nuire à la guerre de la Civilisation contre la Barbarie ». C'est ainsi que l'on expliquait alors la désinvolture avec laquelle les cliques militaristes au pouvoir traitaient les droits publics et individuels, par le retard social des pays balkaniques où le parlementarisme s'appuie sur la paysannerie. « Non, non, disait-on, en Europe, les gouvernements n'auraient pas cette facilité pour mettre les pieds sur la table, même s'ils sont chaussés de bottes de guerre. » Nous nous trompions cruellement. Par ses mensonges officiels, par sa stupidité patriotique patentée comme par son régime politique intérieur, la guerre actuelle ne se différencie de celle des Balkans que par ses dimensions gigantesques. Comme la guerre, dans tous

---

<sup>37</sup> Cet article, bien que rédigé à New York pour des lecteurs américains, est remis ici à sa vraie place, car il complète l'histoire de *Naché Slovo*.

les domaines — économique, politique et culturel, est un retour à la barbarie, il n'y a rien d'étonnant à ce que sa direction idéologique soit tombée aux mains du Tsarisme.

L'histoire du journal internationaliste russe *Naché Slovo* fournit des exemples typiques pour caractériser le régime actuel républicain et ses mœurs politiques. J'en voudrais citer quelques traits, car il y a des faits plus éloquents que toutes les conclusions que l'on peut en tirer.

Notre premier conflit sérieux avec la Censure date des succès russes en Galicie : on avait biffé totalement notre article nécrologique sur le comte Witte, et le titre par-dessus le marché, bien qu'il se composât seulement de cinq lettres : « Witte. » J'allai m'expliquer avec le Censeur. Il faut dire, qu'à cette époque, ce dernier n'était pas très fier de son travail.

— Je n'y suis personnellement pour rien, me dit l'officier « chargé » de notre journal, toutes les directives concernant votre organe émanent du ministère des Affaires étrangères. Ne voulez-vous pas parler avec un de nos diplomates ?

Une demi-heure plus tard, dans une pièce du ministère de la Guerre, je voyais apparaître un diplomate aux cheveux blancs, et à l'aspect impeccable : tous savent que l'aspect impeccable est indispensable aussi bien aux diplomates qu'aux escrocs.

— Pouvez-vous m'expliquer pourquoi vous avez biffé un article concernant un fonctionnaire russe à la retraite, et de plus décédé, et en quoi cette mesure affecte les opérations militaires ?

— Savez-vous que de semblables articles *leur* sont désagréables, me dit le diplomate en inclinant la tête dans la direction de l'Ambassade russe.

— Mais, nous, justement, nous écrivons pour leur être désagréable... (Le diplomate sourit avec condescendance comme s'il s'agissait d'une fine plaisanterie.)

— Nous sommes en guerre... Nous dépendons de nos Alliés.

— Vous voulez dire que le régime intérieur de la France est sous le contrôle de la diplomatie russe ? Vos ancêtres n'ont-ils pas commis une erreur en décapitant Louis Capet ?

— Oh ! Vous allez fort ! N'oubliez pas que nous sommes en guerre. J'ai entendu cette réponse classique plus de cent fois. Quand des délégations allaient trouver les ministres socialistes au sujet des abus de la Censure, des répressions policières ou des exécutions de volontaires russes, ceux-ci agitaient les mains, tout comme mon diplomate, et s'exclamaient : « Nous sommes en guerre ! » Cette formule expliquait et absolvait tout.

Il faut dire, cependant, que pendant la première année de la guerre — le dialogue ci-dessus en est le témoignage, — on pouvait encore observer chez les dirigeants français quelques restes de conscience et de pudeur républicaines. L'Ambassade russe aida les républicains à se débarrasser de ces sentiments gênants — tout particulièrement à l'égard des réfugiés politiques. Des bruits se répandirent qui prétendaient que les émigrés russes n'étaient que des Juifs germanophiles travaillant pour Guillaume II. Non seulement le gouvernement, mais aussi les députés, se montrèrent très perméables à ces rumeurs. Quand le terrain fut suffisamment préparé, l'Ambassade russe organisa un

attentat provocateur dont les conséquences directes durent la fermeture de *Naché Slovo* et mon expulsion.

De loin, de New York, l'Internationalisme et le Social-patriotisme peuvent paraître « deux nuances » du Socialisme. Mais, de fait, en Europe, ce sont deux ennemis mortels.

Le Social-patriotisme incarne la réconciliation du Socialisme avec le pouvoir qui dirige ce qu'on appelle la « Défense nationale ». Mais le gouvernement n'est pas un principe qu'on peut rejeter, c'est Poincaré, Briand, la police, les prisons, les perquisitions et les agents provocateurs. Il faut alors où rejeter tout ceci en bloc, ou l'accepter. Les sociaux-patriotes acceptent.

Quand la socialiste Louise Saumoneau se livra à la propagande ouverte contre la guerre, le ministère la fit arrêter après quelques hésitations. Cette décision fut prise avec la participation de Guesde et de Sembat, et quand un proche de Guesde vint intercéder en faveur de Saumoneau, le ministre socialiste prit l'infortuné par les épaules et le... flanqua à la porte. Ce petit épisode en dit plus long sur le ministérialisme socialiste que maintes considérations de principe.

Il est tout naturel que les répressions policières soient dirigées avant tout contre les émigrés russes : c'est la ligne de moindre résistance. Dans ce sens, les sociaux-patriotes russes (pour la plupart des émigrés) ouvrent la voie à la police. Dans l'hebdomadaire parisien *Prisiv*, dirigé par Plékhanov, on avait l'habitude d'imprimer que *Naché Slovo* se réjouissait des victoires allemandes, défendait les intérêts pangermanistes et n'était en réalité qu'un journal de déserteurs russes à la solde de l'État-Major allemand. Il ne restait plus à l'Ambassade russe qu'à faire parvenir ces dénonciations aux autorités françaises. Elle le faisait avec tous les moyens à sa disposition. Dans la rubrique des annonces du journal *Neprimirimy* figurait la remarque suivante : « Quel est ce journal *Naché Slovo* qui nuit aux finances françaises en critiquant méchamment nos Emprunts de guerre ? » L'Ambassade russe avait payé pour cette insertion, inspirée par les articles de *Prisiv*. Le ministère des Affaires étrangères recevait, chaque jour, par les soins de l'Ambassade russe, des traductions des articles de *Naché Slovo*.

On ne pouvait étayer ces accusations de germanophilie du fait que notre journal était soumis à la Censure. On s'aperçut alors que l'officier qui exerçait quotidiennement sa perspicacité aux dépens de nos articles était un collaborateur d'Hindenburg. L'Ambassade russe téléphonait au ministère, celui-ci appelait le Censeur et M. Chasles répondait invariablement : « Je fais tous mes efforts. » Et le journal continuait de paraître bien qu'arborant souvent de belles pages blanches !

Mais en septembre, 1916, on supprima le journal et on me signifia mon expulsion. Quel était le motif direct de ces mesures ? Les autorités françaises n'en dirent mot, et ce n'est que plus tard qu'il se révéla que ce motif avait été fourni par une gigantesque provocation organisée en France par les autorités russes.

Quand le député Jean Longuet se rendit chez Briand (de sa propre initiative) pour protester contre mon expulsion, le Premier Ministre lui répondit : « Savez-vous que *Naché Slovo* a été trouvé chez les soldats russes qui, à Marseille, ont tué leur colonel ? »



Longuet ne s'y attendait pas. Il connaissait l'orientation « zimmerwaldienne » du journal et mon travail chez les Internationalistes français, mais le meurtre d'un colonel frappa son patriotisme respectueux de la hiérarchie. Longuet voulut se renseigner auprès des Zimmerwaldiens — et auprès de moi aussi, mais je n'en savais pas plus que lui.

Les correspondants de la presse bourgeoise russe se mêlèrent de l'affaire — ces patriotes acharnés, ennemis de principe de Naché Slovo —, et expliquèrent les circonstances de l'affaire de Marseille. Celle-ci mérite d'avoir le plus grand retentissement.

Dès que débarquèrent en France des détachements russes, baptisés « symboliques » à cause de leurs maigres effectifs, l'Ambassade russe mobilisa tous les espions disponibles. Nombre de ces derniers sont étiquetés officiellement « interprètes », mais de nombreux officiers russes se sont plaints devant les journalistes que ces interprètes leur rendent la vie impossible.

Quel grade pouvait avoir un certain Vining, détaché près de l'armée russe en France ? Je l'ignore, mais ce que je sais, par contre, c'est qu'il ne peut pas être interprète, car il ignore le français. Mais le fait demeure qu'il a été envoyé par le consul russe de Londres à son collègue de Paris avec une lettre de recommandation, dont voici les termes : « Le porteur de cette lettre, M. Vining, fut jadis mêlé à des affaires politiques [lisez : révolutionnaires]. Mais depuis, il s'est entièrement réhabilité à nos yeux. Aidez-le à se trouver une situation auprès des troupes russes en France. Il connaît X... »

À peine arrivé sur le terrain de ses futures activités — provocations parmi les soldats russes envoyés pour mourir pour la république —, Vining tenta de mettre dans son jeu les correspondants de la presse libérale. Il rendit visite au correspondant du journal moscovite *Rousskoe Slovo*, Mr Werner, journaliste très éloigné des idées révolutionnaires et, avec la balourdise du mouchard de troisième classe, lui dévoila son plan : entrer dans l'armée russe pour s'y livrer à la « propagande révolutionnaire ». Ne soulevant guère d'enthousiasme chez son interlocuteur, Vining se mit à se vanter de ses relations officielles et tira de sa poche la lettre de recommandation écrite par le consul londonien (écrite en français). L'imbécile ne comprenait pas qu'il se démasquait ainsi complètement. Rebuté par les journalistes, Vining se rendit à Toulon, où il obtint un certain succès parmi les matelots russes qui avaient moins de facilités pour reconnaître sa « gu...le » de mouchard. « Ici, le terrain est très favorable ; envoyez-moi des brochures et des journaux révolutionnaires », écrivit Vining aux journalistes ; mais il ne reçut aucune réponse. Une révolte d'inspiration révolutionnaire éclata à bord du croiseur « Aslkold » ; elle fut réprimée au prix de nombreuses victimes. Vining jugea bon de se rendre à Marseille. Le terrain y était-on ne peut plus favorable, car les troupes russes étaient soumises au « régime patriotique » (régime en usage en Russie) et encourageaient des punitions corporelles (verges) — rien d'étonnant à ce qu'elles se montrassent réceptives à la propagande et aux manœuvres de provocation. Une émeute éclata, au cours de laquelle un groupe de soldats lapida le colonel Krause. La fouille amena la découverte d'un exemplaire de *Naché Slovo* sur chaque soldat incriminé.

Aux journalistes russes venus à Marseille aux fins d'information, plusieurs officiers russes posèrent cette question :

- Quelles sont vos relations avec *Naché Slovo* ?
- Nous n'en avons aucune. Pourquoi ?
- Parce qu'un certain Vining distribue ce journal : « en veux-tu, en voilà ! »

Ainsi Vining « préparait le terrain », se livrant à une activité provocatrice chez les soldats amenés au paroxysme de l'exaspération par le régime disciplinaire et la perspective de périr sur une terre étrangère, puis il distribuait notre journal, une fois que le drame avait éclaté.

Dans ma « Lettre ouverte à Jules Guesde », j'émettais la supposition que *Naché Slovo* était donné aux soldats au moment opportun par l'agent provocateur. Cette supposition reçut confirmation plus vite que je ne le pensais.

Est-il besoin de dire que Vining n'agissait pas de sa propre initiative : il avait reçu ses consignes des consuls de Londres et de Paris. Il est aisé de saisir le but de cette tactique : les agents de la diplomatie tzariste devaient démontrer au gouvernement Poincaré-Briand que, si la France désirait avoir l'aide des troupes russes, elle devait en terminer au plus vite avec le nid des révolutionnaires russes. Il fallut, il est vrai, sacrifier un colonel !... Mais cela ne fait-il pas partie des sacrifices indispensables à toute entreprise ? En tout cas, le but fut atteint. Le gouvernement français, qui hésitait jusqu'alors, interdit *Naché Slovo*, et le ministre de l'Intérieur, Malvy, l'un des chefs du Parti radical, signa mon décret d'expulsion (préparé déjà depuis longtemps par le Préfet de Police)

Grâce à la prévoyance et au savoir-faire de Vining et de ses patrons, Briand était en possession d'arguments péremptoires contre toute intervention parlementaire. Briand ne répondait que par cette question : « Ne savez-vous donc pas que chaque soldat assassin avait sur lui un numéro de *Naché Slovo* ? » C'est ce que Briand répondait aux députés socialistes Longuet et Moutet et au président de la commission parlementaire des Affaires étrangères, l'ancien ministre Leygues. Cet argument produisait un effet magique, bien que *Naché Slovo* fût un journal autorisé par la loi, soumis à la Censure et en vente dans tous les kiosques. Mais bientôt les détails de l'affaire furent connus des cercles parlementaires. Certains députés de gauche s'émurent. Le ministre de l'Éducation nationale, le savant bien connu Painlevé, s'exclama : « C'est une honte... on ne peut pas laisser l'affaire ainsi... » Mais personne ne se résolut à porter le cas devant le grand public. Il était « anti-patriotique » de dévoiler au grand jour la vraie nature du « libérateur » Vining.

Il est fort possible, du reste, que quelqu'un, au cours d'une séance secrète du Parlement, ait parlé de mon expulsion. Je n'ai aucune information à ce sujet.

J'étais alors enfermé dans la prison de Madrid où m'avait expédié la police d'Alphonse XIII, sur les directives envoyées par les polices de Nicolas II et de Poincaré.

## LETTRE À JULES GUESDE

Paris, 11 octobre 1916.

À Monsieur le Ministre Jules Guesde, Ministre d'État.

Monsieur le Ministre,

Avant de quitter le sol français, assisté du commissaire de police personnifiant les libertés à la garde desquelles vous veillez au sein du ministère national, je crois de mon devoir de vous exprimer quelques pensées qui ne vous serviront probablement à rien, à vous, mais qui pourront du moins servir contre vous.

En m'expulsant de France, votre collègue M. Malvy n'a pas eu le courage de me dire les motifs de cette mesure. De même, un autre de vos collègues, le ministre de la guerre, n'a pas trouvé bon d'indiquer les causes de l'interdiction du journal russe *Naché Slovo*, dont j'étais l'un des rédacteurs, et qui, pendant deux ans, a supporté toutes les tortures de la Censure fonctionnant sous le couvert de ce même ministre de la Guerre.

Cependant, je ne vous dissimulerai pas que les motifs de mon expulsion n'ont pour moi rien de mystérieux : il s'agit de mesures répressives envers un socialiste internationaliste, un de ceux qui ne veulent pas assumer le rôle d'avocat ou d'esclave volontaire de la guerre impérialiste. Mais si les motifs de la mesure qui me frappe ne m'ont pas été donnés, à moi, l'intéressé, ils ont été par contre exposés par M. Briand aux députés et aux journalistes : à Marseille, au mois d'août, des soldats russes mutinés tuèrent leur colonel ; la perquisition aurait révélé que quelques-uns de ces soldats possédaient des numéros de *Naché Slovo* !

Telle est du moins la version de M. Briand dans sa conversation avec le député Jean Longuet, et avec le président de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, M. Leygues, qui la transmet aux journalistes de la presse bourgeoise russe.

Certes, M. Briand n'a pas osé affirmer que *Naché Slovo*, soumis à sa propre Censure, fut la cause immédiate du meurtre de l'officier. Sa pensée peut être exprimée ainsi : étant donné la présence en France de soldats russes, il est nécessaire de balayer du sol de la république *Naché Slovo* et ses rédacteurs, car un journal socialiste qui ne sème point d'illusions ni de mensonges pourrait — selon la parole inoubliable de M. Renaudel — donner le « cafard » aux soldats russes et les pousser dans la voie dangereuse de la réflexion.

Cependant, malheureusement, pour M. Briand, son explication repose sur un scandaleux anachronisme. Gustave Hervé, alors encore membre de la Commission administrative permanente de votre Parti, écrivait l'année passée que si Malvy jetait hors de France les réfugiés russes coupables d'internationalisme révolutionnaire, lui, Hervé, garantissait que l'opinion publique de ses concierges accepterait cette mesure sans aucune objection. Évidemment, on ne peut douter que l'inspiration de cette

prophétie n'ait été puisée dans un des cabinets du ministère. Fin juillet, le même Hervé chuchotait déjà, officieusement, que je serai expulsé de France.

Vers la même époque — c'est-à-dire toujours antérieurement au meurtre du colonel à Marseille — le professeur Durkheim, président de la commission nommée par le gouvernement pour s'occuper des réfugiés russes, informait le représentant de ces derniers de la prochaine interdiction de *Naché Slovo* et de l'expulsion des rédacteurs de ce journal (voir *Naché Slovo* du 30 juillet 1916).

Ainsi, tout fut préparé d'avance même l'opinion publique des concierges de M. Hervé. On n'attendait plus qu'un prétexte pour frapper le coup décisif. Ce prétexte fut trouvé : les malheureux soldats russes, au moment opportun — dans l'intérêt de quelqu'un — tuèrent leur colonel.

Cette opportunité providentielle donne lieu à une supposition qui, je crains, pourra froisser vote pudeur ministérielle encore fraîche. Les journalistes russes qui se sont occupés particulièrement de l'incident de Marseille ont établi que, dans cette affaire, comme presque toujours en des cas semblables, le rôle actif a été joué par un agent provocateur. Il est facile de comprendre quel était son but, ou plutôt le but poursuivi par les canailles bien rétribuées qui le dirigeaient. Un excès quelconque de la part des soldats leur était nécessaire, d'abord pour justifier ce régime de knout, quelque peu choquant pour les autorités françaises, ensuite pour créer un prétexte à des mesures contre les réfugiés russes qui profitent de l'hospitalité de la France pour démoraliser, pendant la guerre, les soldats russes.

On peut facilement admettre que les initiateurs de ce projet ne croyaient ni ne voulaient mener l'affaire aussi loin. Ils avaient probablement espéré atteindre des résultats plus amples avec des sacrifices moindres. Mais dans ces sortes d'entreprises, il entre toujours un élément de risque professionnel. Cependant, cette fois, les victimes furent non le provocateur lui-même mais le colonel Krause et ses meurtriers. Même les journalistes patriotes russes, hostiles à *Naché Slovo*, ont émis la supposition que les exemplaires de notre journal ont pu être donnés aux soldats au moment voulu par cet agent provocateur.

Essayez, monsieur le ministre, de faire, par l'intermédiaire de M. Malvy, une enquête dans ce sens. Vous n'en espérez aucun résultat ? Moi non plus ; car, disons-le franchement, les agents provocateurs sont pour le moins aussi précieux à la prétendue « défense nationale » que les ministres socialistes. Et vous, Jules Guesde, dès lors que vous avez pris la responsabilité de la politique extérieure de la Troisième République, de l'alliance franco-russe avec ses conséquences, des prétentions mondiales du Tsarisme, de tous les buts et méthodes de cette guerre, vous n'avez plus qu'à accepter, avec les détachements symboliques de soldats russes, les hauts faits nullement symboliques des provocateurs de S.M. le Tzar.

Au début de la guerre, lorsque les promesses généreuses étaient distribuées à pleines mains, votre plus proche compagnon Sembat, avait fait entrevoir aux journalistes russes l'influence la plus bienfaisante des démocraties alliées sur le régime intérieur de la Russie. C'était d'ailleurs l'argument suprême par lequel les socialistes

gouvernementaux de France et de Belgique essayaient, avec persévérance mais sans succès, de réconcilier les révolutionnaires russes avec le tzar.

Vingt-six mois d'une collaboration militaire constante, de la communion des généralissimes, des diplomates, des parlementaires, des visites de Viviani et d'Albert Thomas à Tsarskoïé Selo, en un mot vingt-six mois « d'influence » ininterrompue des démocraties occidentales sur le Tsarisme ont fortifié dans notre pays la réaction la plus arrogante, atténuée seulement par le chaos administratif, et ont en même temps extrêmement rapproché le régime intérieur de la France et de l'Angleterre de celui de la Russie. Les promesses généreuses de M. Sembat valent, comme on voit, moins cher que son charbon<sup>38</sup>. Le sort malheureux du droit d'asile n'apparaît ainsi que comme un symptôme éclatant de la domination soldatesque et policière aussi bien en deçà qu'au-delà de la Manche.

Le pendeur de Dublin, Lloyd George, impérialiste acharné aux manières de clergyman ivre, et M. Aristide Briand dont je vous laisse, Jules Guesde, le soin de chercher la caractéristique dans vos articles d'antan — ces deux figures expriment le mieux l'esprit de la guerre actuelle, son droit, sa morale, avec ses appétits aussi bien de classe que personnels. Et quel digne partenaire pour MM. Lloyd George et Briand que M. Sturmer, cet Allemand vrai russe qui a fait sa carrière en s'accrochant aux soutanes des métropolitains et aux juges des bigotes de la Cour. Quel trio incomparable ! Décidément l'histoire ne pouvait pas trouver pour Guesde-ministre de meilleurs collègues et chefs !

Est-il possible pour un socialiste honnête de ne pas lutter contre vous ! Vous avez transformé le parti socialiste en un chœur docile accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste à l'époque où la société bourgeoise — dont vous, Jules Guesde, étiez jadis un ennemi mortel — a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature. Des événements préparés par toute une période de pillage mondial, dont nous avons maintes fois prédit les conséquences, de tout le sang versé, de toutes les souffrances, de tous les malheurs, de tous les crimes, de toute la capacité et la félonie des gouvernants, vous, Jules Guesde, vous ne tirez pour le prolétariat français que ce seul et unique enseignement : à savoir que Guillaume II et François-Joseph sont deux criminels qui, contrairement à Nicolas II et à Poincaré, ne respectent pas les règles du droit international !

Toute une nouvelle génération de la jeunesse ouvrière française, de nouveaux millions de travailleurs éveillés moralement pour la première fois par les foudres de la guerre, n'apprennent sur les causes de cette catastrophe du vieux monde que ce que veut bien leur dire le livre Jaune de MM. Delcassé, Poincaré, Briand. Devant ce nouvel évangile des peuples, vous, vieux chef du prolétariat, vous êtes tombé à genoux et vous avez renié tout ce que vous avez appris et enseigné à l'école de la lutte de classe.

Le Socialisme français, avec son passé inépuisable, sa magnifique phalange de penseurs, de lutteurs et de martyrs, trouva enfin — quelle chute et quelle honte ! — un

---

<sup>38</sup> En qualité de ministre des Travaux publics, Sembat était responsable en même temps de l'approvisionnement en charbon.

Renaudel pour traduire au jour le jour, à l'époque la plus tragique de l'histoire, les hautes pensées du Livre Jaune en un langage de la presse de même couleur.

Le socialisme de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde — oui, de Jules Guesde aussi — trouva enfin son Albert Thomas pour délibérer avec Romanov sur les plus sûrs moyens de s'emparer de Constantinople ; son Marcel Sembat pour promener son je m'enfichisme de dilettante au-dessus des cadavres et des ruines de la civilisation française ; et son Jules Guesde pour suivre, lui aussi, le char du triomphateur Briand.

Et vous avez cru, vous avez espéré que le prolétariat français qui, dans cette guerre sans idée et sans issue, est saigné à blanc par le crime des classes dirigeantes, supportera silencieusement jusqu'au bout ce pacte honteux passé entre le Socialisme officiel et ses pires ennemis. Vous vous êtes trompé. Une opposition surgit. En dépit de l'état de siège et de fureurs du nationalisme qui, sous des formes diverses : royaliste, radical ou socialiste, conserve sa substance capitaliste toujours la même, l'opposition révolutionnaire avance pas à pas et gagne chaque jour du terrain.

*Naché Slovo*, journal que vous avez étranglé, vivait et respirait dans l'atmosphère du Socialisme français qui se réveillait. Arraché du sol russe par la volonté de la contre-révolution, triomphante grâce au concours de la Bourse française, — que vous Jules Guesde, servez actuellement — le groupe de *Naché Slovo* était heureux de refléter même aussi incomplètement que nous le permettait votre Censure, la voix de la section française de la nouvelle Internationale, surgissant au milieu des horreurs d'une guerre fratricide. En notre qualité « d'étrangers indésirables », qui avons lié notre destin à celui de l'opposition française, nous sommes fiers d'avoir essuyé les premiers coups du gouvernement français, de votre gouvernement Jules Guesde

Avec l'opposition française, avec Monatte, Merrheim, Saumoneau, Rosmer, Bourderon<sup>39</sup>, Lorient, Guilbeaux et tant d'autres, nous avons partagé l'honneur d'être accusés de germanophilie. L'hebdomadaire de votre ami Plekhanov — votre copartageant aussi bien dans votre gloire que dans votre chute —, qui paraît à Paris, nous dénonçait chaque semaine à la police de M. Malvy comme agents de l'État-Major allemand. Autrefois vous avez connu le prix de pareilles accusations, car vous avez eu vous-même le grand honneur de leur servir de cible. Maintenant vous accordez votre approbation à M. Malvy, résumant pour le gouvernement de la défense nationale les rapports de ses mouchards. Or, mon casier politique contient une condamnation toute récente à l'emprisonnement, prononcée contre moi, par contumace, par un tribunal allemand, pour ma brochure, *La guerre et l'Internationale*, publiée en Suisse, en langue allemande.

Mais même en dehors de ce fait brutal, de nature à s'imposer au cerveau policier de M. Malvy, je crois avoir le droit d'affirmer que nous autres, Internationalistes révolutionnaires, sommes des ennemis beaucoup plus dangereux pour la réaction allemande que tous les gouvernements de l'Entente ; leur hostilité contre l'Allemagne

---

<sup>39</sup> Merrheim et Bourderon. Comme on le sait, les deux hommes passèrent plus tard dans le camp de ceux qui tenaient pour la conciliation.

n'est qu'une simple rivalité de concurrent, tandis que notre haine révolutionnaire contre sa classe dirigeante est irréductible.

La concurrence impérialiste peut aussi rapprocher les frères ennemis ; si les projets d'écrasement complet de l'Allemagne se réalisaient, l'Angleterre et la France chercheraient dans une dizaine d'années à se rapprocher de l'Empire des Hohenzollern pour se défendre contre la puissance excessive de la Russie. Un futur Poincaré échangerait des télégrammes de félicitations avec Guillaume II ou son héritier. Lloyd George maudirait, en son langage de clergyman et de boxeur, la Russie, ce rempart de barbarie et de militarisme ; Albert Thomas, en qualité d'ambassadeur de la France près du Kaiser, recevrait du muguet de la main des dames de la cour de Potsdam, comme cela lui est arrivé il y a quelque temps avec de grandes duchesses à Tsarskoïé-Selo. On sortirait de nouveau les banalités de tous les discours et de tous les articles d'aujourd'hui, et M. Renaudel n'aurait qu'à changer, dans ses articles, les noms propres, ce qui est tout à fait à sa portée.

Quant à nous, nous resterions les mêmes ennemis jurés de l'Allemagne dirigeante que nous sommes maintenant, car nous haïssons la réaction allemande de la même haine révolutionnaire que nous avons vouée au Tsarisme ou à la ploutocratie française, et si vous osez, vous et vos commis aux journaux, applaudir Liebknecht, Rosa Luxembourg, Mehring, Clara Zetkine, comme ennemis intrépides des Hohenzollern, vous ne pouvez pas ignorer qu'ils sont nos coreligionnaires, nos frères d'armes : nous sommes alliés à eux contre vous et vos maîtres par l'unité indissoluble de la lutte révolutionnaire.

Vous vous consolez peut-être en pensant que nous sommes peu nombreux ? Cependant nous sommes bien plus nombreux que ne le croient les policiers de tous rangs. Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur myopie professionnelle, de cet esprit de révolte qui se lève de tous les foyers de souffrance, se répand à travers la France et toute l'Europe, dans les faubourgs ouvriers et les campagnes, les ateliers et les tranchées.

Vous avez enfermé Louise Saumoneau dans une de vos prisons ; mais avez-vous diminué pour cela le désespoir des femmes de ce pays ? Vous pouvez arrêter des centaines de Zimmerwaldiens après avoir chargé votre presse de les couvrir, une fois de plus, de calomnies policières, mais pouvez-vous rendre aux femmes leurs maris, aux mères leurs fils, aux enfants leurs pères, aux infirmes leurs forces et leur santé, au peuple trompé et saigné à blanc la confiance en ceux qui l'ont trompé ?

Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire, sortez de la cage où l'État capitaliste vous a enfermé, et regardez un peu autour de vous. Peut-être le destin aura une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourrez-vous percevoir le bruit sourd des événements qui s'approchent. Nous les attendons ; nous les appelons ; nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calvaire de ses masses ouvrières ne conduisait pas à une grande revanche<sup>40</sup>, notre revanche, où il n'y aura pas de place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

---

<sup>40</sup> « Revanche » signifie vengeance.



Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde dans notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grands destins. Sans vous et contre vous, vive la France socialiste !

**LÉON TROTSKY.**

## XVI. À TRAVERS L'ESPAGNE

[Retour à la table des matières](#)

### IMPRESSIONS ESPAGNOLES

#### Presque un conte arabe

La prison de Madrid — le lecteur voit que nous arrivons au cœur du sujet sans fioriture —, la prison de Madrid se compose de cinq bâtiments disposés en étoile, et chacun d'entre eux produit la plus forte impression. La particularité de cette prison réside dans la question posée à tout nouvel arrivant : veut-il occuper une chambre à 1,50 par jour, à 75 cts, ou une chambre gratuite ? Si le nouveau venu n'est pas libre de tendances maximalistes, il peut répondre qu'il refuse même la chambre gratuite. Mais il convient d'expliquer que la liberté du choix ne va pas si loin.

La chambre à 1,50 possède deux fenêtres munies de rideaux de toile, visiblement pour que les grilles ne blessent pas le regard ; sur le plancher de pierre, on a étendu un tapis ; deux petites armoires vitrées dans les coins ; un crucifix sur la table ; pas de chaises, un semblant de fauteuil ; mais la porte... la porte se ferme du dehors par une serrure compliquée et grinçante.

Le lecteur, habitué à des conclusions indépendantes déduira des lignes précédentes que l'auteur eut l'occasion d'étudier la prison de Madrid *de l'intérieur*. Et le lecteur ne se trompe pas : un heureux et exceptionnel concours de circonstances m'a permis de passer trois jours dans la prison madrilène.

L'auteur de ces lignes n'est pas espagnol. Internationaliste au vrai sens du terme, il conservait cependant une nationalité certaine, bien que limitée, et il s'imaginait naïvement que l'emprisonnement dans son propre pays lui suffisait. Il se trompait. « Le développement des échanges internationaux », comme l'énonce le programme de la Social-démocratie russe dans ses premières lignes, a conduit à une étroite union des peuples et a conquis pour un socialiste russe le droit de citoyenneté même dans les prisons de Castille.

À vrai dire entre ce développement d'échanges et mon arrestation dans la capitale d'Alphonse XIII, n'existe aucun lien direct. Par conséquent, il n'est nul besoin d'être partisan de l'école sociologique russe pour exiger, outre une preuve économique, la présentation « d'un facteur subjectif ».

— En somme, quels sont les motifs de mon arrestation, Messieurs ? telle fut la question subjective que l'auteur adressa au policier olympien qu'il avait devant lui. Je suis depuis 10 jours en Espagne. Je ne parle pas espagnol. Je ne connais aucun Espagnol. Je n'ai rien publié en Espagne. Il me semble que ce soient les conditions idéales excluant la possibilité de violer n'importe quelle règle. Pourquoi m'avez-vous arrêté ?

Cette question si simple eut l'air de plonger mon policier olympien dans le plus grand embarras. « En somme, pourquoi l'arrêtons-nous ? ... » Ils émirent, tour à tour des hypothèses variées et, pour moi du moins, très peu convaincantes. Ainsi, par exemple, l'un des policiers invoqua les difficultés en matière de passeports que le gouvernement russe crée aux étrangers se rendant en Russie.

— Si vous saviez... combien d'argent nous perdons à poursuivre nos anarchistes... Un autre policier cherchait à éveiller en moi un sentiment de sympathie.

— Mais permettez, je ne puis répondre simultanément de la police russe et des anarchistes espagnols.

— Bien sûr, bien sûr, ce n'est qu'un exemple...

— Question de m'arrêter, vous m'avez bel et bien arrêté.

— Quelles sont vos opinions ? me demanda le « chef » après mûre réflexion.

Je les exposai sous une forme simple.

— Et bien, nous y sommes, me rétorqua-t-il. Vos idées sont trop avancées pour l'Espagne.

Le lecteur soupçonne ici une charge, une parodie, une plaisanterie. Rien de tel, tout se passa exactement comme c'est écrit ici : « Vos idées sont bien trop avancées pour l'Espagne ».

— Mais, premièrement, vous ne connaissez mes idées que par ce que je viens de vous en dire, et ensuite, il ne suffit pas de professer des « opinions trop avancées », il faudrait les formuler expressément contre les lois etc., etc.

Ce dialogue était vain, car l'ordre d'arrestation était déjà signé. En fin de compte ; le « kchef » donna l'ordre à ses « akhents » qui m'avaient arrêté (un mouchard) de me traiter en « caballero », de me conduire à une bonne chambre, etc., etc. Et à minuit on me conduisit à la prison de Madrid.

L'« akhent », ayant reçu cinq pesetas de récompense, se mit aussitôt à les boire et donna aux ordres une interprétation triomphante. Il me tapait sur l'épaule en clignant de son œil unique (les Américains lui avaient crevé l'autre pendant la guerre de Cuba), exigeait que je fume ses cigarettes, déclarait son amour pour les Alliés en général et pour la Russie en particulier, il essaya de m'embrasser pendant le trajet et, pour couronner le tout, fit arrêter l'équipage devant un café et réclama qu'on nous apporte du vin, qu'il paierait car j'étais son « amigo ». Je dois avouer sans manquer à la modestie et en anticipant quelque peu que je me suis découvert la faculté inattendue de m'attirer l'amitié des « akhents » espagnols : jusqu'à maintenant trois d'entre eux m'ont proposé leur amitié, et le chapitre « espagnol » de ma vie n'est pas encore terminé.

J'ai parlé plus haut de la prison. La division des habitants de cette institution en trois catégories suivant le prix de la pension, me parut honteux particulièrement quand j'appris que les pensionnaires « de première classe » avaient droit à deux heures de promenade quotidienne et à des visites chaque jour, alors que celles des pensionnaires non payant étaient restreintes. Mais, après tout, c'était logique. Pourquoi établir une

égalité fictive dans le régime pénitentiaire d'une société qui est entièrement bâtie sur l'inégalité de classes ? C'est pourquoi, usant de tous les artifices et profitant des occupants des chambres payantes, la sage administration souage le budget de l'État qui, en Espagne, comme on le sait, en a besoin plus que partout ailleurs.

L'adjoint du directeur de la prison et l'aumônier m'exprimèrent leur sympathie et critiquèrent sévèrement le ministère « libéral » du comte Romanonès, puis l'ecclésiastique termina l'entretien par ces paroles de bénédiction : « Que reste-t-il à faire ? Patience, patience ! »

Cependant, quand on m'appela pour me soumettre aux formalités dactyloscopiques, je ne fis pas preuve de la patience indispensable : je refusai de m'encren les doigts et de participer à cette science judiciaire. Après de nombreuses hésitations et conciliabules, les surveillants s'emparèrent de mes mains (évidemment, je ne résistai pas) et procédèrent aux manipulations nécessaires. Mais l'affaire arriva jusqu'aux pieds, et on me demanda de retirer mes chaussures. « Non, faites-le-vous-même ». Ici la persévérance espagnole s'épuisa : allées et venues, colloques, appels aux autorités supérieures et, finalement, on laissa mes pieds en paix.

De la prison, j'écrivis au ministère de l'Intérieur, attirant son attention sur les procédés inconvenants de la police. « Hier, on m'a envoyé un agent, qui m'a répété que je devais quitter l'Espagne ; il voulait que je déclare tout de suite où je voulais me rendre. Actuellement, on ne peut se rendre librement nulle part : il faut recevoir au préalable une autorisation du gouvernement sollicité. Surtout après mon arrestation à Madrid, Monsieur le Ministre, personne en Europe et dans le monde entier ne voudra croire que je suis emprisonné sans la moindre cause non seulement palpable, mais encore imaginable ».

Le jour suivant, on me « libéra » et « l'akhent » borgne commis à ma surveillance me confia à la sortie de la prison que je serai, le soit même, expédié à Cadix... Cadix ? Pourquoi justement à Cadix ? Je consultai la carte. Cadix se trouve à la pointe extrême du Sud-Ouest de la péninsule ibérique : de Beresov par Petersburg — en Autriche, hors de l'Autriche — en France, Hors de France — en Espagne et, enfin, à travers la presqu'île espagnole à Cadix. Là finit le continent, l'océan commence...

Les « akhents » qui m'escortent ne firent aucun mystère du voyage ; au contraire, ils racontaient à tous ceux que cela pouvait intéresser, ce qui m'était arrivé (la presse espagnole publia un bon nombre d'articles et de remarques à mon sujet) et me présentaient sous mon meilleur jour : je n'étais pas un faux-monnayeur, mais un « caballero », seulement... avec des idées inadmissibles. Tous cherchaient à me consoler en me disant que le climat de Cadix était excellent.

— Nous n'aurions jamais arrêté le señor, me dit le second « akhent », s'il n'y avait pas eu un télégramme. Mais le « khéf » reçut le télégramme suivant : « Il y a trois jours, un anarchiste « peligroso » (dangereux) a traversé la frontière à Saint-Sébastien [ici mon nom]. Il se rend à Madrid.

Je m'étais toujours douté que mes pérégrinations espagnoles n'iraient pas sans « télégramme ». J'en avais maintenant la confirmation officielle. « Anarchiste-

terroriste » il est probable que « l'akhent » avait usé de ces termes choisis, à desseins vagues mais menaçants, qui n'excluait nullement les vocables d'anarchiste et de terroriste...

Qu'il en soit ainsi ou autrement, le ministère libéral espagnol me fit accompagner jusqu'à Cadix.

Ici il convient de faire remarquer les attentions dignes de louanges des autorités espagnoles. En m'expédiant à Cadix, la police me proposa de prendre un billet à mon compte. Comme je n'avais jamais eu l'intention de visiter Cadix, je ne voyais pas la nécessité de voyager à mes frais, d'autant plus que j'avais donné un sérieux coup de main au Trésor espagnol en versant 4,50 F pour mon séjour en prison. Les « akhents » approuvèrent mon point de vue et firent les démarches pour se procurer un billet aux frais de l'État.

Le Préfet de Cadix avait reçu une foule de télégrammes bien contradictoires. On lui recommandait de m'envoyer dans une des Républiques sud-américaines de mon choix « sur le premier bateau en partance ».

S'étant consulté avec le gouverneur, le préfet se décida pour la formule : « le premier bateau en partance », lequel mettait le cap sur La Havane, le... lendemain matin. Ce coup-ci, on m'offrit un billet entièrement gratuit. J'avais la perspective de faire la traversée à fond de cale et d'être remis à la police de La Havane. Je protestais, envoyai des télégrammes au directeur de la Sûreté, au ministre de l'Intérieur et au comte Romanonès, leur demandant l'autorisation de me rendre librement à New York. Le préfet et le gouverneur sursautèrent, demandèrent des instructions détaillées à Madrid et commencèrent à me reconnaître le droit de ne pas partir pour La Havane. Madrid approuva, pendant que le député républicain Castrovido interpellait le gouvernement au sujet de mon arrestation. On me laissait à Cadix jusqu'au 30 novembre, date à laquelle un navire levait l'ancre pour New York. Le mouchard qui m'était attaché me fit savoir que son grand-père était « un Grand d'Espagne » et possédait 40 millions. Mais dans la charrette du grand-père, tu n'iras pas loin, comme le disait Gorki, et c'est pourquoi je régalais mon mouchard avec du café, de la bière et du tabac. Il acceptait tout avec reconnaissance, se plaignant seulement de ce que mes cigarettes étaient trop légères. Il s'asseyait dans la bibliothèque en face de moi et crachait pendant trois heures sur le plancher.

Ainsi nous tuâmes le temps, de compagnie, en attendant le départ.

P.S. — Comme le Préfet de Cadix ne connaissait pas d'autre langue que la sienne, il fit venir comme interprète je ne sais trop quel Allemand. Je me rendis compte, par la suite, que cet Allemand était le secrétaire du consulat d'Allemagne. À signaler aux « akhents » et aux « khefs » de *Prisiv*.

(Cadix, 21 novembre 1916)

## LES SUGGESTIONS DES « KHEFS » LES RÉVÉLATIONS DES « AKHENTS »

C'est seulement aujourd'hui que me parvient le n° 49 de *Natchalo* avec une traduction d'un article d'*Action socialiste* consacré au défunt *Naché Slovo* en général et à ma personne — en particulier. Dans cet article ou ce rapport, il y a une singularité que la rédaction de *Naché Slovo* n'a pas remarquée — et pourtant curieuse. « Ensuite on vit cette personne — c'est de moi qu'il est question dans le rapport — dans les antichambres de *Sembat* et de *Guesde*, munie de recommandations de *Plékhanov*, s'efforcer d'obtenir la permission de se rendre sur le Front en qualité de correspondant de guerre de journaux russes. À peine la permission accordée, cette personne... » À dire vrai, il n'y a rien de condamnable à ce que, en qualité de journaliste, je me tourne vers *Sembat* et *Guesde*, en tant que ministres, pour leur demander telle ou telle chose dans un but professionnel. Le rapporteur appelle cela « se traîner dans les antichambres ». Veut-il dire que les ministres socialistes reçoivent les journalistes uniquement dans les antichambres ? Ou cet honneur est-il exclusivement réservé aux journalistes « recommandés » par *Plékhanov* ? Comme vous voyez, le rapporteur... a « surapporté ».

De fait, je n'ai jamais reçu la permission de me rendre sur le Front. Non pas que cela me fut refusé, tout simplement, je ne l'ai jamais demandée. Je jugeai déplacé — à cause de la position politique prise par *Naché Slovo* d'entrer dans ces relations officielles indispensables pour ces voyages sur le Front.

Avec quelle requête me suis-je présenté à *Sembat* et à *Guesde* ? Avec aucune. Ai-je fréquenté ces ministres. En aucun cas. Lors de mon dernier séjour à Paris, j'ai vu *Guesde* une seule fois... de la fenêtre de l'appartement de *Rappoport*. Je n'ai jamais parlé à *Guesde*. Je n'ai jamais rencontré *Sembat*. Mais on « m'a vu me traîner dans les antichambres ». Notez bien : on a vu... Qu'à cela ne tienne ! Un « akhent » espagnol m'a bien vu aux courses en compagnie d'un « Français mystérieux ». Cela peut arriver. Les « akhents » en général sont portés sur la boisson, et ils voient souvent double. À jeun, leur stupidité leur fait mal reconnaître les physionomies. Que dire de leurs rapports !

Mais comment cet agent français a-t-il réussi à me voir (les yeux m'en sautent !) dans les antichambres ministérielles ? Mais voici que nous arrivons au nœud de l'affaire. Au début de la guerre, sur le point de me rendre en France, je demandai télégraphiquement à *Plékhanov* (sur la position duquel, comme tous les *Zürichois*, je n'avais aucune nouvelle précise) de me faire une lettre de recommandation pour *Guesde* au cas où je devrais m'adresser à lui pour une action commune. Peu après la réception de la lettre, je fus renseigné sur les activités de *Plékhanov*, et je résolus de ne pas me servir du document. Il me suffit de me trouver à Paris quelques jours pour me décider à ne pas rencontrer *Guesde*, ni *Sembat*. Je me souviens avoir raconté l'histoire de la lettre à des amis (en particulier *Martov* et *Vladimirov*), cette lettre demeurée sans « emploi ». Quand *Plékhanov* demanda aux députés de la *Douma* « d'apaiser son inquiétude » en votant les crédits militaires, je voulus retourner la lettre à son auteur, puis je m'abstins de cette démonstration, étant d'avis que de cette façon, tout était clair entre nous...

Quand je fus expulsé de France, *Plékhanov* parla de sa lettre non employée à son agent, pour me convaincre mais de quoi donc... ? De ce que j'ai eu assez de prudence

politique pour ne pas me servir de recommandations, quand il n'était pas clair de ce que ferait le « vénérable » !

Quant à « l'akhent » — l'affaire est mince — il reçut du « khéf », gardant soigneusement son « incognito » dans ces sortes d'affaires, l'information concernant la fameuse lettre et, mélangeant les pédales, « me vit » dans les antichambres de Sembat et Guesde

Est-ce ce même agent qui lisait ma « correspondance orthodoxe et patriote », ou quelque autre salaud ? Je ne puis le dire mais je pense qu'il s'agit de la même personne.

**P.S.** — Il nous faut rappeler que les passages les plus importants de ma brochure en allemand « écrite avec emportement en faveur des Alliés », furent imprimés dans ce même *Naché Slovo* qui a toujours aidé les Allemands.



## XVII. AUX U.S.A.

[Retour à la table des matières](#)

### VIVE LA LUTTE !

À Barcelone, les portes de l'Europe se fermèrent derrière moi avec violence. La police espagnole, instrument docile des « démocraties occidentales » — la France et l'Angleterre — me fit prendre un navire de la Compagnie Transatlantique qui, après une traversée de 17 jours, débarqua sa cargaison morte et vive à New York — 17 jours, une performance agréable au temps de Christophe Colomb dont le monument domine le port de Barcelone... Mais en notre ère d'électricité et de transports rapides, cette traversée aurait pu par sa longueur rappeler les temps barbares, s'il n'y avait pas eu la « guerre libératrice ». Une lettre de Madrid à Paris met de 6 à 7 jours, au lieu de 30 heures, et n'arrive pas deux fois sur trois. Les télégrammes atteignent à peu près la même vitesse. Dans tous les coins de l'Europe sont embusqués les pontifes casqués de la « guerre de libération » : ils ouvrent les correspondances, retiennent les lettres et parfois aussi les signataires. Je reçus une lettre expédiée de Copenhague à Cadix — donc d'un pays neutre à un autre pays neutre — qui fut ouverte par la Censure française. Elle laissa sur l'enveloppe la marque officielle de sa... curiosité.

En Russie, les policiers traitent les lettres des détenus politiques avec des produits chimiques pour s'assurer qu'il n'y a pas de texte caché. Ces procédés sont utilisés maintenant par tous les censeurs européens. Rien d'étonnant à cela ! La guerre a fait de l'Europe de la révolution et du socialisme un immense camp de détention et, conformément à cette « évolution », a fait du Tzar le représentant typique de l'esprit régnant dans cette Europe des possédants, des dirigeants et des combattants... et pas seulement en Europe. Ne parlons pas de l'Europe centrale : les méthodes des Hohenzollern ne sont que la traduction en allemand des méthodes anglo-franco-romanoviennes.

Ce serait cependant une calomnie, ou pour le moins, un lamentable contresens de pacifistes humanitaires, de prétendre qu'il n'a plus rien en Europe, hormis ces barbares triomphants qui ont volé la civilisation, il y a dix-neuf cents ans. Jamais dans le passé, il n'y eut une telle accumulation d'indignations, de désespoirs et de haines, comme en provoque cette guerre, la plus insensée de toutes... Et cependant, dans les tranchées où on a cautionné la fleur de la population, dans les usines, dans les foyers des familles frappées par le deuil, chemine inlassablement, très lentement mais sans arrêt, la pensée critique des nouveaux millions d'être réveillés par le tonnerre des canons. L'éveil de la haine liée à la pensée critique est terrible pour les dirigeants, car il signifie : Révolution ! Avec une foi profonde en la révolution, j'ai quitté cette Europe ensanglantée. Sans la moindre illusion démocratique, j'ai posé le pied sur la rive de ce « Nouveau-Monde » déjà pas mal vieilli. Ici l'on rencontre les mêmes problèmes, les mêmes dangers, les mêmes obligations et les mêmes forces que là-bas. J'entre dans la famille du Socialisme révolutionnaire américain avec le slogan que m'enseigna la vieille Europe : Vive la lutte !

(Novy Mir, 16 janvier 1917)

## **SOUS LE DRAPEAU DE LA RÉVOLUTION SOCIALE**

*(Discours prononcé au meeting international de « bienvenue »,  
à New York, le 25 janvier 1917)*

Camarades !

Avant tout, permettez-moi d'exprimer ma reconnaissance aux organisateurs de cette réunion, aux orateurs et aux participants de cette merveilleuse rencontre sur le sol américain. Maintenant que les portes de l'Europe se sont refermées provisoirement derrière moi, j'espère travailler, la main dans la main, avec vous dans la famille du Socialisme révolutionnaire américain.

Votre New York a produit sur moi la plus vive impression. Il faut ajouter que je suis arrivé directement d'Espagne, pays au soleil éclatant, au ciel magnifique, mais pays également de l'immobilisme, de l'insécurité et de la misère pittoresque, un pays dont la plus grande partie des habitants vivent encore comme à l'époque de Cervantès. Il est difficile de se représenter plus grand contraste que celui offert par les villes andalouses et New York.

Mais Paris, où je viens de passer deux ans de guerre, présente un tout autre tableau que New York. Ce n'est plus le vieux Paris, la Ville-Lumière ; comme disent les Français avec fierté, elle ne l'est plus ni au sens spirituel ni au sens physique. C'est la ville des... ténèbres. Par suite du manque de charbon, on éteint le gaz à six heures. Les fenêtres sont camouflées par peur des Zeppelins. Les rues sont sombres et sales. Les logements sont tristes. Les cœurs sont troublés. Tout manque. Il est presque impossible de se procurer du sucre. Pas de cordonniers. On économise jusqu'à la moindre aiguille. Toute la vie économique du pays est amoindrie jusqu'à l'extrême. Et New York vous frappe par ses lumières éblouissantes, sa circulation, son activité et par la possibilité de pouvoir se procurer tout ce que l'on désire, à des prix miraculeux. EN vérité, pays des merveilles ! Pays où l'on peut acheter une livre de sucre d'un seul coup ! ... Vous voyez, par ce court exposé, combien notre norme européenne est devenue modeste !

Camarades ! Le fait économique d'une importance immense, c'est que l'Europe détruit les bases de son économie, tandis que l'Amérique s'enrichit. En contemplant New York avec envie, moi, qui n'ai cessé de me sentir européen, je me demande avec inquiétude : l'Europe tiendra-t-elle ? ne deviendra-t-elle pas un cimetière ? Le centre de gravité de l'économie et de la culture mondiales ne va-t-il pas passer en Amérique ?

Cette pensée vous vient d'autant plus naturellement si l'on passe de l'état économique à l'état politique. La guerre « pour la Démocratie » et pour « le Droit » répand de plus en plus l'ordre et les mœurs tzaristes.

Je me souviens qu'au Congrès de Stuttgart, il y a dix ans, un vieux socialiste anglais du nom de Kwelsch qualifia les conférences diplomatiques, de rassemblements de

menteurs et de bandits. Le gouvernement würtembergeois, si délicat ne put le supporter, et expulsa l'orateur. Je me souviens, camarades, des exclamations indignées et des sarcasmes qui accompagnèrent l'annonce de l'expulsion et, en particulier, de l'excitation des membres de la délégation française habituée aux mœurs « démocratiques » républicaines... Ces dix dernières années, j'ai pu me convaincre que le qualificatif donné par le vieil anglais aux diplomates, correspondait à la réalité. Je me trouvais dans les Balkans, à l'époque de la guerre balkanique, et je pus vérifier à nouveau la véracité de l'assertion citée plus haut, à l'occasion de l'exemple sur une moindre échelle de la guerre actuelle : oui, les dirigeants actuels ne sont que des bandits de grand chemin. C'est avec cette ferme conviction que je suis entré en guerre, et je n'y ai pas trouvé de quoi modifier notre point de vue socialiste sur la société bourgeoise. À cause de la diffusion de mes opinions dans la presse et dans de petites réunions — les grandes ne sont pas autorisées — je suis expulsé, non pas du Württemberg monarchiste, mais de la France républicaine. Et qui m'a chassé ? Ce n'est pas un gouvernement monarchiste ou grand-ducal, mais bien un gouvernement de défense républicaine, et qui, plus est, comprend des socialistes ayant participé au Congrès international würtembergeois : Jules Guesde, Marcel Sembat, Albert Thomas..., trio de ministres qui, avec des centaines de députés socialistes, votent les crédits militaires et soutiennent la police de Malvy.

Voilà le progrès politique !

Vous me demandez : comment réagit la classe ouvrière à cette violation des droits, au vide et au retour politique à la sauvagerie provoquée par la guerre ? Que font les partis socialistes ?

Je ne veux ni vous égarer ni vous dépeindre des villages à la Potiemkine. Nous autres, Internationalistes, sommes la minorité en Europe. Nous avons contre nous le pouvoir bourgeois armé jusqu'aux dents, l'opinion bourgeoise avec toutes ses institutions : le Parlement, la presse, l'université, l'enseignement, l'Église, les théâtres et les cafés-concerts, car il faut le dire, chaque café-concert est transformé en un cratère patriotique crachant la lave du chauvinisme. Nous avons contre nous le plus puissant Patri de la II<sup>e</sup> Internationale, qui se révèle être le principal appui des gouvernements en lutte. Si l'on considère notre importance numérique ou notre influence sur la presse ou le Parlement, nous ne sommes qu'une infime minorité dans l'arène politique. Plus encore, nous avons contre nous — et ceci est grave — les figures les plus marquantes du Socialisme appuyés par les puissantes organisations ouvrières.

Il n'y a pas de contestation possible sur ce point.

Qui peut se laisser guider par les considérations suivantes : les autorités reconnues, le nombre des députés et des journalistes, celui des membres du parti, doit tourner le dos à l'Internationale révolutionnaire qui est en train de se construire. Nous ne le retiendrons pas. Nous ne voulons que des fidèles.

Mais Liebknecht ne s'est pas laissé guider par les signes extérieurs, Liebknecht ne s'est pas laissé arrêter par la volonté des dirigeants d'un Parti de quatre millions d'adhérents : il a élevé la voix, et il était tout seul. Moi, je vous demande, camarades, où est le Socialisme allemand ? Là où est Scheidemann, ou bien là où est Liebknecht ? La réponse n'est-elle pas claire ! ... Qui a sauvé l'honneur de la Social-démocratie allemande

et a garanti son avenir ? Liebknecht ! Les cœurs des travailleurs conscients battent de fierté quand on prononce le nom de Liebknecht.

Liebknecht n'est plus seul désormais ! Il y a en Allemagne beaucoup de sacrifices, il y a déjà des centaines et des milliers de héros de la nouvelle Internationale, de l'action révolutionnaire et de la lutte implacable.

Et regardez comment des anciennes autorités patentées telles que Kautsky, Bernstein et Haase sont obligés de virer légèrement de la droite vers la gauche, dans la direction que Liebknecht leur indique.

Si la force réside dans le nombre, pourquoi la majorité s'effrite-t-elle, alors que la minorité se fortifie et s'accroît ?

S'agenouiller devant la loi du nombre et le poids de l'autorité est un aveuglement lamentable et honteux à cette époque qui voit l'effondrement des vieilles institutions, des vieilles méthodes, et la montée de forces neuves et de tendances nouvelles.

En Allemagne, Liebknecht ; en Autriche, Friedrich Adler. Dans cette époque de bassesse chauvine et de lâcheté personnelle des dirigeants du Parti, Adler a donné l'exemple du courage individuel et de sa préparation au sacrifice en notre nom, pas le leur, sous notre drapeau, pas le leur. Nous voyons le courageux combat soutenu par Hoeglund en Suède, Mac Lean en Angleterre, Racovsky en Roumanie. Hoeglund et Racovsky usent de méthodes révolutionnaires pour empêcher l'intervention de leur pays. Camarades américains que ce danger menace, vous devez méditer plus attentivement sur ces exemples européens. Nous avons, enfin, un groupe de députés révolutionnaires à la Douma qui ont opposé la voix imposante de la révolution aux aboiements du patriotisme tzero-bourgeois et aux hurlements des sociaux-patriotes ; nos députés paient leur action révolutionnaire en Sibérie... Nous avons des lutteurs courageux en Italie, en Serbie, et en Bulgarie. Ils sont en minorité, mais ils annoncent les temps futurs et préparent le triomphe du Socialisme.

Tels sont nos héros. Mais, camarades, ils ne sont pas la base de notre attente et de nos espérances. Nous fondons nos calculs historiques sur la renaissance révolutionnaire des masses, sur ce processus qui s'accomplit dans l'obscurité et qui, demain aboutira avec une force extraordinaire.

Camarades ! Il faudrait être non seulement un pessimiste, mais encore un misanthrope, ennemi haineux du genre humain, pour croire que tous ces événements passeront sans laisser de tracas contre les dirigeants, que les hommes — du moins ce qu'il en restera — retourneront avec soumission dans leurs foyers détruits, dans leurs boxes capitalistes ? Comment ? Quelle leçon faut-il encore à l'Humanité ? Combien de souffrances et d'humiliations encore ? Combien encore d'expériences sanglantes ? Quel tocsin faudra-t-il donc sonner si ce n'est pas celui de cette guerre ?

Non, il n'en sera pas ainsi ; la guerre ne peut passer et ne passera pas sans laisser le Capitalisme impuni. Toutes les forces de l'Histoire — aveugles et conscientes — s'unissent pour pousser l'Humanité trop timide, trop patiente, trop routinière hors du cercle de l'attentisme, sur la voie de la lutte révolutionnaire.

Examinez les changements catastrophiques provoqués par la guerre. Le niveau économique, bas mais relativement stable, de larges couches de la population (la petite bourgeoisie et les travailleurs) a disparu définitivement. Il ne reste plus rien de stable. Personne ne sait ce que demain apportera.

Qui était riche, s'est enrichi. Qui était pauvre, est devenu plus pauvre. Toutes les contradictions se sont creusées, tous les contrastes sont plus frappants, tous les malheurs sont plus profonds, les plaies se sont envenimées. Un fait menaçant ! Les hommes s'accoutument au dénuement et traînent leur misère. Mais un appauvrissement soudain se ressent comme un coup douloureux. Les moyennes et petite bourgeoisies étaient le rempart de l'ordre. Elles sont ébranlées plus que quiconque. Le saut dans l'abîme de la misère a plus d'une fois provoqué la révolte.

Toutes ces dernières années, les gouvernements républicains ont collé sur leurs plaies le pansement des réformes sociales. Assez ! Pour les réformes sociales, comme pour la guerre, il faut trois choses : de l'argent, encore de l'argent et toujours de l'argent ! Mais la guerre engloutit l'argent. Les caisses des États sont vides. Il n'y aura pas de nouvelles réformes. Les anciennes ne déboucheront sur rien ? Aucune place pour les illusions. Les hommes seront plus pauvres, non seulement en biens, mais en illusions. Et malheur à la société capitaliste sans illusions !

Enfin, dans le sens psychologique, la guerre accomplit un travail de rééducation, dangereux pour les classes possédantes.

La guerre détruit la force humiliante de l'accoutumance. Ce n'est pas en vain que la sagesse résignée dit : « L'habitude est une seconde nature. » L'accoutumance à l'esclavage est l'huile indispensable à la machine de l'esclavage. C'est pourquoi, pour une société de classes, toute secousse est périlleuse. On ne doit pas arracher impunément l'esclavage aux conditions habituelles de l'esclavage, ni pour l'élever, ni non plus pour l'abaisser aussitôt. Et la guerre a fait ces deux choses à la fois. Elle a arraché l'esclave à sa condition d'esclave, l'a jeté dans les tranchées où il se couvre de poux et de ses propres ordures — et elle lui dit, en même temps qu'il est un héros et qu'il a tous les droits à la reconnaissance et à la protection de l'État.

La guerre tue la « prudence », cette caricature de l'instinct de conservation. Les hommes s'habituent à regarder la mort et à la fixer dans les yeux. Les hommes se convainquent que même la mort est belle. Leurs nerfs deviennent capables de supporter des tensions jamais connues jusqu'alors, et ils ne peuvent plus supporter le rythme banal de la vie quotidienne. Il se crée un nouveau type d'homme. Des hommes aux réflexes rapides, des hommes capables d'audace. Voilà la condition essentielle de la révolution.

Examinez maintenant le présent et le futur. Deux générations de socialistes ont réveillé les prolétaires pour la lutte, leur ont ouvert d'autres perspectives, d'autres mondes. Les espérances des travailleurs évolués de la I<sup>re</sup> et de la II<sup>e</sup> Internationales ne se sont pas réalisées. Elles n'ont pas disparu pour autant, elles se sont placées sur le plan des travaux préparatoires. On a créé des organisations, on a recruté les éléments encore conscients, on les a éduqués, la presse s'est développée ; de cette manière, on a accumulé et mis en réserve l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière.

Mais avant que le parti révolutionnaire ait osé lancer les masses dans la lutte pour la réalisation de leurs espoirs et de leurs idéaux, la bourgeoisie a eu le courage de recourir à des méthodes cruelles et sanguinaires pour résoudre ses problèmes historiques. Bien plus ! Elle a usé de l'autorité du Socialisme sur les masses pour atteindre ses buts. Les dirigeants socialistes officiels se sont faits les fourriers de l'Impérialisme. Le Capitalisme a réussi à mobiliser l'ignorance et les instincts serviles ainsi que les préjugés des éléments de la classe ouvrière — et pas seulement ses éléments arriérés — ; elle a transformé cette escroquerie, par l'intermédiaire du social-patriotisme, en une auréole pour le service des questions les plus élevées, des buts les plus hauts. Cette expérience, c'est-à-dire la possibilité même de sa réalisation, témoigne de la puissance de la bourgeoisie et de la force de son art politique. Mais tout annonce que cette expérience historique sera fatale à la bourgeoisie. Elle accélère l'éducation politique des masses, elle les force à laver de leur sang les traces serviles du passé, elle les oblige à vivre dans des conditions telles que la vie lutte sans interruption avec la mort, elle vérifie par l'action la sincérité et la fausseté du pouvoir, de l'Église, du Social-patriotisme et du Socialisme révolutionnaire. De cette vérification, nous, les Internationalistes, sortirons victorieux !

Actuellement, on ne peut voir quand et comment se terminera la guerre ; mais elle prendra fin ! Les travailleurs sortiront de leurs tranchées, se redresseront de toute leur taille, regarderont autour d'eux et feront une estimation de l'héritage de la guerre : ruine des bases économiques, accroissement des contradictions, augmentation de la misère. De retour à la maison, ils trouveront la faim sur le pas de leur porte. On les a appelés héros, on leur a promis monts et merveilles, et on ne peut leur donner un morceau de pain ! Ces travailleurs-combattants, sortis des tranchées, ne seront plus aussi patients qu'avant la guerre. Ils ont appris à se servir de leurs armes. Peut-on admettre qu'il ne leur viendra pas l'idée de les utiliser pour atteindre leurs buts ? Simultanément, partout, surgiront les chefs qui, dans une lutte impitoyable contre les sociaux-patriotes, montreront aux masses le chemin du salut.

Cette époque imminente sera celle de la révolution sociale. En quittant l'Europe, j'ai emporté cette conviction profonde, loin d'un continent dévasté, incendié et ensanglanté ; et ici, en Amérique, je vous salue sous le signe de la Révolution sociale imminente !

### **RÉPÉTITION DU PASSÉ**

Il est arrivé souvent dans l'Histoire que les idées politiques ou religieuses, déclinant en Europe, passèrent sur le sol américain où elles trouvèrent des sources vivifiantes. Et comme l'Amérique est un pays sans tradition et sans idéologie, le transfert donne aux idées une forme particulièrement simpliste.

C'est ce qui arrive aux « idées » de guerre. Tous les gouvernements européens sont entrés en campagne avec des paroles « de libération » sur les lèvres. L'Allemagne voulait libérer les peuples de la Russie. Le gouvernement français tendait la main au peuple allemand pour le libérer du joug prussien. Le tzar se hâtait de libérer les peuples de l'Empire autrichien. L'Angleterre prit l'engagement de libérer toute l'Europe de l'oppression allemande. Les Hohenzollern brûlaient d'amour pour les rebelles irlandais.

Sazanov et Milioukov passaient des nuits blanches en songeant aux Arméniens ployés sous le joug turc. En un mot, tous les responsables n'aiguisaient leurs couteaux que pour « libérer » quelqu'un de l'autre côté de la frontière. Et tous prophétisaient la liberté des peuples, la liberté des mers, celle des détroits, celle des golfes et encore une bonne demi-douzaine d'autres libertés.

Après deux ans et demi de guerre, les slogans de « libération » perdirent définitivement tout crédit en Europe. Les sociaux-patriotes continuent, certes, à jouer les mêmes romances sur les mêmes crin crins, mais personne n'y fait plus attention..., et nous voyons comment ces légendes usées jusqu'à la corde, tissées par la lâcheté des uns et la sottise des autres, se dépêchent de passer l'Océan malgré les sous-marins allemands, et essaient de recommencer une nouvelle vie sur le territoire des U.S.A.

Pourquoi cette nation s'apprête-t-elle à intervenir ? Parce qu'il faut sauver « la liberté de l'Humanité ». Parce qu'il est essentiel d'établir les normes « du Droit international ». Parce que la « Paix juste » appelle son sauveur : Wilson ! Le journaliste patriote tourne sa plume dans l'encrier et couche sur le papier ces phrases grandiloquentes dont, en Europe, le provincial du « bled » le plus retiré en a par-dessus la tête.

Qu'en est-il des fournitures de guerre menacées par les sous-marins allemands ? Qu'en est-il des profits se montant à des milliards arrachés à l'Europe exsangue ? Qui oserait parler de cette manière au moment où règne l'enthousiasme national ! Si la Bourse de New York est prête à consentir de grands sacrifices (c'est le peuple qui les supportera), ce n'est pas au nom du paiement comptant tant méprisable, mais grâce aux principes éternels de la morale. La Bourse n'est en rien coupable du fait que servir la Justice Éternelle rapporte du 100 %

Prenez les journaux européens de la fin de juillet et des premiers jours d'août 1914, et vous serez frappés du degré d'identité de leurs articles avec ceux de la presse d'ici qui répète exactement les vieux mensonges diffusés en toutes les langues. En vérité, la presse américaine ne découvre pas l'Amérique ! Toute sa campagne, d'un bout à l'autre, est « la répétition du passé ».

D'un bout à l'autre ! Pour le moment, nous ne voyons que le début, mais il est inutile de posséder le don de prophétie pour prédire la continuation et la fin. Actuellement, il faut convaincre le peuple que l'adversaire ne veut que la guerre. Pour cela, il faut présenter, dans tout son éclat, la volonté de paix des U.S.A. Pour les comploteurs impérialistes, quelle irremplaçable figure que ce président Wilson ! Même si ce « pacifiste » patenté, à la douceur angélique, a rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne, la faute en incombe à celle-ci ! Le pacifisme ne cause aucun dommage..., rien que des profits.

Pour le moment, la presse boursière n'ose pas décocher le premier trait contre les Allemands, contre tout ce qui est allemand, autrement on découvrirait trop vite que les chacals attendent leur heure. Non, il faut laisser provisoirement aux masses quelque espoir en une conclusion pacifique. Mais quand les travaux préparatoires de la mobilisation des âmes seront accomplis, alors la diplomatie donnera le signal, et la musique d'enfer du chauvinisme se répandra partout.



Nous avons déjà vécu cela en Europe. Nous connaissons cette musique et ses arpèges grossiers. Notre devoir — le vôtre, travailleurs éclairés ! — c'est de répondre aux dirigeants par notre propre musique : la mélodie puissante de l'Internationale.

(Novy Mir, 7 février 1917)

## LE GRAND ENGAGEMENT

### (Au sujet de la résolution du meeting de Carnegie-Hall)

La campagne officielle socialiste contre la guerre s'ouvrit le 5 février par un meeting à Carnegie-Hall<sup>41</sup>. De la part des organisateurs, cette première manifestation fut une grande faute, car ils avaient accepté la participation des pacifistes-bourgeois, « les Amis de la paix ». Le motif de cette collaboration déplacée était tout à fait fortuit. La salle, le Carnegie-Hall, était déjà louée aux pacifistes, et le Parti ne jugea pas possible de remettre le meeting. Nous devons déclarer que tenir un meeting à Carnegie-Hall se paie trop cher. Le Parti socialiste comptait trop de ces gens qui se déclarent pacifistes, mais le sont platoniquement et, au premier coup de feu, protestent de leur ardent patriotisme et, à l'instar des pacifistes bourgeois européens, défendent la machine à tuer gouvernementale, trompant les masses en les convaincant que pour obtenir « une Paix juste », « une paix éternelle », « une Paix de devoir », il faut faire la guerre jusqu'au bout. En coopérant avec des personnes qui tiennent Wilson pour le « Mage de la Paix », nous mélangeons les cartes et égarons les masses. Et justement celles-ci doivent avoir une claire conscience de classe pour pouvoir mener une lutte efficace, et non de pure forme, contre la guerre et le militarisme.

La faute fondamentale en a amené une autre : les deux résolutions, la socialiste et la pacifiste, furent approuvées ensemble. Bien que les ouvriers composassent la grande majorité de l'assemblée, le rapport des forces ne fut pas exprimé, et le caractère révolutionnaire de la manifestation fut grandement affaibli tant psychologiquement que politiquement.

Cependant, c'est avec plaisir que nous prîmes connaissance du texte de la résolution mis en avant par les orateurs officiels du Parti socialiste. Tout ce que nous voulions dire n'y était pas, et il y avait du superflu, mais cette résolution était tout de même un document internationaliste et présentait, suivant les conditions du moment, le caractère d'un acte révolutionnaire, ou pour le moins une manifestation dans ce sens.

Si la résolution formule que « la guerre » affaiblit les traditions de cette république, il nous faut simplement remarquer que cette révérence ambiguë aux traditions d'une république bourgeoise est bien plus à sa place dans la résolution des pacifistes bourgeois : ces derniers commenceront demain à enseigner au peuple, exactement comme les pacifistes français, que pour sauver « les traditions nobles de la république »

---

<sup>41</sup> Le meeting de Carnegie-Hall : Fenner-Brookway était membre, en Angleterre, du « Parti Indépendant du Travail ». Au début de la guerre, il publia le journal *Labour Leader*. En tant que membre de l'opposition à la guerre, il fut emprisonné. Il est, au fond, un pacifiste typique suivant la mentalité de l'aile droite de l'Intelligentsia. Ces derniers temps, il a perdu toute signification politique. (Remarque de Heywood).

il est indispensable d'écraser l'Allemagne. Notre république prolétarienne n'est pas contenue dans les traditions du passé : elle est tout entière dans le futur.

La résolution stipule — et fort bien — que la guerre qui nous menace ne peut servir que les intérêts des capitalistes de ce pays. « Ces intérêts sont nommément exprimés : la lutte est menée pour le droit sacré des capitalistes américains à s'engraisser des majeurs d'une Europe dévastée par la guerre. » La résolution poursuit : « la déclaration de Wilson — "nous ne poursuivons pas des buts égoïstes" — est une suprême hypocrisie. » Suprême hypocrisie... Très bien dit et envoyé en plein dans l'œil de ces socialistes dont la bannière se range à côté de celle de Wilson. Le Socialisme suppose une rébellion organisée contre la société bourgeoise. La politique socialiste est la méfiance organisée vis-à-vis des partis bourgeois, leurs chefs et les donneurs d'ordres gouvernementaux.

La résolution ne pose pas la question de la « Défense nationale ». C'est là sa carence la plus sérieuse. Mais la résolution contient en elle-même une réponse politique suffisante à cette question. Qui, demain, osera nous parler du devoir de la « Défense nationale », s'attirera la réponse : la guerre n'est que la défense du droit sacré des capitalistes américains à s'engraisser des malheurs de l'Europe dévastée par la guerre. » Camarades ! Rappelez-vous cette formule simple, claire et honnête ! Elle vous servira. Elle inclut l'obligation catégorique pour tous les représentants de la classe ouvrière de voter contre tous les crédits en faveur de la guerre. Elle exclut, par avance, les membres du Parti qui parleraient, quand éclatera la guerre, de « paix civile » avec le gouvernement ; car, seuls, ces renégats, ces transfuges, ces individus sans honneur et sans foi, peuvent inciter les travailleurs à se réconcilier avec les fauteurs de guerre pour aider les capitalistes américains à profiter d'une Europe exsangue.

La résolution appelle « tous les travailleurs des U.S.A. à la lutte par tous les moyens mis à leur disposition contre toute tentative d'entraîner l'Amérique dans la guerre ». Nous pensons que l'on aurait pu préciser la nature de ces moyens. Mais la direction générale de la lutte est bien indiquée, car la résolution nous invite à marcher sur les traces de Liebknecht, de Fenner-Brookway, des cinq membres de la Douma et » de tous les autres martyrs ayant sacrifié leur liberté et même leur vie à la cause de la paix. »

« Les moyens mis à la disposition du prolétariat », se définissent entièrement par leur rôle dans la production capitaliste et par la situation du prolétariat dans l'état actuel. Ces moyens n'ont pas à être inventés. Ils sont fournis par l'expérience historique de la lutte de classe dans ses formes de plus haute tension. C'est en ce sens que la résolution nous invite à mener le combat en augmentant l'importance du mouvement, son impact idéologique et politique, et en élevant sa capacité combative.

Nos camarades voient que la résolution du parti socialiste est riche par son contenu. C'est un appel au combat et une indication de la route à prendre. Mais c'est en même temps une obligation prise par les cercles dirigeants du parti. Nous veillerons à ce que cette obligation — sans faiblesse, sans concessions, sans hésitation — soit remplie jusqu'au bout !

(Novy Mir, 8 février 1917)

## IL FAUT CHOISIR LE CHEMIN

Par la force même des faits, le Socialisme américain sort de sa position neutre. Il doit se mettre sur le pied de guerre. Les questions relatives à la guerre, à la défense nationale, à la réconciliation civile se présentent au prolétariat américain dans toute leur âpreté.

Grâce à la politique des classes dirigeantes, les travailleurs des U.S.A. ont la cruelle possibilité de se convaincre que les contradictions qui déchirent le mouvement ouvrier européen n'ont nullement été inventées par des théoriciens : il s'agit de la vie ou de la mort du Socialisme.

Ce n'est pas une exagération. Toute l'histoire du mouvement socialiste est remplie de luttes internes. La classe opprimée, se frayant un chemin vers le haut, ne peut se développer qu'en usant de la critique et de l'autocritique. Mais les contradictions à l'intérieur du Socialisme n'ont jamais atteint le degré de profondeur actuel. Dans la lutte du marxisme contre le Réformisme et l'Anarchisme, il s'agissait de critiquer les voies et les méthodes de la structure capitaliste. La question est maintenant posée entre les sociaux-démocrates révolutionnaires et les sociaux-patriotes : est-il nécessaire de lutter contre le Capitalisme et la société bourgeoise ? Il n'y a rien d'étonnant à ce que les anarchistes-patriotes, tels que Kropotkine et Jean Grave marchent avec les sociaux-patriotes, alors que les anarcho-syndicalistes, restés fidèles à l'Internationalisme, se rangent aux côtés des socialistes-zimmerwaldiens.

Il peut sembler que la contradiction actuelle, en dépit de son caractère aigu, ne soit que provisoire : elle est née des circonstances exceptionnelles de la guerre et disparaîtra avec elle. C'est la plus naïve des illusions. Les sociaux-patriotes eux-mêmes ont eu le temps de tirer les conclusions indispensables quant à leur comportement en temps de paix. Le parti qui assume la responsabilité de la défense nationale — il raisonne tout à fait justement — doit se préoccuper, en temps de paix, de cet appareil de défense. L'opposition de principe au militarisme doit être rejetée. Il faut, en temps de paix, voter les crédits militaires pour qu'il y ait une défense en temps de guerre. Cela change tous les rapports avec le Pouvoir : l'antagonisme irréconciliable est remplacé par une attitude « d'affaires », et la Social-démocratie devient un parti national ; elle réclamera des réformes plus énergiquement que les autres partis, mais elle ne le fera que dans la mesure où ces réformes ne menacent pas la structure bourgeoise et ne heurtent pas les nécessités de la défense nationale.

Il se trouve, actuellement, beaucoup de sociaux-patriotes attardés qui se refusent « à joindre les bouts » (à tirer les conclusions logiques) et répètent l'aphorisme créé au début de la guerre pour apaiser leurs consciences : « La maison brûle, il faut la sauver ; au sauvetage tous sont intéressés, aussi bien les occupants des belles chambres que ceux des mansardes ; ensuite, chacun retournera à sa place, et tout reprendra comme par le passé. » Cette philosophie « incendiaire » est par trop frivole.

« Avec beaucoup de grandeur d'âme, vous voulez étouffer l'incendie quand la maison est déjà brûlée, répliquent les sociaux-patriotes avec beaucoup plus de logique ; mais pour éteindre le feu, il nous faut des pompes. Donc, nous n'avons pas le droit de refuser, en temps de paix, les crédits militaires et tout le budget bourgeois. »

Ce dernier point de vue est le seul logique si l'on se tient sur le terrain de la défense nationale. Mais on découvre alors que le social-patriotisme incarne la soumission d'un parti révolutionnaire au pouvoir et que le drapeau socialiste est utilisé pour discipliner les masses dans un but « patriotique ». C'est dans ce sens que nous avons écrit qu'il s'agit de la vie ou de la mort du Socialisme.

L'Histoire nous a souvent donné des exemples de mouvements idéologiques naissant et s'épanouissant sous le signe de la protection des masses opprimées et devenant une arme irremplaçable dans les mains des possédants pour servir à la conservation de l'ordre conservateur.

*Le Christianisme* a commencé en tant que mouvement des sujets les plus humiliés et les plus misérables du pouvoir romain. Il s'est converti en un instrument de lutte des classes dirigeantes et sert, maintenant, d'huile pour les rouages de la machine d'exploitation capitaliste.

*La Réforme*, née de mouvements populaires tumultueux dressés contre l'oppression de l'Église, est devenue dans tous les pays protestants, le serviteur fidèle du Capitalisme.

*Le Libéralisme et la Démocratie*, sous le drapeau du « peuple », ont lutté contre la monarchie et les féodalités ; ils se sont mis aujourd'hui au service de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Le Socialisme accomplit une évolution à sens unique sous la forme de son aile patriotique ; mouvement de rébellion, il devient conservateur, et les classes possédantes l'utilisent pour atteindre ses buts.

On peut, évidemment, se bercer de pensées rassurantes : l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peut s'éteindre ; le Socialisme ne peut être séparé de son caractère de mouvement de classe et, par conséquent, il n'y a pas de quoi sonner le tocsin ; toutefois, il faudra souffrir. Cet optimisme borné qui dissimule une totale indifférence idéologique, n'est pas seulement largement répandu en Amérique, mais il passe pour le Marxisme le plus éprouvé. En fait, ce n'en est qu'une lamentable contrefaçon.

Si le Socialisme doit « de toute façon » triompher, à quoi sert le parti socialiste ? Pourquoi la faculté de juger, de prédire et d'évaluer nous a été donnée ? Le Marxisme, ce n'est pas du fatalisme. La théorie marxiste peut nous expliquer les causes historiques de la venue du social-patriotisme, mais elle ne nous libère pas de la nécessité de lutter contre lui. Le Socialisme vaincra, bien sûr, mais seulement grâce à la classe ouvrière, à sa volonté, à sa nette conscience et à sa fermeté révolutionnaire. La classe ouvrière doit suivre son chemin historique et, par conséquent, elle doit, seule, déterminer son orientation.

Donc, nous causerions le plus grand mal à la cause de la libération du prolétariat si nous devions nier ou diminuer la profondeur des divergences entre l'Internationalisme et le Social-patriotisme. Donc, il faut choisir le chemin entre ces deux mouvements qui s'excluent l'un l'autre. Le moment suprême est venu pour les travailleurs américains qui n'ont pas procédé à ce choix. Le pouvoir capitaliste les astreindra à choisir. Il les

précipitera dans le cœur même de l'incendie en leur disant : « Notre maison brûle, en avant ! Éteignez le feu ! »

(Novy Mir, 23 février 1917)

### QU'EST LA GUERRE POUR L'AMÉRIQUE ?

Les U.S.A. étaient, de nom une puissance neutre ; de fait, ils menaient ouvertement la guerre aux côtés des Alliés (Angleterre, France, Russie et Italie). Cela, tous le savent. L'Amérique a fourni aux Alliés des quantités de matériel militaire, ceci sans interruption, et ses « sympathies » pour les Français et les Belges étaient presque aussi élevées que ses profits. Le Capitalisme américain aurait été, évidemment, disposé à servir les deux camps en guerre : à vendre aux Allemands des obus contre les Français, et aux Français contre les Allemands. C'eût été pour le Capitalisme une politique « rêvée » de neutralité. Les canons, les sympathies et les obus auraient été répartis de façon égale entre les belligérants. Mais l'Angleterre institua le Blocus. La route vers les Empires centraux était coupée. Si Wilson avait voulu alors agir comme il agit maintenant, il aurait dû, au nom de « la liberté des mers », rompre les relations diplomatiques avec l'Angleterre et, en général, avec les Alliés. Mais dans ce cas, l'industrie américaine aurait été coupée des deux camps en guerre. Les U.S.A. admirent donc le Blocus (c'est là le « Pacifisme » de Wilson), et le Capitalisme américain reçut la possibilité de faire des profits fantastiques sous le pavillon de neutralité.

Voici que fin janvier, l'Allemagne déclare le Blocus total de tous ses ennemis. Si le Blocus allemand était assez fort non seulement pour couper l'Amérique des Alliés, mais pour permettre l'écoulement des marchandises américaines, les capitalistes américains se seraient pliés à cet état de choses, et ils auraient expédié à Berlin toutes les munitions destinées à Londres. Toutes les « sympathies » auraient été reportées sur les Allemands qui protègent l'Europe de la barbarie russe. Et Wilson continuerait de porter la robe de chambre du « pacifiste ». Mais il ne peut en être question. Le travail des sous-marins allemands réussit à couper les communications entre les U.S.A. et les Alliés, mais il ne suffit pas à ouvrir le marché allemand aux capitalistes américains. Le résultat des deux Blocus est de couper l'Amérique des deux camps. Que doit-on faire ? Adopter une politique stricte de neutralité ? Suspendre les envois de munitions ? Ceci signifierait non seulement la perte de profits colossaux, mais aussi quelque chose de plus ! Pendant la guerre, l'industrie américaine s'est convertie totalement. Au lieu de fabriquer des produits de consommation, le Capitalisme américain s'est reconverti dans la fabrication d'instruments de destruction. Des forces et des moyens incalculables (matériel brut, machines, masses ouvrières) sont consacrés à l'industrie de guerre. La suspension des transports vers l'Europe signifierait une crise jamais encore connue. De nombreuses usines, des entreprises sous-traitantes plus nombreuses encore, devraient aussitôt arrêter tout travail. Les cours s'effondreraient aussitôt. Il y aurait des pleurs et des grincements de dents dans le monde capitaliste. Les signes avant-coureurs de cette crise sont déjà là. Les navires ne partent pas. Les ports sont encombrés. Les marchandises s'accumulent dans les docks. Les wagons ne sont pas déchargés. Mais ce ne sont que des fleurs ! Les fruits doivent encore mûrir ! La Bourse est secouée par des pressentiments

funestes. Le Capitalisme financier s'agite nerveusement. Les dirigeants des trusts réclament des actes décisifs. Wilson enlève ses pantoufles de pacifiste et chausse ses bottes de combat. Mais à quoi servira l'intervention armée des U.S.A. ? On ne peut pas balayer les sous-marins allemands avec des articles de presse et des vantardises patriotiques ! Si la puissance flotte anglaise ne réussit pas à garantir la liberté des mers, que feront les navires de guerre américains encore moins capables de réaliser des miracles ? Donc, dans le cas d'une intervention directe, la production de guerre américaine resterait, quand même, coupée du marché européen.

Ceci est indiscutable. Mais, pour les marchands de canons américains, s'ouvrira aussitôt un nouveau marché colossal : dans l'Amérique même.

Voici le nœud de la question. Les U.S.A., en alimentant la guerre européenne, ont édifié la Tour de Babel de la production de guerre. Cette tour se dresse au-dessus de la bourse, de la Maison-Blanche, du parlement, de la conscience des journalistes. S'il n'est plus possible d'exporter les engins de mort vers l'Europe, il ne reste plus qu'à faire payer ceux-ci par la république américaine. Il faut, le plus vite possible, créer son propre militarisme. Jusqu'à maintenant, les marchands de munitions se sont nourris du sang européen. Maintenant, ils s'apprêtent, à l'instar de leurs homologues européens, à se nourrir du sang de leurs propres prolétaires. Quel caractère prendra la guerre du côté américain ? Cette question particulière n'est pas encore claire, même pour les dirigeants de Washington. Mais la guerre leur est indispensable. Il leur faut le « danger qui menace la Nation » pour changer les épaules du peuple américain du poids de la tour babylonienne de l'industrie de guerre.

(Novy Mir, 9 mars 1917)

## LA CONSTITUTION DES MOUTONS

### La Conférence de Gompers and C<sup>o</sup>

La Conférence (à Washington) des fonctionnaires de la Fédération américaine du travail fut tenue sur la demande du Comité de Défense nationale, dont est membre le président de la Fédération, Gompers. L'initiative a déjà été précisée. Il ne s'agit pas d'une réunion des représentants de la classe ouvrière contre la guerre et le militarisme, mais d'une conspiration des « Unions » pour soumettre les prolétaires au militarisme. C'est dans ce but que Wilson nomma le Gompers tant respecté au Comité de Défense. C'est dans ce but que Gompers a réuni sa propre « administration ». Il en est résulté exactement ce qu'escomptaient les dirigeants : l'administration des Unions a juré fidélité à celle du Pouvoir.

Au beau milieu du serment, il y a, évidemment, l'obligation de « Défense nationale ». Là-dessus, Gompers et ses acolytes ne font aucune restriction. Ils promettent leurs services — « dans tous les azimuts » — pour « la défense, la protection et le soutien de la république contre ses ennemis, quels qu'ils soient ». Ils se refusent, par avance, à toute discrimination hypocrite et subtilement juridique entre les notions de guerre « défensive » et de guerre « offensive ». La république impérialiste aura toujours besoin

dans toute guerre, du soutien des travailleurs, et Gompers le lui promet. Il promet également son aide pour l'institution du service militaire obligatoire.

L'administration des « Unions » joint à son serment d'allégeance toute une série de bons vœux à l'adresse de l'administration gouvernementale. Les travailleurs (à savoir les fonctionnaires des « Unions ») doivent être munis d'un mandat consultatif. Le Capitalisme devra supporter le poids du fardeau de la guerre, etc., etc. Quelles que soient les conditions acceptées, elles sont sans valeur et humiliantes pour la classe ouvrière. En vendant les jeunes générations de travailleurs au militarisme, les dirigeants syndicalistes des « Unions » demandent le droit de juger comment le Moloch gouvernemental les dévorera. Les moutons vétérans réclament du boucher leur représentation à l'abattoir. Ils consentent à l'extermination de la race ovine, mais dans le respect des droits et de la Constitution des moutons.

Mais par quoi est garanti ce droit de regard ? Sur ce point, le document servile de Gompers a un vice de prononciation. D'une part, on promet le soutien au gouvernement contre tous ses ennemis ; de l'autre, on dirait que le droit de regard vis-à-vis du gouvernement est soumis à certaines conditions.

Mais la position de principe de Wilson sera, après la Conférence de Washington, beaucoup plus ferme que celle de Gompers. Au premier heurt, les classes dirigeantes tiendront aux « Unionistes » le même langage que les gouvernements anglais, français et allemand à leurs sociaux-patriotes : « la Défense de la Patrie, suivant vos propres déclarations, est le premier devoir du prolétariat ; donc, dans l'accomplissement de ce devoir, vous n'avez aucun droit au pourboire ». Si la classe ouvrière américaine est obligée « loyalement » de verser son sang pour la patrie impérialiste, elle devra accomplir son devoir, que Gompers soit nommé ou non au ministère du Travail et qu'on hausse ou qu'on abaisse de dix cents par jour le salaire des ouvriers des usines de guerre...

Dans les décisions de la Conférence de Washington, l'unionisme obtus et conservateur trouve son accomplissement logique et en même temps sa répugnante caricature. Le Gompersisme consistait en la reconnaissance par le Capitalisme du droit des prolétaires à une constitution « honorable » sur les bases de l'exploitation capitaliste. Mais le Capitalisme est devenu Impérialisme. Celui-ci entraîne le pays dans la guerre, Gompers, à genoux, accepte la guerre et le militarisme, comme il a accepté le Capitalisme. Il s'efforce — désormais sur les bases de la guerre — d'obtenir une constitution « honorable » pour les masses laborieuses jetées en sacrifice.

Si la lutte contre Gompers était malaisée au plus haut point dans les conditions du « développement pacifique » du Capitalisme américain, alors que les dirigeants de la classe ouvrière recevaient de bons morceaux de la table de la bourgeoisie, maintenant qu'il s'agit de l'emprise impitoyable du militarisme, la position des socialistes en lutte contre le Gompersisme est devenue beaucoup plus favorable. Les contradictions entre les moutons constitutionnels et les massacres effroyables que la guerre fera dans les rangs des prolétaires, seront trop visibles, trop criantes, pour que les cervelles les plus obtuses puissent les ignorer ; elles deviendront plus perméables aux paroles socialistes et aux appels de la révolution. Il faut seulement que nous autres, socialistes, soyons à la hauteur. Aucune concession au gouvernement, au militarisme, au patriotisme. Aucun



compromis avec le Gompersisme. La bureaucratie unioniste a passé accord avec la bureaucratie du Capitalisme. Guerre sans merci à l'une et à l'autre, telle est et doit être notre réplique !

(Novy Mir, 15 mars 1917)

## LE SENS RÉVOLUTIONNAIRE DE HILLQUIT

Lettre à la rédaction de « N.Y Volkszeitung » <sup>42</sup>

Messieurs les Rédacteurs !

Mon exposé devant le groupe allemand de New York m'a privé de la possibilité de participer, le dimanche 11 février, à la conférence de notre Parti. En lisant votre journal, je constate que la position que je défends a subi de la part de Hillquit, un assaut sur un point auquel je ne m'attendais absolument pas. Hillquit pense que notre jeune ami Freïn n'a pas le droit de recommander aux prolétaires une tactique révolutionnaire pouvant entraîner des sacrifices, car lui, Freïn, n'a jamais eu l'occasion de montrer qu'il était prêt à supporter ces sacrifices. Quant à moi, l'un des signataires du projet de la minorité, Hillquit déclara que « je n'étais pas resté en Russie pour ne pas me faire fusiller au nom de mes idées, mais que j'étais venu ici pour donner aux autres de bons conseils ». Je ne sais si de pareilles méthodes de « critique » politique sont admises en Amérique. J'en doute fortement. En tout cas, j'ai été habitué en Europe, à les regarder comme non convaincantes et de plus, comme inadmissibles. Il suffit de quelques minutes de réflexion pour se convaincre de la justesse de cette conclusion.

T. Simon Berlin, un des membres de la majorité, déclara qu'ayant dépassé l'âge du service militaire, il considérait comme impossible de conseiller aux autres l'emploi de méthodes définitives de lutte contre la conscription. Très bien. Mais alors, Freïn, qui est en âge d'être mobilisé, est privé du droit de faire campagne contre le service obligatoire, car sa jeunesse, suivant Hillquit, l'empêche d'acquérir le titre viril indispensable. Et pour finir, je n'ai pas le droit de recommander les méthodes révolutionnaires, car je ne me suis pas laissé fusiller en Russie. Comme nous le voyons, il n'est pas facile de trouver dans la nature la combinaison de conditions personnelles qui pourrait satisfaire Hillquit : il faut être ni vieux ni jeune et, une fois au moins, avoir subi une condamnation à mort.

Je ne doute pas qu'une fois fusillé en Russie, Hillquit me reconnaîtrait le droit de recommander la tactique révolutionnaire. Il est vrai que, dans ce cas, il me serait difficile de bénéficier de cette permission magnanime. Mais ce n'est pas la seule difficulté. Pour me faire fusiller en Russie, j'aurais dû prôner la tactique révolutionnaire.

---

<sup>42</sup> Le Volkszeitung, journal social-démocrate allemand, avait à sa tête le vieux Schlütter, partisan de Kautsky, la tendance Liebknecht était représentée par le rédacteur-en-chef, Lore, qui, à la mort de Schlütter, prit la direction du journal. Ce dernier exprime les idées de la III<sup>e</sup> Internationale.

Maurice Hillquit, auquel notre remarque ci-dessous est consacrée, est un avocat bien connu, qui, dans ses moments de liberté remplit les obligations de leader du Parti socialiste. Schlütter le soutenait. Lore tenait pour nous.

Hillquit est originaire de Russie.

Mais les Hillquit russes (ils ne sont pas tous en Amérique !) n'auraient pas manqué l'occasion de me démontrer que, n'ayant pas fait la preuve de ma capacité à me faire fusiller, je n'avais pas le droit d'appeler les travailleurs russes à la lutte révolutionnaire. La situation, comme nous le voyons, est absolument sans issue. Heureusement, les mouvements révolutionnaires se moquent éperdument des sens et des normes qu'imposent sans pitié les Caton de Broadway.

Au temps de la guerre russo-japonaise, nos conférences et os réunions avaient pour but d'appeler les masses à la grève révolutionnaire contre la guerre et le Tsarisme. Ces appels ne restèrent pas lettre morte. 1905 fut l'année des plus grandes grèves politiques et des combats les plus acharnés sur les barricades. Dans nos réunions, nous jugions nos méthodes de lutte, et les discussions montraient parfois à un degré très âpre. Mais à personne d'entre nous, il ne serait venu en tête cette idée si asse me demander au contradicteur : est-il prêt à supporter personnellement la responsabilité des actions pour lesquelles il appelle les travailleurs ? Pour cela, nous nous sentions trop directement révolutionnaires. Nous pouvions être divisés par des questions par des questions d'ordre politique, mais non par celles ayant trait au courage personnel et à la capacité de subir les conséquences de nos appels et de nos actions. Et ce n'est pas sans un sentiment de dégoût que j'ai traité cette affaire.

Dans le feu de son accusation, Hillquit est tombé on ne peut plus mal. La police réactionnaire de tous les pays a toujours affirmé que les meneurs conduisaient les masses à la guillotine, alors qu'ils se tiraient toujours d'affaire. Mais, de fait, la réaction politique s'en prend toujours aux meneurs et, par conséquent, la conscience de Hillquit peut être parfaitement rassurée...

Il me reste à démontrer comme mensongère l'affirmation de Hillquit : à savoir que je n'ai pas voulu « rester » en Russie pour y être fusillé, mais que je me suis rendu en Amérique pour distribuer des conseils dangereux. Je ne pouvais « rester » en Russie, car la guerre m'a trouvé en Suisse en qualité d'émigré politique. Privé par les tribunaux tzaristes de tous droits, je n'avais aucune possibilité physique de retourner en Russie. Je me suis rendu de Suisse en France, où j'ai propagé ces points de vue qui inquiétèrent tellement Hillquit. Il en résulta mon expulsion de France vers l'Espagne, d'Espagne vers l'Amérique. Je ne vais pas entrer dans une discussion au sujet du « cens » qui donne le droit à M. Hillquit de se montrer si exigeant envers ses adversaires politiques, mais je pense qu'en qualité d'avocat, il devrait se montrer plus prudent dans ses insinuations.

(New York, février 1917)

### **IL VAUT MIEUX LAISSER EN PAIX CLARA ZETKINE**

À la réunion de dimanche du Parti socialiste, A. Ingermann — afin de fortifier ses objections aux propositions internationalistes de défendre aux membres du Parti toute participation aux organisations militaristes gouvernementales — jugea bon d'évoquer une conversation privée avec Clara Zetkine quelques jours avant la guerre : « Mon mari et mon fils médecin se rendront dans une organisation sanitaire : c'est notre devoir. »

Que voulait dire A. Ingermann avec cette citation ? Que Clara Zetkine, tel ou tel jour, dans telle ou telle chambre, a exprimé une pensée patriotique en présence d'Ingermann ? Mais, à vrai dire, Clara Zetkine n'est pas connue seulement par ses conversations privées avec A. Ingermann. Clara Zetkine, à part ses propos personnels, se manifeste en public : elle parle, écrit, rédige des articles et... se trouve en prison.

A-t-elle été emprisonnée pour cette pensée patriotique exprimée, il y a deux ans, devant A. Ingermann ? Nous ne le pensons pas. Clara Zetkine figure au premier rang des Internationalistes révolutionnaires. Elle appartient au groupe de Liebknecht, Rosa Luxembourg, Mehring. Elle est totalement partisane de Zimmerwald. Elle est avec nous, Ingermann !

Vous avez entièrement le droit pour défendre vos positions de citer Scheidemann, Plékhanov, Vandervelde..., mais, Clara Zetkine, vous feriez mieux de la laisser en paix !

(Novy Mir, 13 février 1917)

### **ET CEPENDANT VOUS VOUS RÉFÉREZ EN VAIN À CLARA ZETKINE**

A. Ingermann a trouvé nécessaire d'é luder la partie principale de la question et de s'occuper de réfuter ma lettre — pour mieux la confirmer. Il s'agissait, suivant Ingermann, non pas d'un engagement dans une organisation gouvernementale, mais bien dans la Croix-Rouge. Ingermann veut-elle dire par là que la Croix-Rouge n'est pas une organisation militaire gouvernementale ? Ou croit-elle qu'il faille faire une exception en faveur de cette organisation sanitaire militaire ? Il faudrait l'expliquer. Le sens de la référence aux propos de Zetkine devient plus mystérieux encore. A la conférence, Ingermann a affirmé que Clara Zetkine aurait regardé comme obligatoire l'engagement dans une organisation sanitaire militaire (*Das ist unsere Pflicht*) : c'est notre devoir. Des paroles de Zetkine se dégage la conclusion qu'il ne faut pas exclure du Parti les médecins qui s'engagent dans la Croix-Rouge. Les exclure ou les traiter moins sévèrement, cela regarde le tarif des punitions. Mais il faudrait auparavant définir l'engagement dans une organisation sanitaire : est-ce un crime ou... notre devoir ? Il faut donner une réponse non équivoque.

Pour savoir ce que pense de cette question de principe le groupe de Clara Zetkine, Liebknecht, Luxembourg et Mehring, il suffit de se rapporter à la brochure *Les bases du Programme de l'Internationale*. L'article de Kate Dunker formule comme suit l'opinion de l'aile gauche (à laquelle appartient Clara Zetkine) : les socialistes doivent apporter leur soutien au prolétariat victime de la guerre, mais ils ne peuvent le faire que dans les drapeaux du Socialisme révolutionnaire et non ceux, gouvernementaux, de la Croix-Rouge. Seulement dans ce sens, vous pouviez citer Clara Zetkine en ne faussant pas sa position réelle, M<sup>me</sup> Ingermann !

A. Ingermann, en conclusion, ne parlera qu'aux Internationalistes authentiques. Ça c'est parler... Mais il suffit d'avoir pour cela des principes bien définis de politique internationaliste. Nous avons l'espoir qu'à la prochaine conférence, Ingermann et ses amis nous éclaireront là-dessus. A la dernière, cela ne marcha pas très fort. Le président Brown définit ses principes : il est social-patriote et a le courage de déclarer ses

sentiments anti-socialistes. L'aile gauche exposa ses principes : lutte révolutionnaire pendant la guerre ? Et les éléments intermédiaires ?... Ils se contentèrent de références équivoques à des propos privés de Zetkine défendant une tendance à laquelle Zetkine elle-même est implacablement hostile. C'est là que je suis intervenu, par respect pour Zetkine, et pour les principes.

(*Novy Mir*, 16 février 1917)

### RÉPONSES AUX QUESTIONS DES LECTEURS

À la suite de mes articles dans *Novy Mir* j'ai reçu quelques questions et quelques explications. Il me paraît convenable de répondre à des questions qui offrent un intérêt général.

#### *Sur la Croix-Rouge*

« En ce qui concerne les opinions socialistes et internationalistes, nous écrit Maria Ragoza, je suis entièrement d'accord avec vous, mais votre refus de la Croix-Rouge me laisse perplexe. Je vous prie de m'expliquer ce qui suit :

« De quelle façon, nous autres socialistes-internationalistes, si peu nombreux, pouvons aider les victimes de la guerre ? Autant que je sache, il n'y a que deux médecins parmi les socialistes russes américains ; chez les Finlandais, il n'y en a aucun, pas même une sœur de charité.

« De quelle façon, nous qui n'avons pas la moindre idée de panser les mutilés, pourrions-nous aider le prolétariat ? Ensuite, avons-nous, chez les Internationalistes — groupés autour de *Novy Mir* et réclamant quotidiennement de l'aide — des pansements, des brancards et des ambulances ? Ou serons-nous obligés de tirer les blessés par les pieds comme le moujik le fait pour un veau ?

« Non, camarade Trotsky, n'est-il pas mieux de classer la Croix-Rouge parmi les organisations neutres, telles que les cliniques, les bibliothèques, les tramways, les navires, etc... ? Ce qui compte pour le blessé, c'est d'être secouru, et non les opinions politiques de celui qui l'aide. »

La camarade Maria Ragoza se figure que j'ai l'intention de remplacer la Croix-Rouge par une organisation internationale correspondance, et elle se demande avec un étonnement naturel : où avons-nous les ressources nécessaires ? Il est évident que, pour atteindre ce but, nous n'avons pas les moyens indispensables. De toute façon, le Pouvoir ne nous permettrait jamais de fonder cette institution à la place de la Croix-Rouge, pas plus qu'il ne permet à un soldat de choisir entre un médecin civil et un major. Le soldat blessé ou malade est la propriété du gouvernement au même titre que le soldat bien portant. Il faut guérir le blessé le plus vite possible pour l'envoyer sur le front. Une fois seulement qu'il est convaincu que l'invalides n'est plus en état de mutiler d'autres soldats, le gouvernement le libère de ses griffes, c'est-à-dire de la surveillance de la Croix-Rouge. Le médecin militaire a le devoir, non seulement de guérir le blessé, mais de veiller à ce que celui-ci ne répugne pas à retourner au front : il a le devoir de démasquer les

simulateurs ; et, en général, de soutenir les intérêts du Pouvoir contre ceux de ses victimes. Voilà pourquoi le médecin socialiste ne peut en aucun cas considérer comme étant de son devoir de s'engager dans une telle organisation.

Le devoir ne nous en reste pas moins, à nous autres socialistes, d'aider les victimes de la guerre par tous les moyens, mais nous devons utiliser « nos voies ». Avant tout, nous surveillons ce qui se passe à l'armée et, en particulier, à la Croix-Rouge. Nous tenons la liste de toutes les cruautés commises, de tous les mauvais traitements infligés à la personnalité du soldat, à l'insuffisance de la nourriture, aux carences des traitements. Nous faisons ce travail, non en patriotes excités, mais en socialistes, c'est-à-dire en défenseurs des intérêts des masses laborieuses. Nous nous efforçons de garder le contact avec nos partisans, dans les tranchées, les casernes et les hôpitaux. Nous les aidons : nous leur envoyons du tabac, du linge, de l'argent, nous les fournissons en livres, en journaux, nous entretenons avec eux une correspondance, et ainsi nous cultivons en eux un esprit non *belliqueux*, mais *socialiste*. Dans ce but nous pouvons former, si les circonstances l'exigent, des comités privés, notre propre « Croix-Rouge ». Mais le but de celle-ci n'est pas de soulager le gouvernement dans son travail sanguinaire, mais, au contraire, d'entretenir l'état d'esprit révolutionnaire dans les tranchées et dans les usines. Sur tous les secteurs de notre activité concernant la guerre doit flotter le drapeau internationaliste.

### Sur Plékhanov

Dans un de mes articles (« Mon journal quotidien »), j'écrivais : « En 1913, à l'occasion de mon séjour à Bucarest, Racovsky me raconta que, pendant la guerre russo-japonaise, Plékhanov lui avait confié, avec plus de sincérité qu'à nous-mêmes, que le Socialisme ne devait pas être « anti-national » et que l'état d'esprit « défaitiste » était introduit dans le Parti... par l'Intelligentsia juive ».

À ce propos, A. Goïsch m'écrit :

« Involontairement la question se pose : pourquoi vous, camarade Trotsky, n'avez-vous pas jugé utile d'arracher son masque au « camarade » Plékhanov en rendant publics ces propos ?

« Je suis convaincu que beaucoup de lecteurs ont eu la même pensée et qu'une réponse nette retiendra l'intérêt général. »

Le camarade Goïsch me pose un problème impossible à résoudre. Il s'en convaincra facilement s'il tente de se représenter les circonstances qui ont précédé la guerre. Plékhanov tenait une position ouvertement internationale pendant la guerre russo-japonaise, puis diplomatique pendant la guerre des Balkans. Sur la foi d'impressions personnelles et de conversations privées, je soupçonnais Plékhanov de fortes tendances nationalistes. Mais tant que celles-ci ne se faisaient pas jour dans l'activité politique de Plékhanov, il aurait été inintéressant, et même inepte, de les dénoncer, d'autant plus que les lecteurs auraient été en peine de les vérifier. Si je juge maintenant possible de faire appel à mes impressions personnelles, c'est qu'elles complètent les activités publiques de Plékhanov et donnent de celui-ci la clé psychologique jusqu'à un certain degré.



(*Novy Mir*, 3 mars 1917)

### **PRÉPAREZ LE SOLDAT DE LA RÉVOLUTION !**

Des jours sombres se préparent. Le gouvernement bourgeois pose brutalement à chacun la question : avec moi ou contre moi ? Nombre de ceux qui tourneraient autour du Socialisme — avocats, médecins, etc... — abandonnent nos rangs afin de ne pas rompre leurs liens avec la société bourgeoise dont ils dépendent et à laquelle la plupart d'entre eux appartiennent moralement. Mais nous, socialistes révolutionnaires, nous en obtenons une audience plus profonde dans les rangs des travailleurs que le tonnerre des événements éveille à la vie politique.

De même que les bellicistes capitalistes appellent les recrues et font leur instruction guerrière dans le plus bref délai, de même nous devons, nous, le seul adversaire de cette clique belliciste, faire passer des milliers et des milliers de recrues par notre école socialiste.

Les travailleurs évolués doivent assumer l'obligation de servir d'instructeurs. Dans chaque coin de New York, dans chaque ville de province, dans chaque usine où travaillent des ouvriers russes, il faut recruter des lecteurs de *Novy Mir* et les habituer à la lecture rationnelle et consciente de notre journal. Il faut partout créer des cercles de lecteurs de *Novy Mir*, discuter et commenter, avec eux, les principaux articles. Il faut éveiller et pousser en avant la pensée du prolétariat. Il faut préparer le soldat de la révolution !

(*Novy Mir*, 8 mars 1917)

### **RIEN DE COMMUN AVEC « VORWAERTS »**

(*Lettre à la rédaction*)

Voici le texte de la lettre que j'ai envoyée à la gazette juive, *Vorwärts* :

Messieurs les Rédacteurs,

Quand j'ai accepté votre proposition de publier dans les colonnes de votre journal mes opinions sur la position internationale du Socialisme, je me rendais parfaitement compte de toute la profondeur de nos différences de position. Il est vrai que mon ignorance de la langue juive me prive de la possibilité de suivre systématiquement tout ce que publie *Vorwärts*. Mais mes compagnons politiques m'ont fait connaître assez souvent le contenu de vos articles, et j'ai pu en déduire votre orientation et vos buts. C'est pour cela que j'ai accepté, il y a quelques semaines, votre proposition en partant du fait que le Socialisme américain vient de vivre — avec retard, il est vrai — une période de « discussions » sur les problèmes fondamentaux, rejetant les Partis socialistes européens en deux camps irrémédiablement opposés. Mais l'approche de la guerre entre les U.S.A. et l'Allemagne a brutalement changé la situation. Il s'agit actuellement de politique de combat et non plus de discussions. La rédaction de *Vorwärts*, après la

« révélation » de la lettre de Zimmerwald<sup>43</sup>, a appelé le prolétariat juif (« au cas » où la révélation serait confirmée) à la lutte « jusqu'à la dernière goutte de sang » pour la soi-disant Patrie.

Je pense, d'accord avec la déclaration du Comité Civil de New York de notre Parti, que, sous le nom de Patrie, figure le droit sacré pour les marchands de canons milliardaires d'arracher encore d'autres milliards au sang des peuples d'Europe. Je pense que si le prolétariat américain est prêt à verser son sang, c'est contre la « Patrie » impérialiste et non pour la défendre. Cela signifie que nous nous tenons du côté opposé de la barricade. Dans ces conditions, ma collaboration, même très provisoire, ne peut que jeter le doute dans l'esprit de vos et de mes lecteurs en faisant supposer que nous puissions avoir des idées communes. Je vous prie, donc, de stopper la publication de mes articles et de me retourner les manuscrits en votre possession.

(Novy Mir, 6 mars 1917)

### **CE N'EST PAS VRAI**

« Vorwärts » répète que j'ai rédigé ma lettre à la suite d'une traduction inexacte de sa « déclaration » éhontée appelant les travailleurs juifs à répandre leur sang pour les intérêts du Capitalisme américain. C'est faux ! Notre traduction est parfaitement correcte. La rédaction de Vorwärts le sait. C'est pourquoi elle ne communique pas en quoi consiste l'inexactitude de la traduction. C'est pourquoi aussi, elle a tenté de façon indigne de dissimuler ma lettre à ses lecteurs et ne l'a imprimée qu'après ma protestation indignée. Le trouble chez les travailleurs juifs évolués qui pensent comme nous oblige la rédaction désespérément compromise à faire feu des quatre fers pour en sortir. Vorwärts ne fait qu'obscurcir les choses et trompe ses lecteurs.

(Novy Mir, 9 mars 1917)

### **L'ÉPURATION EST INDISPENSABLE**

#### **Le rôle de Vorwärts dans le mouvement ouvrier juif**

De la part de nombreux camarades juifs, nous recevons des approbations écrites et orales à propos de notre campagne contre la politique de Vorwärts. Elles ne constituent pas seulement un encouragement moral, mais nous confirment l'existence de nombreux partisans avec lesquels nous pouvons marcher main dans la main. Le trouble provoqué par la politique de Vorwärts, adaptée aux mœurs et aux besoins de la petite-bourgeoisie juive, a atteint un degré extraordinaire. Tous les travailleurs juifs évolués — il y en a un très grand nombre (heureusement !) — reconnaissent la bassesse de la position du journal qui, soutenant des tendances anti-prolétariennes et n'étant guidé que par le souci du tirage, exerce, en fait, une véritable dictature sur les organisations des prolétaires juifs aux U.S.A. Au lieu d'être l'instrument de l'éducation des masses dans un sens révolutionnaire, Vorwärts sert à étouffer le sentiment de lutte de classe et à obscurcir

---

<sup>43</sup> Cette « révélation » était faite dans un esprit anti-allemand.



les consciences au moyen de préjugés nationalistes et de sentiments serviles envers le pouvoir capitaliste.

La plus récente conférence du Parti vit proposer la résolution suivante : l'idée de « Défense nationale » est catégoriquement rejetée, et tous les socialistes qui promettent leur aide au Pouvoir, en cas de guerre, doivent être exclus des rangs du Parti. L'aile droite, dans la personne de Hillquit, de Lee, Ingermann, se vit forcée d'adopter la résolution. Cela caractérise, mieux que toute autre chose, la mentalité des membres de la « base ». Au sens et à la lettre de cette résolution, Kagan, le rédacteur en chef de *Vorwärts*, devrait être mis hors du Parti. Rien d'étonnant si le journal a caché cette résolution à ses lecteurs.

Il est difficile de trouver un autre exemple pour mieux dépeindre l'emprise, purement capitaliste, révoltante, exercée par *Vorwärts* sur ses lecteurs prolétaires. Le journal fait écran entre les travailleurs et le parti, impose sa censure capitaliste et ne communique pas aux prolétaires les décisions du Parti. Pourquoi ? Parce que, d'après le sens de ces résolutions, il n'y a pas de place pour les « manitous » de *Vorwärts*. Il n'y a pas mal de citoyens socialistes qui nous disent : « Le rôle de *Vorwärts* est connu depuis longtemps, mais que pouvons-nous y faire ?... » Jusqu'à quel point la conscience de ces braves gens s'étonne du building de dix étages dans l'East-Broadway ! La mentalité des travailleurs instruits est le meilleur témoignage de ce qui peut être fait et de ce qui sera fait. Il serait monstrueux que la classe désireuse de renverser le règne du capitalisme, subisse avec soumission désireuse de renverser le règne du capitalisme, subisse avec soumission la présence de journalistes capitalistes dans ses propres rangs.

Le temps est venu de vérifier sévèrement et d'épurer impitoyablement. Nous ne doutons pas que dans cette tâche, qui nous prépare aux combats de la révolution, *Novy Mir* ne soit au premier rang avec nos confrères européens.

(*Novy Mir*, 14 mars 1917)

### **KAGAN, INTERPRÈTE DE LA RÉVOLUTION RUSSE DEVANT LES TRAVAILLEURS DE NEW-YORK**

M. Kagan a pris la parole au cours du meeting de Madison-Square-Garden (ce meeting coïncide avec celui des Internationalistes révolutionnaires, tenu à Harlem Casino, au 116 de Lennox Avenue). Les travailleurs russes combattent la bourgeoisie libérale et monarchiste, pour la République. Kagan nous affirme que la Russie n'est pas « mûre » pour la République. Il se dépêche de secourir les laquais monarchistes russes contre le prolétariat républicain. La classe ouvrière russe se bat pour la fraternité des peuples contre les impérialistes libéraux, à la tête desquels se trouve Milioukov. Kagan envoie un télégramme de félicitations à l'ennemi des travailleurs russes, Milioukov.

La conduite de Kagan, entendez-vous, camarades travailleurs, est une provocation effrontée pour le prolétariat russe et une offense à la Révolution russe.

(*Novy Mir*, 20 mars 1917)

## GUERRE ET RÉVOLUTION

Les U.S.A. entrent en guerre au moment où celle-ci a provoqué la révolution dans l'Est de l'Europe. Cette coïncidence est remarquable et, nous le disons, n'est pas due au hasard. La Révolution russe apporte avec elle de nouvelles forces qui ne manquent pas de troubler les cœurs des classes dirigeantes. Aujourd'hui, le gouvernement russe octobriste et Cadet a proclamé solennellement qu'il continuerait à payer les pourcentages dus aux Bourses anglaise, française et américaine menant la guerre jusqu'à « la fin victorieuse ». De telles obligations sont très rassurantes, mais qui peut répondre du lendemain ? Si le ministère Goutchkov-Milioukov est balayé, et que surgisse un pouvoir révolutionnaire, celui-ci liquidera la guerre et les dettes de l'Ancien Régime. Un pareil moment ne serait pas favorable pour une intervention des U.S.A. Il faut se hâter. Il faut abrégier le délai d'endoctrinement des masses, d'autant plus que d'énormes meetings témoignent d'une éducation du peuple dans le sens contraire. Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

Les classes capitalistes des U.S.A. ne peuvent s'arrêter. L'industrie de guerre et son frère de lait, le Capitalisme financier, devant la crainte d'une crise gigantesque, se précipitent dans l'abîme de la guerre. Malgré l'exemple fourni par la Russie, où la guerre et la révolution sont si étroitement liées, malgré que la presse américaine bourgeoise habitue son public à l'idée d'une révolution inévitable en Europe, le gouvernement « pacifiste » de Wilson est obligé de se plier à son destin : faire entrer la dernière puissance mondiale dans l'école sanglante de la guerre. Ce fait nous montre jusqu'à quel point la bourgeoisie a perdu toute capacité et tout contrôle sur les événements. Les forces effrénées du Capitalisme agissent avec un automatisme impitoyable. Seule le prolétariat révolutionnaire peut les museler. Le Capitalisme américain entraîne le pays dans la guerre ; le prolétariat américain y trouvera un débouché sur la voie de la révolution sociale.

(Novy Mir, 22 mars 1917)

### LE PACIFISME AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME <sup>44</sup>

Il n'y a jamais eu autant de pacifistes, maintenant que les gens s'étrépent dans tous les coins de la planète. Chaque époque possède sa technique et ses formes politiques, mais aussi son style d'hypocrisie. Il fut un temps où les hommes s'égorgeaient pour la plus grande gloire du Christ et l'amour du prochain. Maintenant le Christ n'est invoqué que par les gouvernements les plus arriérés. Les peuples évolués se massacrent au nom du Pacifisme. Wilson, au nom de la Ligue des Nations et d'une paix durable, a lancé son pays dans la guerre. Kerensky et Tsérételli exigent une offensive pour « accélérer la fin de la guerre ». À cette époque manque son Juvénal ? Mais il faut bien ajouter que les moyens satiriques les plus puissants demeureraient désarmés devant la bêtise et la lâcheté triomphantes.

---

<sup>44</sup> Cet article fut primitivement publié en Amérique, au début de juin 1917. Il est reproduit exactement comme il fut imprimé par l'hebdomadaire pétersbourgeois *Vpered*.

Le pacifisme est de la même veine que la démocratie. La bourgeoisie a fait le grand essai historique de rationaliser les relations humaines, c'est-à-dire d'enserrer la tradition aveugle et obtuse par les constructions de l'esprit critique. Les corporations, les privilèges, l'absolutisme monarchiste, tout ceci était l'héritage du Moyen Age. La bourgeoisie réclamait l'égalité juridique, la libre concurrence et des méthodes parlementaires pour diriger les affaires publiques. Elle appliqua naturellement son critère rationaliste aux relations internationales. Ici elle se heurta à la guerre comme à une méthode de solution des questions, mais qui est la négation même « de l'esprit ». Elle commença à démontrer aux peuples — par le langage de la poésie, de la morale et de la comptabilité - qu'il leur est plus avantageux de se soumettre aux règles d'une paix éternelle. Telles sont les racines logiques du pacifisme.

Dès la naissance même, on avait déposé en lui un vice fondamental caractéristique de la démocratie bourgeoise : ses critiques ne font qu'effleurer les événements politiques, sans oser approfondir les bases économiques. Avec l'idée d'une paix éternelle fondée sur des accords de « raison », le Capitalisme a agi encore plus cruellement que lorsqu'il était guidé par les idées de liberté, de fraternité et d'égalité. En rationalisant la technique, mais en ne modifiant pas l'organisation collective de la propriété, le Capitalisme a créé des armes de destruction dont n'aurait pas osé rêver le Moyen Age « barbare ».

La détérioration constante des relations internationales et l'accroissement illimité du militarisme arrachèrent au pacifisme sa plateforme objective. D'un autre côté, ces conditions l'ont appelé à une nouvelle vie qui se différencie de la première, comme le soleil couchant rouge sang, de son lever.

Les dix années précédant la guerre furent l'époque de ce que l'on appela « la Paix armée ». Pendant tout ce temps, il est vrai, eurent lieu des expéditions et des campagnes, mais dans les colonies. Se déroulant sur les territoires de peuples faibles et attardés, en Afrique, Asie, Indonésie, ces guerres préparaient la guerre mondiale. Mais, comme près 1871, il n'y avait pas de guerre en Europe, la petite-bourgeoisie s'habitua à regarder l'accroissement de l'armée comme une garantie de paix.

Les gouvernements capitalistes et les rois n'avaient, on s'en doute, rien contre une pareille conception. Et les conflits s'amoncelaient préparant l'explosion finale.

Le pacifisme théorique et politique a la même valeur que l'enseignement de l'accordéon pour les réformes sociales. Les antagonismes entre les nations ont les mêmes racines que ceux entre les classes. Si l'on admet la possibilité de résoudre lentement les contradictions de classes, alors il faut être du même avis pour l'apaisement et la régulation des relations internationales.

La petite-bourgeoisie a été le foyer de l'idéologie démocratique avec toutes ses traditions et ses allusions. Elle s'est renouvelée pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, mais elle ne quitta pas la scène. Dans le même temps que les développements de la technique enterraient irrémédiablement son rôle économique, le suffrage universel et le service militaire obligatoire lui conféraient, grâce à sa puissance numérique, une importance politique. Le grand Capital, pour autant qu'il n'effaça pas la bourgeoisie de la surface terrestre, se la soumit à l'aide du système de crédit. Il ne restait plus aux représentants du Capitalisme qu'à la subordonner dans l'arène politique

par l'octroi d'un crédit fictif à ses préjugés et ses théories. Voici le motif, comme nous avons pu l'observer, de l'épanouissement trompeur de la bourgeoisie avec le réformisme et le pacifisme. Le Capitalisme asservit la petite-bourgeoisie en usant des préjugés de cette dernière.

C'est en France que l'on observa le plus clairement ce processus à deux faces. Là règne le Capitalisme qui s'appuie sur la petite-bourgeoisie la plus conservatrice du monde. Grâce aux emprunts étrangers, aux colonies et à l'alliance avec l'Angleterre et la Russie, les sphères financières de la Troisième république se trouvèrent entraînées dans les intérêts et les heurts de la politique mondiale. Pourtant le petit-bourgeois est provincial jusqu'à la moelle des os. Il a toujours senti une répugnance instinctive pour la géographie et a toujours craint la guerre pour la bonne raison qu'il a un fils unique qui doit hériter de son affaire et de ses meubles. Ce petit-bourgeois a envoyé au Parlement un radical qui lui a promis de sauvegarder la paix — d'une part au moyen de la Ligue des Nations, de l'autre par les Cosaques qui doivent tenir le Kaiser au collet. Le député radical, un avocat de province, est venu à Paris, non seulement avec d'excellentes intentions pacifistes, mais avec une totale ignorance de la situation du Golfe persique et de la nécessité du chemin de fer jusqu'à Bagdad. Cette majorité radicale constitue un ministère radical qui se trouve empêtré par toutes les obligations et les intérêts financiers de la Bourse en Russie, en Afrique et en Asie. Ne cessant pas de prodiguer de belles phrases pacifistes, le ministère continua une politique mondiale qui entraîna la France dans la guerre.

Le pacifisme anglais, et aussi le pacifisme américain, avec toutes les différences que cela comporte de formes d'idéologie, accomplit le même travail. Il rassure le petit-bourgeois qui craint de perdre dans des bouleversements tout ce qui reste de son indépendance. Il le berce de ses chants sur le désarmement, les droits des peuples, le tribunal mondial, pour ensuite le livrer au Capitalisme impérialiste qui mobilise tout : la technique, l'Église, l'art, le pacifisme et le « socialisme » politique.

« Nous avons toujours été contre la guerre, dit le citoyen français, donc la guerre nous a été imposée et, au nom des idéaux pacifistes, nous devons la mener jusqu'au bout. » Et le président des pacifistes français, le baron d'Estournelles de Constant, soutient triomphalement cette philosophie pacifiste d'une guerre impérialiste : la guerre jusqu'au bout.

La Bourse anglaise a mobilisé les pacifistes, tels le libéral Asquith et le démagogue radical Lloyd George. « Si ces gens-là mènent la guerre, se disent les masses, cela signifie que le bon droit est de notre côté. » Ainsi le pacifisme occupe un poste de responsabilité dans l'économie de la guerre au même titre que le bourrage de crânes et les emprunts gouvernementaux.

L'aide apportée par le pacifisme petit-bourgeois à l'Impérialisme se dévoile plus brutalement encore aux U.S.A. Ce sont les banques et les trusts qui mènent la vraie politique plus que partout ailleurs dans le monde. Déjà avant la guerre, les U.S.A., grâce à l'énorme développement de l'industrie et du commerce extérieur, s'avançaient systématiquement sur la voie d'une politique mondiale. La guerre européenne imprima à ce développement impérialiste un tempo fiévreux. Alors que des personnes très bien intentionnées, tels que Kautsky, nourrissaient l'espoir que les horreurs de la guerre

européenne inspireraient à la bourgeoisie américaine une profonde aversion pour le militarisme, l'influence des événements s'exerçait, non psychologiquement mais matériellement, et conduisait aux résultats opposés. Les exportations américaines, qui atteignaient, en 1912, la somme de 2 466 millions de dollars, arrivaient à la hauteur incroyable, en 1916, de 5 481 millions. L'industrie de guerre s'adjudgeait, bien entendu, la part du lion. La cessation brutale des exportations, après la déclaration de guerre sous-marine totale, n'était pas seulement l'arrêt soudain de profits gigantesques, mais la menace d'une crise, encore jamais vue, de toute l'industrie américaine sur le pied de guerre<sup>45</sup>. Le Capitalisme s'adressa au gouvernement : « Tu as protégé le développement de notre industrie sous le drapeau du pacifisme et de la neutralité, maintenant, Tu dois garantir nos ventes. » Si le Pouvoir ne peut assurer la « liberté » des mers », c'est-à-dire la liberté de se nourrir du sang européen, il peut procurer un nouvel écoulement aux produits de l'industrie de guerre en Amérique même. En alimentant la guerre européenne, on est arrivé à la nécessité de familiariser les U.S.A., *tout de suite, en catastrophe.*

Cette tâche devait rencontrer l'opposition des grandes masses populaires. Faire se préciser ce mécontentement mal défini et le faire se dissoudre dans le courant patriotique devint le problème intérieur essentiel du Pouvoir. L'ironie de l'Histoire a voulu que le « pacifisme » officiel de Wilson et le pacifisme « oppositionnel » de Bryan furent les plus puissants moyens mis en œuvre pour résoudre ce problème : *éducation militariste des masses.*

Bryan se dépêcha de donner un grand retentissement à la répugnance naturelle des fermiers et des « petites-gens » pour la politique militariste, la soldatesque et l'augmentation des impôts. Mais, tout en envoyant des tonnes de pétitions et des wagons de députations à son collègue en place au gouvernement, Bryan se souciait par-dessus tout de briser ce que ce mouvement pouvait avoir d'acéré. « Si l'affaire est poussée jusqu'à la guerre, télégraphiait Bryan à un meeting contre la guerre à Chicago, *nous soutiendrons le gouvernement, cela va de soi ; mais, pour le moment, notre devoir le plus sacré est de protéger notre peuple des horreurs de la guerre et de faire, pour cela, tout ce qui est en notre pouvoir.* » En ces quelques mots se résume le programme du pacifisme petit-bourgeois : « Faire tout ce qui est en notre pouvoir contre la guerre », offrir un exutoire à l'insatisfaction populaire au moyen de meetings inoffensifs, tout en donnant la garantie au pouvoir qu'il ne rencontrera pas d'obstacles de la part de l'opposition pacifiste.

*Le pacifisme officiel n'avait pas besoin d'autre chose, lui qui, incarné par Wilson, a donné au capitalisme belliciste assez de preuves de sa « capacité de combat » impérialiste. Sur la base des déclarations de Bryan, pour réussir à composer avec sa bruyante opposition, il ne restait plus à Wilson qu'un moyen : déclarer la guerre... C'est ce qu'il a fait. Et Bryan est passé avec armes et bagages dans le camp gouvernemental. Et la petite-bourgeoisie et de nombreux travailleurs disent : « Du moment que notre gouvernement avec un pacifiste si chevronné que Wilson a déclaré la guerre, que Bryan*

---

<sup>45</sup> Les exportations des U.S.A.: "Monthly summary of origin commerce of the U.S.A." (décembre 1906): il a été exporté vers l'Allemagne et l'Autriche pour moins de ... un million et demi. Ces chiffres donnent la clef de l'expression des sympathies.

lui-même l'a approuvé, c'est donc que la guerre était inévitable et qu'elle est juste... » On comprend alors pourquoi le pacifisme « quaker » des démagogues gouvernementaux est si coté à la Bourse militaro-industrielle.

Notre pacifisme menchévik et S.R., à part des différences de formes, joue exactement le même rôle. La résolution, approuvée par la majorité du Comité Panrusse, est non seulement de conception pacifiste, mais impérialiste. Elle proclame que la lutte pour la cessation immédiate de la guerre « est le plus grave problème posé à la démocratie révolutionnaire ». Mais toutes ces prémisses ne sont mobilisées que pour arriver à la conclusion suivante : « Jusqu'à ce qu'il ne soit pas mis fin à la guerre par des efforts démocratiques, la démocratie révolutionnaire russe a le devoir de coopérer activement à l'effort de guerre de notre armée et à la capacité de celle-ci d'agir défensivement et offensivement... » Donc le Comité, à l'instar du Gouvernement provisoire, se place sous la dépendance du bon vouloir de la diplomatie alliée qui ne peut et ne veut liquider le caractère impérialiste de la guerre. « Les efforts internationaux de la démocratie », le comité les subordonne à l'action des sociaux-patriotes qui sont intimement liés à leurs maîtres, les Impérialistes. S'enfermant volontairement dans un cercle enchanté, la majorité du Comité en arrive à la conclusion pratique : *l'offensive sur le front*. Ce pacifisme qui discipline la petite-bourgeoisie et aboutit à l'offensive reçoit, à n'en pas douter, le meilleur accueil de la part des Impérialistes russes et alliés.

Milioukov déclare : « Il faut attaquer au nom de la fidélité aux Alliés et du respect des accords. » Kerensky et Tsérételli disent : « Il faut attaquer bien que les anciens accords n'aient pas été révisés. » Les arguments sont différents, mais la politique est la même. Ce n'est pas étonnant puisque Kerensky et Tsérételli sont liés au gouvernement avec le parti de Milioukov. En fait, le pacifisme des Danois et le pacifisme « quaker » d'un Wilson sont au service de l'Impérialisme.

Dans de telles circonstances, la tâche principale de la diplomatie russe n'est pas d'obliger la diplomatie alliée à réviser de vieux accords, mais de la convaincre que la Révolution russe est pleine d'espoirs..., et qu'on peut lui faire confiance. L'ambassadeur russe Bakhmetiev, devant le Congrès des U.S.A., a caractérisé l'activité du Gouvernement provisoire : « Toutes ces circonstances démontrent que le pouvoir et la signification du Gouvernement Provisoire croissent chaque jour, que, de plus en plus, il s'affirme capable de combattre les éléments de désordre venant soit de la réaction, soit de l'extrême-gauche. Actuellement, le Gouvernement Provisoire est résolu à prendre les mesures les plus énergiques en recourant même, si besoin est, à la force, en dépit de ses efforts constants vers une solution pacifique. »

Ne doutons pas que « l'honneur national » reste parfaitement intact, quand un ambassadeur d'une « démocratie révolutionnaire » prouve à une assemblée américaine ploutocrate la capacité de son gouvernement de faire verser le sang des prolétaires au nom de l'Ordre.

En même temps que Bakhmetiev, chapeau bas, prononçait son méprisable discours, Kerensky et Tsérételli déclaraient « qu'il était impossible de ne pas avoir recours aux armes contre "l'anarchie de gauche" et menaçaient de désarmer les ouvriers de Petrograd. Ces menaces sont venues au meilleur moment : elles ont servi à l'Emprunt

russe auprès de la Bourse de New York. « Vous voyez bien, pourrait dire Bakhmetiev à Wilson, notre pacifisme révolutionnaire ne se différencie pas du vôtre qui est boursier, et si vous avez confiance en Bryan, vous devez aussi vous fier à Tsérételli. »

Il ne reste plus qu'à demander : combien faut-il de chair et de sang russes sur les fronts extérieur et intérieur pour garantir l'Emprunt qui doit, à son tour, garantir notre fidélité à la cause des Alliés ?

## **LE SOCIALISME INTERNATIONAL DU POINT DE VUE AMÉRICAIN**

### *À l'école de la guerre*

Les forces débridées du Capitalisme continuent leur tâche de destruction en élargissant leur champ d'activité. La dernière partie du Monde entre, à son tour, dans le tourbillon sanglant. Devant le déchaînement de ces forces diaboliques, combien est misérable ce que peut créer l'être humain ! Les événements l'ont depuis longtemps dépassé. On ne trouve rien de comparable dans la nature, car même les cataclysmes les plus effrayants, tels qu'avalanche, éruption d'un volcan, secousse sismique, ne sont que des jeux de société comparés à cet ouragan de sang, de dynamite et de mort qui balaye le Monde entier.

Les parlements bourgeois se taisent dans leurs honteux désarrois devant ces événements qu'ils n'ont pas su prévoir, qu'ils n'ont pas su évaluer et qu'ils ne cherchent même pas à maîtriser. Ils s'effacent devant les ministres, les présidents et les monarques qui, eux, disposent des « secrets gouvernementaux » pour cacher aux yeux du peuple leur abaissement. Tout ce qu'ils savent faire, c'est fabriquer des sophismes et lâcher des formules sonores et creuses pour tromper les masses. Pendant ce temps, la technique capitaliste met au point son art infernal, confiant des moyens de destruction jamais égalés aux mains des bouchers militaristes.

Quelle force immense et victorieuse serait devenue l'Internationale si elle était restée fidèle aux principes qui ont servi à sa fondation !

Le drame ne consiste pas en ce que l'Internationale ne fut pas capable de s'opposer à la guerre, mais en ce qu'elle n'a pas tenté héroïquement de soulever les masses contre le militarisme. Il est horrible et honteux de faire ce qu'ont fait les dirigeants en s'inclinant devant la guerre, en l'acceptant, en la bénissant.

Ceux que nous pensions être des chefs — sans remarquer que des années de travail quotidien automatique les avaient vidés de leur substance — auraient pu dire aux masses : « Nous ne jugeons pas possible de vous appeler à la rébellion ouverte. La bourgeoisie vous entraîne à vous battre et à vous faire tuer. Allez au front en tant que prisonniers du gouvernement capitaliste, et non en tant que socialistes. Le militarisme peut s'emparer de vos corps, ne lui livrez pas vos âmes. Les dents serrées, attendez le moment où la machine gouvernementale sera « grippée », que la flamme de la protestation jaillira dans les cervelles des plus sombres, des plus attardées des esclaves du Capitalisme, et alors, votre parti vous donnera le signal de l'assaut. »



Mais ils ne l'ont pas dit. Ils ont assumé la responsabilité de cette guerre, ils ont béni la guerre, ils se sont inclinés devant elle. Nous pouvons dire avec la conviction le plus inébranlable que l'idéal du Socialisme aurait été enseveli à jamais sous les ruines de la culture capitaliste si, des rangs de l'Internationale, ne s'était élevé un cri de protestation. Les Internationalistes révolutionnaires, fidèles à leurs drapeaux, ont montré aux masses par la voix et par l'action que, devant la capitulation des chefs, la faillite des organisations, l'âme du Socialisme était vivante et l'idéal intact. Les Liebknecht, Hoeglund, Mac Lean, Adler, Racovsky — ceux que les desservants des anciens autels appellent des « fanatiques » et des « schismatiques » — ont sauvé la dignité et l'honneur du Socialisme et l'assurance morale de son développement.

Leurs voix courageuses ont, sans cesse, retenti non seulement comme des appels directs aux travailleurs des nations belligérantes, mais comme des avertissements aux socialistes des quelques nations que la guerre n'a pas entraînées dans son tourbillon.

Le Parti italien, que la guerre a touché neuf mois après les principaux Partis de l'Internationale, a compris la leçon. Il a rejeté la responsabilité sur les classes dirigeantes, a voté contre les crédits de guerre et, par l'intermédiaire de son journal *Avanti*, mène une brillante campagne contre les mensonges patriotiques et la stupidité chauvine. Il a pris l'initiative de la Conférence de Zimmerwald. Alors que les Partis sociaux-démocrates des autres pays se défont, le Parti socialiste italien conserve son unité et a acquis une influence sur les masses, encore inégalée.

L'Histoire a donné au Socialisme américain un délai incomparablement long pour réfléchir. A-t-il été utilisé ? Là-dessus nous répondront les prochains événements. Sans risque de nous tromper, nous pouvons dire ceci : les éléments socialistes en Amérique ne sont à la hauteur que dans la mesure où ils participèrent à la lutte qui déchirait les Paris européens, dans la mesure où ils tenaient pour la lutte révolutionnaire contre la « Paix civile », pour Liebknecht contre Scheidemann, pour Zimmerwald contre La Haye. Au contraire, ces diplomates du Socialisme qui ont refusé de définir leur position en recommandant de se concilier avec la formule « jusqu'au bout », qui se sont comportés vis-à-vis de la lutte de principe en « neutralistes », qui réparent les accros faits à leur contemplation du monde socialiste avec les aiguilles pourries de leur grand-mère, ces gens-là ont rendu un bien mauvais service au prolétariat américain. Ils se sont placés entre lui et l'expérience chèrement acquise de leurs confrères européens... Et maintenant, il faut répondre sans attendre « la fin de la guerre ».

Il y a des époques où la faculté diplomatique de jeter un coup d'œil à gauche, un autre à droite, passe pour de la sagesse. Une pareille époque succombe sous nos yeux, et ses héros disparaissent petit à petit. La guerre comme la révolution pose les questions d'une façon abrupte. Pour la guerre ou pour la paix ? Pour la lutte nationale ou pour la lutte révolutionnaire ? Pour Marx... ou pour Wilson ? Les temps terribles que nous vivons exigent une pensée intrépide autant qu'un caractère viril. Il ne s'agit pas seulement d'affronter sans peur la police — c'est bien, mais ce n'est pas assez —, il est essentiel de déployer un courage bien plus élevé, celui de démasquer les préjugés et les « guides » traditionnels qui, jusqu'à la guerre, possédaient une autorité telle qu'ils brouillaient les cervelles et de tirer les conclusions des plus grands événements de l'Histoire.

En tout cas, les temps de l'attentisme sont bien finis — cela vaut aussi pour le Socialisme. Le prolétariat américain entre dans l'école de la guerre. Que ce passage porte ses fruits, nous aurons bientôt l'occasion de nous en convaincre.

(Novy Mir, 6 février 1917)

### **QUE DISAIT L'INTERNATIONALE SUR LA DÉFENSE DE LA PATRIE ?**

Les plus puissants Partis de l'Internationale se sont rapprochés, dès le début de la guerre, des classes dirigeantes et ont appelé les travailleurs sous le drapeau de la défense nationale. C'est le fait de base de la crise traversée par tout le mouvement ouvrier. Bon nombre de socialistes, particulièrement en Amérique, disent ainsi : « Que la tactique des Paris allemand, français, belge, autrichien, etc., ait été appropriée aux circonstances, c'est une question particulière. Le prochain congrès international examinera la question sur la base de l'expérience de la guerre et en tirera les conclusions indispensables. Mais il n'y a aucun doute sur ce qui suit : la II<sup>e</sup> Internationale a reconnu la nécessité de la défense nationale, et les Partis ont agi en plein accord avec ce principe. »

Est-ce vrai ? Non, c'est faux. Les socialistes qui affirment ce qui est dit plus haut, sont coupables de deux péchés : premièrement, ils dévoilent leur ignorance des opinions réelles de la II<sup>e</sup> Internationale, ensuite, ils ne définissent pas ce qu'ils entendent par « Défense nationale ». Si la « défense de la Patrie » est un des principes de la conception socialiste du monde, il est clair, que les socialistes doivent tenir pour le gouvernement, sans s'occuper de connaître les causes du conflit ; car la guerre menace chacune des « Patries » en guerre. Veut-on nous dire que la II<sup>e</sup> Internationale a reconnu la nécessité de la défense nationale en tant que principe absolu, indépendamment des conditions et du caractère de la guerre ? C'est une affirmation trompeuse : elle approuve la politique des Scheidemann et Victor Adler, d'un côté, celle des Vandervelde, Guesde, Plékhanov, de l'autre. La guerre menace toutes les patries et, par conséquent, toutes se défendent.

La question se complique du fait que la majorité des sociaux-patriotes eux-mêmes nient la question ainsi posée : « Les socialistes ne sont tenus de soutenir leur gouvernement que si celui-ci est victime d'une agression. Dans le cas contraire, ils doivent le combattre en niant l'obligation d'une « défense de la patrie ». C'était l'opinion de Bebel. Il a répété à maintes reprises, qu'il « prendrait le fusil sur l'épaule » si l'Allemagne était attaquée. Sous ce point de vue largement répandu, le principe de défense nationale s'avère ne pas être absolu : il n'est admissible que dans les guerres de défense et il ne peut servir à justifier la politique patriotique des socialistes des deux côtés des tranchées.

Mais ce principe borné a-t-il été reconnu entièrement par la II<sup>e</sup> Internationale ? Il n'en est rien. Au Congrès du Parti à Essen, le point de vue de Bebel rencontra une forte opposition, particulièrement de la part de Kautsky : « Nous ne pouvons pas nous engager à soutenir l'esprit belliqueux du pouvoir chaque fois qu'une agression nous menace... Je ne puis prendre sur moi une telle responsabilité. Je ne puis garantir de faire la juste distinction : le gouvernement nous ment-il ou défend-il les intérêts du pays... Hier,

l'Allemagne était l'agresseur, demain ce sera la France et après-demain l'Angleterre. Cela change constamment... En réalité, nous aurons devant nous non une question nationale, mais le choc de deux nations qui se transformera en une guerre mondiale. Le gouvernement allemand convaincra les travailleurs allemands de son bon droit, le gouvernement français en fera de même avec les seins, et les prolétaires, convaincus s'étriperont avec ardeur. Il nous faut éviter, et nous n'y arriverons que si nous adoptons comme critère, non celui de la défense nationale, mais celui des intérêts du prolétariat qui deviennent des intérêts internationaux. »

Ce discours de Kautsky, qu'on peut appeler prophétique, montre toute l'étendue du mensonge que constitue l'affirmation, suivant laquelle la II<sup>e</sup> Internationale regardait le principe de défense nationale comme l'axiome de la politique socialiste. Kautsky, chef incontesté de la II<sup>e</sup> Internationale, rejetait ce principe, non seulement dans l'absolu, mais aussi dans sa limitation, c'est-à-dire s'appliquant à une riposte à l'agression. Il exigeait que les socialistes se conformassent non à l'intérêt de la nation, mais à celui du prolétariat.

Cependant, qu'en est-il des résolutions formelles des Congrès de la II<sup>e</sup> Internationale ? Reconnaissent-ils sans restriction le dogme de la défense nationale ? Le limitent-ils à la guerre de défense, comme le fait Bebel ? Ou le nient-ils, comme le fit Kautsky dans son discours contre Bebel ? Celui qui s'est donné le mal de consulter les résolutions des Congrès de la II<sup>e</sup> Internationale, arrivera à la conclusion que ces questions n'ont jamais reçu de réponses unanimes. Toutes les résolutions formulées se distinguent, soit par une précision insuffisante, soit par des contradictions. Mais on peut établir sans conteste que le principe de « Défense de la Patrie » a reculé, ce qui est le problème des Internationalistes révolutionnaires : la lutte contre l'Impérialisme. Ainsi, la résolution du dernier Congrès de Bâle, convoqué tout spécialement pour juger des questions de guerre, a imposé aux socialistes un devoir plus élevé que celui de la défense nationale : conserver un lien indestructible entre les Partis des différents pays, lutter pour la cessation immédiate de la guerre et user de la crise et de l'éveil des masses pour renverser le plus vite possible les structures capitalistes.

Donc, toutes les affirmations suivant lesquelles les sociaux-patriotes agiraient en accord étroit avec les anciens principes de l'Internationale, alors que les Internationalistes se détourneraient d'eux en versant dans l'Anarchie, sont absolument erronées. On peut affirmer que les sociaux-patriotes cherchent une justification dans les survivances conservatrices et national-démocrates, alors que les Internationalistes unis à Zimmerwald et à Kienthal représentent les tendances social-révolutionnaires exprimées sous la forme la plus vigoureuse dans la résolution du Congrès de Bâle.

Les agissements des socialistes-gouvernementaux, depuis le premier jour de la guerre, démontrent qu'ils ne sentaient pas le terrain solide sous leurs pieds en ce qui concerne les principes. Les sociaux-patriotes des deux camps ne croyaient pas possible de se limiter au simple principe de la « Défense de la Patrie ». Tous tentèrent de justifier leur collaboration au moyen d'un principe auxiliaire.

Scheidemann nous a dit que la guerre « était contre le Tsarisme ». Guesde, Vandervelde et Plékhanov nous ont affirmé que la guerre était « contre le militarisme

prussien ». En outre, les uns et les autres promettent, grâce à la victoire, de « libérer » les peuples petits ou faibles, de créer une Ligue des Nations, de détruire les armées permanentes, etc...

(*Novy Mir*, 27 février 1917)

### *Deux camps belligérants*

Un télégramme de Paris nous informe que le Comité national français du Parti socialiste a jugé sévèrement l'opposition socialiste et a privé ses partisans du droit d'occuper des postes officiels dans le Parti tant que les opposants n'auront pas confessé leurs hérésies. Il s'agit, ici, des longuettistes, donc de cette fraction que dirige le député Jean Longuet.

Que veut donc cette opposition qui ne s'est pas rendue à Zimmerwald ? La convocation d'une Conférence socialiste internationale. C'est là la principale hérésie des Longuettistes. Ils sont « patriotes », votent les crédits militaires, reconnaissent la « Défense de la Patrie ». Mais ils voient combien le Parti est soumis à la bourgeoisie et combien le mécontentement croît chez les travailleurs. Ils cherchent une voie d'issue dans une Conférence internationale qui leur servira à tâter le pouls de l'opinion mondiale. — Mais nous ne pouvons-nous rendre à une conférence où se trouvent des socialistes allemands, disent Guesde, Sembat, etc., car nous sommes un Parti officiel et notre participation serait interprétée comme une tentative de pourparlers de paix de la part du gouvernement français — En ce cas, sortons du ministère, répondent les Longuettistes (il faut rappeler qu'il y a encore un socialiste au ministère : Albert Thomas, Sembat et Guesde ont été éloignés par Briand comme inutiles). Mais puisque nous tenons pour la défense nationale et que nous lui donnons volontairement des millions d'hommes et des milliards, nous ne pouvons-nous retirer du gouvernement répondent avec logique Guesde et Sembat.

— Justement, voilà pourquoi vous devez refuser toute participation à la défense nationale, rompre tout lien avec le Pouvoir et lui déclarer une guerre implacable — ce sont les Zimmerwaldiens qui se mêlent au débat. Mais les Longuettistes ne vont pas si loin ; ce sont de bons patriotes effrayés par le mécontentement des masses. Ils voudraient être à la fois avec le gouvernement et avec les masses. Et c'est cette paisible opposition que les sociaux-patriotes vouent aux gémonies ; ils privent donc ses membres de toute obligation officielle.

C'est, dans le moindre doute, un pas décisif vers la scission. Par qui est-elle appelée ? Non pas par le courage des Longuettistes et la résolution de leur position, mais pas l'exigence de la patrie capitaliste. Qui n'est pas avec moi, est contre moi, s'écrie le Capitalisme, et il exige de ses esclaves sociaux-patriotes qu'ils excluent non seulement les Internationalistes révolutionnaires, mais encore les éléments hésitants. Et nous voyons que Scheidemann et Ebert rejettent de leur Parti la position prise par Kautsky, Haase et Ledebour, pendant que Guesde et Sembat attaquent les Longuettistes. Dans tous les pays d'Europe, se pose la question : ou la Patrie capitaliste, ou le Socialisme révolutionnaire. Elle pose aussi maintenant aux U.S.A.

Qui tient pour la patrie capitaliste, est allié de nos ennemis de classe. Il n'a rien à voir dans le parti du prolétariat révolutionnaire.

(Novy Mir, 8 mars 1917)

### *Pas très calme en Europe*

En Europe règne l'insécurité. De l'Est russe souffle un vent printanier porteur d'alarmes et des clameurs révolutionnaires poussées par les ouvriers de Petrograd et de Moscou. Il y a deux ans les Hohenzollern et les Habsbourg auraient appris avec joie des nouvelles concernant une révolution en Russie. Mais maintenant ces nouvelles ne peuvent que les remplir d'inquiétude. L'Allemagne est troublée et l'atmosphère est sinistre en Autriche. Les sous-marins allemands, non sans succès, coulent le matériel de guerre allié, mais ils sont incapables de fournir un morceau de pain ou un verre de lait aux mères de famille allemandes. Et les manifestations des femmes affamées à Petrograd et à Moscou peuvent, demain, provoquer un écho dans le chœur des mères à Berlin et à Leipzig.

— Nous devons vaincre, a dit récemment à Dresde, le chef du parti conservateur, le comte Westarp, et nous devons recevoir des dommages de guerre ; autrement, après la guerre, sans quoi les dirigeants se trouveront dans une mauvaise passe quand il faudra rendre les comptes au peuple. Mais la victoire est actuellement aussi loin qu'au premier jour de la guerre. Et la France, avec sa population qui ne s'accroît pas, a déjà perdu un million et demi de soldats. Et combien de culs-de-jatte, de manchots, de fous, d'aveugles, etc... Ils sont épouvantés, les vantards « patriotes » et les charlatans politiques qui ne connaissent pas la responsabilité, mais connaissent bien la peur. Le Parlement français cherche à en sortir. Qu'entreprendre ? Il s'apprête à expédier par-dessus bord Briand, le père protecteur de tous les aventuriers financiers et politiques, pour le remplacer par un « type » de la même espèce, mais de moindre envergure.

L'Angleterre est aussi en proie au trouble. Lloyd George s'est révélé d'une grande habileté quand il s'est agi de faire un croc-en-jambe à son chef, Asquith. Les gobes-mouches et les simples s'attendaient à voir Lloyd George écraser les allemands en un tournemain, mais le pasteur en rupture de ban, placé à la tête des bandits de l'Impérialisme anglais, s'avérera incapable d'accomplir des miracles. La population, tant en Angleterre qu'en Allemagne, se convainc, de plus en plus, que la guerre a débouché sur un cul-de-sac. La propagande contre la guerre rencontre de plus en plus d'échos. Les prisons sont surpeuplées de socialistes. Les Irlandais exigent l'application du Home Rule, et le Pouvoir britannique leur répond en arrêtant les révolutionnaires de l'Eire. Le gouvernement italien, qui a apporté à la guerre plus d'appétit que de forces militaires, ne se sent pas en meilleure position. D'un côté, les sous-marins austro-hongrois créent des difficultés aux importations indispensables de charbon. De l'autre, les socialistes italiens, avec un courage indiscutable, mènent leur propagande contre la guerre. La retraite du dictateur hongrois Tisza ne peut, en aucun cas, réjouir le premier Italien Boselli. Elle le fait trop penser à sa propre fin.

L'alarme a été sonnée dans les assemblées parlementaires et les cercles gouvernementaux d'Europe. Les crises ministérielles sont dans l'air, et si les chefs « de

la guerre nationale », bousculés qu'ils sont, ne sont pas encore remplacés, c'est qu'il y a peu d'aventuriers et d'hommes d'action parlementaires de poids pour vouloir se charger du fardeau du pouvoir.

Pendant ce temps, la machine de guerre œuvre sans répit. Tous les gouvernements souhaitent la paix et la craignent en même temps, car le commencement des pourparlers de paix annonce celui des règlements de comptes. Sans aucun espoir en la victoire, les dirigeants continuent la guerre en intensifiant ses méthodes de destruction. Et il devient clair que seule l'intervention d'une troisième force pourra mettre fin à la mutuelle destruction des peuples européens. Cette troisième force ne peut être que le prolétariat révolutionnaire.

La peur devant son intervention inévitable fait la force des gouvernants. Les crises ministérielles et les bisbilles parlementaires s'effacent devant la peur qu'inspirent les masses trompées. Dans ces conditions, les grèves et l'agitation à Petrograd et à Moscou prennent une signification politique qui dépasse, de loin, les frontières de la Russie. C'est le commencement de la fin. Chaque acte décisif du prolétariat russe contre le plus indigne de tous les gouvernements indignes d'Europe, sert d'impulsion au mouvement ouvrier dans chaque pays européen. L'écorce de la mentalité patriotique et de la discipline de guerre s'est amincie après trente et un mois de guerre ; elle est arrivée au bout du rouleau. Encore un coup vigoureux, et elle partira en poussière. Les dirigeants le savent. C'est pourquoi, il ne fait pas très calme en Europe.

(Novy Mir, 15 mars 1917)

### *Sous le drapeau de la Commune*

Dans l'Histoire, la guerre et la révolution se suivent souvent. En temps ordinaire, les masses laborieuses subissent au jour le jour leur travail de galériens, se soumettant à la force puissante de l'habitude. Aucun surveillant, aucune police, aucun geôlier, aucun bourreau ne seraient capables de tenir les masses dans la soumission sans l'habitude, ce fidèle serviteur du Capitalisme.

La guerre, qui torture et massacre les masses, est dangereuse pour les dirigeants car, d'un seul coup, elle fait sortir les masses de l'état habituel, réveille par son tonnerre les plus arriérés et les oblige à regarder autour d'eux. En poussant des millions d'hommes au feu, les dirigeants doivent remplacer la force de l'habitude par les promesses et les mensonges. La bourgeoisie embellit la guerre par des traits qui sont chers au cœur généreux des masses populaires : la guerre pour « la Liberté », « pour la Justice », pour « une Vie meilleure ». La guerre n'apporte à ces masses que de nouvelles plaies, que de nouvelles chaînes. C'est pourquoi la tension des masses explose souvent contre les dirigeants : la Guerre engendre la Révolution.

Il en fut ainsi, il y a douze ans, lors de la guerre russo-japonaise : elle porta le mécontentement du peuple au paroxysme et conduisit à la Révolution de 1905

De même que la défaite française de la guerre franco-prussienne de 1870 déclencha la révolte des travailleurs et la Commune de Paris.

Les ouvriers parisiens furent armés par le gouvernement bourgeois pour défendre Paris contre les armées allemandes. Mais la bourgeoisie française craignait plus ses propres prolétaires que les armées des Hohenzollern. Après la capitulation de Paris, le Pouvoir républicain tenta de désarmer les ouvriers. Mais la guerre avait fait pénétrer en eux un sentiment de révolte. Ils ne voulaient plus retourner dans leurs ateliers aux mêmes conditions. Les prolétaires parisiens refusèrent de se laisser désarmer. Des heurts eurent lieu entre les travailleurs et les régiments gouvernementaux. Les ouvriers furent victorieux, devinrent maîtres de Paris et établirent, sous le nom de Commune, le pouvoir prolétarien. Les derniers défenseurs de la Commune succombèrent, le 28 mai, après une résistance héroïque. Des semaines et des mois d'une répression sanglante s'ouvrirent. Mais, en dépit de la brièveté de son règne, la Commune reste le plus grand événement dans l'histoire de la lutte prolétarienne. Grâce à la tentative des Parisiens, le prolétariat mondial se rendit compte de ce qu'était la *révolution prolétarienne*, quels étaient ses buts et sa voie.

La Commune débuta par accepter des étrangers au sein de son gouvernement de travailleurs. Elle déclara : « Le drapeau de la Commune est le drapeau de la République mondiale. » Elle écarta toute religion du gouvernement et des écoles, abolit la peine de mort, renversa la colonne Vendôme — ce monument chauvin —, donna tous les postes et responsabilités aux serviteurs du peuple, leur attribuant une rémunération égale à la journée de travail d'un ouvrier.

Elle nationalisa les usines abandonnées par les capitalistes épouvantés pour organiser la production pour le compte de tous. C'était le premier pas vers la planification de l'économie socialiste.

La Commune ne réalisa pas ses desseins ; elle fut écrasée avant. La bourgeoisie française, avec l'appui de son « ennemi de la nation », Bismarck, devenu aussitôt son allié de classe, noya dans le sang la révolte de son ennemi authentique, la classe ouvrière. Les plans de la Commune ne virent pas le jour. Mais ils ont pénétré le cœur des meilleurs fils du prolétariat et sont devenus les préceptes révolutionnaires de notre lutte.

Et aujourd'hui, 18 mars 1917, la figure de la Commune est plus vivante que jamais ; après un long intervalle, nous sommes rentrés de nouveau dans une époque de grands combats révolutionnaires. La guerre mondiale a arraché des millions de « tâcherons » à leurs habitudes de travail et à leur vie végétative. Ce fut ainsi en Europe jusqu'à maintenant, ce sera ainsi, demain, en Amérique. Jamais aussi, les classes dirigeantes n'ont exigé, au nom de ce mensonge, que l'on baptise « Défense de la Patrie », tant de sang de la part du peuple. Jamais les classes laborieuses ne furent plus trompées, vendues et exploitées. Dans les tranchées pleines de sang et de saleté, dans les villes et les villages affamés, des millions de cœurs sont en proie au désespoir et à la rage. Ces sentiments, en se mêlant à la pensée socialiste, se convertissent en enthousiasme révolutionnaire. Demain, sa flamme éclatera parmi les immenses soulèvements populaires. Déjà le prolétariat russe a pris le chemin de la révolution, et sa poussée renverse les fondements de la plus honteuse des tyrannies. La Révolution en Russie n'est, cependant, que le prélude à la révolte prolétarienne dans toute l'Europe et dans le monde entier.



Souvenez-vous de la Commune, disons-nous, nous autres socialistes, aux travailleurs révoltés. La bourgeoisie vous a armés contre l'ennemi extérieur. Refusez de rendre vos armes, comme l'ont fait les ouvriers parisiens en 1871. Dirigez ces armes, comme Liebknecht vous l'a crié, contre votre grand ennemi, le Capitalisme. Arrachez de ses mains la machine gouvernementale et, de cette arme de l'oppression bourgeoise, faites-en l'appareil de l'autodirection prolétarienne. Vous êtes plus forts, incomparablement plus forts que ne l'étaient vos ancêtres de la Commune. Jetez les parasites à bas de leurs trônes. Prenez sous votre propre direction les usines, les mines, les terres. Fraternité dans le travail, égalité dans la répartition de ses fruits !

Le drapeau de la Commune est le drapeau de la république mondiale du Travail !

(Novy Mir, 17 mars 1917)

## ÉCHOS NEW-YORKAIS SUR LES ÉVÉNEMENTS EN RUSSIE

### Les Leçons d'une grande journée (9 janvier 1905-9 janvier 1917)

Les anniversaires révolutionnaires ne sont pas tant de jours de commémoration que des jours d'enseignement. Particulièrement pour nous autres, Russes. Notre histoire est pauvre. Ce que nous appelions notre existence particulière et originale n'était composé en grande partie que de pauvreté, de grossièreté, d'incapacité et de retard. Seule, la révolution de 1905 nous a conduits sur la grande route du développement politique. Le 9 janvier, le travailleur pétersbourgeois a frappé rudement aux portes du Palais d'Hiver. Mais l'on peut dire que c'est le peuple russe qui frappait aux portes de l'Histoire. Le portier couronné ne sortit pas. Mais neuf mois après, le 17 octobre 1905, il lui fallut entrouvrir les lourdes portes du Pouvoir et, malgré tous les efforts de la réaction, une petite ouverture est restée pour toujours. La Révolution ne triompha pas. Ce sont à peu près les mêmes personnages qui se trouvent au Pouvoir, comme il y a vingt ans. Mais la révolution rendit la Russie méconnaissable. L'empire de l'immobilisme, de l'esclavage, de l'orthodoxie, de la critique et de la lutte. Là où il n'y avait qu'une pâte à flétrir — le peuple gris et sans formes, « la Sainte Russie » — de nouvelles classes conscientes se sont levées, de nouveaux Partis sont nés avec des programmes et des méthodes de combats. Le 9 janvier, naît une nouvelle Histoire russe. Depuis cette date sanglante, aucun retour en arrière n'est possible, et l'asiatisme maudit des siècles passés ne reviendra plus.

Ce ne sont pas la bourgeoisie libérale, la démocratie petite-bourgeoise, l'Intelligentsia radicale et la multitude paysanne, mais le prolétariat qui a frayé le chemin à la nouvelle Histoire russe. C'est un fait fondamental. C'est sur lui, comme sur des fondations, que nous, sociaux-démocrates, édifions nos conclusions et élaborons notre tactique. Le 9 janvier, marchait à la tête des travailleurs le pope Georges Gapone, figure fantastique où se mêlaient l'aventurier, l'hystérique et le coquin. Sa soutane était le cordon ombilical qui reliait les travailleurs à l'ancienne Russie, « la Sainte Russie ». Mais neuf mois plus tard, pendant les grèves d'octobre, les plus grandes grèves politiques que l'Histoire ait connues, à la tête des travailleurs pétersbourgeois, se trouvait une organisation élue, indépendante : le Comité des Délégués Ouvriers. Il s'y trouvait

beaucoup d'ex-partisans de Gapone, mais qui, pendant les quelques mois de révolution, avaient grandi d'une tête, comme toute la classe qu'ils représentaient. Gapone, retourné secrètement en Russie, tenta de reconstituer son organisation et d'en faire une arme à la disposition de Witte. Les partisans de Gapone, les « fidèles » prirent part à nos réunions, mais ils ne firent rien d'autre que de chanter des chants funèbres à la mémoire des victimes du 9 janvier.

Pendant la première période de l'offensive révolutionnaire, le prolétariat obtint la sympathie et même l'appui des libéraux. Les partisans de Milioukov espéraient que les travailleurs froteraient les côtes du Tsarisme et le rendraient docile à un accord avec l'opposition bourgeoise. Mais la bureaucratie tsariste, habituée depuis des siècles à dominer le peuple, ne se dépêchait pas de partager le pouvoir avec le peuple libéré. En octobre 1905, la bourgeoisie se convainquit que le seul moyen d'accéder au pouvoir était de briser l'épine dorsale du Tsarisme. Mais cette tâche salutaire ne pouvait être accomplie que par la révolution.

Mais toute la difficulté résidait en ceci : la révolution pousse au premier plan la classe ouvrière et la confirme en une hostilité irréductible vis-à-vis non seulement du Tsarisme, mais aussi du Capitalisme. Au cours des mois d'octobre, de novembre et de décembre 1905, nous observâmes que chaque avance révolutionnaire du prolétariat rejetait les libéraux dans le camp tsariste. Tout espoir d'une collaboration entre les travailleurs et la bourgeoisie n'était qu'utopie. Pour qui a vu tout cela et ne l'a pas compris, pour qui rêve encore de soulèvement « général et national » contre le Tsarisme, la révolution et la lutte de classes constituent un livre fermé à sept sceaux (de l'hébreu).

À la fin de 1905, la question se posa brutalement. La monarchie s'était convaincue que jamais la bourgeoisie ne porterait secours aux prolétaires au moment décisif, et elle se résolut à pousser toutes ses forces contre les révolutionnaires. Vinrent les sinistres jours de décembre. Le Comité des Délégués Ouvriers fut arrêté par le régiment Izmaïlovsky. La réponse révolutionnaire fut grandiose. La grève éclata à Petrograd, le peuple se souleva à Moscou, des mouvements révolutionnaires eurent lieu dans tous les centres industriels, des rébellions se produisirent au Caucase et en Lettonie. Le mouvement révolutionnaire fut écrasé. Il ne manqua pas de « socialistes », ou soi-disant tels, pour conclure que la révolution était impossible sans le secours des libéraux. S'il devait en être ainsi, cela signifierait que la révolution est impossible en Russie.

Notre puissante bourgeoisie industrielle — elle seule est très forte — est séparée du prolétariat par la haine de classes et a besoin de la monarchie pour se protéger. Les Goutchkov, Krestovnikov et Riaboutchinsky ne peuvent voir dans le prolétariat que leur ennemi mortel. La moyenne et petite bourgeoisie industrielle n'ont qu'une infime signification dans la vie économique du pays et sont empêtrées dans le réseau de leurs dépendances vis-à-vis du Capital. Les partisans de Milioukov ne jouent un rôle politique que comme commissaire de la grande bourgeoisie. C'est pourquoi le leader des Cadet a appelé « loque rouge » le drapeau de la révolution ; il a déclaré récemment que s'il fallait la révolution pour vaincre les Allemands, il ne voulait pas de la victoire.

La paysannerie occupe une place énorme dans la vie russe : En 1905, elle devait tomber à son niveau le plus bas. Certes, les paysans chassèrent leurs seigneurs, incendièrent les châteaux, s'emparèrent des terres des nobles, mais les paysans furent maudits à cause de leur négligence, leur inculture et leur incompréhension. Ils se levaient contre leurs oppresseurs locaux, mais ils furent frappés de terreur devant les oppresseurs de toute la nation. Pis encore, les paysans mobilisés ne comprirent pas que le prolétariat versait son sang non lui-même mais pour eux et, en tant qu'instrument aveugle au service du Pouvoir, ils écrasèrent l'insurrection en décembre 1905.

Qui se souvient de la tentative de 1905 comprend à quel point sont chimériques et lamentables les espoirs des sociaux-patriotes de faire collaborer les prolétaires et les bourgeois libéraux. En douze ans, le Capitalisme a fait d'énormes progrès. Les moyens et petits bourgeois sont tombés sous une dépendance grandissante des banques et des trusts. Le prolétariat, avec des effectifs accrus, est séparé des classes bourgeoises par un fossé encore plus large qu'en 1905. Si une révolution « nationale générale » n'a pas eu lieu, il y a douze ans, elle a encore moins de chances d'éclater maintenant. Il est vrai que le niveau culturel et politique des paysans s'est élevé. Mais on doit fonder encore moins de chances d'éclater maintenant. Il est vrai que le niveau culturel et politique des paysans s'est élevé. Mais on doit fonder encore moins d'espoirs sur le rôle révolutionnaire de la paysannerie, aujourd'hui moins encore qu'en 1905. *Le prolétariat ne peut trouver d'appui réel que chez les prolétaires et les semi-prolétaires des campagnes.*

— Dans ces conditions, y a-t-il des chances de succès ? nous demande un sceptique. C'est une question particulière ; nous nous efforçons de montrer dans les colonnes de *Novy Mir* que ces chances existent et qu'elles sont solides. Mais avant d'aborder cette question, il nous faut balayer toute illusion quant à une possibilité de collusion entre le Travail et le Capital en lutte contre le Tsarisme. La tentative de 1905 nous enseigne qu'une telle collaboration est une vaine utopie. Examiner à fond cette tentative, en tirer des enseignements, c'est le devoir de tout travailleur conscient et désireux d'éviter des erreurs fatales. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons dit plus haut que les anniversaires révolutionnaires ne sont pas des jours de commémoration, mais d'enseignement.

(*Novy Mir*, 20 janvier 1917)

### *On a ouvert à nouveau la Douma*

On ne peut accuser la politique russe de manquer de diversité. Les ministres changent si souvent que l'on raconte qu'un ministre en titre prend par erreur les galoches de celui que l'on a renvoyé hier. Auparavant la Douma cherchait vainement chez les ministres un « langage commun » ? C'est maintenant le tzar qui cherche à parler aux ministres avec la même langue. Ce n'est pas si simple ; il faut au tzar un langage peu compliqué. Et voici que les vieux courtisans, les dames de compagnie avec leurs tabatières, des passants en soutane et même sans tunique cherchent, nuit et jour, un ministre peu compliqué. Qui cherchez-vous ? leur demande-t-on du Comité Gouvernemental : — Eh bien, voyez-vous, un... il nous faut un idiot. — Si vous y tenez... — Nous y tenons. — Prenez le premier venu.

Les Alliés s'inquiètent. « Quel est le programme de votre nouveau ministre ? demandent-ils aux ambassadeurs russes. — nous aurons le programme habituel, fabriqué à la maison, tout à fait valable. — Valable, dites-vous ? — parole d'honneur... — Nous aurons le programme habituel, fabriqué à la maison, tout à fait valable. — Valable, dites-vous ? — parole d'honneur... — Par exemple, avec les Juifs, comment agirez-vous ? — Avec les Juifs... dans l'esprit du temps et les recommandations de feu Raspoutine. — Les banquiers juifs américains ne sont pas contents, et vous savez que les U.S.A., c'est d'abord les munitions, et ensuite, c'est notre allié de demain... — Nous « refilerons » un bon pourcentage aux banquiers juifs, et ils cesseront de s'intéresser à leurs coreligionnaires. — Vous en êtes sûrs ? — nous en avons déjà l'expérience... — Très bien. — Mais pourquoi votre russo-allemand Sturmer s'est rendu à Copenhague ? — Pour sa santé, elle n'est pas brillante... — À Copenhague ? — Pour respirer l'air marin. — Au Danemark ? Bien sûr, pour le climat. Hm... et quelque diplomate allemand ne se rendra-t-il pas là-haut, en tant qu'animateur du climat ? À cette réponse, l'ambassadeur russe commence à rouler les yeux. — Pourquoi un diplomate allemand ? Ah, au sujet d'une paix séparée ? Non, non. Nous n'avons même pas le droit d'y penser (ici, l'ambassadeur russe fait une « pose psychologique », pour bien souligner ce qu'il vient de dire, et préparer ce qui suit) ; — Vous savez d'un autre côté... nous n'avons pas d'argent... Vous êtes devenus bien peu généreux, Messieurs les Alliés. Fait-on la guerre les mains vides ? — C'est là la raison du voyage de Sturmer ? Vous voulez encore de l'argent ? — Nous en voulons. — Mais si nous vous en donnons, vous le dépenserez aussitôt ; vous avez renvoyé votre Douma pour pouvoir voler sans contrôle. — La Douma ? Oh, ce n'est rien nous l'avons chassée hier, demain nous la convoquerons. Et après-demain...<sup>46</sup> — Quoi, après-demain ? — Rien... Après-demain nous battons les allemands... » Après quoi, l'ambassadeur télégraphie et, pour 23 F 35 c, expédie ce télégramme explicite : « Convoquez la Douma. » Et le tzar de dire à ses courtisans et à ses dames d'honneur : « Trouvez-moi deux ministres : l'un, pour la séance d'ouverture de la Douma, l'autre pour la fermeture. » C'est ainsi que la politique russe se meut sur les chemins du progrès.

(Novy Mir, 8 mars 1917)

### *Sur le seuil de la révolution*

Les rues de Petrograd parlent, à nouveau, le langage de 1905. Comme au temps de la guerre russo-japonaise, les travailleurs réclament du pain, la paix et la liberté. Comme en 1905, les trams ne marchent pas et les journaux ne sortent pas. Le gouvernement envoie ses cosaques. Et de nouveau, on ne voit dans les rues de la capitale que ces deux forces : les ouvriers révolutionnaires et les troupes tzaristes.

Le mouvement a été provoqué par le manque de pain. Ce n'est pas, évidemment, un motif fortuit. Dans tous les pays belligérants, les restrictions en produits alimentaires sont la cause du mécontentement des masses. Toute la démence de la guerre s'éclaire

---

<sup>46</sup> Les télégrammes de la presse américaine: ils confondaient le Comité de la Douma et le Gouvernement Provisoire.

de ce fait brutal : on ne produit pas ce qui est indispensable à la vie, parce qu'il faut fabriquer des engins de mort.

Les explications fournies par les agences télégraphiques anglo-russes, tentant de minimiser l'affaire au niveau d'un simple manque de pain momentané et de chutes de neige, soulignant la stupidité de cette politique d'autruche qui se cache la tête sous le sable quand le danger s'approche. Ce n'est pas pour de simples chutes de neige, qui, parfois, causent des difficultés d'approvisionnement, que les travailleurs descendant dans la rue pour affronter les cosaques.

Beaucoup de gens ont la mémoire courte et nombre d'entre eux — même dans notre propre cercle — ont oublié que la Russie a été surprise par la guerre en pleine fermentation révolutionnaire. Après la pesante répression de 1908-1911, les prolétaires ont pansé leurs blessures, et la fusillade des grévistes sur la Léna a réveillé l'énergie révolutionnaire des masses. Le ressac des grèves a commencé. Et pendant l'année précédant la guerre, la vague gréviste a atteint l'ampleur connue seulement en 1905. En été 1914, quand Poincaré visita le tzar (sûrement pour se mettre d'accord sur le moyen de sauver les petites nations), le Président français a pu voir de ses propres yeux, dans les rues de la capitale de son ami, les premières barricades de la deuxième Révolution russe.

La guerre a brisé ce ressac révolutionnaire. Il se répéta ce qui se passa lors de la guerre russo-japonaise. Après les grèves tumultueuses de 1903, nous observâmes pendant la première année de la guerre, un apaisement politique presque total : il fallut douze mois aux travailleurs pétersbourgeois pour se remettre et descendre dans la rue. Cela eut lieu le 9 janvier 1905, quand commença, pour ainsi dire, notre première révolution.

La guerre actuelle est autrement grandiose que le conflit russo-japonais. En mobilisant des millions de travailleurs, le Tsarisme n'a pas seulement brisé les rangs des masses prolétariennes, mais il a posé aux coches les plus éloignées des questions de la plus haute importance. Pourquoi la guerre ? Quel doit être la tactique de la classe ouvrière pendant la guerre ? Le Tsarisme et ses Alliés, les sphères nobles et capitalistes ont dévoilé pendant la guerre leur vraie nature : une nature de criminels rapaces aveuglés par une avidité sans limites et paralysés par une incompetence fondamentale. Les appétits des classes dirigeantes ont cru à mesure que se découvrait leur incapacité à résoudre les problèmes de production créés par la guerre —, multipliés par la criminelle incapacité du Tsarisme « raspoutinien ».

Dans les couches les plus arriérées qui n'avaient jamais peut-être entendu parler d'agitation révolutionnaire, les événements ont fait pénétrer un profond sentiment de haine contre les classes dirigeantes. En même temps la couche évoluée des travailleurs a commencé par élaborer un processus de critique des événements. Le prolétariat socialiste s'est remis du coup asséné par la faillite de l'Internationale et a compris que l'ère nouvelle exigeait le durcissement de la lutte. Ce qui se déroule à Petrograd et à Moscou est le résultat de ce travail interne de préparation.

Le pouvoir est désorganisé, compromis et déchiré. L'armée est disloquée. Les classes dirigeantes sont mécontentes, ne croient plus et ont peur. Le prolétariat se forge au feu

des événements. Tout nous donne le droit de dire que nous sommes les témoins du début de la Deuxième Révolution Russe. Nous espérons que nombre d'entre nous y prendront part.

(*Novy Mir*, 13 mars 1917)

### *La révolution en Russie*

Ce qui se passe actuellement en Russie entrera dans son Histoire comme un de ses plus grands événements. Nos enfants, nos petits-fils et arrière-petits-fils en parleront comme du début d'une nouvelle ère dans l'Histoire de l'Humanité. Le prolétariat russe s'est soulevé contre le plus criminel des régimes, la négation même du gouvernement. Le peuple de Petrograd s'est soulevé contre la plus honteuse et la plus sanglante des guerres. La garnison de la capitale a arboré le drapeau rouge de la révolte et de la liberté. Les ministres du tzar sont arrêtés. Les ministres de Romanov, les maîtres de l'ancienne Russie, les organisateurs de l'oppression pansrusse, sont enfermés dans les prisons dont les portes ne s'ouvraient, auparavant, que pour les combattants prolétariens. La puissante avalanche de la révolution est en plein élan. Aucune force humaine ne pourra l'arrêter.

Suivant un communiqué télégraphique, un Gouvernement Provisoire<sup>47</sup> est au pouvoir, constitué par des représentants de la majorité de la Douma sous la présidence de Rodzianko. Ce Gouvernement Provisoire — comité exécutif de la bourgeoisie libérale —, ne participe pas à la révolution, ne l'a pas appelée et ne la dirige pas. Rodzianko et Milioukov ont été portés au pouvoir par la première vague du ressac révolutionnaire. Ils craignent par-dessus tout d'être engloutis par elle. Occupant les places des ministres emprisonnés, les guides de la bourgeoisie libérale sont prêts à considérer la révolution comme terminée. Mais celle-ci n'a fait que commencer. Ses forces ne sont pas celles qu'ont choisies Rodzianko et Milioukov. Et la révolution ne trouvera pas ses chefs dans le comité de la Douma du 3 juin.

Les mères affamées d'enfants affamés ont tendu leurs mains épuisées vers les fenêtres des palais, et les malédictions de ces femmes ont retenti comme le tocsin de la révolution. C'est ici le commencement des événements. Les ouvriers de Petrograd ont donné le signal d'alarme. Des centaines de milliers de travailleurs qui savent construire des barricades, se sont répandus dans les rues. Voilà la force de la révolution. La grève générale a secoué le puissant organisme de la capitale, a paralysé le pouvoir et a chassé le tzar dans un de ses repaires dorés. Voilà le chemin de la révolution. La garnison a répondu à l'appel des masses insurgées et a rendu possible la première conquête du peuple. L'armée révolutionnaire, c'est elle qui prononcera les paroles dans les événements de la révolution.

Nos informations sont incomplètes. Il y a eu lutte. Les ministres du Tzar ne se sont pas rendus sans combat. Des télégrammes de Suède nous parlent de ponts sautés, de

---

<sup>47</sup> Il s'agit ici du Comité de la Douma avec Rodzianko à sa tête; et du gouvernement Goutchkov-Milioukov; des désignations ont été faites d'après des télégrammes américains erronés.



heurts dans les rues, de soulèvements dans les villes de province. La bourgeoisie a pris le pouvoir pour « rétablir l'ordre ». Ce sont ses propres paroles. Le premier manifeste du Gouvernement Provisoire invite les citoyens au calme et au retour aux occupations pacifiques. Comme si le travail épurateur du peuple était terminé, comme si le balai de fer de la révolution avait enlevé toutes les ordures que les siècles ont accumulées du trône déshonoré de la dynastie Romanov.

Non, Rodzianko et Milioukov ont parlé tôt de paix, et ce n'est pas demain que le calme régnera sur la Russie frémissante. Degré par degré, la nation se redressera — tous les opprimés, les spoliés, les humiliés —, sur l'étendue illimitée de la geôle des peuples. Les événements de Petrograd, ce n'est qu'un début !

À la tête des masses populaires, le prolétariat accomplit son devoir historique : il chassera la monarchie et la réaction de leurs cachettes et tendra la main aux travailleurs d'Allemagne et d'Europe. Car il faut liquider non seulement le Tsarisme, mais aussi la guerre. Déjà la deuxième vague révolutionnaire roule au-dessus de la tête de Radzianko et Milioukov, occupés du maintien de l'ordre et d'accord avec la monarchie. La révolution tirera de son sein le pouvoir, l'organe révolutionnaire du peuple marchant à la victoire. Et les grandes batailles, les grands sacrifices sont encore devant nous. C'est seulement après que nous aurons la victoire totale, la victoire triomphante.

Les derniers télégrammes, en provenance de Londres, annoncent que le tzar Nicolas veut abdiquer en faveur de son fils. La réaction et le libéralisme veulent ainsi sauver la monarchie et la dynastie. Trop tard, il est trop tard ! Les crimes furent trop grands, les souffrances furent trop monstrueuses, et l'explosion de la fureur populaire est trop grande.

Il est trop tard, valets de la monarchie. Il est trop tard, libéraux qui voulez éteindre le feu. L'avalanche révolutionnaire est en plein élan. Aucune force humaine ne pourra l'arrêter !

(Novy Mir, 16 mars 1917)

## Deux visages

(Les forces internes de la Révolution russe)

Regardons de plus près ce qui se passe. Nicolas est déposé et même, à ce que certains racontent, se trouve sous bonne garde. Les « Cent-noirs » les plus en vue sont arrêtés ; les plus hâis ont été tués. Le nouveau ministère se compose de libéraux, d'octobristes et de radicaux de Kerensky. Une amnistie générale a été déclarée.

Ce sont là des faits éclatants, de grands faits. Ce sont les faits les plus visibles au monde extérieur. Sur la base de ces faits, les bourgeoisies européenne et américaine déclarent la révolution terminée et victorieuse. Le tzar et ses « Cent-noirs » ne se sont battus que pour conserver le pouvoir. La guerre, les plans impérialistes de la bourgeoisie, les intérêts des « Alliés », tout cela passait au second plan. Ils étaient prêts à conclure la paix avec l'ennemi pour libérer ainsi des troupes fidèles et les lancer contre leur propre peuple.



Le bloc progressiste de la Douma ne se fiait pas au tzar, pas plus qu'à ses ministres. Ce bloc se composait de diverses fractions de la bourgeoisie. Le bloc avait deux buts : primo, mener la guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire ; ensuite, promulguer des réformes intérieures : plus d'ordre, de contrôle, de responsabilité. La victoire était indispensable à la bourgeoisie pour la conquête des marchés, la mise en valeur des terres, pour son enrichissement. La réforme était indispensable pour obtenir la victoire. Mais le bloc libéralo-progressiste voulait d'une réforme pacifique. Les libéraux s'efforçaient de contrôler la pression de la Douma sur la monarchie et de maîtriser celle-ci avec la collaboration des gouvernements français et anglais. Ils ne voulaient pas de la révolution. Ils savaient que la révolution, en amenant les forces ouvrières au premier rang, constituerait une menace pour leurs plans impérialistes. Les masses laborieuses — dans les villes, les campagnes et au sein de l'armée — veulent la paix. Les libéraux le savent. C'est pourquoi, ils furent de tout temps les ennemis de la révolution. Il y a quelques mois, Milioukov déclarait : « Si une révolution était indispensable à la victoire, je refuserais la révolution ». Mais grâce à la révolution, les libéraux sont portés au pouvoir. Les journalistes bourgeois ne voient rien d'autre en dehors de ce fait. En tant que ministre des Affaires étrangères, Milioukov a déclaré : la révolution s'est faite au nom de la victoire sur l'ennemi extérieur, et le nouveau gouvernement a l'intention de mener la guerre jusqu'au bout. La Bourse new-yorkaise a ainsi jugé la révolution russe : les libéraux sont au pouvoir, donc il faudra encore plus d'obus.

Parmi les boursicotiers et les journalistes bourgeois, il y a un grand nombre de personnes intelligentes. Mais ils deviennent obtus quand il s'agit de juger les mouvements ouvriers. Il leur semble que Milioukov conduit la révolution, comme ils conduisent leurs propres affaires. Ils ne voient que l'expression libéralo-gouvernementale du déroulement des événements, frange d'écume à la surface du courant historique.

Le mécontentement si longtemps contenu des masses a éclaté bien tard, au trente-deuxième mois de la guerre ; non pas qu'il était bridé par la contrainte policière, mais parce que les libéraux ont convaincu les masses de la nécessité « patriotique » de la discipline et de l'ordre. Jusqu'au dernier moment où les femmes affamées descendirent dans la rue, que les ouvriers les soutinrent par la grève, les libéraux tentèrent de stopper le cours des événements, semblables à l'héroïne de Dickens qui voulait retenir la marée avec la brosse à laver.

Mais le mouvement vint d'en bas, des quartiers ouvriers. Après des heures et des jours d'indécision, de fusillades, les meilleurs éléments de l'armée fraternisèrent avec les insurgés. Le Pouvoir se montra impuissant, paralysé, anéanti. Les bureaucrates des « Centuries Noires » se cachèrent comme des cafards.

C'est seulement alors que vint le tour de la Douma. Le tzar tenta de la dissoudre à la dernière minute. Il l'aurait fait « suivant l'exemple des dernières années », s'il avait eu la possibilité de le faire. Mais le peuple triomphait déjà dans les rues, ce même peuple qui marchait avec le peuple. Si la bourgeoisie n'avait pas organisé son pouvoir, le gouvernement aurait été constitué par les insurgés. La Douma ne se serait jamais résolue à arracher le pouvoir des mains du tzar. Mais elle ne pouvait pas ne pas profiter de l'interrègne : la monarchie ne s'était pas encore constitué.

Il est hors de doute que les Rodzianko auraient voulu faire machine en arrière. Mais au-dessus d'eux planait le contrôle des gouvernements français et anglais. La participation des Alliés à la formation du Gouvernement Provisoire est indiscutable. Entre les perspectives d'une paix séparée de la part de Nicolas et la prise du pouvoir par les masses, les alliés préféraient voir le gouvernement aux mains des impérialo-progressistes. La bourgeoisie russe est à court d'argent, et les « conseils » de l'ambassadeur anglais résonnent à ses oreilles comme autant d'ordres. Contrairement à toute son histoire passée, à sa politique, à sa volonté libérale, la bourgeoisie se trouve au pouvoir.

Milioukov parle de la guerre jusqu'« au bout ». Ces paroles ne qui sont pas sorties facilement de la gorge : il sait qu'elles susciteront l'indignation des masses et les dresseront contre le pouvoir. Mais Milioukov doit s'exprimer ainsi pour les Bourses de Paris, de Londres et... de New York. Il est vraisemblable que Milioukov ait télégraphié sa déclaration à l'étranger, se gardant bien de la faire connaître en Russie. Car Milioukov sait fort bien qu'il ne peut, dans les conditions actuelles, vaincre les Allemands et s'emparer de Constantinople et de la Pologne. Les masses se sont soulevées pour avoir du pain et la paix. La venue au pouvoir de quelques libéraux n'a pas nourri les affamés et n'a pas pansé les blessures. Pour satisfaire les besoins impératifs du peuple, il faut faire la paix. Mais le bloc libéralo-impérialiste ne peut se permettre de faire allusion à la paix. Premièrement à cause des Alliés. Deuxièmement parce que la bourgeoisie libérale porte, devant le peuple, une grande responsabilité de la guerre. Les Milioukov et les Goutchkov ont précipité de concert avec la camarilla « romanovienne », la nation dans cet épouvantable conflit. La perspective de terminer la guerre néfaste, de retourner au foyer détruit, est à la portée du peuple. Milioukov et Goutchkov craignent la fin de la guerre autant que la révolution.

Telle est leur position gouvernementale : ils sont obligés de faire la guerre, tout en ne pouvant escompter une victoire ; ils craignent le peuple, et celui-ci n'a pas confiance en eux.

« ...Dès le début, prête déjà à trahir le peuple et à traiter avec les représentants de l'ancienne société, car elle appartient elle-même à cette société..., se sentant à la barre de la révolution, non parce que le peuple tenait pour elle, mais parce que le peuple l'avait poussé devant lui... sans confiance en elle-même, sans confiance dans le peuple, se plaignant des classes dirigeantes, tremblant devant les classes inférieures, égoïste sur les deux fronts et connaissant son égoïsme, révolutionnaire contre les conservateurs, conservatrice contre les révolutionnaires, ne croyant pas à ses propres slogans, avec des phrases au lieu d'idées, épouvantée par la tempête mondiale et exploitant cette tempête mondiale ; banale, car dépourvue d'originalité, originale mais seulement dans la banalité ; traître à ses propres désirs, sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, sans mission historique ; vieillard maudit qui doit diriger et exploiter les premiers mouvements juvéniles un grand peuple ; aveugle, sourde, édentée, ainsi apparaissait après la révolution de mars la bourgeoisie prussienne qui détenait le pouvoir ». (Karl Marx).

Dans ces paroles d'un grand maître, on a le portrait achevé de la bourgeoisie libérale russe après notre Révolution de mars. « Sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, édentée, aveugle », tel est son visage politique.

Heureusement pour la Russie et l'Europe, la révolution russe a deux visages. Des télégrammes nous font savoir qu'un Comité de Travailleurs s'oppose au Gouvernement Provisoire et a déjà protesté contre la tentative des libéraux de confisquer la révolution à leur profit et de redonner le pouvoir à la monarchie.

Si la Révolution s'arrêtait maintenant, comme le voudraient le libéralisme, la coalition des nobles, du tzar et de la bureaucratie, elle « éjecterait » Goutchkov et Milioukov, tout comme la contre-révolution prussienne a mis dehors les représentants du libéralisme prussien.

Mais la Révolution ne s'arrêtera pas. Et dans son développement futur, elle balayera de son chemin les bourgeois libéraux comme elle balaie, maintenant, la réaction tzariste.

(Novy Mir, 17 mars 1917)

### Le conflit grandissant

(Les forces internes de la révolution)

Un conflit entre les forces de la révolution, à la tête desquelles se trouve le prolétariat urbain, et le libéralisme bourgeois antirévolutionnaire est inévitable. On peut, évidemment, — et à cela le bourgeois libéral et le social-traître s'y emploient activement — accumuler les grands mots sur la prédominance de l'unité nationale par rapport à la séparation des classes. Mais personne n'a encore réussi à écarter par des conjurations les contradictions sociales et à stopper le développement naturel de la lutte révolutionnaire.

L'histoire des événements qui se déroulent actuellement ne nous est connue que par des échos et des remarques filtrant à travers les télégrammes officiels. Il nous faut attirer l'attention sur deux points qui vont opposer le prolétariat révolutionnaire et les libéraux.

Le premier conflit a été provoqué par la question de la forme du gouvernement. Le libéralisme a besoin de la monarchie. Nous observons dans tous les pays qui mènent une politique impérialiste, l'accroissement extraordinaire du pouvoir personnel. Le roi d'Angleterre, le Président français et récemment le Président des U.S.A. ont pris entre les mains une grande partie du pouvoir.

La politique des conquêtes mondiales, des pourparlers secrets, des trahisons ouvertes, exige l'indépendance vis-à-vis du Parlement. D'un autre côté, la monarchie constitue une aide précieuse pour les libéraux en lutte contre la mentalité révolutionnaire du prolétariat. En Russie, ces deux causes agissent avec une plus grande force que nulle part ailleurs. La bourgeoisie russe considère qu'il est impossible de refuser le suffrage universel avec une plus grande force que nulle part ailleurs. La bourgeoisie russe considère qu'il est impossible de refuser le suffrage universel, car ce refus « braquerait » les masses contre le Gouvernement Provisoire et donnerait la prédominance à l'aile la plus décidée du prolétariat. Même le monarque « en réserve », Michel Alexandrovitch, comprend l'impossibilité de s'approcher du trône, autrement que par la voie du « droit de vote, égal pour tous, direct, général et secret ». Il est d'autant

plus important pour la bourgeoisie de se constituer un contre-poids contre les profondes exigences social-révolutionnaires des masses laborieuses. Elle compte faire résoudre la question par la prochaine Assemblée Constituante. Mais en réalité, le gouvernement et le ministère octobriste et Cadet transforment le travail préparatoire à l'établissement de la Constituante en une lutte en faveur de la Monarchie contre la République. Le sort de la Constituante dépendra énormément de celui qui la convoquera et de la manière avec laquelle il la convoquera. Par conséquent, le prolétariat doit, dès maintenant, opposer ses organismes de combat à ceux du Gouvernement Provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat, groupant autour de lui les masses laborieuses, doit avoir comme but essentiel la prise du pouvoir. Seul, un groupement prolétarien a la volonté et la capacité, même pendant les préparatifs de la Constituante, de procéder à une épuration radicale et démocratique dans le pays, de réformer l'armée, d'en faire une milice révolutionnaire et de démontrer aux paysans que leur salut ne peut venir que d'un régime ouvrier révolutionnaire. Une telle tâche mobilisera les forces créatrices du pays et sera l'arme principale dans le développement ultérieur du conflit.

La seconde question qui doit opposer implacablement le prolétariat révolutionnaire au libéralisme, est l'attitude envers la guerre et la paix.

(Novy Mir, 19 mars 1917)

### La guerre ou la paix ?

(Les forces internes de la révolution)

La question qui intéresse avant tout les gouvernements et les peuples du monde entier : quelle influence la révolution russe aura-t-elle sur le cours de la guerre ? Fera-t-elle se rapprocher la paix ? Ou bien, au contraire, l'enthousiasme révolutionnaire sera-t-il aiguillé vers une prolongation dans l'un ou l'autre sens dépendant la destinée de la guerre, mais aussi celle de la révolution elle-même.

En 1905, Milioukov appelait la guerre russo-japonaise une aventure, et il exigeait la cessation immédiate du conflit. Toute la presse libérale et radicale écrivait dans ce sens. Les plus puissantes organisations industrielles se déclaraient — en dépit de défaites sans exemple — pour la fin de la guerre. Comment expliquer cela ? Par l'espoir d'une réforme intérieure. L'établissement d'un ordre constitutionnel, le contrôle parlementaire sur le budget et sur l'économie, la diffusion de l'enseignement et la réforme agraire auraient dû élever le niveau de vie, faire accroître la population, créer un immense marché intérieur pour l'industrie. Il est vrai que la bourgeoisie russe était prête à s'emparer de toute terre étrangère, mais elle escomptait que l'enrichissement des paysans lui offrirait un marché plus puissant que la Mandchourie ou la Corée.

Cependant, il s'avéra que démocratiser le pays et enrichir les paysans n'est pas chose si facile. Ni le tzar, ni sa noblesse, ni la classe des fonctionnaires ne consentirent à céder un pouce de leurs privilèges. Recevoir de leurs mains la machine gouvernementale et des terres ne pouvait se faire par les procédés des libéraux ; il fallait la puissante pression des masses. Mais la bourgeoisie n'en voulait pas. Les révoltes paysannes, la lutte sans cesse plus âpre du prolétariat et l'accroissement des troubles dans l'armée rejetèrent

la bourgeoisie libérale dans le camp de la bureaucratie tzariste et de la réaction constituée par les nobles. Leur union fut renforcée par la volte-face gouvernementale du 3 juin 1907. De celles-ci naquirent la Douma du même nom et celle qui est actuellement en exercice.

Les paysans ne reçurent aucune terre. Les institutions gouvernementales changèrent plus de forme que de réalité. On ne put obtenir la création d'un riche marché intérieur sur le modèle des fermiers américains. Les classes capitalistes, se réconciliant avec le régime, s'efforcèrent de conquérir les marchés extérieurs. On assista au départ d'un nouvel impérialisme russe, avec une économie gouvernementale et militaire dépravée et des appétits insatiables. Goutchkov siégeait dans la commission de la Défense nationale qui devait accélérer le développement de l'armée et de la flotte. Milioukov élaborait un programme d'annexions et la diffusait à travers l'Europe.

Une très grande part de la responsabilité de la guerre incombe à l'Impérialisme russe et à ses représentants octobristes et kadets : sur ce point, les Goutchkov et Milioukov ne peuvent faire aucun reproche aux Bachibouzouks de l'Impérialisme allemand : c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Grâce à la Révolution qu'ils n'ont pas souhaitée et contre laquelle ils luttent, Goutchkov et Milioukov sont au pouvoir. Ils veulent la prolongation de la guerre. Ils veulent des victoires. Et quoi encore ! Ils ont entraîné le pays dans la guerre pour servir les intérêts du Capitalisme. Toute leur opposition au Tsarisme ne provenait que de l'inassouvissement de leurs appétits capitalistes. Tant que la clique de Nicolas se maintenait au pouvoir, la politique étrangère était dominée par des intérêts dynastiques et réactionnaires. C'est pourquoi, à Berlin et à Vienne, on espérait toujours arriver à conclure une paix séparée les intérêts d'un Impérialisme intégral. « Il n'y a plus de pouvoir tzariste, disent Goutchkov et Milioukov au peuple, vous devez, maintenant, verser votre sang pour l'intérêt national de tous. » Sous ce vocable, les impérialistes comprennent le retour de la Pologne, la conquête de la Galicie, de Constantinople, de l'Arménie et de la Perse. En d'autres termes, la Russie se place au même rang que les autres États européens, et avant tout avec ses Alliés : la France et l'Angleterre.

L'Angleterre est une monarchie parlementaire, la France est une République. Il y a au pouvoir des libéraux et même des sociaux-patriotes. Mais ceci ne change en rien le caractère impérialiste de la guerre ; au contraire, ceci le camoufle. Et les travailleurs révolutionnaires mènent, en Angleterre comme en France, une lutte implacable contre la guerre.

Le changement de l'Impérialisme dynastique en un Impérialisme purement bourgeois ne réconcilie pas le prolétariat avec la guerre. La lutte internationale contre l'Impérialisme demeure notre objectif suprême plus que jamais. Les télégrammes, relatant des manifestations contre la guerre dans les rues de Petrograd, confirment que nos camarades font courageusement leur devoir.

Les vantardises impérialistes de Milioukov (Écraser l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie) servent, on ne peut mieux, les Hohenzollern et les Habsbourg. Milioukov joue maintenant le rôle de l'épouvantail. Avant même d'avoir procédé à une réforme de l'armée, le Gouvernement Provisoire aide les Hohenzollern à soutenir l'esprit patriotique

et à maintenir « l'unité » du peuple allemand qui craquait de tous les côtés. Si le prolétariat allemand en arrivait à croire que le prolétariat russe, la principale force révolutionnaire, tenait pour le gouvernement bourgeois, ce serait un coup terrible pour nos frères d'Allemagne. La conversion des travailleurs russes en une chair à canon patriote au service du libéralisme bourgeois, rejetait les masses allemandes dans le camp du chauvinisme et freinerait, pour longtemps, le développement de la révolution en Allemagne.

Le premier devoir du prolétariat russe est de montrer que le gouvernement n'a pas l'appui des masses. La Révolution russe doit dévoiler au monde entier sa grande figure, c'est-à-dire son hostilité irrémédiable à la réaction et à l'Impérialisme libéral.

Le futur développement de la lutte révolutionnaire et la réaction d'un Gouvernement Ouvrier Révolutionnaire porterait un coup mortel aux Hohenzollern, car ils donneraient une forte impulsion au mouvement révolutionnaire allemand, ainsi qu'aux masses des autres nations européennes. Si la première Révolution russe de 1905 a provoqué des révoltes en Asie, en Perse, Turquie et en Chine, la deuxième marquera le début d'une gigantesque lutte sociale et révolutionnaire en Europe. Celle-ci, seule, apportera une paix durable à l'Europe couverte de sang.

Non, le prolétariat russe ne se laissera pas enchaîner au char de l'Impérialisme milioukovien. Sur les étendards de la Social-démocratie russe, plus vifs que jamais, brillent les slogans de l'Internationalisme intransigeant :

À bas les rapaces impérialistes !

Vive le Gouvernement Ouvrier Révolutionnaire !

Vive la paix et la fraternité entre les peuples !

(Novy Mir, 20 mars 1917)

### **CONTRE QUI ET COMMENT DÉFENDRE LA RÉVOLUTION**

L'Impérialisme, chez nous comme partout ailleurs, découle des bases mêmes de la production capitaliste. Mais le développement de notre Impérialisme s'est accéléré sous l'influence de la contre-révolution. Nous en avons déjà parlé. Quand la bourgeoisie épouvantée par la révolution refusa son propre programme d'agrandissement du marché intérieur par la distribution des terres des « landlords » aux paysans, elle consacra toute son attention à la politique mondiale. Le caractère anti-révolutionnaire de notre Impérialisme ressort avec toute son impudence. La bourgeoisie impérialiste promettait, en cas de succès, de meilleurs salaires et essayait d'acheter les meilleurs ouvriers par des places privilégiées dans l'industrie de guerre. La bourgeoisie promettait des terres aux moujiks. « Aurons-nous ces nouvelles terres ? — ainsi raisonnait le paysan moyen, qui avait perdu tout espoir de recevoir les terres des nobles, — ces dernières, en tout cas, ne pourront que diminuer, et ainsi nous serons plus libres pour en acquérir... »

La guerre fut le moyen, au sens propre du terme, de détourner l'attention des masses populaires des problèmes intérieurs, au premier chef, de la question agraire. C'est un des motifs de l'acharnement déployé par la noblesse libérale et non libérale à soutenir

l'Impérialisme bourgeois dans sa conduite de la guerre. Sous le drapeau de « salut du pays », les bourgeois libéraux tentent de tenir entre leurs mains la direction du mouvement révolutionnaire et, dans ce but, hâtent non seulement le « tâcheron du patriotisme » Kerensky, mais vraisemblablement aussi Tchkhéidzé, représentant des éléments opportunistes de la Social-démocratie.

La tournure prise par la guerre et la lutte pour la paix repose brutalement tous les problèmes internes et avant tout, la question agraire... Celle-ci enfonce un coin profond dans le bloc noble, bourgeois, militaire et patriotique. Kerensky devra choisir entre les « libéraux » du 3 juin qui veulent détourner la révolution au profit des capitalistes, et les révolutionnaires qui veulent traiter le problème agraire dans toute son ampleur, c'est-à-dire, confisquer pour le peuple les terres de la couronne, celles aussi des nobles, des monastères et de l'Église. Quel que soit le choix personnel de Kerensky, il ne signifiera absolument rien : ce jeune avocat de Saratov « suppliant » dans les meetings les soldats de le fusiller s'ils ne lui accordent pas leur confiance et, en même temps, menaçant les travailleurs internationalistes, ne pèse pas qu'un grand poids dans les balances de la révolution. C'est une autre affaire que de s'occuper des masses paysannes. Les faire basculer de notre côté est le problème actuel le plus aigu, le plus urgent.

Ce serait un crime que de vouloir résoudre ce problème en adaptant notre politique à celle du social-patriotisme en ce qui concerne la paysannerie ; l'ouvrier russe irait au suicide en acquittant le prix de son accord avec les paysans par la rupture de ses liens avec le prolétariat européen. Mais il n'y a ici aucune nécessité politique. Nous avons entre les mains une arme plus puissante : alors que le gouvernement des Lvov, Goutchkov, Milioukov et Kerensky se voit obligé de tourner la question agraire, nous pouvons et devons poser celle-ci, dans toute son ampleur, devant les masses paysannes.

— Puisque la réforme agraire est impossible, nous sommes pour la guerre impérialiste ! s'écria la bourgeoisie russe après la tentative de 1905-1907.

— Tournez le dos à la guerre impérialiste en lui opposant la révolution agraire ! Disons-nous aux masses paysannes, en nous référant à l'épreuve de 1914-1917.

Cette question agraire jouera un rôle énorme dans le rapprochement des cadres prolétaires de l'armée et de la masse paysanne. « La terre du seigneur, et non Constantinople ! », dira le soldat-prolétaire au soldat-paysan en lui expliquant les buts de la guerre impérialiste. Du succès de notre propagande et de notre lutte contre la guerre — parmi les ouvriers, en premier lieu, et ensuite parmi les masses des paysans et des soldats, — dépendra la rapidité avec laquelle le gouvernement libéralo-impérialiste sera remplacé par un Gouvernement Ouvrier Révolutionnaire, s'appuyant directement sur le prolétariat et attirant à lui les populations des campagnes.

Seul un pouvoir ne s'opposant pas à la pression des masses, mais, au contraire, en les guidant, est capable d'assurer le sort de la révolution et de la classe ouvrière. Créer un tel pouvoir est actuellement le problème fondamental de base de la Révolution.

L'Assemblée Constituante n'a, pour le moment, qu'un vernis révolutionnaire. Qui se cache derrière elle ? Qu'apportera cette Assemblée ? Ceci dépendra de ses éléments.



Et ceux-ci dépendent de qui convoquera l'Assemblée Constituante et des conditions dans lesquelles se fera cette convocation.

Rodzianko, Milioukov et Goutchkov font tous leurs efforts pour créer une Assemblée Constituante qui leur soit favorable. Leur plus fort atout est le slogan de l'Unité nationale contre l'ennemi extérieur. Maintenant ils vont nous raconter qu'il est indispensable de sauver « les conquêtes de la révolution » de l'emprise des Hohenzollern, et les sociaux-patriotes les accompagnent en chœur.

Il y aurait pourtant quelque chose à sauvegarder, dirons-nous. En tout premier lieu, il faut mettre la révolution à l'abri de l'ennemi intérieur. Il faut, sans attendre l'Assemblée Constituante, balayer la saleté monarchiste dans tous les coins. Il faut enseigner au peuple russe la méfiance vis-à-vis des promesses de Rodzianko et des mensonges de Milioukov. Il faut lancer les millions de paysans contre les libéraux impérialistes, sous le drapeau de la révolution agraire et de la république. Cette tâche ne pourra être accomplie que par un Gouvernement Ouvrier Révolutionnaire qui écartera les Goutchkov et les Milioukov du pouvoir. Ce gouvernement mettra tout en œuvre pour éclairer, mettre sur pied et unir les couches les plus retardataires, les plus ignorantes des villes et des campagnes. Ce sera seulement grâce à un tel gouvernement et à un tel travail préparatoire, que l'Assemblée Constituante ne sera pas un paravent des intérêts capitalistes, mais un organe effectif du peuple et de la révolution.

Mais comment se comporter vis-à-vis des Hohenzollern, dont les armées menaceront la révolution triomphante ?

Nous avons déjà écrit à ce sujet. La Révolution russe représente un danger incomparablement plus grand pour les Hohenzollern que les appétits et les intentions de la Russie Impériale. Plus vite la révolution rejettera son masque goutchkov-milioukovien, plus grand sera son retentissement en Allemagne, et plus les Hohenzollern seront incapables d'étouffer la révolution russe, car ils auront assez à faire en leur propre pays.

— Et si le prolétariat allemand ne se soulève pas ? Que ferons-nous alors ?

— En somme vous supposez que la Révolution russe peut avoir lieu sans avoir de répercussion en Allemagne — même dans le cas où le mouvement ouvrier prendrait le pouvoir chez nous. Mais c'est absolument impossible.

— Mais, même si... ?

— Pour le moment, nous n'avons pas à nous casser la tête quant à des suppositions aussi invraisemblables. La guerre a fait de l'Europe un vrai baril de poudre. Le prolétariat russe y jette une torche enflammée. Supposer que cette torche ne provoque pas d'explosion, c'est aller contre toutes les lois de la logique et de la psychologie. Mais s'il se produit l'invraisemblable, si les sociaux-patriotes empêchent les prolétaires allemands de se soulever contre les classes dirigeantes, alors, cela va de soi, le prolétariat russe défendrait la Révolution les armes à la main. Le Gouvernement Ouvrier Russe ferait la guerre aux Hohenzollern en appelant les travailleurs allemands à lutter contre l'ennemi commun. De même, si le prolétariat allemand était au Pouvoir, il aurait le devoir de lutter contre la clique des Goutchkov et des Milioukov, afin d'aider le peuple russe à régler ses comptes avec son ennemi impérialiste. Dans ces conditions, la guerre menée par le

prolétariat ne serait plus qu'une révolution armée. Il s'agirait alors non plus de « Défense de la patrie », mais de défense de la Révolution et de sa propagation dans les autres pays.

(Novy Mir, 21 mars 1917)

## 1905-1917

### *Les problèmes prioritaires de la Révolution*

La guerre franco-prussienne de 1870-1871 termina l'époque agitée de la formation des États européens. Une ère d'immobilisme politique commençait. Des contradictions, encore jamais vues dans l'Histoire, se faisaient jour au sein des sociétés capitalistes. Mais aucune d'entre elles ne trouva de solution par les armes. Tout l'art des dirigeants consistait à remettre à plus tard les questions importantes. Le possibilisme, l'opportunisme, la faculté de s'adapter devinrent des écoles et des traditions. Dans cette atmosphère se forma la psychologie des générations socialistes d'avant-guerre. La Révolution était regardée comme une méthode attardée de « barbarie » politique. Les révolutionnaires étaient considérés comme des songe-creux, qui, tout juste, ne perdaient pas le sens des réalités.

La guerre russo-japonaise et la Révolution russe de 1905 portèrent un coup violent aux préjugés possibilistes. Ces événements eurent un écho dans le Monde entier. En Autriche, la Révolution russe entraîna la conquête du suffrage universel. En Allemagne, le conservatisme du parti socialiste bougea quelque peu, et celui-ci recommanda la grève générale « en principe », au Congrès tenu à Iéna. En France, le syndicalisme releva la tête et fit contrepoids à l'opportunisme de la fraction parlementaire. En Angleterre se créa le parti travailliste. Aucun conflit n'éclata, pourtant, entre les Partis socialistes et les gouvernements. Alors que les défaites russes provoquaient des troubles en Extrême-Orient, en perse, en Turquie et en Chine, tout rentra dans l'ordre, en Europe, après la secousse psychologique. La révolution russe fut écrasée par les forces conjuguées du Tsarisme et de la réaction européenne capitaliste ! Ce désastre redonna de la vie à l'esprit de l'opportunisme. L'époque comprise entre 1907 et 1914 fut celle du plus lamentable conservatisme et de la plus vulgaire ladrerie pour le mouvement ouvrier. Mais l'Histoire préparait pour les révolutionnaires une revanche éblouissante.

Cette fois, la Russie en prit l'initiative.

Les gens qui pensent sommairement, ou qui ne pensent pas du tout, supposant qu'ils ont résolu la question en disant : en Russie se déroule actuellement « une révolution bourgeoise ». En réalité, la question se pose ainsi : quelle est celle Révolution bourgeoise ? Quelles sont ses forces intérieures et ses perspectives futures ?

Pendant la grande Révolution française, la principale force motrice était la petite-bourgeoisie urbaine entraînant la masse paysanne. Où se trouve chez nous cette petite-bourgeoisie ? Son rôle économique est négligeable. Le Capitalisme industriel russe s'est développé dès le début sous des formes concentrées. Le prolétariat s'opposait hostilement à la bourgeoisie, de classe à classe, sur le seuil de la révolution de 1905.

Telles sont les différences sociales de semblables analogies historiques. Il est indispensable d'examiner les forces vives et de fixer leurs lignes de mouvement.

Entre la Révolution du « Tiers États » en France et notre Révolution, il y a eu la Révolution allemande de 1848. Cette dernière était également bourgeoise. Mais la bourgeoisie allemande était incapable de remplir son rôle révolutionnaire. Pour caractériser les événements de 1848, Marx écrivait : « La bourgeoisie allemande se comporta contre l'absolutisme de façon si débile, poltronne et lente que quand elle se dressa contre l'absolutisme et le féodalisme, elle trouva devant elle la menace agitée par le prolétariat et les couches de la société bourgeoise qui sont proches des prolétaires par leurs intérêts et leurs points de vue... » La bourgeoisie prussienne ne ressemblait pas à la bourgeoisie française de 1789, c'est-à-dire, cette classe qui représentait la nouvelle société dans sa lutte contre les forces au pouvoir de la monarchie et de la noblesse. La bourgeoisie allemande arriva à un degré de séparation tel qu'il s'opposait, à la fois, à la dynastie et au peuple. Elle était hostile à tous les deux et tout à fait indécise, car elle-même appartenait à l'ancienne société... Ce n'est pas spontanément qu'elle se souleva et soutint la Révolution, c'est parce que le peuple l'y poussait... Sans confiance en elle-même, sans confiance dans le peuple, se plaignant des classes dirigeantes, tremblant devant les classes inférieures, égoïste sur les deux fronts et connaissant son égoïsme, révolutionnaire contre les conservateurs, conservatrice contre les révolutionnaires, ne croyant pas à ses propres slogans, avec des phrases au lieu d'idées, épouvantée par la tempête mondiale et l'exploitant en même temps, sans énergie et plagiant dans toutes les directions..., banale, car dépourvue d'originalité, originale mais seulement dans sa banalité ; traître à ses propres désirs, sans initiative, sans foi en elle-même et dans le peuple, sans mission historique et mondiale, elle apparaissait comme le vieillard maudit qui doit canaliser et exploiter les premiers mouvements juvéniles d'un grand peuple. Aveugle, sourde, édentée, ainsi apparaissait la bourgeoisie prussienne après la Révolution de mars ».

En lisant ce tableau caractéristique dessiné par la main d'un grand maître, ne reconnaissons-nous pas notre bourgeoisie et ses guides ? La bourgeoisie russe est entrée dans l'arène politique après la bourgeoisie allemande. Le prolétariat russe est incomparablement plus fort, plus indépendant et plus conscient que les travailleurs allemands de 1848. Le développement général européen a mis à l'ordre du jour la Révolution sociale. Toutes ces circonstances ont enlevé à la bourgeoisie libérale les derniers restants de confiance en soi et dans le peuple.

Avec quelle impudence, à vrai dire éhontée, le tzar n'a-t-il pas traité la bourgeoisie libérale ! Il convoque la Douma quand il lui faut un emprunt ; dès qu'il l'a obtenu, il renvoie les députés chez eux. À leurs exigences « d'un ministère jouissant de la confiance générale », il répond en nommant les réactionnaires les plus enragés. La clique des courtisans a toujours provoqué Goutchkov et Milioukov, elle ne les a jamais craints. Et à son point de vue, elle a raison : quelle que fut la haine des libéraux envers le gang de la Cour, ils ne furent jamais capables d'entreprendre contre celui-ci une action révolutionnaire, par peur des masses laborieuses. « Si le chemin de la victoire devait passer par la révolution, nous refuserions la victoire », déclarait récemment Milioukov. Pour autant qu'il s'agissait de la bourgeoisie libérale, Nicolas pouvait dormir tranquille :

il savait que la poltronnerie de classe des bourgeois l'emportait sur la haine portée au tzar.

Il en est tout autrement avec le prolétariat. A la veille de la guerre, il se trouvait au point culminant d'agitation révolutionnaire. Le nombre des travailleurs participant aux grèves de 1914 égalait celui des grévistes de 1905. Quand Poincaré vint en Russie mettre la dernière main aux préparatifs de la guerre qui s'annonçait, il put voir les premières barricades de la Deuxième Révolution russe. Le mouvement entre 1912-1914 se développa sur une plus grande échelle qu'au début du siècle. Comme il y a dix ans, la guerre stoppa le développement du mouvement ouvrier. La chute de l'Internationale frappa l'avant-garde du prolétariat. Trente et un mois s'écoulèrent, mois de défaites, de vie chère, de scandales, de faim, de « soukhomlinade » et de « raspoutinade », avant que les prolétaires ne descendent dans la rue.

Ils le firent contre le gré des libéraux bourgeois. Le 6 mars, à la veille de la grève générale, la presse invitait les travailleurs à ne pas troubler le cours normal de la production pour ne pas gêner les opérations militaires. Mais ceci ne retint pas les femmes affamées. Elles descendirent dans la rue en criant le slogan : « Du pain et la Paix. » les ouvriers les soutinrent. La grève générale reléqua au second plan le conflit entre la Douma et le ministère. Les masses prolétariennes arrêtaient la vie de la cité, envahirent les rues et, par tout leur comportement, montrèrent qu'il ne s'agissait pas d'une simple démonstration, mais d'une lutte révolutionnaire contre les autorités.

L'appui de l'armée fixa le sort de la révolution. Les prolétaires de Petersbourg n'étaient pas encore assez forts, assez organisés, n'avaient pas encore de contacts suffisants avec les prolétaires de toute la Russie, pour pouvoir conquérir le pouvoir. Mais ils étaient assez forts pour envoyer, du premier coup, le Tsarisme au musée historique. Le Pouvoir était vacant. À ce moment, « le Bloc progressiste » fit son apparition sur la scène.

Rodzianko, Goutchkov, Milioukov, — ceux-là mêmes qui, jusqu'au dernier moment, luttèrent contre la Révolution, — étaient obligés de saisir le pouvoir, alors que la Révolution avait balayé le gouvernement. « Ce n'est pas qu'ils firent la révolution, mais le peuple les poussait par derrière. »

À tout ceci s'ajouta la pression exercée par Londres et Paris. Le danger que la Russie, paralysée par « l'anarchie », se retirât de la guerre, contrariait les plans de la grande offensive de printemps (la troisième) et risquait d'influencer fâcheusement la bourgeoisie américaine à la veille de l'intervention des U.S.A. Il fallait faire en sorte que la Russie eût un gouvernement « reconnu et fort », qui déclarerait, au nom de la Révolution, que la nouvelle Russie assumerait les responsabilités financières et diplomatiques de l'ancien régime et, surtout, celle de continuer la guerre « jusqu'à la conclusion victorieuse ». Seul le « Bloc progressiste » pouvait former le gouvernement souhaité.

Le ministère Lvov accorda la liberté de presse et de réunion et promulgua l'amnistie. Aucune question fondamentale n'en fut résolue, mais les mesures formaient un exutoire à la fureur populaire. La guerre était toujours là. La vie chère, le froid, la crise

financière, étaient toujours présents. Et la question agraire se posait toujours dans toute son acuité.

Les masses laborieuses se soulèveront, exigeant de meilleures conditions de travail et protestant contre la guerre. Les foules paysannes se soulèveront dans les campagnes et, sans attendre la décision de l'Assemblée Constituante, commenceront à exproprier les propriétaires terriens. Tous les efforts des libéraux pour écarter la lutte des classes, sous prétexte « d'éviter le danger d'une contre-offensive réactionnaire », resteront lettre morte. Le simple citoyen s'imagine que la révolution est faite par des révolutionnaires qui peuvent l'arrêter sur commande. La logique de la lutte des classes et des chocs révolutionnaires reste pour lui un livre fermé par sept sceaux (hermétique).

Le problème principal de la Social-démocratie est d'unir le prolétariat de tous les pays dans l'unité de l'action révolutionnaire. En opposition au gouvernement libéralo-impérialiste, la classe ouvrière se bat sous le drapeau de la paix. Plus vite le prolétariat russe convaincra les travailleurs allemands que la révolution se fait pour la paix et la liberté d'auto-détermination nationale, plus vite le mécontentement montant de ces derniers éclatera par une révolte ouverte. La lutte de la Social-démocratie russe pour la paix est dirigée contre la bourgeoisie libérale et son pouvoir. Seule cette lutte peut fortifier la révolution et la répercuter en Europe Occidentale.

La confiscation des terres des Romanov, des monastères et des « landlords » est la seconde condition du renforcement de la révolution. Les philistins politiques américains (dans ce nombre, il faut compter ceux qui se prennent pour des socialistes) estiment les chances de la république en Russie, en calculant le nombre de paysans illettrés. Mais ils ne montrent que leur propre analphabétisme. Si la Révolution donne la terre aux paysans, ceux-ci défendront de toutes leurs forces leurs biens et la République face à la contre-révolution monarchiste.

*(Die Zukunft, avril 1917)*

## XVIII. DANS LES GEOLES DE LLOYD GEORGE

[Retour à la table des matières](#)

### EXPLICATIONS INDISPENSABLES

La publication des documents ayant trait à mon emprisonnement par les Anglais me paraît politiquement indispensable. La presse bourgeoise — celle-là même qui a répandu les plus basses calomnies sur les émigrés russes retournant en Russie à travers l'Allemagne n'a pas dit un mot des procédés barbares que les Anglais infligent aux Russes faisant route vers la patrie à travers l'Océan Atlantique. La presse social-patriote, devenue ministérielle, n'est pas plus digne. Elle n'a aucun motif pressant de rappeler que les ministres socialistes professaient récemment encore un profond respect pour les émigrés, « les professeurs », mais qu'ils se révèlent aujourd'hui les proches collaborateurs de Lloyd George, qui empoigne les « professeurs » au collet sur la grande route océane. Cet épisode tragi-comique dépeint à merveille les sentiments de l'Angleterre pour la Révolution russe et le sens de cette Sainte-Alliance au service de laquelle sont entrés les citoyens Tsérételli, Tchernov et Skobelev.

Car, en dépit de toutes leurs déclarations, les ministres socialistes portent la responsabilité du gouvernement dont ils font partie. Le gouvernement de Lvov n'est pas allié aux socialistes révolutionnaires anglais tels que MacLean et autres que le Pouvoir tient en prison, mais leurs geôliers : Lloyd George et Henderson.

J'ai passé les deux premières années de guerre en France. J'ai eu la possibilité d'observer le ministérialisme socialiste à l'époque de la « guerre libératrice ». Guesde et Sembat alléguaient les circonstances tout à fait extraordinaires qui les avaient obligés à entrer dans le ministère : la patrie en danger, les Allemands aux portes de Paris, le désarroi général, la nécessité fondamentale de défendre la République et la tradition révolutionnaire ; en un mot, ils employaient la même argumentation dont usent maintenant, sous une forme plus naïve, Tsérételli et Tchernov pour démontrer que leur ministérialisme se différencie, comme le soleil des ténèbres, de celui de Guesde et de Sembat.

Avec la bénédiction et la participation des camarades-ministres, je fus chassé de France à cause de mon travail dans un quotidien russe internationaliste et ma collaboration aux travaux de la Conférence de Zimmerwald. La Suisse, se conformant docilement aux ordres du tzar refusa de me recevoir. Des gendarmes français, revêtus de costumes civils pour sauvegarder l'honneur de la République, m'accompagnèrent jusqu'à la frontière espagnole. Trois jours après, le Préfet de Paris, Laurent, télégraphiait à la police madrilène qu'un dangereux agitateur avait franchi la frontière. La Sûreté espagnole ne trouva rien de mieux que de m'arrêter. Libéré de la « prison modèle », après une interpellation aux Cortès, je fus expédié à Cadix. De là, je devais être embarqué pour La Havane, et ce ne fut qu'après une résistance menaçante de ma part et grâce à l'intervention des socialistes et de quelques républicains espagnols, que j'obtins la permission de me rendre, avec ma famille, à New York.

C'est là, après un séjour de deux mois, que nous atteignit la nouvelle de la révolution en Russie. Le groupe de bannis politiques dont je faisais partie tenta de gagner la Russie par le premier navire en partance. Mais le socialiste russe propose... et Lloyd George dispose. Les autorités anglaises nous firent débarquer à Halifax et nous enfermèrent dans un camp de prisonniers de guerre. Ma lettre, reproduite plus bas, décrit les circonstances de l'arrestation et les conditions de l'emprisonnement. J'ai écrit cette lettre destinée au ministre des Affaires étrangères sur le bateau danois que je pris après ma libération : j'avais, alors en vue, M. Milioukov. Mais le leader du Parti Cadet tomba, victime de sa fidélité à la Bourse londonienne. Téréchenko prit la succession de Milioukov, exactement comme ce dernier avait pris celle de la diplomatie tzariste. C'est pourquoi, je puis de plein droit adresser ma lettre à Téréchenko. Elle lui est envoyée par l'intermédiaire du Président du Conseil des ouvriers et des soldats de Petrograd, Tchkhéidzé.

Je dois dire ici quelques mots sur les prisonniers allemands dont je partageai le sort durant un mois. Ils étaient 800 : environ 500 matelots, dont les navires avaient été coulés par les Anglais, 200 ouvriers que la guerre avait surpris au Canada et une centaine d'officiers mêlés à des prisonniers civils d'origine bourgeoise. Dès que la masse des prisonniers apprit que nous étions arrêtés en tant que révolutionnaires internationalistes, leurs relations avec nous se précisèrent aussitôt. La masse des sans-grades nous manifesta sa sympathie. Ce mois de ma vie dans ce camp ne fut qu'un meeting continu. Nous racontions aux prisonniers les causes du naufrage de l'Internationale, les transformations au sein du Parti socialiste ; nous leur parlions aussi de la Révolution russe. Les relations entre la masse démocratique et les officiers, dont certains « fichaient » leurs matelots, prirent une tournure très aiguë. Les officiers allemands finirent par s'adresser au commandant du camp, le colonel Morris, en se plaignant de notre propagande antipatriotique. Le gradé anglais se mit, cela va de soi, rapidement du côté du patriotisme hohennollernien et l'interdit toute manifestation publique. Cette défense survint dans les derniers jours de mon séjour et ne fit que renforcer notre amitié avec les marins et les ouvriers allemands, qui répondirent à la mesure prise par le colonel, par une protestation écrite comportant 530 signatures.

Quand on me relâcha, les prisonniers nous firent la haie. C'est un souvenir que j'ai toujours conservé. Les officiers et les « sous-off » s'enfermèrent chez eux, mais les « nôtres », les internationalistes, se placèrent sur deux files, tout le long du camp ; l'orchestre joua la marche socialiste ; des mains se tendaient de tous côtés... Un des prisonniers prononça un discours où il exprima son enthousiasme pour la Révolution russe, lança sa malédiction contre le gouvernement allemand ; il nous pria de transmettre son salut fraternel au prolétariat russe. Ainsi fraternisâmes-nous avec les marins allemands à Amherst. En vérité, nous ne savions pas que les Zimmerwaldiens au service du prince Lvov, Tsérételli et Tchernov, considéraient la fraternisation comme contraire aux fondements du Socialisme international. Ils s'accordaient, sur ce point, avec le gouvernement Hohenzollern qui, lui aussi, défendait la fraternisation — mais sous un prétexte moins hypocrite, il est vrai.

La presse américano-canadienne explique notre emprisonnement par notre « germanophilie ». Les journaux russes du Parti cadet leur emboîtèrent le pas. Ce ne fut



pas la première fois qu'on m'accusait de « germanophilie ». Quand les chauvinistes français préparaient mon expulsion, ils répandaient le bruit que j'avais des tendances pangermanistes. Mais la presse française elle-même parla de ma condamnation par un tribunal allemand pour avoir écrit la brochure « Der Krieg und die Internationale » (*La Guerre et l'Internationale*). Elle fut éditée à Zürich et passée en Allemagne par les socialistes suisses ; là, elle fut diffusée par les socialistes de l'aile gauche, amis de Liebknecht, que la presse « jaune » (les social-traîtres) stigmatisait comme agents du Tsarisme et de la Finance anglaise. Dans les ignominies dont nous couvrent les « milioukoviens », il n'y a rien d'original. Ce sont des traductions littérales de l'allemand.

Sir Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Petrograd, battit tous les records : il affirma, dans une lettre destinée à la presse, que nous étions de retour en Russie, pourvus de subsides allemands et chargés de renverser le gouvernement provisoire. Dans les milieux « bien informés », on donnait le chiffre des subsides : dix mille marks. Le gouvernement allemand estimait à une somme aussi modeste la fermeté du gouvernement Goutchkov-Milioukov !

On ne peut refuser, en général, à la diplomatie anglaise des qualités de prudence et de « fair-play ». Mais la déclaration de l'ambassadeur anglais en manquait singulièrement ! Elle est un exemple de bassesse et de stupidité. On explique ce phénomène par les « deux manœuvres » de la diplomatie britannique : l'une est pour les nations « civilisées », l'autre, pour les colonies ! Sir Buchanan, qui était le meilleur ami de la monarchie avant de se convertir en ami de la république, se sent en Russie comme il se sentirait en Égypte ou dans les Indes et, par conséquent, il ne se gêne pas. Les autorités anglaises se sentent en droit d'arrêter des citoyens russes à bord de bateaux neutres et de les enfermer dans des camps de prisonniers de guerre ; l'ambassadeur britannique se sent en droit d'attaquer des révolutionnaires russes en lançant de basses calomnies. Il est temps de mettre fin à tout cela. Le sens de notre brochure est d'accélérer le mouvement révolutionnaire jusqu'au moment où la Russie révolutionnaire dira à Buchanan et à ses maîtres : « Prenez donc la peine de f... le camp ! »

## **À MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE RUSSE**

Monsieur !

Par cette lettre, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur un acte incroyable de piraterie dont j'ai été la victime ainsi que ma famille et quelques amis citoyens russes, de la part d'agent du gouvernement britannique, l'allié, pour autant qu'on le sache, du gouvernement qui vous compte comme ministre des Affaires étrangères. Le 25 mars dernier, fort de l'amnistie promulguée par votre gouvernement, je me suis rendu, à New York, au Consulat général, où l'on avait déjà enlevé le portrait de Nicolas II, mais où régnait encore une atmosphère d'ancien régime. Après les inévitables tracasseries, le Consul général se décida à me donner tous les visas pour mon retour en Russie. Au Consulat anglais, où je remplis tous les questionnaires nécessaires, on me donna l'assurance que les autorités britanniques ne feraient aucun obstacle à mon voyage. En

présence d'un employé, je téléphonai au Consulat russe, qui me répondit que toutes les formalités avaient été accomplies et que je pouvais m'embarquer sans crainte.

Le 27 mars, je partis avec ma famille, à bord du navire norvégien « Christianafjord ». À Halifax (Canada), où le bateau se soumit au contrôle des autorités maritimes anglaises, les officiers de police, examinant pour la forme les papiers des voyageurs américains, norvégiens, danois et autres, nous interrogèrent, nous autres citoyens russes, dans le plus pur style des gendarmes de notre patrie : opinions politiques, etc... Conformément à la bonne tradition révolutionnaire, je me refusai à les suivre sur cette voie : j'étais prêt à leur fournir toute précision utile sur ma personne, mais la politique intérieure russe ne concernait nullement la police maritime anglaise. Ceci n'empêcha pas les deux officiers enquêteurs, Macken et Westwood, après une seconde tentative d'interrogatoire, de questionner les autres passagers à mon sujet, en particulier, Fondaminsky et, ce faisant, les deux policiers insistaient sur le fait que j'étais *a terrible socialist*, un terrible socialiste. Cette enquête prit un tour si indécent et plaçait les émigrés russes dans une position si exceptionnelle par rapport aux passagers qui n'avaient pas le malheur d'appartenir à une nation alliée de l'Angleterre, que quelques-uns d'entre nous considérèrent de leur devoir de s'adresser, par l'intermédiaire du capitaine, une protestation énergique aux autorités anglaises sur le comportement des policiers. Mais nous n'avions pas prévu la suite des événements...

Le 3 avril, des officiers anglais, accompagnés de matelots armés, montèrent à bord du « Christianafjord » et, au nom de l'amiral commandant la place, nous intimèrent l'ordre à ma fille et à moi ainsi qu'à cinq passagers : Tchounovsky, Melnitchansky, Fichelev, Moukhine et Romatchenko, de quitter le navire. Quant au motif de cette exigence, on nous promit d'« expliquer » l'incident à Halifax.

Les autorités anglaises n'avaient pas le moindre doute quant à mon identité et à celle des personnes qu'elles comptaient retenir. On nous arrêtait pour notre qualité de socialistes, authentiques ou supposés, c'est-à-dire des opposants à la guerre. Nous déclarâmes que l'ordre était illégal et nous refusâmes de quitter le navire. Alors les matelots armés, sous les cris de « shame » (c'est honteux !), poussés par la plupart des passagers, nous traînèrent jusqu'à une vedette qui, sous l'escorte d'un croiseur, nous emmena à Halifax. Quand les marins m'empoignèrent, mon fils aîné s'élança en criant : « Faut-il frapper, papa ? » Il n'a que onze ans, Monsieur le Ministre, et je pense, que toute sa vie, il se souviendra vivement de certaines particularités caractéristiques de la démocratie anglaise et de l'alliance anglo-russe. À Halifax, non seulement on ne nous « expliqua rien », mais on nous refusa l'autorisation de rencontrer le consul de Russie, en nous assurant qu'il se trouvait justement là où nous devons nous rendre. Cette déclaration n'était qu'un mensonge à l'instar de toutes les déclarations des officiers enquêteurs, qui par leur comportement et leur mentalité valent bien l'ancienne « Okhrana ». Le train nous emmena à Amherst où se trouve un camp de prisonniers de guerre allemands. On nous soumit à une fouille telle que je n'en avais jamais subie encore, même lors de mon incarcération dans la forteresse de Pierre-et-Paul. La mise à nu et l'examen corporel se faisaient individuellement dans la prison du tzar, tandis que chez nos bons alliés démocratiques, ils avaient lieu en présence de dizaines de personnes. Les « salauds » qui avaient manigancé tout cela, savaient parfaitement que nous étions des

socialistes russes retournant dans leur patrie libérée par la révolution. Ce fut le lendemain seulement que le colonel Morris nous avisa officiellement des motifs de notre arrestation : « Vous êtes dangereux pour le gouvernement russe actuel ». Nous lui fîmes remarquer que des agents de ce gouvernement nous avaient délivrés des visas indispensables au voyage et que, de plus, ce gouvernement était capable de se protéger lui-même. Le colonel Morris nous rétorqua que « nous étions dangereux pour les Alliés en général ». Aucun document nous signifiant notre arrestation ne nous fut remis. Puis, le colonel ajouta, de son propre chef, qu'étant des émigrés obligés de quitter notre patrie avec de bons motifs, nous ne devions pas nous étonner de ce qui nous arrivait. Pour cet homme, la révolution russe n'existait pas. Nous tentâmes de lui faire comprendre que les ministres tzaristes qui nous avaient emprisonnés, étaient à leur tour, sous les verrous, mais c'était bien trop compliqué pour l'entendement de ce militaire qui avait fait sa carrière dans les colonies et dans la guerre des Boers. Il suffit de savoir pour avoir une idée juste de ce digne représentant de la Grande-Bretagne dominatrice, qu'il avait l'habitude d'interpeller les prisonniers insoumis ou irrespectueux, par « Si tu m'étais tombé sous la main sur la côte sud-africaine ! ». Si l'on peut dire : le style, c'est l'homme, il est fondé de pouvoir dire : le style, c'est le système — le système colonial britannique... Le colonel Morris nous tenait pour des révoltés contre les autorités légales et, par conséquent, il était tout à fait normal que nous eussions un camp de prisonniers de guerre en guise de résidence.

Le 5 avril, nous essayâmes de télégraphier au gouvernement russe. Nos télégrammes ne furent pas transmis. Pendant toute la durée de notre détention, les autorités de Halifax nous refusèrent le droit de nous adresser aux ministres russes. Nous tentâmes de tourner ces interdictions et télégraphiant au Premier Ministre anglais. Ce télégramme ne fut pas retransmis. Il nous fallut de nouveau nous souvenir des prisons tzaristes, où les revendications n'étaient pas retenues par ceux-là même auxquels elles étaient destinées. Tous-t ce qu'on nous permit, ce fut de nous mettre en rapport télégraphiquement avec le consul russe de Montréal, Monsieur Likhatchev. Il nous répondit qu'il avait averti l'ambassadeur à Londres et qu'il faisait ce qu'il pouvait. Nos tentatives ultérieures de nous mettre en communication avec le consul général furent également infructueuses. Les autorités anglo-canadiennes prenaient toutes les mesures pour nous couper du gouvernement russe et de ses agents. Plus encore : quand le commandant du camp me permit une entrevue avec ma femme, il y posa une condition incroyable : je ne devais lui transmettre aucun message pour le consulat. Je refusai l'entrevue. C'était deux jours avant l'embarquement. Que faisait Likhatchev ? Aucune idée ! Tout ce que je puis dire, c'est qu'il ne vint pas nous voir pour se rendre compte de visu comment les autorités anglaises traitaient des citoyens russes.

Le camp militaire d'Amherst était établi dans une fonderie sale et négligée au maximum. Les couchettes s'étageaient sur trois rangs et deux en profondeur de chaque côté. Huit cents hommes subissaient ces conditions de vie.

Vous pouvez vous représenter Monsieur le Ministre, quelle atmosphère règne, la nuit, dans ces chambrées ! En dépit des efforts des internés, efforts héroïques et incessants pour se conserver physiquement et moralement, il y avait cinq fous. Nous dormions et mangions en compagnie de ces cinq déments, Monsieur le Ministre ! Il est hors de doute,

que si le consul avait fait le minimum d'efforts, il aurait obtenu des conditions d'existence moins repoussantes.

Mais les consuls russes ont été éduqués dans le profond mépris de la dignité des citoyens russes de la classe non dirigeante et dans la haine des émigrés politiques. Ils ont biffé sur leurs enveloppes le mot « impérial » et considèrent qu'ils ont, de cette manière, accompli leur devoir envers la Révolution. J'ignore à quel moment les anglais décidèrent de nous remettre en liberté. En tout cas, on nous retint encore dix jours, après que le capitaine Macken, qui instruisait notre affaire, eût déclaré à ma femme que nous étions « libres », mais nous devons attendre l'arrivée du navire qui nous était assigné. Le colonel Morris, celui-là même qui avait fait sa carrière dans la guerre anglo-boer et dans l'écrasement des révoltes des hindous, nous parla jusqu'au dernier moment, 29 avril, comme si nous étions des criminels avérés. Il ne nous avertit ni de notre libération, ni de notre destination. On nous « ordonna » simplement de rassembler nos affaires et de nous rendre, sous escorte, à Halifax. Nous demandâmes : où et pourquoi ? Aucune réponse. Reconnaissez, Monsieur le Ministre, que nous avons de bonnes raisons de ne pas nous fier aux bonnes intentions de ces messieurs ! Nous leur déclarâmes catégoriquement que nous ne bougerions pas volontairement sans savoir où nous devons nous rendre. Les soldats emportèrent nos bagages. Ce fut seulement quand ils se trouvèrent confrontés avec la nécessité de nous transporter, comme ils l'avaient fait, lors de notre arrestation que le commandant du camp fit appeler un des nôtres au bureau et lui déclara sur un ton anglo-africain, que nous devons nous embarquer sur un vapeur danois ? Vous vous rendez compte, Monsieur le Ministre, comment les Alliés nous libèrent, après un mois de détention dans un camp de prisonniers de guerre.

En admettant que l'Angleterre nous ait arrêtés en tant qu'émigrés politiques (cette tourbe de réfugiés politiques, suivant l'expression du colonel Morris), il y en avait parmi nous, qui ne portait pas la marque du « crime » sur le visage. Constantin Romatchenko s'était rendu à New York avec des papiers parfaitement en règle. Il ne se livra à aucune propagande, et il n'appartenait à aucun parti. Il retournait en Russie avec un passeport tzariste. Ce qui n'empêcha pas les Anglais de le retenir un mois complet sur la base d'une dénonciation mensongère, ou simplement par erreur. Les noms russes ne sont pas familiers aux fonctionnaires anglais et ces messieurs ne voient pas la nécessité de se gêner avec des citoyens russes.

Ce dernier trait est mis en lumière par le comportement des anglais envers ma famille. En dépit du fait que ma femme n'était pas émigrée politique, qu'elle avait un passeport parfaitement en règle, qu'elle ne se rendait pas à l'étranger pour y faire de l'agitation politique, elle fut arrêtée avec ses deux fils de onze et neuf ans. Cette arrestation de mes deux enfants n'est pas de la rhétorique, Monsieur le Ministre ! Tout d'abord, on tenta de séparer les fils de leur mère. Ce ne fut qu'à la suite d'une protestation énergique de ma femme qu'on les lui rendit et que tous les trois furent logés chez un agent de police anglo-russe qui, par crainte de quelle commission « illégale », ne laissait pas sortir les enfants sans surveillance. Ce ne fut qu'après onze jours que ma famille reçut l'autorisation de se loger à l'hôtel avec l'obligation de se présenter chaque jour au bureau de police. On leur procura un passage sur le vapeur danois « Helig Olaf », sans s'inquiéter de savoir si la traversée était dangereuse (Cela se passait peu après la

déclaration des hostilités entre les U.S.A. et l'Allemagne). Le capitaine Macken et son amiral se souciaient bien peu de notre sort et de notre accord, après avoir été forcés de nous sortir du chaudron « allié ». À mes questions portant sur les motifs d'un acte de piraterie à l'égard de ma personne, le capitaine Macken me répondit avec désinvolture qu'il n'était qu'un exécutant, que les ordres venaient de Londres et, qu'après tout, je donnais trop d'importance à cette affaire : « Actuellement, quand des pays entiers sont écrasés, quand la Belgique... etc., etc. » Le style c'est le système, Monsieur le Ministre ! Je n'avais plus qu'à rétorquer à l'indéracinable défenseur des petites nations, que si quelqu'un le saisissait à la gorge pour lui voler son portefeuille et lui alléguait le sort de la Belgique pour justifier son acte, il serait malaisé de clore ainsi cet incident.

Mais entre-temps, le capitaine-enquêteur ne donnant aucun éclaircissement, la question reste posée dans son intégralité : qui nous a fait arrêter et pourquoi ? Que l'ordre de retenir des émigrés politiques aux idées divergentes de celles du gouvernement anglais, soit venu de Londres — c'est hors de doute —, car Lloyd George ne pouvait laisser échapper l'occasion de déployer cette énergie titanesque qui lui a valu de se hisser au pouvoir. Mais il reste encore une question : qui nous a désignés aux autorités anglo-canadiennes, comme méritant l'arrestation ? Qui a procuré à Halifax, en trois ou quatre jours, un certificat de notre pensée politique ? Toute une foule de circonstances nous fait conclure que nous devons ce service à la complaisance du consul russe, celui qui avait retiré le portrait de l'empereur et biffé le mot « impérial » sur les en-têtes. D'une main, il nous tendait les documents accreditifs et prouvait sa loyauté envers un gouvernement d'amnistie, de l'autre, il transmettait des informations secrètes aux autorités anglaises, dans l'espoir que son activité en ce sens se révélerait pleine d'espérances.

Cette supposition est-elle juste ? Vous disposez, Monsieur le Ministre de plus de possibilités que moi ! Mais indépendamment du fait que ma supposition soit juste, indépendamment de toutes les particularités en coulisse de cette affaire, il n'en reste pas moins le fait que les autorités anglaises ont procédé, sur un bateau neutre, à l'arrestation de sept citoyens russes et de deux enfants voyageant avec des papiers dûment en règle, que ces personnes ont été retenues, un mois entier, dans des conditions indécentes, qu'elles ont été « libérées » dans des circonstances telles qu'elles constituent un outrage pour les personnes « libérées » et pour le gouvernement qui les a fait libérer. Ce sont des faits irrécusables. Il me reste donc, sans entrer dans le domaine des conceptions de la politique générale et en ne sortant pas du cadre de ma démarche, à formuler les questions suivantes :

Ne pensez-vous pas, Monsieur le Ministre, qu'il soit indispensable de prendre les mesures appropriées pour forcer le gouvernement anglais à traiter sinon avec respect, du moins avec le respect du droit élémentaire des gens, les émigrés russes en territoire contrôlé par les autorités anglaises ?

Ne pensez-vous pas que, dans ce but, il soit indispensable : a) de faire en sorte que le gouvernement anglais présente des excuses à ses victimes ; b) de faire en sorte que les agents anglais responsables soient punis, quel que soit leur grade ; c) de faire en sorte que le gouvernement anglais dédommage les victimes de la perte de leurs affaires au cours des perquisitions et de la détention arbitraire ?

À mon arrivée à Petrograd, je pris connaissance du communiqué officiel de l'Ambassade anglaise au sujet de mon arrestation à Halifax. Sir Buchanan déclara que nous étions *pourvus de subsides par le gouvernement allemand* et d'un plan pour renverser le Gouvernement Provisoire.

Cette histoire d'argent versé par l'Allemagne complète l'intrigue significative du comportement anglais envers les émigrés politiques russes — fait de violences, de mensonges et de calomnies. Croyez-vous, Monsieur le Ministre, qu'il soit dans l'ordre des choses que l'Angleterre soit représentée par un personnage qui use des calomnies les plus éhontées ?

Dans l'attente de votre réponse, j'ai l'honneur de vous assurer de mon parfait respect.

L. TROTSKY

Petrograd, 5 mai 1917.

## XIX. PROGRAMME DE PAIX <sup>48</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Le Gouvernement Provisoire (seconde mouture) a déclaré qu'il avait l'intention de sauvegarder une paix sans annexion, sans indemnités de guerre et avec la garantie du droit à l'auto-détermination nationale. Cette formule peut sembler aux âmes simples une solution magnanime de la question, particulièrement après l'impudence impérialiste de Milioukov. Mais quiconque est familiarisé avec les formules anglo-françaises (de la firme Lloyd, George-Briand-Ribot) ne regarde la déclaration du Gouvernement Provisoire qu'avec une méfiance salutaire. Depuis la création du monde, jamais les classes dirigeantes n'ont autant menti que pendant la guerre actuelle. « Cette guerre sera la dernière guerre. » Sous le couvert de ces slogans, se dissimule l'intoxication progressive des peuples l'un après l'autre. Plus le sens historique de cette lutte impérialiste éhonté et cynique, plus les gouvernements tentent de le dissimuler par d'éclatantes formules. La bourgeoisie américaine se mêle à la guerre, défendant son droit sacré à pourvoir l'Europe d'armements et à s'engraisser du sang européen : quoi de plus naturel pour l'apôtre démocratique Wilson que de mettre en mouvement les coryphées du pacifisme.

Les sociaux-patriotes ont beaucoup travaillé à élaborer des formules percutantes ; c'est d'ailleurs leur rôle principal dans le mécanisme de cette guerre. En proposant aux masses des objectifs tels que « défense de la patrie », ou « établissement d'un arbitrage international », ou encore « libération des peuples opprimés », le social-patriotisme liait la solution de ces problèmes à la victoire de son propre pays. Il a inlassablement mobilisé les slogans idéalistes pour les intérêts du Capitalisme.

Le caractère sans issue de la guerre, la destruction économique générale, l'accroissement du mécontentement et de l'impatience des masses — qui vient de s'exprimer par un magnifique début : la Révolution en Russie — tout cela oblige les gouvernants à chercher un moyen de liquider la guerre.

Il est évident que la meilleure liquidation serait la « victoire décisive ». Les Impérialistes allemands démontrent que, sans victoire, le régime est menacé. Les Nationalistes français font la même démonstration en ce qui concerne la France. Mais plus la guerre se prolonge, moins une « victoire décisive » semble possible<sup>49</sup>, plus l'état d'esprit des dirigeants s'alarme, et aussi celui de leurs auxiliaires, les sociaux-patriotes. La liquidation de la guerre par un accord de lassitude (sur le dos des petites nations), tout comme le rétablissement de l'Internationale par le pardon mutuel des fautes commises, est le problème le plus épineux pour la diplomatie socialo-patriote.

---

<sup>48</sup> Tel quel, ce chapitre fut achevé en mai 1917. Mais en réalité, il n'est qu'un « rewriting » d'articles publiés dans *Naché Slovo* en 1915 et en 1916.

<sup>49</sup> Dans cette étude de la situation militaire, nous n'avons pas tenu compte du rôle joué par les U.S.A., dont l'intervention armée provoque la défaite allemande.



Les gouvernants sentent la nécessité impérieuse de la paix. Mais, en même temps, ils craignent, car ils savent que le jour de l'ouverture des pourparlers sera aussi celui du règlement des comptes. C'est pourquoi la diplomatie officielle n'est pas hostile à ce que les sociaux-patriotes se hasardent sur la glace fragile des propositions de paix. On établit, bien sûr, une distance convenable entre eux et les pouvoirs, en cas d'insuccès. Dans ce tâtonnement semi-officiel du terrain, s'inscrit la Conférence « socialiste » de Stockholm.

La contradiction interne de cette Conférence se dévoile le plus nettement dans la politique du Gouvernement Provisoire. Au nom du programme de la « paix sans annexion », Téréchenko convainc les Impérialistes alliés d'en venir à une forme honorable de vie, Kerensky, sans attendre les fruits de cette conversion, prépare l'armée à l'offensive, et Tsérételli et Skobelev s'apprêtent à entamer des négociations de paix à Stockholm. Aux exhortations de Téréchenko, l'ambassadeur italien réplique par une déclaration de protectorat sur l'Albanie. Ribot répète qu'une victoire complète est indispensable, en refusant leurs passeports aux socialistes invités à Stockholm par les collègues de Ribot. Quel que soit le bout par lequel on prend le programme ne nous inspire qu'une méfiance totale. Renaudel explique déjà à ses patrons — les classes dirigeantes — qu'il ne se rend à Stockholm que pour dévoiler les desseins des socialistes allemands et convaincre les travailleurs français et alliés de la nécessité absolue de mener la guerre « jusqu'au bout ». Nous devons penser que Scheidemann est lui aussi — au pis-aller — muni d'un plan semblable. Rien ne nous assure que la Conférence sera consacrée à des pourparlers de paix. Elle peut, avec tout aussi bien de vraisemblance, être le moyen de rallumer les feux mal éteints de passions chauvines. Dans ces conditions, ce serait un crime de notre part que de convaincre les masses d'accorder leur confiance à la Conférence de Stockholm et de détourner leur attention du seul chemin, c'est-à-dire la voie révolutionnaire, vers la paix et la fraternité des peuples.

L'initiative de la convention de la Conférence se trouve entre les mains du Comité exécutif des Conseils des Délégués Ouvriers et Soldats. Ceci donne à l'entreprise une grande ambiguïté. Tout en n'étant pas une organisation révolutionnaire, le Comité parle, cependant, au nom des masses profondément révolutionnaires. En même temps, à la tête du Comité, profitant du manque d'informations des masses, se trouvent des politiciens gonflés de scepticisme petit-bourgeois et de méfiance envers le prolétariat et la révolution sociale.

« Il n'y aurait aucun sens, disent les *Izvestia Soviéta* sous la pression de la critique des internationalistes, de convoquer une conférence de diplomates socialistes qui viendraient s'asseoir à une table dans l'espoir de refaire la carte d'Europe. Une telle conférence, non seulement ne donnerait aucun résultat positif, mais causerait le plus grand dommage en divisant les socialistes des différents pays, tant que leurs vues ne s'étendraient pas au-delà des problèmes nationaux.

« Seule une autre conférence porterait des fruits, celle où chacun des groupes participants se sentirait, dès le début, une unité de la grande armée du travail, rassemblés pour une œuvre commune avec des efforts communs.

« Il en est ainsi, concluent les *Izvestia*. Posons la question au Comité exécutif. »

Les *Izvestia* ne mettent pas en ligne de compte cette simple circonstance que le Comité exécutif est étroitement lié à la diplomatie capitaliste russe et, à travers elle, à la diplomatie alliée. En se déclarant « en principe » pour l'éclatement de l'unité nationale, le Comité exécutif s'efforce de fortifier l'unité nationale de son propre pays. Avec de tels débuts, la Conférence, même si elle réussissait à se tenir, ne pourrait que dévoiler son impuissance. Ce serait faire montre de légèreté et d'aveuglement que d'assumer la responsabilité, devant les masses, d'une entreprise dont la base même est entachée d'ambiguïté et de manque de principe.

Un programme de paix, pour nous, est un programme de lutte révolutionnaire menée par le prolétariat des masses laborieuses contre les classes dirigeantes. Les socialistes révolutionnaires ont formulé les principes de cette lutte à Zimmerwald et à Kienthal. Nous avons maintenant moins de motifs que jamais de nous incliner devant les « principes » de Kerensky et de Tsérételli. Nous sommes entrés dans une époque de puissantes convulsions révolutionnaires. Les politiques de compromis et d'aventurisme seront rapidement éliminées. Marcher à la hauteur du mouvement de l'Histoire n'est possible qu'au Parti qui a élaboré son programme et sa tactique sur le développement de la lutte sociale et révolutionnaire mondiale, menée, en premier lieu, par le prolétariat européen.

(Petrograd, 25 mai 1917)

### **I. QU'EST-CE QUE LE PROGRAMME DE PAIX ?**

Qu'est-ce que le programme de paix ? Du point de vue des classes possédantes et des Partis qui les servent, c'est la totalité des exigences dont la réalisation a été confiée au militarisme. Ainsi, pour réaliser le programme de Milioukov, il faut s'emparer de Constantinople les armes à la main. Celui de Vandervelde réclame la mise en fuite immédiate des Allemands hors de Belgique. En somme, on ne règle les comptes que des opérations militaires. Autrement dit, le programme de paix est un programme de guerre. Cela se présentait ainsi jusqu'à l'intervention d'une troisième force, l'Internationale socialiste. Pour le prolétariat révolutionnaire, le programme de paix n'exprime pas les exigences que doit réaliser le militarisme, mais celles que les travailleurs révolutionnaires veulent lier à leur lutte contre le militarisme de tous les pays. Plus le mouvement international révolutionnaire s'étend, plus les problèmes de paix deviennent indépendants de la situation purement militaire, et plus s'amenuise le danger que les conditions de paix soient comprises par les masses comme des buts de guerre.

C'est ce qui se révèle le plus vivement par la question du sort des petites nations et des gouvernements faibles. La guerre s'est ouverte par l'écrasante agression allemande contre la Belgique et le Luxembourg. En résonance au coup de tonnerre produit par la défaite d'un petit pays, à côté de l'indignation fausse et hypocrite des classes dirigeantes de l'autre camp, s'est fait entendre la colère sincère des masses dont la sympathie va à un petit peuple écrasé par le fait qu'il se trouve entre deux géants.

Au début de la guerre, le sort de la Belgique portait l'empreinte d'un drame exceptionnel, mais trente-quatre mois de guerre ont montré que cet épisode n'était que

le premier pas sur la voie de la solution des problèmes que comporte la guerre impérialiste : *la soumission des faibles aux forts.*

Dans le domaine des relations internationales, le Capitalisme a appliqué les méthodes au moyen desquelles il « régularise » la vie économique interne des nations. Le chemin de la concurrence est celui de l'élimination systématique des petites et moyennes entreprises et du triomphe du grand capital. La rivalité mondiale des forces capitalistes signifie la soumission systématique aux grandes puissances des nations faibles et arriérées. Plus la technique s'élève, plus le rôle joué par la Finance est grand, plus les nations faibles tombent dans la dépendance. Ce processus s'est accompli sans interruption en temps de paix, par l'intermédiaire des emprunts gouvernementaux, des chemins de fer et autres concessions, d'accords diplomatiques et militaires, etc. La guerre a dévoilé et accéléré ce processus en y introduisant un facteur de violence ouverte. Elle détruit les derniers réflexes d'indépendance des pays faibles, indépendamment de l'issue du conflit.

La Belgique gémit encore sous l'oppression de la soldatesque allemande. Mais ce n'est là que l'expression extérieure, sanglante et dramatique, de la destruction de son indépendance. La « libération » de la Belgique n'est pas un problème isolé pour les Alliés. Dans le cours de la guerre, comme après les hostilités, la Belgique ne sera qu'un pion dans le jeu des géants capitalistes. Sans l'intervention de la troisième force — *l'Internationale* —, la Belgique restera dans les griffes de l'Allemagne, ou bien elle sera soumise à l'Angleterre, ou bien encore elle sera divisée entre les carnassiers des deux camps.

Il faut en dire autant de la Serbie dont l'énergie nationale a servi de poids dans les balances impérialistes mondiales dont les oscillations ne dépendent en rien des intérêts serbes.

Les Empires Centraux ont entraîné dans la guerre la Turquie et la Bulgarie. Feront-elles encore partie du bloc impérialiste austro-hongrois ou serviront-elles de monnaie d'échange ? Quoi qu'il en soit, le dernier chapitre de l'histoire de leur indépendance est terminé.

Plus typique encore est l'exemple fourni par la Perse dont la liquidation de l'indépendance avait été consacrée par l'Accord anglo-russe de 1907.

La Roumanie et la Grèce nous montrent clairement quelle liberté les grands trusts octroient aux petites entreprises. La Roumanie a préféré accomplir un geste de libre choix en levant les écluses de sa neutralité. La Grèce s'est efforcée passivement de rester « à la maison ». Comme pour mieux dévoiler toute l'hypocrisie de la lutte « neutraliste » pour l'auto-détermination, toutes les armées européennes ont foulé le territoire grec. Ma liberté de choix se borne, dans le meilleur des cas, à une forme de self-inactivité. En ce qui concerne la Roumanie et la Grèce, le même bilan est dressé : les deux pays servent de pions aux grands joueurs.

À l'autre bout de l'Europe, le petit Portugal a jugé bon de se mêler aux combats aux côtés des Alliés. Sa décision aurait pu sembler incompréhensible si l'on ne se souvenait

qu'il n'est qu'un territoire sous protectorat anglais et que sa liberté est aussi grande que celle du gouvernement de Tver ou de l'Irlande.

Les classes possédantes des Pays-Bas et des États Scandinaves amoncellent, grâce à la guerre, des montagnes d'or. Mais la fragilité de la « souveraineté » de ces nations apparaît d'autant plus fragile que même si elle survit à la guerre, elle sera mise en cause dans le grand règlement de comptes à la fin de la guerre.

Une Pologne « indépendante » dans une Europe impérialiste ne peut conserver qu'une apparence d'indépendance qu'en étant sous la coupe financière et militaire d'une des grandes puissances.

La souveraineté de la Suisse dépend de son ravitaillement. Et les dirigeants de la petite République, balayant, le chapeau à la main les perrons des puissances en guerre, donnent un très net tableau de ce que peuvent signifier la neutralité et l'indépendance d'un pays qui ne dispose pas de millions de baïonnettes.

Si la guerre, grâce à la multiplication des fronts et des participants, a rendu impossibles à l'importe quel gouvernement de préciser ses buts de guerre. Les petites puissances ont cet avantage de savoir que leur sort est déterminé par avance. Quel que soit le vainqueur, quel que soit le vaincu, le retour seulement la question de savoir *qui* sera le maître des petits pays. Seuls des charlatans ou des imbéciles incurables peuvent lier la liberté des nations faibles à la victoire de l'un ou l'autre camp.

Une troisième issue infiniment plus probable de la guerre sera une *partie nulle* : l'absence d'une nette supériorité dans l'un des camps belligérants ne sert qu'à dévoiler la prédominance des forts sur les faibles de chaque camp et celle des blocs en guerre sur les victimes « neutres » de l'Impérialisme. L'issue de la guerre sans vainqueur ni vaincu ne garantit rien, ni personne, — *les vaincus* seront les petits États, ceux qui auront versé leur sang sur les champs de bataille et ceux qui auront cherché à se protéger dans l'ombre de leur neutralité.

L'indépendance des Belges, des Serbes, des Polonais, des Arméniens, etc., n'est pas pour nous une fraction du programme de guerre des Alliés (comme Guesde, Plékhanov, Vandervelde, Henderson, etc.), mais est inscrite au programme de la lutte du prolétariat international contre l'Impérialisme.

## II. « STATUT QUO ANTE BELLUM »

Le prolétariat, dans les conditions actuelles, ne peut-il pas promouvoir son « programme de paix », c'est-à-dire la solution à sa manière des questions qui ont engendré la guerre ou qui ont surgi au cours de son déroulement ?

On nous a dit que, pour réaliser ce programme, le prolétariat manque actuellement de forces. Il ne s'agirait que d'une utopie. Mais l'affaire est différente si la lutte avait pour objectif la cessation immédiate de la guerre et la paix sans annexion, donc le retour à l'état de choses avant les hostilités. C'est un programme bien plus réaliste. Telles sont les conclusions auxquelles sont arrivés Martov, Partinov et d'autres Menchéviks-internationalistes qui, sur ce point comme sur d'autres, adoptent les vues non des

révolutionnaires, mais des conservateurs (*non* à la révolution sociale, *mais* rétablissement de la lutte des classes ; *non* à la III<sup>e</sup> Internationale, *mais* retour à la II<sup>e</sup> ; *non* à un programme révolutionnaire de paix, *mais* acceptation du *statu quo ante bellum* ; *non* à la conquête du pouvoir par les Conseils des Ouvriers et des Soldats, *mais* remise du pouvoir aux Partis bourgeois...). Cependant, dans quel sens peut-on parler de la « réalité » de la lutte pour la cessation de la guerre et de la paix sans annexion ? Il est indubitable que la guerre cessera tôt ou tard. Dans le sens « attentiste », le slogan de cessation de la guerre est, sans conteste, « réaliste », car il est aveuglant d'évidence. Mais dans le sens révolutionnaire ? ... N'est-il pas utopique de s'imaginer que le prolétariat ait assez de forces pour stopper la guerre contre la volonté des dirigeants ? Ne faut-il pas, pour cette raison, refuser le slogan de cessation de la guerre ? Poussons plus loin encore notre raisonnement. Dans quelles conditions se fera cette cessation de la guerre ? Ici, si l'on raisonne théoriquement, se présentent trois positions typiques :

- 1) victoire décisive de l'un des deux camps ; —
- 2) épuisement général des belligérants, en l'absence d'une supériorité écrasante de l'un d'eux ; —
- 3) intervention du prolétariat révolutionnaire arrêtant le développement « naturel » des hostilités.

Il est tout à fait clair que si la guerre se termine par la victoire totale de l'un des camps, il serait naïf de compter sur une paix sans annexion. Si Scheidemann et Landsberg interviennent au Parlement en faveur d'une telle paix, c'est avec le calcul que de telles protestations n'empêcheront pas de procéder à des annexions « salutaires ». Notre généralissime, Alexiev, en traitant la paix sans annexion de « phrase utopique », a fermement conclu que le but primordial était l'offensive et, qu'en cas de succès, tout le reste s'arrangerait de lui-même<sup>50</sup>. Pour arracher les annexions des mains de la puissance victorieuse, armée de pied en cap, il faudrait au prolétariat, en plus de la bonne volonté, la force révolutionnaire et la capacité de mettre celle-ci en action. En aucun cas, le prolétariat n'aurait à sa disposition les moyens « économiques » indispensables pour faire renoncer le vainqueur au butin qu'il s'est acquis.

Le second point, sur lequel comptent les partisans de « la paix sans annexion et sans rien de plus », suppose que la guerre, si elle n'est pas interrompue par l'intervention du prolétariat, épuisant toutes les forces vives des combattants, se terminera par l'usure générale, sans vainqueur et sans vaincu. À cette situation, où le trop faible pour faire la révolution, les internationalistes passifs veulent appliquer le programme de « paix sans annexion » qu'ils formulent comme étant le retour au *statu quo ante bellum*. Mais ici le réalisme découvre son talon d'Achille. La guerre se terminant en « partie nulle » n'exclut nullement les annexions. Au contraire, elle les propose. Si aucun des blocs belligérants ne triomphe, ceci ne signifie nullement que la Serbie, la Grèce, la Belgique, la Pologne, la Perse, la Syrie, l'Arménie, etc., demeureront intactes. Au contraire, les annexions se feront sur le dos des plus faibles. Pour empêcher ce jeu des « compensations », il faut que le prolétariat entre directement en lutte contre les dirigeants. Les articles, les

---

<sup>50</sup> La mise à la retraite du général n'enlève rien à la justesse de ses déclarations.

meetings, les interventions parlementaires et même les manifestations sur la voie publique n'ont jamais empêché et n'empêcheront jamais les gouvernants — par voie d'accord ou d'accords — de faire des conquêtes territoriales et d'opprimer les nationalités faibles.

Le troisième point est le plus clair de tous. Il propose que le prolétariat international se soulève avec une telle force qu'il paralyse et arrête la guerre. Il est évident qu'en manifestant une pareille vigueur, il ne se bornera pas à réaliser un programme purement conservateur.

Donc, la réalisation d'une paix sans annexion suppose, dans tous les cas, un mouvement révolutionnaire puissant. Mais si l'on suppose l'existence d'un tel mouvement, le programme indiqué est misérable par rapport à ce qu'il pourrait être. Le *statu quo ante bellum* — ce produit des guerres, des exactions, des oppressions, du légitimisme, de l'hypocrisie des diplomates et de la stupidité des peuples — reste comme le seul contenu positif du slogan « guerre sans annexion ».

Dans sa lutte contre l'Impérialisme, le prolétariat ne peut se fixer comme but le retour à l'ancienne carte européenne ; il doit promouvoir *son propre programme de relations gouvernementales et nationales* répondant aux tendances fondamentales du développement économique, au caractère révolutionnaire de l'époque et aux intérêts socialistes du prolétariat.

Isolément, le slogan « sans annexion » ne procure aucun critère d'orientation politique pour les questions qui surgissent au cours de la guerre. Si l'on suppose que la France reprendra l'Alsace-Lorraine, la Social-démocratie allemande, en suivant Scheidemann, aura-t-elle l'obligation d'exiger le retour de ces provinces à l'Allemagne ? Exigerons-nous le retour de ces provinces à l'Allemagne ? Exigerons-nous le retour du Royaume de Pologne à la Russie ? Devons-nous attendre à ce que le Japon restitue Kiao-Tchéou... à l'Allemagne ? L'Italie restituera-t-elle ses conquêtes du Trento ? Même seulement le supposer serait pure imbécilité ! Nous serions-nous montrés partisans du légitimisme, c'est-à-dire des défenseurs des droits dynastiques et « historiques » dans le plus pur esprit réactionnaire ? Dommage que la réalisation de ce programme exige la révolution !

Nous ne pouvons que mettre en avant le principe suivant : *demander l'avis du peuple intéressé*. Il va de soi que ce critère n'est pas absolu. Ainsi, les socialistes français font de la question alsacienne une honteuse comédie : d'abord on occupe, et puis on réclame le consentement de la population ! Il est tout à fait sûr qu'un plébiscite authentique ne peut avoir lieu que dans des conditions révolutionnaires, quand la population peut se prononcer librement, non devant la gueule d'un revolver qu'il soit français ou allemand.

L'unique sens véritable du slogan « sans annexion » conduit à la protestation contre *de nouvelles conquêtes territoriales*, c'est-à-dire à la négation de l'expression du *droit des peuples à l'auto-détermination*. Mais nous voyons que ce fameux droit, « démocratique sans conteste », se change inévitablement en droit pour les nations fortes de dominer les faibles, en « chiffon de papier », et fera de l'Europe une carte politique où les nations séparées par les barrières douanières se heurteront sans cesse dans leurs luttes impérialistes. Cet état de choses ne peut être empêché que par la

*Révolution prolétarienne. Le centre de gravité de la question se trouve dans la réalisation du programme prolétarien de paix et de la révolution sociale.*

### **III. LE DROIT À L'AUTO-DÉTERMINATION**

Nous avons vu plus haut que la Social-démocratie ne peut faire un pas en avant dans le domaine des regroupements nationaux et gouvernementaux sans le principe de l'auto-détermination, qui est le droit pour chaque peuple de se choisir *son destin gouvernemental*, c'est-à-dire le droit de se séparer d'un gouvernement dominant plusieurs nationalités (par exemple : la Russie et l'Autriche). Démocratiquement parlant, le seul moyen de connaître la volonté d'un peuple est de le consulter par voie de référendum. Mais, en réalité, cette obligation démocratique reste purement *formelle*. Elle ne nous renseigne pas sur les possibilités réelles, les voies et les moyens de l'auto-détermination nationale dans les conditions actuelles de l'économie capitaliste. Et justement, là est le centre de gravité de la question.

Pour beaucoup, sinon pour la majorité des nations opprimées, l'auto-détermination signifie l'éclatement des frontières et le démembrement des puissances actuelles. Ce principe démocratique conduit en particulier à la libération des colonies. La politique impérialiste vise à l'élargissement des frontières, à l'absorption des nations faibles et à la conquête de nouvelles colonies. L'impérialisme est *expansif et offensif* de nature, et il se caractérise par cette qualité, non par les manœuvres tortueuses des diplomates.

De cette façon, le principe de l'auto-détermination nationale conduisant, en de nombreux cas, à la décentralisation gouvernementale et économique (démembrement, déclin), se heurte de façon hostile aux efforts centralisateurs de l'Impérialisme qui possède l'appareil du pouvoir et la force militaire. Il est vrai que, souvent, le mouvement séparatiste-national trouve un appui dans l'Impérialisme de l'État *voisin*. Mais cette aide ne se révèle efficace que dans le cas de changement du rapport des forces militaires. À peine arrive-t-on à un choc entre deux puissances impérialistes que les *nouvelles* frontières se définissent non sur la base du principe national, mais sur celle du rapport des forces en présence. *Obliger* le vainqueur à renoncer à l'annexion des territoires conquis est aussi difficile que de le forcer à donner, par avance, la liberté du choix aux provinces occupées. Même si le miracle s'accomplissait — ce dont blablatent des mi-fantaisistes, mi-canailles du type Hervé — que l'Europe soit par la force des armes partagée en des gouvernements nationaux parfaits, les questions nationales n'en serait pas pour autant résolue. Le lendemain, après un partage « équitable », l'expansion capitaliste recommencerait son œuvre, les conflits se multiplieraient, les guerres éclateraient avec de nouvelles conquêtes, et ce serait l'écrasement définitif du droit à l'auto-détermination pour qui n'a pas assez de baionnettes pour le défendre.

Ce serait comme si l'on obligeait des joueurs professionnels, au beau milieu d'une partie « loyale », à se répartir les gains pour recommencer le jeu avec deux fois plus de moyens de tricher.

Mais devant la puissance des tendances centralisatrices de l'Impérialisme, il ne s'ensuit pas que nous devons nous y plier. La collectivité nationale est un foyer vivant de



culture, tout comme la langue nationale, son organe vivant, et les deux conservent leur signification pendant un temps indéterminé de périodes historiques. La Social-démocratie veut et doit, dans l'intérêt de la culture matérielle et spirituelle, garantir la liberté du développement (ou de la formation), car elle a repris de la bourgeoisie révolutionnaire le principe démocratique de l'auto-détermination en tant que devoir politique.

Le droit à l'auto-détermination ne doit pas être écarté du programme prolétarien de paix ; mais il ne peut prétendre à une signification *absolue*. Au contraire, il est limité, pour nous, par les tendances progressives du développement historique. Si le « droit » doit être — sur le plan de la lutte révolutionnaire —, opposé aux méthodes centralisatrices de l'Impérialisme, le prolétariat, d'un autre côté, ne peut tolérer qu'une « frontière nationale » se mette en travers de la route du progressisme qui planifie l'économie mondiale. L'Impérialisme est l'expression capitaliste et rapace de cette tendance de l'économie. Il faut définitivement s'arracher à l'absurdité de la limitation du village et du district. En luttant contre les formes impérialistes de la centralisation économique, le Socialisme non seulement n'attaque pas cette tendance, mais, au contraire son principe directeur.

Du point de vue du développement historique comme de celui des questions posées à la Social-démocratie, la tendance centralisatrice de l'économie actuelle se révèle *fondamentale*, et il faut lui garantir l'accomplissement de sa mission historique : *l'édification d'une économie mondiale unie*, indépendamment des rameaux nationaux, soumise uniquement aux exigences du sol, du sous-sol, du climat et de la répartition du travail. Les Polonais, les Serbes, les Alsaciens, les Dalmates, les Belges et les autres petits peuples non encore conquis pourront être rétablis dans leurs droits et frontières et pourront jouir de leur culture propre, tout en n'étant pas opposés économiquement les uns aux autres.

En d'autres termes, pour que tous ces peuples ne se sentent pas gênés dans leur union, il faut que soient détruites les frontières qui les emprisonnaient jusqu'à maintenant. Il faut que les cadres de l'État en tant qu'organisation *économique*, *non nationale*, soient élargis et embrassent toute l'Europe. C'est seulement dans l'union économique des pays européens, libérés des contraintes douanières, qu'il est possible de faire vivre une culture nationale et un développement débarrassés des antagonismes nationaux et économiques.

Cette dépendance directe de l'auto-détermination des peuples faibles exclut la possibilité, pour le prolétariat, de poser le problème, par exemple de l'indépendance de la Pologne ou de l'union des Serbes *en dehors de la révolution européenne*. Mais ceci signifie, d'un autre côté, que le droit à l'auto-détermination, en tant que partie constituante du programme prolétarien de paix, possède un caractère non pas « utopique », mais révolutionnaire. Cette conception est dressée premièrement, contre les Allemands David et Landsberg qui, du haut de leur « réalisme » impérialiste, ensuite contre les simplifications de notre propre camp révolutionnaire, qui déclarent que ce principe n'est réalisable que par le socialisme, et se libèrent ainsi de la nécessité de donner une réponse de principe aux problèmes nationaux posés par la guerre.

Entre l'état général actuel et le socialisme s'étend la grande époque de la *révolution sociale*, c'est-à-dire celle de la lutte ouverte du prolétariat pour la conquête du pouvoir et la conservation de celui-ci pour la démocratisation des relations collectives et de la conversion de la société capitaliste en une société socialiste. Ce ne sera pas une époque de paix et de calme, mais, bien au contraire, une période de tension extrême, celle du soulèvement des peuples, de guerres, d'élargissement des tentatives de régime socialiste. Cette époque exigera du prolétariat une réponse directe et active à la question posée par les conditions futures d'existence des nations et des rapports mutuels avec le gouvernement et l'économie.

#### IV. LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Nous avons essayé, ci-dessus, d'établir que l'union économique et politique de l'Europe était la base indispensable de la possibilité de l'auto-détermination nationale. De même que le slogan « indépendance nationale » pour les Serbes, les Grecs, Bulgares, etc... n'est que pure abstraction sans le slogan complémentaire « République fédérative balkanique », de même, à l'échelle européenne, le droit à l'auto-détermination ne prendra consistance que dans les conditions d'une République fédérative européenne.

Si le slogan d'une démocratie fédérative était d'essence purement prolétarienne dans les Balkans, il l'est à plus forte raison dans le reste de l'Europe, où l'antagonisme Capital-Prolétariat est incomparablement plus fort.

La suppression des douanes « intérieures » est une difficulté à peu près insurmontable pour la politique bourgeoise — et sans elle, tous les arbitrages et les codes sont aussi efficaces que la neutralité belge. L'effort vers l'union du marché européen, et celui de s'emparer des pays sous-développés, non européens, tous deux créés par le développement du Capitalisme, se heurtent à la grande résistance des classes capitalistes et agraires dans les mains desquelles l'appareil douanier en relation avec l'appareil militaire (sans lequel le premier n'est rien) est un instrument irremplaçable d'exploitation et d'enrichissement.

La bourgeoisie financière et industrielle hongroise s'oppose à l'union économique avec l'Autriche bien plus développée en système capitaliste. La bourgeoisie austro-hongroise est hostile à une union douanière avec l'Allemagne beaucoup plus forte. Les agrariens allemands ne consentiront jamais volontairement à la suppression des taxes sur le blé. Que les intérêts économiques des classes possédantes des Empires centraux ne s'harmonisent pas facilement avec ceux des capitalistes anglo-franco-russes, la guerre actuelle le démontre éloquemment. Le désaccord des intérêts capitalistes au sein même du camp allié est encore plus visible que chez les partenaires de la Triplice. Dans ces conditions, une union économique réalisée par *en-haut* n'est que pure utopie. Il ne pourrait s'agir que de demi-mesures et de compromis partiels. Cette union, source de développement tant de la production que de la culture, ne peut être réalisée que par le prolétariat combattant le perfectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme.

Les États-Unis d'Europe, sans monarchie, sans armée permanente et sans diplomatie secrète, voilà la clause la plus importante du programme de paix prolétarien.

L'idéologie et la politique de l'Impérialisme allemand ont fait promouvoir, plus d'une fois, un programme « d'États-Unis », c'est-à-dire des États d'Europe Centrale. Unir l'Europe par la violence telle est la caractéristique de ce programme, tout comme celui des Français qui préconise de démembrer l'Allemagne.

Si les armées allemandes avaient remporté cette victoire décisive escomptée au début de la guerre, l'Impérialisme allemand aurait fait la tentative gigantesque de réaliser l'alliance douanière et militaire des États européens, faite d'extorsion et de compromis qui auraient enlevé tout caractère progressif au marché européen. Ce n'est pas la peine de faire remarquer que dans ces conditions, il ne peut être question d'autonomie des nations réunies de force dans une caricature d'États-Unis européens. Cette perspective nous a été opposée, sous le prétexte que notre idée peut, dans certaines conditions, prendre une réalité « réactionnaire » d'Impérialisme monarchique. Justement cette perspective présente le plus sûr témoignage en faveur de la valeur réalisatrice de notre slogan. Si le militarisme allemand réussissait à unir, par la violence, la moitié de l'Europe, quel serait le slogan du prolétariat européen ? L'éclatement de l'union européenne ligotée et le retour des peuples à l'isolement national ? Le rétablissement de douanes « autonomes », de monnaies « nationales », d'un code social « national » ? Évidemment, non. Le programme révolutionnaire comporte la destruction de la forme antidémocratique d'une Union réalisée par la violence. En d'autres termes, notre slogan : sans armée permanente et sans monarchie, est le slogan unificateur et directeur de la révolution européenne.

Prenons la deuxième hypothèse : « la partie nulle ». Au début de la guerre, l'éminent professeur List, propagandiste de « l'Europe Unie », démontrait que même si l'Allemagne ne remportait pas la victoire, l'Union se ferait quand même et de façon plus complète encore. Poussés par leurs besoins d'expansion, mais incapables de se mesurer les uns aux autres, les États européens auraient continué à remplir leur « mission » en Afrique, en Extrême-Orient et en Asie et se trouveraient contenus par les U.S.A. et le Japon. Donc la nécessité de s'accorder (suivant List) sur le plan économique, obligerait les principales puissances à s'unir contre les nations faibles et, cela va de soi, avant tout contre les masses laborieuses. Nous avons montré déjà les obstacles énormes que rencontrerait la réalisation de ce programme. Le franchissement de ces obstacles, même à demi, signifierait la création d'un trust impérialiste des puissances européennes, d'une camaraderie de rapaces. Et c'est cette perspective qu'on nous oppose, en guise de danger que représenterait le slogan « États-Unis d'Europe », alors qu'elle est en réalité la démonstration la plus nette de sa signification réaliste et révolutionnaire. Si les puissances capitalistes se réunissaient en un trust, ce serait un pas de fait par rapport à la situation *actuelle*, car ce serait une base matérielle et collective pour le mouvement ouvrier. Dans ce cas, le prolétaire n'aurait plus qu'à se battre non contre le retour à un gouvernement national, mais pour la conversion d'un trust en une République fédérative européenne.

On parle, en haut, de ces larges plans d'unification de l'Europe, d'autant moins cependant que la guerre se prolonge en dévoilant la complète incapacité du militarisme pour régler les questions qui ont provoqué la guerre. À la place des « États-Unis » impérialistes, sont sortis des plans d'union économique entre l'Allemagne et l'Autriche,

d'un côté, des pays de l'Entente, d'autre part, avec des tarifs de combat. Après ce que nous venons de dire, il n'est pas la peine d'insister sur l'énorme signification que prendrait la politique du prolétariat luttant contre les barrières douanières et diplomatiques. Maintenant, après l'immense espoir suscité par la Révolution russe, nous sommes fondés à penser, que dans le cours de cette guerre, un grand mouvement ouvrier se développera dans toute l'Europe. Il est clair qu'il ne peut espérer en la victoire qu'en étant *pan-européen*. S'il demeure dans les cadres de la nation, il s'expose à sa perte. Nos sociaux-patriotes appellent l'attention sur le danger que le militarisme allemand fait courir à la Révolution russe. Ce danger est incontestable, mais il n'est pas le seul. Les militarismes anglais, français, italien ne sont pas moins dangereux que la machine de guerre des Hohenzollern. Pour se sauver, la Révolution russe doit s'étendre sur toute l'Europe. Si le mouvement révolutionnaire touchait l'Allemagne, le prolétariat de celle-ci devrait chercher et trouverait un écho révolutionnaire dans les pays « hostiles » de l'Occident, et si dans un de ces pays, les prolétaires arrachaient le pouvoir à la bourgeoisie, ils seraient obligés de venir au secours de leurs frères des autres pays, ne fut-ce que pour conserver le pouvoir. En d'autres termes : l'établissement de la dictature du prolétariat n'est « pensable » que dans son expansion dans toute l'Europe, donc sous forme d'une République fédérative européenne. L'Union européenne, non réalisée par le fer et par les accords diplomatiques, sera le problème inéluctable posé au prolétariat victorieux.

États-Unis d'Europe, tel est le slogan de l'époque où nous venons d'entrer. Quelles que soient les opérations militaires, quels que soient les bilans que dressera la diplomatie, quel que soit le tempo du développement du mouvement ouvrier, le slogan « États-Unis d'Europe » recevra une énorme signification en tant que formule de la lutte du prolétariat européen pur conquérir le pouvoir. Dans ce programme est inclus le fait que le gouvernement national a vécu en tant que base du développement de la production, de la classe ; il se transforme en dictature du prolétariat. Notre refus de la « défense de la patrie » cesse d'être un acte purement négatif de self-défense idéologique et politique, mais reçoit toute sa signification révolutionnaire dans le cas seulement où nous opposons à la défense conservatrice d'une patrie nationale surannée, la conception beaucoup plus haute de « patrie » de la révolution, la république européenne, dont seul l'avènement permet au prolétariat de révolutionner et d'organiser le monde.

Voici la réponse à ceux qui demandent dogmatiquement : « Pourquoi l'unification de l'Europe et non du monde tout entier ? » L'Europe n'est pas seulement une appellation géographique, mais une collectivité économique et de culture historique. La révolution européenne n'a pas à attendre la révolution en Asie et en Afrique, pas même en Amérique et en Australie. Une révolution victorieuse en Russie ou en Angleterre est impensable sans une révolution en Allemagne, et vice-versa. La guerre est appelée mondiale, mais même avec l'intervention des U.S.A., elle est malgré tout européenne. Les problèmes révolutionnaires restent posés au prolétaire européen.

Il va de soi que les États-Unis d'Europe ne seront qu'un des deux axes de l'organisation mondiale économique. Le deuxième est constitué par les États-Unis d'Amérique.

L'unique conception historique quelque peu concrète contre le slogan « États-Unis », a été formulée par le journal suisse *Social-démocrate* dans les termes suivants : « Le

développement inégal économique et politique est une loi absolue du Capitalisme. » Le journal en tire la conclusion que si la victoire du prolétariat est possible dans chaque pays, il ne s'ensuit pas fatalement que cette dictature prolétarienne doive aboutir à la formation des États-Unis d'Europe. Que le développement capitaliste soit inégal dans les différents pays, c'est une conception absolument incontestable. Mais cette inégalité est elle-même inégale. Les niveaux capitalistes en Angleterre, en Autriche, en Allemagne et en France ne sont pas les mêmes. Mais par rapport à l'Asie et à l'Afrique, ces nations représentent une « Europe » capitaliste mûre pour la révolution. Que chaque nation ne doive pas « attendre » les autres dans sa lutte, est une pensée élémentaire qu'il est bon et indispensable de répéter, afin que l'idée d'un Internationalisme parallèle ne se convertisse pas en celle d'un Internationalisme attentiste. N'attendant pas les autres, nous poursuivons notre lutte avec la ferme conviction que notre initiative donnera l'impulsion voulue à la lutte des autres pays ; si ceci ne se produisait pas, il serait désespérant de penser — comme en témoignent les expériences historiques et les conceptions théoriques — que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait se trouver devant une Europe, conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste pourrait demeurer isolée dans un monde capitaliste.

Examiner les perspectives de révolution sociale dans les frontières des cadres nationaux, ce serait être la victime d'une conception nationale étriquée, qui constitue l'essence du social-patriotisme. Vaillant considérait la France comme la terre élue de la révolution sociale, et en ce sens, il la défendit jusqu'au bout. Lentsch et d'autres — les uns hypocritement, les autres ouvertement — pensent que la défaite de l'Allemagne signifierait la ruine des bases de la révolution sociale. EN fin de compte, nos Tsérételli et Tchernov, introduisant chez nous la plus regrettable expérience, celle du ministérialisme français, jurent que leur politique sert la cause de la révolution et n'a rien de commun avec la politique des Guesde et des Sembat. Il ne faut pas publier que le social-patriotisme, à côté d'un réformisme vulgaire, contient un messianisme national-révolutionnaire qui regarde son propre pays — à cause de son industrie ou de ses formes démocratiques ou de ses conquêtes révolutionnaires — comme le seul appelé à guider l'humanité vers le socialisme ou la démocratie. Si une révolution victorieuse était « pensable » dans les limites d'une nation mieux préparée, ce messianisme, lié au programme de la défense nationale, trouverait sa justification historique. Mais, en réalité, il ne la possède pas. Lutter avec de pareilles méthodes pour conserver la base nationale de la révolution, méthodes pour conserver la base nationale de la révolution, méthodes qui rompent les liens internationaux du prolétariat, c'est saper virtuellement la révolution qui ne peut débiter que sur une base nationale, mais qui ne peut s'y épanouir complètement à cause de l'interdépendance économique et politico-militaire des États européens que la guerre actuelle a plus que jamais mise en évidence. Cette interdépendance qui justifie les activités communes des prolétaires européens, donne toute son expression au slogan des États-Unis d'Europe.

Le social-patriotisme qui, de principe, sinon toujours de fait, conduit aux conclusions du social-réformisme, nous propose de diriger la politique du prolétariat suivant la ligne « du moindre mal », c'est-à-dire en adhérant à l'un des groupes belligérants. Nous rejetons cette méthode. Nous affirmons que cette guerre préparée par le

développement capitaliste a posé brutalement les problèmes *fondamentaux* du développement capitaliste contemporain dans son *intégralité*, et que la ligne de conduite du prolétariat international doit se définir non par des signes secondaires politiques et nationaux, non par les avantages problématiques apportés par la prédominance de l'un ou l'autre des belligérants — car il faudrait payer ces avantages incertains par le renoncement à une politique indépendante du prolétariat — mais par l'antagonisme de base entre le prolétariat international et le régime capitaliste en son entier.

Poser ainsi cette question de principe est l'unique moyen de lui conférer son caractère révolutionnaire. Elle seule justifie, en théorie et en pratique, la tactique du prolétariat international.

En niant l'État — non au nom de la propagande, mais au nom de la classe la plus importante — l'Internationalisme ne se lave pas passivement du « péché » de la catastrophe, mais affirme que le sort du développement mondial n'est pas lié à celui du gouvernement national, mais que celui-ci doit laisser la place à une organisation plus haute en culture et en économie, reposant sur des bases plus larges. *Si le problème du Socialisme pouvait coïncider avec les cadres de l'État national, il coïnciderait avec la défense nationale.* Mais le problème du Socialisme se pose devant nous sur des bases impérialistes quand le Capitalisme est obligé de briser les cadres nationaux et gouvernementaux.

La semi-unification impérialiste de l'Europe pourrait être atteinte, comme nous avons essayé de le démontrer, par une victoire totale d'un des adversaires, ou par une cessation indéfinie de la guerre. Dans l'un et l'autre cas, cette unification serait la négation du droit à l'auto-détermination des petites nations et la centralisation de toutes les forces de la réaction : monarchie, armée permanente et diplomatie secrète.

L'unification républicaine et démocratique de l'Europe, seule capable de garantir le développement national, ne peut se faire que par la voie de la lutte révolutionnaire contre le centralisme militariste, dynastique et impérialiste, et par le soulèvement des différentes nations. Mais la révolution européenne victorieuse, quelles qu'aient été ses péripéties dans les diverses nations — en l'absence des autres classes révolutionnaires — ne peut donner le pouvoir qu'au seul prolétariat. Par conséquent, les États-Unis d'Europe représentent, avant tout, la seule forme imaginable de la dictature du prolétariat européen.

## POSTFACE (1922)

[Retour à la table des matières](#)

« Le Programme de la Paix » suit étroitement la thèse exposée dans le premier tome de *La Guerre et la Révolution*.

Nous avons répété plusieurs fois que la révolution prolétarienne ne peut s'épanouir victorieusement dans les cadres nationaux. Cette affirmation pourrait sembler à quelques lecteurs niés par l'expérience de près de cinq ans de notre République Soviétique. Mais cette conclusion n'est pas fondée. Le fait que le Pouvoir ouvrier ait pu se maintenir contre le monde entier, et dans un seul pays, d'ailleurs arriéré, témoigne des capacités colossales du prolétariat qui dans des pays plus avancés, plus civilisés, accomplirait des miracles. Mais, dans le sens politique et militaire, en tant que gouvernement, nous ne sommes pas arrivés à la formation d'un État socialiste, et même nous ne nous en sommes pas approchés. La lutte pour la conservation du Pouvoir révolutionnaire a provoqué un abaissement extraordinaire des forces productives ; or le Socialisme n'est imaginable que par leur accroissement et leur épanouissement. Les négociations douanières avec les États bourgeois, les concessions, la Conférence de Genève, sont un témoignage éclatant de l'impossibilité d'une édification isolée du Socialisme dans les cadres nationaux. Tant que les autres États posséderont des gouvernements bourgeois, nous serons forcés, dans notre lutte contre l'isolement économique, de chercher des accords avec le monde capitaliste ; nous pouvons affirmer avec certitude que ces accords peuvent nous aider à panser nos plaies, à avancer quelque peu, mais l'élan grandiose de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principales nations européennes.

Que l'Europe forme un tout, non seulement géographique, mais économique et politique, les événements des dernières années en sont le témoignage frappant : l'abaissement de l'Europe, la puissance accrue des U.S.A., les tentatives de Lloyd George de « sauver » l'Europe par la combinaison des méthodes de l'impérialisme et du pacifisme.

Actuellement, le mouvement ouvrier européen se trouve dans une période d'activité défensive, rassemblant ses forces et se préparant. Une nouvelle période de combats révolutionnaires déclarés en vue du pouvoir pousse inévitablement en avant la question des interactions des peuples de l'Europe révolutionnaire. L'unique solution à cette question est la création des États-Unis d'Europe. Pour autant que l'expérience de la Russie a fait avancer le pouvoir soviétique comme la forme la plus naturelle de la dictature du prolétariat, pour autant que l'avant-garde prolétarienne des autres pays a admis, de principe cette forme de pouvoir, nous pouvons présumer que, dès la renaissance de la lutte directe pour la conquête du pouvoir, le prolétariat européen fera promouvoir le programme de la République Soviétique Européenne. En la circonstance, l'expérience de la Russie est riche d'enseignements. Elle témoigne de la parfaite harmonie, sous le régime prolétarien, de l'autonomie nationale et culturelle la plus large avec le centralisme économique.



Dans ce sens, le slogan de « États-Unis d'Europe », traduit dans le langage du gouvernement soviétique, conserve non seulement son sens propre, mais promet de dévoiler son immense signification dans l'époque imminente de la Révolution sociale.

**FIN DU TOME DEUXIÈME**